

Assemblée nationale

Table des matières

(E à Z et Congrès du Parlement)

établie par le service des Archives
de l'Assemblée nationale

Du 1^{er} octobre 1998 au 30 septembre 1999

11^e législature

Session ordinaire de 1998-1999

E**EAU**

Voir aussi COURS D'EAU, ÉTANGS ET LACS, DÉCHETS, POLLUTION ET NUISANCES

Questions au Gouvernement

N° 1280 - Politique de l'eau : Mme Chantal Robin-Rodrigo [7 avril 1999] (p. 3364). Réponse : Mme Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [7 avril 1999] (p. 3364)

Perspectives

Questions orales sans débat

N° 727 - Qualité : M. Émile Blessig [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1783). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [30 mars 1999] (p. 3000, 3001)

Contrôle, Laboratoire d'étude des matériaux, agrément, Saverne

N° 764 - Réseaux : M. Gilbert Meyer [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2415). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [27 avril 1999] (p. 3606, 3607)

Plomb, utilisation, interdiction, contrôle, dispense, Alsace-Moselle

ECONOMIE SOCIALE

Voir aussi ASSOCIATIONS

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Dépôt le 9 juillet 1998 par M. Claude Goasguen

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Alfred Recours (1er octobre 1998) - Rapport n° 1181 (5 novembre 1998) commun avec la proposition de résolution n° 1100 (voir Economie sociale 1100) - Changement de titre : "Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale"

Discussion et adoption le 4 mars 1999 - Résolution n° 256

Constitution [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606) - Bureau [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3975) - Président : M. Alain Tourret ; rapporteur : M. Philippe Nauche - Rapport n° 1778 (6 juillet 1999)

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. Alfred Recours (p. 2039)

Intervention du Gouvernement

Mme Martine Aubry (p. 2040)

Discussion générale

M. Maxime Gremetz (p. 2041) ; M. Germain Gengenwin (p. 2043) ; M. Alain Tourret (p. 2043) ; M. Claude Goasguen (p. 2044) ; M. Philippe Nauche (p. 2045) ; M. Bruno Bourg-Broc (p. 2046)

Intervention du rapporteur

M. Alfred Recours (p. 2048)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 2048)

Discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2049)

Titre (nouveau titre : "Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale")

Vote des groupes

Groupe communiste : pour : M. Maxime Gremetz (p. 2042)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : M. Germain Gengenwin (p. 2043)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Alain Tourret (p. 2044)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Claude Goasguen (p. 2045)

Groupe socialiste : pour : M. Philippe Nauche (p. 2046)

Groupe du Rassemblement pour la République : pour : M. Bruno Bourg-Broc (p. 2048)

Adoption de l'article unique de la proposition de résolution (p. 2049)

Proposition de résolution n° 1100 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la Mutuelle Nationale des Étudiants de France et ses filiales

Dépôt le 30 septembre 1998 par M. André Angot

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Alfred

Recours (1er octobre 1998) - Rapport n° 1181 (5 novembre 1998) commun avec la proposition de résolution n° 1059 (voir Économie sociale 1059)

Proposition de résolution n° 1156 tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement du groupement mutualiste éligible aux règles fixées par le code de la Mutualité

Dépôt le 29 octobre 1998 par M. Dominique Paillé

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Marcel Rogemont (3 décembre 1998) - Rapport n° 1273 (16 décembre 1998)

ELECTIONS ET RÉFÉRENDUMS

Voir aussi PARTIS ET MOUVEMENTS POLITIQUES

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 avril 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Bernard Roman (7 avril 1998) - Rapport n° 909 (20 mai 1998) commun avec le projet de loi n° 828 (voir Elections et référendums 828) - Nouveau titre : "Projet de loi organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice"

Discussion les 26 et 27 mai 1998 - Adoption le 27 mai 1998 - Projet de loi organique n° 138

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 mai 1998 - n° 463 (1997-1998)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jacques Larché - Rapport n° 29 (1998-1999) (21 octobre 1998) - Nouveau titre : "Projet de loi organique relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux"

Discussion les 27 et 28 octobre 1998 - Adoption le 28 octobre 1998 - Projet de loi organique n° 4 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 29 octobre 1998 - n° 1157

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Bernard Roman - Rapport n° 1400 (17 février 1999) commun avec le projet de loi n° 1158 (voir Elections et référendums

828) - Nouveau titre : "Projet de loi organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice"

Discussion les 3 et 4 mars 1999 - Adoption le 4 mars 1999 - Projet de loi organique n° 258

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 9 mars 1999 - n° 255 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jacques Larché - Rapport n° 449 (1998-1999) (23 juin 1999) - Nouveau titre : "Projet de loi organique relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux"

Discussion et adoption le 19 octobre 1999 - Projet de loi organique n° 10 (1999-2000)

Assemblée nationale (troisième lecture)

Dépôt le 20 octobre 1999 - n° 1877

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Bernard Roman - Rapport n° 2134 (2 février 2000) commun avec le projet de loi n° 1878 (voir Elections et référendums 828) - Nouveau titre : "Projet de loi organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice"

Discussion et adoption le 8 février 2000 - Projet de loi organique n° 439

Sénat (troisième lecture)

Dépôt le 9 février 2000 - n° 212 (1999-2000)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jacques Larché - Rapport n° 232 (1999-2000) (23 février 2000) - Nouveau titre : "Projet de loi organique relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux"

Discussion et adoption le 2 mars 2000 - Projet de loi organique n° 96 (1999-2000)

Assemblée nationale (quatrième lecture)

Dépôt le 6 mars 2000 - n° 2232

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Bernard Roman - Rapport n° 2234 (8 mars 2000) commun avec le projet de loi n° 2231 (voir Elections et référendums 828)

Discussion et adoption définitive le 8 mars 2000 - Projet de loi organique n° 471

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61, alinéa 1er, de la Constitution)

Décision le 30 mars 2000 [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5246) - Déclarée conforme à la Constitution

Promulgation

Loi n° 2000-294 du 5 avril 2000 publiée au J.O. du 6 avril 2000 (p. 5238)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Intervention du Gouvernement
M. Jean-Pierre Chevènement (p. 1993)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Bernard Roman (p. 1994)

Discussion générale
M. Georges Tron (p. 1996) ; Mme Frédérique Bredin (p. 2006) ; M. François Goulard (p. 2007) ; M. Michel Crépeau (p. 2009) ; M. Pierre Albertini (p. 2010) ; M. Jacques Brunhes (p. 2011) ; M. Yves Nicolin (p. 2013) ; M. Michel Suchod (p. 2014) ; M. Alain Ferry (p. 2015) ; M. Christian Paul (p. 2016)

Intervention du rapporteur
M. Bernard Roman (p. 2017)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 1er (incompatibilité entre un mandat parlementaire national et européen) (p. 2018) : adopté après modifications (p. 2019)

Amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2019)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France) : rétabli (p. 2019)

Amendement n° 9 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2019)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de juge des tribunaux de commerce) : rétabli (p. 2019)

Amendement n° 10 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2019)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local) (p. 2019) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 11 (p. 2023)

Intervenant : M. Olivier de Chazeaux (p. 2019)

Discussion commune des amendements n°s 11 et 6 corrigé

Amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2020) : adopté (p. 2023)

Sous-amendement n° 47 de M. François Goulard (cumul avec le mandat de maire) (p. 2020) : rejeté (p. 2022)

Sous-amendement n° 48 de M. François Goulard (cumul avec le mandat de maire d'une commune de moins de 100 000 habitants) (p. 2020) : rejeté (p. 2023)

Sous-amendement n° 49 de M. François Goulard (cumul avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 20 000 habitants) (p. 2020) : rejeté (p. 2023)

Sous-amendement n° 50 de M. François Goulard (non prise en compte dans les mandats de celui de maire d'une commune de moins de 3 500 habitants) (p. 2020) : rejeté (p. 2023)

Amendement n° 6 corrigé de M. Pierre Albertini (cumul avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 2020) : devenu sans objet (p. 2023)

Amendement n° 1 de M. Yves Nicolin : devenu sans objet (p. 2023)

Après l'article 2

Amendement n° 29 de M. Hervé Morin (incompatibilité du mandat de député avec ceux d'adjoint au maire d'une commune de plus de 100 000 habitants, de maire d'une commune de plus de 10 000 habitants et de président de conseil général ou régional) : rejeté (p. 2023)

Discussion commune des amendements n°s 37, 30 et 34

Amendement n° 37 de M. François Goulard (incompatibilité du mandat de député avec un emploi relevant de la catégorie A de la fonction publique) (p. 2023) : rejeté (p. 2024)

Amendement n° 30 de M. Hervé Morin (incompatibilité du mandat de député avec un emploi dans la fonction publique à compter de la réélection du parlementaire) (p. 2023) : rejeté (p. 2024)

Amendement n° 34 de M. Hervé Morin (incompatibilité du mandat de député avec un emploi dans la fonction publique sauf pour les ministres des cultes dans les départements d'Alsace-Moselle) (p. 2023) : rejeté (p. 2024)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec les fonctions de membre de cabinet du Président de la République ou d'un cabinet ministériel) (p. 2024) : rétabli (p. 2025)

Amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2024)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du directoire de la Banque centrale européenne et de membre de la Commission européenne) : rétabli (p. 2025)

Amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2025)

Article 2 quater supprimé par le Sénat (missions confiées à un parlementaire) : rétabli (p. 2025)

Amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2025)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture) (p. 2025) : rétabli (p. 2027)

Amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2025) : adopté (p. 2027)

Sous-amendements identiques n°s 46 et 52

Sous-amendement n° 46 de M. François Goulard (incompatibilité limitée à la présidence d'une chambre consulaire) (p. 2025) : rejeté (p. 2027)

Sous-amendement n° 52 de M. Pierre Albertini (incompatibilité limitée à la présidence d'une chambre consulaire) (p. 2025) : rejeté (p. 2027)

Article 2 sexies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec des fonctions de dirigeant dans certaines sociétés) : rétabli (p. 2027)

Amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2027)

Article 2 septies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec des fonctions de dirigeant dans certaines sociétés) (p. 2027) : rétabli (p. 2028)

Amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2027) : adopté (p. 2028)

Article 2 octies supprimé par le Sénat (interdiction faite à un parlementaire d'exercer une fonction de direction ou de conseil dans une société énumérée à l'article L.O. 146) : rétabli (p. 2028)

Amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2028)

Article 2 nonies (interdiction pour un parlementaire d'exercer des fonctions non rémunérées au sein du conseil d'administration d'une société d'économie mixte locale) : supprimé par le Sénat (p. 2028)

Article 2 decies supprimé par le Sénat (limitation pour les parlementaires de l'exercice de la profession d'avocat) (p. 2028) : rétabli (p. 2029)

Discussion commune des amendements n°s 35 corrigé et 19

Amendement n° 35 corrigé de M. Hervé Morin (interdiction faite à l'avocat élu député d'accomplir

directement ou indirectement tout acte de sa profession) (p. 2028) : rejeté (p. 2029)

Amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2028) : adopté (p. 2029)

Article 3 (incompatibilité constituée le jour de l'élection parlementaire) : adopté après modifications (p. 2029)

Amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour le paragraphe II) : adopté (p. 2029)

Amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour le paragraphe III) : adopté (p. 2029)

Article 4 (incompatibilité constituée pendant le mandat parlementaire) (p. 2029) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 22 (p. 2030)

Amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2029) : adopté (p. 2030)

Sous-amendement n° 51 de M. François Goulard (possibilité de démissionner du mandat acquis en dernier lieu) : rejeté (p. 2030)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité des sénateurs) (p. 2030) : rétabli (p. 2032)

Amendements identiques n°s 23 et 31

Amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2030) : adopté (p. 2032)

Amendement n° 31 de M. Philippe Vuilque (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2030) : adopté (p. 2032)

Après l'article 4 bis

Amendement n° 38 de la commission (éligibilité à 18 ans dans toutes les assemblées des territoires d'outre-mer) : adopté (p. 2032)

Articles 4 ter, 4 quater et 4 quinquies (participation des parlementaires aux décisions locales - communication pour avis avant leur publication des décrets d'ouverture et arrêtés d'annulation de crédits) : supprimés par le Sénat (p. 2032)

Article 5 (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer) : adopté (p. 2032)

Article 6 (incompatibilités applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 24 (p. 2067)

Amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2067)

Article 7 (incompatibilités applicables à Mayotte) : adopté après modifications (p. 2067)

Amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2067)

Article 8 (assimilation du mandat de conseiller territorial de la Polynésie française au mandat de conseiller général) : adopté après modifications (p. 2068)

Amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2068)

Amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2068)

Après l'article 8

Amendement n° 40 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2068)

Article 8 bis (assimilation des fonctions de président du gouvernement et de membre du gouvernement de la Polynésie française à celles de président du conseil général) : adopté après modifications (p. 2068)

Amendement n° 41 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2068)

Amendement n° 42 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2068)

Article 8 ter (assimilation du mandat de membre de l'assemblée territoriale des îles de Wallis-et-Futuna au mandat de conseiller général) : adopté après modifications (p. 2069)

Amendement n° 43 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2069)

Après l'article 8 ter

Amendement n° 44 de la commission (harmonisation des incompatibilités applicables aux élus de l'assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna) : adopté (p. 2069)

Article 8 quater (assimilation du mandat de membre d'une assemblée de province de Nouvelle-Calédonie au mandat de conseiller général) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 45 (p. 2069)

Amendement n° 45 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2069)

Après l'article 9

Amendement n° 32 rectifié de M. Pierre Albertini (incompatibilité de la qualité de membre du Conseil économique et social avec le mandat de député ou de représentant au Parlement européen) : adopté (p. 2070)

Article 10 (dispositions transitoires) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 27 rectifié (p. 2070)

Amendement n° 27 rectifié de la commission (entrée en vigueur de la loi à la date du prochain

renouvellement général de l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2070)

Titre

Amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : "projet de loi organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice") : adopté (p. 2070)

Explications de vote

M. Georges Tron (p. 2070) ; M. Pierre Albertini (p. 2071) ; Mme Frédérique Bredin (p. 2071) ; M. François Goulard (p. 2072) ; M. Jacques Brunhes (p. 2072)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Georges Tron (p. 2071)
Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Pierre Albertini (p. 2071)
Groupe socialiste : pour : Mme Frédérique Bredin (p. 2072)
Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. François Goulard (p. 2072)
Groupe communiste : pour : M. Jacques Brunhes (p. 2072)

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 2073)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 avril 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Bernard Roman (7 avril 1998) - Rapport n° 909 (20 mai 1998) commun avec le projet de loi organique n° 827 (voir Elections et référendums 827) - Nouveau titre : "Projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice"

Discussion les 26, 27 et 28 mai 1998 - Adoption le 28 mai 1998 - Projet de loi n° 139

Sénat (première lecture)

Dépôt le 2 juin 1998 - n° 464 (1997-1998)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jacques Larché - Rapport n° 29 (1998-1999) (21 octobre 1998) - Nouveau titre : "Projet de loi relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives"

Discussion les 27, 28 et 29 octobre 1998 - Adoption le 29 octobre 1998 - Projet de loi n° 5 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 29 octobre 1998 - n° 1158

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Bernard Roman - Rapport n° 1400 (17 février 1999) commun avec le projet de loi organique n° 1157 (voir Elections et référendums 827) - Nouveau titre : "Projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice"

Discussion et adoption le 4 mars 1999 - Projet de loi n° 259

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 9 mars 1999 - n° 256 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jacques Larché - Rapport n° 449 (1998-1999) (23 juin 1999) - Nouveau titre : "Projet de loi relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives"

Discussion et adoption le 19 octobre 1999 - Projet de loi n° 11 (1999-2000)

Assemblée nationale (troisième lecture)

Dépôt le 20 octobre 1999 - n° 1878

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Commission mixte paritaire

Nomination le 17 novembre 1999 (J.O. p. 17833) - Réunion le 9 décembre 1999 - Bureau (J.O. p. 18423)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Bernard Roman - Rapport n° 2016 (9 décembre 1999)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Jacques Larché - Rapport n° 126 (1999-2000) (9 décembre 1999)

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun

Assemblée nationale (nouvelle lecture)

Dépôt le 20 octobre 1999 - n° 1878

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Bernard Roman - Rapport n° 2134 (2 février 2000) commun avec le projet de loi n° 1877 (voir Elections et référendums 827) - Nouveau titre : "Projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice"

Discussion et adoption le 8 février 2000 - Projet de loi n° 440

Sénat (nouvelle lecture)

Dépôt le 9 février 2000 - n° 213 (1999-2000)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jacques Larché - Rapport n° 232 (1999-2000) (23 février 2000)

Discussion et rejet le 2 mars 2000 - Projet de loi n° 97 (1999-2000)

Assemblée nationale (lecture définitive)

Dépôt le 3 mars 2000 - n° 2231

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Bernard Roman - Rapport n° 2234 (8 mars 2000) commun avec le projet de loi organique n° 2232 (voir Elections et référendums 827)

Discussion et adoption définitive le 8 mars 2000 - Projet de loi n° 470

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Décision le 30 mars 2000 [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5246) - Sont déclarés contraires à la Constitution :

1° L'article 3

2° Le cinquième alinéa du I de l'article 7

3° Le quatrième alinéa de l'article 14

4° Le quatrième alinéa de l'article 16

5° L'article 20

6° Au sixième alinéa de l'article 25 :

- avant les mots : "du gouvernement de la Polynésie française", les mots : "ou membre"

- les mots : "président ou membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,"

7° Le huitième alinéa de l'article 25

8° Au cinquième alinéa de l'article 27 :

- les mots : "président ou membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,"

- avant les mots : "du gouvernement de la Polynésie française", les mots : "ou membre"

- les mots : "président d'une assemblée de province,"

9° Le septième alinéa de l'article 27

10° Le septième alinéa du II et le septième alinéa du III de l'article 28

11° Le cinquième alinéa du I de l'article 31

Promulgation

Loi n° 2000-295 du 5 avril 2000 publiée au J.O. du 6 avril 2000 (p. 5239)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 (Elections et référendums 827) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et du projet de loi n° 1158 (Elections et référendums

828) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Titre Ier

Dispositions modifiant le code électoral

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité) (p. 2073) : rétabli (p. 2076)

Discussion commune de l'amendement n° 40 et des amendements identiques n°s 18 et 47

Amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2073) : retiré (p. 2076)

Amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2073) : adopté (p. 2076)

Amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2073) : adopté (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux) (p. 2076) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 19 (p. 2077)

Amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2076) : adopté (p. 2077)

Sous-amendements identiques n°s 82 et 93

Sous-amendement n° 82 de M. François Goulard (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) (p. 2076) : rejeté (p. 2077)

Sous-amendement n° 93 de M. Christian Estrosi (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) (p. 2076) : rejeté (p. 2077)

Sous-amendement n° 83 de M. François Goulard (à défaut d'option, libre choix du mandat dont démissionne l'élu en situation de cumul) : rejeté (p. 2077)

Amendement n° 41 de M. Hervé Morin : devenu sans objet (p. 2077)

Amendement n° 4 de M. Pierre Albertini : devenu sans objet (p. 2077)

Après l'article 1er

Amendement n° 42 de M. Hervé Morin (incompatibilité des mandats de conseiller général et de conseiller régional) (p. 2077) : rejeté (p. 2078)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire) (p. 2078) : rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 20 modifié (p. 2079)

Amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par

l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2078) : adopté après modifications (p. 2079)

Sous-amendement n° 98 corrigé de M. Pierre Albertini (incompatibilité limitée à la présidence d'un organisme consulaire) (p. 2078) : rejeté (p. 2079)

Sous-amendement n° 90 de M. François Goulard (incompatibilité limitée aux chambres d'agriculture) (p. 2078) : adopté (p. 2079)

Sous-amendement n° 91 de M. François Goulard (incompatibilité limitée aux chambres de commerce et des métiers) (p. 2078) : rejeté (p. 2079)

Rappel au règlement

M. Jacques Brunhes estime que son vote n'a pas été pris en compte et demande qu'il soit procédé à une nouvelle mise aux voix [4 mars 1999] (p. 2079) ; M. François d'Aubert déclare avoir pris en compte le vote de M. Jacques Brunhes (p. 2079) ; M. Bernard Roman indique qu'il demandera une seconde délibération (p. 2079)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers généraux) (p. 2079) : rétabli (p. 2080)

Amendements identiques n°s 21 et 49 corrigé

Amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2079) : adopté (p. 2080)

Amendement n° 49 corrigé de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2079) : adopté (p. 2080)

Article 2 quater supprimé par le Sénat (inéligibilité applicable à certaines fonctions) : rétabli (p. 2080)

Amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers régionaux) : rétabli (p. 2080)

Amendements identiques n°s 23 et 48

Amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Amendement n° 48 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Titre II

Dispositions modifiant le code général des collectivités territoriales

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 2080) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 24 rectifié (p. 2082)

Amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et non prise en compte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre) (p. 2081) : adopté (p. 2082)

Sous-amendement n° 92 de M. Christian Estrosi (limitation de l'incompatibilité aux maires des communes de plus de 3 500 habitants) (p. 2081) : rejeté (p. 2082)

Amendement n° 46 de M. Philippe Vuilque : devenu sans objet (p. 2082)

Après l'article 3

Amendement n° 55 de M. Pierre Albertini (saisissabilité des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 2082) : adopté (p. 2083)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un maire démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficiaire d'une délégation) (p. 2083) : rétabli (p. 2084)

Amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2083) : adopté (p. 2084)

Article 3 ter supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives au crédit d'heures) : rétabli (p. 2084)

Amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2084)

Article 3 quater supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives au crédit d'heures) : rétabli (p. 2084)

Amendement n° 27 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2084)

Article 3 quinquies supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives à la suspension du contrat de travail) (p. 2084) : rétabli (p. 2085)

Amendement n° 28 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2085)

Article 3 sexies supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires) (p. 2085) : rétabli (p. 2088)

Amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2085) : adopté (p. 2088)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 30 rectifié (p. 2088)

Amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2088)

Sous-amendement n° 94 de M. Christian Estrosi (incompatibilité avec le mandat de maire d'une commune de plus de 3 500 habitants) : rejeté (p. 2088)

Sous-amendement n° 84 de M. François Goulard (libre choix du mandat dont démissionne l'élu en situation de cumul) : rejeté (p. 2088)

Amendement n° 1 de M. Yves Nicolin : devenu sans objet (p. 2089)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un président du conseil général démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficiaire d'une délégation) : rétabli (p. 2089)

Amendement n° 31 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2089)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 32 rectifié (p. 2089)

Amendement n° 32 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2089)

Sous-amendement n° 95 de M. Christian Estrosi (de coordination) : rejeté (p. 2089)

Sous-amendement n° 85 de M. François Goulard (de coordination) : rejeté (p. 2089)

Amendement n° 2 de M. Yves Nicolin : devenu sans objet (p. 2089)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un président du conseil régional démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficiaire d'une délégation) : rétabli (p. 2090)

Amendement n° 33 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2090)

Avant l'article 7

Amendement n° 60 de la commission (éligibilité à 18 ans des ressortissants de l'Union européenne se présentant en France aux élections européennes) : adopté (p. 2090)

Titre III

Dispositions modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 34 (p. 2091)

Amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2090) : adopté (p. 2091)

Sous-amendement n° 86 de M. François Goulard (de coordination) : rejeté (p. 2091)

Sous-amendement n° 88 de M. François Goulard (suppression des incompatibilités relatives à des mandats locaux) : rejeté (p. 2091)

Sous-amendement n° 87 de M. François Goulard (suppression de l'incompatibilité avec le mandat de maire) : rejeté (p. 2091)

Sous-amendement n° 96 de M. Christian Estrosi (de coordination) : rejeté (p. 2091)

Sous-amendement n° 89 de M. François Goulard (de coordination) : rejeté (p. 2091)

Amendement n° 3 de M. Yves Nicolin : devenu sans objet (p. 2091)

Article 9 (incompatibilités applicables au remplaçant) : adopté après modifications (p. 2091)

Amendement n° 35 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2091)

Après l'article 9

Amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2092) : rejeté (p. 2095)

Amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2092) : rejeté (p. 2095)

Amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2092) : rejeté (p. 2095)

Amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2092) : rejeté (p. 2095)

Titre III bis

Dispositions modifiant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

Articles 9 bis, 9 ter, 9 quater et 9 quinquies (moyens d'information du Parlement) : supprimés par le Sénat (p. 2095)

Titre IV

Dispositions relatives à l'outre-mer

Article 10 (application outre-mer) : adopté (p. 2095)

Article 11 (incompatibilités applicables aux maires de la Polynésie française) (p. 2095) : adopté après modifications (p. 2096)

Amendement n° 61 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2095)

Amendement n° 36 de la commission (prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3 500 habitants) : adopté (p. 2095)

Amendement n° 62 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2095)

Amendement n° 63 de la commission (de coordination) (p. 2095) : adopté (p. 2096)

Amendement n° 64 de la commission (de précision) : adopté (p. 2096)

Après l'article 11

Amendement n° 65 de la commission (application à la Polynésie française des dispositions relatives au crédit d'heures des conseillers municipaux et à la non attribution de délégation à un maire démissionnaire pour cause de cumul) : adopté (p. 2096)

Article 11 bis (incompatibilités applicables aux maires de la Nouvelle-Calédonie) (p. 2096) : adopté après modifications (p. 2097)

Amendement n° 66 de la commission (d'harmonisation rédactionnelle) (p. 2096) : adopté (p. 2097)

Amendement n° 67 de la commission (de coordination) (p. 2096) : adopté (p. 2097)

Amendement n° 37 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Amendement n° 68 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Amendement n° 69 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Amendement n° 70 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Amendement n° 71 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Article 12 (incompatibilités applicables dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 2097) : adopté après modifications (p. 2099)

Amendement n° 72 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Amendement n° 38 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Amendement n° 73 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Amendement n° 74 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Amendement n° 75 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Amendement n° 76 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Amendement n° 77 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Amendement n° 78 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Amendement n° 79 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2099)

Après l'article 12

Amendement n° 80 rectifié de la commission (application à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions relatives au crédit d'heures des conseillers municipaux et à la non attribution de délégation à un maire démissionnaire pour cause de cumul) : adopté (p. 2099)

Article 13 (incompatibilités applicables aux membres du conseil général de Mayotte) : adopté (p. 2099)

Après l'article 13

Amendement n° 81 de la commission (application à Mayotte des dispositions adoptées sur le régime électoral des maires et le statut de l'élu) (p. 2099) : adopté (p. 2100)

Amendement n° 97 du Gouvernement (revalorisation des indemnités des maires de Mayotte) (p. 2100) : adopté (p. 2101)

Après l'article 14

Amendement n° 9 de M. Pierre Albertini (création d'une commission chargée d'examiner les conditions d'exercice des fonctions et des mandats des élus locaux) (p. 2101) : rejeté (p. 2102)

Titre

Amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : "projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives et à leurs conditions d'exercice") : adopté (p. 2102)

Seconde délibération à la demande de la commission (p. 2102)

Article 2 bis (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'une chambre d'agriculture) (p. 2102) : adopté après modifications (p. 2103)

Amendement n° 1 de la commission (extension aux chambres de commerce et de métiers) (p. 2102) : adopté (p. 2103)

Intervention de la présidente de la commission des lois
Mme Catherine Tasca (p. 2103)

Explications de vote

M. François Goulard (p. 2103) ; M. Georges Tron (p. 2104) ; M. Pierre Albertini (p. 2105) ; M. Jacques Brunhes (p. 2106) ; M. Philippe Vuilque (p. 2106)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants :
contre : M. François Goulard (p. 2103)
Groupe du Rassemblement pour la République :
contre : M. Georges Tron (p. 2104)
Groupe communiste : pour : M. Jacques Brunhes
(p. 2106)
Groupe socialiste : pour : M. Philippe Vuilque
(p. 2106)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2106)

Proposition de loi organique n° 1145 relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 octobre 1998 par M. Laurent Fabius et M. Jean-Paul Bret

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : Mme Claudine Ledoux (28 octobre 1998) - Rapport n° 1190 (12 novembre 1998) commun avec la proposition de loi n° 1144 (voir Enfants 1144)

Discussion et adoption le 19 novembre 1998 - Proposition de loi organique n° 198

Sénat (première lecture)

Dépôt le 20 novembre 1998 - n° 77 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Christian Bonnet - Rapport n° 43 (1999-2000) (3 novembre 1999)

Discussion et adoption définitive le 9 novembre 1999 - Proposition de loi n° 18 (1999-2000)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1998] (p. 9276)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 1145 relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants et de la proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants (voir Enfants 1144)

Discussion de l'article unique [19 novembre 1998] (p. 9296)

Amendement n° 1 de Mme Bernadette Isaac-Sibille : devenu sans objet (p. 9296)

Amendement n° 2 de Mme Bernadette Isaac-Sibille : devenu sans objet (p. 9296)

Adoption de l'article unique de la proposition de loi organique (p. 9296)

Proposition de loi organique n° 1202 tendant à modifier l'article L. O. 142 du code électoral et visant à rendre incompatible le mandat de député avec l'appartenance à la fonction publique

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 17 novembre 1998 par M. Renaud Muselier

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1268 tendant à modifier la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique et visant à assurer une représentation équilibrée des femmes en politique

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 décembre 1998 par M. Pierre Albertini et M. Alain Ferry

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1290 modifiant l'article L. 71 du code électoral relatif au vote par procuration

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 par M. Marc Dumoulin

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1463 tendant à modifier l'article L. 255 du code électoral

Sénat (première lecture)

Dépôt le 27 mars 1997 par M. Jacques Oudin - n° 303 (1996-1997)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jean-Paul Delevoye - Rapport n° 208 (1998-1999) (10 février 1999)

Discussion et adoption le 11 mars 1999 - Proposition de loi n° 96 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 11 mars 1999 - n° 1463

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi organique n° 1525 rendant inéligible le candidat invalidé pour fraude électorale

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 1er avril 1999 par M. Guy Teissier

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1553 relative à l'obligation de mettre à la disposition des électeurs des bulletins de vote en braille

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 28 avril 1999 par M. François Bayrou et M. Philippe Douste-Blazy

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi constitutionnelle n° 1722 relative au référendum d'initiative populaire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 17 juin 1999 par M. André Gérin

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1725 tendant à modifier la loi du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 juin 1999 par M. Laurent Fabius

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1726 relative au référendum d'initiative populaire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 juin 1999 par M. André Gérin

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1761 visant à établir la parité dans les scrutins municipaux

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1999 par M. Michel Hunault

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1813 tendant à rendre obligatoires les déclarations de candidature aux élections municipales dans toutes les communes

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 septembre 1999 par M. Jean Ueberschlag

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 789 - Elections législatives : M. Franck Dhersin [6 octobre 1998] (p. 5956). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [6 octobre 1998] (p. 5956)

Résultats, constatation, Bouches-du-Rhône

N° 927 - Elections européennes : M. André Vallini [18 novembre 1998] (p. 9157). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [18 novembre 1998] (p. 9157)

Ressortissants européens, droit de vote

N° 1142 - Elections législatives : M. Roland Blum [16 février 1999] (p. 1444). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [16 février 1999] (p. 1444)

Annulation, Aubagne

N° 1168 - Elections législatives : M. Guy Teissier [3 mars 1999] (p. 1963). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [3 mars 1999] (p. 1963)

Opérations de vote, fraudes, Aubagne

N° 1196 - Elections législatives : M. Pascal Clément [10 mars 1999] (p. 2219). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [10 mars 1999] (p. 2219)

Modes de scrutin

N° 1233 - Droit de vote : M. Jean-François Mattei [24 mars 1999] (p. 2758). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [24 mars 1999] (p. 2758)

Pièces d'identité requises, Aubagne

N° 1484 - Candidats : M. Pierre Méhaignerie [29 juin 1999] (p. 6536). Réponse : M. Jean-Pierre

Chevènement, Ministre de l'intérieur [29 juin 1999] (p. 6536)

Incompatibilités, membres des chambres consulaires

Questions orales sans débat

N° 629 - Listes électorales : M. Gilles Carrez [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 839). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [16 février 1999] (p. 1427 à 1429)

Inscription automatique, jeunes

N° 881 - Organisation : M. Hervé Gaymard [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3530). Réponse : M. Daniel Vaillant, Ministre des relations avec le parlement [15 juin 1999] (p. 5802, 5803)

Perspectives

ELEVAGE

Voir aussi AGROALIMENTAIRE, AQUACULTURE ET PÊCHE PROFESSIONNELLE

Questions au Gouvernement

N° 884 - Porcs : M. Jean Delobel [3 novembre 1998] (p. 7928). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [3 novembre 1998] (p. 7928)

Aides de l'Etat

N° 1048 - Bovins : M. Alain Tourret [20 janvier 1999] (p. 117). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [20 janvier 1999] (p. 117)

Maladies du bétail, vache folle, lutte et prévention, Normandie

N° 1056 - Porcs : M. Didier Chouat [20 janvier 1999] (p. 124). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [20 janvier 1999] (p. 124)

Aides de l'Etat

N° 1114 - Politique agricole commune (PAC) : Mme Monique Denise [9 février 1999] (p. 1078). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [9 février 1999] (p. 1078)

Porcs

N° 1265 - Porcs : M. Kofi Yamgnane [31 mars 1999] (p. 3105). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [31 mars 1999] (p. 3105)

Aides de l'Etat

N° 1276 - Porcs : M. Charles Miossec [7 avril 1999] (p. 3361). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [7 avril 1999] (p. 3361)

Aides de l'Etat

Questions orales sans débat

N° 490 - Lait : M. René André [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6314). Réponse : M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux anciens combattants [24 novembre 1998] (p. 9405, 9406)

Quotas de production

N° 505 - Porcs : M. Alain Marleix [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6455). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [1er décembre 1998] (p. 9733 à 9735)

Aides de l'Etat

N° 597 - Chevaux de course : M. Michel Hunault [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 512). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [2 février 1999] (p. 684, 685)

Entraîneurs, statut social et fiscal

N° 662 - Porcs : M. Daniel Boisserie [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1293). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [9 mars 1999] (p. 2114, 2115)

Bâtiments d'élevage, installation, réglementation

N° 733 - Volailles : M. François Goulard [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1943). Réponse : Mme Michelle Demessine, Secrétaire d'Etat au tourisme [6 avril 1999] (p. 3279, 3280)

Soutien du marché

N° 899 - Porcs : M. Jérôme Lambert [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3710). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [22 juin 1999] (p. 6238, 6239)

Maladies du bétail, brucellose, indemnisation

EMPLOI

Voir aussi CHÔMAGE : INDEMNISATION, TRAVAIL

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Dépôt le 24 mars 1998 par M. André Lajoinie

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Philippe Duron (22 avril 1998) - Rapport n° 1034 (1er juillet 1998)

Discussion et adoption le 9 décembre 1998 - Résolution n° 215

Constitution [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970) - Bureau [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457) - Président : M. Alain Fabre-Pujol ; rapporteur : M. Daniel Paul - Rapport n° 1667 (2 juin 1999)

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Présentation du rapport de la commission de la production

M. Philippe Duron (p. 10292)

Intervention du président de la commission de la production

M. André Lajoinie (p. 10293)

Discussion générale

M. Alain Fabre-Pujol (p. 10293) ; M. Jean Besson (p. 10295) ; M. Daniel Paul (p. 10295) ; M. Claude Gaillard (p. 10296) ; M. Jean-Michel Marchand (p. 10297) ; M. François Goulard (p. 10298) ; M. Pierre Carassus (p. 10299)

Réponse du Gouvernement

M. Jean Glavany (p. 10300)

Discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10300)

Adoption de l'article unique de la proposition de résolution (p. 10300)

Proposition de loi n° 1172 relative à la cessation d'activité des salariés ayant acquis 160 trimestres de cotisation d'assurance vieillesse en contrepartie d'embauches

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 novembre 1998 par M. Serge Janquin

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Rapport d'information n° 1182 déposé par M. Alain Barrau, au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la stratégie européenne en faveur de l'emploi

Proposition de résolution n° 1184 sur la proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres pour 1999 (COM (98) 574 final - n° E 1171)

Dépôt le 9 novembre 1998 par M. Alain Barrau

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Gaëtan Gorce (19 novembre 1998) - Rapport n° 1227 (25 novembre 1998)

Considérée comme définitive le 10 décembre 1998 - Résolution n° 217

Rapport d'information n° 1211 déposé par M. Jean-Claude Boulard, en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'application de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

Proposition de loi n° 1339 étendant aux associations et aux artisans la possibilité d'utiliser le chèque service

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 27 janvier 1999 par M. Marc Dumoulin

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1594 tendant à étendre le bénéfice des emplois-jeunes aux domaines de la coopération internationale et de l'aide humanitaire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 12 mai 1999 par M. Jacques Godfrain

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 873 - Politique de l'emploi : M. Alain Bocquet [28 octobre 1998] (p. 7517). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [28 octobre 1998] (p. 7517)

Plans de licenciement, moratoire

N° 933 - Emplois jeunes : M. Bernard Birsinger [18 novembre 1998] (p. 9161). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [18 novembre 1998] (p. 9161)

Aides-éducateurs, formation professionnelle

N° 986 - Chômeurs : M. Guy Hermier [9 décembre 1998] (p. 10232). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [9 décembre 1998] (p. 10232)

Revendications

N° 1008 - Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) : M. Jean Pontier [15 décembre 1998] (p. 10483). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [15 décembre 1998] (p. 10483)

Champ d'application

N° 1029 - Politique de l'emploi : Mme Janine Jambu [22 décembre 1998] (p. 11010). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [22 décembre 1998] (p. 11010)

Plans de licenciement, moratoire

N° 1063 - Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) : M. Serge Janquin [26 janvier 1999] (p. 364). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [26 janvier 1999] (p. 364)

Champ d'application

N° 1077 - Jeunes : M. Pierre Carassus [27 janvier 1999] (p. 455). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [27 janvier 1999] (p. 455)

Emplois d'été, création, aides de l'Etat

N° 1101 - Recrutement : M. Michel Vauzelle [3 février 1999] (p. 850). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [3 février 1999] (p. 850)

Discriminations raciales, lutte et prévention

N° 1146 - Chômage : M. Patrick Devedjian [17 février 1999] (p. 1549). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [17 février 1999] (p. 1549)

Statistiques

N° 1193 - Entreprises d'insertion : M. Jean Pontier [10 mars 1999] (p. 2216). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [10 mars 1999] (p. 2216)

Statut

N° 1285 - Politique de l'emploi : M. Maxime Gremetz [7 avril 1999] (p. 3368). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [7 avril 1999] (p. 3368)

Plans de licenciement, moratoire

N° 1319 - Chômage : M. Jérôme Cahuzac [5 mai 1999] (p. 4078). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [5 mai 1999] (p. 4078)

Statistiques

N° 1337 - Recrutement : Mme Odette Grzegorzulka [12 mai 1999] (p. 4420). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [12 mai 1999] (p. 4420)

Discriminations raciales, lutte et prévention

N° 1379 - Politique de l'emploi : M. Patrick Delnatte [25 mai 1999] (p. 4817). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [25 mai 1999] (p. 4817)

Perspectives

N° 1392 - Politique de l'emploi : M. Jean-Paul Durieux [1er juin 1999] (p. 5178). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [1er juin 1999] (p. 5178)

Perspectives

N° 1452 - Emplois jeunes : M. Jean Pontier [22 juin 1999] (p. 6265). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [22 juin 1999] (p. 6265)

Frais de déplacement, indemnisation

Questions orales sans débat

N° 513 - Chômage : M. Jean-Claude Perez [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6457). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er décembre 1998] (p. 9722 à 9724)

Lutte et prévention, bassin d'emploi de Carcassonne

N° 533 - Emplois jeunes : M. Bernard Accoyer [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6605). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [8 décembre 1998] (p. 10153, 10154)

Aides-éducateurs, conditions d'emploi

N° 595 - Politique de l'emploi : Mme Nicole Catala [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 511, 512). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 février 1999] (p. 679 à 681)

Missions locales, aides de l'Etat, Paris

N° 713 - Contrats emploi solidarité : M. Roger Meï [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1781). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [30 mars 1999] (p. 2993, 2994)

Réglementation

N° 735 - Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) : M. Michel Lefait [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1943). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [6 avril 1999] (p. 3260, 3261)

Conditions d'attribution

N° 774 - Contrats emploi solidarité : M. Jean-Pierre Kucheida [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2554). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [4 mai 1999] (p. 3918 à 3920)

Réglementation

N° 808 - Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) : M. Daniel Boisserie [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2896). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [18 mai 1999] (p. 4480, 4481)

Conditions d'attribution, anciens combattants d'Afrique du Nord

N° 877 - Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) : Mme Catherine Génisson [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3529, 3530). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [15 juin 1999] (p. 5796, 5797)

Conditions d'attribution

N° 894 - Entreprises d'insertion : M. Thierry Mariani [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3709). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [22 juin 1999] (p. 6251, 6252)

Loi d'orientation contre les exclusions, conséquences

ÉNERGIE ET CARBURANTS

Voir aussi AUTOMOBILES ET CYCLES, DÉCHETS, POLLUTION ET NUISANCES, IMPÔTS ET TAXES

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 9 décembre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Christian Bataille (4 novembre 1998) - Rapport n° 1371 (4 février 1999) - Urgence déclarée le 4 février 1999 - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur pour avis : M. Jean-Louis Dumont (9 décembre 1998) - Avis n° 1383 (10 février 1999)

Discussion les 16, 17, 18 février 1999 - Adoption le 2 mars 1999 - Projet de loi n° 253

Sénat (première lecture)

Dépôt le 3 mars 1999 - n° 243 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur : M. Henri Revol - Rapport n° 502 (1998-1999) (29 septembre 1999)

Discussion les 5, 6 et 7 octobre 1999 - Adoption le 7 octobre 1999 - Projet de loi n° 2 (1999-2000)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 9 octobre 1999 - n° 1840

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Commission mixte paritaire

Nomination le 29 octobre 1999 (J.O. p. 16269) - Réunion le 18 novembre 1999 - Bureau (J.O. 17236)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Christian Bataille - Rapport n° 1939 (18 novembre 1999)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Henri Revol - Rapport n° 82 (1999-2000) (18 novembre 1999)

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun

Assemblée nationale (nouvelle lecture)

Dépôt le 9 octobre 1999 - n° 1840

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Christian Bataille - Rapport n° 2004 (8 décembre 1999)

Discussion les 18 et 19 janvier 2000 - Adoption le 19 janvier 2000 - Projet de loi n° 424

Sénat (nouvelle lecture)

Dépôt le 20 janvier 2000 - n° 174 (1999-2000)

Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur : M. Henri Revol - Rapport n° 175 (1999-2000) (20 janvier 2000)

Discussion et adoption le 25 janvier 2000 - Projet de loi n° 60 (1999-2000)

Assemblée nationale (lecture définitive)

Dépôt le 26 janvier 2000 - n° 2110

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Christian Bataille - Rapport n° 2122 (1er février 2000)

Discussion et adoption définitive le 1er février 2000 - Projet de loi n° 435

Promulgation

Loi n° 2000-108 du 10 février 2000 publiée au J.O. du 11 février 2000 (p. 2143)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Intervention du Gouvernement
M. Christian Pierret (p. 1468)

Présentation du rapport de la commission de la production
M. Christian Bataille (p. 1477)

Présentation de l'avis de la commission des finances
M. Jean-Louis Dumont (p. 1484)

Intervention du président de la commission de la production
M. André Lajoinie (p. 1487)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 1498)
Soulignée par M. José Rossi
Soutenue par M. François Goulard (p. 1488)
Explications de vote : M. Alain Cacheux (p. 1494) ;
M. Gérard Voisin (p. 1495) ; M. Claude Billard (p. 1495)
Intervention du Gouvernement : M. Christian Pierret (p. 1496)

Discussion générale

M. Claude Birraux (p. 1498) ; M. Robert Honde (p. 1500) ; M. François d'Aubert (p. 1502) ; M. Alain Cacheux (p. 1503) ; M. Franck Borotra (p. 1559) ; M. Claude Billard (p. 1563) ; M. Pierre Micaux (p. 1565) ; M. Yann Galut (p. 1566) ; M. Jean Proriol (p. 1567) ; M. Pierre Ducout (p. 1568) ; M. Robert Galley (p. 1570) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 1572) ; M. Christian Martin (p. 1573) ; M. Jacques Desallangre (p. 1574) ; M. Yvon Montané (p. 1576) ; M. Patrice Martin-Lalande (p. 1578) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 1579) ; M. Léonce Deprez (p. 1580) ; M. Jean-Pierre

Kucheida (p. 1581) ; M. Michel Meylan (p. 1582) ; M. Christian Cuvilliez (p. 1583) ; M. Christian Kert (p. 1584) ; M. Pascal Terrasse (p. 1585) ; M. Pierre Lellouche (p. 1586) ; M. Léo Andy (p. 1593) ; M. Michel Bouvard (p. 1594) ; M. Michel Destot (p. 1595) ; Mme Michèle Rivasi (p. 1596) ; M. Jean-Yves Le Déaut (p. 1597) ; M. Daniel Marcovitch (p. 1599) ; M. Guy Hascoët (p. 1600)

Réponse du Gouvernement

M. Christian Pierret (p. 1602)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Titre Ier

Le service public de l'électricité

Article 1er (définition du service public de l'électricité) (p. 1604) : adopté après modifications (p. 1611)

Intervenants : M. Guy Hascoët (p. 1604) ; M. François Goulard (p. 1605) ; M. Georges Sarre (p. 1605) ; M. Claude Billard (p. 1605) ; M. Franck Borotra (p. 1606)

Amendement n° 477 de M. François Goulard (possibilité pour tout client de se raccorder à un réseau de distribution de l'électricité) : rejeté (p. 1606)

Amendement n° 163 de la commission (de précision) : adopté (p. 1606)

Amendement n° 478 de M. François Goulard (indépendance énergétique et sécurité d'approvisionnement) (p. 1606) : rejeté (p. 1607)

Amendement n° 164 de la commission (contribution à la qualité de l'air et à la lutte contre l'effet de serre) : adopté (p. 1607)

Amendement n° 599 de M. Claude Billard (relance ou prolongation de l'exploitation d'un certain nombre de ressources) : rejeté (p. 1607)

Discussion commune de l'amendement n° 479 et des amendements identiques n°s 165 et 65

Amendement n° 479 de M. François Goulard (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1608) : rejeté (p. 1609)

Amendement n° 165 corrigé de la commission (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1608) : adopté (p. 1609)

Amendement n° 65 de M. Franck Borotra (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1608) : adopté (p. 1609)

Amendement n° 563 de M. Guy Hascoët (utilisation de l'énergie la plus adaptée aux besoins) : adopté après rectification (p. 1609)

Amendements identiques n°s 166 et 378

Amendement n° 166 de la commission (respect du droit à l'électricité pour tous) (p. 1609) : adopté (p. 1610)

Amendement n° 378 de la commission des finances (respect du droit à l'électricité pour tous) (p. 1609) : adopté (p. 1610)

Amendement n° 549 de M. Pierre Micaux (participation à la lutte contre les exclusions) : adopté (p. 1610)

Amendement n° 480 de M. François Goulard (suppression de la référence à la défense et à la sécurité publique) : rejeté (p. 1610)

Amendement n° 167 de la commission (critères de gestion) : adopté (p. 1610)

Amendement n° 481 de M. François Goulard (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Amendement n° 66 de M. Franck Borotra (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Amendement n° 482 de M. François Goulard (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Amendement n° 632 de M. Jacques Desallangre (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Amendement n° 399 de M. Claude Birraux (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Amendement n° 341 de M. Alain Cacheux (organisation du service public) : adopté (p. 1611)

Article 2 (missions du service public de l'électricité) (p. 1611) : adopté après modifications (p. 1625)

Intervenants : M. François Goulard (p. 1611) ; M. Franck Borotra (p. 1611)

Amendement n° 168 de la commission (rédactionnel) (p. 1611) : adopté (p. 1612)

Amendement n° 483 de M. François Goulard (rédactionnel) : rejeté (p. 1612)

Amendement n° 169 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1612)

Amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 1612)

Amendements identiques n°s 171 et 484

Amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1612)

Amendement n° 484 de M. François Goulard (rédactionnel) : adopté (p. 1612)

Amendements identiques n°s 172 et 37

Amendement n° 172 de la commission (respect de l'environnement) (p. 1612) : adopté (p. 1613)

Amendement n° 37 de M. Pierre Micaux (respect de l'environnement) (p. 1612) : adopté (p. 1613)

Amendements identiques n°s 173 et 67

Amendement n° 173 de la commission (interconnexion avec les pays voisins) : adopté (p. 1613)

Amendement n° 67 de M. Franck Borotra (interconnexion avec les pays voisins) : adopté (p. 1613)

Amendement n° 441 de M. Jean Proriol (sûreté de fonctionnement des réseaux de transport et de distribution) : rejeté (p. 1613)

Amendement n° 400 de M. Claude Birraux (gestionnaire chargé du transport et de la distribution) : rejeté (p. 1614)

Amendements identiques n°s 1 et 564

Amendement n° 1 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1614)

Amendement n° 564 de M. Jean-Michel Marchand (rôle des établissements publics régionaux) : rejeté (p. 1614)

Amendement n° 68 de M. Franck Borotra (gestionnaire chargé du transport) : rejeté (p. 1614)

Amendement n° 174 de la commission (rôle des collectivités concédantes) (p. 1614) : adopté (p. 1615)

Amendement n° 175 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1615)

Discussion commune de l'amendement n° 176, des amendements identiques n°s 38 et 356 et de l'amendement n° 655

Amendement n° 176 de la commission (référence aux règlements de service des régies) : adopté (p. 1615)

Amendement n° 38 de M. Pierre Micaux (référence aux règlements de service des régies) : devenu sans objet (p. 1615)

Amendement n° 356 de M. Alain Cacheux (référence aux règlements de service des régies) : devenu sans objet (p. 1615)

Amendement n° 655 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de service des régies) : devenu sans objet (p. 1615)

Amendement n° 177 de la commission (financement total des charges résultant de la mission de service public) : adopté (p. 1615)

Amendements identiques n°s 27, 426 et 653

Amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1615) : rejeté (p. 1616)

Amendement n° 426 de M. Claude Birraux (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1615) : rejeté (p. 1616)

Amendement n° 653 de M. Michel Meylan (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1615) : rejeté (p. 1616)

Amendements identiques n°s 178, 39 et 357

Amendement n° 178 de la commission (contenu de la mission de fourniture d'électricité) : adopté (p. 1616)

Amendement n° 39 de M. Jean Proriol (contenu de la mission de fourniture d'électricité) : adopté (p. 1616)

Amendement n° 357 de M. Alain Cacheux (contenu de la mission de fourniture d'électricité) : adopté (p. 1616)

Amendement n° 565 de M. Guy Hascoët (mise en œuvre d'installations de production de proximité) : rejeté (p. 1616)

Amendement n° 566 de M. Jean-Michel Marchand (usage rationnel de l'électricité) (p. 1616) : retiré (p. 1617)

Amendement n° 179 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1617)

Discussion commune des amendements n°s 600, 633, 485 et 180

Amendement n° 600 de M. Claude Billard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1617) : adopté (p. 1618)

Amendement n° 633 de M. Jacques Desallangre (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1617) : devenu sans objet (p. 1618)

Amendement n° 485 de M. François Goulard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1617) : devenu sans objet (p. 1618)

Amendement n° 180 de la commission (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1617) : retiré (p. 1618)

Amendement n° 351 de M. Alain Cacheux (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Amendement n° 181 de la commission (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Sous-amendement n° 749 de M. Christian Martin (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Amendement n° 352 de M. Alain Cacheux (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Amendement n° 182 de la commission (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Discussion commune des amendements n°s 183 et 2

Amendement n° 183 de la commission (conditions de fourniture aux clients non éligibles et référence aux installations de proximité) (p. 1618) : adopté (p. 1619)

Amendement n° 2 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1618)

Discussion commune des amendements n°s 69 et 184

Amendement n° 69 de M. Franck Borotra (péréquation tarifaire) : retiré (p. 1619)

Amendement n° 184 de la commission (péréquation tarifaire limitée aux seuls usages de base non substituables de l'électricité) (p. 1619) : rejeté (p. 1620)

Amendement n° 601 de M. Claude Billard (modalités des aides aux personnes en situation de

précarité définies par décret) : adopté après modifications (p. 1620)

Sous-amendement n° 754 du Gouvernement (prise en compte des situations particulières et pour une durée adaptée) : adopté (p. 1620)

Amendement n° 602 de M. Claude Billard (conditions des fournitures de secours) : adopté (p. 1620)

Amendement n° 185 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1620)

Amendement n° 634 de M. Georges Sarre (conditions des fournitures aux clients éligibles) : adopté (p. 1620)

Amendement n° 186 de la commission (rédactionnel) (p. 1620) : adopté (p. 1621)

Amendement n° 3 de M. Léonce Deprez (missions des communes et de leurs groupements) : rejeté (p. 1621)

Discussion commune des amendements identiques n°s 24, 657 et de l'amendement n° 427

Amendement n° 24 de M. Michel Bouvard (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) : rejeté (p. 1621)

Amendement n° 657 de M. Michel Meylan (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) : rejeté (p. 1621)

Amendement n° 427 de M. Claude Birraux (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) : rejeté (p. 1621)

Discussion commune des amendements n°s 135, 40 et 656

Amendement n° 135 de la commission (référence aux règlements de services des régies) : adopté (p. 1621)

Amendement n° 40 de M. Pierre Micaux (référence aux règlements de services des régies) : devenu sans objet (p. 1621)

Amendement n° 656 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de services des régies) : devenu sans objet (p. 1621)

Amendements identiques n°s 25, 428, 439 et 665

Amendement n° 25 de M. Michel Bouvard (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1621) : retiré (p. 1622)

Amendement n° 428 de M. Claude Birraux (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1621) : retiré (p. 1622)

Amendement n° 439 de M. Jean Proriol (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1621) : retiré (p. 1622)

Amendement n° 665 de M. Michel Meylan (p. 1621) : non soutenu (p. 1622)

Amendement n° 666 de M. Michel Meylan (fournitures de secours incluses dans le champ des cahiers des charges de concession ou les règlements de service des régies) : rejeté (p. 1622)

Amendement n° 136 de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : adopté (p. 1623)

Amendement n° 137 rectifié de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : adopté (p. 1623)

Discussion commune des amendements n°s 138 et 41

Amendement n° 138 de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : adopté (p. 1623)

Amendement n° 41 de M. Jean Proriol (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : retiré (p. 1623)

Amendement n° 635 de M. Jacques Desallangre (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) (p. 1623) : adopté après rectification (p. 1624)

Amendement n° 139 de la commission (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : adopté après modifications (p. 1624)

Sous-amendement n° 603 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte de la faible utilisation des installations de production mobilisées pour cette fourniture) : adopté (p. 1624)

Amendement n° 659 de M. Michel Meylan (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Amendement n° 26 corrigé de M. Michel Bouvard (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Amendement n° 429 de M. Claude Birraux (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Amendement n° 658 de M. Michel Meylan (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Amendement n° 440 de M. Jean Proriol (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Amendement n° 42 de M. Jean Proriol (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou

techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Amendement n° 361 de M. Alain Cacheux (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Amendement n° 567 de M. Jean-Michel Marchand (mise en œuvre des systèmes de production locale) (p. 1624) : retiré (p. 1625)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public) (p. 1625) : adopté après modifications (p. 1630)

Amendement n° 486 de M. François Goulard (de suppression partielle) : rejeté (p. 1625)

Amendement n° 568 de M. Jean-Michel Marchand (responsabilité du ministère de l'environnement) : rejeté (p. 1625)

Amendements identiques n°s 140 et 43

Amendement n° 140 de la commission (missions des autorités concédantes) (p. 1625) : adopté (p. 1626)

Amendement n° 43 de M. Jean Proriol (missions des autorités concédantes) (p. 1625) : adopté (p. 1626)

Amendement n° 141 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1626)

Amendement n° 4 de M. Léonce Deprez (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Amendement n° 569 de M. Jean-Michel Marchand (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Amendement n° 44 de M. Jean Proriol (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Amendement n° 487 de M. François Goulard (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Amendement n° 353 de M. Alain Cacheux (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Amendement n° 604 de M. Claude Billard (structure des commissions départementales d'organisation et de modernisation des services publics) : rejeté (p. 1626)

Discussion commune des amendements identiques n°s 5 et 570 et de l'amendement n° 142

Amendement n° 5 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1626)

Amendement n° 570 de M. Jean-Michel Marchand (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) : retiré (p. 1626)

Amendement n° 142 de la commission (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) : adopté (p. 1626)

Amendement n° 70 de M. Franck Borotra (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) (p. 1626) : adopté (p. 1627)

Amendement n° 143 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1627)

Amendements identiques n^{os} 746 et 605

Amendement n^o 746 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1627)

Amendement n^o 605 de M. Claude Billard (rédactionnel) : adopté (p. 1627)

Amendements identiques n^{os} 144, 45 corrigé et 363

Amendement n^o 144 de la commission (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) : adopté (p. 1627)

Amendement n^o 45 corrigé de M. Jean Proriot (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) : adopté (p. 1627)

Amendement n^o 363 de M. Alain Cacheux (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) : adopté (p. 1627)

Amendements identiques n^{os} 145, 36 et 430

Amendement n^o 145 de la commission (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendues aux réseaux publics de distribution) (p. 1627) : adopté (p. 1628)

Amendement n^o 36 de M. Michel Bouvard (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendues aux réseaux publics de distribution) (p. 1627) : adopté (p. 1628)

Amendement n^o 430 de M. Claude Birraux (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendues aux réseaux publics de distribution) (p. 1627) : adopté (p. 1628)

Discussion commune des amendements n^{os} 146, 364 et 46

Amendement n^o 146 de la commission (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendues à la formulation d'avis ou de propositions) : adopté (p. 1628)

Amendement n^o 364 de M. Alain Cacheux (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendues à la formulation d'avis ou de propositions) : devenu sans objet (p. 1628)

Amendement n^o 46 de M. Jean Proriot (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendues à la formulation d'avis ou de propositions) : devenu sans objet (p. 1628)

Discussion commune des amendements n^{os} 606 et 147

Amendement n^o 606 de M. Claude Billard (création d'un observatoire national du service public de l'électricité) (p. 1628) : adopté après modifications (p. 1629)

Sous-amendement n^o 755 du Gouvernement (rôle en matière de tarification) (p. 1628) : adopté (p. 1629)

Amendement n^o 147 de la commission (création dans chaque région d'un observatoire du service public de l'électricité) (p. 1628) : adopté (p. 1629)

Amendements identiques n^{os} 6 et 571

Amendement n^o 6 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1629)

Amendement n^o 571 de M. Jean-Michel Marchand (constitution d'établissements publics régionaux de distribution) (p. 1629) : retiré (p. 1630)

Amendement n^o 379 de la commission des finances (création dans chaque région administrative d'un comité régional de la distribution d'électricité) : rejeté (p. 1630)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix) (p. 1674) : adopté après modifications (p. 1681)

Intervenants : M. François Goulard (p. 1674) ; M. Franck Borotra (p. 1674)

Amendement n^o 73 de M. Franck Borotra (règles de tarification) : rejeté (p. 1675)

Amendement n^o 148 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1675)

Amendement n^o 71 de M. Franck Borotra (tarification) : devenu sans objet (p. 1675)

Amendement n^o 636 de M. Jacques Desallangre (tarifs de secours) (p. 1675) : adopté (p. 1676)

Amendement n^o 149 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1676)

Discussion commune des amendements n^{os} 759 et 150

Amendement n^o 759 du Gouvernement (tarifs de vente d'électricité aux clients non éligibles) : adopté (p. 1676)

Amendement n^o 150 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux clients non éligibles) : retiré (p. 1676)

Amendement n^o 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1676) : adopté après modifications (p. 1679)

Sous-amendement n^o 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) (p. 1676) : adopté (p. 1679)

Sous-amendement n^o 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) (p. 1676) : adopté (p. 1679)

Sous-amendement n^o 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) (p. 1676) : rejeté (p. 1679)

Sous-amendement n^o 760 de M. Christian Bataille (suppression du décret fixant le seuil inférieur de consommation) : adopté (p. 1679)

Amendement n^o 115 de M. Pierre Micauts (tarification séparant les coûts du transport de ceux de la distribution) : rejeté (p. 1679)

Amendements identiques n^{os} 35, 431 et 654

Amendement n^o 35 de M. Michel Bouvard (tarification prenant en compte les charges réelles

afférentes aux réseaux locaux) (p. 1679) : rejeté (p. 1680)

Amendement n° 431 de M. Claude Birraux (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) (p. 1679) : rejeté (p. 1680)

Amendement n° 654 de M. Michel Meylan (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) (p. 1679) : rejeté (p. 1680)

Amendement n° 637 de M. Georges Sarre (prise en compte des coûts de développement) : rejeté (p. 1680)

Amendements identiques n°s 326 et 543

Amendement n° 326 de M. Léonce Deprez (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1680)

Amendement n° 543 de M. Jean Proriol (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1680)

Amendement n° 72 de M. Franck Borotra (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité et les ministères concernés) : rejeté (p. 1680)

Amendement n° 673 de M. Jacques Péliissard : non soutenu (p. 1680)

Amendements identiques n°s 116, 401 et 442

Amendement n° 116 de M. Pierre Micaux (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1680) : rejeté (p. 1681)

Amendement n° 401 de M. Claude Birraux (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1680) : rejeté (p. 1681)

Amendement n° 442 de M. Jean Proriol (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1680) : rejeté (p. 1681)

Amendement n° 443 de M. Jean Proriol (concertation avec le gestionnaire du réseau) : rejeté (p. 1681)

Article 5 (mécanismes de compensation) (p. 1681) : adopté après modifications (p. 1690)

Intervenants : M. Guy Hascoët (p. 1682) ; M. François Goulard (p. 1682) ; M. Franck Borotra (p. 1682)

Amendements identiques n°s 682 et 714

Amendement n° 682 de M. Jacques Péliissard : non soutenu (p. 1683)

Amendement n° 714 de M. Michel Inchauspé : non soutenu (p. 1683)

Amendement n° 347 de M. Alain Cacheux (prise en compte des surcoûts liés à la recherche et au développement) : retiré (p. 1682)

Amendement n° 488 de M. François Goulard (suppression de l'alinéa relatif aux surcoûts) (p. 1682) : rejeté (p. 1683)

Amendement n° 74 de M. Franck Borotra (calcul des surcoûts de production) : rejeté (p. 1683)

Amendement n° 152 de la commission (de précision) (p. 1683) : adopté (p. 1684)

Sous-amendement n° 609 de M. Claude Billard (référence à la notion de coûts de production) (p. 1683) : rejeté (p. 1684)

Amendement n° 737 de M. Claude Billard (calcul des surcoûts) : rejeté (p. 1684)

Amendement n° 153 de la commission (de précision) : adopté (p. 1684)

Amendement n° 756 de M. Jean-Yves Le Déaut (surcoûts liés à la recherche et au développement) (p. 1684) : adopté après modifications (p. 1685)

Sous-amendement n° 764 du Gouvernement (souci d'esthétique et d'insertion dans l'environnement) : adopté (p. 1685)

Amendement n° 75 rectifié de M. Franck Borotra (évaluation des charges par l'autorité de régulation) : rejeté (p. 1685)

Amendement n° 154 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1685)

Amendement n° 489 de M. François Goulard (contrôle de la comptabilité par un commissaire aux comptes) : rejeté (p. 1686)

Amendement n° 699 de M. Jean-Louis Dumont (contrôle de la comptabilité par un organisme indépendant désigné par la Commission de régulation de l'électricité) : adopté après modifications (p. 1686)

Sous-amendement n° 750 de M. Christian Bataille (organisme "agrée" par la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1686)

Amendement n° 155 de la commission (intitulé du fonds chargé de la compensation des charges) : adopté (p. 1686)

Amendement n° 490 de M. François Goulard (choix de l'établissement chargé de gérer le fonds par appel d'offres) : rejeté (p. 1686)

Amendement n° 156 de la commission (imputation des frais de gestion exposés par la Caisse) : adopté (p. 1686)

Amendement n° 157 rectifié de la commission (alimentation du fonds) : adopté (p. 1687)

Sous-amendement n° 729 de M. François Goulard (de précision) : retiré (p. 1687)

Sous-amendement n° 610 de M. Claude Billard (de précision) : rejeté (p. 1687)

Sous-amendement n° 611 de M. Claude Billard (suppression du seuil d'exonération) : rejeté (p. 1687)

Sous-amendement n° 402 de M. Claude Birraux (fixation du seuil par décret) : rejeté (p. 1687)

Amendement n° 683 de M. Jacques Péliissard (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Amendement n° 715 de M. Michel Inchauspé (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Amendement n° 444 de M. Jean Proriol (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Amendement n° 572 de M. Guy Hascoët (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Amendement n° 445 de M. Jean Proriol (exclusion des producteurs ne livrant pas de clients finals) : retiré (p. 1687)

Amendement n° 344 de M. Alain Cacheux (exclusion des producteurs livrant hors du territoire national) (p. 1687) : adopté (p. 1688)

Amendement n° 76 de M. Franck Borotra (exonération des autoproducteurs) : rejeté (p. 1688)

Amendement n° 158 de la commission (montant des contributions nettes proposé par la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1688)

Amendement n° 20 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1688)

Amendements identiques nos 34, 432 et 660

Amendement n° 34 de M. Michel Bouvard (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1688) : rejeté (p. 1689)

Amendement n° 432 de M. Claude Birraux (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1688) : rejeté (p. 1689)

Amendement n° 660 de M. Michel Meylan (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1688) : rejeté (p. 1689)

Amendement n° 159 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1689)

Amendement n° 354 de M. Alain Cacheux (contenu des charges) : retiré (p. 1689)

Amendement n° 160 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1689)

Amendements identiques nos 161 et 338

Amendement n° 161 de la commission (confirmation de la politique de la ville) : adopté (p. 1689)

Amendement n° 338 de M. Alain Cacheux (confirmation de la politique de la ville) : adopté (p. 1689)

Amendement n° 337 de M. Alain Cacheux (concertation avec Gaz de France) (p. 1689) : retiré (p. 1690)

Amendement n° 162 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1690)

Titre II

La production d'électricité

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI)) (p. 1690) : adopté après modifications (p. 1700)

Intervenants : M. Guy Hascoët (p. 1690) ; M. François Goulard (p. 1690) ; M. Franck Borotra (p. 1690) ; M. Claude Birraux (p. 1690) ; M. Jacques Desallangre (p. 1690)

Amendement n° 491 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1691) : rejeté (p. 1692)

Amendement n° 537 de M. François d'Aubert (de suppression partielle) (p. 1691) : rejeté (p. 1692)

Discussion commune des amendements nos 745 rectifié et 638

Amendement n° 745 rectifié de la commission (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003) (p. 1692) : adopté après modifications et troisième rectification (p. 1693)

Sous-amendement n° 779 du Gouvernement (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003 et exposant les lignes directrices) (p. 1692) : adopté (p. 1693)

Amendement n° 638 de M. Jacques Desallangre (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie) (p. 1692) : retiré (p. 1693)

Amendement n° 188 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1693)

Amendement n° 492 de M. François Goulard (de suppression partielle) : rejeté (p. 1693)

Discussion commune des amendements nos 403, 349 et des amendements identiques nos 327, 542 et 674

Amendement n° 403 de M. Claude Birraux (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1693) : rejeté (p. 1694)

Amendement n° 349 de M. Alain Cacheux (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1693) : retiré (p. 1694)

Amendement n° 327 de M. Léonce Deprez (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1693) : rejeté (p. 1694)

Amendement n° 542 de M. Jean Proriol (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1693) : rejeté (p. 1694)

Amendement n° 674 de M. Jacques Péliard (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1693) : rejeté (p. 1694)

Discussion commune des amendements nos 189, 77, 404 et 762

Amendement n° 189 de la commission (planification souple) (p. 1694) : adopté après modifications (p. 1695)

Sous-amendement n° 612 corrigé de M. Claude Billard (programmation souple) : adopté (p. 1695)

- Amendement n° 77 de M. Franck Borotra (programmation souple) : devenu sans objet (p. 1695)
- Amendement n° 404 de M. Claude Birraux (programmation souple) (p. 1694) : devenu sans objet (p. 1695)
- Amendement n° 762 du Gouvernement (programmation souple tenant compte de la nécessité de renouveler le parc de production existant) (p. 1694) : retiré (p. 1695)
- Amendement n° 475 de M. François Goulard (suppression de l'obligation de présenter un rapport) : rejeté (p. 1695)
- Amendement n° 190 de la commission (périodicité du rapport) : adopté après modifications (p. 1695)
- Sous-amendement n° 640 de M. Jacques Desallangre (de précision) : adopté (p. 1695)
- Amendement n° 339 de M. Alain Cacheux (périodicité du rapport) : devenu sans objet (p. 1695)
- Amendement n° 587 de M. Michel Destot (objectifs en matière de cogénération) : rejeté (p. 1696)
- Discussion commune de l'amendement n° 191 et des amendements identiques n°s 684 et 716
- Amendement n° 191 de la commission (coordination avec le schéma des services collectifs de l'énergie) : adopté (p. 1696)
- Amendement n° 684 de M. Jacques Pélissard : non soutenu (p. 1696)
- Amendement n° 716 de M. Michel Inchauspé : non soutenu (p. 1696)
- Amendement n° 78 de M. Franck Borotra (contenu du bilan) : rejeté (p. 1696)
- Amendement n° 192 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 1696)
- Amendement n° 493 de M. François Goulard (exploitation des nouvelles installations par les personnes autorisées après appel d'offres) : rejeté (p. 1696)
- Amendement n° 193 de la commission (déclaration préalable pour les petites installations) (p. 1697) : adopté après modifications (p. 1698)
- Sous-amendement n° 751 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations ne fonctionnant pas de manière permanente) (p. 1697) : adopté (p. 1698)
- Sous-amendement n° 752 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations de moins de 250 KW) (p. 1697) : rejeté (p. 1698)
- Amendement n° 614 de M. Claude Billard (transfert des usines de la Compagnie nationale du Rhône à EDF) (p. 1698) : rejeté (p. 1699)
- Amendement n° 194 de la commission (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance d'au moins 10 %) : adopté (p. 1699)
- Amendement n° 446 de M. Jean Proriol (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance) : devenu sans objet (p. 1699)
- Amendement n° 447 de M. Jean Proriol (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance) : devenu sans objet (p. 1699)
- Amendement n° 79 de M. Franck Borotra (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance) : devenu sans objet (p. 1699)
- Amendement n° 613 de M. Claude Billard (définition et autorisation des installations d'auto-production) (p. 1699) : rejeté (p. 1699)
- Amendement n° 700 de M. Jean-Louis Dumont (définition et autorisation des installations nouvelles de production) (p. 1699) : adopté après modifications (p. 1700)
- Sous-amendement n° 761 du Gouvernement (publicité assurée par le ministère chargé de l'énergie) (p. 1699) : adopté (p. 1700)
- Amendement n° 531 de M. François Goulard (nouvelles installations sorties de la programmation pluriannuelle) : rejeté (p. 1700)
- Amendement n° 639 de M. Jacques Desallangre (non indemnisation des mesures de sauvegarde) : adopté (p. 1700)
- Article 7 (autorisation d'exploiter) (p. 1700) : adopté après modifications (p. 1706)*
- Intervenants : M. François Goulard (p. 1700) ; M. Franck Borotra (p. 1700, 1701)
- Amendement n° 494 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 1701)
- Amendements identiques n°s 117 et 448
- Amendement n° 117 de M. Pierre Micaux (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) : rejeté (p. 1701)
- Amendement n° 448 de M. Jean Proriol (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) : rejeté (p. 1701)
- Amendement n° 538 de M. François d'Aubert (délivrance de l'autorisation d'exploiter par la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1701) : rejeté (p. 1702)
- Amendement n° 80 de M. Franck Borotra (délivrance de l'autorisation d'exploiter après instruction de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1702) : rejeté (p. 1703)
- Discussion commune des amendements identiques n°s 676, 544 et 405
- Amendement n° 676 de M. Jacques Pélissard : non soutenu (p. 1703)
- Amendement n° 544 de M. Jean Proriol (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)
- Amendement n° 405 de M. Claude Birraux (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de

la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Amendement n° 195 de la commission (autorisation nominative et incessible) : adopté (p. 1703)

Amendement n° 328 de M. Léonce Deprez (délivrance de l'autorisation d'exploiter sur proposition de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Amendements identiques n°s 118 corrigé, 406 et 449

Amendement n° 118 corrigé de M. Pierre Micaut (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1703) : rejeté (p. 1704)

Amendement n° 406 de M. Claude Birraux (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1703) : rejeté (p. 1704)

Amendement n° 449 de M. Jean Proriot (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1703) : rejeté (p. 1704)

Discussion commune de l'amendement n° 450 et des amendements identiques n°s 196 et 583

Amendement n° 450 de M. Jean Proriot (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : rejeté (p. 1704)

Amendement n° 196 de la commission (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : adopté (p. 1704)

Amendement n° 583 de M. Jean Proriot (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : adopté (p. 1704)

Amendement n° 615 de M. Claude Billard (mise en œuvre du nucléaire uniquement par EDF) (p. 1704) : rejeté (p. 1706)

Article 8 (appels d'offres) (p. 1706) : adopté après modifications (p. 1709)

Intervenants : M. Guy Hascoët (p. 1706) ; M. François Goulard (p. 1707)

Amendement n° 495 de M. François Goulard (appel d'offres lancé par le gestionnaire du réseau public) : rejeté (p. 1707)

Amendement n° 197 de la commission (de précision) : adopté (p. 1707)

Amendement n° 81 de M. Franck Borotra (appel d'offres lancé par le ministre chargé de l'énergie après avis de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1707)

Amendement n° 198 de la commission (cahier des charges détaillé) : adopté (p. 1707)

Amendement n° 82 de M. Franck Borotra (cahier des charges détaillé) : devenu sans objet (p. 1707)

Amendement n° 496 de M. François Goulard (suppression des conditions restrictives pour participer à un appel d'offres) : rejeté (p. 1707)

Amendement n° 199 de la commission (rédactionnel) (p. 1707) : adopté (p. 1708)

Amendement n° 497 de M. François Goulard (limitation du rôle du ministre chargé de l'énergie) : rejeté (p. 1708)

Amendement n° 539 de M. François d'Aubert (désignation des candidats retenus après décision de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1708)

Amendements identiques n°s 685 et 717

Amendement n° 685 de M. Jacques Péliassard (confidentialité et contrat d'achat par le gestionnaire des réseaux de transport ou de distribution) : rejeté (p. 1708)

Amendement n° 717 de M. Michel Inchauspé (confidentialité et contrat d'achat par le gestionnaire des réseaux de transport ou de distribution) : rejeté (p. 1708)

Amendement n° 498 de M. François Goulard (suppression de l'alinéa relatif à la confidentialité) : rejeté (p. 1708)

Amendement n° 200 de la commission (de précision) : adopté (p. 1708)

Amendement n° 201 de la commission (de précision) : adopté (p. 1708)

Amendement n° 202 de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 1709)

Sous-amendement n° 763 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 1709)

Amendement n° 573 de M. Guy Hascoët (compétences de la Commission de régulation pour enclencher une diminution de la demande d'électricité) : retiré (p. 1709)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres) (p. 1709) : adopté après modifications (p. 1711)

Amendement n° 499 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1709) : rejeté (p. 1710)

Amendement n° 119 de M. Pierre Micaut (prise en compte des besoins des clients éligibles par l'autorité compétente, indépendamment des éventuelles surcapacités du service public) : rejeté (p. 1710)

Amendement n° 203 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1710)

Amendement n° 451 de M. Jean Proriot (prise en compte des besoins des clients éligibles par l'autorité compétente, indépendamment des éventuelles surcapacités du service public) : rejeté (p. 1710)

Amendement n° 204 de la commission (liste des critères d'attribution des autorisations) : adopté (p. 1710)

Amendements identiques n°s 718 et 686

Amendement n° 718 de M. Michel Inchauspé (efficacité énergétique et protection de l'environnement) : rejeté (p. 1710)

Amendement n° 686 de M. Jacques Pélissard (efficacité énergétique et protection de l'environnement) : rejeté (p. 1710)

Amendement n° 687 de M. Jacques Pélissard : non soutenu (p. 1710)

Amendement n° 616 de M. Claude Billard (respect de la législation sociale en vigueur) (p. 1710) : adopté (p. 1711)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF) (p. 1711) : adopté après modifications (p. 1715)

Intervenant : M. Franck Borotra (p. 1711)

Amendement n° 83 de M. Franck Borotra (conditions d'achat distinctes selon les types d'installation) (p. 1711) : rejeté (p. 1712)

Amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) (p. 1712) : adopté après modifications (p. 1714)

Discussion commune des sous-amendements n°s 434 et 758

Sous-amendement n° 434 de M. Claude Birraux (obligation d'achat étendue aux distributeurs non nationalisés) : adopté (p. 1712)

Sous-amendement n° 758 de M. François Brottes (obligation d'achat étendue aux distributeurs non nationalisés) : devenu sans objet (p. 1712)

Discussion commune des sous-amendements n°s 617 et 578

Sous-amendement n° 617 de M. Claude Billard (maintien du seuil de 8 mégawatts) (p. 1713) : retiré (p. 1714)

Sous-amendement n° 578 de M. Guy Hascoët (seuil de 25 mégawatts) (p. 1713) : devenu sans objet (p. 1714)

Sous-amendement n° 784 du Gouvernement (seuil de l'obligation d'achat fixé à 12 mégawatts) (p. 1713) : adopté (p. 1714)

Sous-amendements identiques n°s 579 et 591

Sous-amendement n° 579 de M. Guy Hascoët (fixation des conditions d'achat par la Commission de régulation) : rejeté (p. 1714)

Sous-amendement n° 591 de M. Michel Destot (fixation des conditions d'achat par la Commission de régulation) : rejeté (p. 1714)

Amendement n° 500 de M. François Goulard (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Amendement n° 407 de M. Claude Birraux (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Amendement n° 713 de M. François Guillaume (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Amendement n° 688 de M. Jacques Pélissard (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Amendement n° 719 de M. Michel Inchauspé (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Amendement n° 32 de M. Michel Bouvard (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Amendement n° 433 de M. Claude Birraux (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Amendement n° 661 de M. Michel Meylan (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Amendement n° 21 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1714)

Amendements identiques n°s 329, 541, 675 et 720

Amendement n° 329 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1714)

Amendement n° 541 de M. Jean Proriol (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 1714)

Amendement n° 675 de M. Jacques Pélissard : non soutenu (p. 1714)

Amendement n° 720 de M. Michel Inchauspé : non soutenu (p. 1714)

Amendement n° 726 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1714)

Discussion commune des amendements n°s 206, 452, 120 et 588

Amendement n° 206 de la commission (de précision) : adopté (p. 1714)

Amendement n° 452 de M. Jean Proriol (cas des contrats en cours) (p. 1714) : devenu sans objet (p. 1715)

Amendement n° 120 de M. Pierre Micaux : non soutenu (p. 1714)

Amendement n° 588 de M. Michel Destot : non soutenu (p. 1714)

Amendement n° 207 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1715)

Amendements identiques n°s 574 et 589

Amendement n° 574 de M. Guy Hascoët (suspension par décret de l'obligation d'achat ramenée à cinq ans maximum) : rejeté (p. 1715)

Amendement n° 589 de M. Michel Destot : non soutenu (p. 1715)

Amendement n° 697 de M. Claude Birraux (rédactionnel) : adopté (p. 1715)

Amendement n° 7 de M. Léonce Deprez (préavis d'un an avant la suspension) : rejeté (p. 1715)

Amendement n° 618 de M. Claude Billard (tarifs d'achat) : adopté après modifications (p. 1715)

Sous-amendement n° 783 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité) (p. 1715) : adopté après modifications (p. 1719)

Intervenants : M. François Goulard (p. 1716) ; M. Yvon Montané (p. 1716)

Amendement n° 532 de M. François Goulard (autorisations) : rejeté (p. 532)

Discussion commune des amendements n^{os} 48 corrigé et 380

Amendement n^o 48 corrigé de M. Jean Proriol (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : rejeté (p. 1717)

Amendement n^o 380 de la commission des finances (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : rejeté (p. 1717)

Amendement n^o 208 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1717)

Amendement n^o 533 de M. François Goulard (puissance maximale des centrales hydro-électriques) : rejeté (p. 1717)

Amendements identiques n^{os} 209 et 47

Amendement n^o 209 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1717)

Amendement n^o 47 de M. Jean Proriol (rédactionnel) : adopté (p. 1717)

Amendements identiques n^{os} 210, 8 corrigé et 408

Amendement n^o 210 de la commission (exploitation des installations de cogénération par les collectivités locales) : adopté (p. 1718)

Amendement n^o 8 corrigé de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1718)

Amendement n^o 408 de M. Claude Birraux (exploitation des installations de cogénération par les collectivités locales) : retiré (p. 1718)

Amendement n^o 211 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1718)

Amendement n^o 212 de la commission (encadrement des conditions de production) : adopté (p. 1718)

Amendement n^o 213 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1718)

Amendement n^o 552 de M. Jean-Michel Marchand (bénéfice de l'obligation d'achat étendu aux communes et à leurs groupements) : rejeté (p. 1718)

Amendement n^o 641 de M. Georges Sarre (conditions de sûreté des installations) (p. 1718) : adopté (p. 1719)

Amendement n^o 642 de M. Georges Sarre (non éligibilité des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 33, 49, 367, 435, 453, 662 et des amendements n^{os} 214 et 381

Amendement n^o 33 de M. Michel Bouvard (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Amendement n^o 49 de M. Pierre Micaux (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Amendement n^o 367 de M. Alain Cacheux (cas des distributeurs non nationalisés) : retiré (p. 1719)

Amendement n^o 435 de M. Claude Birraux (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Amendement n^o 453 de M. Jean Proriol (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Amendement n^o 662 de M. Michel Meylan (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Amendement n^o 214 de la commission (cas des distributeurs non nationalisés) : adopté (p. 1719)

Amendement n^o 381 de la commission des finances (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : devenu sans objet (p. 1719)

Réserve, à la demande du Gouvernement, de la discussion de l'article 12 et de l'amendement n^o 535 portant article additionnel après l'article 12, jusqu'après l'examen de l'article 22 (p. 1720)

Titre III

Le transport et la distribution d'électricité

Chapitre Ier

Le transport d'électricité

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT)) (p. 1730) : adopté après modifications (p. 1738)

Intervenants : M. Pierre Micaux (p. 1730) ; M. Claude Birraux (p. 1730) ; M. Franck Borotra (p. 1731)

Discussion commune des amendements n^{os} 84, 330 et 677

Amendement n^o 84 de M. Franck Borotra (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1731) : rejeté (p. 1733)

Amendement n^o 330 de M. Léonce Deprez (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1731) : rejeté (p. 1733)

Amendement n^o 677 de M. Jacques Péliissard (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1731) : rejeté (p. 1733)

Discussion commune des amendements n^{os} 409, 455, 501, 410 et 9

Amendement n^o 409 de M. Claude Birraux (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733) : rejeté (p. 1734)

Amendement n^o 455 de M. Jean Proriol (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733) : rejeté (p. 1734)

Amendement n^o 501 de M. François Goulard (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733) : rejeté (p. 1734)

Amendement n^o 410 de M. Claude Birraux (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733) : rejeté (p. 1734)

Amendement n^o 9 de M. Léonce Deprez (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733) : rejeté (p. 1734)

Amendement n^o 121 de M. Pierre Micaux (cahier des charges de concession soumis à l'avis de la

Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1734)

Amendement n° 456 de M. Jean Proriol (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : devenu sans objet (p. 1734)

Discussion commune des amendements n°s 382, 216 et 411

Amendement n° 382 de la commission des finances (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1734) : rejeté (p. 1736)

Sous-amendement n° 590 de M. Michel Destot (p. 1734) : non soutenu (p. 1736)

Amendement n° 216 de la commission (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1735) : adopté après modifications (p. 1736)

Sous-amendement n° 730 de M. François Goulard (avis de la Commission de régulation de l'électricité pour la nomination du directeur) (p. 1735) : rejeté (p. 1736)

Sous-amendement n° 413 de M. Claude Birraux (directeur nommé par la Commission après avis du président d'EDF) : rejeté (p. 1736)

Sous-amendement oral de M. Christian Bataille (obligation pour le directeur de rendre compte de ses activités devant la commission de régulation de l'électricité) (p. 1735) : adopté (p. 1736)

Amendement n° 411 de M. Claude Birraux (directeur nommé par le ministre chargé de l'énergie sur proposition de la Commission et après avis du président d'EDF) (p. 1735) : devenu sans objet (p. 1736)

Amendement n° 412 de M. Claude Birraux (conditions de nomination du directeur) : rejeté (p. 1736)

Amendement n° 457 de M. Jean Proriol (conditions de nomination du directeur) : rejeté (p. 1736)

Amendement n° 217 de la commission (non cumul de fonctions) (p. 1736) : adopté (p. 1737)

Amendement n° 218 de la commission (consultation du directeur préalablement à toute décision touchant la carrière de ses agents qui, en outre, ne peuvent recevoir d'instructions que de lui ou d'un agent placé sous son autorité) : adopté (p. 1737)

Amendement n° 458 de M. Jean Proriol (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au budget autonome et à la communication du budget et des comptes à la Commission de régulation) : rejeté (p. 1737)

Amendement n° 414 de M. Claude Birraux (suppression de l'autonomie budgétaire et communication du budget et des comptes à la Commission) : rejeté (p. 1737)

Amendement n° 122 de M. Pierre Micaux (avis préalable de la Commission de régulation) : rejeté (p. 1737)

Amendement n° 383 commission des finances (publicité des comptes assurée par la Commission de régulation) : adopté (p. 1737)

Amendement n° 384 commission des finances (pouvoir d'engager des dépenses liées au fonctionnement du service gestionnaire du réseau public de transport) : adopté (p. 1737)

Amendement n° 459 de M. Jean Proriol (transformation, à l'issue d'une période transitoire de cinq ans, du gestionnaire du réseau public de transport en établissement public) (p. 1737) : rejeté (p. 1738)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1738) : adopté après modifications (p. 1740)

Amendement n° 645 de M. Georges Sarre (respect des missions de service public) : adopté (p. 1738)

Amendement n° 385 de la commission des finances (périmètre d'intervention du gestionnaire du réseau public) : rejeté (p. 1738)

Amendement n° 219 de la commission (définition du périmètre d'intervention du gestionnaire du réseau public) (p. 1738) : adopté (p. 1739)

Amendement n° 220 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1739)

Amendement n° 757 de M. Jean-Yves Le Déaut (qualité d'opérateur de télécommunications accordée au gestionnaire du réseau) : non soutenu ; repris par M. François Goulard : rejeté (p. 1739)

Amendement n° 221 de la commission (de précision) : adopté (p. 1739)

Amendements identiques n°s 10 et 553

Amendement n° 10 de M. Léonce Deprez (schéma de développement du réseau soumis à l'avis des conseils régionaux) : rejeté (p. 1740)

Amendement n° 553 de M. Jean-Michel Marchand (schéma de développement du réseau soumis à l'avis des conseils régionaux) : rejeté (p. 1740)

Amendement n° 222 de la commission (prise en compte des schémas de services régionaux de l'énergie) : adopté (p. 1740)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1740) : adopté après modifications (p. 1744)

Intervenants : M. François Goulard (p. 1740) ; M. Franck Borotra (p. 1740)

Amendement n° 223 de la commission (de précision) : adopté (p. 1741)

Amendement n° 224 de la commission (définition des programmes d'appel) : adopté (p. 1741)

Amendement n° 225 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1741)

Amendement n° 226 de la commission (de précision) : adopté (p. 1741)

Amendements identiques n^{os} 744 et 619

Amendement n^o 744 de la commission (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) : adopté (p. 1741)

Amendement n^o 619 de M. Claude Billard (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) : adopté (p. 1741)

Amendement n^o 766 du Gouvernement (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) : retiré (p. 1741)

Amendement n^o 227 de la commission (de précision) (p. 1741) : adopté (p. 1742)

Amendement n^o 228 de la commission (de précision) : adopté (p. 1742)

Amendement n^o 229 de la commission (de précision) : adopté (p. 1742)

Amendement n^o 765 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 1742)

Amendement n^o 620 de M. Claude Billard (obligations de service public prises en compte par les modifications des programmes d'appel) : rejeté (p. 1742)

Amendement n^o 22 de M. Léonce Deprez (priorité, dans les programmes d'appel, donnée aux installations utilisant des techniques performantes en termes d'efficacité énergétique) : rejeté (p. 1742)

Amendement n^o 621 de M. Claude Billard (conclusion des contrats d'achat avec les seuls producteurs) : rejeté (p. 1742)

Amendement n^o 502 de M. François Goulard (conclusion des contrats d'achat avec les seuls producteurs) (p. 1742) : rejeté (p. 1743)

Amendement n^o 230 de la commission (de précision) : adopté (p. 1743)

Amendement n^o 231 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1743)

Amendement n^o 85 de M. Franck Borotra (mise en place d'une fonction de gestionnaire de marché) (p. 1743) : rejeté (p. 1744)

Article 16 (sanction du gestionnaire du réseau public de transport en cas de transmission d'informations confidentielles) (p. 1744) : adopté après modifications (p. 1745)

Intervenants : M. François Goulard (p. 1744) ; M. Franck Borotra (p. 1744) ; M. Christian Pierret (p. 1744)

Amendement n^o 503 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1744) : rejeté (p. 1745)

Amendement n^o 232 de la commission (de précision) : adopté (p. 1745)

Amendement n^o 622 de M. Claude Billard (personnes concernées par les sanctions) : rejeté (p. 1745)

Amendement n^o 415 de M. Claude Birraux (personnes concernées par les sanctions) : retiré (p. 1745)

Amendement n^o 233 de la commission (personnes concernées par les sanctions) : adopté (p. 1745)

Amendement n^o 234 de la commission (personnes concernées par les exceptions à l'interdiction de transmission d'informations confidentielles) : adopté (p. 1745)

Chapitre II

La distribution d'électricité

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité) (p. 1745) : adopté après modifications (p. 1750)

Intervenants : M. Yvon Montané (p. 1746) ; M. Guy Hascoët (p. 1746) ; M. Pierre Micaux (p. 1746)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 235 et 50 corrigé et de l'amendement n^o 368

Amendement n^o 235 de la commission (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) : adopté (p. 1747)

Amendement n^o 50 corrigé de M. Pierre Micaux (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) : adopté (p. 1747)

Amendement n^o 368 de M. Alain Cacheux (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) : devenu sans objet (p. 1747)

Amendements identiques n^{os} 236 corrigé et 369

Amendement n^o 236 corrigé de la commission (de précision) : adopté (p. 1747)

Amendement n^o 369 de M. Alain Cacheux (de précision) : adopté (p. 1747)

Amendement n^o 53 de M. Pierre Micaux (de précision) : devenu sans objet (p. 1747)

Amendement n^o 52 de M. Pierre Micaux (de précision) : devenu sans objet (p. 1747)

Amendement n^o 123 de M. Pierre Micaux (maîtrise d'ouvrage assurée par les collectivités locales) : adopté (p. 1747)

Discussion commune des amendements n^{os} 237, 54 et 370

Amendement n^o 237 de la commission (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1747) : adopté (p. 1748)

Sous-amendement n^o 595 de M. Jean-Jacques Guillet (de précision) (p. 1747) : rejeté (p. 1748)

Amendement n^o 54 de M. Pierre Micaux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1747) : devenu sans objet (p. 1748)

Amendement n^o 370 de M. Alain Cacheux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1747) : devenu sans objet (p. 1748)

Amendements identiques n^{os} 55 et 371

Amendement n^o 55 de M. Pierre Micaux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : rejeté (p. 1748)

Amendement n^o 371 de M. Alain Cacheux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : retiré (p. 1748)

Amendement n^o 238 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les collectivités concédantes peuvent faire prendre en charge par leur concessionnaire les opérations de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 1748)

Discussion commune des amendements n^{os} 550 et 396

Amendement n^o 550 de M. Pierre Micaux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748) : rejeté (p. 1749)

Amendement n^o 396 de M. Pierre Micaux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748) : rejeté (p. 1749)

Amendements identiques n^{os} 554 et 11

Amendement n^o 554 de M. Jean-Michel Marchand (coordination de la gestion et des projets de développement des réseaux d'énergie assurée par les collectivités territoriales) : rejeté (p. 1749)

Amendement n^o 11 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1749)

Amendements identiques n^{os} 239, 56 et 372

Amendement n^o 239 de la commission (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 1749)

Amendement n^o 56 de M. Pierre Micaux (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 1749)

Amendement n^o 372 de M. Alain Cacheux (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 1749)

Amendement n^o 767 du Gouvernement (prise en charge d'actions tendant à maîtriser la demande d'énergie par les collectivités territoriales) : adopté (p. 1749)

Amendement n^o 240 de la commission (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité dans les logements sociaux en zone urbaine) : adopté (p. 1750)

Amendement n^o 504 de M. François Goulard (de suppression partielle) : rejeté (p. 1750)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité) (p. 1750) : adopté après modifications (p. 1751)

Amendement n^o 505 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 1750)

Amendement n^o 241 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1750)

Amendement n^o 58 de M. Pierre Micaux (contenu des cahiers des charges de concession) : rejeté (p. 1750)

Amendements identiques n^{os} 28, 436 et 663

Amendement n^o 28 de M. Michel Bouvard (de précision) : rejeté (p. 1751)

Amendement n^o 436 de M. Claude Birraux (de précision) : rejeté (p. 1751)

Amendement n^o 663 de M. Michel Meylan (de précision) : rejeté (p. 1751)

Amendements identiques n^{os} 12 et 555

Amendement n^o 12 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1751)

Amendement n^o 555 de M. Jean-Michel Marchand (régie de distribution d'électricité créée par la collectivité concédante à l'échéance du contrat de concession avec EDF) : rejeté (p. 1751)

Amendement n^o 86 de M. Franck Borotra (décret soumis à l'avis préalable de la Commission de régulation) : rejeté (p. 1751)

Amendement n^o 556 de M. Jean-Michel Marchand (consultation obligatoire des usagers au niveau local) : rejeté (p. 1751)

Article 19 (missions des gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité) (p. 1751) : adopté après modifications (p. 1752)

Amendement n^o 242 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1752)

Amendement n^o 243 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1752)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles) (p. 1752) : adopté après modifications (p. 1753)

Amendement n^o 506 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 1752)

Amendement n^o 667 de M. Michel Meylan : non soutenu (p. 1753)

Amendement n^o 244 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1752)

Amendement n^o 623 de M. Claude Billard (rédactionnel) : retiré (p. 1752)

Amendement n^o 668 de M. Michel Meylan : non soutenu (p. 1752)

Amendement n^o 245 de la commission (exceptions à l'obligation de confidentialité) (p. 1752) : adopté (p. 1753)

Amendement n^o 557 de M. Guy Hascoët (information des collectivités locales concédantes) : adopté (p. 1753)

Chapitre III

Sécurité des réseaux

Article 21 (mesures de sauvegarde) : adopté (p. 1753)

Intervenant : M. François Goulard (p. 1753)

Titre IV

L'accès aux réseaux publics d'électricité

Article 22 (consommateurs éligibles) (p. 1753) : adopté après modifications (p. 1763)

Intervenants : M. François Goulard (p. 1754) ; M. Franck Borotra (p. 1754) ; M. Claude Birraux (p. 1754)

Amendement n° 507 de M. François Goulard (de suppression partielle) : rejeté (p. 1755)

Amendement n° 647 de M. Jacques Desallangre (non-éligibilité des collectivités locales) : rejeté (p. 1755)

Amendement n° 246 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1755)

Amendement n° 87 rectifié de M. Franck Borotra (définition des clients éligibles) (p. 1755) : rejeté (p. 1756)

Amendement n° 529 de M. François Goulard (détermination du site de consommation annuelle) : retiré (p. 1756)

Amendement n° 374 de M. Jean-Antoine Léonetti : non soutenu (p. 1756)

Amendement n° 706 de M. Jean-Louis Dumont (éligibilité des entreprises de transport ferroviaire) : retiré (p. 1757)

Amendements identiques nos 13 et 558

Amendement n° 13 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1757)

Amendement n° 558 de M. Jean-Michel Marchand (éligibilité des communes) : rejeté (p. 1757)

Amendement n° 416 de M. Claude Birraux (éligibilité des entreprises à établissements multiples) : rejeté (p. 1757)

Amendement n° 460 de M. Jean Proriot (de cohérence) : rejeté (p. 1757)

Amendement n° 247 de la commission (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) (p. 1757) : adopté (p. 1758)

Amendement n° 648 de M. Jacques Desallangre (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) : devenu sans objet (p. 1758)

Amendement n° 691 de M. Jacques Pélassard (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) : devenu sans objet (p. 1758)

Amendement n° 649 de M. Jacques Desallangre (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) : devenu sans objet (p. 1758)

Amendement n° 650 de M. Georges Sarre (non-éligibilité des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1758)

Amendement n° 417 de M. Claude Birraux (maintien du lien contractuel entre la régie et son client éligible) (p. 1758) : rejeté (p. 1759)

Amendement n° 248 de la commission (éligibilité des réseaux de transports collectifs urbains) : adopté (p. 1759)

Amendement n° 461 de M. Jean Proriot (contrat de vente conclu par un client éligible de ses excédents conjoncturels achetés ou autoproduits) : rejeté (p. 1759)

Amendement n° 626 de M. Claude Billard (durée du cadre contractuel) (p. 1759) : adopté après modifications (p. 1760)

Sous-amendement n° 747 de la commission (durée de trois ans) (p. 1759) : adopté (p. 1760)

Amendement n° 651 de M. Jacques Desallangre (suppression du paragraphe instituant un marché de gros de l'électricité) (p. 1760) : rejeté (p. 1761)

Amendement n° 249 de la commission (de précision) (p. 1761) : adopté après modifications (p. 1762)

Sous-amendement n° 624 de M. Claude Billard (seuils des volumes achetés) (p. 1761) : adopté (p. 1762)

Sous-amendement n° 625 de M. Claude Billard (seuils des volumes achetés) (p. 1761) : rejeté (p. 1762)

Amendement n° 462 de M. Jean Proriot (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Amendement n° 124 de M. Pierre Micauts (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Amendement n° 508 de M. François Goulard (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Amendement n° 545 de M. Jean Proriot (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Amendement n° 331 de M. Léonce Deprez (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Amendement n° 678 de M. Jacques Pélassard (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Amendement n° 88 de M. Franck Borotra (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Amendement n° 418 de M. Claude Birraux (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Amendement n° 652 de M. Jacques Desallangre (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Amendement n° 125 de M. Pierre Micau (encadrement des achats complémentaires) : rejeté (p. 1762)

Amendement n° 250 de la commission (de précision) : adopté (p. 1762)

Amendement n° 669 de M. Michel Meylan (rédactionnel) : rejeté (p. 1762)

Amendement n° 89 de M. Franck Borotra (listes des clients éligibles et des producteurs qui achètent pour revendre à des clients éligibles publiée par la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1762) : adopté après modifications (p. 1763)

Sous-amendement n° 768 du Gouvernement (publication assurée par le ministre chargé de l'énergie) : adopté (p. 1763)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre) : supprimé (p. 1763)

Amendements identiques n°s 215 et 643

Amendement n° 215 de la commission (de suppression) : adopté (p. 1763)

Amendement n° 643 de M. Jacques Desallangre (de suppression) : adopté (p. 1763)

Amendement n° 454 de M. Jean Proriol (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Amendement n° 690 de M. Jacques Péliard (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Amendement n° 721 de M. Michel Inchauspé (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Amendement n° 644 de M. Jacques Desallangre (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Après l'article 12

Amendement n° 535 précédemment réservé de M. François d'Aubert (approvisionnement auprès d'un fournisseur de l'Union européenne) : rejeté (p. 1763)

Article 23 (droit d'accès au réseau) (p. 1763) : adopté après modifications (p. 1765)

Intervenant : M. François Goulard (p. 1763)

Amendement n° 59 de M. Pierre Micau (affectation de l'autoconsommation des services locaux) : retiré (p. 1764)

Amendements identiques n°s 251 et 345

Amendement n° 251 de la commission (non approvisionnement de la société-mère d'un producteur et de ses filiales par le producteur) : adopté (p. 1764)

Amendement n° 345 de M. Alain Cacheux (non approvisionnement de la société-mère d'un

producteur et de ses filiales par le producteur) : adopté (p. 1764)

Amendement n° 252 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1764)

Amendement n° 509 corrigé de M. François Goulard (de suppression partielle) : rejeté (p. 1764)

Amendement n° 253 de la commission (rédactionnel) (p. 1764) : adopté (p. 1765)

Amendement n° 90 corrigé de M. Franck Borotra (de précision) : rejeté (p. 1765)

Amendement n° 91 de M. Franck Borotra (définition des critères de refus) : adopté (p. 1765)

Amendement n° 254 de la commission (droit d'accès des collectivités territoriales) : adopté après modifications (p. 1765)

Sous-amendement n° 597 de M. Guy Hascoët (droit d'accès des structures dépendant directement d'elles) : adopté (p. 1765)

Article 24 (lignes directes) (p. 1765) : adopté après modifications (p. 1769)

Intervenant : M. François Goulard (p. 1766)

Amendement n° 60 de M. Pierre Micau (bénéficiaires des lignes directes) : rejeté (p. 1766)

Amendements identiques n°s 255 et 346

Amendement n° 255 de la commission (filiales de la société-mère du producteur exclues du dispositif) : adopté (p. 1766)

Amendement n° 346 de M. Alain Cacheux (filiales de la société-mère du producteur exclues du dispositif) : adopté (p. 1766)

Amendement n° 256 de la commission (possibilité de construire une ligne directe sur des terrains pour lesquels le demandeur bénéficie d'une permission de voirie) : adopté (p. 1766)

Amendement n° 257 de la commission (prise en compte des prescriptions environnementales applicables dans la zone concernée) : adopté (p. 1067)

Amendement n° 14 de M. Léonce Deprez (transfert à un opérateur de service public du droit d'une collectivité) : rejeté (p. 1767)

Amendement n° 510 de M. François Goulard (élargissement des critères d'autorisation) : rejeté (p. 1767)

Amendement n° 92 de M. Franck Borotra (avis de la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1767)

Amendement n° 93 de M. Franck Borotra (motivation et justification des refus) : adopté (p. 1767)

Discussion commune des amendements identiques n°s 258, 61 et 373 et de l'amendement n° 386

Amendement n° 258 de la commission (respect des contraintes environnementales par les lignes privées) (p. 1767) : adopté (p. 1768)

Amendement n° 61 de M. Pierre Micaux (p. 1767) : non soutenu (p. 1768)

Amendement n° 373 de M. Alain Cacheux (respect des contraintes environnementales par les lignes privées) (p. 1767) : adopté (p. 1768)

Amendement n° 386 de M. Jean-Louis Dumont (respect des contraintes environnementales par les lignes privées) (p. 1767) : devenu sans objet (p. 1768)

Amendement n° 259 de la commission (absence de réponse du gestionnaire de réseaux à la demande de construction d'une ligne directe emportant autorisation) : adopté (p. 1768)

Amendement n° 559 de M. Guy Hascoët : non soutenu (p. 1768)

Titre V

La dissociation comptable et la transparence de la comptabilité

Avant l'article 25

Amendement n° 463 de M. Jean Proriot : non soutenu (p. 1768)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône) (p. 1768) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 260 modifié (p. 1770)

Intervenant : M. Franck Borotra (p. 1769)

Amendement n° 511 de M. François Goulard : non soutenu (p. 1769)

Amendement n° 260 de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 1770)

Sous-amendement n° 581 de M. François Goulard (distinction comptable entre les consommateurs éligibles et les consommateurs non éligibles) : rejeté (p. 1770)

Sous-amendement n° 769 rectifié du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 1770)

Amendement n° 94 de M. Franck Borotra (comptes séparés pour la fourniture, l'importation et l'exportation d'électricité) : devenu sans objet (p. 1770)

Amendement n° 332 de M. Léonce Deprez (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Amendement n° 546 de M. Jean Proriot (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Amendement n° 679 de M. Jacques Péliissard (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Amendement n° 95 rectifié de M. Franck Borotra (règles comptables précisées par la Commission de régulation de l'électricité) : devenu sans objet (p. 1770)

Amendement n° 126 de M. Pierre Micaux (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Article 26 (obligations comptables des autres sociétés) (p. 1770) : adopté (p. 1771)

Amendement n° 627 de M. Claude Billard (obligations de séparation comptable) (p. 1770) : retiré (p. 1771)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières) (p. 1771) : adopté après modifications (p. 1772)

Amendement n° 512 de M. François Goulard (non accès des ministres aux informations d'ordre comptable) : rejeté (p. 1771)

Amendements identiques n°s 127 et 560

Amendement n° 127 de M. Pierre Micaux : non soutenu (p. 1770)

Amendement n° 560 de M. Jean-Michel Marchand (droit d'accès à la comptabilité des collectivités concédantes) : rejeté (p. 1771)

Amendement n° 261 de la commission (droit d'accès à la comptabilité des entreprises fournissant de l'électricité) : adopté (p. 1772)

Amendement n° 262 de la commission (accès des ministres et de la Commission de régulation de l'électricité aux informations sociales des entreprises) : adopté (p. 1772)

Après l'article 27

Amendement n° 464 de M. Jean Proriot (établissement d'un code de déontologie par les entreprises commercialisant de l'électricité en France) : retiré (p. 1772)

Titre VI

La régulation

Avant l'article 28

Amendement n° 387 de la commission des finances (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1772) : retiré ; repris par M. Franck Borotra : rejeté (p. 1776)

Amendement n° 289 rectifié de la commission (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1772) : adopté après deuxième rectification (p. 1776)

Article 28 (composition et statut de la Commission de régulation de l'électricité (CRE)) (p. 1776) : adopté après modifications (p. 1779)

Intervenant : M. François Goulard (p. 1776)

Amendement n° 707 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (rôle et composition de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1777)

Discussion commune des amendements n°s 263 et 398

Amendement n° 263 de la commission (composition de la commission) : adopté (p. 1777)

Amendement n° 398 de M. Jean-Louis Dumont (composition de la commission) : devenu sans objet (p. 1777)

Amendement n° 513 de M. François Goulard (composition de la commission) : rejeté (p. 1777)

Amendement n° 742 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1777)

Amendement n° 264 de la commission (cas de démission d'office pour incompatibilité) : adopté (p. 1777)

Amendement n° 265 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1778)

Amendement n° 266 de la commission (cas de démission d'office pour incompatibilité) : adopté (p. 1778)

Amendement n° 267 de la commission (de précision) : adopté (p. 1778)

Amendement n° 268 de la commission (de précision) : adopté (p. 1778)

Amendement n° 269 de la commission (incompatibilités) : adopté (p. 1778)

Amendement n° 270 de la commission (incompatibilités) : adopté (p. 1779)

Amendement n° 271 de la commission (incompatibilités) : adopté (p. 1779)

Amendement n° 514 de M. François Goulard (qualité de la commission) : retiré (p. 1779)

Article 29 (commissaire du Gouvernement auprès de la CRE) : adopté après modifications (p. 1779)

Amendement n° 515 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 1779)

Amendement n° 272 de la commission (rôle du commissaire du Gouvernement) : adopté (p. 1779)

Article 30 (fonctionnement de la CRE) (p. 1779) : adopté après modifications (p. 1780)

Amendement n° 96 de M. Franck Borotra (rôle de l'Observatoire de la diversification d'EDF et de GDF) (p. 1779) : rejeté (p. 1780)

Amendement n° 273 de la commission (renforcement de l'indépendance de la commission) : adopté (p. 1780)

Amendement n° 15 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1780)

Amendements identiques n°s 274 et 97

Amendement n° 274 de la commission (inscription des crédits de la commission au budget général de l'Etat) : adopté (p. 1780)

Amendement n° 97 de M. Franck Borotra (inscription des crédits de la commission au budget général de l'Etat) : adopté (p. 1780)

Sous-amendement oral du Gouvernement (inscription des crédits de la commission au budget du ministère chargé de l'énergie) : rejeté (p. 1780)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement) : adopté après modifications (p. 1781)

Amendement n° 388 de la commission des finances (association de la commission lors des négociations

internationales dans le domaine de l'énergie) (p. 1780) : adopté après rectification (p. 1781)

Amendement n° 540 de M. François d'Aubert (rédactionnel) : retiré (p. 1780)

Amendement n° 98 de M. Franck Borotra (avis de la commission sur la politique tarifaire d'EDF) : rejeté (p. 1781)

Amendement n° 561 de M. Jean-Michel Marchand (avis de la commission sur la politique commerciale et publicitaire des opérateurs) : retiré (p. 1781)

Après l'article 31

Amendement n° 99 de M. Franck Borotra (mise en place d'un observatoire de la concurrence et des prix de l'électricité) : rejeté (p. 1781)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité) (p. 1781) : adopté après modifications (p. 1785)

Amendement n° 275 de la commission (de précision) (p. 1781) : adopté (p. 1782)

Amendements identiques n°s 276 et 350

Amendement n° 276 de la commission (audition des membres de la Commission de régulation de l'électricité par le Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) : adopté (p. 1782)

Amendement n° 350 de M. Alain Cacheux (audition des membres de la Commission de régulation de l'électricité par le Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) : adopté (p. 1782)

Amendement n° 628 de M. Claude Billard (de précision) : adopté (p. 1782)

Amendement n° 277 de la commission (consultation de la Commission de régulation de l'électricité par les commissions compétentes du Parlement, du Conseil économique et social et du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) : adopté (p. 1782)

Amendement n° 278 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1782)

Discussion commune des amendements n°s 279 et 100

Amendement n° 279 de la commission (destinataires du rapport) (p. 1782) : adopté (p. 1783)

Amendement n° 100 de M. Franck Borotra (destinataires du rapport) : devenu sans objet (p. 1783)

Discussion commune des amendements n°s 101 et 389

Amendement n° 101 de M. Franck Borotra (suggestions de la commission en vue d'améliorer les textes en vigueur) : rejeté (p. 1783)

Amendement n° 389 de la commission des finances (suggestions de la commission en vue d'améliorer les textes en vigueur) : rejeté (p. 1783)

Discussion commune des amendements n°s 16 et 562

Amendement n° 16 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1783)

Amendement n° 562 de M. Jean-Michel Marchand (conseil consultatif créé auprès de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1783) : rejeté (p. 1784)

Amendements identiques n°s 30, 419 et 670

Amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Amendement n° 419 de M. Claude Birraux (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Amendement n° 670 de M. Michel Meylan (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Amendements identiques n°s 31 et 671

Amendement n° 31 de M. Michel Bouvard (de précision) : rejeté (p. 1784)

Amendement n° 671 de M. Michel Meylan (de précision) : rejeté (p. 1784)

Amendement n° 375 de M. Jean-Antoine Léonetti (consultation par la Commission de régulation de l'électricité des données fournies par l'observatoire de la diversification) : adopté après modifications (p. 1784)

Sous-amendement n° 740 de la commission (de précision) : adopté (p. 1784)

Sous-amendement n° 741 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1784)

Article 33 (pouvoirs d'enquête) (p. 1785) : adopté après modifications (p. 1787)

Intervenant : M. François Goulard (p. 1785)

Amendement n° 390 de la commission des finances (renforcement des pouvoirs d'investigation de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1785)

Sous-amendement n° 770 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 1785)

Amendement n° 516 de M. François Goulard (enquêtes par la commission et non par le ministère chargé de l'énergie) : retiré (p. 1785)

Amendement n° 280 de la commission (attributions du ministre chargé de l'économie) : adopté (p. 1786)

Amendement n° 517 de M. François Goulard (de suppression partielle) : rejeté (p. 1786)

Amendement n° 281 de la commission (enquêteurs habilités par les deux ministres) : adopté (p. 1786)

Amendement n° 282 de la commission (pouvoirs des fonctionnaires et agents habilités) : adopté (p. 1786)

Amendement n° 283 corrigé de la commission (de précision) : adopté (p. 1786)

Amendement n° 284 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1786)

Amendement n° 285 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1786)

Amendement n° 286 de la commission (de précision) : adopté (p. 1786)

Article 34 (respect du secret professionnel) : adopté après modifications (p. 1787)

Amendement n° 287 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 1787)

Amendement n° 391 rectifié de la commission des finances (cessation d'office des fonctions) : retiré (p. 1787)

Amendement n° 288 de la commission (de précision) : adopté (p. 1787)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE) (p. 1787) : adopté après modifications (p. 1790)

Amendement n° 551 de M. Christian Martin (références aux contrats de concession plutôt qu'aux dispositions législatives) : rejeté (p. 1788)

Discussion commune des amendements n°s 62 et 596

Amendement n° 62 de M. Pierre Micaux (références aux compétences des collectivités locales concédantes) : rejeté (p. 1788)

Amendement n° 596 de M. Jean-Jacques Guillet : non soutenu (p. 1788)

Discussion commune des amendements n°s 629 et 102

Amendement n° 629 de M. Claude Billard (propositions de la commission uniquement en matière de règlements) : rejeté (p. 1788)

Amendement n° 102 de M. Franck Borotra (propositions de la commission uniquement en matière de règlements) : rejeté (p. 1788)

Amendement n° 392 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 1788)

Amendement n° 290 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1788)

Amendement n° 103 de M. Franck Borotra (pouvoir réglementaire de la commission étendu aux procédures de choix des installations nouvelles) : rejeté (p. 1789)

Amendement n° 518 de M. François Goulard (de suppression partielle) : rejeté (p. 1789)

Amendement n° 291 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1789)

Amendement n° 104 rectifié de M. Franck Borotra (édiction des règles concernant le contrôle de la réglementation des tarifs des services publics appliqués aux clients non éligibles) : rejeté (p. 1789)

Amendement n° 292 de la commission (homologation des décisions de la commission) : retiré (p. 1789)

Amendement n° 630 de M. Claude Billard (suites réglementaires) (p. 1789) : rejeté (p. 1790)

Article 36 (litiges d'accès aux réseaux et voies de recours) (p. 1790) : adopté après modifications (p. 1791)

Amendement n° 105 de M. Franck Borotra (différends dont la commission peut être saisie) : adopté (p. 1790)

Amendement n° 293 de la commission (délai porté à six mois) : adopté après modifications (p. 1790)

Sous-amendement n° 771 du Gouvernement (délai porté à un an) : adopté (p. 1790)

Amendement n° 710 de M. Jean-Louis Dumont (de précision) (p. 1790) : adopté (p. 1791)

Amendement n° 709 de M. Jean-Louis Dumont (de précision) : adopté (p. 1791)

Amendement n° 294 de la commission (délai de deux mois) : adopté (p. 1791)

Amendement n° 295 de la commission (délai de quinze jours) : adopté (p. 1791)

Après l'article 36

Amendement n° 393 de la commission des finances (conciliation) : rejeté (p. 1791)

Article 37 (relations entre le Conseil et la concurrence et la CRE) (p. 1791) : adopté (p. 1792)

Amendement n° 711 de M. Jean-Louis Dumont (avis de la commission transmis au Conseil de la concurrence) : retiré (p. 1792)

Article 38 (pouvoir de sanction de la CRE) (p. 1792) : adopté après modifications (p. 1793)

Amendement n° 530 de M. François Goulard : non soutenu (p. 1792)

Amendement n° 743 de la commission (de coordination) : adopté après rectification (p. 1792)

Amendement n° 296 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1793)

Amendement n° 394 de la commission des finances (étendue des pouvoirs de sanction) : adopté après modifications (p. 1793)

Sous-amendement n° 739 de la commission (de précision) : adopté (p. 1793)

Sous-amendement n° 786 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 1793)

Article 39 (pouvoirs de sanction du ministre) (p. 1793) : adopté après modifications (p. 1794)

Intervenant : M. François Goulard (p. 1793)

Amendements identiques n°s 519 et 536

Amendement n° 519 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 1793)

Amendement n° 536 de M. François d'Aubert (de suppression) : rejeté (p. 1793)

Amendement n° 297 de la commission (de coordination) (p. 1793) : adopté (p. 1794)

Amendement n° 298 de la commission (de précision) : adopté (p. 1794)

Article 40 (dispositions pénales) (p. 1794) : adopté après modifications (p. 1795)

Amendement n° 299 de la commission (de précision) : adopté (p. 1794)

Amendement n° 300 de la commission (montant maximum de l'amende) : adopté (p. 1794)

Amendement n° 301 de la commission (de coordination) (p. 1794) : adopté (p. 1795)

Amendement n° 302 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1795)

Amendement n° 303 de la commission (de précision) : adopté (p. 1795)

Amendements identiques n°s 692 et 723

Amendement n° 692 de M. Jacques Péliard : non soutenu (p. 1795)

Amendement n° 723 de M. Michel Inchauspé (non-application des dispositions du présent article aux petites installations) : rejeté (p. 1795)

Article 41 (recherche et constatation des infractions à la loi) (p. 1795) : adopté après modifications (p. 1796)

Amendement n° 395 de la commission des finances (constatation des infractions pénales par les agents de la commission) : retiré ; repris par M. François Goulard : rejeté (p. 1795)

Amendement n° 304 de la commission (de coordination) (p. 1795) : adopté (p. 1796)

Titre VII

L'objet d'Electricité de France

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF) (p. 1796) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 305 modifié (p. 1802)

Intervenants : M. François Goulard (p. 1796) ; M. Franck Borotra (p. 1796) ; M. Claude Birraux (p. 1797) ; M. Christian Pierret (p. 1797)

Discussion commune des amendements n°s 305 et 107 rectifié

Amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) (p. 1798) : adopté après modifications (p. 1802)

Sous-amendement n° 586 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1798) : rejeté (p. 1801)

Sous-amendement n° 585 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1798) : rejeté (p. 1801)

Sous-amendement n° 584 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1798) : rejeté (p. 1801)

Sous-amendements identiques n°s 712 et 738

Sous-amendement n° 712 de M. Jean-Louis Dumont (interventions d'EDF pour les clients non éligibles) (p. 1798) : adopté (p. 1802)

Sous-amendement n° 738 de M. Claude Birraux (interventions d'EDF pour les clients non éligibles) (p. 1798) : adopté (p. 1802)

Sous-amendement n° 781 de M. Claude Billard (rédactionnel) (p. 1798) : rejeté (p. 1802)

Sous-amendement n° 787 du Gouvernement (intervention d'EDF comme conducteur d'opérations en tant que partenaire des collectivités territoriales) (p. 1801) : adopté (p. 1802)

Sous-amendement n° 788 du Gouvernement (prise en compte par l'observatoire des activités destinées aux clients finals éligibles ou non éligibles) (p. 1801) : adopté (p. 1802)

Amendement n° 107 rectifié de M. Franck Borotra (objet d'EDF) (p. 1798) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 520 de M. François Goulard (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 521 de M. François Goulard (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 522 de M. François Goulard (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 421 de M. Claude Birraux (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 680 de M. Jacques Péliissard (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 333 de M. Léonce Deprez (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 547 de M. Jean Proriol (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 377 de M. Jean-Antoine Léonetti (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 376 de M. Jean-Antoine Léonetti (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 548 de M. Robert Honde (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Amendement n° 64 de M. Léonce Deprez (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Après l'article 42

Amendement n° 422 de M. Claude Birraux (offre globale proposée par les distributeurs non nationalisés aux clients éligibles situés dans leur zone de desserte) : rejeté (p. 1802)

Avant l'article 43

Discussion commune des amendements n°s 423 et 534

Amendement n° 423 de M. Claude Birraux (statut du personnel des unités de production et de distribution) (p. 1802) : rejeté (p. 1803)

Amendement n° 534 de M. François d'Aubert (statut du personnel des unités de production et de distribution) (p. 1802) : rejeté (p. 1803)

Titre VIII

Dispositions sociales

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche) (p. 1803) : adopté après modifications (p. 1807)

Intervenants : M. François Goulard (p. 1803) ; M. Franck Borotra (p. 1804) ; Mme Jacqueline Fraysse (p. 1804) ; M. Claude Birraux (p. 1804) ; M. Alain Cacheux (p. 1805) ; M. Christian Pierret (p. 1805)

Amendements identiques n°s 110, 424, 473 et 523

Amendement n° 110 de M. Franck Borotra (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Amendement n° 424 de M. Claude Birraux (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Amendement n° 473 de M. Jean Proriol (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Amendement n° 523 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Amendement n° 631 de M. Claude Billard (statut des salariés) (p. 1806) : adopté (p. 1807)

Amendement n° 128 de M. Pierre Micaux : non soutenu (p. 1807)

Amendement n° 306 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1807)

Amendement n° 307 de la commission (de précision) : adopté (p. 1807)

Amendements identiques n°s 693 et 722

Amendement n° 693 de M. Jacques Péliissard : non soutenu (p. 1807)

Amendement n° 722 de M. Michel Inchauspé (statut des personnels des petits producteurs) : rejeté (p. 1807)

Article 44 (transparence comptable en matière de protection sociale) (p. 1807) : adopté après modifications (p. 1808)

Amendement n° 524 de M. François Goulard : non soutenu (p. 1807)

Discussion commune des amendements n°s 772, 129, des amendements identiques n°s 63 et 336 et de l'amendement n° 309

Amendement n° 772 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1807) : adopté (p. 1808)

Amendement n° 129 de M. Pierre Micaux (rédactionnel) (p. 1807) : devenu sans objet (p. 1808)

Amendement n° 63 de M. Pierre Micaux (rédactionnel) (p. 1807) : devenu sans objet (p. 1808)

Amendement n° 336 de M. Alain Cacheux (rédactionnel) (p. 1807) : devenu sans objet (p. 1808)

Amendement n° 309 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 1808)

Titre IX

Dispositions diverses ou transitoires

Article 45 (collecte et publication des informations statistiques) (p. 1808) : adopté après modifications (p. 1809)

Amendement n° 310 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1808)

Amendement n° 311 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté après modifications (p. 1809)

Sous-amendement n° 773 du Gouvernement (de précision) : rejeté (p. 1809)

Sous-amendement n° 774 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 1809)

Amendement n° 312 de la commission (de précision) : adopté (p. 1809)

Article 46 (coûts échoués) (p. 1809) : adopté après modifications (p. 1811)

Amendement n° 525 de M. François Goulard : non soutenu (p. 1809)

Amendement n° 134 de M. Pierre Micaut (financement spécifique des coûts ultérieurs au 19 février 1999) (p. 1809) : rejeté (p. 1810)

Amendement n° 598 de M. Jean Proriol : non soutenu (p. 1810)

Amendement n° 696 de M. Jacques Pélissard : non soutenu (p. 1810)

Discussion commune des amendements n°s 111 et 313

Amendement n° 111 de M. Franck Borotra (définition précise des charges) (p. 1810) : rejeté (p. 1811)

Amendement n° 313 de la commission (définition précise des charges) (p. 1810) : adopté (p. 1811)

Amendement n° 476 de M. François Goulard (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 334 de M. Léonce Deprez (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 130 de M. Pierre Micaut (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 425 de M. Claude Birraux (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 465 de M. Jean Proriol (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 526 de M. François Goulard (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 725 de M. Claude Billard (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 314 de la commission (évaluation, financement et recouvrement des charges) : adopté (p. 1811)

Amendement n° 466 de M. Jean Proriol (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 112 de M. Franck Borotra (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 694 de M. Jacques Pélissard (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 474 de M. Jean Proriol (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 113 de M. Franck Borotra (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 315 de la commission (de précision) : adopté (p. 1811)

Article 47 (révision des contrats entre EDF ou un distributeur non nationalisé et un client éligible) (p. 1811) : adopté après modifications (p. 1812)

Amendement n° 316 de la commission (délai pour dénoncer le contrat porté à deux ans) : adopté (p. 1811)

Sous-amendement n° 731 de M. François Goulard : non soutenu (p. 1811)

Amendement n° 131 de M. Pierre Micaut (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 467 de M. Jean Proriol (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 527 de M. François Goulard (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 528 de M. François Goulard (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Amendement n° 317 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1811)

Amendement n° 132 de M. Pierre Micaut : non soutenu (p. 1811)

Amendement n° 468 de M. Jean Proriol : non soutenu (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité) (p. 1812) : adopté après modifications (p. 1815)

Intervenants : M. Guy Hascoët (p. 1812) ; M. François Guillaume (p. 1812)

Amendement n° 335 de M. Léonce Deprez : non soutenu (p. 1812)

Amendement n° 681 de M. Jacques Pélissard : non soutenu (p. 1812)

Discussion commune des amendements n°s 114 et 318

Amendement n° 114 de M. Franck Borotra (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs

avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 1812) : rejeté (p. 1815)

Amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 1812) : adopté après modifications (p. 1815)

Discussion commune des sous-amendements n°s 732 et 775

Sous-amendement n° 732 de M. François Goulard : non soutenu (p. 1813)

Sous-amendement n° 775 du Gouvernement (délai d'un an) : adopté (p. 1813)

Sous-amendement n° 782 de M. Claude Billard (délai d'un an) : adopté (p. 1813)

Sous-amendement n° 575 de M. Guy Hascoët (de suppression partielle) (p. 1813) : retiré (p. 1814)

Sous-amendement n° 776 du Gouvernement (révision des contrats) : adopté (p. 1814)

Sous-amendement n° 777 du Gouvernement (financements des surcoûts induits par la révision des contrats) : adopté (p. 1814)

Sous-amendement n° 577 de M. Guy Hascoët (rédactionnel) : retiré (p. 1814)

Sous-amendement n° 576 corrigé de M. Guy Hascoët (rédactionnel) : retiré (p. 1814)

Sous-amendement n° 733 de M. François Goulard : non soutenu (p. 1814)

Sous-amendement n° 734 de M. François Goulard : non soutenu (p. 1814)

Sous-amendement n° 780 de M. Guy Hascoët (reconduction des contrats) (p. 1814) : rejeté (p. 1815)

Amendement n° 469 de M. Jean Proriot (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Amendement n° 727 de M. Léonce Deprez (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Amendement n° 728 de M. Léonce Deprez (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Amendement n° 736 de M. François Guillaume (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Amendement n° 133 de M. Pierre Micaux (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Amendement n° 17 de M. Léonce Deprez (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Amendement n° 18 de M. Léonce Deprez (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Amendement n° 470 de M. Jean Proriot (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Amendement n° 471 de M. Jean Proriot (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Amendement n° 472 de M. Jean Proriot (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Amendements identiques n°s 695 et 724

Amendement n° 695 de M. Jacques Pélissard : non soutenu (p. 1815)

Amendement n° 724 de M. Michel Inchauspé (secteur hydraulique) : rejeté (p. 1815)

Article 49 (révision des contrats de concession et des règlements de service des régies) : adopté après modifications (p. 1815)

Amendement n° 319 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 1815)

Article 50 (adaptation de certaines dispositions de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946) (p. 1815) : adopté après modifications (p. 1816)

Amendement n° 321 de la commission (rédactionnel) (p. 1815) : adopté (p. 1816)

Amendement n° 322 de la commission (de précision) : adopté (p. 1816)

Amendement n° 753 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1816)

Amendement n° 323 de la commission (rédactionnel) : adopté après modifications (p. 1816)

Sous-amendement n° 778 du Gouvernement (de précision) : adopté

Amendement n° 324 de la commission (représentation au Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) : adopté (p. 1816)

Article 51 (abrogation de dispositions législatives et réglementaires) : adopté après modifications (p. 1817)

Amendement n° 592 de M. Claude Billard (suppression du paragraphe I) : rejeté (p. 1817)

Amendement n° 593 de M. Claude Billard (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 1817)

Amendement n° 594 de M. Claude Billard (suppression du paragraphe III) : rejeté (p. 1817)

Amendement n° 325 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1817)

Article 52 (adaptation des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'outre-mer) : adopté (p. 1817)

Titre

Amendement n° 438 de M. Jean Proriot (titre du projet de loi) (p. 1817) : rejeté (p. 1818)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement (p. 1818)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements) : adopté après modifications (p. 1818)

Amendement n° 1 du Gouvernement (simplifications administratives pour les petites installations) : adopté (p. 1818)

Article 22 (consommateurs éligibles) (p. 1819) : adopté après modifications (p. 1820)

Amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 1819)

Amendement n° 3 du Gouvernement (de précision) (p. 1819) : adopté après rectification (p. 1820)

Article 33 (pouvoirs d'enquête) : adopté après modifications (p. 1820)

Amendement n° 4 du Gouvernement (pouvoirs d'investigation de la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1820)

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Intervention du Gouvernement
M. Christian Pierret (p. 1864)

Intervention du rapporteur
M. Christian Bataille (p. 1865)

Explications de vote

M. Claude Birraux (p. 1866) ; M. Michel Crépeau (p. 1867) ; M. François Goulard (p. 1868) ; M. Alain Cacheux (p. 1869) ; M. Franck Borotra (p. 1869) ; M. Claude Billard (p. 1871)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Claude Birraux (p. 1867)
Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Michel Crépeau (p. 1867)
Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. François Goulard (p. 1868)
Groupe socialiste : pour : M. Alain Cacheux (p. 1869)
Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Franck Borotra (p. 1870)
Groupe communiste : abstention : M. Claude Billard (p. 1871)

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (p. 1871)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

Energie et carburants - Environnement - Secteur public

[21 janvier 1999] (p. 207)

Intervention du Gouvernement
M. Christian Pierret (p. 207)

Discussion

M. Guy Hascoët (p. 212) ; M. François Goulard (p. 214) ; M. François Hollande (p. 215) ; M. Franck Borotra (p. 217) ; M. Claude Billard (p. 220) ; M. Claude Birraux (p. 221)

Intervention du président de la commission de la production

M. André Lajoinie (p. 224)

Intervention du vice-président de l'office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

M. Jean-Yves Le Déaut (p. 226)

Discussion (suite)

M. Georges Sarre (p. 229) ; M. François d'Aubert (p. 230) ; M. Christian Bataille (p. 233) ; M. Robert Galley (p. 234) ; M. Roger Meï (p. 236) ; M. Claude Gaillard (p. 237) ; M. Robert Honde (p. 239) ; M. Claude Gatignol (p. 241) ; M. André Billardon (p. 242) ; M. François Asensi (p. 243) ; M. Michel Meylan (p. 244) ; M. Michel Destot (p. 245) ; M. Ernest Moutoussamy (p. 246) ; M. François Dosé (p. 247) ; Mme Michèle Rivasi (p. 248)

Réponse du Gouvernement

M. Christian Pierret (p. 249)

Proposition de loi n° 1789 visant à garantir l'objectivité et la qualité du contrôle des installations nucléaires et de la transparence de l'information

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 septembre 1999 par M. Claude Birraux

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Questions au Gouvernement

N° 856 - Politique énergétique : M. Dominique Perben [27 octobre 1998] (p. 7392). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [27 octobre 1998] (p. 7392)

Perspectives

N° 1051 - Energie nucléaire : M. Claude Gatignol [20 janvier 1999] (p. 119). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [20 janvier 1999] (p. 119)

Perspectives

N° 1052 - EDF : M. Pierre Méhaignerie [20 janvier 1999] (p. 120). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [20 janvier 1999] (p. 120)

Durée du travail, réduction, financement

N° 1062 - Energie nucléaire : M. Éric Besson [26 janvier 1999] (p. 363). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [26 janvier 1999] (p. 363)

Emploi et activité

N° 1083 - EDF : M. Pierre Méhaignerie [27 janvier 1999] (p. 459). Réponse : Mme Martine Aubry,

Ministre de l'emploi et de la solidarité
[27 janvier 1999] (p. 459)

Durée du travail, réduction, financement

N° 1296 - Elf : Mme Martine Lignières-Cassou
[28 avril 1999] (p. 3697). Réponse : M. Christian
Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie
[28 avril 1999] (p. 3697)

Emploi et activité, Aquitaine

N° 1297 - Elf : M. Jean Vila [28 avril 1999] (p. 3698).
Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à
l'industrie [28 avril 1999] (p. 3698)

Emploi et activité, Aquitaine

N° 1307 - Electricité et gaz : M. Jérôme Lambert
[4 mai 1999] (p. 3941). Réponse : M. Christian
Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [4 mai 1999]
(p. 3941)

Tarifs

N° 1407 - Essence plombée : M. Jacques Desallangre
[2 juin 1999] (p. 5283). Réponse : M. Christian
Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [2 juin 1999]
(p. 5283)

Interdiction, conséquences

N° 1462 - Energies renouvelables : Mme Michèle
Rivasi [22 juin 1999] (p. 6272). Réponse :
M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie
[22 juin 1999] (p. 6272)

Développement

Questions orales sans débat

N° 538 - EDF : M. Paul Patriarche [J.O. Questions du
14 décembre 1998] (p. 6743). Réponse :
M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget
[15 décembre 1998] (p. 10468, 10469)

Politique énergétique, Corse

N° 553 - EDF : M. François Sauvadet [J.O. Questions
du 14 décembre 1998] (p. 6745). Réponse :
M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget
[15 décembre 1998] (p. 10470, 10471)

Centrales nucléaires, construction

N° 562 - Elf : Mme Martine Lignières-Cassou [J.O.
Questions du 18 janvier 1999] (p. 234). Réponse :
M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie
[26 janvier 1999] (p. 341, 342)

Emploi et activité, Aquitaine

N° 655 - GDF : M. François Vannson [J.O. Questions
du 1er mars 1999] (p. 1128). Réponse :
M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie
[2 mars 1999] (p. 1849 à 1851)

Desserte, extension, loi n° 98-546 du 2 juillet 1998,
article 50, décret d'application, publication

N° 719 - Energie nucléaire : M. Gérard Revol [J.O.
Questions du 29 mars 1999] (p. 1782). Réponse :
M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie
[30 mars 1999] (p. 3002, 3003)

Personnel, durée du travail, réduction, application

N° 722 - Elf : Mme Sylvie Andrieux [J.O. Questions du
29 mars 1999] (p. 1782). Réponse : M. Christian
Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie
[30 mars 1999] (p. 3004, 3005)

Projet Girassol

N° 909 - Carburants : M. Éric Doligé [J.O. Questions
du 28 juin 1999] (p. 3877). Réponse : M. Christian
Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [29 juin 1999]
(p. 6519, 6520)

Teneur en oxygène

N° 922 - EDF : M. François Goulard [J.O. Questions du
28 juin 1999] (p. 3878). Réponse : M. Christian
Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [29 juin 1999]
(p. 6521, 6522)

Prise de participation dans l'entreprise Clemessy,
légalité

ENFANTS

Voir aussi ÉTRANGERS, FAMILLE

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 17 juillet 1998 par Mme Raymonde
Le Texier

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales - Rapporteuse : Mme
Raymonde Le Texier (4 novembre 1998) - Rapport
n° 1201 (17 novembre 1998) - Nouveau titre :
"Proposition de loi visant à inciter au respect des
droits de l'enfant dans le monde, notamment lors de
l'achat des fournitures scolaires"

Discussion et adoption le 19 novembre 1998 -
Proposition de loi n° 199

Sénat (première lecture)

Dépôt le 23 novembre 1998 - n° 80 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires culturelles -
Rapporteur : M. Philippe Richert - Rapport n° 224
(1998-1999) (17 février 1999)

Discussion et adoption le 9 mars 1999 - Proposition
de loi n° 93 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 9 mars 1999 - n° 1449

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales - Rapporteuse : Mme
Raymonde Le Texier - Rapport n° 1478 (18 mars
1999) - Demande d'adoption selon la procédure
d'examen simplifiée (25 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 27 mai 1999 -
Proposition de loi n° 323

Promulgation

Loi n° 99-478 du 9 juin 1999 publiée au J.O. du 10 juin 1999 (p. 8489)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

Mme Raymonde Le Texier (p. 9298)

Intervention du Gouvernement

Mme Ségolène Royal (p. 9299)

Discussion générale

Mme Martine Aurillac (p. 9300); Mme Muguette Jacquaint (p. 9301); M. Pierre-Christophe Baguet (p. 9303); M. Pierre Carassus (p. 9303); M. José Rossi (p. 9305); Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 9306); M. Anicet Turinay (p. 9307)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9308)

Avant l'article 1er (p. 9308)

Amendement n° 3 de M. José Rossi (enseignement spécifique des droits de l'enfant en cours d'éducation civique) : rejeté (p. 9308)

Article 1er (indication par les fournisseurs de matériel scolaire de la provenance des produits vendus) : adopté après modifications (p. 9308)

Amendement n° 1 de la commission (de précision rédactionnelle) : adopté (p. 9308)

Article 2 (vérification par les écoles que les fournitures scolaires ne proviennent pas de pays où les enfants travaillent) (p. 9308) : adopté après modifications (p. 9309)

Amendement n° 2 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 9308) : adopté (p. 9309)

Article 3 (interdiction de l'achat de fournitures scolaires provenant de pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés) : adopté (p. 9309)

Titre (nouveau titre : "Proposition de loi visant à inciter au respect des droits de l'enfant dans le monde, notamment lors de l'achat des fournitures scolaires") (p. 9309)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : abstention : Mme Martine Aurillac (p. 9301)

Groupe communiste : pour : Mme Muguette Jacquaint (p. 9303)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française - Alliance : abstention : M. Pierre-Christophe Baguet (p. 9303)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : abstention : M. José Rossi (p. 9306)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 9309)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Intervention du Gouvernement

Mme Ségolène Royal (p. 5055)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

Mme Raymonde Le Texier (p. 5055)

Discussion générale

M. Jean-Antoine Léonetti (p. 5056); Mme Muguette Jacquaint (p. 5057); Mme Martine Aurillac (p. 5058); Mme Danielle Bousquet (p. 5058); M. Franck Dhersin (p. 5059)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : pour : Mme Martine Aurillac (p. 5058)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française - Alliance : pour : M. Jean-Antoine Léonetti (p. 5057)

Groupe communiste : pour : Mme Muguette Jacquaint (p. 5058)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Franck Dhersin (p. 5060)

Adoption définitive de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5060)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 octobre 1998 par M. Laurent Fabius et M. Jean-Paul Bret

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteuse : Mme Claudine Ledoux (28 octobre 1998) - Rapport n° 1190 (12 novembre 1998) commun avec la proposition de loi organique n° 1145 (voir Enfants 1145)

Discussion et adoption le 19 novembre 1998 - Proposition n° 197

Sénat (première lecture)

Dépôt le 20 novembre 1998 - n° 76 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Chris-

tian Bonnet - Rapport n° 43 (1999-2000)
(3 novembre 1999)

Discussion et adoption le 9 novembre 1999 -
Proposition de loi n° 17 (1999-2000)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 10 novembre 1999 - n° 1915

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la
République - Rapporteuse : Mme Claudine Ledoux -
Rapport n° 1960 (24 novembre 1999)

Discussion et adoption le 25 novembre 1999 -
Nouveau titre : "Proposition de loi instituant un
Défenseur des enfants" - Proposition de loi n° 398

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 25 novembre 1999 - n° 97 (1999-2000)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel, du règlement et
d'administration générale - Rapporteur : M. Christian
Bonnet - Rapport n° 187 (1999-2000)
(26 janvier 2000)

Discussion et adoption définitive le 23 février 2000
- Proposition de loi n° 90 (1999-2000)

Promulgation

*Loi n° 2000-196 du 6 mars 2000 publiée au J.O.
du 7 mars 2000 (p. 3536)*

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [19 novembre 1998]
(9276)**

Présentation du rapport de la commission des lois
Mme Claudine Ledoux (p. 9276)

Intervention du Gouvernement
Mme Ségolène Royal (p. 9278)

Discussion générale
M. Jean-Paul Bret (p. 9279) ; Mme Martine Aurillac
(p. 9280) ; M. Bernard Birsinger (p. 9281) ;
M. Laurent Fabius (p. 9282) ; Mme Bernadette
Isaac-Sibille (p. 9283) ; M. José Rossi (p. 9284)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Avant l'article 1er

Amendement n° 31 de M. José Rossi (institution
d'un délégué général à l'enfance auprès du
médiateur de la République) (p. 9285) : rejeté
(p. 9287)

*Article 1er (saisine du médiateur des enfants)
(p. 9287) : adopté après modifications (p. 9291)*

Intervenants : M. Pierre-Christophe Baguet
(p. 9288) ; Mme Dominique Gillot (p. 9287)

Amendement n° 18 de Mme Bernadette Isaac-
Sibille (institution d'un délégué général à l'enfance
auprès du médiateur de la République) : rejeté
(p. 9288)

Amendement n° 4 de M. Bernard Birsinger (saisine
collective du médiateur des enfants) (p. 9288) :
rejeté (p. 9289)

Amendement n° 15 de M. Serge Blisko (faculté
pour le médiateur des enfants d'informer les parents
de sa saisine par l'enfant mineur) (p. 9289) : adopté
(p. 9290)

Amendements identiques n°s 5 et 14

Amendement n° 5 de M. Bernard Birsinger (auto-
saisine du médiateur des enfants) : adopté (p. 9290)

Amendement n° 14 de M. Jean-Paul Bret (auto-
saisine du médiateur des enfants) : adopté (p. 9290)

Amendement n° 6 de M. Bernard Birsinger (saisine
par des associations) (p. 9290) : rejeté après
rectification (p. 9291)

*Article 2 (nomination et mandat du médiateur des
enfants) : adopté (p. 9291)*

Amendement n° 20 de Mme Bernadette Isaac-
Sibille : devenu sans objet (p. 9291)

Amendement n° 19 de Mme Bernadette Isaac-
Sibille (de coordination) : devenu sans objet
(p. 9291)

Après l'article 2

Amendement n° 32 de M. José Rossi (immunité du
médiateur des enfants) (p. 9291) : rejeté (p. 9292)

*Article 3 (compétences du médiateur des enfants) :
adopté (p. 9292)*

Intervenant : M. François Colcombet (p. 9292)

Amendement n° 20 de Mme Bernadette Isaac-
Sibille : devenu sans objet (p. 9292)

Amendement n° 21 de Mme Bernadette Isaac-
Sibille (suppression de l'information de l'autorité
judiciaire par le médiateur des enfants) : rejeté
(p. 9292)

*Article 4 (promotion des droits de l'enfant par le
médiateur des enfants et rapport d'activité) : adopté
après modifications (p. 9293)*

Amendement n° 22 de Mme Bernadette Isaac-
Sibille : devenu sans objet (p. 9293)

Amendement n° 11 rectifié de M. Bernard Birsinger
(présentation du rapport à l'occasion de la journée
nationale des droits de l'enfant) : adopté (p. 9293)

Amendement n° 10 de M. Bernard Birsinger
(consultation du médiateur des enfants par le
Gouvernement avant la remise à l'ONU du rapport
relatif à l'application de la convention des Nations
unies sur les droits de l'enfant) : rejeté (p. 9293)

*Article 5 (transmission de réclamations et
d'informations au médiateur de la République par le
médiateur des enfants) : adopté (p. 9293)*

Article 6 (transmission de réclamations au médiateur des enfants par le médiateur de la République) : adopté (p. 9293)

Amendement n° 24 de Mme Bernadette Isaac-Sibille : devenu sans objet (p. 9293)

Article 7 (délégués départementaux) (p. 9293) : supprimé (p. 9294)

Amendement n° 16 de M. Serge Blisko (de suppression) : adopté (p. 9294)

Amendement n° 34 de M. José Rossi : devenu sans objet (p. 9294)

Amendement n° 25 de Mme Bernadette Isaac-Sibille : devenu sans objet (p. 9294)

Article 8 (saisine directe du médiateur des enfants et non interruption des délais de recours) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 17 (p. 9294)

Amendement n° 17 de Mme Claudine Ledoux (rédactionnel) : adopté (p. 9294)

Après l'article 8

Amendement n° 33 de M. José Rossi (concours des ministres et des autorités publiques à l'action du médiateur des enfants) (p. 9294) : rejeté (p. 9295)

Article 9 (inéligibilité du médiateur de la République et du médiateur des enfants aux élections cantonales sauf exercice du mandat de conseiller général antérieurement à leur nomination) : adopté (p. 9295)

Amendement n° 26 de Mme Bernadette Isaac-Sibille : devenu sans objet (p. 9295)

Article 10 (inéligibilité du médiateur de la République et du médiateur des enfants aux élections municipales sauf exercice du mandat de conseiller municipal antérieurement à leur nomination) : adopté (p. 9295)

Amendement n° 27 de Mme Bernadette Isaac-Sibille : devenu sans objet (p. 9295)

Article 11 (inéligibilité du médiateur de la République et du médiateur des enfants aux élections régionales sauf exercice du mandat de conseiller régional antérieurement à leur nomination) : adopté (p. 9295)

Amendement n° 28 de Mme Bernadette Isaac-Sibille : devenu sans objet (p. 9295)

Article 12 (dispositions relatives au médiateur de la République applicables au médiateur des enfants) : adopté (p. 9295)

Amendement n° 29 de Mme Bernadette Isaac-Sibille : devenu sans objet (p. 9295)

Article 13 (évaluation de la loi) : adopté (p. 9295)

Titre

Amendement n° 30 de Mme Bernadette Isaac-Sibille : devenu sans objet (p. 9295)

Intervention de la rapporteure : Mme Claudine Ledoux (p. 9295)

Explications de vote

Mme Bernadette Isaac-Sibille (p. 9295) ; M. Jean-Paul Bret (p. 9296) ; M. José Rossi (p. 9296) ; M. Bernard Birsinger (p. 9296) ; Mme Martine Aurillac (p. 9296)

Vote des groupes

Groupe communiste : pour : M. Bernard Birsinger (p. 9296)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. José Rossi (p. 9296)

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Paul Bret (p. 9296)

Groupe du Rassemblement pour la République : pour : Mme Martine Aurillac (p. 9296)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 9296)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 17 février 1999 par M. Pierre Cardo

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Pierre Cardo (3 mars 1999) - Rapport n° 1472 (17 mars 1999)

Discussion et rejet le 25 mars 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Pierre Cardo (p. 2845)

Interventions du Gouvernement
Mme Elisabeth Guigou (p. 2847, 2868)

Interventions du rapporteur
M. Pierre Cardo (p. 2851, 2868)

Discussion générale
M. Guy Teissier (p. 2852) ; M. Guy Hascoët (p. 2853) ; M. Jean de Gaulle (p. 2854) ; M. Patrick Braouezec (p. 2856) ; M. Jean-Antoine Léonetti (p. 2858) ; M. Bruno Le Roux (p. 2861) ; M. Michel Herbillion (p. 2864) ; M. Christian Estrosi (p. 2866) ; Mme Nicole Feidt (p. 2866) ; M. Jacques Myard (p. 2867)

Vote sur le passage à la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2870)

Explications de vote

M. Robert Galley (p. 2870) ; M. Jean-Antoine Léonetti (p. 2870) ; M. Michel Herbillion (p. 2870)

L'Assemblée, consultée, décide de ne pas passer à la discussion des articles ; la proposition de loi n'est pas adoptée (p. 2871)

Questions au Gouvernement

N° 806 - Enfance en danger : M. Jean-Antoine Léonetti [13 octobre 1998] (p. 6463). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [13 octobre 1998] (p. 6463)

Lutte et prévention

ENREGISTREMENT ET TIMBRE

Voir aussi DONATIONS ET SUCCESSIONS, IMPÔTS ET TAXES, IMPÔTS LOCAUX, LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Questions au Gouvernement

N° 1182 - Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail : M. Jacques Le Nay [9 mars 1999] (p. 2138). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [9 mars 1999] (p. 2138)

Réglementation

N° 1198 - Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail : M. Serge Poignant [10 mars 1999] (p. 2220). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [10 mars 1999] (p. 2220)

Réglementation

N° 1253 - Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail : M. Gilbert Meyer [30 mars 1999] (p. 3025). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [30 mars 1999] (p. 3025)

Réglementation

N° 1396 - Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail : M. Georges Tron [1er juin 1999] (p. 5182). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [1er juin 1999] (p. 5182)

Réglementation

Questions orales sans débat

N° 507 - Droits de mutation : M. Didier Quentin [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6456). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [1er décembre 1998] (p. 9725, 9726)

Taxe additionnelle, fonds collectés, répartition, communes

N° 703 - Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail : M. Pierre Hellier [J.O. Questions du 22 mars 1999] (p. 1622). Réponse : M. Christian

Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [23 mars 1999] (p. 2710)

Réglementation

N° 773 - Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail : M. Bernard Davoine [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2554). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [4 mai 1999] (p. 3910, 3911)

Réglementation

ENSEIGNEMENT

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

Sénat (première lecture)

Dépôt le 26 juin 1997 par M. Serge Mathieu

Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapporteur : M. Jean-Claude Carlé - Rapport n° 504 (1997-1998) (17 juin 1998)

Discussion et adoption le 29 juin 1998 - Proposition de loi n° 161 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1998 - n° 1032

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Patrick Leroy (3 décembre 1998) - Rapport n° 1250 (8 décembre 1998) commun avec la proposition de loi n° 1136 (voir Enseignement 1136)

Discussion et adoption définitive le 10 décembre 1998 - Proposition de loi n° 218

Promulgation

Loi n° 98-1165 du 18 décembre 1998 publiée au J.O. du 22 décembre 1998 (p. 19348)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. Patrick Leroy (p. 10321)

Intervention du Gouvernement

Mme Ségolène Royal (p. 10322)

Discussion générale

M. Jean-Pierre Brard (p. 10324) ; M. Bruno Bourg-Broc (p. 10325) ; Mme Catherine Picard (p. 10326) ; M. Christian Kert (p. 10327) ; M. Gilbert Gantier (p. 10328)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 10328)

Réponse du Gouvernement

Mme Ségolène Royal (p. 10329)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10329)

Article 1er A (définition de l'instruction obligatoire) : adopté (p. 10329)

Article 1er B (article 7 de la loi du 28 mars 1882 : déclaration annuelle du choix d'instruction dans la famille) (p. 10329) : adopté (p. 10330)

Article 1er (article 16 de la loi du 28 mars 1882 : modalités de contrôle des enfants instruits dans leur famille) : adopté (p. 10330)

Article 2 (article 2 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 et articles 9 et 35 de la loi du 30 octobre 1886 : modalités de contrôle des établissements d'enseignement privés hors contrat) : adopté (p. 10330)

Article 3 (articles 227-17-1 et 227-17-2 nouveaux du code pénal : sanction du non-respect du contrôle de l'instruction obligatoire) (p. 10330) : adopté (p. 10331)

Article 4 (sanction de la non-déclaration du choix d'instruction et organisation du contrôle de la fréquentation scolaire) (p. 10331) : adopté (p. 10331)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : pour : M. Bruno Bourg-Broc (p. 10326)

Groupe socialiste : pour : Mme Catherine Picard (p. 10327)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Gilbert Gantier (p. 10328)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 10331)

Proposition de loi n° 1136 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 par M. Jean-Pierre Brard

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Patrick Leroy (3 décembre 1998) - Rapport n° 1250 (8 décembre 1998) commun avec la proposition de loi n° 1032 (voir Enseignement 1032)

Proposition de loi n° 1171 tendant à assurer la présence d'une infirmière ou d'un infirmier dans chaque groupe scolaire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 novembre 1998 par M. Bernard Birsinger

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Rapport d'information n° 1477 déposé par MM. Yves Durand et Jacques Guyard en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'enseignement scolaire en Guyane

Questions au Gouvernement

N° 845 - Réforme : M. Bruno Bourg-Broc [21 octobre 1998] (p. 7117). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [21 octobre 1998] (p. 7117)

Mise en œuvre

N° 894 - Réforme : Mme Marie-Jo Zimmermann [4 novembre 1998] (p. 8036). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [4 novembre 1998] (p. 8036)

Mise en œuvre

N° 928 - Rythmes et vacances scolaires : M. Guy Drut [18 novembre 1998] (p. 9157). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [18 novembre 1998] (p. 9157)

Aménagement

N° 983 - Etablissements : M. Lionnel Luca [2 décembre 1998] (p. 9895). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [2 décembre 1998] (p. 9895)

Violence, lutte et prévention

N° 987 - Médecine scolaire et universitaire : M. Bernard Birsinger [9 décembre 1998] (p. 10233). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [9 décembre 1998] (p. 10233)

Effectifs de personnel, infirmières, Parlement des enfants, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour

N° 991 - Zone d'Education Prioritaire (ZEP) : M. Georges Tron [9 décembre 1998] (p. 10237). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [9 décembre 1998] (p. 10237)

Classement, Epinay-sous-Sénart

N° 1074 - Etablissements : M. André Schneider [27 janvier 1999] (p. 452). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [27 janvier 1999] (p. 452)

Violence, lutte et prévention

N° 1078 - Fonctionnement : M. Jean-Pierre Michel [27 janvier 1999] (p. 455). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [27 janvier 1999] (p. 455)

Effectifs de personnel, Haute-Saône

N° 1088 - Etablissements : M. Robert Pandraud [2 février 1999] (p. 705). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [2 février 1999] (p. 705)

Violence, lutte et prévention

N° 1118 - Politique de l'éducation : Mme Nicole Ameline [9 février 1999] (p. 1081). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [9 février 1999] (p. 1081)

Perspectives

N° 1166 - Fonctionnement : M. Bernard Schreiner [2 mars 1999] (p. 1863). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [2 mars 1999] (p. 1863)

Heures supplémentaires

N° 1215 - Politique de l'éducation : M. Félix Leyzour [16 mars 1999] (p. 2418). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [16 mars 1999] (p. 2418)

Perspectives

N° 1476 - Fonctionnement : M. Henry Chabert [29 juin 1999] (p. 6528). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [29 juin 1999] (p. 6528)

Heures supplémentaires

Questions orales sans débat

N° 542 - Zone d'éducation prioritaire (ZEP) : M. Christian Bataille [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6743, 6744). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [15 décembre 1998] (p. 10459, 10460)

Maintien, Nord

N° 602 - Non appelée : Mme Annette Peulvast-Bergeal [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 512)

N° 603 - Fonctionnement : Mme Dominique Gillot [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 512). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [2 février 1999] (p. 674, 675)

Effectifs de personnel, Val-d'Oise

N° 645 - Programmes : M. Michel Sainte-Marie [J.O. Questions du 1er mars 1999] (p. 1127). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [2 mars 1999] (p. 1848, 1849)

Portugais

N° 646 - Programmes : Mme Odette Trupin [J.O. Questions du 1er mars 1999] (p. 1127). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [2 mars 1999] (p. 1847, 1848)

Grec ancien et moderne

N° 665 - Aide psychopédagogique : M. Alain Cacheux [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1293, 1294). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [9 mars 1999] (p. 2127, 2128)

RASED

N° 680 - Etablissements : M. André Vauchez [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1463). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [16 mars 1999] (p. 2394, 2395)

Visites et sorties, sécurité

N° 683 - Rythmes et vacances scolaires : M. Christian Bourquin [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1463). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [16 mars 1999] (p. 2393, 2394)

Montpellier et Toulouse

N° 704 - Zone d'éducation prioritaire (ZEP) : M. Laurent Dominati [J.O. Questions du 22 mars 1999] (p. 1622). Réponse : M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux anciens combattants [23 mars 1999] (p. 2702, 2703)

Classement, Paris, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissements

N° 705 - Fonctionnement : M. Jean Espilondo [J.O. Questions du 22 mars 1999] (p. 1622). Réponse : M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux anciens combattants [23 mars 1999] (p. 2703, 2704)

Effectifs de personnel, classes bilingues, langues régionales, basque

N° 706 - Fonctionnement : M. Alain Néri [J.O. Questions du 22 mars 1999] (p. 1622). Réponse : M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux anciens combattants [23 mars 1999] (p. 2704 à 2706)

Effectifs de personnel, Puy-de-Dôme

N° 724 - Fonctionnement : M. Patrick Delnatte [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1782). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [30 mars 1999] (p. 3012, 3013)

Effectifs de personnel, académie de Lille

N° 760 - Organisation : M. Claude Gaillard [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2414). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [27 avril 1999] (p. 3597 à 3599)

Enfants malades

N° 762 - Zone d'éducation prioritaire (ZEP) : M. Henri Cuq [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2414). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [27 avril 1999] (p. 3596, 3597)

Financement, Les Mureaux

N° 882 - Fonctionnement : M. Lionnel Luca [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3530). Réponse :

M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement
[15 juin 1999] (p. 5805, 5806)
Effectifs de personnel, Alpes-Maritimes

ENSEIGNEMENT : PERSONNEL

Questions au Gouvernement

N° 844 - Enseignants : M. François Bayrou [21 octobre 1998] (p. 7115). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [21 octobre 1998] (p. 7115)

Conditions de travail

N° 851 - Enseignants : M. Jacques Guyard [21 octobre 1998] (p. 7121). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [21 octobre 1998] (p. 7121)

Conditions de travail, carrière

N° 1239 - Enseignants : M. Philippe Briand [24 mars 1999] (p. 2764). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [24 mars 1999] (p. 2764)

Rémunérations

N° 1446 - Personnel de direction : M. Roland Carraz [16 juin 1999] (p. 5944). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [16 juin 1999] (p. 5944)

Exercice de la profession

Questions orales sans débat

N° 684 - Vacataires : M. Jean Codognès [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1464). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [16 mars 1999] (p. 2395, 2396)

Rémunérations, paiement, délais

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Voir aussi ENSEIGNEMENT

Questions orales sans débat

N° 835 - Ecoles vétérinaires : M. Marc Reymann [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3018). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [25 mai 1999] (p. 4803, 4804)

Accès

ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE

Voir aussi ENSEIGNEMENT

Proposition de loi n° 1770 portant sur la participation des délégués de classe au conseil d'école

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1999 par M. Gilbert Meyer

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 1061 - Fermetures de classes : M. Christian Bataille [26 janvier 1999] (p. 363). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [26 janvier 1999] (p. 363)

Perspectives

N° 1073 - Politique de l'éducation : M. Bruno Bourg-Broc [27 janvier 1999] (p. 451). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [27 janvier 1999] (p. 451)

Perspectives

N° 1081 - Politique de l'éducation : M. Yves Durand [27 janvier 1999] (p. 458). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [27 janvier 1999] (p. 458)

Perspectives

Questions orales sans débat

N° 492 - Elèves : M. Gilbert Meyer [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6314). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée à la famille et à l'enfance [24 novembre 1998] (p. 9411, 9412)

Fonds social, création

N° 612 - Ecoles : M. Claude Jacquot [J.O. Questions du 8 février 1999] (p. 673). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [9 février 1999] (p. 1066)

Structures d'accueil, zones rurales

N° 672 - Fermetures de classes : Mme Françoise de Panafieu [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1294). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [9 mars 1999] (p. 2128 à 2130)

Paris 17^e arrondissement

N° 687 - Etablissements : M. Patrick Braouezec [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1464). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [16 mars 1999] (p. 2404)

Sécurité, crédits, utilisation

N° 860 - Fermetures de classes : M. Jean Delobel [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3356). Réponse : Mme Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [8 juin 1999] (p. 5454, 5455)

Enseignement privé, enseignement public, égalité de traitement

N° 879 - Fermeture de classes : M. Franck Dhersin [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3530). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [15 juin 1999] (p. 5806 à 5808)

Nord, Pas-de-Calais

N° 923 - Fonctionnement : M. Yves Nicolin [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3879). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [29 juin 1999] (p. 6509, 6510)

Effectifs de personnel, enseignants, Saint-Georges-de-Baroille

ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE : PERSONNEL

Voir aussi ENSEIGNEMENT : PERSONNEL

Questions au Gouvernement

N° 1377 - Directeurs d'école : M. Charles Ehrmann [25 mai 1999] (p. 4815). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [25 mai 1999] (p. 4815)

Exercice de la profession, sanctions disciplinaires, Montluçon

Questions orales sans débat

N° 474 - Directeurs d'école : Mme Dominique Gillot [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5340). Réponse : M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux anciens combattants [6 octobre 1998] (p. 5927, 5928)

Rémunérations, écoles spécialisées

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Voir aussi ENSEIGNEMENT

Proposition de loi n° 1341 visant à étendre la règle du plafonnement de l'aide publique aux établissements privés d'enseignement technologiques et professionnels

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 27 janvier 1999 par M. Noël Mamère

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 1485 - Etablissements sous contrat : Mme Bernadette Isaac-Sibille [29 juin 1999] (p. 6537). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [29 juin 1999] (p. 6537)

Ouverture de classes, réglementation

Questions orales sans débat

N° 741 - Ecoles bilingues Diwan : M. Yvon Abiven [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1944). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [6 avril 1999] (p. 3268, 3269)

Financement

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Voir aussi ENSEIGNEMENT

Questions au Gouvernement

N° 812 - Réforme : M. Guy Hermier [13 octobre 1998] (p. 6467). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [13 octobre 1998] (p. 6467)

Débat parlementaire, inscription à l'ordre du jour

N° 815 - Lycées : M. Yves Durand [13 octobre 1998] (p. 6470). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [13 octobre 1998] (p. 6470)

Réforme

N° 820 - Lycées : M. Philippe Vuilque [14 octobre 1998] (p. 6576). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [14 octobre 1998] (p. 6576)

Réforme

N° 828 - Fonctionnement : M. Bernard Outin [20 octobre 1998] (p. 7007). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [20 octobre 1998] (p. 7007)

Perspectives

N° 830 - Lycées : M. Maurice Leroy [20 octobre 1998] (p. 7008). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [20 octobre 1998] (p. 7008)

Réforme

N° 841 - Lycées : M. Gérard Charasse [21 octobre 1998] (p. 7113). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [21 octobre 1998] (p. 7113)

Réforme

N° 1018 - Collèges : M. Jean-Pierre Baeumler [16 décembre 1998] (p. 10568). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [16 décembre 1998] (p. 10568)

Réforme

N° 1032 - Lycées : Mme Cécile Helle [22 décembre 1998] (p. 11013). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [22 décembre 1998] (p. 11013)

Réforme

N° 1121 - Lycées : Mme Marie-Jo Zimmermann [9 février 1999] (p. 1083). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [9 février 1999] (p. 1083)

Réforme

N° 1184 - Lycées : M. Yves Durand [9 mars 1999] (p. 2139). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [9 mars 1999] (p. 2139)

Réforme

N° 1217 - Lycées : M. Michel Crépeau [16 mars 1999] (p. 2419). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [16 mars 1999] (p. 2419)

Réforme

N° 1220 - Lycées : M. François Lamy [17 mars 1999] (p. 2528). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [17 mars 1999] (p. 2528)

Réforme

N° 1373 - Collèges : M. Jean-Pierre Baeumler [25 mai 1999] (p. 4813). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [25 mai 1999] (p. 4813)

Réforme

N° 1469 - Baccalauréat : Mme Jacqueline Mathieu-Obadia [23 juin 1999] (p. 6367). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [23 juin 1999] (p. 6367)

Epreuves d'histoire géographie

N° 1477 - Baccalauréat : M. Jacques Myard [29 juin 1999] (p. 6529). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [29 juin 1999] (p. 6529)

Epreuves, jurys, fonctionnement

N° 1478 - Baccalauréat : M. Paul Patriarce [29 juin 1999] (p. 6531). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [29 juin 1999] (p. 6531)

Epreuves, jurys, fonctionnement

Questions orales sans débat

N° 586 - Lycées : Mme Françoise de Panafieu [J.O. Questions du 25 janvier 1999] (p. 365). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [26 janvier 1999] (p. 336, 337)

Fermeture, lycée Stéphane-Mallarmé, Paris, XVII^e arrondissement

N° 633 - Fonctionnement : M. Serge Blisko [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 840). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [16 février 1999] (p. 1431, 1432)

Dotation horaire, Paris

N° 634 - Fonctionnement : M. Louis Mermaz [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 840). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [16 février 1999] (p. 1429 à 1431)

Effectifs de personnel, Isère

N° 787 - Fonctionnement : M. Henri Nayrou [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2739). Réponse : Mme Catherine Trautmann, Ministre de la culture et de la communication [11 mai 1999] (p. 4294, 4295)

Effectifs de personnel, personnel d'intendance et d'administration, gestion des emplois jeunes

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : PERSONNEL

Voir aussi ENSEIGNEMENT : PERSONNEL

Proposition de résolution n° 1140 visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire

Dépôt le 19 octobre 1998 par M. Claude Goasguen, M. Alain Madelin et M. José Rossi

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Yves Durand (4 novembre 1998) - Rapport n° 1226 (25 novembre 1998)

Rapport d'information n° 1535 déposé par MM. Yves Durand et Jacques Guyard en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la gestion des personnels enseignants du second degré

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Voir aussi ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL, GRANDES ÉCOLES et Indications préliminaires p. 89 : document n° 71

Rapport d'information n° 1806 déposé par M. Alain Claeys en application de l'article 146 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'accueil des étudiants étrangers en France : enjeu commercial ou priorité éducative ?

Questions au Gouvernement

N° 944 - Etudiants : M. Gérard Bapt [24 novembre 1998] (p. 9424). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [24 novembre 1998] (p. 9424)

Etrangers, accueil

N° 962 - Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM) : Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont [1er décembre 1998] (p. 9745). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [1er décembre 1998] (p. 9745)

Concours, nombre de postes offerts

N° 1082 - Professions de santé : M. Jean-Paul Bacquet [27 janvier 1999] (p. 459). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [27 janvier 1999] (p. 459)

Etudiants en chirurgie dentaire, statut

N° 1374 - Professions de santé : Mme Danielle Bousquet [25 mai 1999] (p. 4814). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [25 mai 1999] (p. 4814)

Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien

N° 1453 - Universités : M. Georges Sarre [22 juin 1999] (p. 6265). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [22 juin 1999] (p. 6265)

Investissements immobiliers, répartition

N° 1465 - Politique et réglementation : M. Jacques Guyard [23 juin 1999] (p. 6363). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [23 juin 1999] (p. 6363)

Perspectives

Questions orales sans débat

N° 473 - Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM) : M. Bernard Roman [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5340). Réponse : M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux anciens combattants [6 octobre 1998] (p. 5926, 5927)

Locaux, rénovation, aides de l'Etat

N° 511 - Professions de santé : Mme Véronique Neiertz [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6456). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er décembre 1998] (p. 9724, 9725)

Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien

N° 523 - Professions de santé : M. Gérard Revol [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6603, 6604). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [8 décembre 1998] (p. 10150, 10151)

Médecins, internat, réglementation

N° 560 - DEUG : M. François Dosé [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 234). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [19 janvier 1999] (p. 10)

Filières scientifiques, financement, Bar-le-Duc

N° 640 - Architecture : M. Michel Herbillon [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 841). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [16 février 1999] (p. 1425 à 1427)

Ecoles, réforme, conséquences, Charenton-le-Pont

N° 776 - Universités : M. Robert Galley [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2554). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [4 mai 1999] (p. 3915, 3916)

Unité de formation et de recherche (UFR) de psychologie clinique, locaux, Paris VII

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Voir aussi ENSEIGNEMENT

Questions orales sans débat

N° 806 - Instituts Universitaires Professionnels (IUP) : Mme Odette Grzegorzulka [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2895). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [18 mai 1999] (p. 4481, 4482)

Institut supérieur des sciences et techniques (INSSET), transformation en école d'ingénieurs, Saint-Quentin

N° 897 - Zone d'éducation prioritaire (ZEP) : M. Jean-Marie Aubron [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3710). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [22 juin 1999] (p. 6241, 6242)

Classement, lycée professionnel Jean-Macé, Fameck

ENTREPRISES

Voir aussi EMPLOI, INDUSTRIE, SOCIÉTÉS, SYNDICATS, TRAVAIL

Proposition de loi n° 1766 relative à la création d'entreprises à partenaires variables caractérisées par la libre négociation entre apporteurs de compétences et de capitaux

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1999 par M. Pierre Micaut

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1767 relative à la participation financière des salariés aux résultats de l'entreprise

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1999 par M. Pierre Micaut

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Rapport d'information n° 1804 déposé par M. Eric Besson en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan pour un plan d'urgence d'aide à la création de "très petites entreprises"

Questions au Gouvernement

N° 922 - Délais de paiement : M. François Patriat [17 novembre 1998] (p. 9107). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [17 novembre 1998] (p. 9107)

Paiement interentreprises, PME (Petites et moyennes entreprises)

N° 959 - Petites et moyennes entreprises (PME) : M. Dominique Baert [25 novembre 1998] (p. 9502). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [25 novembre 1998] (p. 9502)

Micro-entreprises, formalités administratives, simplification

N° 972 - Délais de paiement : M. Patrick Rimbert [1er décembre 1998] (p. 9753). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [1er décembre 1998] (p. 9753)

Paiement interentreprises, PME (Petites et moyennes entreprises)

N° 1135 - Création : M. Michel Destot [16 février 1999] (p. 1438). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [16 février 1999] (p. 1438)

Recherche, innovation, aides de l'Etat

N° 1140 - Charges : M. Pierre Méhaignerie [16 février 1999] (p. 1442). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [16 février 1999] (p. 1442)

Allègement

N° 1370 - Petites et moyennes entreprises (PME) : M. Pierre Méhaignerie [25 mai 1999] (p. 4810). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [25 mai 1999] (p. 4810)

Création d'emplois, politique et réglementation

Questions orales sans débat

N° 502 - Institutions représentatives du personnel : M. Georges Hage [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6455). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er décembre 1998] (p. 9717, 9718)

Réforme

ENVIRONNEMENT

Voir aussi COURS D'EAU, ÉTANGS ET LACS, DÉCHETS, POLLUTION ET NUISANCES, MER ET LITTORAL

Proposition de loi n° 1294 tendant à la création d'une agence de sécurité sanitaire de l'environnement

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 par M. Daniel Chevallier et M. Jean-Marc Ayrault

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1299 relative aux actions propres à enrayer l'extension de l'algue tropicale *Caulerpa Taxifolia* en Méditerranée

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 par M. François Liberti

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Proposition de loi n° 1344 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia*

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 27 janvier 1999 par M. André Aschieri

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Proposition de loi n° 1348 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* (valh) C. Agardh

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 27 janvier 1999 par M. Pierre Lellouche et M. Jean-Louis Debré

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Proposition de loi n° 1349 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* (valh) C. Agardh

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 27 janvier 1999 par Mme Michèle Rivasi

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

Sénat (première lecture)

Dépôt le 7 octobre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement - n° 8 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur : M. Jean-François Legrand - Rapport n° 204 (1998-1999) (9 février 1999)

Discussion et adoption le 16 février 1999 - Projet de loi n° 71 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 17 février 1999 - n° 1399

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Jean-Pierre Blazy (4 novembre 1998) - Rapport n° 1502 (31 mars 1999)

Discussion et adoption le 12 mai 1999 - Projet de loi n° 309

Nouveau titre : "Projet de loi portant création de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires"

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 18 mai 1999 - n° 358 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur : M. Jean-François Legrand - Rapport n° 430 (1998-1999) (16 juin 1999)

Discussion et adoption le 22 juin 1999 - Projet de loi n° 156 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 22 juin 1999 - n° 1729

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (15 juin 1999) - Rapporteur : M. Jean-Pierre Blazy - Rapport n° 1739 (23 juin 1999)

Discussion et adoption définitive le 29 juin 1999 - Projet de loi n° 357

Promulgation

Loi n° 99-588 du 12 juillet 1999 publiée au J.O. du 13 juillet 1999 (p. 10400)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Intervention du Gouvernement
M. Jean-Claude Gayssot (p. 4370)

Présentation du rapport de la commission de la production

M. Jean-Pierre Blazy (p. 4371)

Discussion générale

M. Jean Marsaudon (p. 4373); M. François Asensi (p. 4374); M. Yves Bur (p. 4376); M. Roger-Gérard Schwartzberg (p. 4378); M. Francis Delattre (p. 4379); M. André Godin (p. 4381); M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 4381); M. Yves Cochet (p. 4382); M. Roland Blum (p. 4383); M. Pierre Cohen (p. 4384); M. Alain Calmat (p. 4384); M. Armand Jung (p. 4386)

Réponse du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 4386)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire) (p. 4388) : adopté après modifications (p. 4446)

Intervenants : Mme Nicole Bricq (p. 4390); M. Christian Estrosi (p. 4391)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Amendement n° 66 rectifié de M. Yves Cochet (prérogatives de l'Autorité indépendante) : rejeté (p. 4392)

Amendement n° 6 de la commission (dénomination de l'Autorité indépendante) : adopté (p. 4393)

Amendement n° 106 de M. Christian Estrosi (dénomination et prérogatives de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4393)

Amendement n° 58 de M. Christian Estrosi (dénomination et prérogatives de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4393)

Amendement n° 47 de M. Jean Marsaudon (dénomination et prérogatives de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4393)

Amendement n° 7 de la commission (composition de l'Autorité indépendante) (p. 4393) : adopté (p. 4394)

Sous-amendement n° 126 de M. Yves Cochet (composition de l'Autorité indépendante) (p. 4393) : retiré (p. 4394)

Sous-amendement n° 127 de M. Yves Cochet (composition de l'Autorité indépendante) (p. 4393) : retiré (p. 4394)

Amendement n° 67 de M. Yves Cochet (composition de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4394)

Amendement n° 8 de la commission (démission pour incompatibilité) : adopté (p. 4394)

Amendements identiques n°s 56 et 69

Amendement n° 56 de M. Christian Estrosi (délai de nomination du successeur) (p. 4394) : adopté (p. 4395)

Amendement n° 69 de M. Yves Cochet (délai de nomination du successeur) (p. 4394) : adopté (p. 4395)

Amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4394)

Discussion commune des amendements n°s 70 et 57

Amendement n° 70 de M. Yves Cochet (nouvelle réunion de l'Autorité dans les trois semaines dans le cas où elle n'aurait pas pu délibérer) (p. 4394) : adopté après rectification (p. 4395)

Amendement n° 57 de M. Christian Estrosi (nouvelle réunion de l'Autorité dans un délai d'un mois, dans le cas où elle n'aurait pas pu délibérer) (p. 4394) : adopté (p. 4395)

Amendement n° 10 de la commission (indemnisation du président et des membres de l'Autorité indépendante) : adopté après modifications (p. 4395)

Sous-amendement n° 116 de M. Yves Bur (conditions d'indemnisation fixées par arrêté interministériel) : adopté (p. 4395)

Article L. 227-2 du code de l'aviation civile : régime d'incompatibilité des membres de l'Autorité

Amendement n° 11 de la commission (limitation des incompatibilités) : adopté (p. 4396)

Amendement n° 48 de M. Jean Marsaudon (limitation des incompatibilités) : devenu sans objet (p. 4397)

Amendement n° 72 de M. Yves Cochet (limitation des incompatibilités) : devenu sans objet (p. 4397)

Amendement n° 50 de M. Jean Marsaudon (limitation des incompatibilités) : devenu sans objet (p. 4397)

Amendement n° 73 de M. Yves Cochet (limitation des incompatibilités) : devenu sans objet (p. 4397)

Article L. 227-3 du code de l'aviation civile : compétences générales de l'Autorité

Amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4397)

Amendement n° 13 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 4397)

Amendement n° 14 de la commission (droit de saisine des associations de protection de l'environnement) : adopté (p. 4397)

Sous-amendement n° 130 du Gouvernement (droit de saisine des associations de protection de l'environnement ayant une représentativité nationale) : rejeté (p. 4397)

Amendement n° 74 de M. Yves Cochet (pouvoir réglementaire de l'Autorité) (p. 4397) : rejeté (p. 4398)

Amendements identiques n^{os} 15 rectifié et 75

Amendement n^o 15 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 4398)

Amendement n^o 75 de M. Yves Cochet (de précision) : adopté (p. 4398)

Discussion commune des amendements n^{os} 16 et 52

Amendement n^o 16 de la commission (pouvoirs de l'Autorité) : adopté (p. 4398)

Amendement n^o 52 de M. Christian Estrosi (pouvoirs de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4398)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 17 et 76 et de l'amendement n^o 107

Amendement n^o 17 de la commission (pouvoirs de l'Autorité) : adopté (p. 4398)

Amendement n^o 76 de M. Yves Cochet (pouvoirs de l'Autorité) : adopté (p. 4398)

Amendement n^o 107 de M. Christian Estrosi (pouvoirs de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4398)

Discussion commune des amendements n^{os} 3, 2 et 49

Amendement n^o 3 de M. Jean Bardet (unification des réglementations aéroportuaires) (p. 4398) : rejeté (p. 4399)

Amendement n^o 2 de M. Jean Bardet (unification des réglementations aéroportuaires) (p. 4398) : rejeté (p. 4399)

Amendement n^o 49 de M. Christian Estrosi (unification des réglementations aéroportuaires) (p. 4398) : rejeté (p. 4399)

Amendement n^o 77 de M. Yves Cochet (pouvoirs de sanction) (p. 4399) : rejeté (p. 4400)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Amendement n^o 54 de M. Christian Estrosi (dénomination de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4400)

Discussion commune des amendements n^{os} 18 et 60

Amendement n^o 18 de la commission (indicateurs de mesure du bruit et de la gêne sonore) : adopté (p. 4400)

Amendement n^o 60 de M. Christian Estrosi (indicateurs de mesure du bruit et de la gêne sonore) : devenu sans objet (p. 4400)

Discussion commune des amendements n^{os} 59 et 79

Amendement n^o 59 de M. Christian Estrosi (moyens de mesure du bruit) : rejeté (p. 4401)

Amendement n^o 79 de M. Yves Cochet (méthodes de mesure du bruit) : retiré (p. 4401)

Réserve à la demande du Gouvernement de la discussion des amendements n^{os} 19, 78 et 53 jusqu'à l'examen de l'amendement n^o 131 (p. 4401)

Amendement n^o 108 corrigé de M. André Godin (corrélation entre la mesure du bruit et le suivi des trajectoires) : adopté (p. 4401)

Amendement n^o 51 de M. Jean Marsaudon (souci d'harmonisation européenne) : rejeté (p. 4401)

Amendement n^o 128 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4401)

Amendement n^o 124 de M. Yves Bur (corrélation entre la mesure du bruit et le suivi des trajectoires) (p. 4401) : retiré (p. 4402)

Amendement n^o 125 de M. Yves Bur (participation des services de la navigation aérienne au contrôle des prescriptions fixées par l'Autorité) : rejeté (p. 4402)

Amendements identiques n^{os} 20 et 80 corrigé

Amendement n^o 20 de la commission (de précision) : adopté (p. 4402)

Amendement n^o 80 corrigé de M. Yves Cochet (de précision) : adopté (p. 4402)

Amendement n^o 81 de M. Yves Cochet (délai de mise en œuvre des travaux) : adopté (p. 4402)

Amendements identiques n^{os} 21 et 82

Amendement n^o 21 de la commission (de précision) : adopté (p. 4402)

Amendement n^o 82 de M. Yves Cochet (de précision) : adopté (p. 4402)

Amendement n^o 55 deuxième correction de M. Christian Estrosi (champ de compétence de l'Autorité) (p. 4402) : rejeté (p. 4403)

Amendement n^o 83 de M. Yves Cochet (de précision) : adopté (p. 4403)

Amendement n^o 109 de M. André Godin (champ de compétence de l'Autorité) : adopté (p. 4403)

Amendement n^o 22 de la commission (champ de compétence de l'Autorité) : adopté (p. 4403)

Amendement n^o 84 de M. Yves Cochet (champ de compétence de l'Autorité) (p. 4403) : rejeté (p. 4404)

Amendement n^o 110 de M. Pierre Cohen (champ de compétence de l'Autorité) : adopté (p. 4404)

Amendement n^o 85 de M. Yves Cochet (champ de compétence de l'Autorité) : rejeté (p. 4404)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 19 et 78 et des amendements n^{os} 53 et 131

Amendement n^o 19 précédemment réservé de la commission (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4404) : retiré (p. 4405)

Amendement n^o 78 précédemment réservé de M. Yves Cochet (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4404) : retiré (p. 4405)

Amendement n^o 53 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4404) : rejeté (p. 4405)

Amendement n° 131 du Gouvernement (définitions des niveaux sonores maximum) (p. 4404) : adopté (p. 4405)

Discussion commune des amendements n°s 23, 86 et 87

Amendement n° 23 de la commission (pouvoir de contrôle) (p. 4405) : adopté (p. 4406)

Amendement n° 86 de M. Yves Cochet (pouvoir de contrôle) (p. 4405) : devenu sans objet (p. 4406)

Amendement n° 87 de M. Yves Cochet (pouvoir de contrôle) (p. 4405) : devenu sans objet (p. 4406)

Amendement n° 111 de M. André Godin (pouvoir d'arbitrage) : adopté (p. 4405)

Discussion commune des amendements n°s 24 et 88

Amendement n° 24 de la commission (pouvoir de saisine du ministre de l'environnement) : adopté (p. 4406)

Amendement n° 88 de M. Yves Cochet (pouvoir de saisine du ministre de l'environnement) : devenu sans objet (p. 4406)

Amendement n° 112 de M. André Godin (de conséquence) : adopté (p. 4406)

Amendement n° 89 de M. Yves Cochet (mise en demeure de l'exploitant) : devenu sans objet (p. 4407)

Amendement n° 25 de la commission (pouvoir de sanction) (p. 4407) : adopté (p. 4408)

Après l'article L. 227-4 du code de l'aviation civile

Amendement n° 4 de M. Jean Bardet : non soutenu (p. 4445)

Amendement n° 5 de M. Jean Bardet (propositions de l'Autorité pour l'élaboration du schéma national aéroportuaire) : retiré (p. 4445)

Article L. 227-5 du code de l'aviation civile : pouvoir d'investigation des agents de l'Autorité

Amendement n° 90 de M. Yves Cochet (fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions) : devenu sans objet (p. 4445)

Amendement n° 113 rectifié de M. Pierre Cohen (études confiées aux associations de protection de l'environnement) : adopté (p. 4445)

Article L. 227-6 du code de l'aviation civile : rapport annuel de l'Autorité

Amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4446)

Article L. 227-8 du code de l'aviation civile : services de l'Autorité

Amendement n° 27 de la commission (fonctionnaires détachés) : adopté (p. 4448)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement) (p. 4446) : adopté après modifications (p. 4453)

Intervenants : Mme Yvette Benayoun-Nakache (p. 4446) ; M. Jacques Myard (p. 4447)

Discussion commune des amendements n°s 91 et 28 rectifié

Amendement n° 91 de M. Yves Cochet (consultation des commissions de l'environnement) : devenu sans objet (p. 4448)

Amendement n° 28 rectifié de la commission (consultation des commissions de l'environnement) : adopté (p. 4448)

Discussion commune des amendements n°s 29 et 92

Amendement n° 29 de la commission (rôle des commissions consultatives de l'environnement) : adopté (p. 4448)

Amendement n° 92 de M. Yves Cochet (rôle des commissions consultatives de l'environnement) : devenu sans objet (p. 4448)

Amendement n° 93 de M. Yves Cochet (motivation des avis) : adopté (p. 4448)

Amendement n° 94 rectifié de M. Yves Cochet (rapport annuel de la commission) : adopté (p. 4448)

Amendement n° 95 rectifié de M. Yves Cochet (comité permanent créé au sein de la commission) (p. 4448) : rejeté (p. 4449)

Amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4449)

Amendement n° 97 de M. Yves Cochet (réunions de la commission) : retiré (p. 4449)

Amendement n° 32 de la commission (seuil requis pour réunir la commission) : adopté (p. 4449)

Amendement n° 98 de M. Yves Cochet (comité permanent) : adopté (p. 4449)

Discussion commune des amendements n°s 63, 123 et 120

Amendement n° 63 de M. Gérard Voisin (p. 4449) : non soutenu (p. 4450)

Amendement n° 123 de M. Francis Delattre (comité permanent réservé aux neuf grands aéroports) (p. 4449) : retiré (p. 4450)

Amendement n° 120 de M. Éric Doligé (p. 4449) : non soutenu (p. 4450)

Amendement n° 33 de la commission (conditions de représentativité du comité permanent) : adopté (p. 4450)

Amendement n° 34 de la commission (conditions de création du comité permanent) : adopté (p. 4450)

Amendement n° 1 de M. Nicolas Dupont-Aignan (conditions de création du comité permanent) : devenu sans objet (p. 4450)

Amendement n° 35 de la commission (intégration au sein du comité des commissions consultatives d'aide aux riverains) : adopté (p. 4450)

Amendement n° 129 du Gouvernement (représentation des administrations concernées) (p. 4450) : retiré (p. 4451)

Amendements identiques n^{os} 36 et 99

Amendement n^o 36 de la commission (dispositions transitoires) : adopté (p. 4451)

Amendement n^o 99 de M. Yves Cochet (dispositions transitoires) : adopté (p. 4451)

Amendements identiques n^{os} 37 rectifié, 114 et 100

Amendement n^o 37 rectifié de la commission (composition des commissions consultatives de l'environnement) : retiré (p. 4451)

Amendement n^o 114 de M. André Godin (composition des commissions consultatives de l'environnement) : adopté (p. 4451)

Amendement n^o 100 de M. Yves Cochet (composition des commissions consultatives de l'environnement) : retiré (p. 4451)

Amendement n^o 101 rectifié de M. Yves Cochet (dispositions transitoires) : adopté (p. 4452)

Amendement n^o 31 de la commission (modalités d'application fixées par décret) : adopté (p. 4452)

Amendement n^o 64 deuxième correction de M. Jacques Myard (consultation des communes concernées) (p. 4452) : retiré (p. 4453)

Article 3 (article L. 227-9 nouveau du code de l'aviation civile : limitation des nuisances sonores liées au trafic d'hélicoptères) (p. 4453) : adopté dans la rédaction de l'amendement n^o 38 modifié (p. 4454)

Amendement n^o 38 de la commission (limitation de certains vols d'hélicoptères) (p. 4453) : adopté après modifications (p. 4454)

Sous-amendement n^o 132 de M. André Godin (limitation de certains vols d'hélicoptères) (p. 4453) : adopté (p. 4454)

Amendement n^o 102 de M. Yves Cochet (limitation de certains vols d'hélicoptères) : devenu sans objet (p. 4454)

Amendement n^o 104 de M. Pierre-Christophe Baguet (limitation de certains vols d'hélicoptères) : devenu sans objet (p. 4454)

Amendement n^o 105 de M. Pierre-Christophe Baguet (limitation de certains vols d'hélicoptères) : devenu sans objet (p. 4454)

Article 4 (article L. 147-3 du code de l'urbanisme : consultation de l'Autorité indépendante lors de l'établissement d'un plan d'exposition au bruit) : adopté après modifications (p. 4454)

Amendement n^o 65 de M. Jacques Myard (consultation des communes concernées et de l'Autorité) : retiré (p. 4454)

Amendement n^o 39 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4454)

Amendement n^o 117 de M. Yves Bur : non soutenu (p. 4454)

Après l'article 4

Amendement n^o 119 de M. François Asensi (création d'une quatrième zone dans les plans

d'exposition au bruit : possibilité de petits lotissements) (p. 4454) : adopté (p. 4455)

Amendement n^o 115 de M. André Godin (création d'une quatrième zone dans les plans d'exposition au bruit : possibilité de petits lotissements) : retiré (p. 4455)

Amendement n^o 40 de la commission (mesures d'isolation acoustique des nouvelles constructions) : adopté après modifications (p. 4455)

Sous-amendement n^o 118 de M. François Asensi (caractère obligatoire de la nouvelle zone D) : adopté (p. 4455)

Amendement n^o 41 de la commission (application anticipée des dispositions d'un plan d'exposition au bruit) (p. 4455) : adopté (p. 4456)

Article 5 (article L. 147-7 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aérodromes) : supprimé (p. 4456)

Amendements identiques n^{os} 42 et 62

Amendement n^o 42 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4456)

Amendement n^o 62 de M. Christian Estrosi (de suppression) : adopté (p. 4456)

Amendement n^o 122 de M. Francis Delattre (information limitée aux premiers acquéreurs) : devenu sans objet (p. 4456)

Article 6 (article L. 147-8 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aérodromes les plus importants) (p. 4456) : supprimé (p. 4457)

Amendements identiques n^{os} 43 et 61

Amendement n^o 43 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4457)

Amendement n^o 61 de M. Christian Estrosi (de suppression) : adopté (p. 4457)

Amendement n^o 121 de M. Francis Delattre (information limitée aux premiers acquéreurs) : devenu sans objet (p. 4457)

Article 7 (article L. 147-9 du code de l'urbanisme : extension des prescriptions urbanistiques dans les zones limitrophes d'un plan d'exposition au bruit et susceptibles d'y être incluses lors de sa révision) (p. 4457) : supprimé (p. 4458)

Amendement n^o 44 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4457)

Titre

Amendement n^o 46 de la commission (nouvelle dénomination de l'Autorité : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires) : adopté (p. 4458)

Explications de vote

M. Jacques Myard (p. 4458) ; M. François Asensi (p. 4458) ; M. André Godin (p. 4458) ; M. Francis Delattre (p. 4458)

Vote des groupes

- Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : M. Jacques Myard (p. 4458)
Groupe socialiste : pour : M. André Godin (p. 4459)
Groupe communiste : pour : M. François Asensi
(p. 4458)
Groupe Démocratie libérale et indépendants :
abstention : M. Francis Delattre (p. 4458)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4459)

DEUXIÈME LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999]
(p. 6642)**

Intervention du Gouvernement
M. Jean-Claude Gayssot (p. 6642)

Présentation du rapport de la commission de la
production
M. Jean-Pierre Blazy (p. 6643)

Discussion générale
M. Félix Leyzour (p. 6645) ; M. Christian Martin
(p. 6645) ; M. Yves Cochet (p. 6646) ; M. Jean
Marsaudon (p. 6646) ; M. André Godin (p. 6648) ;
M. Francis Delattre (p. 6648)

Réponse du Gouvernement
M. Jean-Claude Gayssot (p. 6649)

Discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6650)

*Article 1er (Autorité de contrôle des nuisances sonores
aéroportuaires - ACNUSA) : non appelé (p. 6650)*

*Article 2 (commissions consultatives de l'environ-
nement) : non appelé (p. 6652)*

*Article 4 bis (article L. 147-5 du code de l'urbanisme :
extension des possibilités de construction dans la zone
C des plans d'exposition au bruit) (p. 6653) : adopté
(p. 6654)*

Amendement n° 2 de M. François Asensi (pérennité
des vieux villages situés à proximité d'aéroports)
(p. 6653) : rejeté (p. 6654)

Amendement n° 1 de M. François Asensi
(suppression du délai de démolition des logements
situés dans la zone de reconstruction) : rejeté
(p. 6654)

*Article 4 ter (nouvelle zone D des plans d'exposition au
bruit) : non appelé (p. 6654)*

*Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi
(p. 6654)*

**Proposition de loi n° 1504 portant création d'une
Agence française de sécurité sanitaire environne-
mentale**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par M. Daniel Chevallier et
Mme Odette Grzegzalka

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales

**Proposition de loi n° 1510 tendant à renforcer la
protection de l'environnement dans les espaces
périurbains**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par M. Jean Marsaudon

Renvoi à la commission de la production et des
échanges

**Proposition de loi n° 1637 relative au renforcement
de la sécurité sanitaire et environnementale et de la
veille environnementale**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mai 1999 par M. André Aschieri

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales

**Proposition de résolution n° 1785 tendant à la
création d'une commission d'enquête sur les
phénomènes de pollution atmosphérique urbaine
pour la limitation de leurs conséquences sanitaires
et l'élaboration d'une doctrine de gestion des risques**

Dépôt le 23 juillet 1999 par M. Philippe Douste-
Blazy

Renvoi à la commission de la production et des
échanges

**Proposition de loi n° 1795 visant à sanctionner plus
sévèrement les auteurs de rejets polluants en mer**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 septembre 1999 par M. Bernard
Deflesselles

Renvoi à la commission de la production et des
échanges

Questions orales sans débat

N° 481 - Parcs naturels régionaux : M. Jean-Claude Mignon [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5341). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [6 octobre 1998] (p. 5930, 5931)

Gâtinais, perspectives

N° 546 - Parcs naturels nationaux : M. François Cuillandre [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6744). Réponse : Mme Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [15 décembre 1998] (p. 10460, 10461)

Création, conséquences, mer d'Iroise

N° 605 - Carrières : M. Alain Ferry [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 513). Réponse : Mme Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [2 février 1999] (p. 691, 692)

Aménagement en parc paysager, Saint-Nabor

N° 743 - Protection : M. Michel Bouvard [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1944). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [6 avril 1999] (p. 3274 à 3276)

Motoneiges, utilisation, réglementation

N° 745 - Parcs naturels régionaux : M. Jean-Claude Mignon [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1944). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [6 avril 1999] (p. 3276, 3277)

Gâtinais, perspectives

N° 755 - Parcs naturels régionaux : Mme Annette Peulvast-Bergeal [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2414). Réponse : Mme Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [27 avril 1999] (p. 3615, 3616)

Zone d'exploitation spéciale, création, Vexin

N° 794 - Espace littoral : M. Guy Teissier [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2740). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [11 mai 1999] (p. 4292, 4293)

Massif des Calanques, groupement d'intérêt public, création, Bouches-du-Rhône

ÉSOTÉRISME

Voir aussi ASSOCIATIONS

Questions au Gouvernement

N° 905 - Sectes : Mme Yvette Roudy [10 novembre 1998] (p. 8704). Réponse : Mme Elisabeth Guigou,

Garde des Sceaux, ministre de la justice [10 novembre 1998] (p. 8704)

Eglise de scientologie, dossier, disparition, palais de justice, Paris

N° 994 - Sectes : Mme Yvette Benayoun-Nakache [9 décembre 1998] (p. 10239). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [9 décembre 1998] (p. 10239)

Enfants, scolarisation

N° 1225 - Sectes : Mme Martine David [17 mars 1999] (p. 2532). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [17 mars 1999] (p. 2532)

Session de l'OSCE, attitude de la France

ESPACE

Voir aussi AUDIOVISUEL ET COMMUNICATION, INDUSTRIE, RECHERCHE, TÉLÉCOMMUNICATIONS

Questions au Gouvernement

N° 1354 - Politique spatiale : M. Pierre Ducout [18 mai 1999] (p. 4498). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [18 mai 1999] (p. 4498)

Perspectives

ETABLISSEMENTS DE SANTÉ

Voir aussi FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE, PROFESSIONS DE SANTÉ, SANTÉ

Questions au Gouvernement

N° 808 - Sécurité sanitaire : M. Jean Rigal [13 octobre 1998] (p. 6465). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé [13 octobre 1998] (p. 6465)

Perspectives

N° 814 - Carte sanitaire : M. Maurice Adevah-Poeuf [13 octobre 1998] (p. 6469). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé [13 octobre 1998] (p. 6469)

Maternités

N° 930 - Personnel : M. Jean-Michel Dubernard [18 novembre 1998] (p. 9159). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [18 novembre 1998] (p. 9159)

Revendications

N° 932 - Carte sanitaire : M. Jean Proriol [18 novembre 1998] (p. 9160). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [18 novembre 1998] (p. 9160)

Maternités, Brioude

N° 1033 - Hôpitaux : Mme Nicole Bricq [22 décembre 1998] (p. 11013). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [22 décembre 1998] (p. 11013)

Restructuration, Ile-de-France

N° 1192 - Etablissements publics : M. Jean-Michel Dubernard [9 mars 1999] (p. 2145). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [9 mars 1999] (p. 2145)

Personnel, revendications

N° 1318 - Etablissements privés : M. Bernard Accoyer [5 mai 1999] (p. 4077). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [5 mai 1999] (p. 4077)

Equilibre financier

N° 1391 - Services d'urgence : M. Philippe Nauche [26 mai 1999] (p. 4931). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [26 mai 1999] (p. 4931)

Réforme

N° 1399 - Services d'urgence : M. Patrick Leroy [1^{er} juin 1999] (p. 5185). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1^{er} juin 1999] (p. 5185)

Effectifs de personnel, médecins urgentistes

N° 1440 - Carte sanitaire : M. Bernard Outin [16 juin 1999] (p. 5939). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [16 juin 1999] (p. 5939)

Rhône Alpes

N° 1480 - Services d'urgence : M. Jean-Paul Bacquet [29 juin 1999] (p. 6533). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [29 juin 1999] (p. 6533)

Médecins urgentistes, effectifs de personnel, statut

Questions orales sans débat

N° 522 - Hôpitaux : M. Pierre Bourguignon [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6603). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [8 décembre 1998] (p. 10149, 10150)

Effectifs de personnel, équipements, Bois-Petit, Sotteville-les-Rouen

No 537 - Centres de moyens et long séjour : M. Jean-Pierre Michel [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6743). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [15 décembre 1998] (p. 10453, 10454)

Programme de médicalisation du système d'information

N° 539 - Hôpitaux : M. Pierre Goldberg [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6743). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [15 décembre 1998] (p. 10454, 10455)

Effectifs de personnel, équipements, Montluçon

N° 548 - Hôpitaux : M. Robert Lamy [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6744, 6745). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [15 décembre 1998] (p. 10455, 10456)

Equilibre financier, Tarare

N° 550 - Services d'urgence : M. François Vannson [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6745). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [15 décembre 1998] (p. 10456, 10457)

Maintien, Gérardmer

N° 552 - Equipements : Mme Marie-Thérèse Boisseau [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6745). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [15 décembre 1998] (p. 10458, 10459)

Scanner, installation, Fougères

N° 593 - Personnel : M. Michel Suchod [J.O. Questions du 1^{er} février 1999] (p. 511). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 février 1999] (p. 677, 678)

Aides opératoires, qualification, attachés des hôpitaux, carrière

N° 625 - Hôpitaux : M. André Aschieri [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 839). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [16 février 1999] (p. 1423, 1424)

Capacités d'accueil, agglomération de Cannes, Grasse, Antibes

N° 636 - Hôpitaux psychiatriques : M. Philippe Vuilque [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 840). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [16 février 1999] (p. 1425)

Gites thérapeutiques, agrément

N° 650 - Hôpitaux : Mme Paulette Guinchard-Kunstler [J.O. Questions du 1^{er} mars 1999] (p. 1128). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 mars 1999] (p. 1837, 1838)

Effectifs de personnel, psychiatres

N° 657 - Hôpitaux : M. Maurice Leroy [J.O. Questions du 1^{er} mars 1999] (p. 1129). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 mars 1999] (p. 1839 à 1841)

Services de chirurgie, fermeture, Vendôme

N° 658 - Hôpitaux : M. François Sauvadet [J.O. Questions du 1^{er} mars 1999] (p. 1129). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 mars 1999] (p. 1841, 1842)

Effectifs de personnel, praticiens, Côte-d'Or

N° 664 - Personnel : M. Bernard Seux [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1293). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à

la formation professionnelle [9 mars 1999]
(p. 2116, 2117)

Médecins anesthésistes, revendications

N° 681 - Carte sanitaire : M. Louis Mermaz [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1463). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [16 mars 1999] (p. 2391 à 2393)

Rhône-Alpes

N° 692 - Personnel : M. Yves Bur [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1464). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [16 mars 1999] (p. 2390, 2391)

Durée du travail, réduction, application

N° 702 - Equilibre financier : M. Jean-Antoine Léonetti [J.O. Questions du 22 mars 1999] (p. 1621, 1622). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [23 mars 1999] (p. 2697 à 2699)

Centre hospitalier d'Antibes-Juan-les-Pins

N° 734 - Services d'urgence : M. Bernard Perrut [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1943). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [6 avril 1999] (p. 3265, 32666)

Restructuration, Villefranche-sur-Saône

N° 746 - Etablissements publics : M. Édouard Landrain [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1945). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [6 avril 1999] (p. 3262 à 3264)

Plateaux techniques, médecins libéraux, accès

N° 777 - Hôpitaux : M. Hervé Gaymard [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2554). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [4 mai 1999] (p. 3923 à 3925)

Financement, fonctionnement, Savoie

N° 780 - Hôpitaux : Mme Marie-Thérèse Boisseau [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2554). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [4 mai 1999] (p. 3925, 3926)

Médecins étrangers, prescription de substances vénéneuses

N° 785 - Hôpitaux : Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2739). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [11 mai 1999] (p. 4282, 4283)

Effectifs de personnel, hôpital intercommunal du Haut-Limousin

N° 804 - Carte sanitaire : M. Michel Françaix [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2895). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [18 mai 1999] (p. 4469 à 4471)

Maternités, Méru

N° 809 - Hôpitaux : M. Maurice Janetti [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2896). Réponse : M. Bernard

Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [18 mai 1999] (p. 4471 à 4473)

Effectifs de personnel, centre de formation des aides-soignants, maintien, centre hospitalier Jean-Marcel, Brignoles

N° 810 - Carte sanitaire : M. Alain Cousin [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2896). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [18 mai 1999] (p. 4473, 4474)

Maternités, Granville

N° 821 - Carte sanitaire : M. René Leroux [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3017). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [25 mai 1999] (p. 4800, 4801)

Loire-Atlantique

N° 864 - Etablissements privés : M. Charles Miossec [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3356). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [8 juin 1999] (p. 5471, 5472)

Durée du travail, réduction, aides de l'Etat

N° 867 - Non appelée : M. Renaud Dutreil [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3356, 3357)

N° 876 - Etablissements privés : M. Claude Lanfranca [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3529). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [15 juin 1999] (p. 5795, 5796)

Equilibre financier

N° 880 - Services d'urgence : M. Alain Moyne-Bressand [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3530). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [15 juin 1999] (p. 5801, 5802)

Maintien, Pont-de-Beauvoisin

N° 887 - Hôpitaux : M. Hervé Morin [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3531). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [15 juin 1999] (p. 5798, 5799)

Fusion, Equemauville, Pont-Audemer

N° 895 - Services d'urgence : M. Philippe Martin [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3709, 3710). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [22 juin 1999] (p. 6256, 6257)

Maintien, Sézanne

N° 898 - Hôpitaux : Mme Yvette Benayoun-Nakache [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3710). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [22 juin 1999] (p. 6254, 6255)

Financement, fonctionnement, Midi-Pyrénées

ÉTRANGERS

Voir aussi NATIONALITÉ, TRAITÉS ET CONVENTIONS

N° 912 - Centres de santé : Mme Muguette Jacquaint [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3877). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [29 juin 1999] (p. 6503 à 6505)

Réglementation

N° 921 - Carte sanitaire : M. Gérard Revol [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3878). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [29 juin 1999] (p. 6506, 6507)

Maternités, Bagnols-sur-Cèze

ÉTAT

Voir aussi ADMINISTRATION, JUSTICE, MINISTÈRES ET SECRÉTARIATS D'ÉTAT et Indications préliminaires p. 89 : documents n°s 54, 60 et 70

Questions au Gouvernement

N° 1189 - Conseil constitutionnel : M. Franck Dhersin [9 mars 1999] (p. 2143). Réponse : Mme Élisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [9 mars 1999] (p. 2143)

Fonctionnement

ÉTAT CIVIL

Voir aussi FAMILLE, PAPIERS D'IDENTITÉ

Proposition de loi n° 1632 visant à déclarer les naissances et les décès des centres hospitaliers auprès de l'officier de l'état civil de la commune de rattachement

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mai 1999 par M. Marc Dolez

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions orales sans débat

N° 536 - Extraits : M. Jean Ueberschlag [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6605). Réponse : M. Émile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [8 décembre 1998] (p. 10154, 10155)

Actes de naissance, délivrance, délais, Alsace

Proposition de résolution n° 1037 tendant à créer une commission d'enquête visant à évaluer le coût, pour les comptes sociaux et les finances publiques de la régularisation des étrangers liée à la circulaire du ministère de l'intérieur du 24 juin 1997

Dépôt le 1er juillet 1998 par M. Jacques Kossowski

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Raymond Forni (1er octobre 1998) - Rapport n° 1154 (28 octobre 1998)

Questions au Gouvernement

N° 811 - Sans-papiers : M. Thierry Mariani [13 octobre 1998] (p. 6467). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [13 octobre 1998] (p. 6467)

Expulsion

N° 850 - Intégration : M. François Lamy [21 octobre 1998] (p. 7120). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [21 octobre 1998] (p. 7120)

Perspectives

N° 892 - Sans-papiers : M. Bernard Outin [4 novembre 1998] (p. 8034). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [4 novembre 1998] (p. 8034)

Régularisation

N° 915 - Sans-papiers : M. Pierre Lequiller [17 novembre 1998] (p. 9100). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [17 novembre 1998] (p. 9100)

Régularisation

N° 918 - Immigration : M. Michel Bouvard [17 novembre 1998] (p. 9104). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [17 novembre 1998] (p. 9104)

Ville de Modane

N° 940 - Immigration : M. Roland Carraz [24 novembre 1998] (p. 9421). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [24 novembre 1998] (p. 9421)

Contrats de retour

N° 966 - Sans-papiers : Mme Jacqueline Mathieu-Obadia [1er décembre 1998] (p. 9749). Réponse : M. Daniel Vaillant, Ministre des relations avec le parlement [1er décembre 1998] (p. 9749)

Régularisation

N° 1054 - Sans-papiers : M. Charles Miossec [20 janvier 1999] (p. 122). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [20 janvier 1999] (p. 122)

Régularisation, statistiques

N° 1139 - Sans-papiers : M. Thierry Mariani [16 février 1999] (p. 1441). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [16 février 1999] (p. 1441)

Reconduite aux frontières

N° 1295 - Kosovars : M. Serge Blisko [28 avril 1999] (p. 3696). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [28 avril 1999] (p. 3696)

Accueil en France

N° 1321 - Kosovars : M. Jean Launay [5 mai 1999] (p. 4079). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [5 mai 1999] (p. 4079)

Accueil en France

N° 1449 - Sans-papiers : M. Christian Bergelin [16 juin 1999] (p. 5946). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [16 juin 1999] (p. 5946)

Régularisation

N° 1458 - Aide au retour : M. Thierry Mariani [22 juin 1999] (p. 6269). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [22 juin 1999] (p. 6269)

Politique de codéveloppement, bilan et perspectives

F

FAMILLE

Voir aussi AVORTEMENT, ENFANTS, ÉTAT-CIVIL, FEMMES, PRESTATIONS FAMILIALES, TRAVAIL

Proposition de loi n° 1395 visant à allonger la durée du congé d'adoption

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 février 1999 par M. Yves Nicolin

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1437 visant à modifier l'article 363 du Code civil qui régit l'adoption simple

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 9 mars 1999 par M. Jean-Jacques Weber

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1697 relative à la famille

Sénat (première lecture)

Dépôt le 2 juin 1999 par M. Jean Arthuis - n° 396 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Jean-Louis Lorrain - Rapport n° 410 (1998-1999) (9 juin 1999)

Discussion et adoption le 15 juin 1999 - Proposition de loi n° 155 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 juin 1999 - n° 1697

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1793 portant création du congé parental de présence

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 septembre 1999 par M. Christian Paul

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 816 - Pacte civil de solidarité (PACS) : M. Dominique Dord [13 octobre 1998] (p. 6471). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [13 octobre 1998] (p. 6471)

Inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale

N° 877 - Divorce : M. Michel Crépeau [3 novembre 1998] (p. 7923). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [3 novembre 1998] (p. 7923)

Prestation compensatoire, réforme

N° 1097 - Politique familiale : M. Pierre-Christophe Baguez [2 février 1999] (p. 712). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [2 février 1999] (p. 712)

Perspectives

N° 1199 - Politique familiale : M. Pierre Morange [10 mars 1999] (p. 2221). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [10 mars 1999] (p. 2221)

Perspectives

N° 1203 - Politique familiale : M. Damien Alary [10 mars 1999] (p. 2223). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [10 mars 1999] (p. 2223)

Réseau d'écoute et d'accompagnement, création

N° 1390 - Adoption : M. Damien Alary [26 mai 1999] (p. 4930). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [26 mai 1999] (p. 4930)

Adoption internationale, réglementation, Vietnam

N° 1424 - Adoption : Mme Véronique Neiertz [9 juin 1999] (p. 5611). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [9 juin 1999] (p. 5611)

Adoption internationale, réglementation

Questions orales sans débat

N° 691 - Divorce : M. Jean Ueberschlag [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1464). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [16 mars 1999] (p. 2402 à 2404)

Prestation compensatoire, révision

N° 749 - Divorce : M. François Liberti [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2413). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [27 avril 1999] (p. 3595, 3596)

Prestation compensatoire, révision

N° 848 - Adoption : M. Bruno Bourg-Broc [J.O. Questions du 31 mai 1999] (p. 3204). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [1er juin 1999] (p. 5168 à 5170)

Adoption internationale, réglementation

FEMMES

Voir aussi EMPLOI, FAMILLE, TRAVAIL

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 18 juin 1998, par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et Mme Elisabeth Guigou, garde des sceaux, ministre de la justice

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : Mme Catherine Tasca (25 juin 1998) - Rapport n° 1240 (2 décembre 1998)

Discussion et adoption le 15 décembre 1998 - Projet de loi constitutionnelle n° 224

Sénat (première lecture)

Dépôt le 16 décembre 1998 - n° 130 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Guy Cabanel - Rapport n° 156 (1998-1999) (20 janvier 1999)

Discussion et adoption le 26 janvier 1999 - Projet de loi constitutionnelle n° 58 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 27 janvier 1999 - n° 1354

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : Mme Catherine Tasca - Rapport n° 1377 (10 février 1999)

Discussion et adoption le 16 février 1999 - Projet de loi constitutionnelle n° 250

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 17 février 1999 - n° 228 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Guy Cabanel - Rapport n° 247 (1998-1999) (3 mars 1999)

Discussion et adoption le 4 mars 1999 - Projet de loi constitutionnelle n° 91 (1998-1999)

Assemblée nationale (troisième lecture)

Dépôt le 5 mars 1999 - n° 1436

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : Mme Catherine Tasca - Rapport n° 1451 (10 mars 1999)

Discussion et adoption le 10 mars 1999 - Projet de loi constitutionnelle n° 261

Congrès du Parlement

Convocation par décret du Président de la République du 23 juin 1999 [J.O. du 24 juin 1999] (p. 9246)

Adoption définitive le 28 juin 1999 (voir Table du Congrès in fine)

Promulgation

Loi constitutionnelle n° 99-569 du 8 juillet 1999 publiée au J.O. du 9 juillet 1999 (p. 10175)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Interventions du Gouvernement

Mme Elisabeth Guigou (p. 10496) ; Mme Nicole Péry (p. 10501)

Présentation du rapport de la commission des lois
Mme Catherine Tasca (p. 10503)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 10515)

Opposée par M. Didier Julia (p. 10505)

Explications de vote : M. Jean-Luc Warsmann (p. 10513) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 10513) ; M. Jacques Floch (p. 10514) ; Mme Nicole Ameline (p. 10514) ; M. Pierre-Christophe Baguet (p. 10514) ; M. Michel Crépeau (p. 10514)

Discussion générale

Mme Huguette Bello (p. 10515) ; Mme Nicole Ameline (p. 10516) ; M. François Colcombet (p. 10517) ; Mme Marie-Jo Zimmermann (p. 10518) ; M. Robert Hue (p. 10520) ; M. Pierre-Christophe Baguet (p. 10522) ; Mme Chantal Robin-Rodrigo (p. 10524) ; M. François Goulard (p. 10525) ; Mme Nicole Feidt (p. 10526) ; Mme Roselyne Bachelot-Narquin (p. 10527) ; M. Christian Paul (p. 10529) ; M. Pierre Albertini (p. 10529) ; Mme Gilberte Marin-Moskovitz (p. 10531) ; Mme Yvette Roudy (p. 10532) ; Mme Nicole Catala (p. 10533) ; Mme Béatrice Marre (p. 10535) ; Mme Marie-Hélène Aubert (p. 10536) ; Mme Martine Lignières-Cassou (p. 10537) ; M. Richard Cazenave (p. 10537) ; M. Bernard Roman (p. 10538) ; Mme Yvette Benayoun-Nakache (p. 10539) ; Mme Danielle Bousquet (p. 10540) ; Mme Odette Casanova (p. 10540)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique (p. 10542) : adopté après modifications (p. 10552)

Intervenants : M. Claude Goasguen (p. 10542) ; M. Pierre Lellouche (p. 10542) ; Mme Françoise de Panafieu (p. 10542) ; Mme Roselyne Bachelot-Narquin (p. 10544)

Amendement n° 5 de M. Richard Cazenave (insertion de l'article unique à l'article 1er de la Constitution dans une nouvelle rédaction disposant que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 10544) : retiré (p. 10545)

Amendement n° 18 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions politiques assuré par la parité dont la loi fixe les modalités) (p. 10545) : rejeté (p. 10546)

Discussion commune des amendements n°s 6 et 17

Amendement n° 6 de M. Richard Cazenave (insertion de l'article unique à l'article 4 de la Constitution dans une nouvelle rédaction disposant que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électifs et aux fonctions politiques) (p. 10546) : rejeté (p. 10548)

Amendement n° 17 de M. Claude Goasguen (insertion de l'article unique à l'article 4 de la Constitution) (p. 10546) : rejeté (p. 10548)

Discussion commune des amendements n°s 15 et 14

Amendement n° 15 de M. Charles de Courson (mesures dérogatoires au principe d'égalité pendant une période de dix ans pour organiser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 10548) : rejeté (p. 10549)

Amendement n° 14 de Mme Marie-Hélène Aubert (organisation par la loi de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions pour atteindre la parité) (p. 10548) : rejeté (p. 10549)

Amendement n° 10 de M. Jacques Myard (strict respect du principe d'égalité) : rejeté (p. 10549)

Amendement n° 13 de M. Jacques Myard (prohibition de toute mesure discriminatoire) : rejeté (p. 10549)

Discussion commune des amendements identiques n°s 1, 4 et des amendements n°s 12 et 11

Amendement n° 1 de la commission (détermination par la loi des conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : adopté (p. 10550)

Amendement n° 4 de Mme Muguette Jacquaint (détermination par la loi des conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : retiré (p. 10550)

Amendement n° 12 de M. Jacques Myard (mise en oeuvre par la loi des mesures tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : devenu sans objet (p. 10550)

Amendement n° 11 de M. Jacques Myard (loi encourageant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : devenu sans objet (p. 10550)

Discussion commune des amendements n°s 16 et 9

Amendement n° 16 de M. Claude Goasguen (mandats électoraux et fonctions électives) (p. 10550) : adopté (p. 10551)

Amendement n° 9 de Mme Nicole Catala (mandats et fonctions politiques) (p. 10550) : devenu sans objet (p. 10551)

Amendement n° 2 de M. Lionnel Luca (prohibition des quotas) (p. 10551) : rejeté (p. 10552)

Amendement n° 3 de M. Lionnel Luca (prohibition des discriminations positives) (p. 10551) : rejeté (p. 10552)

Discussion commune des amendements n°s 7 et 19

Amendement n° 7 de M. Michel Hunault : non soutenu (p. 10552)

Amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Brard (parité pour les élections au scrutin de liste) (p. 10552) : retiré (p. 10553)

Après l'article unique

Amendement n° 8 de Mme Nicole Catala (élections législatives au scrutin uninominal) : rejeté (p. 10553)

Explications de vote

M. Pierre-Christophe Baguet (p. 10553) ; Mme Marie-Jo Zimmermann (p. 10553) ; Mme Nicole Ameline (p. 10554) ; Mme Marie-Françoise Clergeau (p. 10554) ; Mme Marie-Hélène Aubert (p. 10554) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 10554)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : M. Pierre-Christophe Baguet (p. 10553)

Groupe du Rassemblement pour la République : pour : Mme Marie-Jo Zimmermann (p. 10553)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : Mme Nicole Ameline (p. 10554)

Groupe socialiste : pour : Mme Marie-Françoise Clergeau (p. 10554)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : Mme Marie-Hélène Aubert (p. 10554)

Groupe communiste : pour : Mme Muguette Jacquaint (p. 10554)

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi constitutionnelle qui se limite à l'article unique (p. 10555)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Intervention du Gouvernement
Mme Elisabeth Guigou (p. 1447)

Présentation du rapport de la commission des lois
Mme Catherine Tasca (p. 1450)

Discussion générale

M. Michel Crépeau (p. 1451); Mme Nicole Ameline (p. 1452); Mme Nicole Feidt (p. 1454); Mme Marie-Jo Zimmermann (p. 1455); Mme Muguette Jacquaint (p. 1456); M. Pierre-Christophe Baguet (p. 1458); Mme Yvette Roudy (p. 1460); Mme Marie-Hélène Aubert (p. 1461)

Réponse du Gouvernement

Mme Nicole Péry (p. 1461)

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Intervenants : Mme Dominique Gillot (p. 1462); Mme Christine Boutin (p. 1463); M. Didier Julia (p. 1464); M. Pierre Albertini (p. 1465); M. Robert Pandraud (p. 1466)

Amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'assemblée nationale en première lecture qui prévoit que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) (p. 1466) : adopté (p. 1468)

Sous-amendement n° 3 de Mme Marie-Jo Zimmermann (loi "favorisant" l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) (p. 1467) : rejeté (p. 1468)

Adoption de l'article unique modifié du projet de loi constitutionnelle (p. 1468)**TROISIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)****Intervention du Gouvernement**

Mme Elisabeth Guigou (p. 2225)

Intervention de la présidente de la commission des lois

Mme Catherine Tasca (p. 2226)

Discussion générale

Mme Janine Jambu (p. 2227); Mme Marie-Jo Zimmermann (p. 2228); Mme Nicole Feidt (p. 2229); Mme Nicole Ameline (p. 2229); Mme Huguette Bello (p. 2231); M. Pierre-Christophe Baguet (p. 2232); Mme Yvette Roudy (p. 2234); M. Yves Cochet (p. 2235); Mme Dominique Gillot (p. 2235)

Réponse du Gouvernement

Mme Nicole Péry (p. 2236)

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2236)

Article 1er (la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) : adopté (p. 2236)

Article 2 (les partis politiques contribuent à l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) : adopté (p. 2236)

Adoption de l'ensemble du projet de loi constitutionnelle (p. 2236)**Intervention du Gouvernement à l'issue du vote**

Mme Elisabeth Guigou (p. 2236)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 décembre 1998 par M. Laurent Fabius

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jacques Floch (21 janvier 1999) - Rapport n° 1363 (3 février 1999)

Discussion et adoption le 11 février 1999 - Proposition de loi n° 245

Sénat (première lecture)

Dépôt le 16 février 1999 - n° 221 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteuse : Mme Dinah Derycke - Rapport n° 354 (1998-1999) (12 mai 1999)

Discussion et adoption le 20 mai 1999 - Proposition de loi n° 126 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 20 mai 1999 - n° 1617

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jacques Floch - Rapport n° 1696 (16 juin 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (15 juin 1999)

Discussion et adoption définitive le 29 juin 1999 - Proposition de loi n° 353

Promulgation

Loi n° 99-585 du 12 juillet 1999 publiée au J.O. du 13 juillet 1999 (p. 10360)

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)****Présentation du rapport de la commission des lois**

M. Jacques Floch (p. 1247)

Intervention du Gouvernement
Mme Nicole Péry (p. 1248)

Discussion générale

Mme Martine Lignières-Cassou (p. 1249); M. Pierre-Christophe Baguet (p. 1250); Mme Chantal Robin-Rodrigo (p. 1251); Mme Jacqueline Fraysse (p. 1252); Mme Marie-Jo Zimmermann (p. 1253); M. Claude Goasguen (p. 1253); Mme Odile Saugues (p. 1254); M. Guy Hascoët (p. 1255); Mme Jacqueline Lazard (p. 1256); Mme Béatrice Marre (p. 1257)

Intervention de la présidente de la commission des lois
Mme Catherine Tasca (p. 1257)

Discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1258)

Intervenant : Mme Yvette Roudy (p. 1259)

Amendement n° 2 de Mme Jacqueline Fraysse (effectif des délégations porté de trente-six à quarante-cinq membres) (p. 1260) : rejeté (p. 1261)

Amendement n° 1 corrigé de M. Jacques Floch (représentation équilibrée des hommes et des femmes ainsi que des commissions permanentes et proportionnelle des groupes parlementaires) : adopté après rectification (p. 1260)

Amendement n° 3 de M. Jacques Floch (rédactionnel) : adopté (p. 1261)

Explications de vote

Mme Christiane Taubira-Delannon (p. 1261); M. Pierre-Christophe Baguet (p. 1261); Mme Jacqueline Fraysse (p. 1262); M. Claude Goasguen (p. 1262)

Vote des groupes

Groupe socialiste : pour : Mme Christiane Taubira-Delannon (p. 1261)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : M. Pierre-Christophe Baguet (p. 1261)

Groupe communiste : pour : Mme Jacqueline Fraysse (p. 1262)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Claude Goasguen (p. 1262)

Adoption de l'article unique modifié de la proposition de loi (p. 1262)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Intervention du Gouvernement
Mme Nicole Péry (p. 6559)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Jacques Floch (p. 6561)

Discussion générale

M. Claude Goasguen (p. 6561); Mme Martine Lignières-Cassou (p. 6562); Mme Marie-Jo Zimmermann (p. 6563); Mme Muguette Jacquaint (p. 6564); M. André Aschieri (p. 6565); Mme Marie-Thérèse Boisseau (p. 6566)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Claude Goasguen (p. 6562)

Groupe socialiste : pour : Mme Martine Lignières-Cassou (p. 6563)

Groupe communiste : pour : Mme Muguette Jacquaint (p. 6565)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. André Aschieri (p. 6565)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : Mme Marie-Thérèse Boisseau (p. 6566)

Adoption définitive de l'article unique de la proposition de loi (p. 6567)

Questions au Gouvernement

N° 935 - Politique à l'égard des femmes : Mme Marie-Hélène Aubert [18 novembre 1998] (p. 9162). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [18 novembre 1998] (p. 9162).

Secrétariat d'Etat aux droits des femmes, compétences

N° 988 - Egalité des sexes : M. José Rossi [9 décembre 1998] (p. 10234). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [9 décembre 1998] (p. 10234)

Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle

N° 1070 - Egalité des sexes : Mme Muguette Jacquaint [26 janvier 1999] (p. 370). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [26 janvier 1999] (p. 370)

Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle

N° 1079 - Egalité des sexes : Mme Martine Lignières-Cassou [27 janvier 1999] (p. 456). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [27 janvier 1999] (p. 456)

Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle

N° 1087 - Egalité des sexes : M. Yves Cochet [2 février 1999] (p. 704). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [2 février 1999] (p. 704)

Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle

N° 1137 - Egalité professionnelle : Mme Michèle Alliot-Marie [16 février 1999] (p. 1439). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [16 février 1999] (p. 1439)

Fonction publique de l'Etat

N° 1474 - Politique à l'égard des femmes : M. Guy Hascoët [23 juin 1999] (p. 6371). Réponse :

Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [23 juin 1999] (p. 6371)

Contraception, Interruption volontaire de grossesse (IVG)

FINANCES PUBLIQUES

Voir aussi IMPÔTS ET TAXES, LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, LOIS DE RÈGLEMENT, MINISTÈRES ET SecrÉTARIATS D'ÉTAT et Indications préliminaires p. 90 : documents n^{os} 73, 75 et 77

Rapport d'information 3/99 : Groupe de travail sur l'efficacité de la dépense publique et le contrôle parlementaire - Contrôler réellement, pour dépenser mieux et prélever moins

Proposition de résolution n° 1331 tendant à la création d'une commission d'enquête portant sur les suites données aux rapports publics de la Cour des comptes

Dépôt le 20 janvier 1999 par M. Dominique Paillé

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur : Mme Nicole Bricq (31 mars 1999) - Rapport n° 1823 (30 septembre 1999)

Rapport d'information n° 1695 déposé par M. Didier Migaud en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan préalable au débat d'orientation budgétaire pour 2000

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

Collectivités territoriales - Emploi - Finances publiques - Impôt sur le revenu - Impôts et taxes - Impôts locaux - Politique économique - TVA

[17 juin 1999] (p. 6112)

Interventions du Gouvernement

M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6112); M. Christian Sautter (p. 6118)

Intervention du rapporteur général

M. Didier Migaud (p. 6119)

Intervention du président de la commission des finances

M. Augustin Bonrepaux (p. 6122)

Discussion

M. Philippe Auberger (p. 6124); M. François Huwart (p. 6128); M. Pierre Méhaignerie (p. 6130); M. Christian Cuvilliez (p. 6131); M. François d'Aubert (p. 6134); M. Jean-Louis Idiart (p. 6136); M. Yves Cochet (p. 6138)

Réponse du Gouvernement

M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6139)

Discussion (suite)

M. Georges Tron (p. 6149); M. Georges Sarre (p. 6151); M. Pierre Hériaud (p. 6152); M. Daniel Feurtet (p. 6152); M. Gilbert Gantier (p. 6154); M. Gérard Fuchs (p. 6155); M. Gilles Carrez (p. 6156)

Interruption du Gouvernement

M. Christian Sautter (p. 6157)

Discussion (suite)

M. Jean-Jacques Jégou (p. 6159); M. Ernest Moutoussamy (p. 6160); M. Charles de Courson (p. 6161); M. Jacques Barrot (p. 6162); Mme Nicole Bricq (p. 6163); M. Julien Dray (p. 6165); M. Alain Barrau (p. 6166); M. Raymond Douyère (p. 6166); M. Michel Grégoire (p. 6167)

Réponse du Gouvernement

M. Christian Sautter (p. 6168)

FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE

Voir aussi FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, RETRAITES : FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

Proposition de résolution n° 1372 tendant à la création d'une commission d'enquête portant sur le fonctionnement du service public hospitalier dans le département de La Réunion

Dépôt le 8 février 1999 par M. André Thien Ah Koon

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Alain Calmat (10 mars 1999) - Rapport n° 1486 (24 mars 1999)

Questions au Gouvernement

N° 898 - Durée du travail : M. Léonce Deprez [4 novembre 1998] (p. 8038). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé [4 novembre 1998] (p. 8038)

Réglementation

N° 958 - Praticiens hospitaliers : Mme Odette Trupin [25 novembre 1998] (p. 9501). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [25 novembre 1998] (p. 9501)

Statut

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Voir aussi FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, RETRAITES : FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

Questions orales sans débat

N° 532 - Filière sociale : M. Roger Lestas [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6605). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [8 décembre 1998] (p. 10155, 10156)

Agents spécialisés des écoles maternelles, suppressions d'emplois, financement

N° 578 - Filière sportive : M. Jean-Louis Idiart [J.O. Questions du 25 janvier 1999] (p. 364). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [26 janvier 1999] (p. 336, 337)

Educateurs des activités physiques et sportives, exercice de la profession, enseignement maternel et primaire

N° 604 - Rémunérations : M. Bertrand Kern [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 513). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [2 février 1999] (p. 687 à 689)

Protocole d'accord Durafour, application

N° 689 - Indemnités : M. Serge Poignant [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1464). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [16 mars 1999] (p. 2404, 2405)

Réglementation

N° 792 - Durée du travail : M. Alain Clary [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2740). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [11 mai 1999] (p. 4289 à 4291)

Réduction, application

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

Voir aussi FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT, FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE, FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Proposition de loi n° 1146 permettant à des fonctionnaires de participer à la création d'entreprises innovantes

Sénat (première lecture)

Dépôt le 20 novembre 1997 par M. Pierre Laffitte - n° 98 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapporteur : M. Adrien Gouteyron - Rapport n° 505 (1997-1998) (17 juin 1998)

Discussion et adoption le 22 octobre 1998 - Proposition de loi n° 3 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 octobre 1998 - n° 1146

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1446 relative à la prise en compte des droits à reconstitution de carrière de certains fonctionnaires du ministère de la défense

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 9 mars 1999 par M. Arthur Paecht

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1549 tendant à la suppression de l'École nationale d'administration

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 28 avril 1999 par M. François Goulard et M. Renaud Muselier

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 1105 - Durée du travail : M. Lionnel Luca [3 février 1999] (p. 853). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [3 février 1999] (p. 853)

Rapport, publication

N° 1123 - Durée du travail : M. Georges Sarre [10 février 1999] (p. 1158). Réponse : M. Émile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [10 février 1999] (p. 1158)

Réduction, application

N° 1425 - Exercice de la profession : M. Pierre Cardo [9 juin 1999] (p. 5611). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [9 juin 1999] (p. 5611)

Protection juridique, conditions d'attribution

FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir aussi ENSEIGNEMENT, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL, FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE, IMPÔTS ET TAXES

Proposition de loi n° 1204 visant à assurer aux salariés une "formation tout au long de la vie"

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 17 novembre 1998 par M. Jacques Barrot

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 1249 - Réforme : Mme Cécile Helle [30 mars 1999] (p. 3022). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [30 mars 1999] (p. 3022)

Perspectives

N° 1261 - Réforme : M. Jean Ueberschlag [31 mars 1999] (p. 3102). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [31 mars 1999] (p. 3102)

Perspectives

N° 1368 - Formation continue : M. Germain Gengenwin [19 mai 1999] (p. 4595). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [19 mai 1999] (p. 4595)

Financement

N° 1411 - Stages : M. Bertrand Kern [2 juin 1999] (p. 5286). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [2 juin 1999] (p. 5286)

Contrôle

Questions orales sans débat

N° 716 - Apprentissage : M. Jean-Claude Perez [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1781). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [30 mars 1999] (p. 2994, 2995)

Centres de formation, personnel, statut

FRONTALIERS

Voir aussi TRAITÉS ET CONVENTIONS

Questions orales sans débat

N° 516 - Sécurité sociale : M. Claude Birraux [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6457). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [1er décembre 1998] (p. 9727, 9728)

CRDS

N° 822 - Impôt sur le revenu : M. Marcel Dehoux [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3017). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [25 mai 1999] (p. 4802, 4803)

Assujettissement, Belgique

G

GENDARMERIE

Voir aussi POLICE

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Dépôt le 5 mai 1999 par M. Jean-Louis Debré, M. Philippe Douste-Blazy et M. José Rossi

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Raymond Forni (12 mai 1999) - Rapport n° 1604 (19 mai 1999)

Discussion et adoption le 19 mai 1999 - Résolution n° 317 - Nouveau titre : "Commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse"

Constitution [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778) - Bureau [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150) - Président : M. Raymond Forni ; rapporteur : M. Christophe Caresche - Rapport n° 1918 (10 novembre 1999)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Raymond Forni (p. 4640)

Intervention du Gouvernement
M. Daniel Vaillant (p. 4641)

Discussion générale
M. Pierre Lellouche (p. 4642) ; M. Roger Franzoni (p. 4645) ; M. Michel Vaxès (p. 4646)

Rappel au règlement

M. Michel Herbillon condamne les propos tenus par M. Roger Franzoni sur M. José Rossi [19 mai 1999] (p. 4648)

Discussion générale (suite)
M. Laurent Dominati (p. 4648) ; M. Christian Paul (p. 4650) ; M. Rudy Salles (p. 4652)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4653)

Amendement n° 1 de M. Pierre Lellouche (extension de la période d'investigation jusqu'au début de la septième législature) (p. 4653) : rejeté (p. 4655)

Explications de vote

M. François Huwart (p. 4655) ; M. Pierre Lellouche (p. 4655) ; M. Laurent Dominati (p. 4655) ;

M. Rudy Salles (p. 4656) ; M. Christophe Caresche (p. 4656)

Vote des groupes

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour :
M. François Huwart (p. 4655)
Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : M. Pierre Lellouche (p. 4655)
Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour :
M. Laurent Dominati (p. 4656)
Groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance : pour : M. Rudy Salles (p. 4656)
Groupe socialiste : pour : M. Christophe Caresche
(p. 4656)

Adoption de l'article unique de la proposition de résolution (p. 4657)

Questions au Gouvernement

N° 1326 - GPS : M. Jean-Luc Warsmann [11 mai 1999] (p. 4306). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [11 mai 1999] (p. 4306)

Création, Corse

N° 1348 - GPS : M. Yves Fromion [18 mai 1999] (p. 4493). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [18 mai 1999] (p. 4493)

Création, Corse

Questions orales sans débat

N° 482 - Non appelée : M. Jacques Péliard [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5341, 5342)

N° 491 - Restructuration : M. Philippe Auberger [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6314). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [24 novembre 1998] (p. 9397 à 9399)

Effectifs de personnel

N° 668 - Délocalisations : M. Jean-Paul Chanteguet [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1294). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [9 mars 1999] (p. 2131, 2132)

Centre administratif de la gendarmerie nationale, implantation au Blanc, maintien

N° 737 - Restructuration : M. Yves Tavernier [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1943, 1944). Réponse : Mme Michelle Demessine, Secrétaire d'État au tourisme [6 avril 1999] (p. 3278, 3279)

Effectifs de personnel, Essonne

N° 838 - Casernes : M. Patrick Malavielle [J.O. Questions du 31 mai 1999] (p. 3203). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [1er juin 1999] (p. 5160, 5161)

Implantation, La Grand Combe

GENS DU VOYAGE

Voir aussi VENTES ET ÉCHANGES

Proposition de loi n° 1127 relative au stationnement des nomades

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 par Mme Marie-Jo Zimmermann

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 12 mai 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, et M. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteuse : Mme Raymonde Le Texier (12 mai 1999) - Rapport n° 1620 (26 mai 1999) - Nouveau titre : "Projet de loi relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage"

Discussion les 2 et 24 juin 1999 - Adoption le 24 juin 1999 - Projet de loi n° 349

Sénat (première lecture)

Dépôt le 25 juin 1999 - n° 460 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jean-Paul Delevoye - Rapport n° 188 (1999-2000) (26 janvier 2000) - Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur pour avis : M. Pierre Hérisson - Avis n° 194 (1999-2000) (27 janvier 2000)

Discussion les 2 et 3 février 2000 - Adoption le 3 février 2000 - Projet de loi n° 66 (1999-2000)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 4 février 2000 - n° 2140

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteuse : Mme Raymonde Le Texier - Rapport n° 2188 (23 février 2000)

Discussion et adoption le 24 février 2000 - Projet de loi n° 456

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 29 février 2000 - n° 243 (1999-2000)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jean-Paul Delevoye - Rapport n° 269 (1999-2000) (15 mars 2000)

Discussion et adoption le 23 mars 2000 - Projet de loi n° 107 (1999-2000)

Assemblée nationale (troisième lecture)

Dépôt le 23 mars 2000 - n° 2274

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Commission mixte paritaire

Nomination le 28 avril 2000 (J.O. p. 6437) - Réunion le 9 mai 2000 - Bureau (J.O. p. 7031)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteuse : Mme Raymonde Le Texier - Rapport n° 2365 (9 mai 2000)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Jean-Paul Delevoye - Rapport n° 333 (1999-2000) (9 mai 2000)

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun

Assemblée nationale (nouvelle lecture)

Dépôt le 23 mars 2000 - n° 2274

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteuse : Mme Raymonde Le Texier - Rapport n° 2405 (17 mai 2000)

Discussion et adoption le 23 mai 2000 - Projet de loi n° 511

Sénat (nouvelle lecture)

Dépôt le 24 mai 2000 - n° 352 (1999-2000)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jean-Paul Delevoye - Rapport n° 412 (1999-2000) (14 juin 2000)

Discussion et adoption le 21 juin 2000 - Projet de loi n° 138 (1999-2000)

Assemblée nationale (lecture définitive)

Dépôt le 21 juin 2000 - n° 2487

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteuse : Mme Raymonde Le Texier - Rapport n° 2488 (22 juin 2000)

Discussion et adoption définitive le 22 juin 2000 - Projet de loi n° 548

Promulgation

Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 publiée au J.O. du 6 juillet 2000 (p. 10189)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Intervention du Gouvernement
M. Louis Besson (p. 5293)

Présentation du rapport de la commission des lois
Mme Raymonde Le Texier (p. 5296)

Discussion générale

M. Patrick Braouezec (p. 5297); M. Jean-Jacques Weber (p. 5299); Mme Chantal Robin-Rodrigo (p. 5301); M. Michel Meylan (p. 5302); M. Daniel Vachez (p. 5305); M. Lionnel Luca (p. 5307); M. Jacques Desallangre (p. 5309); Mme Christine Boutin (p. 5310); Mme Yvette Benayoun-Nakache (p. 5311); M. Charles Cova (p. 5311); M. André Aschieri (p. 5312); M. Jean-Antoine Léonetti (p. 5313); M. Jean-Jacques Filleul (p. 5314); M. Bernard Schreiner (p. 5314); Mme Laurence Dumont (p. 5315); M. Gérard Hamel (p. 5316); M. Jean-Pierre Blazy (p. 5317); M. Patrice Martin-Lalande (p. 5318); Mme Martine Lignières-Cassou (p. 5319)

Réponse du Gouvernement

M. Louis Besson (p. 5325)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327);
[24 juin 1999] (p. 6446)

Avant l'article 1er

Amendement n° 33 de M. Jean-Jacques Weber (schéma national d'accueil pour les grandes migrations des gens du voyage) (p. 5327) : rejeté (p. 5328)

Amendement n° 186 de M. Jean-Jacques Weber (respect des règles de stationnement par les gens du voyage) : rejeté (p. 5328)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage) (p. 5328) : adopté après modifications (p. 6456)

Intervenants : M. Yves Bur (p. 5329); M. Christian Estrosi (p. 5329); M. Georges Tron (p. 5330); M. Bruno Bourg-Broc (p. 5331); M. Patrick Delnatte (p. 5331); M. Jacques Myard (p. 5332); M. Patrice Martin-Lalande (p. 5332); M. Philippe Martin (p. 5333); M. Charles de Courson (p. 5334); M. Pierre-André Wiltzer (p. 5334); M. Jacques Brunhes (p. 5335)

Amendement n° 165 de M. Guy Hascoët (communes participant à l'habitat des gens du voyage) : rejeté (p. 5335)

Amendement n° 21 de M. Jean-Jacques Weber (communes participant à l'accueil des gens du voyage disposant d'un titre de circulation) : rejeté (p. 5336)

Amendement n° 20 de M. Jean-Jacques Weber (communes participant à l'accueil des gens du voyage quelle que soit leur nationalité) : rejeté (p. 5336)

Amendement n° 77 de la commission (suppression de la référence à la circulation des gens du voyage sur le territoire français) : adopté (p. 5336)

Amendement n° 42 de M. Jean-Jacques Weber (définition de la résidence mobile) : rejeté (p. 5336)

Amendement n° 151 de M. Lionnel Luca (recensement de la population des gens du voyage) (p. 5336) : rejeté (p. 5337)

Discussion commune des amendements n°s 22 et 148

Amendement n° 22 de M. Jean-Jacques Weber (définition des gens du voyage) (p. 5337) : rejeté (p. 5338)

Amendement n° 148 de M. Lionnel Luca (définition des gens du voyage) (p. 5337) : rejeté (p. 5338)

Amendement n° 113 de M. Gérard Hamel (schéma national d'accueil des gens du voyage) : rejeté (p. 5338)

Amendement n° 203 de M. Thierry Mariani (schéma départemental élaboré en fonction des données démographiques) : rejeté (p. 5338)

Amendement n° 279 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental élaboré en fonction du suivi des enfants) : rejeté (p. 5338)

Amendement n° 265 de Mme Christine Boutin (schéma départemental constitué de schémas d'arrondissement) (p. 5338) : rejeté (p. 5339)

Amendement n° 227 de Mme Martine Lignières-Cassou (schéma départemental prévoyant les terrains communaux de sédentarisation) : rejeté (p. 5339)

Amendements identiques n°s 2 et 208

Amendement n° 2 de M. Bernard Schreiner (réalisation des aires d'accueil dans les communes ou les groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5339) : rejeté (p. 5340)

Amendement n° 208 de M. Émile Blessig (réalisation des aires d'accueil dans les communes ou les groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5339) : rejeté (p. 5340)

Amendement n° 288 de M. Patrice Martin-Lalande (réalisation des aires d'accueil après enquête publique) : rejeté (p. 5340)

Amendement n° 114 de M. Gérard Hamel (répartition équilibrée des aires d'accueil dans une zone géographique donnée) : rejeté (p. 5340)

Amendements identiques n°s 1 et 210

Amendement n° 1 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental fixant le montant du droit de stationnement) (p. 5340) : rejeté (p. 5341)

Amendement n° 210 de M. Émile Blessig (schéma départemental fixant le montant du droit de stationnement) (p. 5340) : rejeté (p. 5341)

Discussion commune des amendements n°s 115 et 234

Amendement n° 115 de M. Gérard Hamel (schéma départemental prévoyant le type d'aire d'accueil en fonction des différentes catégories de population faisant partie des gens du voyage) : rejeté (p. 5341)

Amendement n° 234 de M. Philippe Martin (schéma départemental prévoyant le type d'aires d'accueil en fonction des différentes catégories de population faisant partie des gens du voyage) : rejeté (p. 5341)

Amendement n° 78 rectifié de la commission (mention par le schéma départemental des obligations incombant à chacune des communes de plus de 5 000 habitants) : retiré (p. 5341)

Amendement n° 246 de M. Bruno Bourg-Broc (distinction établie par le schéma départemental entre les aires de passage et celles réservées aux personnes sédentarisées) : rejeté (p. 5342)

Amendement n° 155 de M. Lionnel Luca (obligation de stationner dans les aires prévues par le schéma départemental) (p. 5342) : rejeté après rectification (p. 5344)

Amendement n° 150 de M. Lionnel Luca (non prise en compte des aires d'accueil pour la définition de la carte scolaire) (p. 5344) : rejeté (p. 5345)

Amendement n° 278 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité pour le maire de limiter à quarante-huit heures la durée de stationnement sur un terrain de passage) (p. 5345) : rejeté (p. 5346)

Amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (interdiction d'implantation d'aires permanentes d'accueil dans les zones en situation économique ou sociale difficile) : rejeté (p. 5346)

Amendement n° 109 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma national d'accueil pour les grandes migrations des gens du voyage) : rejeté (p. 5346)

Amendement n° 110 de M. Patrice Martin-Lalande : devenu sans objet (p. 5346)

Rappel au règlement

M. Jacques Brunhes indique qu'il quittera l'hémicycle si la séance se prolongeait au-delà d'une heure du matin [2 juin 1999] (p. 5346)

Rappel au règlement

M. Lionnel Luca se félicite que le Président ait décidé de lever la séance à une heure du matin [2 juin 1999] (p. 5347)

Amendement n° 287 de M. Patrice Martin-Lalande (définition après enquête publique des aires accueillant les rassemblements traditionnels ou occasionnels) (p. 5347) : rejeté (p. 5348)

Amendement n° 3 de M. Bernard Schreiner (fixation par arrêté du maire des dates de début et de fin des rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 5348)

Amendement n° 4 de M. Bernard Schreiner (fixation par arrêté du maire du droit de stationnement lors des rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 5348)

Amendement n° 96 de M. Patrick Delnatte (schéma départemental définissant les conditions d'intervention de l'Etat en matière d'ordre public à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels) (p. 5348) : rejeté (p. 5349)

Amendement n° 111 de M. Gérard Hamel (obligations des gens du voyage en matière de scolarisation, d'alphabétisation et de respect de l'ordre public et de la salubrité publique précisées par le schéma départemental) : rejeté (p. 5349)

Amendement n° 142 de M. Lionnel Luca (aires d'accueil dans les zones rurales) : rejeté (p. 5350)

Amendement n° 263 de Mme Christine Boutin (schémas d'arrondissement d'accueil des gens du voyage) : rejeté (p. 5350)

Discussion commune des amendements n°s 252 et 5

Amendement n° 252 de M. Philippe Martin (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5350) : rejeté (p. 5352)

Amendement n° 5 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5350) : rejeté (p. 5352)

Discussion commune des amendements n°s 76 corrigé, 204, 168, 280, 281, 119, 118, 120 et 117

Amendement n° 76 corrigé de M. Lionnel Luca (schéma départemental approuvé après avis du conseil municipal des communes concernées) (p. 5352) : adopté (p. 5354)

Amendement n° 204 de M. Thierry Mariani (schéma départemental approuvé après avis des communes concernées) (p. 5352) : devenu sans objet (p. 5354)

Amendement n° 168 de M. Guy Hascoët (schéma départemental approuvé après concertation avec les communes concernées) : non soutenu ; repris par M. Jean-Luc Warsmann (p. 5352) : devenu sans objet (p. 5354)

Amendement n° 280 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé en concertation avec les communes) (p. 5352) : devenu sans objet (p. 5354)

Amendement n° 281 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé après consultation des communes) (p. 5352) : devenu sans objet (p. 5354)

Amendement n° 119 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du département) (p. 5352) : rejeté (p. 5354)

Amendement n° 118 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes de l'arrondissement) (p. 5352) : rejeté (p. 5354)

Amendement n° 120 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton et de celles des cantons limitrophes) (p. 5352) : rejeté (p. 5354)

Amendement n° 117 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton) (p. 5352) : rejeté (p. 5354)

Amendement n° 79 de la commission (schéma départemental approuvé après consultation de la commission consultative prévue au paragraphe IV) : adopté (p. 5354)

Amendement n° 137 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental approuvé après consultation des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 5354) : rejeté (p. 5355)

Amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Weber (schéma départemental approuvé après information du conseil général sur ses conséquences financières) (p. 5355) : rejeté (p. 5356)

Amendements identiques n°s 6 et 200

Amendement n° 6 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental approuvé par le préfet, le président du conseil général et les maires ou groupements de communes concernés) : retiré (p. 5356)

Amendement n° 200 de M. Émile Blessig : non soutenu (p. 5356)

Amendement n° 80 de la commission (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication de la loi et non de son entrée en vigueur) (p. 5356) : adopté (p. 5358)

Amendement n° 282 de M. Patrice Martin-Lalande (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication des décrets d'application de la loi) (p. 5357) : rejeté (p. 5358)

Amendements identiques n°s 116 et 231

Amendement n° 116 de M. Gérard Hamel : non soutenu (p. 6446)

Amendement n° 231 de M. Philippe Martin : non soutenu (p. 6446)

Amendements identiques n°s 180, 192, 194 et 255

Amendement n° 180 de M. Éric Dolige : non soutenu (p. 6446)

Amendement n° 192 de M. Jean-Jacques Weber (approbation du schéma départemental par le préfet seul après avis du président du conseil général) (p. 6446) : rejeté (p. 6447)

Amendement n° 194 de M. Michel Meylan : non soutenu (p. 6446)

Amendement n° 255 de M. Émile Blessig : non soutenu (p. 6446)

Amendement n° 24 de M. Jean-Jacques Weber (opposabilité du schéma départemental) : adopté (p. 6447)

Amendement n° 101 de M. Charles Cova (révision du schéma départemental tous les trois ans et non tous les six ans) (p. 6447) : rejeté (p. 6448)

Amendement n° 25 de M. Jean-Jacques Weber (composition de la commission consultative) : rejeté (p. 6448)

Amendement n° 81 de la commission (composition de la commission consultative) : adopté (p. 6448)

Discussion commune des amendements n°s 239, 144, 73 et des amendements identiques n°s 141 et 286 et de l'amendement n° 169

Amendement n° 239 de M. Yves Bur (composition de la commission consultative - associations

représentant les gens du voyage substituées à ces derniers) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

Amendement n° 144 de M. Lionnel Luca (composition de la commission consultative) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

Amendement n° 73 de M. Lionnel Luca (composition de la commission consultative) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

Amendement n° 141 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

Amendement n° 286 de M. Patrice Martin-Lalande (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

Amendement n° 169 de M. Guy Hascoët : non soutenu (p. 6449)

Amendement n° 121 de M. Gérard Hamel (consultation des commissions des départements limitrophes par la commission consultative) : rejeté (p. 6450)

Discussion commune des amendements n°s 107, 43, 149 et des amendements identiques n°s 26 et 250

Amendement n° 107 de M. Patrice Martin-Lalande (bilan annuel d'application du schéma départemental établi par la commission consultative et possibilité de désignation d'un médiateur en son sein) (p. 6450) : adopté après modifications (p. 6451)

Sous-amendement n° 292 de la commission (médiateur extérieur à la commission) : adopté (p. 6451)

Amendement n° 43 de M. Jean-Jacques Weber (médiateur nommé par la commission consultative sur désignation du tribunal de grande instance) : devenu sans objet (p. 6451)

Amendement n° 149 de M. Lionnel Luca (commission consultative évaluant chaque année l'application de la présente loi et du schéma départemental et associée à la révision et à l'élaboration de ce dernier) : devenu sans objet (p. 6451)

Amendement n° 26 de M. Jean-Jacques Weber (réunion annuelle de la commission consultative pour prendre connaissance du bilan de l'action menée au titre de la présente loi et de l'application effective du schéma départemental) : devenu sans objet (p. 6451)

Amendement n° 250 de M. Philippe Martin (réunion annuelle de la commission consultative pour prendre connaissance du bilan de l'action menée au titre de la présente loi et de l'application effective du schéma départemental) : devenu sans objet (p. 6451)

Amendements identiques n°s 14 et 209

Amendement n° 14 de M. Bernard Schreiner (possibilité pour les maires et les présidents des groupements de communes des communes

concernées d'assister aux réunions de la commission consultative) (p. 6451) : rejeté (p. 6452)

Amendement n° 209 de M. Émile Blessig : non soutenu (p. 6451)

Amendement n° 82 de la commission (extension à l'ensemble des régions de la procédure de coordination prévue pour la région Ile-de-France) : adopté (p. 6452)

Amendement n° 170 de M. Guy Hascoët : non soutenu (p. 6452)

Amendement n° 264 de Mme Christine Boutin (prise en charge par l'Etat des rassemblements de plus de cinquante caravanes) (p. 6452) : retiré (p. 6454)

Amendement n° 253 de M. Lionnel Luca (dépôt d'une caution par les usagers des aires d'accueil) (p. 6454) : rejeté (p. 6455)

Amendement n° 31 de M. Jean-Jacques Weber (maintien des missions et moyens de la commission nationale consultative des gens du voyage créée par le décret n° 92-262 du 24 mars 1992) (p. 6455) : rejeté (p. 6456)

Amendement n° 183 de M. Jean-Jacques Weber (maintien des missions et moyens de la commission nationale consultative des gens du voyage créée par le décret n° 92-262 du 24 mars 1992) : rejeté (p. 6456)

Après l'article 1er

Amendement n° 171 de M. Guy Hascoët : non soutenu (p. 6456)

Article 2 (obligations des communes) (p. 6456) : adopté après modifications (p. 6461)

Amendement n° 108 de M. Patrice Martin-Lalande (précision relative au respect du délai de deux ans suivant l'approbation du schéma départemental pour sa mise en œuvre par les communes de plus de 5 000 habitants via un établissement public de coopération intercommunale ou des conventions intercommunales) : retiré (p. 6457)

Amendement n° 122 de M. Gérard Hamel : non soutenu (p. 6457)

Amendement n° 211 de M. Émile Blessig (extension des dispositions de l'article aux groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 6457) : rejeté (p. 6458)

Amendement n° 133 de M. Gérard Hamel (fixation par la commission consultative du délai de réalisation des obligations des communes après l'approbation du schéma départemental) : rejeté (p. 6458)

Amendements identiques n°s 84 et 156

Amendement n° 84 de la commission (délai de deux ans suivant la publication et non l'approbation du schéma départemental pour sa mise en œuvre par les communes de plus de 5 000 habitants) : adopté (p. 6458)

Amendement n° 156 de M. Didier Quentin (délai de deux ans suivant la publication et non l'approbation

du schéma départemental pour sa mise en œuvre par les communes de plus de 5 000 habitants) : adopté (p. 6458)

Amendement n° 85 rectifié de la commission (transfert de la compétence à un établissement de coopération intercommunale ou passation d'une convention intercommunale n'exonérant pas les communes de plus de 5 000 habitants de réaliser une aire d'accueil sur leur territoire) : adopté (p. 6458)

Amendement n° 157 de M. Didier Quentin : devenu sans objet (p. 6458)

Amendement n° 206 de M. Thierry Mariani : devenu sans objet (p. 6458)

Amendement n° 283 de M. Patrice Martin-Lalande : devenu sans objet (p. 6458)

Discussion commune des amendements n°s 172, 27 et 152

Amendement n° 172 de M. Guy Hascoët (p. 6458) : non soutenu (p. 6459)

Amendement n° 27 de M. Jean-Jacques Weber (caractéristiques des aires d'accueil) (p. 6458) : retiré (p. 6459)

Amendement n° 152 de M. Lionnel Luca (prohibition des activités professionnelles bruyantes ou de stockage sur les aires d'accueil et enlèvement régulier des ordures ménagères et des huiles à moteur usagées) : rejeté (p. 6459)

Amendement n° 97 de M. Patrick Delnatte (exonération de l'obligation de réalisation des aires d'accueil pour les communes recevant les rassemblements traditionnels ou occasionnels) (p. 6459) : rejeté (p. 6460)

Amendement n° 195 de M. Michel Meylan : non soutenu (p. 6460)

Amendement n° 47 de M. Charles Cova (exonération de participation financière pour les communes membres de groupements de communes retenues pour la réalisation d'aires d'accueil) : rejeté (p. 6460)

Amendement n° 145 de M. Lionnel Luca (prohibition des caravanes et des habitations mobiles dans les zones dangereuses) (p. 6460) : rejeté (p. 6461)

Amendement n° 154 de M. Lionnel Luca (présence d'un gardien assermenté sur les terrains familiaux accueillant plus de dix caravanes) : rejeté (p. 6461)

Amendement n° 28 de M. Jean-Jacques Weber (inscription des aires d'accueil dans les plans d'occupation des sols) : rejeté (p. 6461)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat) (p. 6461) : adopté après modifications (p. 6463)

Intervenant : M. Pierre-André Wiltzer (p. 6462)

Amendements identiques n°s 207 et 290

Amendement n° 207 de M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 6462)

Amendement n° 290 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) : rejeté (p. 6462)

Amendement n° 86 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6462)

Amendement n° 125 de M. Gérard Hamel (respect des obligations imposées par le schéma départemental aux communes ou aux établissements de coopération intercommunale) (p. 6462) : rejeté (p. 6463)

Amendement n° 173 de M. Guy Hascoët : non soutenu (p. 6463)

Amendement n° 87 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6463)

Amendement n° 98 de M. Patrick Delnatte (responsabilité de l'Etat pour les litiges relatifs aux actes d'acquisition de terrains et aux travaux d'aménagement des aires d'accueil) : rejeté (p. 6463)

Amendement n° 223 rectifié de M. Daniel Vachez (participation financière des communes et des groupements de communes retenus dans le schéma départemental et non de la seule commune d'implantation de l'aire d'accueil) : adopté (p. 6463)

Après l'article 3

Amendement n° 224 de M. Jean-Jacques Filleul (droit de préemption du maire sur les terrains non constructibles et agricoles déterminés par le plan d'occupation des sols dans les communes ayant souscrit aux obligations du schéma départemental) (p. 6463) : retiré (p. 6464)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil) (p. 6464) : adopté après modifications (p. 6466)

Intervenant : M. Pierre Lasbordes (p. 6464)

Amendement n° 105 de M. Daniel Vachez (extension du financement à la réhabilitation des aires d'accueil) : adopté (p. 6464)

Amendement n° 182 de M. Jean-Jacques Weber (réduction du taux de 70 à 69 %) (p. 6464) : retiré (p. 6466)

Amendements identiques n°s 9 et 212

Amendement n° 9 de M. Bernard Schreiner (financement des travaux réalisés et non pas engagés) : rejeté (p. 6466)

Amendement n° 212 de M. Émile Blessig (financement des travaux réalisés et non pas engagés) : rejeté (p. 6466)

Amendements identiques n°s 11 et 214

Amendement n° 11 de M. Bernard Schreiner (subventions complémentaires accordées aux communes et groupements de communes de plus de 5 000 habitants par la région, le département et les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 6466)

Amendement n° 214 de M. Émile Blessig (subventions complémentaires accordées aux communes et groupements de communes de plus de 5 000 habitants par la région, le département et les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 6466)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil) (p. 6466) : adopté après modifications (p. 6467)

Amendement n° 174 de M. Guy Hascoët : non soutenu (p. 6467)

Amendement n° 160 de M. Didier Quentin (suppression du financement par les organismes de sécurité sociale) (p. 6466) : rejeté (p. 6467)

Amendement n° 88 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 6467)

Après l'article 5

Amendement n° 259 de Mme Christine Boutin : non soutenu (p. 6467)

Amendement n° 260 de Mme Christine Boutin : non soutenu (p. 6467)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage) (p. 6467) : adopté (p. 6468)

Amendements identiques n°s 13 et 217

Amendement n° 13 de M. Bernard Schreiner (conventions passées entre les gestionnaires des aires d'accueil et le département révisables tous les six ans) : rejeté (p. 6467)

Amendement n° 217 de M. Émile Blessig (conventions passées entre les gestionnaires des aires d'accueil et le département révisables tous les six ans) : rejeté (p. 6467)

Amendement n° 129 de M. Gérard Hamel (fixation par la commission consultative d'une redevance au profit de la commune ayant réalisé l'aire d'accueil) : rejeté (p. 6467)

Amendements identiques n°s 181, 191 et 193

Amendement n° 181 de M. Éric Doligé (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) (p. 6467) : rejeté (p. 6468)

Amendement n° 191 de M. Jean-Jacques Weber (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) (p. 6467) : rejeté (p. 6468)

Amendement n° 193 de M. Michel Meylan (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) (p. 6467) : rejeté (p. 6468)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF) (p. 6468) : adopté (p. 6471)

Amendement n° 245 de M. Yves Bur : non soutenu (p. 6468)

Amendement n° 225 de M. Daniel Vachez (majoration de trois habitants et non d'un habitant par place de caravane) (p. 6468) : retiré ; repris par M. Patrice Martin-Lalande : rejeté (p. 6470)

Amendement n° 72 de M. Gérard Hamel : non soutenu (p. 6470)

Discussion commune des amendements n^{os} 291, 196, 274 et des amendements identiques n^{os} 15 et 218

Amendement n^o 291 de M. Jean-Jacques Weber (p. 6470) : non soutenu (p. 6471)

Amendement n^o 196 de M. Michel Meylan (p. 6470) : non soutenu (p. 6471)

Amendement n^o 274 de M. Patrice Martin-Lalande (p. 6470) : non soutenu (p. 6471)

Amendement n^o 15 de M. Bernard Schreiner : non soutenu (p. 6471)

Amendement n^o 218 de M. Émile Blessig : non soutenu (p. 6471)

Amendement n^o 139 de M. Pierre Lasbordes (majoration de la dotation globale de fonctionnement des communes ayant satisfait aux obligations de l'article 28 de la loi n^o 90-449 du 31 mai 1990) : rejeté (p. 6471)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme) (p. 6471) : adopté après modifications (p. 6473)

Amendement n^o 161 de M. Didier Quentin (suppression des paragraphes I et II de l'article relatifs à l'insertion de l'accueil des gens du voyage dans le code de l'urbanisme) : rejeté (p. 6471)

Discussion commune des amendements n^{os} 89 et 176

Amendement n^o 89 de la commission (insertion dans le code de l'urbanisme des besoins des gens du voyage en matière d'habitat) (p. 6471) : adopté (p. 6472)

Amendement n^o 176 de M. Guy Hascoët : non soutenu (p. 6472)

Amendement n^o 44 de M. Jean-Jacques Weber (extension aux aires d'accueil de la procédure d'autorisation prévue par le paragraphe III de l'article pour l'habitat permanent) : rejeté (p. 6472)

Amendement n^o 90 de la commission (rédactionnel) (p. 6472) : adopté (p. 6473)

Amendement n^o 45 de M. Jean-Jacques Weber (de coordination) : rejeté (p. 6473)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion) (p. 6478) : adopté après modifications (p. 6490)

Intervenants : M. Patrice Martin-Lalande (p. 6478) ; M. Charles Cova (p. 6479)

Amendement n^o 162 de M. Didier Quentin (extension des dispositions de l'article aux communes ne possédant pas d'aires d'accueil) : rejeté (p. 6480)

Amendements identiques n^{os} 19, 222 et 251

Amendement n^o 19 de M. Bernard Schreiner (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6480) : rejeté (p. 6482)

Amendement n^o 222 de M. Émile Blessig (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans

recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6480) : rejeté (p. 6482)

Amendement n^o 251 de M. Philippe Martin (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6480) : rejeté (p. 6482)

Amendement n^o 275 de M. Patrice Martin-Lalande (expulsion ordonnée par le préfet à la demande des maires des communes ayant satisfait aux obligations de l'article 28 de la loi n^o 90-449 du 31 mai 1990) : retiré (p. 6482)

Amendement n^o 258 de Mme Christine Boutin (expulsion d'un terrain n'appartenant pas au domaine public - réquisition de la force publique par le maire à la demande du titulaire du droit ou à l'initiative du maire en cas d'atteinte à la salubrité, à la sécurité ou à la tranquillité publiques) : retiré (p. 6482)

Discussion commune des amendements n^{os} 91, 201 et 163

Amendement n^o 91 de la commission (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) (p. 6482) : adopté (p. 6483)

Amendement n^o 201 de M. Serge Poignant (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) : devenu sans objet (p. 6483)

Amendement n^o 163 de M. Didier Quentin (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) : devenu sans objet (p. 6483)

Amendement n^o 243 de M. Yves Bur (extension de la procédure d'expulsion aux cas de violation du droit de propriété nonobstant le non respect par la commune des obligations prévues au schéma départemental) (p. 6483) : rejeté (p. 6484)

Amendement n^o 92 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6484)

Amendement n^o 272 de M. Patrice Martin-Lalande (mise en œuvre de la procédure sans identification formelle des contrevenants) : rejeté (p. 6484)

Amendement n^o 100 de M. Bernard Accoyer : non soutenu (p. 6484)

Amendement n^o 276 de M. Patrice Martin-Lalande (immobilisation ou mise en fourrière des véhicules tractant les caravanes dans l'attente de la décision du juge) : rejeté (p. 6484)

Amendement n^o 138 de M. Bernard Schreiner (arrêté d'expulsion délivré par l'autorité administrative à la demande du maire en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) : rejeté (p. 6484)

Amendements identiques n^{os} 99, 104, 164, 202 et 244

Amendement n^o 99 de M. Patrick Delnatte (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance

par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Amendement n° 104 de M. Charles Cova (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Amendement n° 164 de M. Didier Quentin (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Amendement n° 202 de M. Serge Poignant (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Amendement n° 244 de M. Yves Bur (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Amendement n° 37 de M. Charles Cova (saisine du président du tribunal de grande instance par le maire si l'occupation du terrain privé ou appartenant au domaine privé de la commune porte atteinte à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques) : rejeté (p. 6485)

Amendement n° 153 de M. Bernard Accoyer : non soutenu (p. 6485)

Amendement n° 75 de M. Lionnel Luca (saisine du président du tribunal de grande instance par le maire lorsque le stationnement sur un terrain privé viole les règles d'urbanisme) : rejeté (p. 6485)

Amendement n° 285 de M. Patrice Martin-Lalande (juge prescrivait et non pouvant prescrire aux occupants de terrains privés ou appartenant au domaine privé de la commune de rejoindre l'aire d'accueil ou de quitter le territoire communal) : rejeté (p. 6485)

Amendements identiques n°s 18 et 219

Amendement n° 18 de M. Bernard Schreiner (astreinte obligatoirement prononcée par le juge lorsqu'il prescrit aux occupants de terrains privés ou appartenant au domaine privé de la commune de rejoindre l'aire d'accueil ou de quitter le territoire communal) (p. 6485) : rejeté (p. 6486)

Amendement n° 219 de M. Émile Blessig (astreinte obligatoirement prononcée par le juge lorsqu'il prescrit aux occupants de terrains privés ou appartenant au domaine privé de la commune de rejoindre l'aire d'accueil ou de quitter le territoire communal) (p. 6485) : rejeté (p. 6486)

Amendement n° 242 de M. Yves Bur (juge pouvant prescrire aux occupants de terrains privés ou appartenant au domaine privé de la commune de rejoindre, sous réserve de places disponibles, une

aire d'accueil située dans la commune ou dans le département) : rejeté (p. 6486)

Amendement n° 233 de M. Philippe Martin : non soutenu (p. 6486)

Discussion commune des amendements identiques n°s 185, 268, de l'amendement n° 269 et des amendements identiques n°s 38 et 248

Amendement n° 185 de M. Jean-Jacques Weber (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures) (p. 6486) : rejeté (p. 6487)

Amendement n° 268 de M. Patrice Martin-Lalande (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures) (p. 6486) : rejeté (p. 6487)

Amendement n° 269 de M. Patrice Martin-Lalande (juge statuant dans le délai de quarante-huit heures) (p. 6486) : rejeté (p. 6487)

Amendement n° 38 de M. Charles Cova (juge statuant dans le délai de quarante-huit heures et en dernier ressort) (p. 6486) : rejeté (p. 6487)

Amendement n° 248 de M. Philippe Martin (juge statuant dans le délai de quarante-huit heures et en dernier ressort) (p. 6486) : rejeté (p. 6487)

Amendement n° 136 de M. Lionnel Luca (obligation du préfet de faire exécuter la décision judiciaire) : rejeté (p. 6487)

Discussion commune des amendements identiques n°s 17, 220 et des amendements n°s 184 et 273

Amendement n° 17 de M. Bernard Schreiner (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : rejeté (p. 6487)

Amendement n° 220 de M. Émile Blessig (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : rejeté (p. 6487)

Amendement n° 184 de M. Jean-Jacques Weber (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) (p. 6487) : retiré (p. 6488)

Amendement n° 273 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) (p. 6487) : retiré (p. 6488)

Amendement n° 93 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6488)

Amendement n° 40 de M. Charles Cova : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 289 de M. Patrice Martin-Lalande : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 16 de M. Bernard Schreiner : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 221 de M. Émile Blessig : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 241 de M. Yves Bur : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 232 de M. Philippe Martin : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 270 de M. Patrice Martin-Lalande : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 39 de M. Charles Cova : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 247 de M. Philippe Martin : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 271 de M. Patrice Martin-Lalande : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 146 de M. Lionnel Luca : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 277 de M. Patrice Martin-Lalande : devenu sans objet (p. 6488)

Amendement n° 187 de M. Jean-Jacques Weber (de coordination) : retiré (p. 6488)

Amendement n° 188 de M. Jean-Jacques Weber (contravention de quatrième classe au titre du stationnement irrégulier des caravanes) : rejeté (p. 6488)

Amendement n° 189 rectifié de M. Jean-Jacques Weber (sanctions du stationnement irrégulier des caravanes - retrait de deux points du permis de conduire pour stationnement irrégulier d'une caravane au-delà de quarante-huit heures) (p. 6488) : rejeté (p. 6490)

Amendement n° 49 de M. Lionnel Luca : non soutenu (p. 6490)

Amendement n° 254 de M. Serge Poignant : non soutenu (p. 6490)

Amendement n° 177 de M. Guy Hascoët : non soutenu (p. 6490)

Amendement n° 74 de M. Lionnel Luca : non soutenu (p. 6490)

Après l'article 9

Amendement n° 256 de Mme Christine Boutin (expulsion des occupants irréguliers d'un bien à usage professionnel) : rejeté (p. 6490)

Amendement n° 257 de Mme Christine Boutin (durée minimale de séjour sur les aires d'accueil fixée à quarante-huit heures et durée maximale pouvant être déterminée par le maire) : rejeté (p. 6490)

Discussion commune des amendements identiques n°s 94 rectifié, 228 rectifié et de l'amendement n° 178

Amendement n° 94 rectifié de la commission (hébergement des gens du voyage effectuant des travaux saisonniers) (p. 6490) : adopté (p. 6491)

Amendement n° 228 rectifié de M. Gilbert Mitterrand (hébergement des gens du voyage effectuant des travaux saisonniers) (p. 6490) : adopté (p. 6491)

Amendement n° 178 de M. Guy Hascoët (hébergement des gens du voyage effectuant des travaux saisonniers) : devenu sans objet (p. 6491)

Amendement n° 240 de M. Yves Bur (rapport du Gouvernement au Parlement sur les revenus et charges des gens du voyage) : rejeté (p. 6491)

Article 10 (dispositions transitoires) : adopté (p. 6491)

Après l'article 10

Amendement n° 34 de M. Jean-Jacques Weber (recensement de la population des gens du voyage) (p. 6491) : rejeté (p. 6492)

Article 11 (décret d'application) : adopté (p. 6492)

Titre

Discussion commune des amendements n°s 179 et 95

Amendement n° 179 de M. Guy Hascoët : non soutenu (p. 6492)

Amendement n° 95 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage") : adopté après rectification (p. 6492)

Explications de vote

M. Jean-Jacques Weber (p. 6492) ; M. Daniel Vachez (p. 6493) ; M. Charles Cova (p. 6493)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Jean-Jacques Weber (p. 6493)

Groupe socialiste : pour : M. Daniel Vachez (p. 6493)

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Charles Cova (p. 6494)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6494)

Questions au Gouvernement

N° 1343 - Stationnement : M. Daniel Vachez [12 mai 1999] (p. 4424). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [12 mai 1999] (p. 4424)

Réglementation

GRANDES ÉCOLES

Voir aussi ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Questions au Gouvernement

N° 1075 - Classes préparatoires : M. Jean-Bernard Raimond [27 janvier 1999] (p. 452). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [27 janvier 1999] (p. 452)

Professeurs, rémunérations

N° 1128 - Ecoles normales supérieures : M. Jean-Claude Guibal [10 février 1999] (p. 1163). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [10 février 1999] (p. 1163)

Accès, étudiants des pays membres de l'Union européenne

N° 1176 - Ecoles normales supérieures : M. Jean-Michel Dubernard [3 mars 1999] (p. 1970). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [3 mars 1999] (p. 1970)

Concours, réforme

N° 1200 - Ecoles normales supérieures : M. André Berthol [10 mars 1999] (p. 2222). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [10 mars 1999] (p. 2222)

Concours, réforme

N° 1219 - Ecoles normales supérieures : M. Jean-Michel Ferrand [17 mars 1999] (p. 2527). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [17 mars 1999] (p. 2527)

Etudiants étrangers, accès

Questions orales sans débat

N° 499 - Classes préparatoires : Mme Danielle Bousquet [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6315). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [24 novembre 1998] (p. 9412, 9413)

Professeurs, rémunérations

N° 622 - Classes préparatoires : M. Philippe Douste-Blazy [J.O. Questions du 8 février 1999] (p. 675). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [9 février 1999] (p. 1066 à 1068)

Perspectives

H

HANDICAPÉS

Voir aussi PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE, RISQUES PROFESSIONNELS

Proposition de loi n° 1438 tendant à l'allègement de la taxe d'habitation des contribuables ayant à leur charge une personne handicapée

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 9 mars 1999 par M. Alain Ferry

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1440 relative aux personnes handicapées hébergées par des familles d'accueil

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 9 mars 1999 par M. Yves Nicolin

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1517 modifiant l'article premier, alinéa 3, de la loi d'orientation du 10 juillet 1989 sur l'éducation, en faveur des élèves malades ou accidentés

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par Mme Geneviève Perrin-Gaillard

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1552 relative à la reconnaissance du droit d'usage de la langue des signes française et du braille

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 28 avril 1999 par M. François Bayrou et M. Philippe Douste-Blazy

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1812 tendant à modifier l'article L. 211-1 du Code des assurances afin d'exonérer les personnes handicapées du paiement de l'assurance des véhicules terrestres à moteur pour les fauteuils roulants électriques

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 septembre 1999 par M. Jacques Pélissard

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 926 - Intégration en milieu scolaire : M. Francis Hammel [18 novembre 1998] (p. 9156). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [18 novembre 1998] (p. 9156)

Perspectives

N° 1204 - Sourds et malentendants : M. Pierre Cohen [10 mars 1999] (p. 2224). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [10 mars 1999] (p. 2224)

Revendications

N° 1380 - Politique à l'égard des handicapés : M. Jean-Pierre Dupont [25 mai 1999] (p. 4818). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [25 mai 1999] (p. 4818)

Allocations, montant, établissements, capacités d'accueil

Questions orales sans débat

N° 509 - Autistes : M. Marcel Rogemont [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6456). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er décembre 1998] (p. 9721, 9722)

Structures d'accueil, création, Ile-et-Vilaine

N° 534 - maisons d'accueil spécialisées pour adultes handicapés (MAS) : M. Michel Hunault [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6605). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [8 décembre 1998] (p. 10148, 10149)

Capacités d'accueil

N° 647 - Etablissements : Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont [J.O. Questions du 1er mars 1999] (p. 1127). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 mars 1999] (p. 1835, 1836)

Fonctionnement, Bellac

N° 649 - Etablissements : M. Damien Alary [J.O. Questions du 1er mars 1999] (p. 1128). Réponse :

M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 mars 1999] (p. 1836, 1837)

Foyers à double tarification, statut, financement

N° 678 - Centre d'aide par le travail public (CAT) : Mme Geneviève Perrin-Gaillard [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1463). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [16 mars 1999] (p. 2388, 2389)

Fonctionnement, durée du travail

N° 732 - Instituts médico-éducatifs (IME) : M. Félix Leyzour [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1943). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [6 avril 1999] (p. 3264)

Effectifs de personnel, Côtes-d'Armor

N° 761 - Emploi : Mme Marie-Thérèse Boisseau [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2414). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [27 avril 1999] (p. 3600, 3601)

Obligation d'emploi, suppression, cristallerie

N° 796 - Etablissements : M. Michel Hunault [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2740). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [11 mai 1999] (p. 4281, 4282)

Capacités d'accueil, contrats de plan Etat-régions, inscription

N° 830 - Institut médico-éducatif (IME) : M. René André [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3018). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [25 mai 1999] (p. 4804, 4805)

Statut, Avranches

I

IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE

Voir aussi IMPÔTS ET TAXES, LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Questions au Gouvernement

N° 1473 - Politique fiscale : M. Félix Leyzour [23 juin 1999] (p. 6370). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [23 juin 1999] (p. 6370)

Perspectives

IMPÔT SUR LE REVENU

Voir aussi IMPÔTS ET TAXES, LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Proposition de loi n° 1125 visant à améliorer le régime fiscal des contribuables qui ont à charge un frère ou une sœur

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 par M. Bernard Perrut

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Proposition de loi n° 1130 relative à la déductibilité fiscale des frais réels de transports des engins motorisés

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 par M. Jean-Luc Reitzer

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Proposition de loi n° 1396 tendant à autoriser l'imputation des moins-values immobilières

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 février 1999 par M. Yves Nicolin

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Proposition de loi n° 1550 visant à globaliser la prise en compte des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail au titre des frais professionnels réels

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 28 avril 1999 par M. Maurice Leroy

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Proposition de loi n° 1634 visant à modifier la réglementation applicable en matière de détermination du quotient familial pour les familles ayant recueilli des enfants placés par la DDASS

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mai 1999 par M. Kofi Yamgnagne

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Proposition de loi n° 1792 relative aux rentes viagères à titre onéreux

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 septembre 1999 par M. Claude Goasguen

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Questions au Gouvernement

N° 1098 - Politique fiscale : M. François Goulard [3 février 1999] (p. 848). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [3 février 1999] (p. 848)

Perspectives

Questions orales sans débat

N° 471 - Revenus fonciers : M. Jean-Jacques Weber [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5340). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [6 octobre 1998] (p. 5933, 5934)

Investissements immobiliers locatifs neufs, loyers, plafonnement

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Voir aussi IMPÔTS ET TAXES, LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Proposition de loi n° 1801 visant à permettre aux petites entreprises de 0 à 15 salariés de continuer à relever du régime simplifié d'imposition

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 septembre 1999 par M. Pierre-Christophe Baguet

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Questions au Gouvernement

N° 1384 - Politique fiscale : M. Marc Laffineur [26 mai 1999] (p. 4924). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [26 mai 1999] (p. 4924)

Perspectives

IMPÔTS ET TAXES

Voir aussi CONTRIBUTIONS INDIRECTES, DONATIONS ET SUCCESSIONS, ENREGISTREMENT ET TIMBRE, IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE, IMPÔT SUR LE REVENU, IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS, IMPÔTS LOCAUX, LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, PLUS-VALUES : IMPOSITIONS, SÉCURITÉ SOCIALE, TAXES PARAFISCALES, TVA

Rapport d'information n° 1105 déposé par M. Jean-Pierre Brard, en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la fraude et l'évasion fiscales

Proposition de loi n° 1132 visant à modifier certaines dispositions du Code Général des Impôts et à instituer un certificat de vie commune

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 par M. Pierre Albertini

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1169 tendant à exonérer les établissements d'enseignement de la redevance audiovisuelle

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 novembre 1998 par M. François Sauvadet

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1300 tendant à simplifier la mise en recouvrement des taxes sur la publicité

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 par M. Gilbert Biessy

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1506 tendant à permettre aux régions d'exonérer les contribuables du paiement de la taxe sur les permis de conduire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par M. Lucien Degauchy

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Rapport d'information n° 1537 déposé par M. Gérard Fuchs au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la mise en place d'un minimum d'imposition des revenus de l'épargne à l'intérieur de la Communauté (COM (98) 0295 final/n° E 1105)

Proposition de résolution n° 1538 sur la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition effective des revenus de l'épargne sous forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté (COM (98) 0295 final/n° E 1105)

Dépôt le 8 avril 1999 par M. Gérard Fuchs

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur : M. Didier Migaud (18 mai 1999) - Rapport n° 1808 (22 septembre 1999)

Considérée comme définitive le 7 octobre 1999 - Résolution n° 363

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 28 avril 1999 par M. Jean-Pierre Delalande, M. Bernard Pons et M. Jean-Louis Debré

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande (11 mai 1999) - Rapport n° 1602 (18 mai 1999)

Discussion et rejet le 27 mai 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Jean-Pierre Delalande (p. 5037)

Discussion générale

M. Jean-Claude Guibal (p. 5039) ; Mme Jacqueline Fraysse (p. 5041) ; M. Germain Gengenwin (p. 5042) ; M. Jérôme Cahuzac (p. 5043) ; M. Gilbert Gantier (p. 5044)

Intervention du Gouvernement

M. Christian Sautter (p. 5046)

Intervention du rapporteur

M. Jean-Pierre Delalande (p. 5048)

Vote sur le passage à la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5049)

Intervenant : M. Georges Tron (p. 5049)

Intervention du Gouvernement : M. Christian Sautter (p. 5049)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour :
M. Gilbert Gantier (p. 5046)

L'Assemblée, consultée, décide de ne pas passer à la discussion des articles ; la proposition de loi n'est pas adoptée (p. 5049)

Proposition de loi n° 1596 modifiant le régime de report d'imposition des plus-values en cas d'apport en société d'une entreprise individuelle

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 12 mai 1999 par M. Yves Nicolin

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Proposition de loi n° 1631 tendant à modifier les conditions de remboursement de contributions représentatives du droit de bail

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mai 1999 par M. Pierre Hellier

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Proposition de loi n° 1765 relative à l'exonération d'impôt sur les plus-values des cessions de parts ou d'actions réinvesties dans la création d'entreprises

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1999 par M. Pierre Micaux

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Rapport d'information n° 1779 déposé par M. Gérard Fuchs au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en application de l'article 145 du Règlement sur le fonctionnement et le renforcement des fonds nationaux et départementaux de péréquation de la taxe professionnelle

Rapport d'information n° 1780 déposé par M. Didier Chouat en application de l'article 146 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la réforme de la taxe pour frais de chambre de métiers

Rapport d'information n° 1783 déposé par M. Didier Migaud en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'application des dispositions fiscales contenues dans les lois de finances et dans les lois n° 96-314 du 12 avril 1996 et n° 98-546 du 2 juillet 1998

Proposition de loi n° 1790 rétablissant la distillation en franchise des droits d'une partie de la production des récoltants d'eau de vie naturelle

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 septembre 1999 par M. Alain Ferry

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Rapport d'information n° 1802 déposé par M. Jean-Pierre Brard en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

Rapport d'information n° 1807 déposé par M. Yves Tavernier en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la taxe générale sur les activités polluantes et la politique de l'eau

Proposition de loi n° 1818 instituant une contribution financière des compagnies d'assurance au fonctionnement et à l'équipement des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 septembre 1999 par M. Gilbert Meyer

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 863 - Politique fiscale : M. Gilles Carrez [28 octobre 1998] (p. 7508). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [28 octobre 1998] (p. 7508)

Perspectives

N° 1006 - Fraude fiscale : M. François d'Aubert [15 décembre 1998] (p. 10482). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [15 décembre 1998] (p. 10482)

Lutte et prévention, numéro d'immatriculation de la sécurité sociale, utilisation

N° 1011 - Politique fiscale : M. Robert Galley [16 décembre 1998] (p. 10563). Réponse : Mme Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [16 décembre 1998] (p. 10563)

Taxe générale sur les activités polluantes, création, conséquences

N° 1115 - Associations : M. Jean-Louis Fousseret [9 février 1999] (p. 1079). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [9 février 1999] (p. 1079)

Réglementation, application

N° 1126 - Associations : M. Jean Briane [10 février 1999] (p. 1161). Réponse : M. Christian

Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [10 février 1999] (p. 1161)

Réglementation, application

N° 1150 - Associations : M. Didier Migaud [17 février 1999] (p. 1553). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [17 février 1999] (p. 1553)

Réglementation, application

N° 1185 - Fraude fiscale : M. Augustin Bonrepaux [9 mars 1999] (p. 2140). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [9 mars 1999] (p. 2140)

Lutte et prévention

N° 1190 - Politique fiscale : M. Gilles Carrez [9 mars 1999] (p. 2143). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [9 mars 1999] (p. 2143)

Perspectives

N° 1238 - Politique fiscale : M. Philippe Auberger [24 mars 1999] (p. 2762). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [24 mars 1999] (p. 2762)

Perspectives

N° 1242 - Politique fiscale : M. Charles de Courson [24 mars 1999] (p. 2765). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [24 mars 1999] (p. 2765)

Perspectives

N° 1395 - Politique fiscale : M. Philippe Briand [1er juin 1999] (p. 5181). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [1er juin 1999] (p. 5181)

Prélèvements obligatoires, taux

N° 1450 - Taxe générale sur les activités polluantes : M. Hervé Gaymard [16 juin 1999] (p. 5947). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [16 juin 1999] (p. 5947)

Création, conséquences

Questions orales sans débat

N° 508 - Associations : M. Michel Meylan [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6456). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [1er décembre 1998] (p. 9726, 9727)

Réglementation, application

N° 544 - Associations : Mme Odette Casanova [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6744). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [15 décembre 1998] (p. 10467, 10468)

Réglementation, application

N° 545 - Taxe d'apprentissage, taxe professionnelle et TVA : M. Christian Bourquin [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6744). Réponse : M. Chris-

tian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [15 décembre 1998] (p. 10468)

Groupements d'employeurs, assujettissement, disparités

N° 573 - Associations : M. Christian Cuvilliez [J.O. Questions du 25 janvier 1999] (p. 363). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [26 janvier 1999] (p. 339, 340)

Réglementation, application

N° 670 - Intérêt de retard : M. Gilbert Gantier [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1294). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [9 mars 1999] (p. 2130, 2131)

Taux

N° 784 - Politique fiscale : Mme Marie-Hélène Aubert [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2739). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [11 mai 1999] (p. 4286 à 4288)

Taxes écologiques, création, agriculture

N° 853 - Recouvrement : M. Gilbert Gantier [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3355). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [8 juin 1999] (p. 5463 à 5465)

Coût

IMPÔTS LOCAUX

Voir aussi IMPÔTS ET TAXES, LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Proposition de loi n° 1816 visant à améliorer la lisibilité de la feuille d'imposition locale

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 septembre 1999 par M. Lionnel Luca

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions orales sans débat

N° 666 - Non appelée : M. René Mangin [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1294)

N° 795 - Taxe professionnelle : M. Richard Cazenave [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2740). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [11 mai 1999] (p. 4285, 4286)

Réforme, conséquences, communes

INDUSTRIE

Voir aussi DÉFENSE, ENTREPRISES

Questions au Gouvernement

N° 802 - Sidérurgie : M. François Dosé [7 octobre 1998] (p. 6043). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [7 octobre 1998] (p. 6043)

Usinor, emploi et activité

N° 824 - Construction aéronautique : M. Pierre Lellouche [14 octobre 1998] (p. 6579). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [14 octobre 1998] (p. 6579)

Groupements européens

N° 842 - Construction navale : M. Daniel Paul [21 octobre 1998] (p. 7114). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [21 octobre 1998] (p. 7114)

Emploi et activité, Le Havre

N° 855 - Construction navale : M. Jean-Yves Besselat [27 octobre 1998] (p. 7391). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [27 octobre 1998] (p. 7391)

Chantiers et ateliers du Havre, emploi et activité

N° 870 - Construction aéronautique : M. Vincent Burrone [28 octobre 1998] (p. 7515). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [28 octobre 1998] (p. 7515)

Aérospatiale et Matra, regroupement

N° 913 - Construction navale : M. Alain Belviso [17 novembre 1998] (p. 9099). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [17 novembre 1998] (p. 9099)

Restructuration, La Ciotat

N° 936 - Construction navale : M. Jean-Yves Besselat [24 novembre 1998] (p. 9417). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [24 novembre 1998] (p. 9417)

Chantiers et ateliers du Havre, emploi et activité

N° 973 - Pharmacie : M. André Gerin [2 décembre 1998] (p. 9886). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [2 décembre 1998] (p. 9886)

Fusion Rhône-Poulenc-Hoechst

N° 989 - Construction aéronautique : M. Dominique Baudis [9 décembre 1998] (p. 10235). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [9 décembre 1998] (p. 10235)

Aérospatiale, emploi et activité

N° 999 - Electroménager : Mme Martine David [15 décembre 1998] (p. 10476). Réponse : M. Christian

- Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [15 décembre 1998] (p. 10476)
- Seb, emploi et activité, Villefranche-sur-Saône et Saint-Priest
- N° 1055 - Construction aéronautique : M. Pierre Lellouche [20 janvier 1999] (p. 123). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [20 janvier 1999] (p. 123)
- Groupements européens
- N° 1127 - Textile et habillement : M. Franck Borotra [10 février 1999] (p. 1162). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [10 février 1999] (p. 1162)
- Cotisations sociales, réduction, remboursement
- N° 1133 - Construction aéronautique : Mme Françoise Imbert [16 février 1999] (p. 1437). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [16 février 1999] (p. 1437)
- Aérospatiale, fusion avec Matra
- N° 1143 - Pharmacie : M. Bernard Birsinger [16 février 1999] (p. 1445). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [16 février 1999] (p. 1445)
- Aventis, emploi et activité, Romainville
- N° 1155 - Construction aéronautique : Mme Jacqueline Fraysse [17 février 1999] (p. 1557). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [17 février 1999] (p. 1557)
- Restructuration, concertation
- N° 1188 - Construction aéronautique : M. Roland Carraz [9 mars 1999] (p. 2142). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [9 mars 1999] (p. 2142)
- Emploi et activité
- N° 1211 - Textile et habillement : M. Henry Chabert [16 mars 1999] (p. 2414). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [16 mars 1999] (p. 2414)
- Perspectives
- N° 1229 - Matériel électrique et électronique : M. Patrick Malavieille [17 mars 1999] (p. 2535). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [17 mars 1999] (p. 2535)
- Alcatel, emploi et activité
- N° 1241 - Matériel électrique et électronique : Mme Gilberte Marin-Moskovitz [24 mars 1999] (p. 2765). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [24 mars 1999] (p. 2765)
- Alstom, fusion avec ABB, emploi et activité
- N° 1347 - Chimie : M. Gérard Saumade [18 mai 1999] (p. 4493). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [18 mai 1999] (p. 4493)

Laboratoires pharmaceutiques, regroupement

- N° 1356 - Construction aéronautique : Mme Françoise Imbert [18 mai 1999] (p. 4500). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [18 mai 1999] (p. 4500)
- Airbus, avions, gros porteurs, unités d'assemblage, implantation
- N° 1432 - Travail des métaux : M. Bernard Birsinger [15 juin 1999] (p. 5819). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [15 juin 1999] (p. 5819)
- ELM-Leblanc, délocalisation, Bobigny, Drancy
- N° 1435 - Textile et habillement : M. François Vannson [15 juin 1999] (p. 5821). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [15 juin 1999] (p. 5821)
- Aides de l'Etat
- N° 1445 - Construction aéronautique : M. Yann Galut [16 juin 1999] (p. 5943). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [16 juin 1999] (p. 5943)
- Politiques communautaires, restructuration
- N° 1481 - Textile et habillement : M. Jean-Pierre Balduyck [29 juin 1999] (p. 6533). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [29 juin 1999] (p. 6533)
- Aides de l'Etat
- Questions orales sans débat**
- N° 480 - Papier et carton : M. Thierry Mariani [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5341). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [6 octobre 1998] (p. 5924 à 5926)
- Morel-Barneron, emploi et activité, Valréas
- N° 514 - Machines et équipements : M. Bernard Grasset [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6457). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [1er décembre 1998] (p. 9728, 9729)
- Moteurs marins, Cummins Wartsila, emploi et activité
- N° 526 - Textile et habillement : M. Michel Lefait [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6604). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [8 décembre 1998] (p. 10159, 10160)
- Emploi et activité, Pas-de-Calais
- N° 531 - Construction aéronautique : M. Dominique Baudis [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6605). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [8 décembre 1998] (p. 10164, 10165)
- Crédits de la recherche civile, montant
- N° 588 - Construction aéronautique : Mme Chantal Robin-Rodrigo [J.O. Questions du 25 jan-

vier 1999] (p. 365). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [26 janvier 1999] (p. 354, 355)

SOCATA, emploi et activité, Tarbes

N° 599 - Machines et équipements : M. Jean-Marie Bockel [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 512). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 février 1999] (p. 675 à 677)

Cummins Wartsila et Texunion, emploi et activité, Mulhouse

N° 610 - Machines et équipements : Mme Yvette Roudy [J.O. Questions du 8 février 1999] (p. 673). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [9 février 1999] (p. 1051, 1052)

Moulinex, emploi et activité, Falaise

N° 613 - Travail des métaux : M. Alain Rodet [J.O. Questions du 8 février 1999] (p. 673, 674). Réponse : Mme Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [9 février 1999] (p. 1061, 1062)

Péchiney, emploi et activité, Le Palais-sur-Vienne

N° 623 - Textile et habillement : M. Marc Reymann [J.O. Questions du 8 février 1999] (p. 675). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [9 février 1999] (p. 1053)

Cotisations sociales, réduction, remboursement

N° 654 - Textile et habillement : M. Bernard Schreiner [J.O. Questions du 1er mars 1999] (p. 1128). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 mars 1999] (p. 1834, 1835)

Cotisations sociales, réduction, remboursement

N° 656 - Construction aéronautique : M. Dominique Baudis [J.O. Questions du 1er mars 1999] (p. 1128, 1129). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [2 mars 1999] (p. 1844 à 1846)

Avions ATR, exportations, COFACE, participation

N° 788 - Récupération : M. Jean-Louis Dumont [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2739). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [11 mai 1999] (p. 4291, 4292)

Société RVA, déchets d'aluminium, importations, autorisation, Sainte-Menehould

N° 793 - Caoutchouc et plastiques : M. Pierre Goldberg [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2740). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [11 mai 1999] (p. 4288, 4289)

Dunlop, emploi et activité, Montluçon

N° 815 - Textile et habillement : M. Maurice Ligot [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2896). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [18 mai 1999] (p. 4468, 4469)

Aides de l'Etat

N° 843 - Construction aéronautique : M. Vincent Burrone [J.O. Questions du 31 mai 1999] (p. 3203). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [1er juin 1999] (p. 5159, 5160)

Eurocopter, emploi et activité

N° 874 - Textile et habillement : M. Jean-Pierre Balduyck [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3529). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [15 juin 1999] (p. 5791 à 5793)

Concurrence étrangère, politiques communautaires

N° 906 - Textile et habillement : M. Guy Hascoët [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3877). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [29 juin 1999] (p. 6502, 6503)

Peignage Amédée, emploi et activité, Roubaix

N° 911 - Chimie : M. Jean-Luc Reitzer [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3877). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [29 juin 1999] (p. 6507, 6508)

Production de chlore, électrolyse à mercure, interdiction, conséquences

INSTITUTIONS SOCIALES ET MÉDICO-SOCIALES

Voir aussi ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

Questions au Gouvernement

N° 1042 - Personnel : M. Yves Cochet [19 janvier 1999] (p. 34). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [19 janvier 1999] (p. 34)

Durée du travail, réduction, application

Questions orales sans débat

N° 679 - Educateurs : M. Jean-Jacques Filleul [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1463). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [16 mars 1999] (p. 2389, 2390)

Durée du travail, nuits en chambre de veille, prise en compte

N° 754 - Centre d'hébergement et de réinsertion Sociale (CHRS) : M. Henri Sicre [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2413, 2414). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [27 avril 1999] (p. 3599)

Agrément, conditions d'attribution, Céret

N° 862 - Personnel : Mme Paulette Guinchard-Kunstler [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3356)

Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [8 juin 1999] (p. 5470, 5471)

Durée du travail, réduction, application

N° 871 - Personnel : M. Jacques Rebillard [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3529). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [15 juin 1999] (p. 5794, 5795)

Durée du travail, réduction, application

J

JEUNES

Voir aussi EMPLOI et Indications préliminaires p. 89 : document n° 66

Questions au Gouvernement

N° 1000 - Association de jeunesse et d'éducation : Mme Odette Casanova [15 décembre 1998] (p. 10477). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [15 décembre 1998] (p. 10477)

Scouts d'Europe

N° 1001 - Délinquance : M. Jean-Claude Mignon [15 décembre 1998] (p. 10478). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [15 décembre 1998] (p. 10478)

Lutte et prévention

N° 1023 - Délinquance : M. Dominique Baudis [22 décembre 1998] (p. 11006). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [22 décembre 1998] (p. 11006)

Lutte et prévention

N° 1046 - Délinquance : M. Henry Chabert [19 janvier 1999] (p. 38). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [19 janvier 1999] (p. 38)

Lutte et prévention

N° 1047 - Délinquance : M. Yves Fromion [19 janvier 1999] (p. 38). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [19 janvier 1999] (p. 38)

Statistiques

N° 1064 - Délinquance : M. Jean-Luc Warsmann [26 janvier 1999] (p. 364). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [26 janvier 1999] (p. 364)

Lutte et prévention

N° 1065 - Délinquance : Mme Jacqueline Mathieu-Obadia [26 janvier 1999] (p. 365). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [26 janvier 1999] (p. 365)

Mineurs de moins de treize ans, circulation après minuit, interdiction

N° 1066 - Délinquance : M. Christian Estrosi [26 janvier 1999] (p. 366). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [26 janvier 1999] (p. 366)

Lutte et prévention

N° 1090 - Délinquance : M. Gérard Hamel [2 février 1999] (p. 706). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [2 février 1999] (p. 706)

Lutte et prévention

N° 1092 - Délinquance : Mme Dominique Gillot [2 février 1999] (p. 708). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [2 février 1999] (p. 708)

Lutte et prévention

N° 1106 - Délinquance : M. Jean-Claude Abrioux [3 février 1999] (p. 854). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [3 février 1999] (p. 854)

Lutte et prévention

N° 1153 - Tourisme et loisirs : Mme Sylvie Andrieux [17 février 1999] (p. 1555). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [17 février 1999] (p. 1555)

Dispositif ville-vie-vacances, mise en place

Questions orales sans débat

N° 558 - Office franco-allemand pour la jeunesse : M. Armand Jung [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 233, 234). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [19 janvier 1999] (p. 5 à 7)

Financement

JUSTICE

Voir aussi DROIT CIVIL, DROIT COMMERCIAL, DROIT PÉNAL, PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 février 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice

Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : M. Jean Michel (3 mars 1998) - Rapport n° 959 (3 juin 1998) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (26 mai 1998)

Discussion et adoption le 10 juin 1998 - Projet de loi n° 156

Nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de justice militaire et du code de procédure pénale"

Sénat (première lecture)

Dépôt le 11 juin 1998 - n° 490 (1997-1998)

d'administration générale - Rapporteur : M. René Garrec - Rapport n° 225 (1998-1999) (17 février 1999) - Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur pour avis : M. Serge Vinçon - Avis n° 226 (1998-1999) (17 février 1999)

Discussion et adoption le 2 mars 1999 - Projet de loi n° 75 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 2 mars 1999 - n° 1413

Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (15 juin 1999) - Rapporteur : M. Jean Michel - Rapport n° 1732 (22 juin 1999)

Discussion et adoption le 30 juin 1999 - Projet de loi n° 360

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 30 juin 1999 - n° 478 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. René Garrec - Rapport n° 23 (1999-2000) (20 octobre 1999)

Discussion et adoption définitive le 26 octobre 1999 - Projet de loi n° 12 (1999-2000)

Promulgation

Loi n° 99-929 du 10 novembre 1999 publiée au J.O. du 11 novembre 1999 (p. 16799)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Intervention du Gouvernement
M. Alain Richard (p. 6782)

Présentation du rapport de la commission de la défense
M. Jean Michel (p. 6783)

Discussion générale
M. François Goulard (p. 6784) ; M. Robert Gaïa (p. 6785) ; M. Charles Cova (p. 6785) ; M. Michel Voisin (p. 6786)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6787)

Titre Ier

Dispositions modifiant le code de justice militaire

Article 2 (article 2 du code de justice militaire : droit applicable devant le tribunal aux armées de Paris) : adopté après modifications (p. 6787)

Amendement n° 1 de la commission (équivalences fonctionnelles entre les juridictions de droit

commun et le tribunal aux armées de Paris) : adopté (p. 6787)

Article 2 bis (article 2-1 du code de justice militaire : droit applicable en temps de guerre) : supprimé par le Sénat (p. 6787)

Article 3 (article 4 du code de justice militaire : organisation du tribunal aux armées et cour d'appel compétente) : adopté après modifications (p. 6787)

Amendement n° 2 de la commission (institution, hors du territoire de la République, de chambres détachées au tribunal aux armées de Paris, uniquement pour le jugement des contraventions et des délits) : adopté (p. 6787)

Article 3 bis (article 4-1 du code de justice militaire : sort du tribunal aux armées des forces stationnées en Allemagne) : supprimé par le Sénat (p. 6787)

Article 4 (article 5 du code de justice militaire : renvoi devant le tribunal aux armées de Paris) : non appelé (p. 6788)

Article 5 (article 6 du code de justice militaire : composition du tribunal aux armées) : adopté après modifications (p. 6788)

Amendement n° 3 de la commission (composition des formations de jugement du tribunal aux armées) : adopté (p. 6788)

Article 5 quinquies (coordinations diverses) : non appelé (p. 6788)

Article 5 septies (coordinations diverses) : non appelé (p. 6788)

Article 5 decies (coordinations diverses) : non appelé (p. 6788)

Article 6 (article 23 du code de justice militaire : défense des personnes justiciables du tribunal aux armées) : non appelé (p. 6788)

Article 7 (suppression de l'article 67 du code de justice militaire) : non appelé (p. 6788)

Article 10 (article 82 du code de justice militaire : adaptation du code de justice militaire aux nouvelles dispositions du code de procédure pénale en matière d'enquête préliminaire) : non appelé (p. 6788)

Article 13 (article 91 du code de justice militaire : action civile et mise en mouvement de l'action publique) : non appelé (p. 6788)

Article 17 (article 101 du code de justice militaire : instruction des infractions relevant de la compétence du tribunal aux armées) : non appelé (p. 6789)

Article 19 (article 112 du code de justice militaire : adaptation du code de justice militaire aux nouvelles dispositions du code de procédure pénale relatives à la mise en examen) : non appelé (p. 6789)

Article 24 (articles 136, 137, 138 à 150 du code de justice militaire : abrogation de dispositions spécifiques à la justice militaire en matière de détention provisoire) : non appelé (p. 6789)

Article 25 (article 151 du code de justice militaire : règles applicables à la chambre d'accusation) : non appelé (p. 6789)

Article 27 (articles 202 à 204 du code de justice militaire : procédure devant les juridictions de jugement) : non appelé (p. 6789)

Article 27 bis (article 205 du code de justice militaire : composition du tribunal aux armées pour le jugement des crimes) (p. 6789) : adopté après modifications (p. 6790)

Amendement n° 4 rectifié de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6790)

Article 28 (articles 205 à 210 du code de justice militaire : abrogation des articles 206 à 210 du code de justice militaire) : non appelé (p. 6790)

Article 29 (article 263 du code de justice militaire : pourvoi en cassation) : non appelé (p. 6790)

Article 31 (article 273 du code de justice militaire : demande en révision) : non appelé (p. 6790)

Article 32 bis (suppression de la référence à l'assignation) : non appelé (p. 6790)

Article 36 (article 345 du code de justice militaire : exécution des jugements : principe) : non appelé (p. 6790)

Article 37 (articles 346 à 355, 357, 365, 367, 378, 379, 382, 384, 387 et 394 du code de justice militaire : exécution des jugements : modalités particulières - abrogation de dispositions spécifiques) : non appelé (p. 6790)

Article 38 (article 491 du code de justice militaire : procédure devant les juridictions prévôtales) : supprimé par le Sénat (p. 6790)

Article 39 (article 492 du code de justice militaire : procédure devant les juridictions prévôtales) : supprimé par le Sénat (p. 6790)

Article 40 (article 493 du code de justice militaire : procédure devant les juridictions prévôtales) : supprimé par le Sénat (p. 6790)

Titre II

Dispositions modifiant le code de procédure pénale

Article 45 (article 698-1 du code de procédure pénale : restriction de la notion de flagrance au regard de l'avis du ministre de la défense) : supprimé par le Sénat (p. 6790)

Article 46 (article 698-2 du code de procédure pénale : mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée - avis du ministre de la défense) (p. 6790) : supprimé (p. 6792)

Amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 6790) : adopté (p. 6792)

Article 48 (article 698-9 nouveau du code de procédure pénale : débat à huis clos) : non appelé (p. 6792)

Titre III

Dispositions diverses

Article 51 (articles 8, 10 et 14 de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982 : modification de la loi du 21 juillet 1982) : non appelé (p. 6792)

Article 51 bis (dispositions transitoires relatives au tribunal aux armées des forces françaises stationnées en Allemagne) : non appelé (p. 6792)

Article 52 bis (refonte du code de justice militaire) : non appelé (p. 6792)

Article 53 (application aux territoires d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et à Mayotte) : non appelé (p. 6792)

Explications de vote

M. Charles Cova (p. 6792) ; M. Michel Voisin (p. 6792)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Charles Cova (p. 6792)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Michel Voisin (p. 6792)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6792)

Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 15 avril 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jacques Floch (23 avril 1998) - Rapport n° 930 (27 mai 1998)

Discussion les 2 et 3 juin 1998 - Adoption le 3 juin 1998 - Projet de loi constitutionnelle n° 142

Sénat (première lecture)

Dépôt le 4 juin 1998 - n° 476 (1997-1998)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Charles Jolibois - Rapport n° 511 (1997-1998) (18 juin 1998)

Discussion les 23 et 24 juin 1998 - Adoption le 24 juin 1998 - Projet de loi constitutionnelle n° 156 (1997-1998)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 24 juin 1998 - n° 1017

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jacques Floch - Rapport n° 1104 (1er octobre 1998)

Discussion et adoption le 6 octobre 1998 - Projet de loi constitutionnelle n° 186

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 7 octobre 1998 - n° 6 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Charles Jolibois - Rapport n° 57 (1998-1999) (5 novembre 1998)

Discussion et adoption le 18 novembre 1998 - Projet de loi constitutionnelle n° 6 (1998-1999)

Congrès du Parlement

Convocation par décret du Président de la République du 3 novembre 1999 [J.O. du 4 novembre 1999] (p. 16456) - Décret du 19 janvier 2000 abrogeant le décret du 3 novembre 1999 [J.O. du 20 janvier 2000] (p. 975)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5994)

Intervention du Gouvernement
Mme Elisabeth Guigou (p. 5994)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Jacques Floch (p. 5996)

Discussion générale
M. Philippe Houillon (p. 5997) ; M. Louis Mermaz (p. 5998) ; M. Pierre Albertini (p. 5999) ; M. Pascal Clément (p. 6000) ; M. Jean-Luc Warsmann (p. 6001)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6002)

Article 1er A (article 19 de la Constitution : actes du Président de la République non soumis à contreseing) : adopté (p. 6002)

Article 1er (article 65 de la Constitution : composition et attributions du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 6002) : adopté après modifications (p. 6003)

Amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence aux présidents des tribunaux supérieurs d'appel et des tribunaux de première instance) : adopté (p. 6003)

Amendement n° 2 de la commission (nomination des procureurs généraux sur avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature) : adopté (p. 6003)

Article 2 (article 90 de la Constitution : dispositions transitoires) : adopté après modifications (p. 6003)

Amendement n° 3 de la commission (insertion d'un titre XVII dans la Constitution) : adopté (p. 6003)

Adoption de l'ensemble du projet de loi constitutionnelle (p. 6003)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 3 juin 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (4 juin 1998) - Rapport n° 1019 (25 juin 1998)

Discussion et adoption le 29 juin 1998 - Projet de loi n° 179

Sénat (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1998 - n° 530 (1997-1998)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Luc Dejoie - Rapport n° 41 (1998-1999) (28 octobre 1998)

Discussion et adoption le 4 novembre 1998 - Projet de loi n° 11 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 5 novembre 1998 - n° 1179

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jacques Brunhes - Rapport n° 1241 (2 décembre 1998) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (24 novembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 9 décembre 1998 - Projet de loi n° 208

Promulgation

Loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 publiée au J.O. du 22 décembre 1998 (p. 19343)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Intervention du Gouvernement
Mme Elisabeth Guigou (p. 10250)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Jacques Brunhes (p. 10523)

Discussion générale
M. Jean-Antoine Léonetti (p. 10254) ; M. Georges Hage (p. 10255) ; M. Thierry Mariani (p. 10255) ; M. André Vallini (p. 10257) ; M. Claude Goasguen (p. 10257) ; M. Alain Tourret (p. 10258)

Réponse du Gouvernement
Mme Elisabeth Guigou (p. 10258)

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 10262)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 septembre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteuse : Mme Christine Lazerges (8 octobre 1998) - Rapport n° 1468 (12 mars 1999)

Discussion les 23, 24, 25 et 30 mars 1999 - Adoption le 30 mars 1999 - Projet de loi n° 275

Sénat (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 - n° 291 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Charles Jolibois - Rapport n° 419 (1998-1999) (10 juin 1999) - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapporteur pour avis : M. Louis de Broissia - Avis n° 412 (1998-1999) (9 juin 1999)

Discussion les 15, 16, 17 et 25 juin 1999 - Adoption le 25 juin 1999 - Projet de loi n° 163 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 28 juin 1999 - n° 1743

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteuse : Mme Christine Lazerges - Rapport n° 2136 (3 février 2000)

Discussion les 9 et 10 février 2000 - Adoption le 10 février 2000 - Projet de loi n° 441

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 22 février 2000 - n° 222 (1999-2000)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Charles Jolibois - Rapport n° 283 (1999-2000) (22 mars 2000)

Discussion les 29, 30 mars, 4 et 5 avril 2000 - Adoption le 5 avril 2000 - Projet de loi n° 113 (1999-2000)

Assemblée nationale (troisième lecture)

Dépôt le 5 avril 2000 - n° 2324

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Commission mixte paritaire

Nomination le 28 avril 2000 (J.O. p. 6438) - Réunion le 18 mai 2000 - Bureau (J.O. p. 7595)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteuse : Mme Christine Lazerges - Rapport n° 2409 (18 mai 2000)

Discussion et adoption le 24 mai 2000 - Projet de loi n° 515

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Charles Jolibois - Rapport n° 349 (1999-2000) (23 mai 2000)

Discussion et adoption définitive le 30 mai 2000 - Projet de loi n° 127 (1999-2000)

Promulgation

Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 publiée au J.O. du 16 juin 2000 (p. 9038)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Intervention du Gouvernement

Mme Elisabeth Guigou (p. 2721)

Présentation du rapport de la commission des lois

Mme Christine Lazerges (p. 2728)

Discussion générale

M. André Gerin (p. 2731) ; M. Pierre Albertini (p. 2733) ; M. Alain Tourret (p. 2735) ; M. Philippe Houillon (p. 2736) ; Mme Frédérique Bredin (p. 2738) ; M. Patrick Devedjian (p. 2742) ; Mme Huguette Bello (p. 2746) ; M. Renaud Donnedieu de Vabres (p. 2747) ; M. Louis Mermaz (p. 2748) ; M. Claude Goasguen (p. 2749) ; Mme Nicole Catala (p. 2750) ; M. Arnaud Montebourg (p. 2769) ; Mme Christine Boutin (p. 2770) ; M. Jean-Pierre Michel (p. 2771) ; M. Edouard Balladur (p. 2772) ; M. Jacques Floch (p. 2773) ; M. Marc Reymann (p. 2775) ; M. Gérard Gouzes (p. 2775) ; M. Michel Hunault (p. 2776) ; M. Christophe Caresche (p. 2778) ; M. Guy Hascoët (p. 2779) ; M. Jacques Myard (p. 2780)

Réponse du Gouvernement

Mme Elisabeth Guigou (p. 2781)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale) (p. 2785) : adopté après modifications (p. 2794)

Intervenants : M. Claude Goasguen (p. 2785) ; M. Guy Hascoët (p. 2785) ; M. Pierre Albertini (p. 2785) ; M. Jérôme Lambert (p. 2786) ; M. Alain Tourret (p. 2787) ; M. Gérard Gouzes (p. 2787)

Amendement n° 279 de Mme Nicole Catala (rédactionnel) (p. 2787) : rejeté (p. 2788)

Amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) (p. 2788) : adopté après modifications (p. 2792)

Sous-amendement n° 229 de M. Patrick Devedjian (personnes se trouvant dans des situations identiques devant pouvoir - et non devant - être jugées selon les mêmes règles) : adopté (p. 2790)

Sous-amendement n° 230 de M. Patrick Devedjian (autorité judiciaire assurant l'information et la garantie des droits des victimes et non veillant à celles-ci) : rejeté (p. 2790)

Sous-amendement n° 231 de M. Patrick Devedjian (information sur les charges et assistance d'un avocat dès l'arrestation) (p. 2790) : rejeté (p. 2791)

Sous-amendement n° 290 de M. Jack Lang (mesures de contrainte ne devant en aucun cas porter atteinte à la dignité) : adopté (p. 2791)

Amendement n° 232 de M. Patrick Devedjian (condamnation fondée sur des preuves loyalement obtenues) (p. 2791) : adopté (p. 2792)

Sous-amendement n° 233 de M. Patrick Devedjian (double degré de juridiction) : rejeté (p. 2792)

Amendement n° 1 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 2792)

Amendement n° 280 de Mme Nicole Catala : devenu sans objet (p. 2792)

Amendement n° 209 de M. Alain Tourret : devenu sans objet (p. 2792)

Amendement n° 2 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 2792)

Amendement n° 305 rectifié de Mme Nicole Catala : devenu sans objet (p. 2792)

Amendement n° 3 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 2792)

Amendement n° 281 de Mme Nicole Catala : devenu sans objet (p. 2792)

Amendement n° 210 de M. Alain Tourret : devenu sans objet (p. 2792)

Amendement n° 4 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 2792)

Amendement n° 282 de Mme Nicole Catala : devenu sans objet (p. 2792)

Amendement n° 301 de M. Guy Hascoët (suppression des procédures de convocation par procès-verbal et de comparution immédiate) (p. 2792) : rejeté (p. 2794)

Après l'article 1er

Amendement n° 283 de Mme Nicole Catala (concours loyal de toute personne aux investigations de la justice pénale) : rejeté (p. 2794)

Amendement n° 284 de Mme Nicole Catala (point de départ de la garde à vue notifié dans les conditions prévues à l'article 63-1 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2794)

Amendement n° 267 de M. Édouard Balladur (suppression de la mise en examen, généralisation du statut de témoin assisté, ordonnance de mise en accusation soumise au tribunal de la liberté si elle prévoit des mesures de contrainte et susceptible d'appel devant la chambre d'accusation dans le cas contraire) (p. 2794) : rejeté (p. 2798)

Discussion commune des amendements n°s 5, 179 et 180

Amendement n° 5 de M. Patrick Devedjian (motivation et possibilité d'appel de l'ordonnance de mise en examen) (p. 2802) : rejeté (p. 2804)

Amendement n° 179 de M. Claude Goasguen (motivation et possibilité d'appel de l'ordonnance de mise en examen) : rejeté (p. 2804)

Amendement n° 180 de M. Claude Goasguen (motivation de l'ordonnance de mise en examen) : rejeté (p. 2804)

Amendements identiques n°s 73, 6 corrigé et 212 corrigé

Amendement n° 73 de la commission (article 81 du code de procédure pénale : principe de l'instruction à charge et à décharge) (p. 2804) : adopté (p. 2805)

Amendement n° 6 corrigé de M. Patrick Devedjian (article 81 du code de procédure pénale : principe de l'instruction à charge et à décharge) (p. 2804) : adopté (p. 2805)

Amendement n° 212 corrigé de M. Alain Tourret (article 81 du code de procédure pénale : principe de l'instruction à charge et à décharge) (p. 2804) : adopté (p. 2805)

Amendement n° 74 de la commission (mention dans l'ordonnance de règlement des diligences accomplies pour instruire à charge et à décharge) (p. 2805) : adopté (p. 2806)

Amendement n° 201 de M. Claude Goasguen ("juge de l'instruction et des libertés" et "chambre de l'instruction et des libertés" substitués respectivement au juge d'instruction et à la chambre d'accusation) : rejeté (p. 2806)

Titre Ier

Dispositions renforçant la protection de la présomption d'innocence

Chapitre Ier

Dispositions renforçant les droits de la défense et le respect du principe du contradictoire

Section 1 : dispositions relatives à l'intervention de l'avocat lors de la garde à vue

Avant l'article 2

Amendements identiques n^{os} 75 corrigé et 213 corrigé

Amendement n^o 75 corrigé de la commission (de coordination) : adopté (p. 2806)

Amendement n^o 213 corrigé de M. Alain Tourret (de coordination) : adopté (p. 2806)

Amendement n^o 76 de la commission (visite des locaux de garde à vue par le procureur) (p. 2806) : adopté (p. 2807)

Amendement n^o 77 de la commission (rétention des personnes non suspectées le temps strictement nécessaire à leur audition) (p. 2807) : adopté (p. 2808)

Sous-amendement n^o 234 de M. Patrick Devedjian (qualité de témoin conférée aux personnes non suspectées) (p. 2807) : rejeté (p. 2808)

Amendement n^o 78 de la commission (placement en garde à vue des seuls suspects et information immédiate du procureur ou du juge d'instruction) : adopté (p. 2808)

Discussion commune des amendements n^{os} 79 rectifié et 13 et des amendements identiques n^{os} 167, 217 corrigé et 291

Amendement n^o 79 rectifié de la commission (personne placée en garde à vue informée de la nature de l'infraction et de son droit à interroger le procureur de la suite donnée ou susceptible d'être donnée à la procédure) (p. 2808) : adopté (p. 2809)

Amendement n^o 13 de M. Patrick Devedjian (personne placée en garde à vue informée de l'existence et de la nature des indices faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction) (p. 2808) : devenu sans objet (p. 2809)

Amendement n^o 167 de M. André Gerin (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) (p. 2808) : devenu sans objet (p. 2809)

Amendement n^o 217 corrigé de M. Alain Tourret (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) (p. 2808) : devenu sans objet (p. 2809)

Amendement n^o 291 de M. Jack Lang (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) (p. 2808) : devenu sans objet (p. 2809)

Discussion commune des amendements n^{os} 80, 7 et 306

Amendement n^o 80 de la commission (droit au silence de la personne placée en garde à vue) (p. 2809) : retiré (p. 2810)

Amendement n^o 7 de M. Patrick Devedjian (droit au silence de la personne placée en garde à vue) (p. 2809) : retiré (p. 2810)

Amendement n^o 306 du Gouvernement (droit au silence de la personne placée en garde à vue) (p. 2809) : adopté après rectification (p. 2810)

Amendement n^o 292 de M. Jack Lang (droit de la personne placée en garde à vue de faire prévenir sans délai sa famille ou son employeur) : adopté (p. 2810)

Amendement n^o 256 de M. Jacques Floch (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) (p. 2810) : adopté après modifications (p. 2812)

Sous-amendement n^o 318 de la commission (délai de trois ans) (p. 2810) : adopté (p. 2812)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue) (p. 2812) : adopté après modifications (p. 2823)

Intervenants : M. Pierre Goldberg (p. 2812) ; M. Guy Hascoët (p. 2812) ; M. Alain Tourret (p. 2813) ; M. Philippe Houillon (p. 2813) ; M. Léonce Deprez (p. 2814) ; M. Jérôme Lambert (p. 2814)

Amendement n^o 293 rectifié de M. Jack Lang (présence de l'avocat tout au long de la garde à vue et suppression des restrictions à son intervention en matière de proxénétisme et de délinquance organisée) : rejeté (p. 2815)

Amendement n^o 71 de M. Pierre Albertini (personne informée de ses droits et des faits motivant la garde à vue) (p. 2815) : rejeté (p. 2816)

Discussion commune des amendements n^{os} 8 et 82

Amendement n^o 8 de M. Patrick Devedjian (présence de l'avocat à tout moment de la garde à vue) (p. 2816) : rejeté (p. 2817)

Amendement n^o 82 de la commission (présence de l'avocat au début de la garde à vue et à l'issue de la vingtième heure) (p. 2816) : adopté (p. 2817)

Sous-amendement n^o 252 de M. Jean-Pierre Michel (présence de l'avocat à l'issue de la dixième heure) (p. 2816) : rejeté (p. 2817)

Amendement n^o 9 rectifié de M. Patrick Devedjian (absence de l'avocat ne créant ni nullité ni obstacle à l'enquête si la personne placée en garde à vue a été mise en mesure d'y faire appel) (p. 2817) : rejeté (p. 2818)

Amendement n^o 61 de M. Pierre Albertini (pas d'interrogatoire avant l'arrivée de l'avocat sous réserve d'un délai de deux heures à compter de sa désignation) : rejeté (p. 2818)

Discussion commune des amendements n^{os} 181 et 10

Amendement n^o 181 de M. Philippe Houillon (avocat pouvant assister aux interrogatoires) (p. 2818) : rejeté (p. 2819)

Amendement n^o 10 de M. Patrick Devedjian (avocat pouvant assister aux interrogatoires) (p. 2818) : rejeté (p. 2819)

Amendement n^o 83 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2819)

Discussion commune des amendements n^{os} 11 et 195

Amendement n^o 11 de M. Patrick Devedjian (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2819)

Amendement n^o 195 de M. Philippe Houillon (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2819)

Amendement n^o 12 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 2820)

Discussion commune des amendements n^{os} 62 et 166

Amendement n^o 62 de M. Pierre Albertini (de coordination) : rejeté (p. 2820)

Amendement n^o 166 de la commission (présence de l'avocat à compter de la douzième heure suivant la prolongation de la garde à vue) : adopté (p. 2820)

Amendement n^o 302 de M. Guy Hascoët (présence de l'avocat dès le début de la garde à vue dans les affaires relevant de la criminalité organisée) : retiré (p. 2820)

Amendement n^o 303 de M. Guy Hascoët (présence de l'avocat dès le début de la garde à vue dans les affaires relevant du terrorisme ou du trafic de stupéfiants) : retiré (p. 2820)

Amendement n^o 60 de M. Pierre Albertini (enregistrement sonore des interrogatoires et des confrontations effectués lors de la garde à vue) (p. 2820) : rejeté (p. 2822)

Après l'article 2

Amendement n^o 200 de M. Claude Goasguen (prolongation de la garde à vue après présentation de la personne au procureur) (p. 2822) : rejeté (p. 2823)

Amendement n^o 235 de M. Patrick Devedjian (droit de s'entretenir - et non de demander à s'entretenir - avec un avocat) : rejeté (p. 2823)

Amendement n^o 84 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2823)

Amendement n^o 236 de M. Patrick Devedjian (communication du dossier de procédure aux personnes mises en examen) (p. 2823) : retiré (p. 2824)

Discussion commune des amendements n^{os} 254 et 168

Amendement n^o 254 de M. Jean-Pierre Michel (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs placés en garde à vue) (p. 2824) : adopté (p. 2825)

Amendement n^o 168 de M. André Gerin (enregistrement sonore des interrogatoires des

mineurs de dix à treize ans placés en garde à vue) : devenu sans objet (p. 2825)

Section 2 : dispositions relatives à la désignation de l'avocat au cours de l'instruction

Article 3 (articles 115 et 116 du code de procédure pénale : modalités de désignation de l'avocat par une personne détenue ou au cours de la première comparution) : adopté après modifications (p. 2825)

Amendement n^o 14 de M. Patrick Devedjian (suppression du paragraphe I relatif à la désignation de l'avocat par la personne détenue) : retiré (p. 2825)

Amendement n^o 85 de la commission (de précision) : adopté (p. 2825)

Amendement n^o 86 de la commission (de précision) : adopté (p. 2825)

Après l'article 3

Amendement n^o 87 de la commission (article 80-1 du code de procédure pénale : mise en examen devant être fondée sur des indices précis) : adopté (p. 2826)

Section 3 : dispositions étendant les droits des parties au cours de l'instruction

Article 4 (article 82-1 du code de procédure pénale : droit des parties de demander tout acte nécessaire à la manifestation de la vérité) (p. 2826) : adopté après modifications (p. 2827)

Amendement n^o 198 de M. Claude Goasguen (nouvelle rédaction de l'article visant à accélérer l'instruction en organisant un débat d'orientation) (p. 2826) : rejeté (p. 2827)

Discussion commune des amendements n^{os} 88 et 196

Amendement n^o 88 de la commission (demandes d'actes formulées conformément aux dispositions du dixième alinéa de l'article 81 du code de procédure pénale) : adopté (p. 2827)

Amendement n^o 196 de M. Philippe Houillon (demandes d'actes par lettre recommandée avec accusé de réception) : devenu sans objet (p. 2827)

Après l'article 4

Amendement n^o 311 de la commission (appel de la décision du juge d'instruction rejetant la prescription de l'action publique) : adopté (p. 2827)

Discussion commune des amendements n^{os} 169 et 182

Amendement n^o 169 de M. André Gerin (article 116 du code de procédure pénale - personne mise en examen informée par le juge d'instruction de son droit au silence, à faire des déclarations ou d'être interrogée) (p. 2827) : adopté (p. 2828)

Amendement n^o 182 de M. Philippe Houillon (article 116 du code de procédure pénale - personne mise en examen informée par le juge d'instruction de son droit au silence, à faire des déclarations ou d'être interrogée) (p. 2827) : devenu sans objet (p. 2828)

Discussion commune des amendements n^{os} 48 rectifié, 183, 312 et 219

Amendement n^o 48 rectifié de M. Pierre Albertini (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions) (p. 2828) : rejeté (p. 2829)

Amendement n^o 183 de M. Philippe Houillon (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions) (p. 2828) : rejeté (p. 2829)

Amendement n^o 312 de la commission (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions et possibilité pour le juge d'instruction de s'opposer aux questions susceptibles de nuire au bon déroulement de l'information ou à la dignité de la personne) (p. 2828) : adopté (p. 2829)

Amendement n^o 219 de M. Alain Turret (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions) (p. 2828) : devenu sans objet (p. 2829)

Article 5 (articles 156, 164 et 167 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales) (p. 2829) : adopté après modifications (p. 2830)

Amendement n^o 268 de M. Édouard Ballardur : non soutenu (p. 2830)

Amendement n^o 197 de M. Claude Goasguen (nouvelle rédaction des paragraphes I et II conférant un caractère contradictoire à l'expertise pénale) : rejeté (p. 2830)

Amendement n^o 304 de M. Guy Hascoët : non soutenu (p. 2830)

Amendement n^o 89 de la commission (notification par lettre recommandée aux parties de l'intégralité du rapport à la demande de leurs avocats) : adopté (p. 2830)

Après l'article 5

Amendement n^o 199 de M. Claude Goasguen (article 80 du code de procédure pénale - justification du réquisitoire pris contre personne dénommée par le détail des indices) : rejeté (p. 2830)

Amendement n^o 205 de M. Philippe Houillon (article 81 du code de procédure pénale - information par le juge d'instruction de la victime d'une atteinte à la personne) : rejeté (p. 2830)

Amendement n^o 185 de M. Philippe Houillon (article 152 du code de procédure pénale - information du juge d'instruction sur les perquisitions envisagées par les officiers de police judiciaire) : rejeté (p. 2831)

Section 4 : dispositions relatives au témoin et au témoin assisté

Article 6 (articles 101, 109 et 153 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin) (p. 2831) : adopté après modifications (p. 2832)

Amendement n^o 269 de M. Édouard Ballardur : devenu sans objet (p. 2831)

Amendement n^o 15 rectifié de M. Patrick Devedjian (article 109 du code de procédure pénale - pas de témoignage contre soi même) : rejeté (p. 2831)

Amendement n^o 16 de M. Patrick Devedjian (article 154 du code de procédure pénale - référence à l'article 63 pour l'audition de témoins sur commission rogatoire) (p. 2831) : adopté (p. 2832)

Article 7 (articles 113-1 à 113-8 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin assisté) (p. 2832) : adopté après modifications (p. 2833)

Amendement n^o 184 de M. Philippe Houillon (témoin assisté informé qu'il peut bénéficier des droits reconnus aux personnes mises en examen) : retiré (p. 2832)

Amendement n^o 90 de la commission (communication de son adresse par le témoin assisté) (p. 2832) : adopté (p. 2833)

Amendement n^o 91 de la commission (contenu de la lettre recommandée informant une personne de sa qualité de témoin assisté) : adopté (p. 2833)

Article 8 (article 197-1 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin assisté) : adopté (p. 2833)

Après l'article 8

Amendement n^o 17 de M. Patrick Devedjian (article 92 du code de procédure pénale - transport du juge d'instruction sans information du procureur) (p. 2833) : rejeté (p. 2834)

Amendement n^o 18 de M. Patrick Devedjian (article 152 du code de procédure pénale - perquisition devant être visée par la commission rogatoire ou autorisée par le juge mandant) : rejeté (p. 2834)

Amendement n^o 65 de M. Pierre Albertini (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) (p. 2834) : rejeté (p. 2836)

Section 5 : dispositions renforçant les droits des parties au cours de l'audience de jugement

Avant l'article 9

Amendement n^o 92 de la commission (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties en matière criminelle) (p. 2836) : adopté (p. 2837)

Discussion commune des amendements n^{os} 263 et 264

Amendement n^o 263 de Mme Dominique Gillot (prévenu ou témoin sourd) : adopté (p. 2837)

Amendement n^o 264 de Mme Dominique Gillot (prévenu ou témoin sourd) : adopté (p. 2837)

Article 9 (articles 442-1, 442 et 454 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire de l'audience correctionnelle) (p. 2876) : adopté après modifications (p. 2877)

Amendements identiques n^{os} 165 rectifié et 19

Amendement n^o 165 rectifié de la commission (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) : adopté (p. 2876)

Amendement n^o 19 de M. Patrick Devedjian (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) : adopté (p. 2876)

Chapitre II

Dispositions renforçant les garanties judiciaires en matière de détention provisoire

Avant l'article 10

Amendement n^o 93 de la commission (création d'une section A1 : dispositions générales) : adopté (p. 2877)

Amendement n^o 94 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 137 du code de procédure pénale - conditions de recours au contrôle judiciaire ou à la détention provisoire) (p. 2877) : adopté (p. 2878)

Amendement n^o 272 de M. Édouard Balladur : devenu sans objet (p. 2878)

Amendement n^o 95 de la commission (suppression de l'article 611-1 du code de l'organisation judiciaire prévoyant la présence d'un ou de plusieurs juges d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) (p. 2878) : adopté (p. 2879)

Amendements identiques n^{os} 96 et 238 corrigé

Amendement n^o 96 de la commission (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) (p. 2879) : adopté (p. 2880)

Amendement n^o 238 corrigé de M. Alain Tourret (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) : adopté (p. 2880)

Section 1 : dispositions relatives au juge de la détention provisoire

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet) (p. 2880) : adopté après modifications (p. 2893)

Intervenants : M. Pierre Albertini (p. 2880) ; M. Alain Tourret (p. 2881) ; M. Léonce Deprez (p. 2881) ; M. Philippe Houillon (p. 2882) ; M. Arnaud Montebourg (p. 2883) ; Mme Frédérique Bredin (p. 2883) ; M. Gérard Gouzes (p. 2883) ; Mme Christine Lazerges (p. 2884)

Amendement n^o 273 de M. Édouard Balladur (nouvelle rédaction de l'article instituant un tribunal des libertés ordonnant la mise en détention provisoire et le contrôle judiciaire sur saisine du procureur) (p. 2884) : rejeté (p. 2887)

Amendement n^o 40 de M. André Gerin : non soutenu (p. 2888)

Amendement n^o 54 de M. Pierre Albertini (prolongation de la détention provisoire par la chambre d'accusation) : rejeté (p. 2888)

Amendement n^o 97 de la commission (suppression de la référence à l'article 50 du code de procédure pénale pour le remplacement du juge de la détention) : adopté (p. 2888)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 20 et 186

Amendement n^o 20 de M. Patrick Devedjian (saisine du juge de la détention par le procureur) (p. 2888) : rejeté (p. 2889)

Amendement n^o 186 de M. Philippe Houillon (saisine du juge de la détention par le procureur) (p. 2888) : rejeté (p. 2889)

Amendement n^o 98 de la commission (de précision) : adopté (p. 2889)

Amendement n^o 239 de M. Alain Tourret (contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire) (p. 2889) : rejeté (p. 2891)

Amendement n^o 240 de M. Alain Tourret (contrôle judiciaire susceptible d'être ordonné si la personne mise en examen encourt une peine d'emprisonnement correctionnel) (p. 2890) : rejeté (p. 2891)

Amendements identiques n^{os} 21 et 241

Amendement n^o 21 de M. Patrick Devedjian (suppression du contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire saisi d'une demande de mise en détention) : rejeté (p. 2891)

Amendement n^o 241 de M. Alain Tourret (suppression du contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire saisi d'une demande de mise en détention) : rejeté (p. 2891)

Amendement n^o 22 de M. Patrick Devedjian (juge de la détention provisoire statuant par ordonnance susceptible d'appel) : rejeté (p. 2891)

Amendement n^o 99 de la commission (rédactionnel) (p. 2891) : adopté (p. 2892)

Amendement n^o 187 de M. Philippe Houillon (non motivation de l'ordonnance du juge de la détention provisoire n'ordonnant pas la détention ou le contrôle judiciaire) : rejeté (p. 2893)

Amendement n^o 188 de M. Philippe Houillon (suppression de l'article 137-4 du code de procédure pénale relatif aux décisions du juge d'instruction susceptibles de ne pas être rendues par ordonnance) : rejeté (p. 2893)

Amendements identiques n^{os} 23 et 189

Amendement n^o 23 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 2893)

Amendement n^o 189 de M. Philippe Houillon : devenu sans objet (p. 2893)

Après l'article 10

Discussion commune des amendements n^{os} 237 et 266 deuxième rectification

Amendement n° 237 de M. Patrick Devedjian (11° de l'article 138 du code de procédure pénale - cautionnement tenant compte des revenus, des charges et du patrimoine et pouvant être acquitté autrement qu'en espèces) (p. 2893) : rejeté (p. 2895)

Amendement n° 266 deuxième rectification de M. Jacques Heuclin (11° de l'article 138 du code de procédure pénale - cautionnement tenant compte des revenus, des charges et du patrimoine et pouvant être acquitté autrement qu'en espèces ; article 142-2 relatif à la restitution du cautionnement) (p. 2893) : adopté (p. 2895)

Amendement n° 258 de Mme Martine Lignières-Cassou : non soutenu (p. 2895)

Article 11 (article 145-3 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire) : adopté (p. 2895)

Amendement n° 53 de M. Pierre Albertini (de conséquence) : retiré (p. 2895)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle) (p. 2985) : adopté après modifications (p. 2896)

Discussion commune des amendements n°s 190 et 24

Amendement n° 190 de M. Philippe Houillon (de coordination - saisine du juge de la détention provisoire par le procureur) (p. 2895) : rejeté (p. 2896)

Amendement n° 24 de M. Patrick Devedjian (de coordination - saisine du juge de la détention provisoire par le procureur) (p. 2895) : rejeté (p. 2896)

Amendement n° 274 de M. Édouard Balladur (de coordination - tribunal des libertés) : rejeté (p. 2896)

Amendements identiques n°s 100 et 242

Amendement n° 100 de la commission (délai ramené de cinq à trois jours pour la décision du juge de la détention provisoire) : adopté (p. 2896)

Amendement n° 242 de M. Alain Tourret (délai ramené de cinq à trois jours pour la décision du juge de la détention provisoire) : adopté (p. 2896)

Article 13 (article 147 du code de procédure pénale : mise en liberté du prévenu à l'initiative du procureur) (p. 2896) : adopté (p. 2897)

Discussion commune des amendements n°s 25 et 191

Amendement n° 25 de M. Patrick Devedjian (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 147 du code de procédure pénale) (p. 2896) : rejeté (p. 2897)

Amendement n° 191 de M. Philippe Houillon (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 147 du code de procédure pénale) (p. 2896) : rejeté (p. 2897)

Amendement n° 275 de M. Édouard Balladur (de coordination - tribunal de la liberté) (p. 2896) : rejeté (p. 2897)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu) (p. 2897) : adopté après modifications (p. 2898)

Amendement n° 26 de M. Patrick Devedjian (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 148 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2897)

Amendement n° 192 de M. Philippe Houillon (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 148 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2897)

Amendement n° 101 de la commission (correction d'une erreur formelle) : adopté (p. 2897)

Amendement n° 276 de M. Édouard Balladur (de coordination - ordonnance de mise en accusation) (p. 2897) : rejeté (p. 2898)

Amendement n° 277 de M. Édouard Balladur (de coordination - tribunal de la liberté) : rejeté (p. 2898)

Après l'article 14

Amendement n° 288 de M. Édouard Balladur (de conséquence - suppression de dispositions et d'articles du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2898)

Amendement n° 278 de M. Édouard Balladur (de coordination - modification des articles 179, 186 et 286 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2898)

Amendement n° 289 de M. Édouard Balladur (de conséquence de la suppression de la mise en examen) : rejeté (p. 2898)

Section 2 : dispositions limitant les conditions ou la durée de la détention provisoire

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire) (p. 2899) : adopté après modifications (p. 2902)

Intervenants : M. Alain Tourret (p. 2899, 2902) ; M. Léonce Deprez (p. 2899) ; M. Louis Mermaz (p. 2900)

Amendement n° 249 de M. Michel Hunault (nouvelle rédaction de l'article portant les quanta de peines à trois ans en cas de flagrant délit et à cinq ans dans les autres cas et limitant la détention provisoire à six mois si la peine encourue est inférieure à sept ans) : rejeté (p. 2900)

Amendement n° 102 de la commission (référence à l'article 137 du code de procédure pénale pour souligner le caractère exceptionnel de la détention provisoire) : adopté (p. 2901)

Amendement n° 294 de M. Jack Lang : non soutenu (p. 2901)

Amendement n° 243 de M. Alain Tourret : non soutenu (p. 2901)

Amendement n° 67 de M. Pierre Albertini (peine correctionnelle supérieure à deux ans pour la mise en détention provisoire) (p. 2901) : rejeté (p. 2902)

Amendement n° 68 de M. Pierre Albertini (suppression des quanta de peine relatifs aux délits

contre les personnes, contre la Nation, l'Etat ou la paix publique et aux atteintes aux biens en cas de condamnation antérieure) (p. 2901) : rejeté (p. 2902)

Amendements identiques n^{os} 41 et 295

Amendement n^o 41 de M. André Gerin (suppression de la référence à l'ordre public) : adopté (p. 2902)

Amendement n^o 295 de M. Jack Lang : non soutenu (p. 2902)

Amendement n^o 46 de M. Pierre Albertini (motif de trouble à l'ordre public invoqué par le seul procureur) : devenu sans objet (p. 2902)

Amendement n^o 103 de la commission : devenu sans objet (p. 2902)

Amendement n^o 244 de M. Alain Tourret : devenu sans objet (p. 2902)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle) (p. 2902) : adopté dans la rédaction de l'amendement n^o 104 modifié (p. 2904)

Intervenant : Mme Frédérique Bredin (p. 2902)

Discussion commune des amendements n^{os} 104 et 52

Amendement n^o 104 de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la détention provisoire à quatre mois si la peine encourue est inférieure à cinq ans et en l'absence de condamnation antérieure, à un an dans les autres cas et à deux ans pour certains délits justifiant une peine supérieure à dix ans et portant les délais d'un an et de deux ans à respectivement deux ans et trois ans en cas de délivrance d'une commission rogatoire internationale) (p. 2903) : adopté après modifications (p. 2904)

Sous-amendement n^o 307 du Gouvernement (suppression de la limitation à deux ans de la détention provisoire pour certains délits justifiant une peine supérieure à dix ans) (p. 2903) : adopté (p. 2904)

Amendement n^o 52 de M. Pierre Albertini (prolongation de la détention provisoire par la chambre d'accusation) (p. 2903) : devenu sans objet (p. 2904)

Amendement n^o 296 de M. Jack Lang : devenu sans objet (p. 2905)

Amendement n^o 42 de M. André Gerin : devenu sans objet (p. 2905)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle) (p. 2904) : adopté après modifications (p. 2906)

Amendement n^o 51 de M. Pierre Albertini (nouvelle rédaction de l'article - prolongation de la détention provisoire par la chambre d'accusation et limitation de sa durée maximale à deux ans) (p. 2904) : rejeté (p. 2905)

Discussion commune des amendements n^{os} 43, 297 et 105

Amendement n^o 43 de M. André Gerin (durée de la détention provisoire limitée à deux ans) : rejeté (p. 2905)

Amendement n^o 297 de M. Jack Lang : non soutenu (p. 2905)

Amendement n^o 105 de la commission (suppression de l'absence de limitation de la détention provisoire pour les crimes justifiant une peine supérieure à trente ans et majoration des limitations d'un an en cas de délivrance d'une commission rogatoire internationale) : adopté (p. 2905)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 106 et 245 et de l'amendement n^o 319

Amendement n^o 106 de la commission (absence de limitation de la détention provisoire en cas de condamnation antérieure supérieure à un an ferme substituée à celle prévue pour la commission de plusieurs crimes) (p. 2905) : rejeté (p. 2906)

Amendement n^o 245 de M. Alain Tourret (absence de limitation de la détention provisoire en cas de condamnation antérieure supérieure à un an ferme substituée à celle prévue pour la commission de plusieurs crimes) (p. 2905) : rejeté (p. 2906)

Amendement n^o 319 de Mme Christine Lazerges (absence de limitation de la détention provisoire en cas de commission de plusieurs crimes contre la personne, l'Etat, la Nation ou la paix publique) : adopté (p. 2906)

Amendement n^o 308 du Gouvernement (absence de limitation de la détention provisoire pour trafic de stupéfiants, terrorisme, proxénétisme, extorsion de fonds ou crime commis en bande organisée) : adopté après modifications (p. 2906)

Article 18 (article 141-3 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de révocation du contrôle judiciaire) : adopté après modifications (p. 2906)

Amendement n^o 107 de la commission (durée totale des détentions provisoires limitée à quatre mois au lieu de six lorsque la peine encourue est inférieure à deux ans) : adopté (p. 2906)

Amendement n^o 108 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2906)

Après l'article 18

Amendement n^o 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2906) : rejeté (p. 2909)

Section 3 : dispositions relatives à l'indemnisation des détentions provisoires

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire) (p. 2915) : adopté après modifications (p. 2919)

Intervenant : M. Alain Tourret (p. 2915)

Amendement n° 174 de M. André Gerin (nouvelle rédaction de l'article prévoyant l'institution d'une commission dans le ressort de chacune des cours d'appel et d'une commission nationale près la Cour de cassation statuant en appel) (p. 2915) : retiré (p. 2916)

Amendement n° 109 de la commission (principe de l'indemnisation systématique sauf irresponsabilité pénale, prescription, amnistie ou auto-accusation) (p. 2916) : adopté (p. 2918)

Amendement n° 32 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 2918)

Amendement n° 257 de Mme Frédérique Bredin (expertise contradictoire à la demande de la personne intéressée pour l'évaluation du préjudice) : adopté (p. 2918)

Amendement n° 314 de la commission (personne intéressée entendue personnellement ou par l'intermédiaire de son conseil) : adopté (p. 2918)

Discussion commune des amendements n°s 110 et 246

Amendement n° 110 de la commission (décision allouant une indemnité communiquée aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à son maintien) : adopté (p. 2918)

Amendement n° 246 de M. Alain Tourret (décision allouant une indemnité communiquée aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à sa prolongation) : devenu sans objet (p. 2918)

Amendement n° 33 corrigé de M. Patrick Devedjian (décisions de non-lieu, de relaxe, d'acquiescement et d'indemnisation communiquées aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à son maintien) : rejeté (p. 2919)

Après l'article 19

Amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) (p. 2819) : rejeté (p. 2920)

Amendement n° 112 de la commission (commission du suivi de la détention provisoire) (p. 2920) : adopté (p. 2921)

Chapitre III

Dispositions renforçant le droit à être jugé dans un délai raisonnable

Avant l'article 20

Amendement n° 113 de la commission (délai des enquêtes préliminaires menées sur instruction du procureur et compte rendu tous les quatre mois pour celles déclenchées d'office) (p. 2921) : retiré (p. 2922)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire) (p. 2922) : adopté après modifications (p. 2926)

Intervenant : M. Pierre Albertini (p. 2922)

Amendement n° 114 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2923)

Amendement n° 115 de la commission (réduction de huit à six mois du délai au-delà duquel la personne ayant fait l'objet d'une garde à vue non suivie d'une procédure peut saisir le procureur) : adopté (p. 2923)

Amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2923)

Amendement n° 117 de la commission (procédure alternative aux poursuites proposée par le procureur) : adopté (p. 2923)

Amendement n° 118 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2923)

Amendement n° 119 de la commission (suppression de la référence au bon déroulement de l'enquête justifiant une audience non publique et motivation de la décision du président du tribunal de grande instance sur la demande de publicité) (p. 2923) : retiré (p. 2926)

Sous-amendement n° 251 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de la référence à l'ordre public justifiant une audience non publique) (p. 2923) : devenu sans objet (p. 2926)

Amendement n° 320 de la commission (demande motivée d'audience publique par la personne intéressée) : adopté (p. 2926)

Article 21 (articles 89-1, 116, 175-1, 186-1, 207 et 207-1 du code de procédure pénale : délai raisonnable de l'information) (p. 2926) : adopté (p. 2929)

Discussion commune des amendements n°s 120 rectifié et 298

Amendement n° 120 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la durée de l'instruction à deux ans en matière délictuelle et à trois ans en matière criminelle) (p. 2927) : rejeté (p. 2929)

Amendement n° 298 de M. Jack Lang (p. 2927) : non soutenu (p. 2929)

Après l'article 21

Amendement n° 247 de M. Alain Tourret (prescription de trois ans pour les délits à compter du jour où ils ont été commis sauf actes d'instruction ou de poursuite effectués dans ce délai) (p. 2929) : retiré (p. 2930)

Amendement n° 122 de la commission (délai des commissions rogatoires et des expertises) : adopté (p. 2930)

Amendement n° 121 de la commission (information des parties civiles) (p. 2930) : adopté (p. 2931)

Amendement n° 123 de la commission (institution de délais d'audience correctionnel limitant la détention à six mois à compter de la date de l'ordonnance de renvoi) : adopté (p. 2931)

Amendement n° 124 de la commission (institution de délais d'audience criminel limitant la détention à deux ans à compter de la date à laquelle

l'arrêt de mise en accusation est devenu définitif (p. 2931) : adopté après rectification (p. 2932)

Amendement n° 204 de M. Philippe Houillon (sanction de l'absence de jugement dans un délai raisonnable et prise en compte dans le prononcé de la peine) : rejeté (p. 2932)

Amendement n° 125 de la commission (commission d'audiencement) : adopté (p. 2932)

Chapitre IV

Dispositions relatives à la communication

Section 7 : de l'atteinte à la réputation d'une personne mise en cause dans une procédure judiciaire

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause) (p. 2933) : adopté après modifications (p. 2941)

Intervenants : M. Léonce Deprez (p. 2933) ; Mme Frédérique Bredin (p. 2933) ; M. Patrick Devedjian (p. 2933) ; M. Arnaud Montebourg (p. 2935) ; Mme Elisabeth Guigou (p. 2935)

Amendement n° 126 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 2935) : adopté (p. 2936)

Amendements identiques n°s 127 rectifié et 285 corrigé

Amendement n° 127 rectifié de la commission (ajout de l'atteinte à la dignité d'une personne mise en cause dans une procédure judiciaire) : adopté (p. 2936)

Amendement n° 285 corrigé de Mme Nicole Catala (ajout de l'atteinte à la dignité d'une personne mise en cause dans une procédure judiciaire) : adopté (p. 2936)

Amendement n° 208 de M. Pierre Albertini (suppression de l'interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes) (p. 2936) : rejeté (p. 2938)

Amendement n° 128 de la commission (amende portée de 100 000 à 200 000 F) (p. 2938) : rejeté (p. 2939)

Amendement n° 286 de Mme Nicole Catala (interdiction de la publication d'images portant gravement atteinte à la réputation ou à la dignité) (p. 2939) : rejeté (p. 2940)

Amendement n° 259 de Mme Martine Lignières-Cassou : non soutenu (p. 2940)

Amendement n° 287 rectifié de Mme Nicole Catala (amende de 100 000 F pour la publication ou la diffusion de documents couverts par le secret de l'enquête ou de l'instruction) (p. 2940) : retiré (p. 2941)

Après l'article 22

Amendement n° 129 de la commission (article 803 du code de procédure pénale - précautions pour éviter qu'une personne menottée soit photographiée ou filmée) : adopté (p. 2941)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public) (p. 2941) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 130 rectifié modifié (p. 2943)

Amendements identiques n°s 27 et 69

Amendement n° 27 de M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 2941) : rejeté (p. 2943)

Amendement n° 69 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2941) : rejeté (p. 2943)

Rappel au règlement

M. Pierre Albertini estime déplacée l'allusion au groupe Hersant faite par M. Arnaud Montebourg durant l'intervention de M. Léonce Deprez [25 mars 1999] (p. 2942) ; M. Arnaud Montebourg regrette le manque d'humour de MM. Albertini et Deprez (p. 2942)

Amendement n° 130 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article supprimant l'intervention du procureur mais maintenant les dispositions portant de huit jours à trois mois le délai du droit de réponse en matière audiovisuelle) : adopté après modifications (p. 2943)

Sous-amendement n° 260 de Mme Frédérique Bredin (délai d'un mois) : adopté (p. 2943)

Article 24 (article 64 de la loi du 29 juillet 1881 : arrêt de l'exécution provisoire d'une décision tendant à limiter la diffusion de l'information) (p. 2943) : adopté après modifications (p. 2944)

Intervenant : M. Arnaud Montebourg (p. 2943)

Amendement n° 28 de M. Patrick Devedjian (de précision) : adopté (p. 2944)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale) (p. 2944) : adopté après modifications (p. 2949)

Intervenants : M. Pierre Albertini (p. 2945) ; M. Philippe Houillon (p. 2945)

Amendement n° 29 de M. Patrick Devedjian (suppression du paragraphe 1 relatif aux communiqués du procureur) (p. 2945) : rejeté (p. 2946)

Amendement n° 202 de M. Philippe Houillon (suppression de l'article 11 du code de procédure pénale relatif au secret de l'instruction) : rejeté (p. 2946)

Amendement n° 203 de M. Philippe Houillon : retiré (p. 2946)

Amendement n° 49 de M. Pierre Albertini (article 11 du code de procédure pénale - suppression du secret de l'instruction mais maintien du secret professionnel applicable aux personnes concourant à la procédure) : rejeté (p. 2947)

Amendement n° 132 de la commission (communiqués du procureur ayant pour but d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou

inexactes ou de mettre fin à un trouble à l'ordre public) (p. 2947) : adopté (p. 2948)

Amendement n° 133 de la commission (communiqués du procureur ne comportant aucune mention nominative sauf accord de l'intéressé) (p. 2947) : adopté (p. 2948)

Amendements identiques n°s 30 et 193

Amendement n° 30 de M. Patrick Devedjian (article 145 du code de procédure pénale - audience publique de droit à la demande de l'intéressé pour le placement en détention provisoire) : rejeté (p. 2948)

Amendement n° 193 de M. Philippe Houillon (article 145 du code de procédure pénale - audience publique de droit à la demande de l'intéressé pour le placement en détention provisoire) : rejeté (p. 2948)

Amendement n° 134 de la commission (article 145 du code de procédure pénale - suppression du critère du bon déroulement de l'information justifiant le caractère non public de l'audience pour le placement en détention provisoire) : adopté (p. 2948)

Amendement n° 253 de M. Jean-Pierre Michel : non soutenu (p. 2948)

Amendement n° 135 de la commission (ordonnance motivée statuant sur le caractère public de l'audience pour le placement en détention provisoire) : adopté (p. 2948)

Amendement n° 137 de la commission (de précision) : adopté (p. 2948)

Amendements identiques n°s 31 et 194

Amendement n° 31 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 2948)

Amendement n° 194 de M. Philippe Houillon : devenu sans objet (p. 2948)

Amendement n° 136 de la commission (de coordination) (p. 2948) : adopté (p. 2949)

Amendement n° 138 de la commission (maintien du deuxième alinéa de l'article 199-1 du code de procédure pénale autorisant la partie civile à demander que l'audience d'un appel de non-lieu soit publique) : adopté (p. 2949)

Amendements identiques n°s 139 et 206

Amendement n° 139 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2949)

Amendement n° 206 de M. Pierre Albertini (de conséquence) : adopté (p. 2949)

Titre II

Dispositions renforçant les droits des victimes

Chapitre Ier

Dispositions réprimant l'atteinte à la dignité de la victime d'une infraction pénale

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit) :

adopté dans la rédaction de l'amendement n° 207 (p. 2949)

Amendement n° 207 de M. Pierre Albertini (nouvelle rédaction de l'article insérant la protection de la dignité de la personne à l'article 9 du code civil) : adopté (p. 2949)

Amendement n° 44 de M. Patrick Devedjian : devenu sans objet (p. 2949)

Amendement n° 313 de la commission : devenu sans objet (p. 2949)

Amendement n° 261 de Mme Martine Lignières-Cassou : devenu sans objet (p. 2949)

Amendement n° 140 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 2949)

Article 27 (article 227-24-1 du code pénal : interdiction de publier l'identité d'un mineur victime d'une infraction) : adopté après modifications (p. 2950)

Amendement n° 142 de la commission (sanction de la diffusion d'une image permettant d'identifier le mineur) : adopté (p. 2950)

Amendement n° 316 de la commission : devenu sans objet (p. 2950)

Amendement n° 262 de Mme Martine Lignières-Cassou : devenu sans objet (p. 2950)

Après l'article 27

Discussion commune des amendements n°s 143 et 175

Amendement n° 143 de la commission (article 81 du code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction d'ordonner, avec l'accord de la victime, toute mesure permettant d'évaluer le préjudice subi) : rejeté (p. 2950)

Amendement n° 175 de M. André Gerin (article 81 du code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction d'ordonner toute mesure permettant d'évaluer le préjudice subi) : rejeté (p. 2950)

Amendement n° 222 de M. Alain Tourret (insertion d'un article 81-1 dans le code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction, sur réquisition du parquet ou à la demande de la partie civile, de procéder d'office à toute acte permettant d'évaluer le préjudice subi) (p. 2950) : adopté (p. 2951)

Amendement n° 141 rectifié de la commission (insertion d'un article 227-24-2 dans le code pénal - sanction de la publication de l'image d'un mineur en cas de fugue ou de suicide) : adopté après deuxième rectification (p. 2951)

Amendement n° 34 de M. Patrick Devedjian (autorisation d'une caméra fixe lors des audiences de jugement) : rejeté (p. 2952)

Amendement n° 36 de M. Patrick Devedjian (autorisation de l'enregistrement sonore des audiences de jugement) : rejeté (p. 2952)

Chapitre II

Dispositions relatives aux associations d'aide aux victimes et aux constitutions de partie civile

Section 1 : dispositions relatives aux associations d'aide aux victimes

Article 28 (rôle des associations d'aide aux victimes) : adopté (p. 2952)

Après l'article 28

Amendement n° 144 de la commission (conventionnement de droit des associations d'aide aux victimes reconnues d'utilité publique) : adopté (p. 2952)

Amendement n° 145 de la commission (insertion d'un article 53-1 dans le code de procédure pénale et article 75 - information des victimes sur leurs droits dès le début de l'enquête) (p. 2952) : adopté (p. 2953)

Amendement n° 265 de Mme Catherine Picard (insertion d'un article 2-17 dans le code de procédure pénale - droits reconnus à la partie civile conférés aux associations de lutte contre les sectes) : adopté (p. 2953)

Section 2 : dispositions relatives aux constitutions de partie civile

Avant l'article 29

Discussion commune des amendements n°s 223, 146 et 176

Amendement n° 223 de M. Alain Tourret (articles 81 et 706-3 du code de procédure pénale - information des victimes par le juge d'instruction de leur droit de se porter partie civile et par les juridictions accordant des dommages et intérêts des possibilités de saisine de la commission d'indemnisation des victimes d'infraction) (p. 2953) : rejeté (p. 2954)

Amendement n° 146 de la commission (article 81 du code de procédure pénale - information des victimes par le juge d'instruction de leur droit de se porter partie civile) (p. 2953) : adopté (p. 2954)

Amendement n° 176 de M. André Gerin (p. 2953) : non soutenu (p. 2954)

Article 29 (article 420-1 du code de procédure pénale : conditions dans lesquelles la victime d'une infraction peut se constituer partie civile) : adopté (p. 2954)

Article 30 (article 464 du code de procédure pénale : renvoi de la décision sur l'action civile à une audience ultérieure) (p. 2954) : adopté après modifications (p. 2955)

Discussion commune des amendements n°s 147 et 224

Amendement n° 147 de la commission (renvoi de droit à la demande des parties civiles) (p. 2954) : adopté (p. 2955)

Amendement n° 224 de M. Alain Tourret (renvoi de droit à la demande des parties civiles) (p. 2954) : devenu sans objet (p. 2955)

Article 31 (remboursement des frais irrépétibles) : adopté (p. 2955)

Après l'article 31

Amendement n° 310 de M. André Gerin (insertion d'un article 15-2 dans le code de procédure pénale enjoignant à la police judiciaire de recevoir les plaintes) : adopté (p. 2955)

Amendement n° 151 de la commission (article 40 du code de procédure pénale - motivation et notification par écrit de l'avis de classement sans suite) (p. 2955) : adopté (p. 2956)

Amendement n° 250 de M. Gérard Gouzes (article 138 du code de procédure pénale - suspension de l'activité professionnelle des avocats au titre du contrôle judiciaire décidée par le conseil de l'ordre) (p. 2956) : adopté (p. 2957)

Amendement n° 315 de M. André Gerin (insertion d'un article 393-1 dans le code de procédure pénale - victime avisée de la date de l'audience) : adopté (p. 2957)

Amendements identiques n°s 153 et 226

Amendement n° 153 de la commission (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) (p. 2957) : rejeté (p. 2958)

Amendement n° 226 de M. Alain Tourret (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) (p. 2957) : rejeté (p. 2958)

Amendement n° 309 du Gouvernement (insertion d'un article 800-2 dans le code de procédure pénale - prise en charge par l'Etat des frais irrépétibles en cas de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement) : adopté (p. 2958)

Amendement n° 148 de la commission (insertion d'un chapitre regroupant les dispositions relatives à l'indemnisation des victimes) : adopté (p. 2958)

Amendement n° 149 de la commission (insertion d'un article 375-3 dans le code de procédure pénale et article 464 - information relative à la saisine de la commission d'indemnisation des victimes) (p. 2958) : adopté (p. 2959)

Amendement n° 317 de la commission (article 706-5 du code de procédure pénale - délai d'un an pour saisir la commission d'indemnisation à compter de l'information de la victime sur son droit de saisine) : adopté (p. 2959)

Amendement n° 150 de la commission (articles 721-1 du code de procédure pénale et article 729 - prise en compte de l'effort d'indemnisation des victimes pour l'octroi de réductions de peines supplémentaires ou de libérations conditionnelles) : adopté (p. 2959)

Titre III

Dispositions de coordination

Avant l'article 32

Amendement n° 177 de M. André Gerin (article 622 du code de procédure pénale - demande de révision même en l'absence de faits nouveaux) : rejeté (p. 2959)

Article 32 (articles 104, 105, 152 et 183 du code de procédure pénale : coordinations liées à la réforme du statut de témoin assisté) (p. 2959)

Amendement n° 154 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2960)

Amendement n° 155 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 2960)

Article 33 (articles 83, 116, 122, 135, 136, 137, 138, 141-2, 144-1, 145, 145-1, 145-2, 185, 187-1 et 207 du code de procédure pénale : coordinations liées à la création d'un juge de la détention provisoire) (p. 2960) : adopté après modifications (p. 2962)

Amendement n° 156 de la commission (mandat d'arrêt décerné par le juge de la détention provisoire et non par le juge d'instruction) : rejeté (p. 2961)

Amendement n° 157 de la commission (suppression de la référence à la prise à partie) : adopté (p. 2961)

Amendement n° 178 de M. André Gerin (rappel de la présomption d'innocence bénéficiant à la personne mise en examen) : rejeté (p. 2962)

Amendement n° 158 de la commission : devenu sans objet (p. 2962)

Amendement n° 159 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2962)

Amendement n° 160 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2962)

Amendement n° 161 de la commission (décision du juge de la détention provisoire et non du juge d'instruction sur le maintien en détention de la personne renvoyée devant le tribunal correctionnel) : rejeté (p. 2969)

Amendement n° 162 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2962)

Article 34 (article 145 du code de procédure pénale : coordination liée aux conditions de mise en détention provisoire) : supprimé (p. 2962)

Amendement n° 163 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2962)

Article 35 (articles 420-2 et 460-1 du code de procédure pénale : coordinations liées à la simplification des modalités de constitution de partie civile) : adopté (p. 2963)

Article 36 (article 154 du code de procédure pénale : coordination des modalités de gardes à vue dans le cadre de commissions rogatoires) : adopté (p. 2963)

Article 37 (article 82 du code de procédure pénale : coordination relative aux droits du procureur de la République en cas de demandes d'actes) : adopté (p. 2963)

Article 38 (articles 4 et 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 : coordination avec le droit applicable aux mineurs délinquants) : adopté (p. 2963)

Article 39 (délai d'application des dispositions relatives à la détention provisoire) : adopté (p. 2963)

Article 40 (application dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) : adopté après modifications (p. 2963)

Amendement n° 164 de la commission (application en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 2963)

Titre

Amendement n° 45 de M. Pierre Albertini ("projet de loi portant réforme de la procédure pénale et renforçant les droits des victimes") : rejeté (p. 2963)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement (p. 2963)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire) (p. 2963) : adopté après modifications (p. 2964)

Amendement n° 1 du Gouvernement (trouble à l'ordre public - rétablissement du texte du projet de loi) : adopté (p. 2964)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale) : adopté après modifications (p. 2964)

Amendement n° 2 du Gouvernement (informations nominatives figurant dans les communiqués du procureur - rétablissement du texte du projet de loi) : adopté (p. 2964)

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 3 (p. 2965)

Amendement n° 3 du Gouvernement (rétablissement du texte du projet de loi) : adopté (p. 2965)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Intervention du Gouvernement

Mme Elisabeth Guigou (p. 3027)

Intervention du rapporteur

Mme Christine Lazerges (p. 3028)

Explications de vote

M. André Gerin (p. 3029) ; M. Pierre Albertini (p. 3030) ; M. Guy Hascoët (p. 3031) ; M. Philippe Houillon (p. 3031) ; Mme Frédérique Bredin (p. 3032) ; M. Patrick Devedjian (p. 3033)

Vote des groupes

- Groupe communiste : pour : M. André Gerin (p. 3029)
 Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Pierre Albertini (p. 3031)
 Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Guy Hascoët (p. 3031)
 Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Philippe Houillon (p. 3032)
 Groupe socialiste : pour : Mme Frédérique Bredin (p. 3032)
 Groupe du Rassemblement pour la République : abstention : M. Patrick Devedjian (p. 3033)

*Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (p. 3034)***Proposition de loi n° 1292 relative à la formation des magistrats des chambres régionales des comptes***Assemblée nationale (première lecture)*

- Dépôt le 22 décembre 1998 par M. Michel Terrot
 Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature*Assemblée nationale (première lecture)*

- Dépôt le 24 mars 1999 par Mme Nicole Feidt
 Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteuse : Mme Nicole Feidt (26 mai 1999) - Rapport n° 1664 (2 juin 1999)
 Discussion et adoption le 9 juin 1999 - Proposition de loi organique n° 333

Sénat (première lecture)

- Dépôt le 10 juin 1999 - n° 417 (1998-1999)
 Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Henri de Richemont - Rapport n° 451 (1998-1999) (23 juin 1999)
 Discussion et adoption définitive le 30 juin 1999 - Proposition de loi organique n° 166 (1998-1999)

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61 de la Constitution)

- Décision le 8 juillet 1999 [J.O. du 13 juillet 1999] (p. 10404) - Les dispositions de la loi organique soumise à l'examen du Conseil constitutionnel sont déclarées conformes à la Constitution

Promulgation

- Loi organique n° 99-583 du 12 juillet 1999 publiée au J.O. du 13 juillet 1999 (p. 10358)*

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Présentation du rapport de la commission des lois
 Mme Nicole Feidt (p. 5700)

Intervention du Gouvernement
 M. Daniel Vaillant (p. 5701)

Discussion générale
 M. Patrick Devedjian (p. 5701) ; M. Georges Hage (p. 5702) ; M. Emile Blessig (p. 5702) ; M. Gilbert Gantier (p. 5702) ; M. Gérard Gouzes (p. 5703)

Discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5703)

Article 1er (article 1er de la loi organique n° 88-23 du 7 janvier 1988 portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance : maintien en activité) : adopté (p. 5703)

Article 2 (article 3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature : emplois placés hors hiérarchie) (p. 5703)

Vote des groupes

- Groupe du Rassemblement pour la République : pour : M. Patrick Devedjian (p. 5701)
 Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : M. Emile Blessig (p. 5702)
 Groupe socialiste : pour : M. Gérard Gouzes (p. 5703)

*Adoption de l'ensemble de la proposition de loi organique (p. 5703)***Questions au Gouvernement**

N° 819 - Tribunaux de commerce : M. Jacky Darne [14 octobre 1998] (p. 6575). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [14 octobre 1998] (p. 6575)

Réforme

N° 849 - Cours d'assises : M. Raymond Forni [21 octobre 1998] (p. 7120). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [21 octobre 1998] (p. 7120)

Réforme

N° 866 - Magistrats : M. Pascal Clément [28 octobre 1998] (p. 7511). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [28 octobre 1998] (p. 7511)

Déplacement d'un magistrat de la Chancellerie

N° 872 - Magistrats : M. Pierre Méhaignerie [28 octobre 1998] (p. 7516). Réponse : Mme Elisabeth

Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice
[28 octobre 1998] (p. 7516)

Déplacement d'un magistrat de la Chancellerie

N° 977 - Fonctionnement : M. André Vallini [2 décembre 1998] (p. 9889). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [2 décembre 1998] (p. 9889)

Réforme, calendrier

N° 995 - Magistrats : Mme Monique Collange [9 décembre 1998] (p. 10240). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [9 décembre 1998] (p. 10240)

Invitation au Gabon

N° 1107 - Procédures : M. René André [3 février 1999] (p. 855). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [3 février 1999] (p. 855)

Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse

N° 1134 - Tribunaux de commerce : M. Jean Codognès [16 février 1999] (p. 1438). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [16 février 1999] (p. 1438)

Réforme

N° 1154 - Tribunaux de grande instance : M. Dominique Paillé [17 février 1999] (p. 1556). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [17 février 1999] (p. 1556)

Fermeture, Bressuire

N° 1160 - Procédures : M. Jacques Myard [2 mars 1999] (p. 1859). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [2 mars 1999] (p. 1859)

Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse

N° 1181 - Cour de justice de la République : M. Philippe Douste-Blazy [9 mars 1999] (p. 2138). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [9 mars 1999] (p. 2138)

Fonctionnement

N° 1278 - Tribunaux : M. Lucien Degauchy [7 avril 1999] (p. 3362). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [7 avril 1999] (p. 3362)

Fonctionnement, effectifs de magistrats

N° 1355 - Procédures : M. Bernard Deflesselles [18 mai 1999] (p. 4499). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [18 mai 1999] (p. 4499)

Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse

N° 1429 - Tribunaux de commerce : M. Jean Codognès [15 juin 1999] (p. 5816). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [15 juin 1999] (p. 5816)

Réforme

Questions orales sans débat

N° 485 - Conseils de prud'hommes : M. Michel Vaxès [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6313). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé [24 novembre 1998] (p. 9399, 9400)

Fonctionnement, Martigues

N° 540 - Tribunaux pour enfants : Mme Brigitte Douay [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6743). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [2 février 1999] (p. 681, 682)

Création, Cambrai

N° 569 - Tribunaux de commerce : M. Jean-Antoine Léonetti [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 235). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [19 janvier 1999] (p. 10, 11)

Locaux, Antibes

N° 635 - Tribunaux de grande instance : Mme Odette Grzegorzulka [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 840). Réponse : M. Daniel Vaillant, Ministre des relations avec le parlement [16 février 1999] (p. 1415, 1416)

Fonctionnement, effectifs de personnel, Saint-Quentin

N° 673 - Tribunaux : M. Jacques Péliard [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1294). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [9 mars 1999] (p. 2118, 2119)

Locaux, Lons-le-Saunier

N° 675 - Tribunaux de grande instance : M. Jean-Claude Decagny [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1295). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [9 mars 1999] (p. 2119 à 2121)

Maintien, Avesnes

N° 884 - Maisons de justice : M. Jean-Claude Mignon [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3530). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [15 juin 1999] (p. 5804, 5805)

Fonctionnement, financement, Savigny-le-Temple

L

LANGUE FRANÇAISE

Voir aussi CULTURE

Proposition de loi n° 1794 visant à supprimer, dans les communications publiques invoquant la période de l'Etat français, les références à la ville de Vichy

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 septembre 1999 par M. Gérard Charasse

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

LOGEMENT

Voir aussi BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, BAUX, COPROPRIÉTÉ, LOGEMENT : AIDES ET PRÊTS

Proposition de loi n° 1123 relative à la réhabilitation de l'immobilier touristique

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 par M. Michel Bouvard

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Proposition de loi n° 1137 tendant à la continuation du contrat de location

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 par M. Patrick Devedjian

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1168 rendant obligatoire l'aménagement de 5 % de logements adaptés aux handicapés dans toute nouvelle construction

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 novembre 1998 par M. Michel Hunault

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

Sénat (première lecture)

Dépôt le 29 octobre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement - n° 43 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur : M. Marcel-Pierre Cleach - Rapport n° 49 (1998-1999) (4 novembre 1998)

Discussion et adoption le 12 novembre 1998 - Projet de loi n° 15 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 12 novembre 1998 - n° 1192

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Daniel Marcovitch (4 novembre 1998) - Rapport n° 1217 (25 novembre 1998) - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur pour avis : M. Jacques Guyard (25 novembre 1998) - Avis n° 1242 (2 décembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 10 décembre 1998 - Projet de loi n° 220

Promulgation

Loi n° 98-1164 du 18 décembre 1998 publiée au J.O. du 22 décembre 1998 (p. 19347)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Intervention du Gouvernement
M. Louis Besson (p. 10353)

Présentation du rapport de la commission de la production
M. Daniel Marcovitch (p. 10354)

Présentation de l'avis de la commission des finances
M. Jacques Guyard (p. 10356)

Discussion générale
M. Georges Hage (p. 10357) ; M. Robert Pandraud (p. 10358) ; M. Jean-Marie Morisset (p. 10360) ; M. Georges Sarre (p. 10362) ; M. François Goulard (p. 10362) ; M. Philippe Decaudin (p. 10363) ; M. Alain Cacheux (p. 10364)

Réponse du Gouvernement
M. Louis Besson (p. 10365)

**Discussion des articles [10 décembre 1998]
(p. 10367)**

Article 1er (définition des emplois réglementés de la participation des employeurs à l'effort de construction) : adopté (p. 10367)

Article 2 (garantie de l'Union d'économie sociale du logement en matière d'accès sociale à la propriété) (p. 10367) : adopté (p. 10368)

Article 3 (organisation financière des fonds de soutien et d'intervention) : adopté (p. 10368)

Article 4 (information des accédants) : adopté (p. 10368)

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 10368)

Proposition de loi n° 1445 instaurant au profit des élus des locataires siégeant au sein des Conseils d'administration des différents organismes HLM, un régime d'autorisation d'absences

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 9 mars 1999 par M. Denis Jacquat

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 893 - Logement social : M. Gilbert Meyer [4 novembre 1998] (p. 8035). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [4 novembre 1998] (p. 8035)

Construction

N° 1130 - Logement social : M. Alain Cacheux [10 février 1999] (p. 1165). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [10 février 1999] (p. 1165)

Financement

N° 1236 - Logement social : M. Alain Cacheux [24 mars 1999] (p. 2760). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [24 mars 1999] (p. 2760)

Financement

N° 1243 - Expulsions : M. Gilbert Biessy [24 mars 1999] (p. 2767). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [24 mars 1999] (p. 2767)

Procédure de relogement

N° 1451 - Logement social : M. Henry Chabert [16 juin 1999] (p. 5948). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [16 juin 1999] (p. 5948)

Construction, réhabilitation, aides de l'Etat

Questions orales sans débat

N° 524 - Logement social : M. Jean-Louis Dumont [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6604). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [8 décembre 1998] (p. 10166, 10167)

Associations de logements d'urgence, statut

N° 530 - Maisons individuelles : M. Jean-Claude Lenoir [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6604, 6605). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [8 décembre 1998] (p. 10156 à 10158)

Construction, garantie d'achèvement, réglementation

N° 572 - Non appelée : M. Bernard Birsinger [J.O. Questions du 25 janvier 1999] (p. 363)

N° 686 - Office Public d'HLM (OPHLM) : M. Bernard Birsinger [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1464). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [16 mars 1999] (p. 2401, 2402)

Equilibre financier, aides de l'Etat, Bobigny

N° 697 - Logement social : M. Jean-Pierre Brard [J.O. Questions du 22 mars 1999] (p. 1621). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [23 mars 1999] (p. 2693, 2694)

Immeubles de la Caisse des dépôts, vente, conséquences, Montreuil

N° 890 - Logement social : M. Jean-Pierre Brard [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3709). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [22 juin 1999] (p. 6240, 6241)

Immeubles de la Caisse des dépôts, vente, conséquences, Montreuil

LOGEMENT : AIDES ET PRÊTS

Voir aussi BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS, LOGEMENT

Questions au Gouvernement

N° 822 - Prêt d'accès à la propriété (PAP) : M. Albert Facon [14 octobre 1998] (p. 6577). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [14 octobre 1998] (p. 6577)

Taux, renégociation

Questions orales sans débat

N° 528 - Prêt Locatif Aidé Construction - Démolition (PLA - CD) : M. Jean Codognès [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6604). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [8 décembre 1998] (p. 10167 à 10169)

Opérations de construction-démolition, financement

N° 674 - Montant : M. Jean-Luc Warsmann [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1294). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [9 mars 1999] (p. 2126, 2127)

Amélioration de l'habitat, Ardennes

N° 753 - Aide personnalisée au logement (APL) : Mme Danielle Bousquet [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2413). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [27 avril 1999] (p. 3611, 3612)

Conditions d'attribution

N° 801 - Aide personnalisée au logement (APL) : M. Jacques Desallangre [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2895). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [18 mai 1999] (p. 4467, 4468)

Calcul, chômeurs

LOIS DE FINANCES

Voir aussi LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, LOIS DE RÉGLEMENT

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 9 septembre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Renvoi pour avis : à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; à la commission des affaires étrangères ; à la commission de la défense nationale et des forces armées ; à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; à la commission de la production et des échanges

Rapport général n° 1111 (8 octobre 1998)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Didier Migaud

Tome I - Rapport général

Volume 1- Les objectifs : conforter la croissance et l'emploi, approfondir la solidarité, alléger les prélèvements

Volume 2 - Une dynamique nouvelle pour l'équilibre budgétaire

Tome II - Examen de la première partie du projet de loi de finances : conditions générales de l'équilibre financier

Volume 1- Examen en commission

Volume 2 - Tableau comparatif

Tome III - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances

Moyens des services et dispositions spéciales

Avis n° 1112 à 1116

ASSEMBLÉE NATIONALE

RAPPORTEURS SPÉCIAUX DE LA COMMISSION DES FINANCES,
DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

I - BUDGET GÉNÉRAL

A - DÉPENSES CIVILES

1	Affaires étrangères (affaires étrangères)	M. Yves Tavernier
2	Affaires étrangères (affaires européennes).....	M. Gérard Fuchs
3	Affaires étrangères (coopération).....	M. Maurice Adevah-Poeuf
4	Agriculture et pêche (agriculture)	Mme Béatrice Marre
5	Agriculture et pêche (pêche)	M. Louis Mexandeau
6	Aménagement du territoire et environnement (aménagement du territoire)	M. Alain Rodet
7	Aménagement du territoire et environnement (environnement)	M. Michel Suchod
8	Anciens combattants	M. Jean-Pierre Kucheida
9	Culture et communication (culture)	M. Raymond Douyère
10	Culture et communication (communication).....	M. Jean-Marie Le Guen
11	Economie, finances et industrie (charges communes)	M. Thierry Carcenac
12	Economie, finances et industrie (commerce extérieur)	M. Gilles Carrez
13	Economie, finances et industrie (industrie).....	M. Michel Destot
14	Economie, finances et industrie (PME, commerce et artisanat) .	M. Didier Chouat
15	Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) .	M. Edmond Hervé
16	Economie, finances et industrie (services financiers, monnaies et médailles).....	M. Henry Chabert
17	Education nationale, recherche et technologie (éducation nationale).....	M. Jacques Guyard
18	Education nationale, recherche et technologie (enseignement supérieur)	M. Alain Claeys
19	Education nationale, recherche et technologie (recherche)	M. Christian Cuvilliez
20	Emploi et solidarité (affaires sociales)	M. Pierre Forgues
21	Emploi et solidarité (formation professionnelle).....	M. Jacques Barrot
22	Emploi et solidarité (rapatriés).....	M. Francis Delattre
23	Emploi et solidarité (santé)	M. Gilbert Mitterrand
24	Emploi et solidarité (travail et emploi)	M. Gérard Bapt
25	Emploi et solidarité (ville)	M. Pierre Bourguignon
26	Équipement, transports et logement (logement).....	M. Jean-Louis Dumont
27	Équipement, transports et logement (mer)	M. Guy Lengagne
28	Équipement, transports et logement (tourisme)	M. Michel Bouvard
29	Équipement, transports et logement (transports aériens et météorologie)	M. François d'Aubert
30	Équipement, transports et logement (transports terrestres)	M. Jean-Louis Idiart
31	Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation (fonction publique)	M. Jean Vila
32	Intérieur (sécurité).....	M. Tony Dreyfus
33	Intérieur (collectivités locales).....	M. Gérard Saumade
34	Jeunesse et sports	M. Alain Barrau
35	Justice.....	M. Patrick Devedjian
36	Outre-mer (départements d'outre-mer).....	M. Gilbert Gantier
37	Outre-mer (territoires d'outre-mer)	M. Philippe Auberger

38	Premier ministre (Secrétariat général de la défense nationale) ..	M. Pierre Hériaud
39	Premier ministre (services généraux, Conseil économique et social, Plan et journaux officiels).....	M. Georges Tron
B - DÉPENSES MILITAIRES		
40	Défense	M. Jean-Michel Boucheron
II - BUDGETS ANNEXES		
41	Légion d'honneur - Ordre de la Libération.....	M. Christian Cabal
42	Prestations sociales agricoles	M. Charles de Courson
III - AUTRES		
43	Comptes spéciaux du Trésor et entreprises publiques.....	M. Dominique Baert
44	Taxes parafiscales	M. Daniel Feurtet

RAPPORTEURS POUR AVIS

Avis n° 1112 du 8 octobre 1998 (Commission des affaires culturelles, familiales et sociales)

I	Affaires étrangères (relations culturelles, internationales et francophonie)	M. Patrick Bloche
II	Anciens combattants	M. Maxime Gremetz
III	Culture et communication (culture)	M. Patrice Martin-Lalande
IV	Culture et communication (communication).....	M. Didier Mathus
V	Education nationale, recherche et technologie (enseignement scolaire).....	M. Yves Durand
VI	Education nationale, recherche et technologie (enseignement supérieur)	Mme Geneviève Perrin-Gaillard
VII	Education nationale, recherche et technologie (recherche).....	M. Jean-Pierre Foucher
VIII	Emploi et solidarité (action sociale et lutte contre l'exclusion)...	M. Serge Janquin
IX	Emploi et solidarité (formation professionnelle).....	M. Patrick Malavieille
X	Emploi et solidarité (santé)	M. Bernard Accoyer
XI	Emploi et solidarité (travail et emploi)	M. Jean-Claude Boulard
XII	Emploi et solidarité (ville et intégration)	M. Roland Carraz
XIII	Jeunesse et sports	M. Alain Néri
XIV	Prestations sociales agricoles	M. Robert Lamy

Avis n° 1113 du 8 octobre 1998 (Commission des affaires étrangères)

I	Affaires européennes (article 42 : évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes).....	Mme Marie-Hélène Aubert
II	Affaires étrangères (affaires étrangères)	M. Jean-Louis Bianco
III	Affaires étrangères (coopération).....	M. Pierre Brana
IV	Affaires étrangères (relations culturelles, internationales et francophonie)	M. Georges Hage
V	Economie, finances et industrie (commerce extérieur)	Mme Louise Moreau
VI	Défense	M. Jean-Bernard Raimond

Avis n° 1114 du 8 octobre 1998
(Commission de la défense nationale et des forces armées)

I	Affaires étrangères (affaires étrangères et coopération).....	M. Bernard Cazeneuve
II	Défense (dissuasion nucléaire).....	M. René Galy-Dejean
III	Défense (espace, communication et renseignement).....	M. Bernard Grasset
IV	Défense (forces terrestres).....	M. Jean-Claude Sandrier
V	Défense (marine).....	M. Jean-Yves Le Drian
VI	Défense (air).....	M. Yann Galut
VII	Défense (titre III et personnels de la défense).....	M. François Huwart
VIII	Défense (crédits d'équipement).....	M. Jean Michel
IX	Défense (services communs).....	M. Michel Meylan
X	Défense (gendarmerie).....	M. Georges Lemoine
XI	Comptes spéciaux du Trésor.....	M. Loïc Bouvard

Avis n° 1115 du 8 octobre 1998
(Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République)

I	Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation (fonction publique).....	M. Christian Paul
II	Intérieur (police).....	M. Louis Mermaz
III	Intérieur (sécurité civile).....	M. Jean-Antoine Léonetti
IV	Intérieur (collectivités locales).....	M. René Dosière
V	Justice (administration centrale et services judiciaires).....	M. Jacques Floch
VI	Justice (services pénitentiaires et protection judiciaire de la jeunesse).....	M. André Gerin
VII	Outre-mer (départements d'outre-mer).....	M. Jérôme Lambert
VIII	Outre-mer (territoires d'outre-mer).....	M. François Cuillandre

Avis n° 1116 du 8 octobre 1998
(Commission de la production et des échanges)

I	Agriculture et pêche (agriculture).....	M. François Patriat
II	Agriculture et pêche (pêche).....	M. Dominique Dupilet
III	Aménagement du territoire et environnement (aménagement du territoire).....	M. Félix Leyzour
IV	Aménagement du territoire et environnement (environnement).....	M. Stéphane Alaïze
V	Economie, finances et industrie (commerce extérieur).....	M. Nicolas Forissier
VI	Economie, finances et industrie (industrie).....	M. Claude Billard
VII	Economie, finances et industrie (PME, commerce et artisanat).....	M. Jean-Paul Charié
VIII	Economie, finances et industrie (poste et télécommunications).....	M. Gabriel Montcharmont
IX	Education nationale, recherche et technologie (recherche et technologie).....	M. Daniel Chevallier
X	Emploi et solidarité (ville et intégration).....	M. André Santini
XI	Equipement, transports et logement (logement et urbanisme).....	M. Alain Cacheux
XII	Equipement, transports et logement (tourisme).....	M. Jean-Pierre Defontaine
XIII	Equipement, transports et logement (transports aériens).....	M. François Asensi
XIV	Equipement, transports et logement (équipement et transports terrestres).....	M. Jean-Jacques Filleul
XV	Equipement, transports et logement (transports maritimes et fluviaux).....	M. André Capet
XVI	Outre-mer.....	M. Claude Hoarau
XVII	Premier ministre (Plan).....	M. Patrick Ollier

Discussion générale et première partie les 13, 14, 15, 16, 17 et 20 octobre 1998 - Adoption de la première partie le 20 octobre 1998

Deuxième partie les 20, 21, 22, 23 octobre, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 12, 13, 16, 17 et 18 novembre 1998 - Adoption de l'ensemble du projet de loi le 18 novembre 1998 - Projet de loi n° 193

Sénat (première lecture)

Dépôt le 19 novembre 1998 - n° 65 (1998-1999) - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Renvoi pour avis : à la commission des affaires culturelles ; à la commission des affaires économiques et du Plan ; à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées ; à la commission des affaires sociales ; à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

Rapport général n° 66 (1998-1999) (19 novembre 1998)

Rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation : M. Philippe Marini

Tome I - Le budget de 1999 et son contexte économique et financier

Tome II

Fascicule 1 - Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances)

Fascicule 2 - Affaires européennes et article 42, évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes (rapporteur spécial : M. Denis Badré)

Tome III - Les moyens des services et les dispositions spéciales (deuxième partie de la loi de finances)

Tome IV - Analyse synthétique des crédits et principales observations des rapporteurs spéciaux

Avis n°s 67 à 71 (1998-1999)

SÉNAT

**RAPPORTEURS SPÉCIAUX DE LA COMMISSION DES FINANCES, DU CONTRÔLE
BUDGÉTAIRE ET DES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION**

I - BUDGETS CIVILS

A - Budget général

1	Affaires étrangères	
	I. - Affaires étrangères	M. Jacques Chaumont
2	Affaires étrangères	
	II. - Coopération.....	M. Michel Charasse
3	Agriculture et pêche	M. Joël Bourdin
4	Aménagement du territoire et environnement	
	I. - Aménagement du territoire.....	M. Roger Besse
5	Aménagement du territoire et environnement	
	II. - Environnement.....	M. Philippe Adnot
6	Anciens combattants	M. Jacques Baudot
7	Culture et communication	
	I. - Culture.....	M. Yann Gaillard
8	Culture et communication	
	II. - Communication audiovisuelle.....	M. Claude Belot
9	Culture et communication	
	III. - Presse	M. Claude Belot
10	Economie, finances et industrie	
	I. - Charges communes.....	M. Louis-Ferdinand de Rocca Serra
11	Economie, finances et industrie	
	II. - Services communs et finances.....	M. Bernard Angels
12	Economie, finances et industrie	
	III. - Industrie	M. Jean Clouet
13	Economie, finances et industrie	
	IV. - Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat	M. René Ballayer
14	Economie, finances et industrie	
	IV. - Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat	
	Commerce extérieur.....	M. Marc Massion
15	Education nationale, recherche et technologie	
	I. - Enseignement scolaire.....	M. Jacques Delong
16	Education nationale, recherche et technologie	
	II. - Enseignement supérieur	M. Jean-Philippe Lachenaud
17	Education nationale, recherche et technologie	
	III. - Recherche et technologie	M. René Tréguët
18	Emploi et solidarité	
	I. - Emploi	M. Joseph Ostermann
19	Emploi et solidarité	
	II. - Santé et solidarité	M. Jacques Oudin
20	Emploi et solidarité	
	III. - Ville	M. Alain Joyandet
21	Équipement, transports et logement	
	I. - Services communs.....	M. Jacques Pelletier
22	Équipement, transports et logement	
	II. - Urbanisme et logement	M. Jacques Pelletier

23	Equipement, transports et logement III. - Transports Transports terrestres	M. Auguste Cazalet
24	Equipement, transports et logement III. - Transports Routes	M. Gérard Miquel
24	Equipement, transports et logement III. - Transports Sécurité routière	M. Gérard Miquel
25	Equipement, transports et logement III. - Transports Transport aérien et météorologie	M. Yvon Collin
26	Equipement, transports et logement IV. - Mer Marine marchande	M. Claude Lise
27	Equipement, transports et logement IV. - Mer Ports maritimes	M. Marc Massion
28	Equipement, transports et logement V. - Tourisme	Mme Marie-Claude Beaudeau
29	Fonction publique et réforme de l'Etat	M. Gérard Braun
30	Intérieur et décentralisation Sécurité	M. André Vallet
31	Intérieur et décentralisation Décentralisation	M. Michel Mercier
32	Jeunesse et sports	M. Michel Sergent
33	Justice	M. Hubert Haenel
34	Outre-mer	M. Henri Torre
35	Services du Premier ministre I. - Service généraux	M. Roland du Luart
36	Services du Premier ministre II. - Secrétariat général de la défense nationale	M. Michel Moreigne
37	Services du Premier ministre III. - Conseil économique et social	M. Claude Lise
38	Services du Premier ministre IV. - Plan	M. Claude Haut
	B. - Budgets annexes	
25	Aviation civile	M. Yvon Collin
39	Journaux officiels	M. Thierry Foucaud
40	Légion d'honneur, ordre de la Libération	M. Jean-Pierre Demerliat
41	Monnaies et médailles	Mme Maryse Bergé-Lavigne
42	Prestations sociales agricoles	M. Joël Bourdin
	II. - DÉFENSE	
43	Exposé d'ensemble et dépenses en capital	M. Maurice Blin
44	Dépenses ordinaires	M. François Trucy
	III. - AUTRES DISPOSITIONS	
45	Comptes spéciaux du Trésor	M. Paul Loridant

RAPPORTEURS POUR AVIS

Avis n° 67 du 19 novembre 1998 (Commission des affaires culturelles)

I	Culture	M. Philippe Nachbar
II	Cinéma - Théâtre dramatique.....	M. Marcel Vidal
III	Environnement.....	M. Ambroise Dupont
IV	Enseignement scolaire.....	M. Jean Bernadaux
V	Enseignement supérieur	M. Jacques Valade
VI	Enseignement technique	Mme Hélène Luc
VII	Enseignement agricole	M. Albert Vecten
VIII	Recherche scientifique et technique.....	M. Pierre Laffitte
IX	Jeunesse et sports	M. James Bordas
X	Communication audiovisuelle.....	M. Jean-Paul Hugot
XI	Presse écrite.....	M. Louis de Broissia
XII	Relations culturelles, scientifiques et techniques	Mme Danièle Pourtaud
XIII	Francophonie.....	M. Jacques Legendre

Avis n° 68 du 19 novembre 1998 (Commission des affaires économiques et du Plan)

I	Agriculture	M. Gérard César
II	Pêche.....	M. Alain Gérard
III	Aménagement rural.....	M. Henri Revol
IV	Industries agricoles et alimentaires	M. Bernard Dussaut
V	Industrie	M. Francis Grignon
VI	Energie	M. Jean Besson
VII	Recherche.....	M. Jean-Marie Rausch
VIII	PME - Commerce et artisanat	M. Jean-Jacques Robert
IX	Consommation et concurrence	Mme Odette Terrade
X	Commerce extérieur.....	M. Michel Souplet
XI	Aménagement du territoire	M. Jean Pépin
XII	Plan	Mme Janine Bardou
XIII	Routes et voies navigables	M. Georges Gruillot
XIV	Logement	M. Jean-Pierre Plancade
XV	Urbanisme	M. Jacques Bellanger
XVI	Tourisme	M. Charles Ginésy
XVII	Environnement.....	M. Jean Bizet
XVIII	Transports terrestres.....	M. Georges Berchet
XIX	Aviation civile.....	M. Jean-François Le Grand
XX	Mer.....	Mme Anne Heinis
XXI	Technologies de l'information et poste.....	M. Pierre Hérisson
XXII	Outre-mer.....	M. Rodolphe Désiré
XXIII	Ville.....	M. Gérard Larcher

Avis n° 69 du 19 novembre 1998
(Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)

I	Affaires étrangères	M. André Dulait
II	Relations culturelles extérieures et francophonie.....	M. Guy Penne
III	Aide au développement.....	Mme Paulette Brisepierre
IV	Défense - Nucléaire, espace et services communs	M. Jean Faure
V	Défense - Gendarmerie	M. Paul Masson
VI	Défense - Forces terrestres	M. Serge Vinçon
VII	Défense - Air.....	M. Jean-Claude Gaudin
VIII	Défense - Marine.....	M. André Boyer

Avis n° 70 du 19 novembre 1998
(Commission des affaires sociales)

I	Solidarité.....	M. Jean Chérioux
II	Santé.....	M. Louis Boyer
III	Ville.....	M. Paul Blanc
IV	Travail, emploi et formation professionnelle	M. Louis Souvet
V	Budgets annexes des prestations sociales agricoles	M. Louis Boyer
VI	Anciens combattants	M. Marcel Lesbros
VII	Outre-mer (aspects sociaux).....	M. Jean-Louis Lorrain
VIII	Logement social.....	M. Jacques Bimbenet

Avis n° 71 du 19 novembre 1998
(Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale)

I	Intérieur - Décentralisation	M. Daniel Hoeffel
II	Intérieur - Police et sécurité	M. Jean-Patrick Courtois
III	Intérieur - Sécurité civile.....	M. René-Georges Laurin
IV	Justice - Services généraux	Mme Dinah Derycke
V	Justice - Administration pénitentiaire	M. Georges Othily
VI	Justice - Protection judiciaire de la jeunesse	M. Patrice Gélard
VII	Départements d'outre-mer	M. José Balarello
VIII	Territoires d'outre-mer	M. Jean-Jacques Hyst

Discussion les 19, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30 novembre 1998, 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 décembre 1998 - Adoption de l'ensemble du projet de loi le 8 décembre 1998 - Projet de loi n° 25 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 9 décembre 1998 - n° 1252 - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Commission mixte paritaire

Nomination le 10 décembre 1998 (J.O. p. 18624) - Réunion le 10 décembre 1998 - Bureau (J.O. p. 18686)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Didier Migaud - Rapport n° 1256 (10 décembre 1998)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Philippe Marini - Rapport n° 113 (1998-1999) (10 décembre 1998)

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun

Assemblée nationale (nouvelle lecture)

Dépôt le 9 décembre 1998 - n° 1252 - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur général : M. Didier Migaud - Rapport n° 1269 (15 décembre 1998) - Discussion et adoption le 16 décembre 1998 - Projet de loi n° 226

Sénat (nouvelle lecture)

Dépôt le 17 décembre 1998 - n° 137 (1998-1999) - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur général : M. Philippe Marini - Rapport n° 138 (1998-1999) (17 décembre 1998) - Discussion et rejet le 18 décembre 1998 - Projet de loi n° 32 (1998-1999)

Assemblée nationale (lecture définitive)

Dépôt le 18 décembre 1998 - n° 1283 - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur général : M. Didier Migaud - Rapport n° 1284 (18 décembre 1998) - Discussion et adoption définitive le 18 décembre 1998 - Projet de loi n° 232

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Décision le 29 décembre 1998 [J.O. du 31 décembre 1998] (p. 20138) - Sont déclarés conformes à la Constitution, sous les réserves indiquées, le 2° du I de l'article 2, les articles 7, 13, 18, 19, 23, 24, 29, 38, 41, 44, 51, 52, 64, 77 et 136, ainsi que l'article 107 - Sont déclarés contraires à la Constitution, les articles 15 et 99

Promulgation

Loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 publiée au J.O. du 31 décembre 1998 (p. 20050)

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi de finances n° 1078
et ceux de la loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998

ARTICLES		OBJET	DATE	PAGES	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels				
<p>PREMIERE PARTIE</p> <p>CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER</p> <p>TITRE I^{er}</p> <p>DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES</p> <p>I. - IMPOTS ET REVENUS AUTORISÉS</p> <p>A. - Dispositions antérieures</p>					
1 ^{er}		Autorisation de percevoir les impôts existants	Première lecture : 14 octobre 1998	6637	1 ^{er}
<p>B. - Mesures fiscales</p>					
2		Barème de l'impôt sur le revenu	Première lecture : 14 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6639 10612 10796	2
	2 bis (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant d'une demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants	Première lecture : 15 octobre 1998 Seconde délibération : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6676 6998 10615 10797	3
	2 ter (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant d'une demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant	Première lecture : 15 octobre 1998 Seconde délibération : 17 octobre 1998	6676 6998	

ARTICLES		OBJET	DATE	PAGES	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels				
3	2 ter (Sénat) Supprimé (A.N.)	Exonération de taxe sur les bas salaires pour les associations agréées d'aide à domicile	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10616 10797	4
		Extension de la réduction d'impôt relative aux dons pour les personnes physiques qui participent au financement d'entreprises	Première lecture : 15 octobre 1998	6718	
4	3 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Institution d'une réduction d'impôt pour les dons à certaines organisations humanitaires	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10616 10797	5
		Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et report d'imposition des plus-values de cession dont le produit est investi dans les fonds propres des PME : extension de ces avantages aux sociétés créées depuis moins de 15 ans	Première lecture : 15 octobre 1998	6724	
5	4 bis A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10617, 10698 10797	6
		4 bis (A.N.)	Relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux bons anonymes	Première lecture : 15 octobre 1998	
6		Extension du régime fiscal des micro-entreprises	Première lecture : 15 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6728 10620 10797	7
		5 bis (Sénat)	Barème de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	
7		Aménagement du régime simplifié d'imposition en matière de taxe sur la valeur ajoutée	Première lecture : 15 octobre 1998	6742	9
		6 bis (A.N.)	Continuité du régime fiscal de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole	Première lecture : 15 octobre 1998	
7		Relèvement de seuils de mise en recouvrement ou de perception	Première lecture : 15 octobre 1998	6745	11
		7 bis (Sénat)	Coordination avec la loi de lutte contre les exclusions en matière de fiscalité des associations	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
8		Augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune	Première lecture : 15 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6751 10626 10801	13
	8 bis (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Application aux œuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3% de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune	Première lecture : 16 octobre 1998 Seconde délibération : 17 octobre 1998	6770 6998	
9 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6777 10627 10801	14
10 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6778 10627 10801	15 Non conforme à la Constitution
11		Aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6779 10629 10801	16
12		Modalités d'évaluation de la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune et de droits de mutation à titre gratuit	Première lecture : 16 octobre 1998	6782	17
13		Renforcement des obligations déclaratives relatives aux dettes déduites de l'impôt de solidarité sur la fortune	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6783 10630 10801	18
14		Modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6783 10630 10801	19

ARTICLES		OBJET	DATE	PAGES	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels				
	14 bis (A.N.)	Relèvement de l'abattement dont bénéficie le conjoint survivant avant la perception des droits de mutation à titre gratuit	Première lecture : 16 octobre 1998	6809	20
	14 ter (A.N.)	Rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6789 10631 10801	21
	14 quater (Sénat)	Réactivation de la commission mixte créée par la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10640 10802	22
15		Régime des titres ou droits de personnes morales ou organismes, détenant directement ou par personne interposée, des immeubles ou droits immobiliers sis en France	Première lecture : 16 octobre 1998	6813	23
16		Imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6813 10641 10802	24
17		Gratuité de la délivrance des cartes nationales d'identité et du droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire	Première lecture : 16 octobre 1998	6821	25
18		Modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6821 10642 10802	26
	18 bis (A.N.)	Modification du régime fiscal de l'aquazole	Première lecture : 16 octobre 1998	6829	27
	18 ter (A.N.)	Augmentation du volume de gaz de pétrole liquéfié défiscalisé pour les taxis	Première lecture : 16 octobre 1998	6830	28
19		Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité	Première lecture : 16 octobre 1998 Seconde délibération : 17 octobre 1998	6836 6998	29

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
20	19 bis (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois	Première lecture : 16 octobre 1998 Seconde délibération : 17 octobre 1998	6857 6999	30
	19 ter (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux véhicules pour handicapés paraplégiques	Première lecture : 16 octobre 1998 Seconde délibération : 17 octobre 1998	6860 6999	
	20 bis (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés	Première lecture : 16 octobre 1998	6862	
21	20 bis (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages auditifs	Nouvelle lecture et seconde délibération : 16 décembre 1998	10643, 10717	31
		Application du taux réduit de 5,5% de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6864 10644 10802	
22		Application du taux réduit de 5,5% de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6866 10648 10803	
	22 bis (A.N.)	Majoration du crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien afférentes à la résidence principale	Première lecture : 16 octobre 1998	6873	33
	22 ter (A.N.)	Assujettissement à la TVA des prestations fournies par les villages résidentiels de tourisme	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	6873 10650	34
	22 quater (Sénat) Supprimé (A.N.)	Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux relatifs à certains casernements de gendarmerie	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10651 10803	
	22 quinques (Sénat) Supprimé (A.N.)	Application du taux réduit de 5,5% de la taxe sur la valeur ajoutée sur le droit d'utilisation de certaines installations sportives	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10651 10803	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	22 sexes (Sénat)	Présentation d'un rapport sur l'application de la directive communautaire n° 92/77 du 19 octobre 1992 et le passage au régime définitif de TVA	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	10651	35
23		Augmentation des taux de réduction de droits sur les donations	Première lecture : 16 octobre 1998 Seconde délibération : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	6874 6999 10651	36
24		Moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	6877 10652	37
25 Supprimé (A.N.)		Réduction de l'écart entre les minima de perception du droit de consommation sur les tabacs	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6883 10652 10803	
26		Aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France	Première lecture : 16 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6883 10653 10803	38
27		Suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture et seconde délibération : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6971 10689, 10718 10804	39
	27 bis (A.N.)	Exonération de taxe sur la valeur ajoutée pour les achats de terrains à bâtir par des particuliers qui souhaitent y construire un immeuble affecté à leur usage privatif	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6900 10672 10805	40
28 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Réduction du taux de l'avoir fiscal	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6903 10673 10805	41

ARTICLES		OBJET	DATE	PAGES	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels				
29	28 bis (A.N.)	Assimilation à des apports des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelles	Première lecture : 17 octobre 1998	6903	42
	28 ter (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Réintégration d'une quote-part des frais et charges afférente aux dividendes perçus par les sociétés-mères	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6904 10673 10805	43
		Réforme de la taxe professionnelle	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6906 10674 10805	44
	29 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires de certaines prestations sociales	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10681 10807	
30 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	29 ter (Sénat) Supprimé (A.N.)	Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les salines et marais salants exploités à titre individuel	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10681 10807	
		Taxe générale sur les activités polluantes	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6935 10681 10807	45
31		Amortissement exceptionnel des véhicules fonctionnant en bicarburation et des accumulateurs nécessaires à leur fonctionnement	Première lecture : 17 octobre 1998	6947	46
	31 bis (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Majoration de l'exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburation	Première lecture et seconde délibération : 17 octobre 1998	6947, 6999	
32		Suppression de diverses taxes	Première lecture : 17 octobre 1998	6948	47
33		Suppression de la taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles	Première lecture : 17 octobre 1998	6949	48
34		Suppression du prélèvement sur les bénéfices des entreprises exploitant des gisements d'hydrocarbures	Première lecture : 17 octobre 1998	6949	49

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
35		Suppression de la taxe perçue pour toute demande d'autorisation administrative d'exploitation d'eau minérale naturelle	Première lecture : 17 octobre 1998	6949	50
	35 bis (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Création de la taxe de l'aviation civile	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6951 10685 10809	51
C. - Mesures diverses					
36		Prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6958 10688 10810	52
	36 bis (A.N.)	Inclusion de la zone économique exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le champ d'application de la redevance sur les concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6962 10688 10810	53
II. - RESSOURCES AFFECTÉES					
37		Dispositions relatives aux affectations	Première lecture : 17 octobre 1998	6963	54
38		Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA	Première lecture : 17 octobre 1998	6963	55
39		Versement d'une contribution des organismes collecteurs du 1% logement	Première lecture : 17 octobre 1998	6963	56
40		Enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture et seconde délibération : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6976 10692, 10719 10810	57
	40 bis (A.N.)	Compensation intégrale des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes les moins favorisées	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture et seconde délibération : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6976 10696, 10719 10811	58

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
41		Majoration exceptionnelle de la dotation de solidarité urbaine	Première lecture : 17 octobre 1998	6976	59
	41 bis (A.N.)	Elargissement des critères d'éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA	Première lecture : 17 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6977 10697 10811	60
	41 ter (Sénat)	Eligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux réalisés par certains syndicats mixtes	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10698 10811	61
	41 quater (Sénat)	Eligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux de réhabilitation réalisés sur des biens de section	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10698 10811	62
42		Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes	Première lecture : 15 octobre 1998	6706	63
<p>TITRE II</p> <p>DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES</p>					
43		Equilibre général du budget	Première lecture et seconde délibération : 17 octobre 1998 Seconde délibération : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture et seconde délibération : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	6978, 6999 9145 10699, 10720 10812	64

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE I ^{er}			
		DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNÉE 1999			
		I. – OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
		A. – Budget général			
44		Budget général – Services votés	Première lecture : voir aux différents budgets et 17 novembre 1998	9130	65
45		Mesures nouvelles – Dépenses ordinaires des services civils	Première lecture : voir aux différents budgets et 17 novembre 1998 Seconde délibération : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9130 9139 10725 10819	66
46		Mesures nouvelles – Dépenses en capital des services civils	Première lecture : voir aux différents budgets et 17 novembre 1998 Seconde délibération : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9131 9141 10730 10821	67
47		Mesures nouvelles – Dépenses ordinaires des services militaires	Première lecture : 6 novembre 1998	8310	68
48		Mesures nouvelles – Dépenses en capital des services militaires	Première lecture : 6 novembre 1998	8314	69
		B. – Budgets annexes			
49		Budgets annexes – Services votés	Première lecture : voir aux différents budgets et 17 novembre 1998	9134	70

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
50		Budgets annexes – Mesures nouvelles	Première lecture : voir aux différents budgets et 17 novembre 1998	9134	71
		C. – Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale			
51		Clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-12 « Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés » (FSH)	Première lecture : 16 novembre 1998	9009	72
52		Modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 « Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France » (FARIF)	Première lecture : 16 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9002 10733 10824	73
53		Modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-30 « Fonds pour le financement de l'accession à la propriété » et programmation de la clôture du compte	Première lecture : 16 novembre 1998	9009	74
	53 bis (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Création du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien	Première lecture : 16 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9009 10733 10824	75
54		Comptes d'affectation spéciale – Opérations définitives – Services votés	Première lecture : 16 novembre 1998	9010	76
55		Comptes d'affectation spéciale – Opérations définitives – Mesures nouvelles	Première lecture : 16 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9011 10734 10824	77
		II. – OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE			
56		Comptes spéciaux du Trésor – Opérations à caractère temporaire – Services votés	Première lecture : 16 novembre 1998	9011	78
57		Comptes d'affectation spéciale – Opérations à caractère temporaire – Mesures nouvelles	Première lecture : 16 novembre 1998	9011	79
58		Comptes de prêts – Mesures nouvelles	Première lecture : 16 novembre 1998	9011	80

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		III. – DISPOSITIONS DIVERSES			
59		Autorisation de perception des taxes parafiscales	Première lecture : 16 novembre 1998	9011	81
60		Crédits évaluatifs	Première lecture : 16 novembre 1998	9022	82
61		Crédits provisionnels	Première lecture : 16 novembre 1998	9024	83
62		Reports de crédits	Première lecture : 16 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9025 10734 10824	84
63		Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle	Première lecture : 13 novembre 1998	8932	85
		TITRE II			
		DISPOSITIONS PERMANENTES			
		A. – Mesures fiscales			
	64 AA (Sénat) Supprimé (A.N.)	Rétablissement de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les prestations maternité	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10738 10825	
	64 AB (Sénat)	Maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10% dont bénéficient les retraités et les pensionnés	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10738 10825	86
	64 AC (Sénat) Supprimé (A.N.)	Réduction progressive du barème de l'impôt sur le revenu	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10739 10825	
	64 AD (Sénat)	Rapport sur les réductions d'impôt en matière d'impôt sur le revenu	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	10740	87
	64 AE (Sénat) Supprimé (A.N.)	Rapport de la Cour des comptes sur l'évolution des impôts affectés à des établissements publics et organismes divers	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10740 10825	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	64 A (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10% dont bénéficient les retraités et les pensionnés	Première lecture : 16 novembre 1998 Seconde délibération : 17 novembre 1998	9028 9142	
	64 A (A.N.)	Prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer	Première lecture : 16 novembre 1998 Seconde délibération : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9030 9142 10740 10825	88
	64 B (A.N.)	Extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables	Première lecture : 16 novembre 1998 Seconde délibération : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9035 9142 10741 10825	89
	64 C (A.N.)	Amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés	Première lecture : 16 novembre 1998 Seconde délibération : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9037 9142 10742 10825	90
	64 D (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Elargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique	Première lecture : 16 novembre 1998 Seconde délibération : 17 novembre 1998	9038 9143	
64		Reconduction du crédit d'impôt recherche	Première lecture : 16 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9039 10743 10826	91
	64 bis A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Taux d'imposition des plus-values sur options de souscription ou d'achat d'actions	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10745 10826	
	64 bis (A.N.)	Eligibilité au crédit d'impôt recherche des opérations confiées à des stylistes extérieurs à l'entreprise	Première lecture : 16 novembre 1998	9042	92

ARTICLES		OBJET	DATE	PAGES	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels				
65		Reconduction du crédit d'impôt pour dépenses de formation	Première lecture : 16 novembre 1998	9043	93
	65 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Eligibilité au crédit d'impôt formation des dépenses de formation des chefs d'entreprises	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10745 10826	
66		Prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation	Première lecture : 16 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9043 10745 10826	94
67		Amélioration du dispositif de déduction du revenu global des pertes au capital de sociétés en cessation de paiement	Première lecture : 16 novembre 1998	9045	95
	67 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts sociales des sociétés à responsabilité limitée	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10746 10826	
68		Avantages en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire	Première lecture : 16 novembre 1998 Seconde délibération : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9045 9143 10747 10826	96
69		Reconduction de mesures d'amortissement exceptionnel prévues en faveur de matériels destinés à améliorer la qualité de la vie ou à économiser l'énergie	Première lecture : 16 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9056 10750 10828	97
	69 bis A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Biens amortissables constituant une charge	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10751 10828	
	69 bis (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1998	9064, 9145	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	69 bis (A.N.) Supprimé (Sénat)	Possibilité pour les communes de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les terrains reboisés	Première lecture : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	9067 10751	
	69 ter (A.N.)	Faculté pour les conseils régionaux d'exonérer les véhicules propres de taxe sur les certificats d'immatriculation	Première lecture : 16 novembre 1998	9070	98
	69 quater (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial	Première lecture : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9072 10751 10828	99 Non conforme à la Constitution
	69 quinques (A.N.)	Rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle	Première lecture : 17 novembre 1998	9073	100
	69 sexies (Sénat) Supprimé (A.N.)	Taxe professionnelle de France Télécom	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10751 10828	
70 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Gestion d'actifs hors de France dans les structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées par des personnes physiques	Première lecture : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9075 10752 10828	101
	70 bis (A.N.) Supprimé en seconde délibération	Obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1998	9079, 9145	
	70 bis (A.N.)	Réduction de 150 000 à 50 000 F du seuil d'application de l'obligation de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants	Première lecture : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	9080 10753	102
	70 ter (A.N.)	Renforcement des contrôles en matière de TVA intracommunautaire	Première lecture : 17 novembre 1998	9082	103
	70 quater (A.N.)	Possibilité pour les agents de la direction générale des douanes et droits indirects de se faire assister par des agents de la direction générale des impôts lors des contrôles à la circulation	Première lecture : 17 novembre 1998	9082	104
	70 quinques (A.N.)	Renforcement des échanges de renseignements entre les agents de la direction générale des impôts et de la direction générale des douanes et droits indirects	Première lecture : 17 novembre 1998	9083	105

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	70 sexies (A.N.)	Communication à l'administration fiscale des résultats des contrôles opérés en matière de cotisations sociales	Première lecture : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	9083 10753	106
	70 septies (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Utilisation par les administrations fiscales du numéro d'inscription au répertoire national des personnes physiques	Première lecture : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9084 10753 10829	107
	70 octies (A.N.)	Renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal	Première lecture : 17 novembre 1998	9085	108
	70 nonies (A.N.)	Modalités d'exercice du contrôle fiscal en matière d'impôts locaux	Première lecture : 17 novembre 1998	9086	109
	70 decies (Sénat) Supprimé (A.N.)	Modification du taux de l'intérêt de retard	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10756 10829	
71		Extension du champ d'application de la formalité fusionnée aux actes dits mixtes	Première lecture : 17 novembre 1998	9086	110
72		Composition de la commission départementale des impôts et taxes sur le chiffre d'affaires pour les associations	Première lecture : 17 novembre 1998	9087	111
	72 bis A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur certains produits de chocolat	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10757 10829	
	72 bis B (Sénat) Supprimé (A.N.)	Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée à certaines opérations de collecte, de tri et de traitement des déchets ménagers	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10757 10829	
	72 bis C (Sénat) Supprimé (A.N.)	Eligibilité de certains grands établissements publics de coopération intercommunale à la dotation globale d'équipement	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10757 10829	
	72 bis (A.N.)	Paiement de la taxe sur la valeur ajoutée pour les acquisitions intracommunautaires de véhicules neufs	Première lecture : 17 novembre 1998	9087	112
73		Exonération facultative de taxe professionnelle des entreprises de spectacles	Première lecture : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	9088 10757	113

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
74		Prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles	Première lecture : 17 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	9119 10758 10829	114
	74 bis (A.N.)	Fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux	Première lecture : 17 novembre 1998	9123	115
	74 ter (A.N.)	Modification de l'assiette de la taxe locale d'équipement	Première lecture : 17 novembre 1998	9123	116
	74 quater (Sénat)	Extension aux pensions de retraite du contenu du rapport annexé au projet de loi de finances relatif aux rémunérations des fonctionnaires	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998	10759	117
	74 quinquies (A.N.)	Relèvement de la dotation forfaitaire des communes qui bénéficient de la dotation de solidarité urbaine et qui contribuent à son financement	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10759 10829	118
B. – Autres mesures					
<i>Affaires étrangères et coopération</i>					
	75 AA (Sénat) Supprimé (A.N.)	Mise en œuvre des crédits délégués à l'Agence française de développement	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10759 10830	
<i>Agriculture et pêche</i>					
	75 A (A.N.)	Conséquences de la réintégration au budget général des dépenses de fonctionnement du BAPSA	Première lecture : 12 novembre 1998	8826	119
	75 B (A.N.)	Revalorisation des petites retraites agricoles	Première lecture : 12 novembre 1998	8829	120
<i>Anciens combattants</i>					
75		Modification de l'article 2 de la loi n° 96-126 du 21 février 1996, en vue de rendre automatique le bénéfice de l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) pour les salariés anciens combattants cessant leur activité	Première lecture : 6 novembre 1998	8229	121
76		Relèvement du plafond donnant lieu à majoration de la retraite mutualiste du combattant	Première lecture : 6 novembre 1998	8229	122
	76 bis (A.N.)	Modification des conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord	Première lecture : 6 novembre 1998	8229	123

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	76 ter (A.N.)	Assouplissement des conditions d'attribution de l'allocation de préparation à la retraite pour les anciens combattants justifiant d'une durée d'assurance-vieillesse de 160 trimestres <i>Economie, finances et industrie</i>	Première lecture : 6 novembre 1998	8230	124
77		Majoration légale des rentes viagères	Première lecture : 16 novembre 1998	9008	125
78		Mise à disposition de la Poste des fonds des comptes courants postaux	Première lecture : 16 novembre 1998	9008	126
79		Actualisation de la taxe pour frais de chambres de métiers	Première lecture : 16 novembre 1998	8964	127
	79 bis (A.N.)	Prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires	Première lecture : 5 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	8140 10759 10830	128
	79 ter A (A.N.)	Majoration de la dotation de l'Etat au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle <i>Education nationale, recherche et technologie</i>	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10760 10830	129
	79 ter (A.N.)	Régularisation de la situation des personnels de l'Ecole nationale des métiers du bâtiment <i>Emploi et solidarité</i>	Première lecture : 21 octobre 1998	7167	130
80 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage	Première lecture : 10 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	8727 10760 10830	131
81		Suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales	Première lecture : 10 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	8730 10761 10830	132
82		Prise en charge par l'Etat du financement de l'allocation de parent isolé	Première lecture : 9 novembre 1998	8655	133

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
83 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocations relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale	Première lecture : 9 novembre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	8655 10761 10830	134
	83 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Régulation des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par les départements	Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	10761 10830	
	84 (A.N.)	Encadrement des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par l'Etat	Première lecture : 9 novembre 1998	8657	135
<i>Equipement, transports et logement</i>					
	85 (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Instauration de la taxe d'aéroport	Première lecture : 22 octobre 1998 Nouvelle lecture : 16 décembre 1998 Lecture définitive : 18 décembre 1998	7274 10761 10830	136

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Interventions du Gouvernement

M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6484) ; M. Christian Sautter (p. 6495)

Présentation du rapport général de la commission des finances

M. Didier Migaud (p. 6507)

Intervention du président de la commission des finances

M. Augustin Bonrepaux (p. 6511)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 6529)

Soulevée par M. Philippe Douste-Blazy

Soutenue par M. Jean-Jacques Jégou (p. 6513)

Intervention du Gouvernement : M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6523)

Intervention du rapporteur général : M. Didier Migaud (p. 6525)

Explications de vote : M. Gérard Fuchs (p. 6526) ;

M. Philippe Auberger (p. 6527) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 6528)

Question préalable : rejetée (p. 6546)

Opposée par M. Jean-Louis Debré

Soutenue par M. Gilles Carrez (p. 6530)

Intervention du Gouvernement : M. Christian Sautter (p. 6543)

Intervention du rapporteur général : M. Didier Migaud (p. 6544)

Explications de vote : Mme Nicole Bricq (p. 6544) ; M. Laurent Dominati (p. 6545) ; M. Daniel Feurtet (p. 6545)

Discussion générale

M. Daniel Feurtet (p. 6551) ; M. Yves Cochet

(p. 6552) ; M. Laurent Dominati (p. 6554) ;

M. Michel Bouvard (p. 6557) ; M. Gérard Fuchs

(p. 6558) ; M. Alain Belviso (p. 6560) ;

Mme Christine Boutin (p. 6561) ; M. Roland Carraz

(p. 6562) ; M. Gilbert Gantier (p. 6564) ; M. Alain

Barrau (p. 6566) ; M. Yves Deniaud (p. 6566) ;

M. Jean-Pierre Brard (p. 6568) ; M. Pierre Hériaud

(p. 6569) ; M. Gérard Bapt (p. 6570) ; M. Gilbert

Meyer (p. 6571) ; M. Philippe Auberger (p. 6583) ;

M. Alain Bocquet (p. 6586) ; M. Pierre Méhaignerie

(p. 6589) ; M. Michel Crépeau (p. 6591) ;

M. François d'Aubert (p. 6594) ; M. Jean-Louis

Idiart (p. 6598) ; M. Jacques Guyard (p. 6600) ;

M. François Loos (p. 6601) ; Mme Nicole Bricq

(p. 6602) ; M. Pierre Lellouche (p. 6603) ;

M. Raymond Douyère (p. 6605) ; M. Julien Dray

(p. 6606) ; Mme Michèle Alliot-Marie (p. 6609) ;

M. Gilbert Mitterrand (p. 6609) ; M. Jean-Pierre

Balligand (p. 6613) ; M. Didier Quentin (p. 6614) ;

M. Eric Besson (p. 6615) ; M. Georges Tron

(p. 6616) ; M. Dominique Baert (p. 6617)

Réponses du Gouvernement

M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6619) ; M. Christian Sautter (p. 6626)

Rappel au règlement

M. François d'Aubert proteste contre les propos ironiques du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie à l'encontre du groupe Démocratie libérale [14 octobre 1998] (p. 6625) ; M. Dominique Strauss-Kahn déclare que le nom du groupe de M. d'Aubert est bien Démocratie libérale et non "dérive libérale" (p. 6625)

Motion de renvoi en commission : rejetée (p. 6637)

De M. José Rossi

Soutenue par M. Marc Laffineur (p. 6628)

Intervention du rapporteur général : M. Didier Migaud (p. 6633)

Intervention du Gouvernement : M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6633)

Explications de vote : M. François d'Aubert

(p. 6634) ; M. Dominique Baert (p. 6634) ;

M. Philippe Auberger (p. 6635) ; M. Jean-Jacques Jégou (p. 6636) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 6636)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Titre Ier

Dispositions relatives aux ressources

I - Impôts et revenus autorisés

A - Dispositions antérieures

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants) (p. 6637) : adopté (p. 6639)

Intervenants : M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6638) ; M. Philippe Auberger (p. 6638) ; M. Gilbert Gantier (p. 6638)

B - Mesures fiscales

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu) (p. 6639) : adopté (p. 6669)

Intervenants : M. Gilles Carrez (p. 6639) ; M. Christian Cuvilliez (p. 6640) ; M. François d'Aubert (p. 6641) ; M. Philippe Auberger (p. 6641) ; Mme Dominique Gillot (p. 6642) ; M. Marc Laffineur (p. 6643) ; M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6644)

Amendement n° 179 corrigé de M. Georges Sarre (remplacement du dispositif du quotient familial par une réduction d'impôt au titre de chaque enfant à charge) (p. 6651) : rejeté (p. 6652)

Amendement n° 61 rectifié de M. Philippe Auberger (abaissement de l'ensemble des tranches du barème) (p. 6652) : rejeté (p. 6653)

Amendement n° 164 de M. Yves Cochet (institution d'une tranche supplémentaire d'imposition au taux de 60 % pour les revenus supérieurs à 500 000 F) (p. 6653) : retiré (p. 6654)

Amendement n° 115 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement des revenus financiers à une surtaxe progressive) (p. 6654) : retiré (p. 6655)

Amendements identiques n°s 186, 197, 248, 373, 501

Amendement n° 186 de M. Yves Nicolin (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Amendement n° 197 de M. Michel Bouvard (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Amendement n° 248 de M. François d'Aubert (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Amendement n° 373 de M. Pierre Méhaignerie (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Amendement n° 501 de Mme Christine Boutin (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Discussion commune des amendements identiques n°s 62 rectifié et 198 et des amendements n°s 251 et 252

Amendement n° 62 rectifié de M. Philippe Auberger (relèvement de 11 000 à 16 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6656) : rejeté (p. 6657)

Amendement n° 198 de M. Michel Bouvard (relèvement de 11 000 à 16 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6656) : rejeté (p. 6657)

Amendement n° 251 de M. François d'Aubert (relèvement de 11 000 à 15 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6656) : rejeté (p. 6657)

Amendement n° 252 de M. Marc Laffineur (relèvement de 11 000 à 14 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6656) : rejeté (p. 6657)

Amendement n° 418 de M. Jean-Jacques Jégou (maintien de l'avantage fiscal procuré par le plafonnement du quotient familial pour les familles n'ayant qu'un seul enfant) : rejeté (p. 6657)

Discussion commune des amendements n°s 434 et 435

Amendement n° 434 de M. Jean-Jacques Weber (suppression du plafond spécifique pour la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) (p. 6657) : rejeté (p. 6658)

Amendement n° 435 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du plafond spécifique pour la

demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) (p. 6657) : rejeté (p. 6658)

Amendement n° 63 rectifié de M. Philippe Auberger (intégration progressive au barème de la décote) : rejeté (p. 6658)

Amendements identiques n°s 250 et 374

Amendement n° 250 de M. François d'Aubert (suppression de la réduction de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) (p. 6658) : rejeté (p. 6659)

Amendement n° 374 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la réduction de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) (p. 6658) : rejeté (p. 6659)

Amendement n° 249 de M. Laurent Dominati (relèvement de 20 370 à 30 695 F du montant de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) : rejeté (p. 6659)

Amendement n° 375 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe IV relatif à l'allocation pour frais d'emploi des journalistes) (p. 6659) : rejeté (p. 6662)

Amendement n° 376 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes, musiciens, choristes, chefs d'orchestre et régisseurs de théâtre) : rejeté (p. 6663)

Discussion commune n°s 389 et 444

Amendement n° 389 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes dramatiques, lyriques, cinématographiques ou chorégraphiques) (p. 6663) : rejeté (p. 6665)

Amendement n° 444 de M. Gilles Carrez (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes dramatiques, lyriques, cinématographiques ou chorégraphiques) (p. 6663) : rejeté (p. 6665)

Amendement n° 393 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux modélistes et mannequins) (p. 6665) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 388 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel de création de l'industrie cinématographique) (p. 6665) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 377 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel des casinos ou cercles) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 394 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers à domicile) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 445 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers du bâtiment) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 380 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers forestiers) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 381 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 385 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers mineurs) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 396 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers scaphandriers) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 397 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers horlogers) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 398 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bijoutiers et joailliers) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 399 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux carriers) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 384 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux représentants en publicité) (p. 6666) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 395 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 390 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 391 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux chauffeurs et receveurs convoyeurs de cars, conducteurs démonstrateurs et conducteurs convoyeurs des entreprises de construction d'automobiles, chauffeurs et convoyeurs de transports routiers ou d'entreprises de déménagements) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 378 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux commis de société de bourse et commis du marché en banque) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 392 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux inspecteurs d'assurances des branches vie, capitalisation et épargne) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 383 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bibliothécaires des gares et tenanciers de kiosques à journaux de province) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 382 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux internes des hôpitaux de Paris) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 379 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires ou agents des assemblées parlementaires) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 387 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires de l'administration des finances détachés auprès de la commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 401 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux secrétaires des groupes parlementaires) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 402 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux agents en fonction dans les bureaux de poste des assemblées parlementaires) (p. 6667) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 386 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires du Conseil économique et social) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 400 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux conservateurs des hypothèques) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 64 de M. Philippe Auberger (relèvement de 30 000 à 50 000 F du montant de la rémunération considérée comme une allocation pour frais d'emploi) : rejeté (p. 6668)

Amendement n° 114 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des réductions d'impôt à 40 000 F par foyer, plus 2 000 F par personne à charge) (p. 6668) : retiré (p. 6669)

Amendement n° 116 de M. Christian Cuvilliez (suppression du dispositif de réduction du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : retiré (p. 6669)

Après l'article 2

Amendement n° 538 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles, dans la limite des investissements nouveaux réalisés par celles-ci) (p. 6669) : rejeté (p. 6670)

Amendement n° 457 de M. Gilles Carrez (non-assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités de maternité) (p. 6670) : rejeté (p. 6672)

Amendement n° 117 de M. Christian Cuvilliez (imposition commune pour les personnes vivant maritalement) (p. 6672) : retiré (p. 6673)

Amendement n° 449 de M. Charles de Courson : non soutenu (p. 6673)

Amendement n° 450 de M. Charles de Courson : non soutenu (p. 6673)

Amendement n° 451 de M. Charles de Courson : non soutenu (p. 6673)

Amendement n° 431 de M. Bernard Perrut (prise en charge d'un frère ou d'une sœur par un contribuable) (p. 6673) : rejeté (p. 6674)

Amendement n° 454 corrigé de M. Henri Plagnol : non soutenu (p. 6674)

Amendement n° 455 corrigé de M. Bernard Perrut : non soutenu (p. 6674)

Amendement n° 452 corrigé de M. Charles de Courson : non soutenu (p. 6674)

Amendements identiques n°s 234 et 487

Amendement n° 234 de M. Charles de Courson (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6674) : rejeté (p. 6675)

Amendement n° 487 de M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6674) : rejeté (p. 6675)

Amendement n° 65 de M. Philippe Auberger (fixation d'un plafond de 24 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : retiré (p. 6675)

Amendement n° 229 de M. Germain Gengenwin (application d'un abattement de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour un couple sur les produits de parts de fonds communs de placement solidaires ou caritatifs) (p. 6675) : rejeté (p. 6676)

Amendement n° 300 corrigé de M. Marc Laffineur (maintien de l'avantage fiscal procuré par le plafonnement de la demi-part additionnelle de quotient familial dont bénéficient les invalides, les anciens combattants et les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) (p. 6676) : retiré (p. 6679)

Amendement n° 1 de la commission (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) (p. 6676) : adopté (p. 6679)

Amendement n° 2 de la commission (maintien à 16 830 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) (p. 6676) : adopté (p. 6679)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 6683) : adopté (p. 6707)

Intervention du rapporteur général : M. Didier Migaud (p. 6683)

Intervention du rapporteur spécial : M. Gérard Fuchs (p. 6684)

Intervention du rapporteur pour avis : Mme Marie-Hélène Aubert (p. 6687)

Intervention au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne : M. Didier Boulaud (p. 6688)

Interventions du Gouvernement : M. Pierre Moscovici (p. 6690, 6703)

Intervenants : M. Maurice Ligot (p. 6694) ; M. Georges Sarre (p. 6694) ; M. Pierre Lequiller (p. 6697) ; M. Alain Barrau (p. 6699) ; M. Henry Chabert (p. 6700) ; M. Jean-Claude Lefort (p. 6701)

Amendement n° 426 de M. Christian Cuvilliez (réduction du prélèvement) (p. 6706) : rejeté (p. 6707)

Après l'article 2 (suite)

Amendement n° 513 de M. Germain Gengenwin (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde d'un jeune enfant) (p. 6707) : rejeté (p. 6708)

Amendement n° 456 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 6708) : rejeté (p. 6710)

Discussion commune des amendements n°s 545 et 166 rectifié

Amendement n° 545 de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6710) : rejeté (p. 6714)

Amendement n° 166 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6711) : rejeté (p. 6714)

Discussion commune des amendements n°s 306 corrigé, 165 rectifié, 305 et 304

Amendement n° 306 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des personnes physiques pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714) : retiré (p. 6717)

Amendement n° 165 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des personnes physiques pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6715) : retiré (p. 6717)

Amendement n° 305 de M. Marc Laffineur (instauration d'une réduction d'impôt pour l'achat d'un véhicule non polluant) (p. 6715) : rejeté (p. 6717)

Amendement n° 304 de M. Laurent Dominati (instauration d'une réduction d'impôt pour la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6715) : rejeté (p. 6717)

Amendement n° 295 de M. François d'Aubert (application du régime fiscal des dons aux cotisations versées par les membres d'associations) (p. 6717) : rejeté (p. 6718)

Article 3 (extension de la réduction d'impôt relative aux dons pour les personnes physiques qui participent au financement d'entreprises) : adopté (p. 6718)

Après l'article 3

Amendement n° 191 de M. Gérard Voisin (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer de la réduction d'impôt accordée au titre des frais d'hébergement dans un établissement de long séjour ou en section de cure médicale) (p. 6718) : rejeté (p. 6719)

Amendement n° 192 de M. Gérard Voisin (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer du plafond spécifique accordé aux invalides au titre de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 6718) : rejeté (p. 6719)

Article 4 (bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et report d'imposition des plus-values de cession de titres dont le produit est investi dans les fonds propres des PME : extension de ces avantages aux sociétés créées depuis moins de 15 ans) : adopté (p. 6724)

Après l'article 4

Amendement n° 318 de M. Patrice Martin-Lalande (non-imposition de la plus-value réalisée lors de la cession de matériels informatiques à un établissement d'enseignement) (p. 6724) : rejeté (p. 6725)

Amendement n° 317 de M. Patrice Martin-Lalande (application du régime de la provision des entreprises de presse aux agences de presse dont l'activité est principalement consacrée à l'information politique) : rejeté (p. 6725)

Amendement n° 66 de M. Philippe Auberger (limitation du report d'imposition des plus-values de cession de droits sociaux réalisées par les créateurs d'entreprises en cas de remploi au capital d'une PME au seul cas de transmission à titre onéreux) : rejeté (p. 6725)

Amendement n° 542 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux bons anonymes) (p. 6725) : adopté (p. 6727)

Amendement n° 85 de M. Christian Cuvilliez (suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 6727)

Amendement n° 320 de M. Patrice Martin-Lalande (instauration d'un amortissement exceptionnel pour les investissements correspondant à la mise en œuvre de postes de télétravail) (p. 6727) : rejeté (p. 6728)

Amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Brard (suppression des bons anonymes) : retiré (p. 6728)

Amendement n° 83 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux bons anonymes) : retiré (p. 6728)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises) (p. 6728) : adopté après modifications (p. 6740)

Intervenants : M. Maurice Adevah-Poeuf (p. 6731, 6735) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 6732, 6735) ; M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6733)

Amendement n° 344 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'augmentation des seuils de chiffre d'affaires annuel en deçà desquels les entreprises peuvent prétendre au régime des micro-entreprises, en remplaçant le régime du forfait des bénéfices industriels et commerciaux par celui des bénéfices non commerciaux) (p. 6735) : rejeté (p. 6736)

Amendement n° 367 de M. Michel Meylan (application du seuil de 175 000 F aux entreprises du bâtiment) (p. 6736) : rejeté (p. 6737)

Amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté (p. 6737)

Amendement n° 4 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 6737)

Amendement n° 547 du Gouvernement (appréciation des limites d'application du régime des micro-entreprises par rapport à la situation d'un seul contribuable et non au niveau du foyer fiscal) : adopté (p. 6737)

Amendement n° 92 de M. Léonce Deprez (maintien du bénéfice du régime fiscal des micro-entreprises pendant la deuxième année suivant celle au cours de laquelle les seuils de chiffres d'affaires ont été dépassés) : rejeté (p. 6737)

Amendement n° 5 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 6737) : adopté (p. 6738)

Amendement n° 403 de M. Jean-Jacques Jégou (appréciation des seuils de chiffres d'affaires au niveau de chaque entreprise et non par foyer fiscal) : retiré (p. 6738)

Amendement n° 548 du Gouvernement (appréciation des limites d'application du régime des micro-entreprises par rapport à la situation d'un seul contribuable et non au niveau du foyer fiscal) : adopté (p. 6738)

Amendement n° 453 de M. Philippe Auberger (substitution d'une option valable pour deux ans à l'option irrévocable pour un régime réel d'imposition) : adopté après rectification (option valable pour cinq ans) (p. 6738)

Amendement n° 549 du Gouvernement (alignement des dispositions relatives au régime spécial des bénéfices non commerciaux sur celles prévues pour les bénéfices industriels et commerciaux) : adopté (p. 6738)

Amendement n° 345 de M. Gilbert Gantier (suppression des taux forfaitaires d'abattement) (p. 6738) : retiré (p. 6739)

Amendement n° 550 du Gouvernement (alignement des dispositions relatives au régime spécial des bénéfices non commerciaux sur celles prévues pour les bénéfices industriels et commerciaux) : adopté (p. 6739)

Amendement n° 551 du Gouvernement (alignement des dispositions relatives au régime spécial des bénéfiques non commerciaux sur celles prévues pour les bénéfiques industriels et commerciaux) : adopté (p. 6739)

Amendement n° 552 du Gouvernement (alignement des dispositions relatives au régime spécial des bénéfiques non commerciaux sur celles prévues pour les bénéfiques industriels et commerciaux) : adopté (p. 6739)

Amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6739)

Amendement n° 346 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'application de la franchise de TVA à toutes les entreprises concernées par le relèvement du seuil du régime des micro-entreprises) : rejeté (p. 6739)

Amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6739)

Amendement n° 553 du Gouvernement (suppression de la référence au forfait pour l'évaluation des immobilisations industrielles en matière de taxe foncière) : adopté (p. 6739)

Amendement n° 8 de la commission (nouveau cas d'évaluation d'office lorsqu'il a été constaté l'emploi de travailleurs dissimulés relevant de la catégorie des bénéfiques industriels et commerciaux) (p. 6739) : adopté (p. 6740)

Amendement n° 9 de la commission (nouveau cas d'évaluation d'office lorsqu'il a été constaté l'emploi de travailleurs dissimulés relevant de la catégorie des bénéfiques non commerciaux) : adopté (p. 6740)

Après l'article 5

Amendement n° 119 corrigé de M. Christian Cuvilliez (relèvement du plafond des CODEVI) (p. 6740) : retiré (p. 6741)

Amendement n° 155 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du seuil d'imposition des associations à la taxe sur les salaires) (p. 6741) : retiré ; repris par M. Philippe Auberger : rejeté (p. 6742)

Article 6 (aménagement du régime simplifié d'imposition en matière de taxe sur la valeur ajoutée) (p. 6742) : adopté après modifications (p. 6743)

Amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 6742) : adopté (p. 6743)

Amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 6742) : adopté (p. 6743)

Après l'article 6

Amendement n° 122 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux d'imposition des plus-values à long terme) : rejeté (p. 6743)

Amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Brard (exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux) (p. 6742) : retiré ; repris par M. Philippe Auberger : rejeté après rectification (p. 6743)

Amendement n° 121 de M. Jean-Pierre Brard (majoration de l'abattement dont bénéficient les

associations en matière de taxe sur les salaires lorsqu'elles embauchent des chômeurs de longue durée) : retiré (p. 6743)

Discussion commune des amendements n°s 12, 203, 504

Amendement n° 12 de la commission (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) : adopté (p. 6744)

Amendement n° 203 de M. Michel Bouvard (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) : devenu sans objet (p. 6744)

Amendement n° 504 de M. Charles de Courson (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) : devenu sans objet (p. 6744)

Article 7 (relèvement de seuils de mise en recouvrement ou de perception) : adopté (p. 6745)

Après l'article 7

Amendement n° 124 de M. Christian Cuvilliez (relèvement des seuils de la franchise et de la décote applicables en matière de taxe sur les salaires) : retiré (p. 6745)

Discussion commune des amendements n°s 123, 522 et 168 corrigé

Amendement n° 123 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6745) : retiré (p. 6751)

Amendement n° 522 de M. Julien Dray (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) (p. 6745) : retiré (p. 6751)

Amendement n° 168 corrigé de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6745) : retiré (p. 6751)

Amendement n° 68 de M. Philippe Auberger (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) : rejeté (p. 6751)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune) (p. 6751) : adopté (p. 6757)

Intervenants : M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6754) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 6752) ; M. Philippe Auberger (p. 6752) ; M. Gilbert Gantier (p. 6753) ; M. François d'Aubert (p. 6754)

Discussion commune des amendements n°s 69 et 255

Amendement n° 69 de M. Philippe Auberger (actualisation des tranches du barème et suppression du taux marginal de 1,8 %) (p. 6756) : rejeté (p. 6757)

Amendement n° 255 de M. Gilbert Gantier (actualisation des tranches du barème et suppression du taux marginal de 1,8 %) (p. 6756) : rejeté (p. 6757)

Amendement n° 254 de M. Gilbert Gantier (suppression du taux marginal de 1,8 %) : rejeté (p. 6757)

Après l'article 8

Amendement n° 125 de M. Christian Cuvilliez (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6764) : rejeté (p. 6768)

Rappel au règlement

M. Yves Cochet souhaite que l'Assemblée progresse plus rapidement dans l'examen de la première partie du projet de loi de finances [16 octobre 1998] (p. 6768)

Discussion commune des amendements n°s 127 et 167 deuxième correction

Amendement n° 127 de M. Jean-Pierre Brard (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6768) : rejeté (p. 6770)

Amendement n° 167 deuxième correction de M. Yves Cochet (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6768) : rejeté (p. 6770)

Amendement n° 13 de la commission (application aux œuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6770) : adopté au scrutin public (p. 6776)

Rappel au règlement

M. François d'Aubert demande que la ministre de la culture vienne s'exprimer sur la question de l'intégration des œuvres d'art dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune [16 octobre 1998] (p. 6775) ; M. Dominique Strauss-Kahn rappelle que la position du Gouvernement a été donnée et précise que celui-ci s'exprime d'une seule voix que ce soit en la personne du ministre de la culture ou d'un autre (p. 6775)

Rappel au règlement

M. Gilbert Gantier demande, eu égard à la longueur des débats, que le président de séance fasse application de l'article 54-6 du règlement [16 octobre 1998] (p. 6776)

Amendement n° 128 de M. Christian Cuvilliez (instauration d'une majoration de l'impôt de solidarité sur la fortune en cas d'évolution supérieure à 5 % de la part des actifs financiers dans l'actif net) : retiré (p. 6776)

Amendement n° 126 de M. Christian Cuvilliez (suppression du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune pour les contribuables dont le patrimoine imposable excède la limite de la tranche assujettie au taux de 0,5 %) : retiré (p. 6777)

Article 9 (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé) (p. 6777) : adopté (p. 6778)

Amendement n° 340 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6777) : rejeté (p. 6778)

Après l'article 9

Amendement n° 158 de M. Maurice Adevah-Poeuf (prise en compte dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des bois et forêts de plus de 500 hectares) : retiré (p. 6778)

Article 10 (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée) (p. 6778) : adopté (p. 6779)

Amendements identiques n°s 57 et 341

Amendement n° 57 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 6778) : rejeté (p. 6779)

Amendement n° 341 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6778) : rejeté (p. 6779)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6779) : adopté après modifications (p. 6782)

Amendement n° 342 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté (p. 6779)

Amendement n° 347 de M. Gilbert Gantier (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6779)

Amendement n° 534 rectifié de M. Didier Migaud (rédactionnel) : adopté (p. 6780)

Amendement n° 348 de M. Gilbert Gantier (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6780)

Amendement n° 349 de M. Gilbert Gantier (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6780)

Discussion commune des amendements n°s 343 et 404

Amendement n° 343 de M. Philippe Auberger (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6780) : rejeté (p. 6781)

Amendement n° 404 de M. Pierre Méhaignerie (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6780) : rejeté (p. 6781)

Amendement n° 535 de M. Didier Migaud (de précision) : adopté (p. 6782)

Article 12 (modalités d'évaluation de la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune et de droits de mutation à titre gratuit) (p. 6782) : adopté (p. 6783)

Amendement n° 405 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de l'abattement applicable à la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6782) : rejeté (p. 6783)

Amendement n° 406 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de l'abattement applicable à la résidence principale en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 6782) : rejeté (p. 6783)

Article 13 (renforcement des obligations déclaratives relatives aux dettes déduites de l'impôt de solidarité sur la fortune) : adopté (p. 6783)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 6783) : suite de la discussion réservée jusqu'après l'examen de l'amendement n° 14 corrigé après l'article 14 (p. 6789)

Intervenants : M. José Rossi (p. 6783) ; M. Paul Patriarche (p. 6785) ; M. Roland Francisci (p. 6786) ; M. Roger Franzoni (p. 6787) ; M. Marc Laffineur (p. 6788) ; M. Gilles Carrez (p. 6788)

Réserve, à la demande de la commission, de la discussion de l'article 14 et des amendements n°s 507 corrigé à 530 portant articles additionnels après l'article 14, jusqu'après l'examen de l'amendement n° 14 corrigé après l'article 14 (p. 6789)

Après l'article 14

Amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse) (p. 6789) : adopté au scrutin public (p. 6795)

Rappel au règlement

M. Christian Cuvilliez déplore que le groupe communiste n'ait pas pu s'exprimer sur l'amendement de la commission des finances prévoyant le rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse et précise qu'il ne votera pas cet amendement [16 octobre 1998] (p. 6795)

Article 14 précédemment réservé (suite) (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 6802) : adopté (p. 6803)

Amendement n° 419 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6802) : retiré (p. 6803)

Après l'article 14 (suite)

Amendement n° 507 corrigé précédemment réservé de M. Charles de Courson (exonération de la plus-value constatée lors de la transmission à titre gratuit d'une exploitation agricole, à la condition de ne pas céder celle-ci dans un délai de 10 ans) (p. 6804) : rejeté (p. 6805)

Discussion commune des amendements n°s 187 et 282

Amendement n° 187 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions en ligne directe) (p. 6805) : rejeté (p. 6806)

Amendement n° 282 précédemment réservé de M. Marc Laffineur : non soutenu (p. 6805)

Discussion commune des amendements n°s 188 et 283

Amendement n° 188 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) : rejeté (p. 6806)

Amendement n° 283 précédemment réservé de M. Marc Laffineur (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) : rejeté (p. 6806)

Discussion commune des amendements n°s 500, 284, 178 et 240 corrigé

Amendement n° 500 précédemment réservé de Mme Christine Boutin (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et sœurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Amendement n° 284 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et sœurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Amendement n° 178 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et sœurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Amendement n° 240 corrigé précédemment réservé de M. Éric Doligé : non soutenu (p. 6807)

Discussion commune des amendements n°s 529 et 448

Amendement n° 529 précédemment réservé de M. Maurice Leroy (réduction des tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables aux personnes liées depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) : rejeté (p. 6808)

Amendement n° 448 précédemment réservé de M. Charles de Courson (réduction des tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables aux couples hétérosexuels ayant ou ayant eu à charge au moins un enfant pendant 10 ans) : rejeté (p. 6808)

Amendement n° 88 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) (p. 6808) : rejeté (p. 6809)

Discussion commune des amendements n°s 238, 189, 281, 151 corrigé, 239 corrigé, 33 deuxième correction et 150 corrigé

Amendement n° 238 précédemment réservé de M. Eric Doligé (p. 6809) : non soutenu (p. 6810)

Amendement n° 189 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) (p. 6809) : rejeté (p. 6811)

Amendement n° 281 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) (p. 6809) : rejeté (p. 6811)

Amendement n° 151 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (relèvement de l'abattement existant avant le calcul des droits dus sur les mutations à titre gratuit) (p. 6809) : rejeté (p. 6811)

Amendement n° 239 corrigé précédemment réservé de M. Eric Doligé (p. 6809) : non soutenu (p. 6810)

Amendement n° 33 deuxième correction précédemment réservé de la commission (relèvement de l'abattement dont bénéficie le conjoint survivant avant la perception des droits de mutation à titre gratuit) (p. 6809) : adopté après rectification (suppression du gage) et modifications (p. 6811)

Sous-amendement n° 556 du Gouvernement (relèvement limité à 400 000 F) : adopté (p. 6811)

Amendement n° 150 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (relèvement de l'abattement dont bénéficie le conjoint survivant avant la perception des droits de mutation à titre gratuit) (p. 6809) : devenu sans objet (p. 6811)

Discussion commune des amendements n°s 177 rectifié et 316

Amendement n° 177 rectifié précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (revalorisation en matière de droits de mutation à titre gratuit des abattements applicables aux frères et sœurs, aux parents et aux non parents) : retiré (p. 6811)

Amendement n° 316 précédemment réservé de M. Marc Laffineur (revalorisation en matière de droits de mutation à titre gratuit des abattements applicables aux frères et sœurs et aux non parents) (p. 6811) : retiré (p. 6812)

Amendement n° 530 précédemment réservé de M. Maurice Leroy (institution d'un abattement sur la part passible des droits de mutation à titre gratuit au profit du concubin lié au donateur ou au défunt depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) (p. 6812) : rejeté (p. 6813)

Article 15 (régime des titres ou droits de personnes morales ou organismes, détenant directement ou par personne interposée, des immeubles ou droits immobiliers sis en France) : adopté (p. 6813)

Amendement n° 15 de la commission (de précision) : adopté (p. 6813)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France) (p. 6813) : adopté après modifications (p. 6819)

Intervenants : M. Gilles Carrez (p. 6814); M. François d'Aubert (p. 6815); M. Christian Sautter (p. 6815)

Amendements identiques n°s 222 et 458

Amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6816) : rejeté (p. 6817)

Amendement n° 458 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 6816) : rejeté (p. 6817)

Amendement n° 460 de M. Gilles Carrez (exonération des contribuables devant quitter le territoire national à la demande de leur employeur) : rejeté (p. 6817)

Amendement n° 350 de M. Gilbert Gantier (suppression du paragraphe II) (p. 6817) : rejeté (p. 6818)

Amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6818)

Amendement n° 459 de M. Gilles Carrez (suppression de l'obligation de constituer des garanties auprès d'un comptable du Trésor public) (p. 6818) : rejeté (p. 6819)

Amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6819)

Amendement n° 351 de M. Gilbert Gantier (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de l'article) : rejeté (p. 6819)

Après l'article 16

Amendement n° 18 de la commission (sursis d'imposition des plus-values professionnelles à long terme en cas de défaut de paiement) (p. 6819) : retiré (p. 6820)

Amendement n° 520 de M. Gérard Bapt (non-application de l'abattement prévu à l'article 150 M du code général des impôts aux plus-values immobilières réalisées lors de la cession de terrains à bâtir) (p. 6820) : retiré (p. 6821)

Article 17 (gratuité de la délivrance des cartes nationales d'identité et du droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire) : adopté (p. 6821)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers) (p. 6821) : adopté après modifications (p. 6829)

Intervenants : M. Michel Bouvard (p. 6821); M. Maurice Adevah-Poeuf (p. 6822); Mme Nicole Bricq (p. 6823); M. Yves Cochet (p. 6824); M. Christian Sautter (p. 6825)

Amendement n° 285 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 6825) : rejeté (p. 6826)

Discussion commune des amendements n°s 169, 410 et 292 corrigé

Amendement n° 169 de M. Yves Cochet (augmentation de 15 centimes par litre et par an, sur une période de cinq ans, du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gazole) (p. 6826) : rejeté (p. 6827)

Amendement n° 410 de M. Charles de Courson (diminution de la fiscalité applicable au supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) (p. 6826) : rejeté (p. 6827)

Amendement n° 292 corrigé de M. Laurent Dominati (diminution de la fiscalité applicable au supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) (p. 6826) : rejeté (p. 6827)

Amendement n° 19 de la commission (abaissement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz de pétrole liquéfié) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6827)

Amendement n° 20 de la commission (abaissement du taux de la taxe intérieure de consommation

applicable au gaz naturel véhicule) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6827)

Amendement n° 162 de M. Maurice Adevah-Poeuf (remboursement aux exploitants de transports publics en commun de voyageurs de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel véhicule et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour le gaz de pétrole liquéfié, dans une limite de 40 000 litres par an, et par véhicule) (p. 6827) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6828)

Amendement n° 411 de M. Charles de Courson (suppression du paragraphe IV relatif aux dispositions particulières pour les transporteurs routiers) : rejeté (p. 6828)

Amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6828)

Amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 6828) : adopté (p. 6829)

Amendement n° 482 de M. Michel Bouvard (relèvement du plafond limitant la récupération partielle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les véhicules de plus de 12 tonnes) : rejeté (p. 6829)

Après l'article 18

Amendements identiques n°s 23 et 209

Amendement n° 23 de la commission (modification du régime fiscal de l'aquazole) (p. 6829) : adopté après rectification (suppression du gage) et modifications (p. 6830)

Sous-amendement n° 531 de M. Didier Migaud (de précision) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6830)

Amendement n° 209 de M. Michel Bouvard (modification du régime fiscal de l'aquazole) : retiré (p. 6829)

Amendement n° 24 de la commission (augmentation du volume de gaz de pétrole liquéfié défiscalisé pour les taxis) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6830)

Discussion commune de l'amendement n° 461, des amendements identiques n°s 260 et 325 et des amendements n°s 259 et 462

Amendement n° 461 de M. Gilles Carrez (abaissement progressif du taux normal de la TVA) (p. 6830) : rejeté (p. 6836)

Amendement n° 260 de M. Marc Laffineur (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6831) : rejeté (p. 6836)

Amendement n° 325 de M. Yves Fromion (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6831) : rejeté (p. 6836)

Amendement n° 259 de M. François d'Aubert (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6831) : rejeté (p. 6836)

Amendement n° 462 de M. Gilles Carrez (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6831) : rejeté (p. 6836)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité) (p. 6836) : adopté après modifications (p. 6840)

Intervenant : M. Michel Bouvard (p. 6836)

Discussion commune de l'amendement n° 70 rectifié, des amendements identiques n°s 25 et 331 et des amendements n°s 132, 358 et 288

Amendement n° 70 rectifié de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA aux abonnements et aux livraisons d'électricité et de gaz combustible) (p. 6837) : rejeté (p. 6838)

Amendement n° 25 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) (p. 6837) : adopté (p. 6839)

Amendement n° 331 de M. Yves Fromion (p. 6837) : non soutenu (p. 6839)

Amendement n° 132 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) (p. 6837) : devenu sans objet (p. 6839)

Amendement n° 358 de M. Étienne Pinte (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) (p. 6837) : devenu sans objet (p. 6839)

Amendement n° 288 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) (p. 6837) : devenu sans objet (p. 6839)

Amendement n° 131 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA à une part, fixée par décret, de la consommation de gaz et d'électricité) : retiré (p. 6839)

Amendement n° 129 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA, sous certaines conditions, à la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau) (p. 6839) : rejeté (p. 6840)

Après l'article 19

Amendement n° 243 de M. Jean-Jacques Weber (non-assujettissement à la TVA des prestations fournies par les syndicats de copropriétaires aux résidences avec services aux retraités) : rejeté (p. 6840)

Amendement n° 138 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application d'un taux de TVA de 1 % aux quotidiens d'opinion) : rejeté (p. 6840)

Amendement n° 136 de M. Christian Cuvilliez (application d'un taux de TVA de 5 % à un certain nombre de produits tels que l'eau et les boissons non alcoolisées, la plupart des produits destinés à l'alimentation humaine, les produits agricoles sans transformation, les produits pharmaceutiques et les livres scolaires) : rejeté (p. 6841)

Réserve, à la demande de la commission, de la discussion des amendements n^{os} 26, 134, 532, 77 et 301 jusqu'à l'amendement n^o 194 rectifié portant article additionnel après l'article 27 (p. 6842)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 156 corrigé, 262, 440 et 327, des amendements n^{os} 93 corrigé, 362, 438 et 245, des amendements identiques n^{os} 212, 441 et 528 et des amendements identiques n^{os} 263 et 328

Amendement n^o 156 corrigé de M. Michel Suchod (p. 6846) : non soutenu (p. 6847)

Amendement n^o 262 de M. Laurent Dominati (p. 6846) : non soutenu (p. 6847)

Amendement n^o 440 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6846) : rejeté (p. 6853)

Amendement n^o 327 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6846) : rejeté (p. 6853)

Amendement n^o 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6846) : rejeté (p. 6853)

Amendement n^o 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6846) : rejeté (p. 6853)

Amendement n^o 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6846) : rejeté (p. 6853)

Amendement n^o 245 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Amendement n^o 212 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Amendement n^o 441 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Amendement n^o 528 de M. François Sauvadet (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Amendement n^o 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Amendement n^o 328 de M. Yves Fromion (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : retiré (p. 6847)

Amendement n^o 159 corrigé de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées dans les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 10 mètres carrés) (p. 6853) : retiré (p. 6855)

Amendement n^o 319 de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux CD-rom) : rejeté (p. 6855)

Amendement n^o 322 de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux services d'information accessibles par les réseaux de télécommunication) : rejeté (p. 6855)

Amendement n^o 321 de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux services de presse électroniques) : rejeté (p. 6855)

Amendement n^o 139 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux véhicules dont la consommation est inférieure à 4 litres pour 100 kilomètres) (p. 6855) : rejeté (p. 6856)

Amendement n^o 287 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux véhicules électriques) : rejeté (p. 6856)

Amendement n^o 170 corrigé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux capteurs solaires et au bois de chauffage) (p. 6856) : rejeté (p. 6857)

Discussion commune des amendements n^{os} 334 et 483

Amendement n^o 334 de M. Jacques Barrot (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) : adopté (p. 6857)

Amendement n^o 483 de M. Jean Proriol (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) : devenu sans objet (p. 6857)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 75 et 286 et de l'amendement n^o 330

Amendement n^o 75 de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : vote réservé (p. 6858) : retiré (p. 6870)

Amendement n^o 286 de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : vote réservé (p. 6858) : retiré (p. 6870)

Amendement n^o 330 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : vote réservé (p. 6858) : retiré (p. 6870)

Réserve, à la demande de la commission, de la discussion des amendements n^{os} 75, 286 et 330 jusqu'à l'amendement n^o 30 portant article additionnel après l'article 22 (p. 6858)

Amendement n^o 227 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux travaux effectués sur les bâtiments ayant un intérêt patrimonial reconnu) (p. 6858) : rejeté (p. 6859)

Amendement n^o 323 de M. Yves Fromion : non soutenu (p. 6859)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 329 et 290 corrigé, des amendements n^{os} 146

corrigé et 190 corrigé et des amendements identiques n^{os} 235, 244 et 442

Amendement n^o 329 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Amendement n^o 290 corrigé de M. Marc Laffineur (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Amendement n^o 146 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Amendement n^o 190 corrigé de M. Gérard Voisin (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Amendement n^o 235 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Amendement n^o 244 de M. Jean-Jacques Weber (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Amendement n^o 442 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Amendement n^o 446 de M. Jérôme Cahuzac (application du taux réduit de la TVA aux véhicules pour handicapés paraplégiques) (p. 6860) : adopté après rectification au scrutin public (p. 6862)

Amendement n^o 148 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux prestations obligatoires de service funéraire) : retiré (p. 6862)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés) (p. 6862) : adopté (p. 6864)

Discussion commune des amendements n^{os} 137, 523 et 228

Amendement n^o 137 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux lunettes et aux appareils auditifs) (p. 6862) : retiré (p. 6864)

Amendement n^o 523 de Mme Dominique Gillot (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) (p. 6862) : retiré (p. 6864)

Amendement n^o 228 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA aux appareils auditifs) (p. 6863) : retiré (p. 6864)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères) (p. 6864) : adopté après modifications (p. 6866)

Discussion commune des amendements n^{os} 430 corrigé, 141 corrigé et 27

Amendement n^o 430 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux prestations de collecte, de tri et de valorisation, y compris par voie biologique, des matériaux contenus dans certains déchets) (p. 6865) : retiré (p. 6866)

Amendement n^o 141 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux opérations de traitement portant sur des déchets ménagers ayant fait l'objet d'une collecte séparative et à l'ensemble des prestations des déchetteries) (p. 6865) : retiré (p. 6866)

Amendement n^o 27 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux opérations de traitement portant sur des déchets ménagers ayant fait l'objet d'une collecte séparative) (p. 6865) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6866)

Amendement n^o 140 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des opérations de collecte des ordures ménagères) (p. 6865) : retiré (p. 6866)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) (p. 6866) : adopté après modifications (p. 6868)

Amendement n^o 415 de M. Charles de Courson (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des travaux réalisés dans les logements locatifs bénéficiant de l'aide personnalisée au logement) (p. 6866) : rejeté (p. 6867)

Discussion commune des amendements n^{os} 230, 231, 232 et 233

Amendement n^o 230 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Amendement n^o 231 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Amendement n^o 232 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Amendement n^o 233 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Amendement n^o 28 de la commission (de précision) : adopté (p. 6867)

Amendement n^o 333 de M. Jacques Barrot (application du taux réduit de la TVA aux opérations de construction des logements-foyers

mises en œuvre entre le 1er octobre 1996 et le 2 juillet 1998) (p. 6867) : retiré (p. 6868)

Après l'article 22

Amendement n° 144 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux du prélèvement libérateur) : rejeté (p. 6868)

Discussion commune des amendements n°s 30 et 157, des amendements identiques n°s 75 et 286 et de l'amendement n° 330

Amendement n° 30 de la commission (assujettissement au taux réduit de la TVA des travaux d'amélioration et d'entretien dans l'habitat) (p. 6868) : retiré ; repris par M. François d'Aubert (p. 6871) : rejeté (p. 6873)

Amendement n° 157 de M. Jacques Desallangre (p. 6869) : non soutenu (p. 6870)

Amendement n° 75 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) (p. 6869) : retiré (p. 6870)

Amendement n° 286 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) (p. 6869) : retiré (p. 6870)

Amendement n° 330 précédemment réservé de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) (p. 6869) : retiré (p. 6870)

Amendement n° 31 de la commission (majoration du crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien) : retiré (p. 6871)

Amendement n° 29 de la commission (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les parcs résidentiels de tourisme) : retiré (p. 6871)

Amendement n° 546 de M. Didier Migaud (majoration du crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 6873)

Discussion commune des amendements n°s 554 et 217

Amendement n° 554 de M. Didier Migaud (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les villages résidentiels de tourisme) (p. 6873) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 6874)

Amendement n° 217 de M. Michel Bouvard (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les parcs résidentiels de tourisme) (p. 6873) : retiré (p. 6874)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations) (p. 6874) : adopté après modifications (p. 6876)

Amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Brard (plafonnement de la mesure à 1 million de francs) : rejeté (p. 6874)

Discussion commune des amendements n°s 32 et 335

Amendement n° 32 de la commission (suppression, pour la période allant du 7 octobre 1998 au 31 décembre 1999, de toute limite d'âge pour le bénéficiaire de l'abattement de 50 % sur les droits applicables aux donations) (p. 6875) : adopté (p. 6876)

Amendement n° 335 de M. Jacques Barrot (suppression jusqu'au 31 décembre 1999 de la limite d'âge pour bénéficiaire de l'abattement de 50 % sur les droits applicables aux donations) : retiré (p. 6875)

Après l'article 23

Amendement n° 416 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement de l'abattement applicable aux donations aux petits-enfants) (p. 6876) : rejeté (p. 6877)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie) (p. 6877) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 539 rectifié (p. 6882)

Intervenants : M. François d'Aubert (p. 6878) ; M. Gilles Carrez (p. 6878) ; M. Jean-Jacques Jégou (p. 6879) ; M. Christian Sautter (p. 6879) ; M. Claude Billard (p. 6879)

Amendements identiques n°s 58, 185, 264, 436 et 496

Amendement n° 58 de M. Philippe Auberger (de suppression) : retiré (p. 6880)

Amendement n° 185 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) : retiré (p. 6880)

Amendement n° 264 de M. François d'Aubert (de suppression) : retiré (p. 6880)

Amendement n° 436 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) : retiré (p. 6880)

Amendement n° 496 de M. Gérard Voisin (de suppression) : retiré (p. 6880)

Amendement n° 539 rectifié de M. Didier Migaud (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0, 20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) (p. 6880) : adopté (p. 6882)

Sous-amendement n° 558 de M. Germain Gengenwin (suppression du prélèvement de 0,20 %) : rejeté (p. 6882)

Les autres amendements sur l'article 24 n'ont plus d'objet

Après l'article 24

Amendement n° 154 de M. Christian Cuvilliez (doublement du plafond de l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 6882) : rejeté (p. 6883)

Article 25 (réduction de l'écart entre les minima de perception du droit de consommation sur les tabacs) : adopté après modifications (p. 6883)

Amendement n° 490 de M. Didier Migaud (prorogation d'un an du délai au terme duquel le

minimum de perception applicable aux cigarettes brunes sera aligné sur celui applicable aux cigarettes blondes) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6883)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France) (p. 6883) : adopté après modifications (p. 6893)

Intervenants : M. Jacques Brunhes (p. 6884) ; M. Gilles Carrez (p. 6885) ; M. Gilbert Gantier (p. 6886) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 6886) ; M. Christian Sautter (p. 6887) ; M. Christian Jacob (p. 6887)

Amendements identiques n^{os} 265, 420 et 463

Amendement n^o 265 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6888) : rejeté (p. 6889)

Amendement n^o 420 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6888) : rejeté (p. 6889)

Amendement n^o 463 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 6888) : rejeté (p. 6889)

Discussion commune des amendements n^{os} 526, 34, 464, 364 et 78

Amendement n^o 526 de M. Georges Sarre (suppression de l'extension de la taxe aux activités commerciales et de stockage) (p. 6889) : rejeté (p. 6891)

Amendement n^o 34 de la commission (définition des limites territoriales de la région Ile-de-France) (p. 6889) : adopté (p. 6891)

Sous-amendement n^o 557 de M. Christian Jacob (exonération des cantons ruraux) (p. 6889) : rejeté (p. 6891)

Sous-amendement oral du Gouvernement (suppression de la mention des départements qui composent la région Ile-de-France) (p. 6890) : retiré (p. 6891)

Amendement n^o 464 de M. Gilles Carrez (exonération des locaux de stockage) (p. 6889) : devenu sans objet (p. 6891)

Amendement n^o 364 de M. Gilbert Gantier (exonération de certains locaux de stockage) (p. 6889) : devenu sans objet (p. 6891)

Amendement n^o 78 de M. Christian Cuvilliez (exonération des bureaux situés dans le port autonome de Paris) (p. 6890) : devenu sans objet (p. 6891)

Amendement n^o 35 de la commission (définition du champ d'application de la taxe) : adopté (p. 6891)

Amendement n^o 313 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à la taxe des surfaces de stationnement) (p. 6891) : rejeté (p. 6892)

Amendement n^o 363 de M. Gilbert Gantier (exonération des locaux de stockage) : rejeté (p. 6892)

Amendement n^o 543 de M. Christian Cuvilliez (exonération des locaux de stockage situés dans une zone portuaire) : retiré (p. 6892)

Amendement n^o 361 de M. Pierre Carassus : non soutenu (p. 6892)

Amendement n^o 314 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à la taxe des surfaces de stationnement) : rejeté (p. 6892)

Amendement n^o 527 de M. Georges Sarre : non soutenu (p. 6892)

Amendement n^o 36 de la commission (taxation à un tarif réduit des locaux à usage de bureaux dont sont propriétaires les organismes sans but lucratif à caractère sportif) : adopté (p. 6892)

Amendement n^o 299 de M. Gilbert Gantier (exonération des locaux de stockage) (p. 6892) : rejeté (p. 6893)

Amendement n^o 365 de M. Gilbert Gantier (abaissement des taux applicables aux locaux de stockage et suppression de la distinction entre deux tarifs selon la superficie des locaux) : rejeté (p. 6893)

Amendement n^o 366 de M. Gilbert Gantier (abaissement des taux applicables aux locaux de stockage et suppression de la distinction entre deux tarifs selon la superficie des locaux) : rejeté (p. 6893)

Après l'article 26

Amendement n^o 303 de M. Laurent Dominati : non soutenu (p. 6900)

Amendement n^o 277 de M. Marc Laffineur : non soutenu (p. 6900)

Réserve, à la demande de la commission, de la discussion de l'article 27 jusqu'après l'article 40 (p. 6900)

Après l'article 27

Amendement n^o 194 rectifié de M. Christian Cuvilliez (non-assujettissement à la TVA des terrains acquis par des personnes physiques en vue de la construction d'immeubles affectés à leur usage privatif) (p. 6900) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6901)

Après l'article 19

Discussion commune des amendements n^{os} 26, 134, 532, 77 et 301

Amendement n^o 26 précédemment réservé de la commission (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6901) : retiré (p. 6903)

Amendement n^o 134 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6901) : retiré (p. 6903)

Amendement n^o 532 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6901) : retiré (p. 6903)

Amendement n^o 77 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (baisse de la TVA sur les

chocolats présentés en tablettes ou en bâtons) (p. 6901) : rejeté (p. 6903)

Amendement n° 301 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (baisse de la TVA sur les tablettes de chocolat) (p. 6902) : rejeté (p. 6903)

Article 28 (réduction du taux de l'impôt fiscal) : adopté (p. 6903)

Amendement n° 266 de M. Gilbert Gantier : non soutenu (p. 6903)

Amendement n° 516 de M. Georges Sarre : non soutenu (p. 6903)

Amendement n° 84 de M. Christian Cuvilliez (extension aux particuliers de la réduction de l'impôt fiscal prévue pour les entreprises) : rejeté (p. 6903)

Après l'article 28

Amendement n° 39 de la commission (assimilation à des apports des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelles) (p. 6903) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6904)

Amendement n° 193 de M. Christian Cuvilliez (réintégration dans le bénéfice net total de la société-mère d'une fraction forfaitaire des charges afférentes aux produits de participation perçus par cette même société-mère) : adopté (p. 6904)

Amendement n° 224 de M. Michel Bouvard (octroi d'avantages fiscaux aux sociétés qui organisent des congrès dans les départements d'outre-mer) (p. 6904) : rejeté (p. 6905)

Amendement n° 225 de M. Michel Bouvard (octroi d'avantages fiscaux aux sociétés qui organisent des congrès dans les départements d'outre-mer) (p. 6904) : rejeté (p. 6905)

Amendement n° 226 de M. Michel Bouvard (octroi d'avantages fiscaux aux sociétés qui organisent des congrès dans les départements d'outre-mer) : rejeté (p. 6905)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle) (p. 6906) : adopté après modifications (p. 6930)

Intervenants : M. Gilles Carrez (p. 6907) ; M. Daniel Feurtet (p. 6908) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 6909) ; M. Gérard Fuchs (p. 6909) ; M. Philippe Auberger (p. 6909) ; M. Christian Sautter (p. 6910) ; M. Augustin Bonrepaux (p. 6910) ; M. Dominique Strauss-Kahn (p. 6915)

Amendement n° 421 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 6911) : rejeté (p. 6915)

Discussion commune des amendements n°s 473, 475 et 474

Amendement n° 473 de M. Gilles Carrez (nouvelle rédaction de l'article substituant à la compensation la technique du dégrèvement) (p. 6916) : rejeté (p. 6920)

Amendement n° 475 de M. Gilles Carrez (nouvelle rédaction de l'article substituant à la compensation la technique du dégrèvement et limitant l'application de la réforme à l'année 1999) (p. 6917) : rejeté (p. 6920)

Amendement n° 474 de M. Gilles Carrez (nouvelle rédaction de l'article limitant l'application de la réforme à l'année 1999) (p. 6917) : rejeté (p. 6920)

Discussion commune des amendements n°s 472, 337 et 338

Amendement n° 472 de M. Gilles Carrez (réduction de la fraction imposable des recettes des titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 6920) : rejeté (p. 6921)

Amendement n° 337 de M. Jacques Desallangre (p. 6920) : non soutenu (p. 6921)

Amendement n° 338 de M. Jacques Desallangre (p. 6920) : non soutenu (p. 6921)

Amendement n° 274 de M. Gilbert Gantier (suppression des dispositions prévoyant l'extinction de la réduction pour embauche et investissement sur deux ans) : rejeté (p. 6921)

Amendement n° 469 de M. Gilles Carrez (maintien de la réduction pour embauche et investissement au taux de 35 %) (p. 6921) : rejeté (p. 6923)

Amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6923)

Amendement n° 276 de M. Marc Laffineur (rétablissement du taux unique de 3,5 % pour le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) : rejeté (p. 6923)

Amendement n° 353 de M. Gilbert Gantier (maintien de la déduction des loyers pour déterminer la valeur ajoutée servant à la mise en œuvre du plafonnement) : rejeté (p. 6923)

Amendement n° 73 de M. Philippe Auberger (de précision) (p. 6923) : retiré (p. 6924)

Amendement n° 272 de M. Marc Laffineur (suppression de l'augmentation progressive du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6924)

Amendement n° 237 de M. Germain Gengenwin (suppression des dispositions prévoyant une hausse du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6924)

Discussion commune des amendements n°s 110 et 470

Amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Brard (affectation au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle des recettes induites par l'augmentation des taux de la cotisation minimale) (p. 6924) : rejeté (p. 6925)

Amendement n° 470 de M. Gilles Carrez (versement du produit de la cotisation minimale au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6924) : rejeté (p. 6925)

Amendement n° 111 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de la cotisation minimale pour les entreprises ayant comme raison sociale la gestion de participations dans des sociétés industrielles ou commerciales) : retiré (p. 6925)

Amendement n° 273 de M. Marc Laffineur (rapport au Parlement) (p. 6925) : rejeté (p. 6926)

Amendements identiques n^{os} 236 et 275

Amendement n^o 236 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Amendement n^o 275 de M. Marc Laffineur (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Amendement n^o 352 de M. Gilbert Gantier (diminution de la progression des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Amendement n^o 354 de M. Gilbert Gantier (réduction du plafond applicable au taux de la taxe professionnelle à une fois et demie le taux moyen constaté l'année précédente au niveau national pour chacun des différents niveaux des collectivités locales) : rejeté (p. 6926)

Amendement n^o 471 de M. Gilles Carrez (affectation de la majoration de la cotisation nationale de péréquation au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6926) : rejeté (p. 6927)

Amendement n^o 536 de M. Jean-Pierre Brard (mise en œuvre d'un dispositif de compensation pour les collectivités locales tenant compte de l'évolution des bases) : rejeté (p. 6927)

Amendement n^o 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6928)

Amendement n^o 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6928)

Amendement n^o 355 de M. Marc Laffineur (mise en œuvre d'un dispositif de compensation pour les collectivités locales tenant compte de l'évolution des bases) : rejeté (p. 6928)

Amendement n^o 356 de M. Marc Laffineur (indexation de la compensation versée aux collectivités locales sur le taux d'inflation et sur la totalité de la croissance du PIB) : rejeté (p. 6928)

Amendement n^o 417 de M. Pierre Méhaignerie (remplacement de la compensation prévue au titre des pertes de recettes nées de la réforme par un dégreèvement) : rejeté (p. 6928)

Amendement n^o 43 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6929)

Amendement n^o 44 de la commission (rapport d'étape) : adopté (p. 6929)

Amendement n^o 108 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle sur certains actifs financiers) (p. 6929) : rejeté (p. 6930)

Amendement n^o 109 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle sur certains actifs financiers) : rejeté (p. 6930)

Après l'article 29

Amendement n^o 98 de M. Christian Cuvilliez (retour progressif de France Télécom dans le droit commun de la fiscalité locale) : rejeté (p. 6935)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes) (p. 6935) : adopté après modifications (p. 6943)

Intervenants : M. Yves Cochet (p. 6937) ; M. Daniel Feurtet (p. 6937) ; M. Jean-Jacques Jégou (p. 6938) ; Mme Nicole Bricq (p. 6938) ; M. Christian Sautter (p. 6939)

Amendements identiques n^{os} 59, 271 et 422

Amendement n^o 59 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 6939) : rejeté (p. 6940)

Amendement n^o 271 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 6939) : rejeté (p. 6940)

Amendement n^o 422 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 6939) : rejeté (p. 6940)

Amendement n^o 173 de M. Yves Cochet (élargissement de l'assiette de la taxe aux déchets industriels) (p. 6940) : retiré (p. 6941)

Amendement n^o 45 de la commission (de précision) : adopté (p. 6941)

Amendement n^o 171 de M. Yves Cochet (élargissement de l'assiette de la taxe aux aérodromes militaires) (p. 6941) : retiré (p. 6942)

Amendement n^o 172 de M. Yves Cochet : retiré (p. 6942)

Amendement n^o 100 de M. Christian Cuvilliez (extension de la taxe au trafic privé d'aéronefs) : rejeté (p. 6942)

Amendement n^o 174 de M. Yves Cochet (majoration de la taxe sur les nuisances sonores) : rejeté (p. 6942)

Amendement n^o 46 de la commission (de précision) (p. 6942) : adopté (p. 6943)

Amendement n^o 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6943)

Amendement n^o 48 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6943)

Après l'article 30

Amendement n^o 176 de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les engrais chimiques) (p. 6943) : rejeté (p. 6944)

Amendement n^o 175 de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur "l'artificialisation des sols") (p. 6944) : retiré (p. 6945)

Amendement n^o 246 de M. Yves Cochet (majoration des tarifs de la taxe sur les installations classées) : rejeté (p. 6945)

Amendement n^o 524 de Mme Nicole Bricq (assujettissement des élevages hors sol à la taxe sur les installations classées) (p. 6945) : retiré ; repris par M. Jean-Jacques Jégou (p. 6946) : rejeté (p. 6947)

Article 31 (amortissement exceptionnel des véhicules fonctionnant en bicarburation et des accumulateurs nécessaires à leur fonctionnement) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 49 rectifié (p. 6947)

Amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prorogeant la validité du régime d'amortissement exceptionnel jusqu'au 1er janvier 2003) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6947)

Après l'article 31

Discussion commune des amendements n°s 50 et 163

Amendement n° 50 de la commission (majoration de l'exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburation) (p. 6947) : adopté (p. 6948)

Amendement n° 163 de M. Maurice Adevah-Poeuf : non soutenu (p. 6947)

Article 32 (suppression de diverses taxes) : adopté après modifications (p. 6948)

Amendement n° 51 de la commission (avancement au 1er octobre 1998 de la date d'application de la suppression de la taxe sur les briquets et allumettes) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6948)

Après l'article 32

Amendement n° 555 de M. Marc Laffineur (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : rejeté (p. 6948)

Amendement n° 104 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la taxe sur les surloyers) (p. 6948) : retiré (p. 6949)

Amendement n° 289 de M. Marc Laffineur (suppression des droits d'inscription aux examens et aux concours administratifs) : retiré (p. 6949)

Article 33 (suppression de la taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles) : adopté (p. 6949)

Article 34 (suppression du prélèvement sur les bénéficiaires des entreprises exploitant des gisements d'hydrocarbures) : adopté (p. 6949)

Article 35 (suppression de la taxe perçue pour toute demande d'autorisation administrative d'exploitation d'eau minérale naturelle) : adopté (p. 6949)

Après l'article 35

Amendement n° 508 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives ou d'actions de sociétés assurant la transformation et la commercialisation de matières premières agricoles) (p. 6949) : rejeté (p. 6950)

Amendement n° 509 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles) : rejeté (p. 6950)

Amendement n° 510 de M. Charles de Courson (suppression de l'obligation de réintégration de la déduction pour investissement affectée à des éléments amortissables au fur et à mesure que l'amortissement est effectué) : rejeté (p. 6950)

Amendement n° 511 de M. Charles de Courson (création d'une réserve spéciale d'autofinancement pour les exploitations agricoles) : rejeté (p. 6950)

Amendement n° 488 du Gouvernement (institution d'une taxe de l'aviation civile et suppression de la taxe de sécurité et de sûreté et de la taxe de péréquation des transports aériens) (p. 6951) : adopté (p. 6952)

Discussion commune des amendements n°s 180 et 181 rectifié

Amendement n° 180 de M. Georges Sarre (institution d'une taxe sur les recettes de publicité des services de télévision diffusés par voie hertzienne) (p. 6953) : retiré (p. 6955)

Amendement n° 181 rectifié de M. Georges Sarre (institution d'une taxe sur les recettes de publicité des services de télévision diffusés par voie hertzienne) (p. 6953) : retiré (p. 6955)

Amendement n° 505 de M. Charles de Courson (application des droits réduits de 1 % aux cessions de parts réalisées par des groupements fonciers agricoles louant leurs terres par bail à long terme) : rejeté (p. 6955)

Amendement n° 91 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement de la taxe d'habitation pour les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu n'excède pas 18 000 F) (p. 6955) : retiré (p. 6956)

Amendement n° 86 de M. Christian Cuvilliez (accroissement du dégrèvement d'office de la taxe d'habitation dont bénéficient les contribuables ayant des revenus modestes) (p. 6955) : retiré (p. 6956)

Amendement n° 315 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un mécanisme de dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires des minima sociaux) (p. 6956) : retiré (p. 6957)

Amendement n° 90 de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un mécanisme de dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires des minima sociaux) : retiré (p. 6957)

Amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Weber (institution d'un crédit d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survivance d'un état de dépendance) (p. 6957) : rejeté (p. 6958)

C - Mesures diverses

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne) (p. 6958) : adopté (p. 6961)

Intervenants : M. Jean-Jacques Jégou (p. 6958) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 6958)

Amendements identiques n^{os} 60 rectifié et 267

Amendement n^o 60 rectifié de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 6959) : rejeté (p. 6960)

Amendement n^o 267 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 6959) : rejeté (p. 6960)

Amendement n^o 279 de M. Marc Laffineur (réduction du montant du prélèvement) (p. 6960) : rejeté (p. 6961)

Amendement n^o 278 de M. Marc Laffineur (réduction du montant du prélèvement) : rejeté (p. 6961)

Après l'article 36

Amendement n^o 443 de M. Yves Nicolin : non soutenu (p. 6961)

Amendement n^o 540 de M. Jean-Jacques Weber (institution d'une réduction d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) : rejeté (p. 6961)

Amendement n^o 103 de M. Jean-Pierre Brard (majoration du droit de timbre applicable au permis de chasser) : rejeté (p. 6961)

Amendement n^o 96 de M. Gérard Grignon (rétablissement de la redevance appliquée aux gisements en mer dans la zone économique exclusive française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6962) : adopté (p. 6963)

II - Ressources affectées

Article 37 (dispositions relatives aux affectations) : adopté (p. 6963)

Article 38 (actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA) : adopté (p. 6963)

Article 39 (versement d'une contribution des organismes collecteurs du 1 % logement) : adopté (p. 6963)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 6963) : adopté après modifications (p. 6971)

Intervenants : M. Augustin Bonrepaux (p. 6964) ; M. Gilles Carrez (p. 6964) ; M. Christian Sautter (p. 6965)

Discussion commune des amendements n^{os} 413, 476 et 106

Amendement n^o 413 de M. Pierre Méhaignerie (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : rejeté (p. 6966)

Amendement n^o 476 de M. Gilles Carrez (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : rejeté (p. 6966)

Amendement n^o 106 de M. Christian Cuvilliez (indexation de l'enveloppe normée des concours de

l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : retiré (p. 6966)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 184 et 308, des amendements identiques n^{os} 52, 219 et 370 et des amendements n^{os} 74 et 560

Amendement n^o 184 de M. Georges Sarre (augmentation de la fraction de croissance prise en compte pour l'indexation du contrat de croissance et de solidarité) (p. 6966) : retiré (p. 6967)

Amendement n^o 308 de M. Jean-Pierre Brard (augmentation de la fraction de croissance prise en compte pour l'indexation du contrat de croissance et de solidarité) : retiré (p. 6967)

Amendement n^o 52 de la commission (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Amendement n^o 219 de M. Michel Bouvard (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Amendement n^o 370 de M. Jean Proriol (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Amendement n^o 74 de M. Philippe Auberger (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Amendement n^o 560 du Gouvernement (relèvement de la fraction d'évolution du PIB prise en compte, au titre de l'année 1999, pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : adopté (p. 6967)

Amendement n^o 477 de M. Gilles Carrez (suppression du dispositif de calcul de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat sur la base du montant "recalé" de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6967) : rejeté (p. 6969)

Amendement n^o 53 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6969)

Amendement n^o 54 de la commission (réduction de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les collectivités locales les moins favorisées) : adopté (p. 6969)

Amendement n^o 357 de M. Jean-Pierre Brard (maintien de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine au niveau du montant perçu au titre de 1998) : retiré (p. 6969)

Amendement n^o 497 de M. Michel Tamaya (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer bénéficiant de la quote-part réservée à l'outre-mer au sein de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6969) : retiré (p. 6970)

Amendement n° 498 de M. Michel Tamaya (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer ayant conclu un contrat de ville et bénéficiant de la quote-part de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6969) : retiré (p. 6970)

Amendement n° 55 rectifié de la commission (suppression de la diminution de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les communes figurant dans la première catégorie des communes de plus de 10 000 habitants éligibles à la dotation de solidarité urbaine) : retiré (p. 6970)

Amendement n° 95 de M. Roland Carraz : non soutenu (p. 6970)

Discussion commune des amendements n°s 56 rectifié et 561, des amendements identiques n°s 218 et 371 et des amendements n°s 478 et 479

Amendement n° 56 rectifié de la commission (accentuation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les communes les mieux dotées en bases de taxe professionnelle et application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation aux bourgs-centres situés en zone de revitalisation rurale) : retiré (p. 6970)

Amendement n° 561 du Gouvernement (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 6970) : adopté (p. 6971)

Amendement n° 218 de M. Michel Bouvard (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 6970) : rejeté (p. 6971)

Amendement n° 371 de M. Jean Proriol (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 6970) : rejeté (p. 6971)

Amendement n° 478 de M. Gilles Carrez (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à la moyenne de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique) (p. 6970) : rejeté (p. 6971)

Amendement n° 479 de M. Gilles Carrez (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à 80 % de la moyenne de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique) (p. 6970) : rejeté (p. 6971)

Amendement n° 311 de M. Jean-Pierre Brard : retiré (p. 6971)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels) (p. 6971) : adopté après modifications (p. 6976)

Amendement n° 491 de M. Didier Migaud (rédactionnel) : adopté (p. 6974)

Amendement n° 492 de M. Didier Migaud (rédactionnel) : adopté (p. 6974)

Amendement n° 37 de la commission (maintien du régime applicable aux marchands de biens pour les cessions d'immeubles professionnels réalisées entre le 1er janvier et le 30 juin 1999) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 6974)

Amendement n° 493 de M. Didier Migaud (rédactionnel) : adopté (p. 6974)

Amendement n° 467 de M. Gilles Carrez (non-application du régime des droits de mutation sur les cessions d'immeubles aux cessions de titres de sociétés par actions non cotées dont l'actif n'est pas constitué d'immeubles) : rejeté (p. 6974)

Amendement n° 494 de M. Didier Migaud (rédactionnel) : adopté (p. 6975)

Amendement n° 485 de M. Alain Ferry (application de la taxation à 4,80 % à compter du 15 octobre 1998) : rejeté (p. 6975)

Amendement n° 468 de M. Gilles Carrez (référence à la notion de prépondérance immobilière) : rejeté (p. 6975)

Discussion commune des amendements identiques n°s 38 et 369 et de l'amendement n° 559

Amendement n° 38 de la commission (institution d'une dotation budgétaire au titre de la compensation des droits relatifs à la taxe additionnelle régionale mentionnée à l'article 1599 sexies du code général des impôts) (p. 6975) : retiré (p. 6976)

Amendement n° 369 de M. Jean Proriol (institution d'une dotation budgétaire au titre de la compensation des droits relatifs à la taxe additionnelle régionale mentionnée à l'article 1599 sexies du code général des impôts) (p. 6975) : retiré (p. 6976)

Amendement n° 559 du Gouvernement (modulation de la compensation versée à chaque région en fonction du niveau des recettes de taxe additionnelle régionale) (p. 6975) : adopté (p. 6976)

Après l'article 40

Amendement n° 220 de M. Michel Bouvard (compensation des pertes de recettes subies par la ville de Modane en raison de l'application de la convention du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales) : rejeté (p. 6976)

Amendement n° 562 du Gouvernement (création, au sein du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, d'une deuxième part permettant de compenser pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine et pour les bourgs-centres les pertes de dotation de compensation de la

taxe professionnelle subies en 1999) : adopté (p. 6976)

Article 41 (majoration exceptionnelle de la dotation de solidarité urbaine (DSU)) (p. 6976) : adopté (p. 6977)

Amendements identiques n^{os} 195 corrigé et 499

Amendement n^o 195 corrigé de M. Christian Cu villiez (majoration supplémentaire de la dotation de solidarité urbaine) : retiré (p. 6977)

Amendement n^o 499 de M. Jean-Louis Idiart (majoration supplémentaire de la dotation de solidarité urbaine) : retiré (p. 6977)

Amendement n^o 515 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement de la dotation de développement rural) : retiré (p. 6977)

Après l'article 41

Amendement n^o 495 rectifié de M. Didier Migaud (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA de certains investissements réalisés par les collectivités locales sur des biens appartenant à l'Etat ou à des particuliers) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6977)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) : examiné (p. 6683) : adopté [15 octobre 1998] (p. 6707)

Après l'article 42

Amendement n^o 332 de M. Alain Néri : non soutenu (p. 6978)

Titre II

Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

Article 43 et état A (équilibre général du budget) (p. 6978) : adoptés après modifications (p. 6994)

Amendement n^o 302 de M. François d'Aubert (de suppression) : rejeté (p. 6989)

Amendement n^o 414 de M. Pierre Méhaignerie (réduction de 18,3 milliards de francs des dépenses du budget général) (p. 6989) : rejeté (p. 6990)

Amendement n^o 563 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 6990) : adopté (p. 6994)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement et réserve des votes sur les articles faisant l'objet de la seconde délibération et les amendements qui s'y rapportent (p. 6994)

Article 2 bis (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant d'une demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) (p. 6998) : vote réservé : adopté après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Amendement n^o 1 du Gouvernement (neutralisation des effets de la réduction du plafonnement du quotient familial pour les invalides, les anciens combattants et les personnes seules ayant des enfants majeurs de moins de 27 ans) (p. 6998) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 2 ter (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant d'une demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) (p. 6998) : vote réservé : supprimé au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Amendement n^o 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 6998) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 8 bis (application aux œuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6998) : vote réservé : supprimé au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Amendement n^o 8 du Gouvernement (de suppression) (p. 6998) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité) (p. 6998) : vote réservé : adopté après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Amendement n^o 3 du Gouvernement (application du taux réduit aux seuls abonnements relatifs aux livraisons d'électricité et de gaz combustible) (p. 6999) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 19 bis (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) (p. 6999) : vote réservé : supprimé au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Amendement n^o 4 du Gouvernement (de suppression) (p. 6999) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 19 ter (application du taux réduit de la TVA aux véhicules pour handicapés paraplégiques) (p. 6999) : vote réservé : supprimé au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Amendement n^o 5 du Gouvernement (de suppression) (p. 6999) : vote réservé : adopté au

scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations) (p. 6999) : vote réservé : adopté après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Amendement n° 6 du Gouvernement (application des taux de réduction des droits sur les donations réservée aux seuls donateurs âgés de moins de 75 ans) (p. 6999) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 31 bis (majoration de l'exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburant) (p. 6999) : vote réservé : supprimé au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Amendement n° 7 du Gouvernement (de suppression) (p. 6999) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 43 et état A (équilibre général du budget) (p. 6999) : vote réservé : adoptés après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Amendement n° 9 du Gouvernement (déficit fixé à 236,552 milliards de francs) (p. 6999) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Intervention du Gouvernement
M. Dominique Strauss-Kahn (p. 7016)

Intervention du rapporteur général
M. Didier Migaud (p. 7017)

Explications de vote
M. Philippe Auberger (p. 7020) ; M. Christian Cuvilliez (p. 7021) ; M. Alain Tourret (p. 7022) ; M. Jean-Jacques Jégou (p. 7022) ; M. François d'Aubert (p. 7023) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 7024)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Philippe Auberger (p. 7021)
Groupe communiste : pour : M. Christian Cuvilliez (p. 7021)
Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Alain Tourret (p. 7023)
Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Jean-Jacques Jégou (p. 7023)
Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. François d'Aubert (p. 7024)
Groupe socialiste : pour : M. Jean-Louis Idiart (p. 7024)

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7025)

Adoption par un seul vote, au scrutin public, des dispositions faisant l'objet d'une seconde délibération et de la première partie du projet de loi de finances pour 1999 (p. 7025)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Présentation du rapport de la commission des finances pour les affaires étrangères
M. Yves Tavernier (p. 7817)

Présentation de l'avis de la commission des affaires étrangères pour les affaires étrangères
M. Jean-Louis Bianco (p. 7819)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour les affaires étrangères et la coopération
M. Bernard Cazeneuve (p. 7820)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles pour les relations culturelles internationales et la francophonie
M. Patrick Bloche (p. 7822)

Présentation de l'avis de la commission des affaires étrangères pour les relations culturelles internationales et la francophonie
M. Georges Hage (p. 7823)

Discussion

M. Philippe Séguin (p. 7824) ; M. Pierre Lequiller (p. 7825) ; M. Michel Suchod (p. 7827) ; M. François Loncle (p. 7827) ; M. Marc Reymann (p. 7828) ; M. Jean-Claude Lefort (p. 7830) ; M. Jean-Bernard Raimond (p. 7833) ; M. Roger-Gérard Schwartzberg (p. 7834) ; M. Pierre Brana (p. 7835) ; M. Loïc Bouvard (p. 7836) ; M. Jacques Myard (p. 7837) ; Mme Marie-Hélène Aubert (p. 7838) ; Mme Monique Collange (p. 7839)

Intervention du Gouvernement
M. Hubert Védrine (p. 7841)

Procédure des questions

M. Bernard Schreiner (p. 7846) ; Mme Nicole Catala (p. 7847) ; M. Charles Ehrmann (p. 7848) ; M. Jean-Jacques Weber (p. 7849) ; M. Michel Voisin (p. 7850)

Réponses du Gouvernement

M. Hubert Védrine (p. 7846 à 7850)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7851)

Crédits inscrits à la ligne "Affaires étrangères et coopération" : I - Affaires étrangères" appelés à la suite de l'examen des crédits de la coopération [2 novembre 1998] : adoptés (p. 7876 à 7878)

Etat B, titre IV

Amendement n° 48 de M. Jacques Myard (rétablissement de crédits supprimés) (p. 7851) : rejeté (p. 7852)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Présentation du rapport de la commission des finances pour l'agriculture
Mme Béatrice Marre (p. 8765)

Présentation de l'avis de la commission de la production pour l'agriculture
M. François Patriat (p. 8767)

Présentation du rapport de la commission des finances pour la pêche
M. Louis Mexandeau (p. 8769)

Présentation de l'avis de la commission de la production pour la pêche
M. Dominique Dupilet (p. 8771)

Présentation du rapport de la commission des finances pour le budget annexe des prestations sociales agricoles
M. Charles de Courson (p. 8772)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles pour le budget annexe des prestations sociales agricoles
M. Robert Lamy (p. 8775)

Discussion

M. Félix Leyzour (p. 8776) ; M. François Sauvadet (p. 8777) ; M. Joseph Parrenin (p. 8779) ; M. Jacques Rebillard (p. 8780) ; M. Aimé Kergueris (p. 8782) ; M. Christian Jacob (p. 8784) ; M. François Liberti (p. 8785) ; M. René Leroux (p. 8786) ; M. Claude Hoarau (p. 8787) ; Mme Nicole Ameline (p. 8787) ; M. Louis Guédon (p. 8789) ; M. Germinal Peiro (p. 8790) ; M. Guy Lengagne (p. 8791) ; M. Philippe Martin (p. 8792) ; M. François Brottes (p. 8793) ; M. Jean-Michel Marchand (p. 8794) ; M. Jean Gaubert (p. 8795)

Interventions du Gouvernement

M. Jean Glavany (p. 8777, 8796)

Procédure des questions

M. Dominique Caillaud (p. 8807) ; M. Jean-François Chossy (p. 8807) ; M. Roger Lestas (p. 8808) ; M. Claude Desbons (p. 8809) ; M. Paul

Patriarche (p. 8810) ; M. Antoine Carré (p. 8810) ; M. Philippe Martin (p. 8812) ; M. André Angot (p. 8812) ; M. Louis Guédon (p. 8813) ; M. Pierre Forgues (p. 8814) ; M. Georges Colombier (p. 8815) ; M. Jean Auclair (p. 8817) ; M. Christian Jacob (p. 8818) ; M. François Guillaume (p. 8818)

Réponses du Gouvernement

M. Jean Glavany (p. 8807 à 8820)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Crédits inscrits à la ligne "Agriculture et pêche"

Etat B, titre III : adopté (p. 8820)

Etat B, titre IV (p. 8820) : adopté (p. 8826)

Intervenant : M. Christian Jacob (p. 8820)

Amendement n° 105 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8820) : rejeté (p. 8821)

Amendement n° 77 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8821) : rejeté (p. 8823)

Amendement n° 78 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8822) : rejeté (p. 8823)

Amendement n° 106 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8822) : rejeté (p. 8823)

Amendement n° 79 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) : rejeté (p. 8823)

Amendement n° 80 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8823) : rejeté (p. 8825)

Amendement n° 81 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8824) : retiré (p. 8825)

Amendement n° 83 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8824) : retiré (p. 8825)

Amendement n° 82 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8824) : rejeté (p. 8825)

Amendement n° 84 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8824) : retiré (p. 8825)

Amendement n° 85 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8824) : retiré (p. 8825)

Amendement n° 86 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8824) : rejeté (p. 8825)

Amendement n° 87 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8824) : rejeté (p. 8825)

Amendement n° 88 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8824) : retiré (p. 8825)

Amendement n° 89 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) : retiré (p. 8825)

Amendement n° 90 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) : retiré (p. 8825)

Amendement n° 91 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) : retiré (p. 8825)

Amendement n° 92 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) : retiré (p. 8825)

Amendement n° 93 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) : rejeté (p. 8825)

Amendement n° 94 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) : rejeté (p. 8825)

Amendement n° 95 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) : rejeté (p. 8825)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 8826)

Avant l'article 75

Amendement n° 34 de la commission (suppression, dans le code rural, des dispositions faisant référence aux dépenses de fonctionnement du BAPSA) : adopté (p. 8826)

Amendement n° 102 de M. Charles de Courson (fiscalité des entreprises agricoles individuelles) (p. 8826) : rejeté (p. 8829)

Amendement n° 104 du Gouvernement (revalorisation des retraites agricoles) (p. 8829) : adopté (p. 8831)

Amendement n° 27 rectifié de M. Charles de Courson (montant de la contribution sociale de solidarité) (p. 8831) : rejeté (p. 8832)

Budget annexe des prestations sociales agricoles

Crédits ouverts à l'article 49 : adoptés (p. 8832)

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 50 : adoptés après modifications (p. 8832)

Amendement n° 103 du Gouvernement (augmentation des crédits pour financer la révalorisation des retraites agricoles) : adopté (p. 8832)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Alain Rodet (p. 8057)

Présentation de l'avis de la commission de la production
Mme Janine Jambu suppléante de M. Félix Leyzour (p. 8059)

Intervention du président de la commission des finances
M. Augustin Bonrepaux (p. 8060)

Discussion

M. Yves Deniaud (p. 8061) ; M. Jean-Claude Lenoir (p. 8062) ; M. Jean Rigal (p. 8063) ; Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (p. 8067) ; M. Maurice Ligot (p. 8068) ; M. Daniel Paul (p. 8069) ; Mme Marie-Hélène Aubert (p. 8071) ; M. Henri Nayrou (p. 8072) ; M. Stéphane Alaize (p. 8073) ; M. Philippe Duron (p. 8074) ; M. Aloyse

Warhouver (p. 8075) ; M. André Vauchez (p. 8076) ; M. Jean-Pierre Balligand (p. 8077) ; M. Michel Grégoire (p. 8078)

Intervention du Gouvernement
Mme Dominique Voynet (p. 8079)

Procédure des questions

M. Serge Poignant (p. 8087) ; M. Roland Francisci (p. 8089) ; M. Christian Estrosi (p. 8089) ; M. Jean Proriol (p. 8091) ; M. Gérard Voisin (p. 8091) ; M. Charles Ehrmann (p. 8092) ; Mme Nicole Feidt (p. 8093) ; M. Yves Dauge (p. 8094) ; M. Jean Launay (p. 8095) ; M. Jacques Barrot (p. 8095) ; M. Léonce Deprez (p. 8096) ; M. Michel Bouvard (p. 8097) ; M. Michel Hunault (p. 8098) ; M. Patrice Martin-Lalande (p. 8099) ; M. Paul Patriarche (p. 8101, 8102) ; M. Michel Vergnier (p. 8102) ; M. Jean-Pierre Baeumler (p. 8103) ; M. Léonce Deprez (p. 8104) ; M. Edouard Landrain (p. 8105) ; M. François Sauvadet (p. 8105)

Réponses du Gouvernement
Mme Dominique Voynet (p. 8087 à 8106)

Vote des crédits [4 novembre 1998] (p. 8107)

Crédits inscrits à la ligne : "Aménagement du territoire et environnement : I - Aménagement du territoire"

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8107)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 8107)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Jean-Pierre Kucheida (p. 8199)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles
M. Maxime Gremetz (p. 8201)

Discussion

M. Patrice Carvalho (p. 8204) ; M. François Rochebloine (p. 8205) ; M. Jean-Paul Durieux (p. 8207) ; M. Georges Colombier (p. 8208) ; M. Didier Quentin (p. 8210) ; M. Jacques Floch (p. 8211) ; M. Jacques Desallangre (p. 8212) ; M. Michel Meylan (p. 8213) ; M. Alain Néri (p. 8214, 8221) ; M. Maxime Gremetz (p. 8214) ; M. Jean-Pierre Kucheida (p. 8214, 8216)

Interventions du Gouvernement
M. Jean-Pierre Masseret (p. 8216, 8222)

Procédure des questions

M. Jean-Jacques Weber (p. 8222) ; Mme Véronique Neiertz (p. 8223) ; Mme Martine David (p. 8223) ;

Mme Annette Peulvast-Bergeal (p. 8224); M. Georges Sarre (p. 8224); Mme Nicole Ameline (p. 8225); M. Michel Herbillon (p. 8225); M. Guy Teissier (p. 8226); M. Eric Doligé (p. 8227); M. Pierre Lasbordes (p. 8227); M. Robert Gaïa (p. 8228); M. Jean-Claude Beauchaud (p. 8228)

Réponses du Gouvernement

M. Jean-Pierre Masseret (p. 8223 à 8229)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8229)

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8229)

Etat C, titre V : adopté (p. 8229)

Article 75 (modification de l'article 2 de la loi n° 96-126 du 21 février 1996 en vue de rendre automatique le bénéfice de l'allocation de remplacement pour l'emploi pour les salariés anciens combattants cessant leur activité) : adopté (p. 8229)

Article 76 (relèvement du plafond donnant lieu à majoration de la retraite mutualiste du combattant) : adopté (p. 8229)

Après l'article 76

Amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (bénéfice de la carte d'ancien combattant aux Français ayant passé un minimum de quinze mois sous les drapeaux en Algérie) (p. 8229) : adopté (p. 8230)

Amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (suppression de l'obligation de bénéficier pendant six mois consécutifs de l'allocation différentielle pour prétendre à l'allocation de préparation à la retraite) : adopté (p. 8230)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Jean-Marie Le Guen (p. 8909)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles
M. Didier Mathus (p. 8911)

Discussion

M. Christian Cuvilliez (p. 8913); M. Laurent Dominati (p. 8914); M. Christian Kert (p. 8916); M. Michel Péricard (p. 8918); M. Michel Français (p. 8919); M. Henri Nayrou (p. 8921)

Intervention du Gouvernement

Mme Catherine Trautmann (p. 8921)

Procédure des questions

M. Christian Kert (p. 8926); M. François Baroin (p. 8926); M. Olivier de Chazeaux (p. 8927);

M. Patrice Martin-Lalande (p. 8928); M. Renaud Muselier (p. 8929)

Réponses du Gouvernement

Mme Catherine Trautmann (p. 8926 à 8930)

Vote des crédits [13 novembre 1998] (p. 8930)

Crédits inscrits à la ligne : "Services du Premier ministre : I - Services généraux"

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8931)

Etat C, titre V : adopté (p. 8931)

Etat E, lignes 44 et 45 : adoptées (p. 8931)

Article 63 (répartition de la redevance) : adopté (p. 8932)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Maurice Adevah-Poeuf (p. 7852)

Présentation de l'avis de la commission des affaires étrangères
M. Pierre Brana (p. 7859)

Discussion

M. Michel Voisin (p. 7860); M. Élie Hoarau (p. 7862); M. Jacques Godfrain (p. 7863); M. Pierre Goldberg (p. 7864); M. Yves Dauge (p. 7866); M. Pierre Lequiller (p. 7867); M. François Loncle (p. 7868)

Intervention du Gouvernement

M. Charles Josselin (p. 7870)

Rappel au règlement

M. Jean-Claude Lefort fait part de son mécontentement quant à l'organisation des débats et regrette le faible temps de parole des députés communistes pour la discussion du budget de la coopération [2 novembre 1998] (p. 7877)

Procédure des questions

M. Pierre Lequiller (p. 7878)

Réponse du Gouvernement

M. Charles Josselin (p. 7878)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7878)

Crédits inscrits à la ligne : "Affaires étrangères et Coopération"

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 7878)

Etat B, titres V et VI : adoptés (p. 7878)

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Présentation du rapport de la commission des finances pour la culture

M. Raymond Douyère (p. 7077)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles

M. Patrice Martin-Lalande (p. 7079)

Discussion

M. Michel Herbillon (p. 7081); Mme Huguette Bello (p. 7083); M. Marcel Rogemont (p. 7084); M. Hervé de Charette (p. 7086); M. Patrick Braouezec (p. 7088); M. François Baroin (p. 7089); M. Pierre Carassus (p. 7090); M. Guy Hascoët (p. 7091)

Intervention du Gouvernement

Mme Catherine Trautmann (p. 7092)

Procédure des questions

M. Bruno Bourg-Broc (p. 7100); M. Jean-Luc Warsmann (p. 7100, 7105); M. Patrick Delnatte (p. 7101); M. Franck Dhersin (p. 7101); M. Jean-Paul Bret (p. 7102, 7107); M. Patrick Bloche (p. 7103); M. Henri Plagnol (p. 7104); M. Yvon Abiven (p. 7105); M. Jean-Pierre Baeumler (p. 7106)

Réponses du Gouvernement

Mme Catherine Trautmann (p. 7100 à 7107)

Vote des crédits [21 octobre 1998] (p. 7108)

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 7108)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 7108)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Présentation du rapport de la commission des finances

M. Jean-Michel Boucheron (p. 8235)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour la dissuasion nucléaire

M. René Galy-Dejean (p. 8238)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour l'espace, la communication et le renseignement

M. Bernard Grasset (p. 8239)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour la gendarmerie

M. Georges Lemoine (p. 8240)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour les forces terrestres

M. Jean-Claude Sandrier (p. 8241)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour la marine

M. Jean-Yves Le Drian (p. 8242)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour l'air

M. Yann Galut (p. 8244)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour le titre III et les personnels de la défense

M. François Huwart (p. 8245)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour les crédits d'équipement

M. Jean Michel (p. 8246)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour les services communs

M. Michel Meylan (p. 8247)

Présentation de l'avis de la commission des affaires étrangères

M. Jean-Bernard Raimond (p. 8248)

Intervention du président de la commission de la défense

M. Paul Quilès (p. 8250)

Discussion

M. Bernard Charles (p. 8254); M. Bernard Birsinger (p. 8255); M. Antoine Carré (p. 8259); M. Arthur Paecht (p. 8259); M. Yves Fromion (p. 8261); M. Guy-Michel Chauveau (p. 8263); M. Gérard Charasse (p. 8265); M. Bernard Outin (p. 8266); M. Guy Teissier (p. 8266); M. Michel Voisin (p. 8268); M. Charles Cova (p. 8269); M. François Lamy (p. 8271); M. Jean-Louis Bernard (p. 8272)

Interventions du Gouvernement

M. Alain Richard (p. 8259, 8266 et 8273)

Procédure des questions

M. Yves Nicolin (p. 8291); M. François Rochebloine (p. 8292); M. Jacques Le Nay (p. 8293); M. Philippe Auberger (p. 8293); M. Patrice Martin-Lalande (p. 8294); M. Yves Fromion (p. 8295); M. Jean-Noël Kerdraon (p. 8296); Mme Nicole Feidt (p. 8297); M. Bernard Grasset (p. 8298); M. Charles Cova (p. 8299); M. Jean-Luc Warsmann (p. 8300); M. Didier Quentin (p. 8300); M. André Vauchez (p. 8302); M. Michel Dasseux (p. 8303); M. Jean-Claude Viollet (p. 8302); M. Gérard Lindeperg (p. 8305); M. Claude Lanfranca (p. 8306); M. Robert Gaïa (p. 8307); M. Pierre Ducout (p. 8308); M. Yann Galut (p. 8309); M. Bernard Cazeneuve (p. 8309)

Réponses du Gouvernement

M. Alain Richard (p. 8291 à 8310)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)

Article 47 (mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires) (p. 8310) : adopté (p. 8314)

Amendement n° 59 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8310) : rejeté (p. 8311)

Amendement n° 60 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) : rejeté (p. 8311)

Amendement n° 61 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8311) : rejeté (p. 8312)

Amendement n° 62 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) : rejeté (p. 8312)

Amendement n° 63 de M. Michel Voisin (réduction des crédits destinés à la direction générale à l'armement) : rejeté (p. 8312)

Amendement n° 64 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8312) : rejeté (p. 8313)

Amendement n° 65 de M. Michel Voisin (réduction des crédits ouverts au titre des opérations intéressant divers organismes internationaux et Etats étrangers) : retiré (p. 8313)

Amendement n° 66 de M. Michel Voisin (réduction des crédits relatifs aux frais de déplacement) (p. 8313) : rejeté (p. 8314)

Article 48 (mesures nouvelles sur les dépenses de capital des services militaires) (p. 8314) : adopté au scrutin public (p. 8317)

Titre V (p. 8314) : adopté (p. 8317)

Amendement n° 54 de M. Yves Cochet (réduction des crédits) (p. 8314) : rejeté (p. 8317)

Titre VI (p. 8314) : adopté (p. 8317)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS -
MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES
SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES -
COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Présentation du rapport de la commission des finances pour les charges communes

M. Thierry Carcenac (p. 8974)

Présentation du rapport de la commission des finances pour les services financiers et pour le budget annexe des Monnaies et médailles

M. Henry Chabert (p. 8976)

Présentation du rapport de la commission des finances pour les comptes spéciaux du Trésor et les entreprises publiques

M. Dominique Baert (p. 8977)

Présentation de l'avis de la commission de la défense pour les comptes spéciaux du Trésor

M. Loïc Bouvard (p. 8980)

Présentation du rapport de la commission des finances pour les taxes parafiscales

M. Daniel Feurtet (p. 8981)

Présentation du rapport de la commission des finances pour le commerce extérieur

M. Gilles Carrez (p. 8982)

Présentation de l'avis de la commission des affaires étrangères pour le commerce extérieur

Mme Louise Moreau (p. 8984)

Présentation de l'avis de la commission de la production pour le commerce extérieur

M. Nicolas Forissier (p. 8986)

Discussion

M. Pierre Hériaud (p. 8988) ; M. Henry Chabert (p. 8990) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 8990) ; M. Gilbert Gantier (p. 8991) ; M. Pierre Ducout (p. 8992)

Interventions du Gouvernement

M. Christian Sautter (p. 8993) ; M. Jacques Dondoux (p. 8998) ; Mme Marylise Lebranchu (p. 9000)

Procédure des questions

M. Pierre Hériaud (p. 9006) ; M. Patrick Delnatte (p. 9006)

Réponses du Gouvernement

M. Christian Sautter (p. 9006, 9007)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 9007)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - CHARGES COMMUNES

Etat B, titres I à III : adoptés (p. 9007)

Etat B, titre IV (p. 9007) : adopté après modifications (p. 9008)

Amendement n° 162 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 9007)

Etat C, titres V et VI (p. 9007) : adoptés (p. 9008)

Article 77 (majoration légale des rentes viagères) : adopté (p. 9008)

Article 78 (mise à disposition de La Poste des fonds des comptes courants postaux) : adopté (p. 9008)

II - SERVICES COMMUNS ET FINANCES

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 9008)

Etat C, titre V : adopté (p. 9008)

MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE)

Article 49 (budgets annexes - services votés) : adopté (p. 9009)

Article 50 (budgets annexes - mesures nouvelles) : adopté (p. 9009)

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

I - Opérations à caractère définitif

C - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

Article 51 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-12 "Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés" [FSH]) : adopté (p. 9009)

Article 52 (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France" [FARIF]) : adopté après modifications (p. 9009)

Amendement n° 74 de M. Dominique Baert (rédactionnel) : adopté (p. 9009)

Article 53 (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-30 "Fonds pour le financement de l'accession à la propriété" et programmation de la clôture du compte) : adopté (p. 9009)

Après l'article 53

Amendement n° 186 du Gouvernement (constitution d'un fonds d'intervention pour les aéroports et les transports aériens en remplacement du fonds de péréquation du transport aérien) (p. 9009) : adopté (p. 9010)

Article 54 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - services votés) : adopté (p. 9010)

Article 55 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles) (p. 9010) : adopté après modifications (p. 9011)

Amendement n° 187 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 9011)

II - Opérations à caractère temporaire

Article 56 (comptes spéciaux du Trésor - opérations à caractère temporaire - services votés) : adopté (p. 9011)

Article 57 (comptes d'affectation spéciale - opérations à caractère temporaire - mesures nouvelles) : adopté (p. 9011)

Article 58 (comptes de prêts - mesures nouvelles) : adopté (p. 9011)

III - Dispositions diverses

TAXES PARAFISCALES

Article 59 et état E (autorisations de perception des taxes parafiscales) (p. 9011) : adoptés (p. 9022)

Lignes 1 à 43 (p. 9011) : adoptées (p. 9022)

Lignes 44 et 45 : adoptées [13 novembre 1998] (p. 8931, 8932)

Lignes 46 à 48 (p. 9011) : adoptées (p. 9022)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Présentation du rapport de la commission des finances pour la ville

M. Pierre Bourguignon (p. 7885)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles pour la ville et l'intégration

M. Roland Carraz (p. 7887)

Présentation de l'avis de la commission de la production pour la ville et l'intégration

M. André Santini (p. 7888)

Discussion

M. Pierre Cardo (p. 7890); M. Michel Pajon (p. 7891); M. Michel Vaxès (p. 7893); Mme Hélène Mignon (p. 7894); M. Maurice Leroy (p. 7896); M. Patrick Rimbart (p. 7897)

Intervention du Gouvernement

M. Claude Bartolone (p. 7898)

Procédure des questions

M. Michel Meylan (p. 7903); M. Yves Dauge (p. 7904); M. Pierre Cohen (p. 7904); Mme Annette Peulvast-Bergeal (p. 7905); M. Patrick Braouezec (p. 7906); M. Jacques Brunhes (p. 7907); M. Gilbert Meyer (p. 7908, 7909); M. Jean-Luc Warsmann (p. 7909, 7912); Mme Nicole Bricq (p. 7909); Mme Odile Saugues (p. 7911); Mme Gilberte Marin-Moskovitz (p. 7911); Mme Odette Grzegorzulka (p. 7912); M. Laurent Cathala (p. 7914)

Réponses du Gouvernement

M. Claude Bartolone (p. 7903 à 7915)

Vote des crédits [3 novembre 1998] (p. 7915)*Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 7915)**Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 7915)*

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Présentation du rapport de la commission des finances pour l'enseignement scolaire

M. Jacques Guyard (p. 7122)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement scolaire

M. Yves Durand (p. 7125)

Discussion

Mme Bernadette Isaac-Sibille (p. 7126); M. Jean-Michel Marchand (p. 7127); M. Bruno Bourg-Broc (p. 7128); M. Jean-Pierre Baeumler (p. 7130); M. Guy Hermier (p. 7132); M. Claude Goasguen (p. 7135); M. Jean-Paul Bret (p. 7139); Mme Martine David (p. 7140); M. Philippe Duron (p. 7140)

Interventions du Gouvernement

M. Claude Allègre (p. 7141, 7147); Mme Ségolène Royal (p. 7144)

Procédure des questions

M. René Couanau (p. 7148); Mme Françoise de Panafieu (p. 7150); Mme Martine Aurillac (p. 7152); M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 7152); M. Bernard Birsinger (p. 7153); M. Ernest Moutoussamy (p. 7154); Mme Nicole Bricq (p. 7155); M. Stéphane Alaïze (p. 7155); M. Jean-Louis Fousseret (p. 7156); M. Bernard Perrut (p. 7157); M. Pierre Lequiller (p. 7158); M. André Schneider (p. 7159); M. Robert Poujade (p. 7160); Mme Marie-Jo Zimmermann (p. 7160); Mme Paulette Guinchard-Kunstler (p. 7162); M. Éric Besson (p. 7162); Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 7163); Mme Jacqueline Lazard (p. 7164); M. Julien Dray (p. 7164); Mme Danielle Bousquet (p. 7165); Mme Odette Trupin (p. 7165)

Réponses du Gouvernement

M. Claude Allègre (p. 7148 à 7166); Mme Ségolène Royal (p. 7152 à 7165)

Vote des crédits [20 octobre 1998] (p. 7167)*Crédits inscrits à la ligne : "Education nationale, recherche et technologie"*

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

*Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 7167)**Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 7167)**Après l'article 79*

Amendement n° 35 de la commission (intégration au service public de l'éducation nationale de l'École nationale des métiers du bâtiment de Felletin (Creuse)) (p. 7167) : adopté (p. 7168)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Présentation du rapport de la commission des finances pour l'enseignement supérieur

M. Alain Claeys (p. 7025)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement supérieur

Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 7027)

Présentation du rapport de la commission des finances pour la recherche

M. Christian Cuvilliez (p. 7029)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles pour la recherche

M. Jean-Pierre Foucher (p. 7031)

Présentation de l'avis de la commission de la production pour la recherche et la technologie

M. Daniel Chevallier (p. 7033)

Discussion

M. Philippe Vuilque (p. 7034); M. Pierre Lasbordes (p. 7036); M. Claude Birraux (p. 7038); M. Claude Goasguen (p. 7040); M. Patrick Leroy (p. 7042); M. Michel Crépeau (p. 7044); M. Pierre Cohen (p. 7053); M. Jean-Yves Le Déaut (p. 7054); Mme Cécile Helle (p. 7055); M. Alain Gouriou (p. 7056)

Intervention du Gouvernement

M. Claude Allègre (p. 7057)

Procédure des questions

Mme Paulette Guinchard-Kunstler (p. 7063); Mme Martine Lignières-Cassou (p. 7064); M. Jean-Yves Le Déaut (p. 7065); M. Christian Cabal (p. 7065); Mme Nicole Catala (p. 7066); M. François Rochebloine (p. 7067); Mme Cécile Helle (p. 7068); M. Jean-Louis Fousseret (p. 7069); M. Gilbert Meyer (p. 7069)

Réponses du Gouvernement

M. Claude Allègre (p. 7064 à 7070)

Vote des crédits [20 octobre 1998] (p. 7070)*Crédits inscrits à la ligne : "Education nationale, recherche et technologie"*

II. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 7070)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 7070)

III. RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 7070)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 7071)

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Gérard Saumade, suppléant de M. Michel Suchod (p. 7175)

Présentation de l'avis de la commission de la production
M. Stéphane Alaize (p. 7177)

Discussion

M. Marc Laffineur (p. 7179); Mme Annette Peulvast-Bergeal (p. 7180); M. Jean Vila (p. 7181); M. Jacques Pélissard (p. 7182); M. Georges Sarre (p. 7184); Mme Anne-Marie Idrac (p. 7184); M. Daniel Marcovitch (p. 7186); M. Jean-Pierre Brard (p. 7187); M. Guy Hascoët (p. 7188); M. Jean-Pierre Blazy (p. 7190); M. Jean-Paul Chanteguet (p. 7191); M. Philippe Duron (p. 7192)

Intervention du Gouvernement

Mme Dominique Voynet (p. 7192)

Procédure des questions

M. Pierre Cardo (p. 7199); M. Patrick Ollier (p. 7200); M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 7200); M. Thierry Lazaro (p. 7201); M. Pierre Micau (p. 7202); M. René André (p. 7203)

Réponses du Gouvernement

Mme Dominique Voynet (p. 7199 à 7203)

Vote des crédits [22 octobre 1998] (p. 7203)

Crédits inscrits à la ligne : "Aménagement du territoire et environnement : II - Environnement"

Etat B, titres III et IV (p. 7203) : adoptés (p. 7204)

Etat C, titre V : adopté (p. 7204)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Présentation du rapport de la commission des finances pour les transports terrestres
M. Jean-Louis Idiart (p. 7207)

Présentation de l'avis de la commission de la production pour l'équipement et les transports terrestres
M. Jean-Jacques Filleul (p. 7209)

Présentation du rapport de la commission des finances pour les transports aériens et la météorologie
M. François d'Aubert (p. 7211)

Présentation de l'avis de la commission de la production pour les transports aériens
M. François Asensi (p. 7214)

Présentation du rapport de la commission des finances pour la mer
M. Guy Lengagne (p. 7215)

Présentation de l'avis de la commission de la production pour les transports maritimes et fluviaux
M. André Capet (p. 7218)

Discussion

M. Gilbert Biessy (p. 7220); M. Marc-Philippe Daubresse (p. 7221); M. Jacques Fleury (p. 7223); M. Guy Hascoët (p. 7224); M. Francis Delattre (p. 7225); M. Michel Bouvard (p. 7227); M. Daniel Paul (p. 7230); M. Jean-Pierre Blazy (p. 7232); M. Jacques Desallangre (p. 7233); M. Dominique Bussereau (p. 7234); M. Michel Inchauspé (p. 7235); M. Jean-Claude Daniel (p. 7236); M. Aloyse Warhouver (p. 7237); M. Julien Dray (p. 7237); Mme Odile Saugues (p. 7238)

Intervention du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 7239)

Procédure des questions

M. Jacques Brunhes (p. 7257); M. Jean-Pierre Brard (p. 7258); M. Ernest Moutoussamy (p. 7258); M. Yves Coussain (p. 7259); M. François Rochebloine (p. 7259, 7269); M. Alain Ferry (p. 7260); M. Jean-Pierre Baumler (p. 7261); Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (p. 7262); M. Jérôme Lambert (p. 7262); M. Aloyse Warhouver (p. 7263); M. Pierre Cardo (p. 7264); M. Yves Nicolin (p. 7265); M. Yves Deniaud (p. 7265); M. Jean-Luc Warsmann (p. 7266); M. Jean-Yves Besselat (p. 7267); M. Gilbert Biessy (p. 7268); M. Félix Leyzour (p. 7269); M. Jean-Pierre Dufau (p. 7271); Mme Nicole Bricq (p. 7271); M. Alain Calmat (p. 7272); M. François Guillaume (p. 7272)

Réponses du Gouvernement
M. Jean-Claude Gayssot (p. 7257 à 7272)

Vote des crédits [22 octobre 1998] (p. 7273)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Crédits de l'urbanisme et services communs, des transports terrestres, routes, sécurité routière, transports aériens et météorologie et de la mer appelés à la suite des crédits du tourisme [9 novembre 1998] : adoptés (p. 8601)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Crédits ouverts à l'article 49 au titre des services votés du budget annexe de l'aviation civile : adoptés (p. 7273)

Crédits ouverts à l'article 50 au titre des mesures nouvelles du budget annexe de l'aviation civile (p. 7273) : adoptés (p. 7274)

Après l'article 83

Amendement n° 39 du Gouvernement (taxe d'aéroport au profit des exploitants de certains aérodromes) (p. 7274) : adopté (p. 7275)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Présentation du rapport de la commission des finances pour la fonction publique, la réforme de l'Etat et la décentralisation
M. Jean Vila (p. 8115)

Présentation de l'avis de la commission des lois pour la fonction publique, la réforme de l'Etat et la décentralisation
M. Christian Paul (p. 8117)

Discussion

M. Charles de Courson (p. 8119); M. François Huwart (p. 8120); M. Lionnel Luca (p. 8122); M. Patrice Carvalho (p. 8123); Mme Claudine Ledoux (p. 8124); M. Dominique Bussereau (p. 8126); M. Pierre Micaux (p. 8126); M. Jacky Darne (p. 8127); M. Bernard Derosier (p. 8128)

Intervention du Gouvernement

M. Emile Zuccarelli (p. 8129)

Procédure des questions

M. Maurice Ligot (p. 8134); M. Éric Doligé (p. 8135); M. Jean-Luc Warsmann (p. 8135); M. Lionnel Luca (p. 8136); M. Christian Paul (p. 8137)

Réponses du Gouvernement

M. Emile Zuccarelli (p. 8134 à 8137)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141); [13 novembre 1998] (p. 8951)

Mise aux voix des crédits appelés à la suite de l'examen des crédits de la communication (p. 8138) : adoptés (p. 8931)

Etat B, titre III

Amendement n° 45 du Gouvernement (affectation de 35 millions de francs à des actions sociales) : adopté (p. 8138)

Amendement n° 42 de la commission des lois (réduction des subventions à l'ENA de 16 millions de francs correspondant au coût de la double localisation de l'école) (p. 8138) : adopté (p. 8140)

Etat C, titre V

Amendement n° 44 Gouvernement (affectation de 15 millions de francs à l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) : adopté (p. 8140)

Après l'article 83

Amendement n° 46 du Gouvernement (reconduction et extension du congé de fin d'activité) (p. 8140) : adopté après deuxième rectification (p. 8141)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Présentation du rapport de la commission des finances pour l'industrie
M. Michel Destot (p. 8867)

Présentation de l'avis de la commission de la production pour l'industrie
M. Claude Billard (p. 8869)

Présentation du rapport de la commission des finances pour la Poste et les télécommunications
M. Edmond Hervé (p. 8871)

Présentation de l'avis de la commission de la production pour la Poste et les télécommunications
M. Gabriel Montcharmont (p. 8874)

Discussion

M. Christian Bataille (p. 8875); M. Franck Borotra (p. 8876); M. Claude Gaillard (p. 8878); M. Claude Gatignol (p. 8880); M. Roger Meï (p. 8881); M. Yves Cochet (p. 8881); M. Jacques Guyard (p. 8885); M. Félix Leyzour (p. 8886); M. François Brottes (p. 8886); M. Daniel Paul (p. 8887); M. Alain Gouriou (p. 8888); M. Jean-Pierre Kucheida (p. 8889)

Intervention du Gouvernement

M. Christian Pierret (p. 8890)

Procédure des questions

M. Alain Gouriou (p. 8897) ; M. Jacques Guyard (p. 8897) ; M. Olivier de Chazeaux (p. 8898) ; M. Robert Galley (p. 8898) ; M. Claude Gatignol (p. 8899) ; M. Georges Hage (p. 8900) ; M. Roger Mei (p. 8901) ; M. Franck Borotra (p. 8901)

Réponses du Gouvernement

M. Christian Pierret (p. 8897 à 8904)

Vote des crédits [13 novembre 1998] (p. 8904)

Crédits inscrits à la ligne : "Economie, finances et industrie : III - Industrie"

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8904)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 8904)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Présentation du rapport de la commission des finances pour la sécurité

M. Tony Dreyfus (p. 8145)

Présentation de l'avis de la commission des lois pour la police

M. Louis Mermaz (p. 8146)

Présentation de l'avis de la commission des lois pour la sécurité civile

M. Jean-Antoine Léonetti (p. 8148)

Présentation du rapport de la commission des finances pour les collectivités locales

M. Gérard Saumade (p. 8149)

Présentation de l'avis de la commission des lois pour les collectivités locales

M. Jacky Darne, suppléant de M. René Dosière (p. 8151)

Interventions du Gouvernement

M. Jean-Jack Queyranne (p. 8153, 8183)

Discussion

M. Pascal Clément (p. 8158) ; M. Bernard Derosier (p. 8160) ; M. Jacques Brunhes (p. 8161) ; M. Thierry Mariani (p. 8163) ; M. Jean-Louis Debré (p. 8164) ; M. Roland Carraz (p. 8166) ; M. Rudy Salles (p. 8168) ; M. Guy Teissier (p. 8170) ; M. Jean-Pierre Blazy (p. 8171) ; M. Alain Clary (p. 8173) ; M. Christophe Caresche (p. 8174) ; M. Alain Belviso (p. 8175) ; Mme Nicole Bricq (p. 8176) ; M. Bruno Le Roux (p. 8181)

Interruption du Gouvernement

M. Jean-Jack Queyranne (p. 8164)

Interruption du rapporteur spécial

M. Gérard Saumade (p. 8168)

Procédure des questions

M. Francis Delattre (p. 8187) ; M. Laurent Dominati (p. 8187) ; M. Yann Galut (p. 8188) ; Mme Martine Aurillac (p. 8189) ; M. Richard Cazenave (p. 8190) ; M. Jean-Luc Warsmann (p. 8190) ; M. Marc Reymann (p. 8191) ; M. Pierre-Christophe Baguet (p. 8191) ; M. Bernard Schreiner (p. 8192)

Réponses du Gouvernement

M. Jean-Jack Queyranne (p. 8187 à 8192)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8192)

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8193)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 8193)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Présentation du rapport de la commission des finances

M. Alain Barrau (p. 8739)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles

M. Alain Néri (p. 8742)

Discussion

M. Charles Ehrmann (p. 8744) ; Mme Catherine Picard (p. 8745) ; M. Patrick Leroy (p. 8747) ; M. Christian Estrosi (p. 8748) ; M. Édouard Landrain (p. 8750) ; M. Denis Jacquat (p. 8752) ; M. Jean-Claude Beauchaud (p. 8753) ; M. Bernard Outin (p. 8754) ; M. Henri Nayrou (p. 8754)

Intervention du Gouvernement

Mme Marie-George Buffet (p. 8755)

Procédure des questions

M. Lionnel Luca (p. 8759) ; M. Christian Estrosi (p. 8759) ; M. Alain Ferry (p. 8760)

Réponses du Gouvernement

Mme Marie-George Buffet (p. 8759, 8760)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8762)

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8762)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 8762)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Patrick Devedjian (p. 8841)

Présentation de l'avis de la commission des lois pour
l'administration centrale et les services judiciaires
Mme Nicole Feidt, suppléante de M. Jacques Floch
(p. 8843)

Présentation de l'avis de la commission des lois pour les
services pénitentiaires et la protection judiciaire de la
jeunesse
M. André Gerin (p. 8844)

Discussion

M. Jean Pontier (p. 8845); M. Georges Hage
(p. 8847); M. Philippe Houillon (p. 8848);
M. Jean-Louis Borloo (p. 8849); M. Jean-Luc
Warsmann (p. 8850); Mme Nicole Feidt (p. 8851);
M. Jean-Pierre Michel (p. 8852); M. André Vallini
(p. 8853)

Intervention du Gouvernement

Mme Elisabeth Guigou (p. 8855)

Procédure des questions

M. Emile Blessig (p. 8860, 8861); M. Christian
Kert (p. 8860); M. Jean-Luc Warsmann (p. 8861);
M. René Rouquet (p. 8862); M. Jean-Pierre
Balduyck (p. 8862); M. Marcel Dehoux (p. 8862)

Réponses du Gouvernement

Mme Elisabeth Guigou (p. 8860 à 8862)

Vote des crédits [13 novembre 1998] (p. 8863)

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8863)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 8863)

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION
--

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8837)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Christian Cabal (p. 8839)

Intervention du Gouvernement

Mme Elisabeth Guigou (p. 8840)

Vote des crédits [13 novembre 1998] (p. 8863)

BUDGET ANNEXE DE LA LÉGION D'HONNEUR

*Crédits ouverts à l'article 49, au titre des services
votés : adoptés (p. 8841)*

*Autorisations de programmes inscrites au paragraphe
I de l'article 50, au titre des mesures nouvelles :
adoptées (p. 8841)*

*Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 50, au
titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 8841)*

BUDGET ANNEXE DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

*Crédits ouverts à l'article 49, au titre des services
votés : adoptés (p. 8841)*

*Autorisations de programmes inscrites au paragraphe
I de l'article 50, au titre des mesures nouvelles :
adoptées (p. 8841)*

*Crédit inscrits au paragraphe II de l'article 50, au titre
des mesures nouvelles : adoptés (p. 8841)*

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Présentation du rapport de la commission des finances
pour le logement
M. Jean-Louis Dumont (p. 8017)

Présentation de l'avis de la commission de la
production pour le logement
M. Alain Cacheux (p. 8019)

Discussion

M. Jacques Guyard (p. 8020); M. Gilbert Meyer
(p. 8021); M. Jean-Marie Morisset (p. 8023);
M. Jean Proriol (p. 8024); Mme Janine Jambu
(p. 8026); Mme Marie-Hélène Aubert (p. 8039);
M. Daniel Marcovitch (p. 8040); M. Jean-Pierre
Balligand (p. 8041); M. Guy Lengagne (p. 8042);
M. Yves Dauge (p. 8043); M. Patrick Rimbart
(p. 8044); M. Jacques Fleury (p. 8044); M. Patrice
Carvalho (p. 8045)

Intervention du Gouvernement

M. Louis Besson (p. 8046)

Procédure des questions

Mme Odile Saugues (p. 8049); Mme Marie-
Françoise Pérol-Dumont (p. 8050); M. Jacques
Guyard (p. 8050); M. André Schneider (p. 8051,
8056); M. Henry Chabert (p. 8051); M. Didier
Quentin (p. 8052); M. Jean-Jacques Weber
(p. 8053); M. Christian Martin (p. 8053);
M. Daniel Marcovitch (p. 8056); M. Patrick
Rimbart (p. 8056)

Réponses du Gouvernement

M. Louis Besson (p. 8049 à 8056)

Vote des crédits [4 novembre 1998] (p. 8057)

*Crédits du logement appelés à la suite de l'examen des
crédits du tourisme [9 novembre 1998] : adoptés
(p. 8601)*

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Intervention du Gouvernement
M. Jean-Jack Queyranne (p. 7281)

Présentation du rapport de la commission des finances pour les départements d'outre-mer
M. Philippe Auberger, suppléant de M. Gilbert Gantier (p. 7288)

Présentation de l'avis de la commission des lois pour les départements d'outre-mer
M. Jérôme Lambert (p. 7290)

Présentation du rapport de la commission des finances pour les territoires d'outre-mer
M. Philippe Auberger (p. 7291)

Présentation de l'avis de la commission des lois pour les territoires d'outre-mer
M. Jérôme Lambert, suppléant de M. François Cuillandre (p. 7293)

Présentation de l'avis de la commission de la production
M. Claude Hoarau (p. 7294)

Intervention de la présidente de la commission des lois
Mme Catherine Tasca (p. 7296)

Discussion

M. Alfred Marie-Jeanne (p. 7298); M. François Asensi (p. 7299); M. Dominique Bussereau (p. 7300); M. Henry Jean-Baptiste (p. 7303); M. Dominique Perben (p. 7306); M. Michel Tamaya (p. 7313); Mme Huguette Bello (p. 7315); M. Ernest Moutoussamy (p. 7318); M. Gérard Grignon (p. 7320); M. Pierre Petit (p. 7322); M. Léo Andy (p. 7324); M. André Thien Ah Koon (p. 7327); M. Claude Hoarau (p. 7329); M. Philippe Chaulet (p. 7331); M. Daniel Marsin (p. 7333); M. Emile Vernaudeau (p. 7335); M. Elie Hoarau (p. 7337); M. Anicet Turinay (p. 7338); M. Camille Darsières (p. 7340); M. Michel Buillard (p. 7342); Mme Christiane Taubira-Delannon (p. 7344); M. Pierre Frogier (p. 7347); M. Léon Bertrand (p. 7348); M. Victor Brial (p. 7350)

Intervention du Gouvernement
M. Jean-Jack Queyranne (p. 7351)

Observations

M. Philippe Auberger, tout en notant des progrès incontestables cette année, estime insuffisant le temps imparti à l'outre-mer dans la discussion budgétaire [23 octobre 1998] (p. 7292)

Rappel au règlement

M. Jean-Louis Debré condamne les propos tenus par M. Vernaudeau à l'encontre de M. Gaston Flosse [23 octobre 1998] (p. 7337)

Vote des crédits [23 octobre 1998] (p. 7354)

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 7354)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 7354)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Didier Chouat (p. 8937)

Présentation de l'avis de la commission de la production
M. Jean-Paul Charié (p. 8940)

Discussion

M. Serge Poignant (p. 8941); M. Alain Moyné-Bressand (p. 8943); M. Jean-Claude Daniel (p. 8945); M. Jean-Jacques Jégou (p. 8946); M. Jean Vila (p. 8948); M. Nicolas Forissier (p. 8950); M. Patrick Rimbart (p. 8952)

Intervention du Gouvernement
Mme Marylise Lebranchu (p. 8955)

Procédure des questions

M. Henry Chabert (p. 8960, 8961); M. Michel Herbillon (p. 8965); Mme Conchita Lacuey (p. 8966); M. Robert Gaïa (p. 8967); M. Germain Gengenwin (p. 8968); M. Roger Lestas (p. 8968); M. Christian Martin (p. 8969); M. Pierre Micau (p. 8970)

Réponses du Gouvernement
Mme Marylise Lebranchu (p. 8960 à 8971)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 8971)

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8971)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 8971)

Article 79 (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 8971) : adopté (p. 8974)

Amendement n° 33 rectifié de la commission (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 8972) : retiré (p. 8974)

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la
Défense nationale - Conseil économique et social
- Plan - Budget annexe des journaux officiels

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Présentation du rapport de la commission des finances
pour les services généraux, le Conseil économique et
social, le Plan et le budget annexe des Journaux
officiels

M. Georges Tron (p. 7801)

Présentation de l'avis de la commission de la
production pour le Plan

M. Patrick Ollier (p. 7803)

Présentation du rapport de la commission des finances
pour le secrétariat général de la défense nationale

M. Pierre Hériaud (p. 7805)

Discussion

M. Jacky Dame (p. 7806); M. Jean-Pierre Giran
(p. 7807)

Intervention du Gouvernement

M. Christian Sautter (p. 7808)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7812)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

*Crédits appelés à la suite de l'examen des crédits de la
communication [13 novembre 1998] : adoptés (p. 8930
à 8932)*

II - Secrétariat général de la Défense nationale

Etat B, titre III : adopté (p. 7813)

Etat C, titre V : adopté (p. 7813)

III - Conseil économique et social

Etat B, titre III : adopté (p. 7813)

Etat C, titre V : adopté (p. 7813)

IV - Plan

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 7813)

Etat C, titre VI : adopté (p. 7813)

V - Budget annexe des journaux officiels

*Crédits ouverts à l'article 49 au titre des services
votés : adoptés (p. 7813)*

*Crédits ouverts à l'article 50 au titre des mesures
nouvelles : adoptés (p. 7813)*

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

**Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605,
8645)**

Présentation du rapport de la commission des finances
pour les affaires sociales

M. Pierre Forgues (p. 8605)

Présentation de l'avis de la commission des affaires
culturelles pour l'action sociale et la lutte contre
l'exclusion

M. Serge Janquin (p. 8607)

Présentation du rapport de la commission des finances
pour la santé

M. Gilbert Mitterrand (p. 8609)

Présentation de l'avis de la commission des affaires
culturelles pour la santé

M. Bernard Accoyer (p. 8612)

Présentation du rapport de la commission des finances
pour les rapatriés

M. Francis Delattre (p. 8614)

Discussion

M. Jean Bardet (p. 8615); M. Denis Jacquat
(p. 8617); Mme Yvette Benayoun-Nakache
(p. 8618); M. Jean-Luc Prél (p. 8618); M. Jean
Vila (p. 8620); M. François Goulard (p. 8621);
Mme Catherine Génisson (p. 8623); M. Jean-Pierre
Foucher (p. 8624); Mme Béatrice Marre (p. 8626);
Mme Dominique Gillot (p. 8627); M. Philippe
Nauche (p. 8628); M. André Aschieri (p. 8629)

Intervention du Gouvernement

M. Bernard Kouchner (p. 8630)

Procédure des questions

M. Jean-Luc Warsmann (p. 8645); M. Pierre Cardo
(p. 8646); M. Denis Jacquat (p. 8647); M. Georges
Colombier (p. 8648); Mme Nicole Bricq (p. 8649);
Mme Marie-Françoise Clergeau (p. 8649, 8654);
Mme Hélène Mignon (p. 8650, 8654); M. Jean-
François Chossy (p. 8651); M. René Dutin
(p. 8652); M. Jean Vila (p. 8652)

Réponses du Gouvernement

M. Bernard Kouchner (p. 8645 à 8655)

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

*Crédits inscrits à la ligne "Emploi et solidarité :
II - Santé et solidarité"*

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8655)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 8655)

Article 82 (prise en charge par l'Etat du financement de l'allocation de parent isolé) : adopté (p. 8655)

Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale) : adopté (p. 8656)

Amendement n° 51 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) : rejeté (p. 8656)

Après l'article 83

Amendement n° 47 deuxième rectification du Gouvernement (pouvoir des préfets lors de la tarification des CAT et des CHRS) (p. 8656) : adopté (p. 8658)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Michel Bouvard (p. 8577)

Présentation de l'avis de la commission de la production
M. Jean-Pierre Defontaine (p. 8580)

Discussion

M. André Capet (p. 8581) ; M. Jean-Michel Couve (p. 8582) ; M. Léonce Deprez (p. 8584) ; M. Michel Meylan (p. 8587) ; M. Jean Vila (p. 8588) ; M. Gérard Charasse (p. 8589) ; M. Jean-Pierre Dufau (p. 8590) ; M. Bernard Charles (p. 8591)

Intervention du Gouvernement

Mme Michelle Demessine (p. 8592)

Procédure des questions

M. Marc Dumoulin (p. 8597, 8599) ; M. Thierry Mariani (p. 8598, 8600) ; M. François Goulard (p. 8599)

Réponses du Gouvernement

Mme Michelle Demessine (p. 8597 à 8600)

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8601)

Crédits inscrits à la ligne "Équipement, transports et logement" : adoptés (p. 8601)

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8601)

Etat C, titres V, VI et VII : adoptés (p. 8601)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Présentation du rapport de la commission des finances pour le travail et l'emploi
M. Gérard Bapt (p. 8665)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles pour le travail et l'emploi

M. Jean-Claude Boulard (p. 8667)

Présentation du rapport de la commission des finances pour la formation professionnelle

M. Jacques Barrot (p. 8669)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles pour la formation professionnelle

M. Patrick Malavielle (p. 8671)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 8672)

Discussion

Mme Marie-Thérèse Boisseau (p. 8674) ; M. Claude Hoarau (p. 8676) ; Mme Roselyne Bachelot-Narquin (p. 8677) ; M. Maxime Gremetz (p. 8679) ; M. Gérard Lindeberg (p. 8680) ; M. François Goulard (p. 8682) ; M. Germain Gengenwin (p. 8684) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 8685) ; M. Gaétan Gorce (p. 8686) ; M. Bernard Perrut (p. 8687) ; M. Yves Cochet (p. 8688) ; M. Michel Destot (p. 8689) ; Mme Dominique Gillot (p. 8690)

Interventions du Gouvernement

Mme Nicole Péry (p. 8691) ; Mme Martine Aubry (p. 8710)

Interruption de

M. Jean-Pierre Delalande (p. 8715)

Procédure des questions

M. Germain Gengenwin (p. 8716, 8717) ; M. Patrick Delnatte (p. 8718, 8723) ; M. Michel Hunault (p. 8718) ; M. Jean Ueberschlag (p. 8719) ; Mme Odette Trupin (p. 8719, 8723) ; Mme Odile Saugues (p. 8720) ; M. Jean-Marie Bockel (p. 8721) ; Mme Marie-Françoise Clergeau (p. 8721) ; M. Gérard Voisin (p. 8722) ; Mme Paulette Guinard-Kunstler (p. 8724) ; Mme Conchita Lacuey (p. 8724) ; Mme Martine Lignières-Cassou (p. 8725) ; M. Philippe Vuilque (p. 8725) ; M. Francis Hammel (p. 8726)

Réponses du Gouvernement

Mme Nicole Péry (p. 8717 à 8726) ; Mme Martine Aubry (p. 8718 à 8727)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Crédits inscrits à la ligne : "Emploi et solidarité : I - Emploi" (p. 8727)

Etat B, titres III et IV : adoptés (p. 8727)

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage) (p. 8727) : adopté (p. 8730)

Amendements identiques n^{os} 32, 50 et 72

Amendement n^o 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8727) : rejeté (p. 8729)

Amendement n^o 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8727) : rejeté (p. 8729)

Amendement n^o 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8727) : rejeté (p. 8729)

Amendement n^o 40 de la commission (maintien pendant un an de la prime) (p. 8729) : rejeté (p. 8730)

Amendement n^o 20 de M. Germain Gengenwin (suppression de la condition de l'aide à l'embauche) : retiré (p. 8730)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales) (p. 8730) : adopté après modifications (p. 8732)

Amendements identiques n^{os} 71 et 75

Amendement n^o 71 de M. Germain Gengenwin (de suppression) : rejeté (p. 8730)

Amendement n^o 75 de M. Michel Bouvard (de suppression) : rejeté (p. 8730)

Discussion commune des amendements n^{os} 36, 37 et 38 rectifié

Amendement n^o 36 de la commission (maintien de l'abattement de cotisations d'allocations familiales) : adopté (p. 8731)

Amendement n^o 37 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 8732)

Amendement n^o 38 rectifié de la commission (de cohérence) : adopté (p. 8732)

Amendement n^o 21 de M. Jean Proriol : devenu sans objet (p. 8731)

Amendement n^o 67 de M. Charles de Courson : devenu sans objet (p. 8731)

Amendement n^o 68 de M. Charles de Courson : devenu sans objet (p. 8731)

Amendement n^o 57 de M. Gérard Bapt (suppression du paragraphe II) : retiré (p. 8731)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 58 et 69 et de l'amendement n^o 23

Amendement n^o 58 de M. Gérard Bapt (maintien de l'abattement de cotisations familiales aux exploitants agricoles pour leurs salariés) : retiré (p. 8732)

Amendement n^o 69 de M. Charles de Courson (maintien de l'abattement de cotisations familiales aux exploitants agricoles pour leurs salariés) : retiré (p. 8732)

Amendement n^o 23 de M. Léonce Deprez (exclusion du secteur agricole des mesures de suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales) : rejeté (p. 8732)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS [16 NOVEMBRE 1998] (P. 9022) ; [17 NOVEMBRE 1998] (P. 9064, 9108)

Titre Ier

Dispositions applicables à l'année 1999

III - Dispositions diverses

Article 60 et état F (crédits évaluatifs) (p. 9022) : adoptés (p. 9023)

Article 61 et état G (crédits provisionnels) : adoptés (p. 9024)

Article 62 et état H (reports de crédits) (p. 9025) : adoptés après modifications (p. 9028)

Amendement n^o 188 du Gouvernement (inscription du chapitre 34-98 "Moyens de fonctionnement des services centraux" du budget des anciens combattants) : adopté (p. 9028)

*Avant l'article 64*Discussion commune des amendements n^{os} 108 et 181

Amendement n^o 108 de la commission (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés) (p. 9028) : adopté (p. 9030)

Amendement n^o 181 de M. Marc Laffineur (institution d'un abattement exceptionnel de 5 % sur les revenus salariés ou assimilés perçus en 1999 et 2000) (p. 9029) : devenu sans objet (p. 9030)

Amendement n^o 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 9030) : adopté (p. 9035)

Sous-amendement n^o 235 du Gouvernement (suppression des B, C et D du paragraphe I et du paragraphe II) (p. 9030) : rejeté (p. 9034)

Sous-amendements identiques n^{os} 189 et 233

Sous-amendement n^o 189 de M. Henry Jean-Baptiste (prorogation jusqu'au 31 décembre 2005 du mécanisme de déduction dont bénéficient les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu) (p. 9030) : retiré (p. 9035)

Sous-amendement n^o 233 de M. Gilbert Gantier (prorogation jusqu'au 31 décembre 2005 du mécanisme de déduction dont bénéficient les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu) (p. 9030) : retiré (p. 9035)

Amendement n^o 110 de la commission (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) (p. 9035) : adopté (p. 9036)

Sous-amendement n^o 190 de M. Henry Jean-Baptiste (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 3 millions de francs) (p. 9035) : rejeté (p. 9036)

Amendement n^o 182 de M. Marc Laffineur (barème de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 9036)

Amendement n° 111 de la commission (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés) (p. 9037) : adopté (p. 9038)

Sous-amendement n° 236 du Gouvernement (suppression du C du paragraphe I et du paragraphe IV) (p. 9037) : rejeté (p. 9038)

Sous-amendement n° 229 de M. Henry Jean-Baptiste (possibilité d'option en ce qui concerne la déduction de l'investissement du résultat de l'entreprise après réfaction du tiers) : retiré (p. 9038)

Amendement n° 208 de M. Gérard Saumade (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique) (p. 9038) : adopté (p. 9039)

Titre II

Dispositions permanentes

A - Mesures fiscales

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche) (p. 9039) : adopté après modifications (p. 9042)

Amendement n° 152 de M. Thierry Carcenac (maintien de la modulation territoriale pour le calcul des frais de fonctionnement) (p. 9040) : adopté (p. 9041)

Amendement n° 112 de la commission (suppression de la condition d'agrément pour les dépenses réalisées au titre d'opérations confiées à des organismes de recherche publics ou à des universités) (p. 9041) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9042)

Amendement n° 113 de la commission (suppression de l'abrogation du paragraphe IV bis de l'article 244 quater b du code général des impôts) : adopté (p. 9042)

Amendement n° 114 de la commission (de précision) : adopté (p. 9042)

Amendement n° 115 de la commission (de précision) : adopté (p. 9042)

Après l'article 64

Amendement n° 116 de la commission (éligibilité au crédit d'impôt recherche des opérations confiées à des stylistes extérieurs à l'entreprise) (p. 9042) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9043)

Article 65 (reconduction du crédit d'impôt pour dépenses de formation) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 117 (p. 9043)

Amendement n° 117 de la commission (nouvelle rédaction de l'article maintenant la base légale du calcul du crédit d'impôt pour les dépenses exposées en 1998 et supprimant le droit d'option au titre de l'année de création de l'entreprise) : adopté (p. 9043)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation) (p. 9043) : adopté (p. 9045)

Amendement n° 97 de M. Germain Gengenwin (institution d'un dispositif de déduction des sommes investies dans le capital des petites et moyennes entreprises) (p. 9043) : rejeté (p. 9044)

Amendement n° 202 de M. Pierre Méhaignerie (pérennisation du dispositif de réduction d'impôt) : rejeté (p. 9044)

Amendement n° 158 de M. Philippe Auberge (doublement des plafonds de la réduction d'impôt pour les souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 9044) : rejeté (p. 9045)

Article 67 (amélioration du dispositif de déduction du revenu global des pertes au capital de sociétés en cessation de paiement) : adopté (p. 9045)

Amendement n° 203 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement des plafonds annuels de déduction) : rejeté (p. 9045)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire) (p. 9045) : adopté après modifications (p. 9054)

Intervenant : M. Jean-Pierre Brard (p. 9046)

Discussion commune des amendements n°s 207 et 177

Amendement n° 207 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux et allongement de la durée de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers) : rejeté (p. 9047)

Amendement n° 177 de M. Gilbert Gantier : non soutenu (p. 9047)

Amendement n° 100 de M. Germain Gengenwin (réintégration des ascendants et des descendants dans le champ d'application du dispositif) (p. 9047) : rejeté (p. 9048)

Amendement n° 225 de M. Henry Chabert (calcul du plafond de loyer en fonction de la surface utile du logement) : rejeté (p. 9048)

Amendement n° 227 de M. Henry Chabert (relèvement du plafond de loyer applicable dans les communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9048) : rejeté (p. 9049)

Amendement n° 26 de M. Georges Sarre : non soutenu (p. 9049)

Amendement n° 191 de M. Jean-Jacques Jégou (déduction au titre de l'amortissement égale à 10 % des dépenses de reconstruction ou d'agrandissement pour les quatre premières années et à 2 % pour les vingt années suivantes) : rejeté (p. 9049)

Amendement n° 206 de M. Jean-Jacques Jégou (déduction au titre de l'amortissement égale à 10 % du prix d'acquisition pour les quatre premières années et à 2 % pour les vingt années suivantes) : rejeté (p. 9049)

Amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (assouplissement des conditions de sous-location par une personne morale) (p. 9049) : rejeté (p. 9050)

Amendement n° 226 de M. Henry Chabert (calcul du plafond de loyer en fonction de la surface utile du logement) : retiré (p. 9050)

Amendement n° 228 de M. Henry Chabert (relèvement du plafond de loyer applicable dans les communes de plus de 100 000 habitants) : retiré (p. 9050)

Amendement n° 230 de M. Henry Chabert (maintien de l'amortissement tant que les conditions de loyer et de ressources demeurent remplies) : rejeté (p. 9050)

Amendement n° 118 de la commission (maintien de l'amortissement en cas de démembrement du droit de propriété) (p. 9050) : adopté après rectification (suppression du gage) et modifications (p. 9051)

Sous-amendement n° 209 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 9050) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9051)

Sous-amendement n° 210 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 9050) : adopté (p. 9051)

Amendement n° 212 de M. Didier Migaud (de coordination) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9051)

Amendement n° 119 de la commission (institution d'un avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire, dans les territoires ruraux de développement prioritaire ou dans les zones de revitalisation rurale) (p. 9051) : adopté après modifications (p. 9054)

Sous-amendement n° 211 de M. Didier Migaud (de coordination) (p. 9052) : adopté (p. 9054)

Amendement n° 179 de M. Gilbert Gantier : non soutenu (p. 9054)

Amendement n° 98 de M. Germain Gengenwin (relèvement de la limite d'imputation sur le revenu global du déficit foncier constaté par les bailleurs privés) : rejeté (p. 9054)

Amendement n° 120 de la commission (rapport au Parlement) : adopté (p. 9054)

Après l'article 68

Amendement n° 204 de M. Jean-Jacques Jégou (prorogation du dispositif d'investissement locatif dit "amortissement Périssol") (p. 9054) : rejeté (p. 9055)

Amendement n° 176 de M. Gilbert Gantier (prorogation du dispositif d'investissement locatif dit "amortissement Périssol") : rejeté (p. 9055)

Amendement n° 232 de M. Henry Chabert (relèvement de la limite d'imputation sur le revenu global du déficit foncier constaté par le bailleur qui accepte de conventionner son logement) : rejeté (p. 9055)

Amendement n° 101 de M. Germain Gengenwin (amortissement dégressif des bâtiments à usage professionnel) : rejeté (p. 9055)

Amendement n° 180 de M. Gilbert Gantier (établissement d'un régime général d'exonération des plus-values à long terme sous condition de réemploi dans une PME nouvellement créée) : rejeté (p. 9056)

Amendement n° 170 de M. Gilbert Gantier (exonération des droits de mutation à titre gratuit lors de la première transmission d'un logement ayant bénéficié de l'amortissement en faveur des bailleurs privés) : rejeté (p. 9056)

Amendement n° 171 de M. François d'Aubert : non soutenu (p. 9056)

Article 69 (reconduction de mesures d'amortissement exceptionnel prévues en faveur de matériels destinés à améliorer la qualité de la vie ou à économiser l'énergie) : adopté (p. 9056)

Après l'article 69

Amendement n° 121 de la commission (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) (p. 9064) : adopté (p. 9067)

Discussion commune des amendements n°s 123 et 238

Amendement n° 123 de la commission (modulation de l'exonération trentenaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains terrains forestiers) (p. 9067) : retiré (p. 9069)

Amendement n° 238 du Gouvernement (faculté pour les conseils municipaux de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les terrains boisés) (p. 9067) : adopté (p. 9070)

Sous-amendement oral de M. Charles de Courson (prise en considération des essences) (p. 9069) : retiré (p. 9070)

Discussion commune des amendements n°s 138, 163 et 213

Amendement n° 138 de M. Maurice Adevah-Poeuf (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9070) : retiré (p. 9071)

Amendement n° 163 de M. Yves Cochet (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9070) : retiré (p. 9071)

Amendement n° 213 de M. Didier Migaud (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9070) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9071)

Amendement n° 154 de M. Gérard Bapt (modification de la répartition du prélèvement sur les bases d'imposition des établissements de traitement des ordures ménagères) (p. 9071) : retiré (p. 9072)

Amendement n° 124 de la commission (taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial) (p. 9072) : adopté (p. 9073)

Amendement n° 151 de M. Patrice Martin-Lalande (instauration d'un régime fiscal favorisant l'équipement des ménages en matériel informatique) : rejeté (p. 9073)

Amendement n° 122 de la commission (rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9073) : adopté (p. 9075)

Article 70 (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées de personnes physiques) (p. 9075) : adopté après modifications (p. 9079)

Intervenants : M. Jean-Pierre Brard (p. 9075) ; M. Christian Sautter (p. 9076)

Amendements identiques n°s 172 et 192

Amendement n° 172 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 9077) : rejeté (p. 9078)

Amendement n° 192 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 9077) : rejeté (p. 9078)

Amendement n° 125 de la commission (de précision) : adopté (p. 9078)

Amendement n° 126 de la commission (de précision) : adopté (p. 9078)

Amendement n° 127 de la commission (suppression d'un cumul d'impositions) : adopté (p. 9078)

Amendement n° 193 de M. Jean-Jacques Jégou (sursis d'imposition jusqu'à la perception effective des revenus provenant d'organismes établis hors de France) : rejeté (p. 9079)

Après l'article 70

Amendement n° 129 de la commission (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F) (p. 9079) : adopté (p. 9080)

Amendement n° 130 de la commission (réduction de 150 000 à 50 000 F du seuil d'application de l'obligation de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants) (p. 9080) : adopté après modifications (p. 9081)

Sous-amendement n° 214 de M. Didier Migaud (maintien du montant de l'amende) (p. 9080) : adopté (p. 9081)

Amendement n° 161 deuxième correction de M. Jean-Pierre Brard (création d'un fichier des associés, dirigeants et gérants de sociétés) (p. 9081) : retiré (p. 9082)

Amendement n° 131 de la commission (renforcement des contrôles en matière de TVA intracommunautaire) : adopté (p. 9082)

Amendement n° 215 de M. Jean-Pierre Brard (renforcement de la coopération entre les agents de la direction générale des impôts et ceux des douanes) (p. 9082) : adopté (p. 9083)

Amendement n° 216 de M. Jean-Pierre Brard (communication entre la direction générale des impôts et la direction générale des douanes des documents recueillis dans le cadre de leurs missions respectives) : adopté (p. 9083)

Amendement n° 132 de la commission (communication à l'administration fiscale des résultats des contrôles opérés en matière de cotisations sociales) : adopté (p. 9083)

Amendement n° 160 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (établissement d'une liste des personnes assujetties à l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 9083) : rejeté (p. 9084)

Amendement n° 159 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (utilisation par les services fiscaux des numéros d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques) (p. 9084) : adopté après modifications (p. 9085)

Sous-amendement n° 239 du Gouvernement (information des organismes sociaux) (p. 9084) : adopté (p. 9085)

Discussion commune des amendements n°s 128 et 237

Amendement n° 128 de la commission (renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal) (p. 9085) : retiré (p. 9086)

Amendement n° 237 du Gouvernement (renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal) (p. 9085) : adopté (p. 9086)

Amendement n° 133 de la commission (rapport au Parlement sur les modalités d'exercice du contrôle fiscal en matière d'impôts locaux) : adopté (p. 9086)

Article 71 (extension du champ d'application de la formalité fusionnée aux actes dits mixtes) : adopté (p. 9086)

Après l'article 71

Amendement n° 155 de M. Kofi Yamgnane (représentation des élus locaux au sein de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : retiré (p. 9087)

Article 72 (composition de la commission départementale des impôts et des taxes sur le chiffre d'affaires pour les associations) : adopté (p. 9087)

Après l'article 72

Amendement n° 134 de la commission (paiement de la TVA pour les acquisitions intracommunautaires de véhicules neufs) (p. 9087) : adopté après rectification (p. 9088)

Amendement n° 157 de M. Philippe Auberger (extension des compétences de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : rejeté (p. 9088)

Article 73 (exonération facultative de la taxe professionnelle des entreprises de spectacles) : adopté (p. 9088)

Après l'article 73

Amendement n° 194 de M. Charles de Courson (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles appartenant à des syndicats mixtes ou à des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 9088) : retiré (p. 9090)

Amendement n° 164 de M. Yves Cochet (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans les zones remplissant des fonctions écologiques d'utilité collective) (p. 9090) : retiré (p. 9091)

Amendement n° 7 de M. Georges Sarre : non soutenu (p. 9091)

Amendement n° 14 de M. Serge Poignant (conditions d'application de la réforme de la taxe professionnelle aux artisans) : rejeté (p. 9092)

Amendement n° 18 de M. Christian Cuvilliez (suppression de l'abattement de 16 % sur les bases d'imposition de la taxe professionnelle) (p. 9092) : retiré (p. 9093)

Amendement n° 147 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (assouplissement des conditions d'adoption du régime de la taxe professionnelle unique par les communautés urbaines) (p. 9108) : vote réservé à la demande de la commission (p. 9109) : retiré (p. 9115)

Amendement n° 146 de M. Augustin Bonrepaux (assouplissement des conditions d'adoption du régime de la taxe professionnelle unique par les districts) (p. 9109) : vote réservé à la demande de la commission : retiré (p. 9115)

Amendement n° 145 de M. Augustin Bonrepaux (assouplissement des conditions d'adoption du régime de la taxe professionnelle unique par les communautés de communes) (p. 9109) : vote réservé à la demande de la commission : retiré (p. 9115)

Discussion commune des amendements n°s 156 et 150

Amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) (p. 9109) : retiré (p. 9115)

Amendement n° 150 de M. Didier Migaud (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les groupements de communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9109) : retiré (p. 9115)

Amendement n° 148 de M. Didier Migaud (prélèvement d'une fiscalité additionnelle par les groupements de communes à taxe professionnelle unique) (p. 9111) : retiré (p. 9115)

Amendement n° 149 de M. Didier Migaud (exclusion des groupements de communes à taxe professionnelle unique du champ d'application du dispositif de liaison à la baisse entre les taux des impôts sur les ménages et le taux de la taxe professionnelle) (p. 9111) : retiré (p. 9115)

Amendement n° 166 de M. Yves Cochet (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux

hydrauliques réalisés par les collectivités locales sur des biens appartenant à des tiers) (p. 9115) : retiré (p. 9116)

Amendement n° 167 de M. Yves Cochet (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux hydrauliques réalisés sur des dépendances du domaine public de l'Etat mises à la disposition des collectivités locales) : retiré (p. 9116)

Amendements identiques n°s 9 corrigé et 13 corrigé

Amendement n° 9 corrigé de M. Michel Bouvard (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les collectivités locales sur les cours d'eau domaniaux) : retiré (p. 9116)

Amendement n° 13 corrigé de M. Michel Meylan (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les collectivités locales sur les cours d'eau domaniaux) (p. 9116) : retiré (p. 9117)

Amendement n° 168 de M. Yves Cochet (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement des collectivités locales en matière de traitement des déchets) : retiré (p. 9117)

Amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Brard (majoration du taux de la taxe professionnelle pour les entreprises qui procèdent à des licenciements économiques injustifiés ou à des licenciements sans cause réelle ni sérieuse) (p. 9117) : rejeté (p. 9119)

Article 74 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 135 (p. 9119)

Amendement n° 135 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 9119)

Après l'article 74

Amendement n° 185 de M. Michel Bouvard (faculté pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice) : rejeté (p. 9119)

Amendement n° 28 de M. Léonce Deprez (relèvement du plafond applicable à la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées) (p. 9119) : rejeté (p. 9120)

Amendement n° 29 de M. Léonce Deprez (remboursement de la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées pour les micro-entreprises ayant opté pour le régime du réel) (p. 9119) : rejeté (p. 9120)

Amendement n° 183 de M. Gilbert Gantier (abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises) (p. 9120) : rejeté (p. 9121)

Amendement n° 174 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 9120) : rejeté (p. 9121)

Amendement n° 184 de M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés) (p. 9120) : rejeté (p. 9121)

Amendement n° 4 de M. Charles de Courson (application du taux réduit de taxe de publicité foncière au groupement foncier agricole qui se substitue à un fermier dès lors qu'un bail à long terme est consenti) : rejeté (p. 9121)

Amendement n° 195 de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA de certains investissements réalisés par les groupements de communes pour le compte d'une commune adhérente) (p. 9121) : rejeté (p. 9122)

Amendement n° 11 de M. Patrice Martin-Lalande (assouplissement du seuil de 25 % de détention du capital retenu pour la définition des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 9122)

Amendement n° 19 de M. Christian Cuvilliez (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles appartenant aux partis politiques) (p. 9122) : rejeté (p. 9123)

Discussion commune des amendements n°s 17, 136 et 173

Amendement n° 17 de M. Christian Cuvilliez (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) : rejeté (p. 9123)

Amendement n° 136 de la commission (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) : adopté (p. 9123)

Amendement n° 173 de M. Marc Laffineur (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) : devenu sans objet (p. 9123)

Amendement n° 31 de M. Serge Poignant (rétablissement de l'exonération de taxe locale d'équipement pour les serres maraîchères) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9123)

Amendement n° 30 de M. Serge Poignant : devenu sans objet (p. 9124)

Amendement n° 6 de M. Charles de Courson (application du taux réduit de taxe de publicité foncière au groupement foncier agricole qui achète des terres pour les louer par bail à long terme) : rejeté (p. 9124)

Amendement n° 1 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) (p. 9124) : rejeté (p. 9125)

Amendement n° 10 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) (p. 9124) : rejeté (p. 9125)

Amendement n° 5 de M. Charles de Courson (date du prélèvement mensuel de l'impôt sur le revenu pour les retraités) (p. 9125) : rejeté (p. 9126)

Amendement n° 16 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les prospectus distribués gratuitement) : rejeté (p. 9126)

Amendement n° 3 de M. Charles de Courson (levée des impositions locales par les services départementaux d'incendie et de secours) (p. 9126) : rejeté (p. 9127)

Amendement n° 107 corrigé de M. François Sauvadet (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9127) : rejeté (p. 9129)

Amendement n° 8 de M. Marc Laffineur (rapport au Parlement sur les possibilités de transfert aux collectivités locales de certains impôts et en particulier de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) : rejeté (p. 9129)

Amendement n° 197 de M. Charles de Courson (possibilité pour le préfet de subordonner le maintien du bénéfice du RMI à l'engagement par celui-ci des procédures tendant à établir et à recouvrer ses créances) (p. 9129) : rejeté (p. 9130)

ARTICLES "SERVICES VOTÉS" ET ARTICLES DE RÉCAPITULATION

Article 44 (budget général - services votés) : adopté (p. 9130)

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils) (p. 9130) : adoptés (p. 9131)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils) (p. 9131) : adoptés (p. 9134)

Article 49 (budgets annexes - services votés) : adopté (p. 9134)

Article 50 (budgets annexes - mesures nouvelles) : adopté (p. 9134)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement et réserve des votes sur les articles faisant l'objet de la seconde délibération et les amendements qui s'y rapportent (p. 9134)

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils) (p. 9139) : vote réservé : adoptés après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendement n° 1 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9139) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendements n°s 2 et 28 du Gouvernement (minoration des crédits) (p. 9139, 9140) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendements n°s 3 à 27 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9139, 9140) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendements n^{os} 29 à 33 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9140) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils) (p. 9141) : vote réservé : adoptés après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendements n^{os} 34 à 50 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9141) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 A (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés) (p. 9142) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendement n^o 51 du Gouvernement (de suppression) (p. 9142) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 B (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 9142) : vote réservé : adopté après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendement n^o 52 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 2002) (p. 9142) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 C (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) (p. 9142) : vote réservé : adopté après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendement n^o 53 du Gouvernement (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 2 millions de francs) (p. 9142) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 D (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés) (p. 9142) : vote réservé : adopté après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendement n^o 54 du Gouvernement (remise en cause de l'avantage fiscal en cas de cession de l'investissement avant l'expiration de sa durée normale d'utilisation) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 E (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique) (p. 9143) : vote réservé : supprimé au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendement n^o 55 du Gouvernement (de suppression) (p. 9143) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire) (p. 9143) : vote réservé : adopté après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendement n^o 56 du Gouvernement (suppression de l'avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées) (p. 9145) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 69 bis (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) (p. 9145) : vote réservé : supprimé au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendement n^o 57 du Gouvernement (de suppression) (p. 9145) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 70 bis (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F) (p. 9145) : vote réservé : supprimé au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendement n^o 58 du Gouvernement (de suppression) (p. 9145) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 43 et état A pour coordination (équilibre général du budget) (p. 9145) : vote réservé : adoptés après modifications au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Amendement n^o 59 du Gouvernement (déficit porté à 237,329 milliards de francs) (p. 9147) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Intervention du Gouvernement
M. Dominique Strauss-Kahn (p. 9163)

Intervention du rapporteur général
M. Didier Migaud (p. 9164)

Explications de vote

M. Philippe Auberger (p. 9166) ; M. Jacques Brunhes (p. 9167) ; M. Pierre Méhaignerie (p. 9168) ; M. Yves Cochet (p. 9169) ; M. Marc Laffineur (p. 9170) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 9170)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Philippe Auberger (p. 9167)

Groupe communiste : pour : M. Jacques Brunhes (p. 9168)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Pierre Méhaignerie (p. 9169)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Yves Cochet (p. 9170)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Marc Laffineur (p. 9170)

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Louis Idiart (p. 9171)

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 9171)**Adoption par un seul vote, au scrutin public, des dispositions faisant l'objet d'une seconde délibération et de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1999 (p. 9172)****NOUVELLE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)****Intervention du Gouvernement**

M. Christian Sautter (p. 10582)

Présentation du rapport de la commission des finances

M. Didier Migaud (p. 10584)

Discussion générale

M. Pierre Méhaignerie (p. 10586) ; M. Alain Tourret (p. 10587) ; M. François d'Aubert (p. 10588) ; M. Christian Cuvilliez (p. 10591) ; M. Philippe Auberger (p. 10593) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 10595) ; Mme Christiane Taubira-Delannon (p. 10596)

Réponse du Gouvernement

M. Christian Sautter (p. 10597)

Interruption de

M. Pierre Méhaignerie (p. 10598)

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Titre Ier****Dispositions relatives aux ressources****I - Impôts et revenus autorisés****B - Mesures fiscales****Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu) (p. 10612) : adopté après modifications (p. 10614)****Discussion commune des amendements n^{os} 218 et 29**

Amendement n^o 218 de M. José Rossi (révalorisation du plafond du quotient familial) (p. 10612) : rejeté (p. 10613)

Amendement n^o 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10612) : adopté (p. 10613)

Amendement n^o 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10613)

Amendement n^o 31 de la commission (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires dont bénéficient certaines professions au titre de leurs frais professionnels) (p. 10613) : adopté (p. 10614)

Après l'article 2**Discussion commune des amendements n^{os} 166 et 219**

Amendement n^o 166 de M. Gilles Carrez (rétablissement, sous la forme prévue avant l'intervention de la loi de finances pour 1997, de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités) (p. 10614) : rejeté (p. 10615)

Amendement n^o 219 de M. José Rossi (fixation d'un plafond de 24 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 10614) : rejeté (p. 10615)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (réduction d'impôt au bénéfice de certains titulaires de demi-parts additionnelles de quotient familial) (p. 10615) : rétabli (p. 10616)

Amendement n^o 32 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'une rectification rédactionnelle) (p. 10615) : adopté (p. 10616)

Article 2 ter (exonération de taxe sur les salaires pour les associations agréées d'aide à domicile) : supprimé (p. 10616)

Amendement n^o 33 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10616)

Article 3 bis (institution d'une réduction d'impôt pour les dons à certaines organisations humanitaires) : supprimé (p. 10616)

Amendement n° 34 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10616)

Après l'article 4

Amendement n° 190 de M. Christian Cuvilliez (institution d'un impôt sur les actifs financiers) (p. 10616) : rejeté (p. 10617)

Article 4 bis A (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques) (p. 10617) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 41 quater (p. 10620)

Amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 10617) : réservé (p. 10620)

Article 5 supprimé par le Sénat (extension du régime fiscal des micro-entreprises) (p. 10620) : rétabli (p. 10626)

Amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'un assouplissement concernant l'irrévocabilité de l'option pour les contribuables relevant du régime des bénéfices non commerciaux) (p. 10620) : adopté après modifications et rectification (suppression du gage) (p. 10626)

Sous-amendement n° 278 de M. Jean-Louis Dumont (application du "forfait" de 175 000 F aux entreprises du bâtiment) (p. 10624) : retiré (p. 10626)

Sous-amendement n° 254 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 10624) : adopté (p. 10626)

Sous-amendement n° 204 de M. Didier Migaud (rapport au Parlement) (p. 10624) : adopté (p. 10626)

Article 5 bis (barème de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : adopté (p. 10626)

Après l'article 7

Amendement n° 191 de M. Christian Cuvilliez (non-application du taux majoré de la taxe sur les salaires à certaines associations) : rejeté (p. 10626)

Article 7 bis (coordination avec la loi de lutte contre les exclusions en matière de fiscalité des associations) : adopté (p. 10626)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune) (p. 10626) : adopté après modifications (p. 10627)

Amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10626) : adopté (p. 10627)

Amendement n° 220 de M. Gilbert Gantier : devenu sans objet (p. 10627)

Article 9 supprimé par le Sénat (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé) : rétabli (p. 10627)

Amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10627)

Article 10 supprimé par le Sénat (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée) (p. 10627) : rétabli (p. 10629)

Discussion commune des amendements n°s 39 et 270

Amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10627) : adopté après modifications (p. 10629)

Sous-amendement n° 206 de M. Didier Migaud (de coordination) (p. 10628) : adopté (p. 10629)

Sous-amendement n° 209 de M. Didier Migaud (institution d'un abattement de 50 % sur la valeur imposable du droit réservé par le donateur) (p. 10628) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10629)

Sous-amendement n° 271 de M. Bernard Schreiner : non soutenu (p. 10628)

Sous-amendement n° 210 de M. Didier Migaud (application du dispositif aux démembrements de propriété réalisés à compter du 1er janvier 1999) (p. 10628) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10629)

Amendement n° 270 de M. Bernard Schreiner : non soutenu (p. 10628)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : adopté après modifications (p. 10629)

Amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10629)

Après l'article 12

Amendement n° 192 de M. Daniel Feurtet (institution d'une allocation pour frais d'emploi de 50 000 F au profit des voyageurs et représentants de commerce) (p. 10629) : retiré (p. 10630)

Article 13 (renforcement des obligations déclaratives relatives aux dettes déduites de l'impôt de solidarité sur la fortune) : adopté après modifications (p. 10630)

Amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10630)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 10630) : adopté après modifications (p. 10631)

Amendement n° 42 de la commission (exclusion des salariés ayant eu leur domicile fiscal en France du

champ d'application de l'article) (p. 10630) : adopté (p. 10631)

Après l'article 14

Amendement n° 222 de M. José Rossi (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) : rejeté (p. 10631)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse) (p. 10631) : adopté après modifications (p. 10640)

Intervenants : M. Roland Francisci (p. 10631) ; M. Christian Paul (p. 10632) ; M. José Rossi (p. 10633) ; M. Paul Patriarche (p. 10635) ; M. Christian Cuvilliez (p. 10635) ; M. Charles de Courson (p. 10636)

Amendement n° 185 de M. Roland Francisci (de suppression) (p. 10637) : rejeté (p. 10638)

Amendements identiques n°s 43 et 229

Amendement n° 43 de la commission (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 10638)

Amendement n° 229 de M. Charles de Courson (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 10638)

Amendements identiques n°s 227 et 273

Amendement n° 227 de M. José Rossi (suppression du paragraphe II) (p. 10638) : rejeté (p. 10640)

Amendement n° 273 de M. Roger Franzoni (suppression du paragraphe II) (p. 10638) : rejeté (p. 10640)

Amendement n° 44 de la commission (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 10640)

Article 14 quater (réactivation de la commission mixte créée par la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse) (p. 10640) : adopté après modifications (p. 10641)

Discussion commune des amendements identiques n°s 221 et 274 et de l'amendement n° 45

Amendement n° 221 de M. José Rossi (réduction à six mois du délai de présentation du rapport de la commission mixte au Parlement) (p. 10640) : rejeté (p. 10641)

Amendement n° 274 de M. Roger Franzoni (réduction à six mois du délai de présentation du rapport de la commission mixte au Parlement) (p. 10640) : rejeté (p. 10641)

Amendement n° 45 de la commission (réduction à neuf mois du délai de présentation du rapport de la commission mixte au Parlement) (p. 10640) : adopté (p. 10641)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France) (p. 10641) : adopté après modifications (p. 10642)

Amendement n° 46 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10642)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers) : adopté après modifications (p. 10642)

Amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10642)

Après l'article 18

Amendement n° 194 de M. Daniel Feurtet (relèvement de 0,6 % des droits sur les tabacs) : rejeté (p. 10642)

Après l'article 19

Amendement n° 296 de M. Daniel Feurtet (application du taux réduit de la TVA au chocolat au lait) : rejeté (p. 10642)

Amendement n° 195 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux réseaux de chauffage urbain) (p. 10642) : retiré (p. 10643)

Amendement n° 286 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 10643)

Après l'article 20

Amendement n° 260 de Mme Dominique Gillot (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) (p. 10643) : adopté (p. 10644)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères) (p. 10644) : adopté après modifications (p. 10648)

Intervenants : Mme Nicole Bricq (p. 10644) ; M. Jean-Jacques Jégou (p. 10645) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 10645) ; M. Didier Migaud (p. 10645) ; M. Christian Sautter (p. 10646)

Discussion commune des amendements n°s 181, 196 et 203

Amendement n° 181 de M. Jacques Péliissard (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10646) : rejeté (p. 10648)

Amendement n° 196 de M. Jean-Pierre Brard (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10646) : retiré (p. 10648)

Amendement n° 203 de M. Yves Cochet : non soutenu (p. 10647)

Amendement n° 48 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10648)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) (p. 10648) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 173 rectifié (p. 10649)

Amendement n° 173 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10648) : adopté (p. 10649)

Amendement n° 251 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de modifications rédactionnelles) (p. 10648) : retiré (p. 10649)

Après l'article 22

Amendement n° 225 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation des logements) (p. 10649) : rejeté (p. 10650)

Amendement n° 224 de M. Gilbert Gantier (application d'un taux de TVA de 14 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 10649) : rejeté (p. 10650)

Article 22 ter (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les parcs résidentiels de tourisme) : adopté (p. 10650)

Après l'article 22 ter

Amendement n° 262 de Mme Marie-Françoise Clergeau (fixation à 40 000 F du montant des dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de grosses réparations) (p. 10650) : retiré (p. 10651)

Amendement n° 261 de Mme Marie-Françoise Clergeau (fixation à 20 000 F du montant des dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de grosses réparations) (p. 10650) : retiré (p. 10651)

Article 22 quater (application du taux réduit de la TVA aux travaux relatifs à certains casernements de gendarmerie) : supprimé (p. 10651)

Amendement n° 50 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10651)

Article 22 quinquies (application du taux réduit de la TVA sur le droit d'utilisation de certaines installations sportives) : supprimé (p. 10651)

Amendement n° 51 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10651)

Articles 22 sexies (présentation d'un rapport sur l'application de la directive communautaire n° 92/77 du 19 octobre 1992 et le passage au régime définitif de TVA) : adopté (p. 10651)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations) : adopté (p. 10651)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie) : adopté (p. 10652)

Observations

M. Christian Cuvilliez fait part de l'indignation et de l'inquiétude du groupe communiste suite à l'annonce d'une frappe aérienne des Etats-Unis sur l'Irak [16 décembre 1998] (p. 10652)

Article 25 (pour coordination) (réduction de l'écart entre les minima de perception du droit de consommation sur les tabacs) : supprimé (p. 10652)

Amendement n° 188 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10652)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France) (p. 10653) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 6 rectifié et modifié (p. 10672)

Intervenants : M. Gilles Carrez (p. 10653); Mme Nicole Bricq (p. 10654); M. Gilbert Gantier (p. 10655); M. Jean-Pierre Brard (p. 10655); M. Pierre Lellouche (p. 10656)

Amendements identiques n°s 182, 240 et 288

Amendement n° 182 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 10657) : rejeté (p. 10659)

Amendement n° 240 de M. Pierre Lellouche (de suppression) (p. 10657) : rejeté (p. 10659)

Amendement n° 288 de Mme Anne-Marie Idrac (de suppression) (p. 10657) : rejeté (p. 10659)

Amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10659) : adopté après modifications (p. 10672)

Sous-amendement n° 170 de M. Christian Jacob (exonération des cantons ruraux d'Ile-de-France) (p. 10660) : rejeté (p. 10661)

Sous-amendement n° 265 de M. Jean-Marie Le Guen (assujettissement à la taxe des aires de stationnement) (p. 10661) : retiré (p. 10664)

Discussion commune des sous-amendements n°s 171 et 215

Sous-amendement n° 171 de M. Christian Jacob (exonération des locaux des exploitations agricoles et des coopératives) (p. 10664) : retiré (p. 10665)

Sous-amendement n° 215 de M. Jean-Louis Dumont (exonération des locaux des coopératives agricoles) (p. 10664) : retiré (p. 10665)

Sous-amendement n° 266 de M. Jean-Marie Le Guen : devenu sans objet (p. 10665)

Sous-amendement n° 233 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du seuil de superficie applicable aux locaux commerciaux) : rejeté (p. 10665)

Sous-amendement n° 250 de M. Pierre Lellouche (relèvement du seuil de superficie applicable aux locaux commerciaux et aux locaux de stockage) (p. 10665) : rejeté (p. 10666)

Discussion commune des sous-amendements n°s 205, 172 et 232

Sous-amendement n° 205 de M. Didier Migaud (exonération des locaux de stockage des coopératives agricoles) (p. 10666) : adopté (p. 10667)

Sous-amendement n° 172 de M. Christian Jacob (exonération des locaux des exploitations agricoles et des coopératives) (p. 10666) : devenu sans objet (p. 10667)

Sous-amendement n° 232 de M. Germain Gengenwin (exonération des locaux des coopératives agricoles) (p. 10666) : devenu sans objet (p. 10667)

Discussion commune des sous-amendements n°s 226, 230 et 247 corrigé

Sous-amendement n° 226 de M. Gilbert Gantier (exonération des locaux commerciaux à vocation hôtelière) (p. 10667) : rejeté (p. 10668)

Sous-amendement n° 230 de M. Charles de Courson (exonération des locaux des hôtels, restaurants, cafés et discothèques) (p. 10667) : rejeté (p. 10668)

Sous-amendement n° 247 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des hôtels) (p. 10667) : rejeté (p. 10668)

Sous-amendement n° 231 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des locaux appartenant à des centres de congrès et d'expositions) : rejeté (p. 10668)

Discussion commune des sous-amendements n°s 246 corrigé, 249 corrigé et 289 corrigé

Sous-amendement n° 246 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des parkings) (p. 10668) : rejeté (p. 10670)

Sous-amendement n° 249 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des grandes surfaces de vente au détail) (p. 10668) : rejeté (p. 10670)

Sous-amendement n° 289 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des salles de cinéma) (p. 10668) : rejeté (p. 10670)

Sous-amendement n° 324 de M. Gilbert Gantier (exonération des plates-formes logistiques multimodales) (p. 10670) : rejeté (p. 10671)

Sous-amendement n° 325 de M. Gilbert Gantier (taxation à un tarif réduit des plates-formes logistiques multimodales) (p. 10670) : rejeté (p. 10671)

Sous-amendement n° 267 de M. Jean-Marie Le Guen : devenu sans objet (p. 10671)

Amendement n° 183 de M. Gilbert Gantier : devenu sans objet (p. 10672)

Amendement n° 186 de M. Gilbert Gantier : devenu sans objet (p. 10672)

Amendement n° 184 de M. Gilbert Gantier : devenu sans objet (p. 10672)

Réserve, à la demande du Gouvernement, de la discussion de l'article 27 jusqu'après l'examen de l'article 36 bis (p. 10672)

Article 27 bis (exonération de TVA pour les achats de terrains à bâtir par des particuliers qui souhaitent y construire un immeuble affecté à leur usage privatif) (p. 10672) : adopté après modifications (p. 10673)

Amendement n° 314 de M. Jean-Louis Dumont (assouplissement du dispositif d'option pour l'assujettissement à la TVA) : rejeté (p. 10673)

Amendement n° 263 de M. Jacques Guyard : non soutenu (p. 10673)

Amendement n° 174 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10673)

Article 28 supprimé par le Sénat (réduction du taux de l'avoir fiscal) : rétabli (p. 10673)

Amendement n° 61 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10673)

Article 28 ter supprimé par le Sénat (réintégration d'une quote-part des frais et charges afférente aux dividendes perçus par les sociétés mères) (p. 10673) : rétabli (p. 10674)

Amendement n° 62 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10673) : adopté (p. 10674)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle) (p. 10674) : adopté après modifications (p. 10680)

Intervenant : M. Gilles Carrez (p. 10675)

Amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10675)

Amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10675)

Amendement n° 213 de M. Gilles Carrez : devenu sans objet (p. 10675)

Amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10675) : adopté (p. 10676)

Discussion commune des amendements n°s 66 et 67

Amendement n° 66 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10676)

Amendement n° 67 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10676)

Discussion commune des amendements n°s 1 et 282

Amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (lissage des bases pour la partie investissement de la réduction pour embauche et investissement) (p. 10676) : rejeté (p. 10677)

Amendement n° 282 de M. Henry Chabert (lissage des bases pour la partie investissement de la réduction pour embauche et investissement) (p. 10676) : rejeté (p. 10677)

Amendement n° 68 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10677)

Amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10677)

Discussion commune des amendements n° 2 et 283

Amendement n° 2 de M. Léonce Deprez (suppression progressive de la part de la réduction pour embauche et investissement correspondant aux embauches) : rejeté (p. 10677)

Amendement n° 283 de M. Henry Chabert (suppression progressive de la part de la réduction pour embauche et investissement correspondant aux embauches) : rejeté (p. 10677)

Amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10678)

Amendement n° 281 de M. Henry Chabert (suppression du dispositif prévoyant une nouvelle définition de la valeur ajoutée prise en compte pour le plafonnement de la taxe professionnelle et pour la cotisation minimale) : rejeté (p. 10678)

Amendement n° 175 du Gouvernement (prise en compte de l'année d'imposition comme période de référence pour la détermination de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaires pour le calcul de la cotisation minimale) : adopté (p. 10678)

Amendement n° 71 de la commission : devenu sans objet (p. 10678)

Amendement n° 72 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10678)

Amendement n° 176 corrigé du Gouvernement (modalités de paiement) (p. 10678) : adopté (p. 10679)

Amendement n° 187 du Gouvernement (délai de reprise par l'administration) : adopté (p. 10679)

Amendement n° 73 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10679)

Amendement n° 199 de M. Daniel Feurtet (versement au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle du produit de la majoration de taux de la cotisation nationale de péréquation) : rejeté (p. 10679)

Amendement n° 74 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10679) : adopté (p. 10680)

Amendement n° 180 de M. Jean-Yves Besselat (avancement de la date à laquelle les scissions ne sont pas prises en compte au regard de l'écrêtement des établissements de taille exceptionnelle) : rejeté (p. 10680)

Après l'article 29

Amendement n° 293 de M. Daniel Feurtet (modulation des bases de la taxe professionnelle en

fonction du secteur d'activité de l'entreprise et de sa valeur ajoutée) : rejeté (p. 10680)

Amendement n° 198 de M. Daniel Feurtet (versement au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle du produit de la majoration de la cotisation minimale) : rejeté (p. 10680)

Article 29 bis (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires de certaines prestations sociales) : supprimé (p. 10681)

Amendement n° 75 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10681)

Article 29 ter (exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les salines et marais salants exploités à titre individuel) : supprimé (p. 10681)

Amendement n° 76 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10681)

Article 30 supprimé par le Sénat (taxe générale sur les activités polluantes) (p. 10681) : rétabli (p. 10684)

Amendement n° 77 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10681) : adopté après modifications (p. 10684)

Sous-amendement n° 178 du Gouvernement (de précision) (p. 10683) : adopté (p. 10684)

Sous-amendement n° 179 corrigé du Gouvernement (de précision) (p. 10683) : adopté (p. 10684)

Après l'article 30

Amendement n° 264 de M. Jean-Louis Idiart (non-application de la surtaxe de 50 % aux déchets transportés par le rail ou par la voie fluviale) : retiré ; repris par M. Michel Bouvard (p. 10684) : rejeté (p. 10685)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (création de la taxe de l'aviation civile) (p. 10685) : rétabli (p. 10687)

Intervenant : M. Maurice Adevah-Poeuf (p. 10685)

Amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10686) : adopté (p. 10687)

Sous-amendement n° 235 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe applicable au fret) : rejeté (p. 10687)

Après l'article 35 bis

Amendement n° 201 de M. Maurice Adevah-Poeuf (imputation au titre du crédit d'impôt-recherche des honoraires versés à des cabinets de style) (p. 10687) : retiré (p. 10688)

Amendement n° 202 de M. Maurice Adevah-Poeuf (plafonnement de l'imputation au titre du crédit d'impôt-recherche des honoraires versés par les entreprises du secteur du textile, de l'habillement et du cuir) (p. 10687) : retiré (p. 10688)

C - Mesures diverses

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 78 (p. 10688)

Amendement n° 78 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10688)

Article 36 bis (inclusion de la zone économique exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le champ d'application de la redevance sur les concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux) (p. 10688) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 79 (p. 10689)

Amendement n° 79 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10688) : adopté (p. 10689)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels) (p. 10689) : adopté après modifications (p. 10692)

Intervenant : M. Germain Gengenwin (p. 10689)

Amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10690)

Amendement n° 253 de M. Didier Migaud (de coordination) : adopté (p. 10690)

Amendement n° 53 de la commission : retiré (p. 10690)

Amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10690)

Amendement n° 212 de M. Gilles Carrez (application aux immeubles acquis entre 1993 et 1995 du report du délai de revente imparti aux marchands de biens) : rejeté (p. 10690)

Amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10691)

Amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10691)

Amendement n° 57 de la commission (de précision) : retiré (p. 10691)

Amendement n° 58 de la commission (de coordination) : retiré (p. 10691)

Amendement n° 59 de la commission (de coordination) : retiré (p. 10691)

Amendement n° 60 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10691)

Amendements identiques n°s 167 et 275

Amendement n° 167 de M. Jean-Louis Dumont (non-application du droit de 4,80 % aux cessions d'actions de sociétés relevant de la législation sur les habitations à loyer modéré) : adopté (p. 10691)

Amendement n° 275 de M. Jean-Pierre Brard (non-application du droit de 4,80 % aux cessions d'actions de sociétés relevant de la législation sur les habitations à loyer modéré) : adopté (p. 10691)

Discussion commune des amendements n°s 315 et 207

Amendement n° 315 du Gouvernement (modulation de la compensation versée aux régions au titre de la baisse des droits de mutation à titre onéreux) (p. 10691) : rejeté (p. 10692)

Amendement n° 207 de M. Didier Migaud (modulation de la compensation versée aux régions au titre de la baisse des droits de mutation à titre onéreux) : adopté (p. 10692)

Amendement n° 320 du Gouvernement : devenu sans objet (p. 10692)

II - Ressources affectées

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 10692) : adopté après modifications (p. 10696)

Amendement n° 214 corrigé de M. Gilles Carrez (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) (p. 10693) : rejeté (p. 10695)

Discussion commune des amendements n°s 208 et 321

Amendement n° 208 de M. Didier Migaud (fraction de croissance prise en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales) (p. 10695) : adopté (p. 10696)

Amendement n° 321 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : devenu sans objet (p. 10696)

Amendement n° 259 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10696)

Amendement n° 81 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10696)

Article 40 bis (compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées) (p. 10696) : adopté après modifications (p. 10697)

Amendement n° 256 du Gouvernement (de précision) (p. 10696) : adopté (p. 10697)

Amendement n° 257 du Gouvernement (de précision) (p. 10696) : adopté (p. 10697)

Amendement n° 258 du Gouvernement (de précision) (p. 10696) : adopté (p. 10697)

Amendement n° 211 de M. Didier Migaud (atténuation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont une commune au moins est éligible soit à la dotation de solidarité urbaine soit à la fraction bourgs-centres de la dotation de solidarité rurale) : adopté (p. 10697)

Amendement n° 316 du Gouvernement (compensation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par

les communes non bourgs-centres éligibles à la dotation de solidarité rurale) : rejeté (p. 10697)

Article 41 bis (élargissement des critères d'éligibilité au FCTVA) (p. 10697) : adopté après modifications (p. 10698)

Amendement n° 83 de la commission (maintien de l'obligation de conclure une convention pour rendre éligibles au Fonds de compensation pour la TVA les travaux exécutés sur le domaine public de l'Etat qui présentent un caractère d'urgence) : adopté (p. 10698)

Article 41 ter (éligibilité au FCTVA des travaux réalisés par certains syndicats mixtes) : adopté après modifications (p. 10698)

Amendement n° 284 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10698)

Article 41 quater (éligibilité au FCTVA des travaux de réhabilitation réalisés sur des biens de section) : adopté après modifications (p. 10698)

Amendement n° 285 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10698)

Article 4 bis A précédemment réservé (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques) (p. 10698) : supprimé (p. 10699)

Amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 10698) : adopté (p. 10699)

Titre II

Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

Article 43 et état A (équilibre général du budget) (p. 10699) : adoptés après modifications (p. 10717)

Discussion commune des amendements n°s 327 et 165

Amendement n° 327 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 10707) : adopté (p. 10717)

Amendement n° 165 de la commission (de conséquence des décisions prises par la commission des finances) (p. 10715) : retiré (p. 10717)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement et réserve des votes sur les articles faisant l'objet de la seconde délibération et les amendements qui s'y rapportent (p. 10717)

Article 20 bis (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) (p. 10717) : vote réservé : supprimé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 10718) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 27 (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels) (p. 10718) : vote réservé : adopté après modifications :

application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10718) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 10719) : vote réservé : adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Amendement n° 3 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10719) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 40 bis (compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées) (p. 10719) : vote réservé : adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Amendement n° 4 du Gouvernement (compensation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les communes éligibles à la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 10720) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 43 et état A (équilibre général du budget) (p. 10720) : vote réservé : adoptés après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Amendement n° 5 du Gouvernement (déficit fixé à 236,556 milliards de francs) (p. 10720) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Adoption par un seul vote des dispositions faisant l'objet d'une seconde délibération et de la première partie du projet de loi de finances pour 1999 (p. 10725)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Titre Ier

Dispositions applicables à l'année 1999

I - Opérations à caractère définitif

A - Budget général

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils) (p. 10725) : adoptés après modifications (p. 10730)

Amendements n°s 84 à 87 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10727)

Amendement n° 323 rectifié du Gouvernement (minoration des crédits) : adopté (p. 10727)

Amendement n° 88 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10727)

Amendement n° 10 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10727)

Amendement n° 89 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10727)

Amendement n° 11 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10727)

Amendements n° 90 à 92 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10727)

Amendement n° 312 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10727)

Amendements n° 93 et 94 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10727) : adoptés (p. 10728)

Amendement n° 313 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10728)

Amendement n° 255 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10728)

Amendements n° 95 à 100 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10728)

Amendements n° 12 et 25 du Gouvernement (majoration des crédits) : adoptés (p. 10728)

Amendement n° 101 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10728)

Amendement n° 13 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10728)

Amendement n° 102 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10728)

Amendement n° 14 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10728)

Amendement n° 103 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10728)

Amendement n° 104 de la commission : retiré (p. 10728)

Amendements n° 326, 317 rectifié et 24 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10728) : adoptés (p. 10729)

Amendements n° 105 à 107 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10729)

Amendement n° 15 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10729)

Amendement n° 108 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10729)

Amendement n° 16 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10729)

Amendement n° 109 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10729)

Amendements n° 17 et 26 du Gouvernement (majoration des crédits) : adoptés (p. 10729)

Amendements n° 110 à 112 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10729)

Amendement n° 18 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10729)

Amendements n° 113 et 114 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10729)

Amendement n° 19 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10730)

Amendement n° 115 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10730)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils) (p. 10730) : adoptés après modifications (p. 10733)

Amendement n° 116 corrigé de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10733)

Amendement n° 21 corrigé du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté (p. 10733)

Amendements n° 117 corrigé, 118 corrigé et 119 corrigé de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10733)

Amendement n° 22 corrigé du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et majoration des crédits de paiement) : adopté (p. 10733)

Amendement n° 189 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté (p. 10733)

C - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

Article 52 (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France") : adopté après modifications (p. 10733)

Amendement n° 120 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10733)

Article 53 bis supprimé par le Sénat (création du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien) (p. 10733) : rétabli (p. 10734)

Amendement n° 7 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par

l'Assemblée nationale en première lecture)
(p. 10733) : adopté (p. 10734)

Article 55 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles) : adopté après modifications (p. 10734)

Amendement n° 23 du Gouvernement (rétablissement des crédits des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale) : adopté (p. 10734)

Article 62 et état H (pour coordination) (reports de crédits) (p. 10734) : adoptés après modifications (p. 10738)

Amendement n° 20 du Gouvernement (inscription de quatre nouveaux chapitres à l'état H) : adopté (p. 10738)

Titre II

Dispositions permanentes

A - Mesures fiscales

Article 64 AA (rétablissement de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les prestations maternité) : supprimé (p. 10738)

Amendement n° 121 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10738)

Article 64 AB (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés) (p. 10738) : adopté après modifications (p. 10739)

Discussion commune des amendements n°s 122 et 237

Amendement n° 122 de la commission (pérennisation au niveau fixé pour l'imposition des revenus de l'année 1998 du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et pensionnés) (p. 10738) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10739)

Amendement n° 237 de M. Germain Gengenwin (pérennisation au niveau fixé pour l'imposition des revenus de l'année 1998 du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et pensionnés) (p. 10738) : retiré (p. 10739)

Article 64 AC (réduction progressive du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 10739) : supprimé (p. 10740)

Amendement n° 123 de la commission (de suppression) (p. 10739) : adopté (p. 10740)

Article 64 AD (rapport sur les réductions d'impôt en matière d'impôt sur le revenu) : adopté (p. 10740)

Article 64 AE (rapport de la Cour des comptes sur l'évolution des impôts affectés à des établissements publics et organismes divers) : supprimé (p. 10740)

Amendement n° 124 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10740)

Article 64 A (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 10740) : adopté après modifications (p. 10741)

Amendement n° 4 de M. Philippe Auberger (exclusion des exonérations fiscales accordées par les collectivités territoriales d'outre-mer du champ des subventions publiques visées par l'article 163 ter vicies du code général des impôts et extension de ces dispositions aux entreprises bénéficiant de concessions de travaux publics) : rejeté (p. 10740)

Amendement n° 307 du Gouvernement (droit à déduction réservé aux investissements neufs réalisés au plus tard le 31 décembre 2002) (p. 10740) : adopté (p. 10741)

Amendement n° 125 de la commission : retiré (p. 10741)

Amendement n° 308 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'en 2002) : adopté (p. 10741)

Amendement n° 5 de M. Philippe Auberger (exclusion des exonérations fiscales accordées par les collectivités territoriales d'outre-mer du champ des subventions publiques visées par l'article 217 undecies du code général des impôts et extension de ces dispositions aux entreprises bénéficiant de concessions de travaux publics) : rejeté (p. 10741)

Amendement n° 309 du Gouvernement (droit à déduction réservé aux investissements neufs) : adopté (p. 10741)

Amendement n° 310 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'en 2002) : adopté (p. 10741)

Amendement n° 322 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10741)

Article 64 B (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) (p. 10741) : adopté après modifications (p. 10742)

Amendement n° 301 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) (p. 10741) : adopté (p. 10742)

Amendement n° 126 de la commission : retiré (p. 10742)

Amendement n° 302 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adopté (p. 10742)

Amendement n° 127 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10742)

Amendement n° 303 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adopté (p. 10742)

Article 64 C (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés) (p. 10742) : adopté après modifications (p. 10743)

Amendement n° 304 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) (p. 10742) : adopté (p. 10743)

Amendement n° 128 de la commission : retiré (p. 10743)

Amendement n° 311 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10743)

Amendement n° 305 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adopté (p. 10743)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche) (p. 10743) : adopté après modifications (p. 10744)

Amendement n° 129 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10744)

Amendement n° 306 du Gouvernement (limitation de l'avantage consenti aux entreprises du secteur du textile, de l'habillement et du cuir) : adopté (p. 10744)

Amendement n° 177 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10744)

Amendements n°s 130 et 131 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10744)

Après l'article 64

Amendement n° 297 de M. Daniel Feurtet (relèvement des droits de fabrication applicables aux boissons alcoolisées) : rejeté (p. 10745)

Article 64 bis A (taux d'imposition des plus-values sur options de souscription ou d'achat d'actions) : supprimé (p. 10745)

Amendement n° 132 de la commission (de suppression) (p. 10745) : adopté (p. 10745)

Article 65 bis (éligibilité au crédit d'impôt formation des dépenses de formation des chefs d'entreprises) : supprimé (p. 10745)

Amendement n° 133 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10745)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation) (p. 10745) : adopté après modifications (p. 10746)

Amendement n° 134 de la commission (suppression des paragraphes I bis et IV) : adopté (p. 10746)

Amendement n° 135 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10746)

Amendement n° 136 de la commission (suppression des paragraphes II bis et VI) : adopté (p. 10746)

Amendement n° 137 de la commission (suppression des paragraphes II ter et VII) : adopté (p. 10746)

Article 67 bis (droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts sociales des sociétés à responsabilité limitée) (p. 10746) : supprimé (p. 10747)

Amendement n° 138 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10747)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire) (p. 10747) : adopté après modifications (p. 10750)

Intervenant : M. Jean-Louis Dumont (p. 10749)

Amendements n°s 139, 140 et 141 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10749)

Amendement n° 238 de M. Jean-Jacques Jégou (application du dispositif aux maisons d'accueil pour personnes âgées dépendantes) : retiré (p. 10750)

Amendements n°s 142 à 146 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10750)

Article 69 (reconduction de mesures d'amortissement exceptionnel prévues en faveur de matériels destinés à améliorer la qualité de la vie ou à économiser l'énergie) (p. 10750) : adopté après modifications (p. 10751)

Amendement n° 147 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10751)

Après l'article 69

Amendement n° 200 de M. Maurice Adevah-Poeuf : non soutenu (p. 10751)

Article 69 bis A (biens amortissables constituant une charge) : supprimé (p. 10751)

Amendement n° 148 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10751)

Article 69 bis (possibilité pour les communes et les groupements de communes à fiscalité propre de supprimer l'exonération trentenaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les terrains reboisés) : supprimé par le Sénat (p. 10751)

Article 69 quater supprimé par le Sénat (taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial) : rétabli (p. 10751)

Amendement n° 149 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10751)

Article 69 sexies (taxe professionnelle de France Télécom) (p. 10751) : supprimé (p. 10752)

Amendement n° 150 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10752)

Article 70 supprimé par le Sénat (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées par des personnes physiques) (p. 10752) : rétabli (p. 10753)

Amendement n° 151 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10752) : adopté (p. 10753)

Article 70 bis (réduction de 150 000 à 50 000 F du seuil d'application de l'obligation de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants) : adopté (p. 10753)

Article 70 sexies (communication à l'administration fiscale des résultats des contrôles opérés en matière de cotisations sociales) : adopté (p. 10753)

Article 70 septies supprimé par le Sénat (utilisation par les administrations fiscales du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques) (p. 10753) : rétabli (p. 10756)

Intervenant : M. Jean-Pierre Brard (p. 10753)

Amendement n° 152 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10754) : adopté (p. 10756)

Article 70 decies (modification du taux de l'intérêt de retard) (p. 10756) : supprimé (p. 10757)

Amendement n° 153 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10756)

Article 72 bis A (application du taux réduit de la TVA sur certains produits de chocolat) : supprimé (p. 10757)

Amendement n° 154 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10757)

Article 72 bis B (application du taux réduit de la TVA à certaines opérations de collecte, de tri et de traitement des déchets ménagers) : supprimé (p. 10757)

Amendement n° 155 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10757)

Article 72 bis C (éligibilité de certains grands établissements publics de coopération intercommunale à la dotation globale d'équipement) : supprimé (p. 10757)

Amendement n° 318 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10757)

Article 73 (exonération facultative de taxe professionnelle des entreprises de spectacles) : adopté (p. 10757)

Après l'article 73

Amendement n° 234 de M. Charles de Courson (prise en compte du taux de taxe professionnelle voté en 1997 si le taux voté en 1998 est nul pour le calcul de la compensation consécutive à la suppression de la part salariale de cette taxe) (p. 10757) : rejeté (p. 10758)

Amendement n° 228 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur au plafond d'attribution de l'allocation spéciale ou de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) : rejeté (p. 10758)

Article 74 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles) (p. 10758) : adopté après modifications (p. 10759)

Amendements n°s 156 et 157 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10758, 10759)

Article 74 quater (extension aux pensions de retraite du contenu du rapport annexé au projet de loi de finances relatif aux rémunérations des fonctionnaires) : adopté (p. 10759)

Après l'article 74 quater

Amendement n° 252 de M. René Dosièrè (relèvement de la dotation forfaitaire des communes qui bénéficient de la dotation de solidarité urbaine tout en contribuant à son financement) : adopté (p. 10759)

Amendement n° 28 de M. Michel Bouvard : non soutenu (p. 10759)

B - Autres mesures

Affaires étrangères et coopération

Article 75 AA (mise en œuvre des crédits délégués à l'Agence française de développement) : supprimé (p. 10759)

Amendements identiques n°s 158 et 3

Amendement n° 158 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10759)

Amendement n° 3 de Mme Louise Moreau : non soutenu (p. 10759)

Economie, finances et industrie

Article 79 bis (prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires) (p. 10759) : adopté après modifications (p. 10760)

Amendements n°s 159 et 160 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10760)

Après l'article 79 bis

Amendement n° 319 deuxième rectification du Gouvernement (majoration de la dotation de l'Etat au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : adopté (p. 10760)

Emploi et solidarité

Article 80 supprimé par le Sénat (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage) (p. 10760) : rétabli (p. 10761)

Amendement n° 161 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10760) : adopté (p. 10761)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 162 (p. 10761)

Amendement n° 162 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 10761)

Article 83 supprimé par le Sénat (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale) : rétabli (p. 10761)

Amendement n° 163 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10761)

Article 83 bis (régulation des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par les départements) : supprimé (p. 10761)

Amendement n° 164 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10761)

Equipement, transports et logement

Article 85 supprimé par le Sénat (instauration de la taxe d'aéroport) (p. 10761) : rétabli (p. 10762)

Amendement n° 9 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10761) : adopté (p. 10762)

Sous-amendement n° 280 de M. Maurice Adevah-Poeuf : non soutenu (p. 10762)

Sous-amendement n° 236 de M. Germain Gengenwin (suppression des tarifs différenciés) : rejeté (p. 10762)

Amendement n° 27 corrigé de M. Michel Bouvard : devenu sans objet (p. 10763)

Explications de vote

M. Jean-Louis Dumont (p. 10763)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Pierre Méhaignerie (p. 10587)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Alain Tourret (p. 10588)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. François d'Aubert (p. 10591)

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Philippe Auberger (p. 10595)

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Louis Idiart (p. 10595)

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1999 (p. 10763)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Intervention du Gouvernement

M. Christian Sautter (p. 10789)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Didier Migaud (p. 10790)

Discussion générale

M. Gilles Carrez (p. 10790); M. Daniel Feurtet (p. 10793); M. Gilbert Gantier (p. 10794); M. Jean-Louis Idiart (p. 10794); M. Jean-Jacques Jégou (p. 10795)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10796)

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1999, tel qu'il résulte du texte voté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture (p. 10831)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 octobre 1998 par M. Nicolas Sarkozy

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jean-Luc Warsmann (28 octobre 1998) - Rapport n° 1191 (12 novembre 1998)

Discussion les 20 et 25 novembre 1998 - Rejet le 25 novembre 1998 - Proposition de loi organique n° 201

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Jean-Luc Warsmann (p. 9363)

Discussion générale

M. Nicolas Sarkozy (p. 9365); M. Daniel Feurtet (p. 9374)

Rappel au règlement

M. Augustin Bonrepaux regrette le départ de M. Nicolas Sarkozy [20 novembre 1998] (p. 9375)

Discussion générale (suite)

M. Henri Plagnol (p. 9375); M. José Rossi (p. 9377); M. Didier Migaud (p. 9379); M. Alain Ferry (p. 9382)

Réponses du Gouvernement

M. Dominique Strauss-Kahn (p. 9369, 9373); M. Christian Pierret (p. 9383)

Interventions du rapporteur

M. Jean-Luc Warsmann (p. 9372, 9385)

Discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9386)**Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)****Intervention du Gouvernement**

M. Dominique Strauss-Kahn (p. 9503)

Intervention du rapporteur

M. Jean-Luc Warsmann (p. 9503)

Explications de vote

M. Nicolas Sarkozy (p. 9504); M. Daniel Feurtet (p. 9505); M. Henri Plagnol (p. 9506); M. Bernard Charles (p. 9506); M. Gilbert Gantier (p. 9507); M. Jean-Louis Idiart (p. 9507)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : pour : M. Nicolas Sarkozy (p. 9504)

Groupe communiste : contre : M. Daniel Feurtet (p. 9506)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : M. Henri Plagnol (p. 9506)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : contre : M. Bernard Charles (p. 9507)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Gilbert Gantier (p. 9507)

Groupe socialiste : contre : M. Jean-Louis Idiart (p. 9508)

Rejet, au scrutin public, de l'article unique de la proposition de loi organique (p. 9508)**LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES**

Voir aussi LOIS DE FINANCES, LOIS DE RÈGLEMENT

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998**Assemblée nationale (première lecture)**

Dépôt le 18 novembre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur général : M. Didier Migaud - Rapport n° 1224 (25 novembre 1998) - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur pour avis : M. François Lamy (24 novembre 1998) - Avis n° 1230 (26 novembre 1998)

Discussion et adoption le 3 décembre 1998 - Projet de loi n° 206

Sénat (première lecture)

Dépôt le 4 décembre 1998 - n° 97 (1998-1999)

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur général : M. Philippe Marini - Rapport n° 116 (1998-1999) (14 décembre 1998)

Discussion les 14 et 15 décembre 1998 - Adoption le 15 décembre 1998 - Projet de loi n° 29 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 15 décembre 1998 - n° 1272

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Commission mixte paritaire

Nomination le 16 décembre 1998 (J.O. p. 18977) - Réunion le 16 décembre 1998 - Bureau (J.O. p. 19081)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Philippe Marini - Rapport n° 126 (1998-1999) (16 décembre 1998)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Didier Migaud - Rapport n° 1274 (16 décembre 1998)

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun

Assemblée nationale (nouvelle lecture)

Dépôt le 15 décembre 1998 - n° 1272

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur général : M. Didier Migaud - Rapport n° 1282 (17 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet de loi n° 235

Sénat (nouvelle lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 143 (1998-1999)

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur général : M. Philippe Marini - Rapport n° 144 (1998-1999) (22 décembre 1998)

Discussion et rejet le 22 décembre 1998 - Projet de loi n° 54 (1998-1999)

Assemblée nationale (lecture définitive)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1322

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur général : M. Didier Migaud - Rapport n° 1323 (22 décembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 22 décembre 1998 - Projet de loi n° 238

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Décision le 29 décembre 1998 [J.O. du 31 décembre 1998] (p. 20160) - Sont déclarés conformes à la Constitution, les articles 2, 3, 4 et 12

Promulgation

Loi n° 98-1267 du 30 décembre 1998 publiée au J.O. du 31 décembre 1998 (p. 20116)

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi de finances rectificative n° 1210
et ceux de la loi n° 98-1267 du 30 décembre 1998

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIERE PARTIE			
		CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
1 ^{er}	1 ^{er} A (A.N.)	Relèvement de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole	Première lecture : 3 décembre 1998	10088	1 ^{er}
		Equilibre général	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10088 10963 11053	2
		DEUXIEME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES			
		TITRE I^{er}			
		DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1998			
		I. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF			
		A.- Budget général			
2		Dépenses ordinaires des services civils – Ouvertures	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10095 10965 11054	3
3		Dépenses en capital des services civils – Ouvertures	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10098 10966 11054	4

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
4		Dépenses ordinaires des services militaires – Ouvertures	Première lecture : 3 décembre 1998	10101	5
		B. – Budgets annexes			
5		Budgets annexes – Ouvertures	Première lecture : 3 décembre 1998	10101	6
		C. – Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale			
6		Comptes d'affectation spéciale – Ouvertures	Première lecture : 3 décembre 1998	10101	7
		II. – OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE			
7		Comptes de prêts – Ouvertures	Première lecture : 3 décembre 1998	10101	8
8		Comptes d'avances – Ouvertures	Première lecture : 3 décembre 1998	10101	9
		III. – AUTRES DISPOSITIONS			
9		Ratification des crédits ouverts par décrets d'avance	Première lecture : 3 décembre 1998	10101	10
10		Modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle	Première lecture : 3 décembre 1998	10102	11
		TITRE II			
		DISPOSITIONS PERMANENTES			
		I. – MESURES CONCERNANT LA FISCALITE			
11 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10102 10969 11054	12

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	11 bis (A.N.)	Réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans des zones de revitalisation rurale et donnés en location pour 9 ans	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10108 10975 11057	13
	11 ter (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Réduction du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers pour la location de logements ayant ouvert droit à la réduction d'impôt pour les résidences de tourisme classées	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10110 10977 11057	14
	11 quater (Sénat) Supprimé (A.N.)	Exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles entrant dans le champ du nouveau régime de conventionnement en faveur des logements locatifs anciens	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10977 11057	
12		Relèvement du seuil de perception du droit de francisation et de navigation et du seuil de francisation d'un navire	Première lecture : 3 décembre 1998	10112	15
	12 bis (Sénat)	Prorogation du délai de transformation par avenants des contrats d'assurance-vie classiques en contrats multisupports	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10977 11057	16
13		Modification du taux limitant la déduction des intérêts servis aux associés	Première lecture : 3 décembre 1998	10116	17
14		Validation législative des impositions établies en matière d'impôts directs locaux	Première lecture : 3 décembre 1998	10117	18
	14 bis (A.N.)	Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles appartenant aux établissements publics de coopération intercommunale, aux syndicats mixtes et aux ententes interdépartementales	Première lecture : 3 décembre 1998	10117	19
15		Validation des impôts et cotisations mis en recouvrement par la collectivité territoriale de Mayotte	Première lecture : 3 décembre 1998	10119	20
	15 bis A (Sénat)	Vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10978 11057	21

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
16	15 bis (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10119 10989 11058	22
	15 ter (Sénat)	Régime fiscal des allocations pour frais d'emploi dont le montant est fixé par voie législative ou réglementaire	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10991 11058	23
		Obligation de déposer selon un procédé informatique la déclaration des revenus de capitaux mobiliers	Première lecture : 3 décembre 1998	10121	24
	16 bis A (A.N.)	Aménagement du dispositif de suspension des poursuites à l'encontre des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10994 11058	25
	16 bis (A.N.)	Mise en conformité des modalités de fixation des taux de la redevance pour contrôle vétérinaire avec le droit communautaire	Première lecture : 3 décembre 1998	10122	26
	16 ter (A.N.)	Mise en conformité du code général des impôts avec la loi de modernisation des activités financières	Première lecture : 3 décembre 1998	10122	27
	16 quater (A.N.)	Simplification du régime d'imposition de la part des bénéficiaires des sociétés civiles de moyens revenant à des titulaires de bénéficiaires non commerciaux	Première lecture : 3 décembre 1998	10124	28
	16 quinques (A.N.)	Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des villages de vacances classés	Première lecture : 3 décembre 1998	10125	29
	16 sexies (A.N.)	Extension de la redevance sanitaire de découpage au gibier sauvage	Première lecture : 3 décembre 1998	10126	30
	16 septies (A.N.)	Instauration de deux redevances sanitaires destinées à couvrir les frais de contrôle des produits de la pêche et de l'aquaculture	Première lecture : 3 décembre 1998	10126	31
	16 octies (A.N.)	Instauration d'une redevance sanitaire pour le contrôle de certaines substances et de leurs résidus	Première lecture : 3 décembre 1998	10126	32
	16 nonies (A.N.)	Relèvement des minima de perception du droit de consommation sur les tabacs	Première lecture : 3 décembre 1998	10127	33
16 decies (A.N.)	Exonération de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et cessions d'immeubles réalisées par les SAFER	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10129 10995 11058	34	

ARTICLES		OBJET	DATE	PAGES	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels				
	16 undecies (A.N.)	Actualisation du tableau des valeurs de plancher hors œuvre permettant le calcul de l'assiette de la taxe locale d'équipement	Première lecture : 3 décembre 1998	10129	35
	16 duodecies (A.N.)	Création d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes	Première lecture : 3 décembre 1998	10130	36
	16 terdecies (A.N.)	Exonération de redevables de la taxe d'habitation à faibles revenus du prélèvement sur fortes valeurs locatives	Première lecture : 3 décembre 1998	10130	37
	16 quaterdecies (A.N.)	Fixation d'un plafond pour les taxes spéciales d'équipement perçues au profit des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique	Première lecture : 3 décembre 1998	10131	38
	16 quindecies (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10131 10996 11058	39
	16 sedecies A (A.N.)	Suppression d'un gage à l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10996 11058	40
	16 sedecies (Sénat)	Déductibilité fiscale des provisions de gestion des sociétés d'assurance	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998	10996	41
	16 septemdecies (Sénat) Supprimé (A.N.)	Modalités d'application de l'article 209 0A du code général des impôts	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10998 11058	
	16 octodecies (Sénat)	Modification de l'incidence de l'article 5 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 sur les recettes des organismes de sécurité sociale	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998	10998	42
		II. – AUTRES DISPOSITIONS			
17		Modification des recettes susceptibles d'alimenter le compte d'affectation spéciale n° 902-24 « Compte d'affectation des produits de cession de titres, parts et droits de sociétés »	Première lecture : 3 décembre 1998	10133	43

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	17 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Suppression de la ligne de reversements au budget général du compte n° 902-24	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10998 11058	
18		Augmentation de la quote-part de la France au FMI et allocation exceptionnelle de droits de tirage spéciaux	Première lecture : 3 décembre 1998	10133	44
19		Compensation aux régions de la perte de recettes relative à la suppression des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles à usage d'habitation entre le 1 ^{er} septembre et le 31 décembre 1998	Première lecture : 3 décembre 1998	10134	45
	19 bis (A.N.)	Compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	10135 10999 11058	46
	19 ter (Sénat)	Détermination de l'autorité locale compétente pour décider le classement en section d'investissement des dépenses de moins de 4.000 francs	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998	10999	47
20		Détermination des sommes dues par l'Etat aux organismes de gestion des établissements d'enseignement privés sous contrat au titre des principe de la parité	Première lecture : 3 décembre 1998	10137	48
21		Octroi d'une garantie par l'Etat à l'occasion de la cession de la Société marseillaise de crédit	Première lecture : 3 décembre 1998	10139	49
	22 (A.N.)	Validation des taxes d'urbanisme	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998	10139 10999	50
	23 (A.N.)	Extension des conditions préférentielles accordées aux anciens agents de la direction générale des télécommunications souscrivant des actions France Télécom dans le cadre d'une offre à prix ferme aux offres à prix ouvert	Première lecture : 3 décembre 1998	10139	51
	24 (A.N.)	Transfert de la propriété de divers barrages de l'Etat au département du Haut-Rhin	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998	10139 10999	52
	25 (A.N.)	Remise des créances d'aide publique au développement en faveur des Etats d'Amérique centrale touchés par le cyclone Mitch	Première lecture : 3 décembre 1998 Nouvelle lecture : 22 décembre 1998	10140 10999	53

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	26 (A.N.)	Revalorisation des majorations légales applicables à certaines rentes viagères constituées entre particuliers	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998	11000	54
	27 (A.N.)	Garantie de l'Etat pour les opérations menées par la Banque de France dans le cadre du plan de soutien international au Brésil	Nouvelle lecture : 22 décembre 1998 Lecture définitive : 22 décembre 1998	11000 11058	55

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Interventions du Gouvernement
M. Christian Sautter (p. 10016, 10020)

Présentation du rapport général de la commission des finances
M. Didier Migaud (p. 10017)

Présentation de l'avis de la commission de la défense
M. François Lamy (p. 10019)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 10026)
Soulève par M. José Rossi
Soutenue par M. Francis Delattre (p. 10021)
Intervention du Gouvernement : M. Christian Sautter (p. 10024)
Intervention du rapporteur général : M. Didier Migaud (p. 10025)

Question préalable : rejetée (p. 10034)
Opposée par M. Jean-Louis Debré
Soutenue par M. Gilles Carrez (p. 10026)
Intervention du Gouvernement : M. Christian Sautter (p. 10032)
Intervention du rapporteur général : M. Didier Migaud (p. 10033)

Discussion générale
M. Gilbert Gantier (p. 10034) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 10037) ; M. Philippe Auberger (p. 10038) ; M. Christian Cuvilliez (p. 10040) ; M. Jean-Jacques Jégou (p. 10042) ; M. Yves Cochet (p. 10045) ; M. Gérard Bapt (p. 10047)

Réponse du Gouvernement
M. Christian Sautter (p. 10048)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER***Avant l'article 1er*

Discussion commune des amendements n^{os} 64 et 65

Amendement n^o 64 de M. Germain Gengenwin (institution d'un prélèvement libératoire optionnel sur les dividendes) (p. 10086) : rejeté (p. 10087)

Amendement n^o 65 de M. Germain Gengenwin (relèvement du montant de l'abattement applicable aux dividendes) (p. 10086) : rejeté (p. 10087)

Amendement n^o 4 de M. Germain Gengenwin (application de la réduction d'impôt au titre des frais de scolarité aux contribuables dont les enfants fréquentent un centre de formation d'apprentis) : rejeté (p. 10087)

Amendement n^o 55 de M. Germain Gengenwin (extension de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du code général des impôts aux dons faits par les particuliers aux associations intervenant pour la libération des victimes de l'esclavage) : rejeté (p. 10087)

Discussion commune des amendements identiques n^{os} 5 et 57 et de l'amendement n^o 20

Amendement n^o 5 de M. Éric Doligé (relèvement du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : retiré (p. 10088)

Amendement n^o 57 de M. Charles de Courson (relèvement du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : retiré (p. 10088)

Amendement n^o 20 de M. Jean-Pierre Kucheida (relèvement, pour l'année 1998, du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10088)

Article 1er et état A (équilibre général) (p. 10088) : adoptés après modifications (p. 10095)

Amendement n^o 61 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté (p. 10093)

Amendement n^o 36 rectifié du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle et coordination) (p. 10093) : adopté (p. 10095)

Amendement n^o 82 de M. Jean-Jacques Jégou : devenu sans objet (p. 10095)

Adoption de la première partie du projet de loi de finances rectificative pour 1998 (p. 10095)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Titre Ier

Dispositions applicables à l'année 1998

I - Opérations à caractère définitif

A - Budget général

Article 2 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures) (p. 10095) : adoptés (p. 10098)

Amendement n^o 83 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 34-90) : rejeté (p. 10096)

Amendement n^o 87 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 37-01) (p. 10096) : rejeté (p. 10097)

Amendement n^o 88 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 34-98) : rejeté (p. 10097)

Amendement n° 89 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 34-01) : rejeté (p. 10097)

Amendement n° 84 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 44-10) : rejeté (p. 10097)

Amendement n° 85 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 43-20) (p. 10097) : rejeté (p. 10098)

Amendement n° 90 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 43-90) : rejeté (p. 10098)

Article 3 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures) (p. 10098) : adoptés (p. 10101)

Amendement n° 91 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 65-23) : rejeté (p. 10101)

Article 4 (dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures) : adopté (p. 10101)

B - Budgets annexes

Article 5 (budgets annexes - ouvertures) : adopté (p. 10101)

C - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

Article 6 (comptes d'affectation spéciale - ouvertures) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 37 (p. 10101)

Amendement n° 37 du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 10101)

II - Opérations à caractère temporaire

Article 7 (comptes de prêts - ouvertures) (p. 10101) : adopté (p. 10102)

Article 8 (comptes d'avance - ouvertures) : adopté (p. 10102)

III - Autres dispositions

Article 9 (ratification des crédits ouverts par décrets d'avance) : adopté (p. 10102)

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) : adopté après modifications (p. 10102)

Intervenants : M. Germain Gengenwin (p. 10102) ; M. Philippe Auberger (p. 10102)

Amendement n° 6 de la commission (affectation à France 2, RFO et France 3 de l'excédent de redevance) : adopté (p. 10102)

Titre II

Dispositions permanentes

I - Mesures concernant la fiscalité

Article 11 (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle) (p. 10102) : adopté après modifications (p. 10106)

Amendement n° 47 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement du plafond en deçà duquel les revenus sont exonérés de contribution annuelle représentative du droit de bail) (p. 10105) : rejeté (p. 10106)

Amendement n° 23 rectifié de M. Didier Migaud (rédactionnel) : adopté (p. 10106)

Amendement n° 24 de M. Didier Migaud (rédactionnel) : adopté (p. 10106)

Amendement n° 66 de M. Charles de Courson (non-application aux bénéficiaires agricoles des dispositions relatives au dépôt des déclarations de résultat) : rejeté (p. 10106)

Après l'article 11

Amendement n° 54 de M. Charles de Courson (institution d'une provision pour variation des prix des matières premières) (p. 10106) : retiré (p. 10107)

Discussion commune des amendements n°s 34 et 76 deuxième rectification

Amendement n° 34 de M. Michel Bouvard (institution d'un avantage fiscal en faveur de l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire ou dans les zones de revitalisation rurale) (p. 10107) : retiré (p. 10109)

Amendement n° 76 deuxième rectification de M. Didier Migaud (institution d'un avantage fiscal en faveur de l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 10108) : adopté après troisième rectification (suppression du gage) (p. 10110)

Amendement n° 95 du Gouvernement (abaissement du taux de la déduction forfaitaire applicable aux logements bénéficiant de l'avantage fiscal à l'investissement dans les résidences de tourisme classées) : adopté (p. 10110)

Amendement n° 53 de M. Charles de Courson (suppression de la condition relative à l'attribution d'un avoir fiscal pour les titres pris en compte pour la détermination du seuil permettant d'éviter la taxation des écarts de valeur liquidative des OPCVM détenus par les sociétés) (p. 10110) : retiré (p. 10111)

Amendement n° 51 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social pesant sur les revenus du patrimoine des ménages ayant des revenus modestes) (p. 10111) : retiré (p. 10112)

Article 12 (relèvement du seuil de perception du droit de francisation et de navigation et du seuil de francisation d'un navire) : adopté (p. 10112)

Après l'article 12

Amendement n° 10 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement du régime d'intégration fiscale permettant aux sociétés-mères de déduire de leurs bénéfices les déficits de leurs filiales) (p. 10112) : rejeté (p. 10113)

Amendements identiques n°s 15 et 28

Amendement n° 15 de M. Christian Cuvilliez (report de la suppression du commerce hors taxes dans les liaisons intracommunautaires) (p. 10113) : retiré (p. 10115)

Amendement n° 28 de M. André Capet (report de la suppression du commerce hors taxes dans les liaisons intracommunautaires) (p. 10113) : retiré (p. 10115)

Amendement n° 93 de M. André Capet (échelonnement de la suppression du commerce hors taxes dans les liaisons intracommunautaires) : retiré (p. 10115)

Amendement n° 12 de M. Christian Cuvilliez (augmentation du dégrèvement partiel de taxe d'habitation accordé à certains contribuables modestes) : rejeté (p. 10115)

Amendement n° 14 de M. Christian Cuvilliez (octroi aux allocataires de minima sociaux d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation) (p. 10115) : rejeté (p. 10116)

Amendement n° 13 de M. Christian Cuvilliez (octroi aux titulaires de l'allocation de solidarité spécifique d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation) (p. 10115) : rejeté (p. 10116)

Amendement n° 30 de M. Christian Cuvilliez (institution d'un remboursement de TVA sur les produits achetés dans un cadre humanitaire par des associations déclarées d'utilité publique) : rejeté (p. 10116)

Amendement n° 17 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de TVA applicable aux produits achetés dans un cadre humanitaire par des associations déclarées d'utilité publique) : rejeté (p. 10116)

Amendement n° 11 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe de 1 % sur les actifs financiers) : rejeté (p. 10116)

Article 13 (modification du taux limitant la déduction des intérêts servis aux sociétés) : adopté (p. 10116)

Article 14 (validation législative des impositions établies en matière d'impôts directs locaux) : adopté après modifications (p. 10117)

Amendement n° 25 de M. Didier Migaud (de précision) : adopté (p. 10117)

Après l'article 14

Amendement n° 50 de M. Charles de Courson (extension de la déduction pour investissement aux parts sociales de coopératives agricoles) : rejeté (p. 10117)

Amendement n° 7 de la commission (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles appartenant aux établissements publics de coopération intercommunale, aux syndicats mixtes et aux ententes interdépartementales) (p. 10117) : adopté après modifications et rectification (suppression du gage) (p. 10118)

Sous-amendement n° 26 de M. Didier Migaud (de précision) : adopté (p. 10118)

Amendement n° 56 de M. Charles de Courson (institution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères par une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ayant délégué tout ou partie de la collecte et du traitement des ordures ménagères) : rejeté (p. 10118)

Amendement n° 69 de M. Jean-Louis Idiart (relèvement du seuil d'écrêtement des établissements exceptionnels dans les communes où le taux de chômage dépasse de moitié la moyenne nationale) (p. 10118) : retiré (p. 10119)

Amendement n° 49 de M. Charles de Courson (perception d'une fiscalité additionnelle aux impôts locaux par les services départementaux d'incendie et de secours) : rejeté (p. 10119)

Article 15 (validation des impôts et cotisations mis en recouvrement par la collectivité territoriale de Mayotte) : adopté (p. 10119)

Après l'article 15

Amendement n° 60 de M. Didier Migaud (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 10119) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10121)

Article 16 (obligation de déposer selon un procédé informatique la déclaration des revenus de capitaux mobiliers) (p. 10121) : adopté (p. 10122)

Amendement n° 48 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 10122)

Après l'article 16

Amendement n° 45 du Gouvernement (mise en conformité des modalités de fixation des taux de la redevance pour contrôle vétérinaire avec le droit communautaire) (p. 10122) : adopté (p. 10123)

Amendement n° 44 du Gouvernement (réintégration dans le code général des impôts des modifications terminologiques résultant de l'adoption de la loi du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières) (p. 10122) : adopté après rectification (p. 10123)

Amendement n° 46 de M. Germain Gengenwin (rétablissement de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 10123) : rejeté (p. 10124)

Amendement n° 63 de M. Germain Gengenwin (doublement du plafond du plan d'épargne en actions) : rejeté (p. 10124)

Amendement n° 73 de M. Dominique Baert (simplification du régime fiscal de la part des bénéficiaires des sociétés civiles de moyens revenant à des titulaires de bénéfices non commerciaux) (p. 10124) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10125)

Amendement n° 31 de M. Didier Migaud (assujettissement à la TVA des villages de vacances classés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10125)

Amendement n° 41 du Gouvernement (extension de la redevance sanitaire de découpage au gibier sauvage) (p. 10126) : adopté (p. 10127)

Amendement n° 42 du Gouvernement (instauration de deux redevances sanitaires destinées à couvrir les frais de contrôle des produits de la pêche ou de l'aquaculture) (p. 10126) : adopté (p. 10127)

Amendement n° 43 du Gouvernement (instauration d'une redevance sanitaire pour le contrôle de certaines substances et de leurs résidus) (p. 10126) : adopté (p. 10127)

Amendement n° 70 de M. Alain Veyret (majoration de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés) : retiré (p. 10127)

Amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (relèvement des minima de perception du droit de consommation sur les tabacs) (p. 10127) : adopté (p. 10129)

Amendement n° 81 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et cessions d'immeubles réalisées par les SAFER) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10129)

Amendement n° 72 de M. Jean-Louis Dumont (actualisation du tableau des valeurs de plancher hors œuvre permettant le calcul de l'assiette de la taxe locale d'équipement) (p. 10129) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10130)

Amendement n° 71 de M. Gérard Lindeperg (création d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes) : adopté après modifications (p. 10130)

Sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10130)

Amendement n° 58 de M. Christian Cuvilliez (exonération de redevables de la taxe d'habitation à faibles revenus du prélèvement sur fortes valeurs locatives) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10130)

Amendement n° 40 du Gouvernement (fixation d'un plafond pour les taxes spéciales d'équipement perçues au profit des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique) : adopté (p. 10131)

Discussion commune des amendements n° 3 corrigé et 92

Amendement n° 3 corrigé de M. Germain Gengenwin (exonération du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement afférent à la CSG sur les revenus du patrimoine) (p. 10131) : rejeté (p. 10132)

Amendement n° 92 du Gouvernement (maintien du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine) (p. 10131) : adopté (p. 10132)

Amendement n° 74 de M. Dominique Baert (régime fiscal des sociétés de capital risque) (p. 10132) : retiré (p. 10133)

Amendement n° 80 de Mme Monique Collange : non soutenu (p. 10133)

II - Autres dispositions

Article 17 (modification des recettes susceptibles d'alimenter le compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cession de titres, parts et droits de sociétés") : adopté après modifications (p. 10133)

Amendement n° 27 de M. Didier Migaud (rédactionnel) : adopté (p. 10133)

Article 18 (augmentation de la quote-part de la France au FMI et allocation exceptionnelle de droits de tirages spéciaux) (p. 10133) : adopté après modifications (p. 10134)

Discussion commune des amendements n° 32 et 9 corrigé

Amendement n° 32 de M. Didier Migaud (rapport au Parlement sur l'activité du Fonds monétaire international) (p. 10133) : adopté après modifications (p. 10134)

Sous-amendement n° 94 de M. Yves Tavernier (prise en considération de l'activité de la Banque mondiale) (p. 10133) : adopté (p. 10134)

Amendement n° 9 corrigé de M. Philippe Auberger (rapport au Parlement récapitulatif des contributions de la France au financement du Fonds monétaire international) : retiré (p. 10134)

Article 19 (compensation aux régions de la perte de recettes relative à la suppression des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles à usage d'habitation entre le 1er septembre et le 31 décembre 1998) (p. 10134) : adopté après modifications (p. 10135)

Intervenant : M. Germain Gengenwin (p. 10135)

Amendement n° 35 de M. Germain Gengenwin (détermination du montant de la compensation) : rejeté (p. 10135)

Amendement n° 8 de la commission (de précision) : adopté (p. 10135)

Après l'article 19

Amendement n° 67 de M. Yves Tavernier (compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 10135) : adopté (p. 10137)

Article 20 (détermination des sommes dues par l'Etat aux organismes de gestion des établissements d'enseignement privés sous contrat au titre du principe de parité) : adopté (p. 10137)

Article 21 (octroi d'une garantie par l'Etat à l'occasion de la cession de la Société marseillaise de crédit) (p. 10137) : adopté (p. 10139)

Amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 10137) : rejeté (p. 10139)

Après l'article 21

Amendement n° 39 rectifié du Gouvernement (validation des taxes d'urbanisme) : adopté (p. 10139)

Amendement n° 38 du Gouvernement (extension des conditions préférentielles accordées aux anciens agents de la direction générale des télécommunications souscrivant des actions France Télécom dans le cadre d'une offre à prime ferme aux offres à prix ouvert) (p. 10139) : adopté (p. 10140)

Amendement n° 18 de M. Christian Cuvilliez (instauration d'un mécanisme de dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires des minima sociaux) : retiré (p. 10140)

Amendement n° 59 du Gouvernement (transfert de la propriété de divers barrages de l'Etat au département du Haut-Rhin) : adopté (p. 10140)

Amendement n° 75 du Gouvernement (remise des créances d'aide publique au développement en faveur des Etats d'Amérique centrale touchés par le cyclone Mitch) (p. 10140) : adopté (p. 10141)

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1998 (p. 10141)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Intervention du Gouvernement
M. Christian Sautter (p. 10954)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Didier Migaud (p. 10955)

Discussion générale
M. Gilbert Gantier (p. 10956) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 10957) ; M. Jean-Jacques Jégou (p. 10957) ; M. Daniel Feurtet (p. 10958) ; M. Philippe Auberger (p. 10959) ; M. Jean-Jacques Weber (p. 10961)

Réponse du Gouvernement
M. Christian Sautter (p. 10961)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Article 1er et état A (équilibre général) (p. 10963) : adoptés après modifications (p. 10965)

Amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10965)

Adoption de la première partie du projet de loi de finances rectificative pour 1998 (p. 10965)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DE SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Titre Ier

Dispositions applicables à l'année 1998

I - Opérations à caractère définitif

Article 2 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures) (p. 10965) : adoptés après modifications (p. 10966)

Amendements nos 2, 3, 4, et 5 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10966)

Article 3 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures) (p. 10966) : adoptés après modifications (p. 10969)

Amendement n° 6 corrigé de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10969)

Titre II

Dispositions permanentes

I - Mesures concernant la fiscalité

Article 11 supprimé par le Sénat (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle) (p. 10969) : rétabli (p. 10972)

Amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de la suppression des dispositions prévoyant une date spécifique de dépôt des déclarations de résultat des sociétés commerciales) (p. 10969) : adopté (p. 10972)

Sous-amendement n° 33 de M. Christian Jacob (exonération de la contribution représentative du droit de bail pour les locations qui ont déjà supporté ce droit) : rejeté (p. 10972)

Après l'article 11

Amendement n° 36 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du

prélèvement social aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur au plafond d'attribution de l'allocation spéciale ou de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) (p. 10972) : rejeté (p. 10975)

Article 11 bis (réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale et donnés en location pour neuf ans) (p. 10975) : adopté après modifications (p. 10977)

Intervenants : M. Daniel Feurtet (p. 10975) ; M. Christian Sautter (p. 10975)

Discussion commune des amendements n^{os} 8 et 41

Amendement n^o 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10975) : adopté (p. 10976)

Amendement n^o 41 de M. Michel Bouvard (extension du champ d'application de l'article aux territoires ruraux de développement prioritaire) : devenu sans objet (p. 10976)

Amendement n^o 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10976)

Amendement n^o 39 de M. Didier Migaud (de précision) : adopté (p. 10976)

Amendement n^o 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10976)

Amendement n^o 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10976) : adopté après modifications (p. 10977)

Sous-amendement n^o 40 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 10976) : adopté (p. 10977)

Article 11 ter supprimé par le Sénat (réduction du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers pour la location de logements ayant ouvert droit à la réduction d'impôt pour les résidences de tourisme classées) : rétabli (p. 10977)

Amendement n^o 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10977)

Article 11 quater (exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles entrant dans le champ du nouveau régime de conventionnement en faveur des logements locatifs anciens) : supprimé (p. 10977)

Amendement n^o 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10977)

Article 12 bis (prorogation du délai de transformation, par avenants, des contrats d'assurance-vie classiques en contrats multisupports) (p. 10977) : adopté après modifications (p. 10978)

Amendement n^o 14 rectifié de la commission (prorogation du délai limitée à six mois) : adopté (p. 10978)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives) (p. 10978) : adopté après modifications (p. 10988)

Intervenants : M. Alain Néri (p. 10978) ; M. Édouard Landrain (p. 10979) ; M. François Rochebloine (p. 10980) ; M. Hubert Grimault (p. 10980) ; M. Charles de Courson (p. 10981) ; M. Jean-Pierre Soisson (p. 10981) ; M. Claude Evin (p. 10982) ; M. Jacques Blanc (p. 10982) ; M. Serge Poignant (p. 10983) ; M. Christian Sautter (p. 10984)

Amendement n^o 29 de M. Édouard Landrain (dérogation à l'interdiction de vendre des boissons alcoolisées dans les enceintes sportives) (p. 10985) : rejeté (p. 10986)

Amendement n^o 30 de M. Édouard Landrain (dérogation à l'interdiction de vendre des boissons alcoolisées dans les enceintes sportives) : rejeté (p. 10986)

Discussion commune de l'amendement n^o 31 et des amendements identiques n^{os} 15 et 32

Amendement n^o 31 de M. Édouard Landrain (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10986) : rejeté (p. 10988)

Amendement n^o 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10986) : adopté (p. 10988)

Sous-amendement n^o 43 de M. François Rochebloine (dérogations supplémentaires dans les communes de moins de 20 000 habitants) (p. 10986) : rejeté (p. 10988)

Amendement n^o 32 de M. Édouard Landrain (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10986) : adopté (p. 10988)

Rappel au règlement

M. Jacques Blanc demande au Gouvernement de revoir de fond en comble la loi Evin [22 décembre 1998] (p. 10989)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 10989) : rétabli (p. 10991)

Intervenants : M. Charles de Courson (p. 10989) ; M. Jean-Pierre Soisson (p. 10989)

Amendement n^o 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10989) : adopté (p. 10990)

Article 15 ter (régime fiscal des allocations pour frais d'emploi dont le montant est fixé par voie législative ou réglementaire) (p. 10991) : adopté après modifications (p. 10992)

Intervenants : M. Charles de Courson (p. 10991) ; M. Christian Sautter (p. 10991)

Amendement n^o 44 du Gouvernement (suppression de la référence à la voie réglementaire) (p. 10991) : adopté (p. 10992)

Après l'article 16

Amendement n° 28 de M. Gérard Bapt (confirmation de la suspension des poursuites et de la non-intégration des effacements et remises en bénéfices fiscaux pour les rapatriés pouvant bénéficier des dispositions de l'article 44 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 1986) (p. 10992) : retiré (p. 10994) ; repris par M. Christian Kert : rejeté (p. 10995)

Amendement n° 25 de M. Gérard Bapt (aménagement du dispositif de suspension des poursuites à l'encontre des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) (p. 10994) : retiré ; repris par M. Christian Kert : adopté (p. 10995)

Article 16 decies (exonération de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et cessions d'immeubles réalisées par les SAFER) (p. 10995) : adopté après modifications (p. 10996)

Amendement n° 42 de M. Augustin Bonrepaux (exonération des acquisitions d'immeubles réalisées par les SAFER) (p. 10995) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10996)

Article 16 quindecies supprimé par le Sénat (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine) : rétabli (p. 10996)

Amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10996)

Après l'article 16 quindecies

Amendement n° 34 du Gouvernement (suppression d'un gage à l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) : adopté (p. 10996)

Article 16 sedecies (déductibilité fiscale des provisions de gestion des sociétés d'assurance) (p. 10996) : adopté (p. 10997)

Amendement n° 18 de la commission (de suppression) : retiré (p. 10997)

Article 16 septemdecies (modalités d'application de l'article 209 OA du code général des impôts) : supprimé (p. 10998)

Amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10998)

Article 16 octodecies (modification de l'incidence de l'article 5 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 sur les recettes des organismes de sécurité sociale) : adopté (p. 10998)

Après l'article 16 octodecies

Amendement n° 22 de M. Éric Doligé (suppression du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement sur le produit de la taxe forestière) : rejeté (p. 10998)

II - Autres dispositions

Article 17 bis (suppression de la ligne de reversements au budget général du compte n° 902-24) (p. 10998) : supprimé (p. 10999)

Amendement n° 20 de la commission (de suppression) (p. 10998) : adopté (p. 10999)

Article 19 bis (compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : adopté après modifications (p. 10999)

Amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10999)

Amendement n° 38 de M. Didier Migaud (rédactionnel) : adopté (p. 10999)

Article 19 ter (détermination de l'autorité locale compétente pour décider le classement en section d'investissement des dépenses de moins de 4 000 F) : adopté (p. 10999)

Article 22 (validation des taxes d'urbanisme) : adopté (p. 10999)

Article 24 (transfert de propriété de divers barrages de l'Etat au département du Haut-Rhin) : adopté (p. 10999)

Article 25 (remise des créances d'aide publique au développement en faveur des Etats d'Amérique centrale touchés par le cyclone Mitch) (p. 10999) : adopté (p. 11000)

Article 26 (revalorisation des majorations légales applicables à certaines rentes viagères constituées entre particuliers) : adopté (p. 11000)

Après l'article 26

Amendement n° 35 du Gouvernement (garantie de l'Etat pour les opérations menées par la Banque de France dans le cadre du plan de soutien international en faveur du Brésil) (p. 11000) : adopté (p. 11002)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Gilbert Gantier (p. 10957)

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Louis Idiart (p. 10957)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Jean-Jacques Jégou (p. 10958)

Groupe communiste : pour : M. Daniel Feurtet (p. 10959)

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Philippe Auberger (p. 10960)

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1998 (p. 11002)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Intervention du Gouvernement
M. Christian Sautter (p. 11051)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Didier Migaud (p. 11051)

Discussion générale
M. François Goulard (p. 11051); M. Jean-Louis Idiart (p. 11052); M. Jean-Jacques Jégou (p. 11052)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11053)

Vote des groupes

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Louis Idiart (p. 11052)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Jean-Jacques Jégou (p. 11052)

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1998, tel qu'il résulte du texte voté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture (p. 11062)

LOIS DE RÈGLEMENT

Voir aussi LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 25 juin 1997 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur général : M. Didier Migaud - Rapport n° 933 (27 mai 1998) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (9 juin 1998) - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur pour avis : M. François Lamy (3 septembre 1997) - Avis n° 996 (18 juin 1998)

Discussion et adoption le 25 juin 1998 - Projet de loi n° 176

Sénat (première lecture)

Dépôt le 29 juin 1998 - n° 527 (1997-1998)

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur général : M. Philippe Marini - Rapport n° 36 (1998-1999) (27 octobre 1998)

Discussion et adoption le 29 octobre 1998 - Projet de loi n° 8 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 30 octobre 1998 - n° 1159

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur général : M. Didier Migaud - Rapport n° 1225 (25 novembre 1998)

Discussion et adoption le 3 décembre 1998 - Projet de loi n° 204

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 3 décembre 1998 - n° 96 (1998-1999)

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur général : M. Philippe Marini - Rapport n° 139 (1998-1999) (17 décembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 22 décembre 1998 - Projet de loi n° 55 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 99-2 du 5 janvier 1999 publiée au J.O. du 6 janvier 1999 (p. 264)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)

Intervention du Gouvernement
M. Christian Sautter (p. 10009)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Didier Migaud (p. 10009)

Discussion générale
M. Jean-Jacques Jégou (p. 10010); M. Jacques Desallangre (p. 10011); M. Gilles Carrez (p. 10013); M. Gilbert Gantier (p. 10013)

Réponse du Gouvernement
M. Christian Sautter (p. 10014)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10015)

Article 15 (apurement du compte 427-9 "Ecart d'intégration des dépôts CCP de l'ex-budget annexe des PTT") (p. 10015) : adopté après modifications (p. 10016)

Amendements identiques n°s 1 et 2

Amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10015)

Amendement n° 2 de M. Jacques Desallangre (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10015)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 10016)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 décembre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur général : M. Didier Migaud - Rapport n° 1603 (18 mai 1999) - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur pour avis : M. François Lamy (2 juin 1999) - Avis n° 1685 (9 juin 1999)

Discussion et adoption le 17 juin 1999 - Projet de loi n° 346

Sénat (première lecture)

Dépôt le 22 juin 1999 - n° 441 (1998-1999)

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur général : M. Philippe Marini - Rapport n° 442 (1998-1999) (22 juin 1999)

Discussion et adoption définitive le 22 juin 1999 - Projet de loi n° 159 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 99-549 du 2 juillet 1999 publiée au J.O. du 3 juillet 1999 (p. 9815)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Intervention du Gouvernement
M. Christian Sautter (p. 6172)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Didier Migaud (p. 6173)

Présentation de l'avis de la commission de la défense
M. François Lamy (p. 6175)

Discussion générale
M. Jean-Claude Lefort (p. 6176) ; M. Gilles Carrez (p. 6176) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 6178) ; M. Gilbert Gantier (p. 6179) ; M. Charles de Courson (p. 6180)

Discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6181)

Article 1er (résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1997) (p. 6181) : adopté (p. 6182)

Article 2 et tableau A annexé (recettes du budget général) : adoptés (p. 6182)

Article 3 et tableau B annexé (dépenses ordinaires civiles du budget général) : adoptés (p. 6183)

Article 4 et tableau C annexé (dépenses civiles en capital du budget général) : adoptés (p. 6183)

Article 5 et tableau D annexé (dépenses ordinaires militaires du budget général) : adoptés (p. 6184)

Article 6 et tableau E annexé (dépenses militaires en capital du budget général) : adoptés (p. 6184)

Article 7 et tableau F annexé (résultat du budget général de 1997) : adoptés (p. 6185)

Article 8 et tableau G annexé (résultats des budgets annexes) : adoptés (p. 6185)

Article 9 et tableau I annexé (comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1998) (p. 6185) : adoptés (p. 6186)

Article 10 (comptes spéciaux définitivement clos au titre de l'année 1997) : adopté (p. 6186)

Article 11 (pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat) : adopté (p. 6186)

Après l'article 11

Amendement n° 1 rectifié de M. Charles de Courson (transmission, tous les six mois, aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat des communications de la Cour des comptes) (p. 6187) : rejeté (p. 6189)

Amendement n° 2 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6189) : rejeté (p. 6191)

Amendement n° 4 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs) (p. 6189) : rejeté (p. 6191)

Amendement n° 9 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation élu local) (p. 6189) : rejeté (p. 6191)

Amendement n° 3 de M. Charles de Courson (imputation en tant que dépense permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du versement du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation) (p. 6190) : rejeté (p. 6191)

Amendement n° 10 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse) (p. 6190) : rejeté (p. 6191)

Amendement n° 5 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du

Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6190) : rejeté (p. 6191)

Amendement n° 6 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 6190) : rejeté (p. 6191)

Amendement n° 11 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle) (p. 6190) : rejeté (p. 6191)

Amendement n° 7 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du Fonds de compensation pour la TVA) (p. 6190) : rejeté (p. 6191)

Amendement n° 8 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale) (p. 6190) : rejeté (p. 6191)

Article 12 (reconnaissance d'utilité publique de dépenses comprises dans des gestions de fait) : adopté (p. 6191)

Article 13 (transport aux découverts du Trésor des résultats définitifs de 1997) : adopté (p. 6192)

Vote des groupes

Groupe communiste : pour : M. Jean-Claude Lefort (p. 6177)

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Gilles Carrez (p. 6178)

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Louis Idiart (p. 6179)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Gilbert Gantier (p. 6180)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Charles de Courson (p. 6181)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6192)

M

MARCHÉS PUBLICS

Proposition de loi n° 1491 tendant à modifier l'article 104 du code des marchés publics*Assemblée nationale (première lecture)*

Dépôt le 24 mars 1999 par M. Yves Nicolin

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1764 relative à la procédure de passation des marchés publics et à la modification de l'article 279 du code des marchés publics*Assemblée nationale (première lecture)*

Dépôt le 30 juin 1999 par M. Pierre Micau

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions orales sans débat

N° 510 - Défense : Mme Martine Lignières-Cassou [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6456). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [1er décembre 1998] (p. 9729, 9730)

Appels d'offres, entreprises candidates en règlement judiciaire, réglementation

N° 856 - Réglementation : M. Jean Launay [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3355). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [8 juin 1999] (p. 5466)

Entreprises candidates en redressement judiciaire

MER ET LITTORAL

Voir aussi AQUACULTURE ET PÊCHE PROFESSIONNELLE, ENVIRONNEMENT, TRANSPORTS PAR EAU et Indications préliminaires p. 89 : document n° 67

Proposition de loi n° 1629 tendant à modifier le principe d'incorporation des rivages de mer et des berges des fleuves au domaine public naturel*Assemblée nationale (première lecture)*

Dépôt le 26 mai 1999 par M. François Goulard

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 1340 - Domaine public maritime : M. Édouard Landrain [12 mai 1999] (p. 4422). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [12 mai 1999] (p. 4422)

Construction de paillotes, réglementation, Corse

Questions orales sans débat

N° 901 - Animaux : M. Henri Sicre [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3710). Réponse : Mme Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [22 juin 1999] (p. 6249, 6250)

Cétacés, échouage, intervention, réglementation

MINES ET CARRIÈRES

Voir aussi ÉNERGIE ET CARBURANTS, MATIÈRES PREMIÈRES

Projet de loi n° 1332 portant modification du code minier*Assemblée nationale (première lecture)*

Dépôt le 20 janvier 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Jean-Yves Le Déaut (10 février 1999)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

Sénat (première lecture)

Dépôt le 19 février 1997 par M. Jean-Luc Bécart - n° 220 (1996-1997)

Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur : M. Jean-Marie Rausch - Rapport n° 502 (1997-1998) (17 juin 1998)

Discussion et adoption le 28 janvier 1999 - Proposition de loi n° 60 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 1er février 1999 - n° 1358

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Jean-Yves Le Déaut (10 février 1999) - Rapport n° 1418 (3 mars 1999)

Discussion et adoption définitive le 16 mars 1999 - Proposition de loi n° 262

Promulgation

Loi n° 99-245 du 30 mars 1999 publié au J.O. du 31 mars 1999 (p. 4767)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Intervention du Gouvernement
M. Christian Pierret (p. 2421)

Présentation du rapport de la commission de la production
M. Jean-Yves Le Déaut (p. 2423)

Discussion générale
M. Jean-Pierre Kucheida (p. 2425); M. Léonce Deprez (p. 2427); M. Roger Meï (p. 2428); M. Thierry Lazaro (p. 2430); M. Jean Rigal (p. 2431); M. Franck Dhersin (p. 2432); M. Jean-Michel Marchand (p. 2434)

Réponse du Gouvernement
M. Christian Pierret (p. 2434)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Titre Ier

Responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière

Article 1er A (régime de la responsabilité minière) : adopté (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides) (p. 2436) : adopté (p. 2443)

Intervenants : M. Michel Liebgott (p. 2437); M. Roland Metzinger (p. 2438); M. Didier Mathus (p. 2438); M. René Mangin (p. 2439); M. Jean-Pierre Baeumler (p. 2439); M. Marc Dolez (p. 2440); M. Serge Janquin (p. 2440); M. Roger Meï (p. 2441); M. François Guillaume (p. 2441); M. Gérard Terrier (p. 2442); M. Christian Pierret (p. 2442); M. Jean-Yves Le Déaut (p. 2443)

Amendement n° 20 de M. Roger Meï (délimitation du périmètre et indemnisation des commerçants et des professions libérales) : retiré (p. 2443)

Article 2 (régime d'indemnisation des dommages immobiliers liés à l'activité minière) : adopté (p. 2443)

Article 3 (indemnisation des commerçants, artisans et membres de professions libérales) : déclaré irrecevable au Sénat (p. 2444)

Article 4 (précision rédactionnelle relative à l'obligation d'information lors de la conclusion d'un contrat de mutation de biens immobiliers situés en zone minière) : supprimé par le Sénat (p. 2444)

Titre II

Prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

Article 5 (création d'une agence de prévention et de surveillance des risques miniers) (p. 2444) : adopté (p. 2446)

Intervenants : M. Roland Metzinger (p. 2444); M. Pierre Cardo (p. 2444); M. Christian Pierret (p. 2445)

Discussion commune des amendements n°s 17 et 4

Amendement n° 17 de M. Jean-Michel Marchand (représentation des associations de personnes et des communes sinistrées au sein du conseil d'administration) (p. 2445) : retiré (p. 2446)

Amendement n° 4 de M. Roger Meï (représentation des associations de personnes et des communes sinistrées au sein du conseil d'administration) (p. 2445) : retiré (p. 2446)

Article 6 (création d'un chapitre III du code minier consacré à l'arrêt des travaux miniers) (p. 2446) : adopté (p. 2448)

Intervenants : M. Marc Dolez (p. 2447); M. Roland Metzinger (p. 2447)

Amendement n° 21 de M. Roger Meï (indemnisation fixée par le juge à défaut d'accord amiable) : retiré (p. 2448)

Après l'article 6

Amendements identiques n°s 7 et 15

Amendement n° 7 de M. Roger Meï (dotation de solidarité au profit des communes minières) : retiré (p. 2448)

Amendement n° 15 de M. Jean-Michel Marchand (dotation de solidarité au profit des communes minières) : retiré (p. 2448)

Amendement n° 18 de M. Roger Meï (rapport au Parlement) : retiré (p. 2448)

Article 7 (bilan des affaissements et des risques miniers) : supprimé par le Sénat (p. 2448)

Article 8 (coordination) : supprimé par le Sénat (p. 2448)

Article 9 (prolongation de la période d'application du régime de la police des mines) : supprimé par le Sénat (p. 2448)

Article 9 bis (transfert des compétences en cas de sinistre minier) : adopté (p. 2448)

Article 9 ter (précisions rédactionnelles : modification des articles 68-11 et 68-15 du code minier) : adopté (p. 2449)

Article 9 quater (coordination) : adopté (p. 2449)

Article 9 quinquies (harmonisation des procédures de mutation et des procédures de renonciation et de retrait) : adopté (p. 2449)

Article 10 (gage) : supprimé par le Sénat (p. 2449)

Explications de vote

M. Roger Meï (p. 2449) ; M. Jean-Michel Marchand (p. 2449) ; M. Jean-Pierre Kucheida (p. 2449) ; M. Thierry Lazaro (p. 2449)

Vote des groupes

Groupe communiste : pour : M. Roger Meï (p. 2449)

Groupe du Rassemblement pour la République : pour : M. Thierry Lazaro (p. 2449)

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Pierre Kucheida (p. 2449)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Jean-Michel Marchand (p. 2449)

Adoption définitive de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2449)

Intervention du Gouvernement à l'issue du vote
M. Christian Pierret (p. 2449)

Questions orales sans débat

N° 740 - Mines : M. Michel Liebgott [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1944). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'Industrie [6 avril 1999] (p. 3266,3267)

Fermeture, conséquences, Lorraine

MINISTÈRES ET SECRÉTARIATS D'ÉTAT

Voir aussi ADMINISTRATION, ÉTAT

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 17 novembre 1998 par M. François Loncle

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. François Loncle (18 novembre 1998) - Rapport n° 1218 (25 novembre 1998) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (24 novembre 1998)

Discussion et adoption le 9 décembre 1998 - Proposition de loi n° 213

Sénat (première lecture)

Dépôt le 10 décembre 1998 - n° 109 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : M. Daniel Goulet - Rapport n° 128 (1998-1999) (16 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Proposition de loi n° 34 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 98-1313 du 31 décembre 1998 publiée au J.O. du 3 janvier 1999 (p. 143)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Présentation du rapport de la commission des affaires étrangères

M. François Loncle (p. 10264)

Intervention du Gouvernement

M. Hubert Védrine (p. 10265)

Discussion générale

M. Georges Hage (p. 10265) ; M. Pierre Lequiller (p. 10266) ; M. François Loncle (p. 10266) ; M. Thierry Mariani (p. 10266)

Adoption de l'article unique de la proposition de loi (p. 10267)

Proposition de résolution n° 1581 visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements des services du Premier ministre en ce qui concerne le traitement du dossier corse

Dépôt le 6 mai 1999 par M. François d'Aubert

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Raymond Forni (12 mai 1999) - Rapport n° 1605 (19 mai 1999)

Rapport d'information n° 1803 déposé par M. Yves Tavernier en application de l'article 146 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les moyens des services des visas

Questions au Gouvernement

N° 817 - Coopération : budget : Mme Odette Trupin [13 octobre 1998] (p. 6472). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [13 octobre 1998] (p. 6472)

Crédits, francophonie

N° 1162 - Industrie : France Télécom et La Poste : M. Claude Billard [2 mars 1999] (p. 1860). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [2 mars 1999] (p. 1860)

Restauration collective

N° 1412 - Culture et communication : personnel : M. Jean-Jacques Jégou [2 juin 1999] (p. 5287). Réponse : Mme Catherine Trautmann, Ministre de la culture et de la communication [2 juin 1999] (p. 5287)

Gardiens de musées, grève

Questions orales sans débat

N° 501 - Equipement et transports : services extérieurs : M. Patrice Carvalho [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6455). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [1er décembre 1998] (p. 9730, 9731)

Transports fluviaux, agents, durée du travail

N° 559 - Emploi et solidarité personnel : Mme Cécile Helle [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 234). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [19 janvier 1999] (p. 19, 20)

Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, coordonnateurs emploi-formation, statut

N° 563 - Budget : services extérieurs : M. Jean-Jacques Denis [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 234, 235). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [16 février 1999] (p. 1418 à 1420)

DGI, fonctionnement, effectifs de personnel

N° 591 - Equipement et transports : IGN : M. Claude Billard [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 511). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [2 février 1999] (p. 694, 695)

Perspectives

N° 677 - Equipement et transports : services extérieurs : M. Jacques Desallangre [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1463). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [16 mars 1999] (p. 2398)

Directions départementales, implantation, Soissons

N° 739 - Education nationale et recherche : services extérieurs : M. Gérard Lindeperg [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1944). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [6 avril 1999] (p. 3267, 3268)

Centres académiques de formation continue, statut

N° 840 - Anciens combattants : structures administratives : M. René Mangin [J.O. Questions du 31 mai 1999] (p. 3203). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [5 octobre 1999] (p. 6838, 6839)

Réforme, conséquences

N° 904 - Industrie : France Télécom et La Poste : M. Claude Gaillard [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3710). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [22 juin 1999] (p. 6245, 6246)

Restauration collective

N° 914 - Aménagement du territoire et environnement : équipements : M. Germain Gengenwin [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3877, 3878). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [29 juin 1999] (p. 6508, 6509)

Parc automobile, utilisation du GPL

MORT

Voir aussi DÉMOGRAPHIE, ÉTAT-CIVIL

Questions au Gouvernement

N° 797 - Euthanasie : M. Bernard Charles [7 octobre 1998] (p. 6039). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé [7 octobre 1998] (p. 6039)

Législation

Questions orales sans débat

N° 495 - Suicide : Mme Geneviève Perrin-Gaillard
[J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6314,
6315). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire
d'Etat à la santé [24 novembre 1998] (p. 9402)

Lutte et prévention

N° 917 - Chambres funéraires : M. Michel Grégoire
[J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3878).
Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre
de l'intérieur [29 juin 1999] (p. 6515, 6516)

Réglementation

MOTIONS DE CENSURE

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée
--

[25 mai 1999] (p. 4819)

Discussion

M. François Bayrou (p. 4820) ; M. Michel Vaxès
(p. 4823) ; M. Nicolas Sarkozy (p. 4826) ; M. Jean-
Marc Ayrault (p. 4830) ; M. Laurent Dominati
(p. 4834) ; M. Roland Carraz (p. 4837)

Réponse du Gouvernement

M. Lionel Jospin (p. 4841)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance : pour : M. François Bayrou (p. 4822)

Groupe communiste : contre : M. Michel Vaxès
(p. 4826)

Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : M. Nicolas Sarkozy (p. 4830)

Groupe socialiste : contre : M. Jean-Marc Ayrault
(p. 4834)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour :
M. Laurent Dominati (p. 4837)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : contre :
M. Roland Carraz (p. 4841)

*La motion de censure, mise aux voix par scrutin
public à la tribune, n'est pas adoptée (p. 4846)*

N

NATIONALITÉ

Voir aussi ÉTRANGERS, FAMILLE

Proposition de loi n° 1636 visant à conférer de plein droit la nationalité française aux étrangers ayant été blessés au cours d'un engagement opérationnel dans les armées françaises

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mai 1999 par M. Thierry Mariani

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1800 tendant à accorder la nationalité française aux légionnaires blessés au feu

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 septembre 1999 par M. Renaud Muselier

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1810 visant à donner la nationalité française par le sang versé pour la patrie

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 septembre 1999 par M. Lionnel Luca

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1811 relative à l'attribution automatique de la nationalité française aux légionnaires blessés au combat ou sur un théâtre d'opérations

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 septembre 1999 par M. Claude Goasguen et M. Bernard Deflesselles

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

O

ORDRE PUBLIC

Voir aussi DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS PUBLIQUES,
POLICE, SÉCURITÉ PUBLIQUE

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Assemblée nationale

Dépôt le 6 mars 1998 par M. André Aschieri

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Raymond Forni (1er avril 1998) - Rapport n° 902 (14 mai 1998) commun avec la proposition de résolution n° 879 (voir Ordre public 879)

Discussion et adoption le 9 décembre 1998 - Résolution n° 214

Nouveau titre : "Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "Département, Protection et Sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait"

Constitution [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969) - Bureau [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457) - Président : M. Guy Hermier ; rapporteur : M. Bernard Grasset - Rapport n° 1622 (26 mai 1999)

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Raymond Forni (p. 10274)

Intervention du Gouvernement
M. Jean-Jack Queyranne (p. 10275)

Question préalable : rejetée (p. 10283)
Opposée par M. Jean-Louis Debré
Soutenue par Mme Nicole Catala (p. 10276)
Intervention du rapporteur : M. Raymond Forni (p. 10280)
Explications de vote : M. José Rossi (p. 10281) ; M. Renaud Donnedieu de Vabres (p. 10281) ; M. Gaëtan Gorce (p. 10282) ; M. Jacques Limouzy (p. 10283)

Discussion générale
M. Alain Tourret (p. 10283) ; M. José Rossi (p. 10284) ; Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 10286) ; M. Patrick Devedjian (p. 10286) ; M. Guy Hermier (p. 10287) ; M. Renaud Donnedieu

de Vabres (p. 10288) ; Mme Marie-Hélène Aubert (p. 10290) ; M. Bernard Grasset (p. 10290)

Discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10291)

Titre (nouveau titre : "Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "Département, Protection et Sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait")

Adoption de l'article unique de la proposition de résolution (p. 10291)

Proposition de résolution n° 879 tendant à créer une commission d'enquête afin de faire le point sur l'organisation, le fonctionnement, les objectifs, les soutiens et les agissements du groupement dit "Département Protection Sécurité"

Dépôt le 7 mai 1998 par M. Robert Gaïa

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Raymond Forni (1er avril 1998) - Rapport n° 902 (14 mai 1998) commun avec la proposition de résolution n° 770 (voir Ordre public 770)

Proposition de loi n° 1303 tendant à la lutte contre la délinquance des mineurs et à la prévention de la violence juvénile

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 par M. Jean de Gaulle

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de résolution n° 1337 visant à la création d'une commission d'enquête tendant à établir une analyse des phénomènes de la délinquance juvénile, un bilan de l'application de l'ordonnance de 1945 et à proposer des mesures de nature à répondre et corriger cette dérive dangereuse pour notre société

Dépôt le 21 janvier 1999 par M. Jacques Myard

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Raymond Forni (11 février 1999) - Rapport n° 1471 (17 mars 1999)

Proposition de loi n° 1345 relative à la publicité des chiffres de la délinquance

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 27 janvier 1999 par M. Michel Terrot

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 831 - Maintien : M. Marc-Philippe Daubresse [20 octobre 1998] (p. 7009). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [20 octobre 1998] (p. 7009)

Manifestations

N° 836 - Maintien : M. Yves Nicolin [20 octobre 1998] (p. 7012). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [20 octobre 1998] (p. 7012)

Manifestations

N° 839 - Maintien : Mme Martine Aurillac [20 octobre 1998] (p. 7015). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [20 octobre 1998] (p. 7015)

Manifestations, victimes, indemnisation

N° 1113 - Manifestations : M. Joseph Parrenin [9 février 1999] (p. 1077). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [9 février 1999] (p. 1077)

Manifestation d'agriculteurs, ministère de l'environnement, violences et dégradations

N° 1117 - Manifestations : M. Guy Hascoët [9 février 1999] (p. 1080). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [9 février 1999] (p. 1080)

Manifestation d'agriculteurs, ministère de l'environnement, violences et dégradations

N° 1274 - Maintien : M. Robert Pandraud [6 avril 1999] (p. 3292). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [6 avril 1999] (p. 3292)

Violence dans les stades, Seine-Saint-Denis

N° 1378 - Maintien : M. Michel Hunault [25 mai 1999] (p. 4816). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [25 mai 1999] (p. 4816)

Rave parties

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Voir aussi UNION EUROPÉENNE

Rapport d'information n° 1260 fait par M. Michel Voisin, en application de l'article 29 du Règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) sur les travaux de la VII^e session annuelle de cette Assemblée (Copenhague - 7 au 10 juillet 1998)

Rapport d'information n° 1495 déposé par M. Paul Quilès en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les négociations relatives au concept stratégique de l'OTAN et leurs conséquences sur la politique de défense et de sécurité

Rapport d'information n° 1678 déposé par M. Bernard Schreiner en application de l'article 29 du Règlement au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 44^e session ordinaire (mai 1998-décembre 1998)

Rapport d'information n° 1703 déposé par M. Bernard Schreiner en application de l'article 29 du Règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa session ordinaire de 1998

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

Politique économique - Politiques communautaires - Commerce extérieur

[23 juin 1999] (p. 6331)

Intervention du Gouvernement

M. Jacques Dondoux (p. 6331)

Discussion

M. Yves Cochet (p. 6336); M. Claude Gaillard (p. 6337); M. Jean-Claude Lefort (p. 6340); M. Philippe Vasseur (p. 6343); Mme Béatrice Marre (p. 6346); M. Hervé Gaymard (p. 6348)

Intervention du président de la délégation de
l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

M. Alain Barrau (p. 6350)

Discussion (suite)

M. Michel Suchod (p. 6353) ; M. Joseph Parrenin
(p. 6355) ; M. Jean Pontier (p. 6355) ; M. Jean-
Claude Daniel (p. 6356)

Réponse du Gouvernement

M. Jacques Dondoux (p. 6357)

Questions au Gouvernement

N° 908 - ONU : M. Alain Madelin [10 novembre 1998]
(p. 8706). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre
des affaires étrangères [10 novembre 1998]
(p. 8706)

Cour pénale internationale, création, attitude de la
France

N° 993 - ONU : M. Yves Dauge [9 décembre 1998]
(p. 10239). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre
des affaires étrangères [9 décembre 1998] (p. 10239)

Cour pénale internationale, création, attitude de la
France

N° 1201 - ONU : M. Alain Vidaljes [10 mars 1999]
(p. 2222). Réponse : Mme Elisabeth Guigou,
Garde des Sceaux, ministre de la justice
[10 mars 1999] (p. 2222)

Cour pénale internationale, création, attitude de la
France

P

PAPIERS D'IDENTITÉ

Voir aussi SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Questions orales sans débat

N° 517 - Passeport : M. Marc Reymann [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6457). Réponse : M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux anciens combattants [1er décembre 1998] (p. 9737, 9738)

Renouvellement, coût, conséquences, bi-nationaux

N° 738 - Carte nationale d'identité : M. Raymond Douyère [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1944). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [6 avril 1999] (p. 3269, 3270)

Délivrance, délais

N° 812 - Carte nationale d'identité : M. Robert Lamy [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2896). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [18 mai 1999] (p. 4485)

Délivrance, délais

PARLEMENT

Voir aussi ASSEMBLÉE NATIONALE

Proposition de loi n° 1497 tendant à la création d'une délégation parlementaire pour les affaires de renseignement

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 25 mars 1999 par M. Paul Quilès

Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : M. Arthur Paecht (9 juin 1999) - Rapport n° 1951 (23 novembre 1999)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Dépôt le 11 mai 1999 par M. Laurent Fabius

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Raymond Forni (26 mai 1999) - Rapport n° 1744 (29 juin 1999)

Discussion et adoption le 29 juin 1999 - Résolution n° 354 - Nouveau titre : "Proposition de résolution tendant à rétablir l'article 135 et à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale"

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61 de la Constitution)

Décision le 8 juillet 1999 [J.O. du 11 juillet 1999] (p. 10336) - La résolution soumise à l'examen du Conseil constitutionnel est déclarée conforme à la Constitution

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Raymond Forni (p. 6574)

Intervention du Gouvernement
M. Daniel Vaillant (p. 6576)

Discussion générale
M. Thierry Mariani (p. 6576) ; M. Jacques Brunhes (p. 6578) ; M. François Goulard (p. 6579) ; M. Rudy Salles (p. 6580) ; Mme Catherine Tasca (p. 6584)

Réponse du Gouvernement
M. Daniel Vaillant (p. 6584)

Discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6585)

Article 1er (séance du mardi matin) : adopté (p. 6585)

Article 2 (séance hebdomadaire de questions) : adopté (p. 6585)

Article 3 (discussion des motions de procédure) : adopté (p. 6585)

Titre (nouveau titre : "Proposition de résolution tendant à rétablir l'article 135 et à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale")

Explications de vote

M. François Goulard (p. 6585) ; M. Germain Gengenwin (p. 6586) ; M. Thierry Mariani (p. 6586)

Vote des groupes

Groupe communiste : pour : M. Jacques Brunhes (p. 6578)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Rudy Salles (p. 6582)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. François Goulard (p. 6586)

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Thierry Mariani (p. 6586)

Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution (p. 6587)

Proposition de loi n° 1716 tendant à la création d'un Office parlementaire d'évaluation des relations économiques internationales

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 juin 1999 par M. Jean-Claude Lefort

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Rapport d'information n° 1781 déposé par M. Didier Migaud, rapporteur général, en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 3 février 1999

Annexes :

N° 1 - La politique autoroutière - Rapporteur spécial : M. Jean-Louis Idiart

N° 2 - La gestion des effectifs et des moyens de la police nationale - Rapporteur spécial : M. Tony Dreyfus

N° 3 - Les aides à l'emploi - Rapporteur spécial : M. Gérard Bapt

N° 4 - L'utilisation des crédits de la formation professionnelle - Rapporteur spécial : M. Jacques Barrot

Proposition de loi constitutionnelle n° 1820 complétant l'article 28 de la Constitution et organisant la réunion de plein droit du Parlement en cas d'intervention militaire de la France sur un terrain extérieur

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 23 septembre 1999 par M. Pierre Albertini

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 794 - Questions au Gouvernement : M. Didier Quentin [7 octobre 1998] (p. 6036). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [7 octobre 1998] (p. 6036)

Réponses ministérielles, qualité

N° 805 - Ordre du jour : M. Dominique Paillé [13 octobre 1998] (p. 6463). Réponse : M. Daniel Vaillant, Ministre des relations avec le parlement [13 octobre 1998] (p. 6463)

Fixation

N° 886 - Questions écrites : Mme Sylvia Bassot [3 novembre 1998] (p. 7930). Réponse : M. Daniel Vaillant, Ministre des relations avec le parlement [3 novembre 1998] (p. 7930)

Taux de réponse

PATRIMOINE CULTUREL

Voir aussi ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES, CULTURE et Indications préliminaires p. 89 : document n° 49

Proposition de loi n° 1819 tendant à renforcer la protection des biens mobiliers dont la conservation présente un intérêt historique ou artistique

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 septembre 1999 par M. Rudy Salles

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 803 - Protection : Mme Marie-Thérèse Boisseau [7 octobre 1998] (p. 6044). Réponse : Mme Catherine Trautmann, Ministre de la culture et de la communication [7 octobre 1998] (p. 6044)

Loi n° 97-179 du 28 février 1997, décrets d'application, publication

Questions orales sans débat

N° 503 - Musées : M. Noël Mamère [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6455). Réponse : M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux anciens combattants [1er décembre 1998] (p. 9738, 9739)

Œuvres d'art confisquées pendant la Seconde Guerre mondiale, indemnisation

PERSONNES ÂGÉES

Voir aussi RETRAITES et Indications préliminaires p. 89 : document n° 63

Proposition de loi n° 1711 tendant à développer et à améliorer l'accueil de personnes âgées ou handicapées adultes par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 juin 1999 par M. Bernard Perrut

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 1456 - Dépendance : M. Jean-Luc Préel [22 juin 1999] (p. 6268). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [22 juin 1999] (p. 6268)

Etablissements d'accueil, financement

Questions orales sans débat

N° 615 - Hospices : M. Bernard Derosier [J.O. Questions du 8 février 1999] (p. 674). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [9 février 1999] (p. 1055)

Humanisation, Nord, Pas-de-Calais

N° 663 - Hospices : Mme Marie-Françoise Clergeau [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1293). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [9 mars 1999] (p. 2116)

Humanisation, Pays-de-la-Loire

N° 748 - Dépendance : M. Jean Rigal [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2413). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [27 avril 1999] (p. 3602 à 3604)

Prestation spécifique

N° 878 - Dépendance : M. René Leroux [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 5330). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [15 juin 1999] (p. 5800, 5801)

Etablissements d'accueil, Loire-Atlantique

PHARMACIE ET MÉDICAMENTS

Voir aussi ASSURANCE MALADIE MATERNITÉ :
PRESTATIONS, PROFESSIONS DE SANTÉ

Questions au Gouvernement

N° 1470 - Médicaments : M. Jacques Godfrain [23 juin 1999] (p. 6368). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [23 juin 1999] (p. 6368)

Politique et réglementation

Questions orales sans débat

N° 731 - Plantes médicinales : M. Jean-Michel Marchand [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1943). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [6 avril 1999] (p. 3261, 3262)

Commercialisation, politiques communautaires

POLICE

Voir aussi GENDARMERIE

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 1er avril 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jacky Darne (1er avril 1998) - Rapport n° 857 (23 avril 1998)

Discussion les 28 et 30 avril 1998 - Adoption le 30 avril 1998 - Projet de loi n° 129

Sénat (première lecture)

Dépôt le 5 mai 1998 - n° 414 (1997-1998)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jean-Paul Delevoye - Rapport n° 455 (1997-1998) (27 mai 1998)

Discussion les 2 et 3 juin 1998 - Adoption le 3 juin 1998 - Projet de loi n° 148 (1997-1998)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 4 juin 1998 - n° 960

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jacky Darne - Rapport n° 1335 (21 janvier 1999)

Discussion et adoption le 28 janvier 1999 - Projet de loi n° 243

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 2 février 1999 - n° 183 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jean-Paul Delevoye - Rapport n° 209 (1998-1999) (10 février 1999)

Discussion et adoption le 17 février 1999 - Projet de loi n° 73 (1998-1999)

Assemblée nationale (troisième lecture)

Dépôt le 18 février 1999 - n° 1406

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Commission mixte paritaire

Nomination le 5 mars 1999 (J.O. p. 3342) - Réunion le 16 mars 1999 - Bureau (J.O. p. 3979)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Jacky Darne - Rapport n° 1470 (17 mars 1999)

Discussion et adoption le 18 mars 1999 - Projet de loi n° 272

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Jean-Paul Delevoye - Rapport n° 265 (1998-1999) (16 mars 1999)

Discussion et adoption définitive le 1er avril 1999 - Projet de loi n° 102 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 99-291 du 15 avril 1999 publiée au J.O. du 16 avril 1999 (p. 5607)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)**Intervention du Gouvernement**

M. Jean-Pierre Chevènement (p. 609)

Présentation du rapport de la commission des lois

M. Jacky Darne (p. 611)

Question préalable : rejetée (p. 617)

Opposée par M. Jean-Louis Debré

Soutenue par M. Christian Estrosi (p. 613)

Intervention du Gouvernement : M. Jean-Pierre Chevènement (p. 614)

Explications de vote : M. Christophe Caresche (p. 616) ; M. Jean-Antoine Léonetti (p. 616) ; M. Patrick Delnatte (p. 617)

Discussion générale

M. Patrice Carvalho (p. 623) ; M. Robert Poujade (p. 624) ; M. Georges Sarre (p. 626) ; M. Jean-Antoine Léonetti (p. 627) ; M. Christophe Caresche (p. 629) ; M. Dominique Bussereau (p. 630) ; M. Jean-Jacques Weber (p. 632) ; M. Laurent Dominati (p. 632)

Réponse du Gouvernement

M. Jean-Pierre Chevènement (p. 633)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Titre Ier

Dispositions modifiant le code général des collectivités territoriales et le code des communes*Avant l'article 1er*

Amendement n° 61 de M. Jean-Antoine Léonetti (extension à titre expérimental des pouvoirs du maire dans la lutte contre la délinquance) : rejeté (p. 636)

Amendement n° 28 de M. Dominique Bussereau (pouvoirs de police du maire en matière de tranquillité publique, de bruit et de nuisances) : rejeté (p. 636)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des agents de police municipale) (p. 636) : adopté après modifications (p. 639)

Intervenants : M. Jacques Masdeu-Arus (p. 636) ; M. Laurent Dominati (p. 637)

Amendement n° 29 de M. Dominique Bussereau (liste des compétences de la police municipale) : rejeté (p. 638)

Amendement n° 62 de M. Jean-Antoine Léonetti (compétence pour toute infraction au code de la route) : rejeté (p. 638)

Amendement n° 30 de M. Dominique Bussereau (constat des excès de vitesse) : retiré (p. 639)

Amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 639)

Amendement n° 63 de M. Jean-Antoine Léonetti (participation au respect de l'ordre public avec les forces de police et de gendarmerie) : devenu sans objet (p. 639)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales : élaboration d'un règlement de coordination) (p. 639) : adopté après modifications (p. 642)

Intervenant : M. Robert Poujade (p. 639)

Amendement n° 79 de M. Robert Poujade (protocole de coordination) : rejeté (p. 640)

Amendement n° 4 de la commission (à défaut de conclusion de la convention de coordination, possibilité pour le préfet d'édicter un règlement de coordination et exercice des missions de la police municipale entre six heures et vingt-trois heures en l'absence de convention ou de règlement) (p. 640) : adopté après modifications (p. 642)

Sous-amendement n° 76 du Gouvernement (application du dispositif en cas de création d'une police municipale) : adopté (p. 640)

Amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (règlement édicté par le préfet et par le président de l'association départementale des maires) (p. 640) : rejeté (p. 641)

Sous-amendement n° 55 de M. Jean-Jacques Weber (exercice des missions de la police municipale entre sept heures trente et trois heures en l'absence de convention ou de règlement) (p. 641) : rejeté (p. 642)

Amendement n° 64 de M. Jean-Antoine Léonetti : devenu sans objet (p. 642)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités territoriales : institution d'une commission consultative des polices municipales) : adopté après modifications (p. 642)

Amendement n° 31 de M. Dominique Bussereau (missions de la commission) : rejeté (p. 642)

Amendement n° 35 de M. Patrick Delnatte (suppression du caractère consultatif de la commission) : rejeté (p. 642)

Amendement n° 5 de la commission (modalités de désignation des maires siégeant à la commission) : adopté (p. 642)

Article 4 (article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales : vérification des services de police municipale) : adopté après modifications (p. 643)

Amendement n° 36 de M. Patrick Delnatte (vérification décidée après avis conforme de la commission consultative des polices municipales) : rejeté (p. 643)

Amendement n° 37 de M. Patrick Delnatte (de coordination) : rejeté (p. 643)

Amendement n° 6 rectifié de la commission (suppression de la faculté donnée à la commission consultative de demander la vérification et transmission au ministre de l'intérieur des conclusions de la vérification) : adopté (p. 643)

Après l'article 4

Amendement n° 78 de M. Yves Bur : non soutenu (p. 643)

Article 5 (article L. 2212-9 du code général des collectivités territoriales : mise en commun occasionnelle des services de police municipale) (p. 643) : adopté (p. 644)

Amendements identiques n°s 32 rectifié et 53

Amendement n° 32 rectifié de M. Dominique Bussereau (groupement intercommunal) (p. 643) : rejeté (p. 644)

Amendement n° 53 de M. Jean-Jacques Weber (groupement intercommunal) (p. 643) : rejeté (p. 644)

Article 5 bis (article L. 2213-17 du code général des collectivités territoriales : suspension et révocation des gardes champêtres) (p. 644) : supprimé (p. 645)

Intervenant : M. Jean-Pierre Baeumler (p. 644)

Amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté (p. 645)

Après l'article 5 bis

Amendement n° 47 de M. Laurent Dominati (application à Paris des articles L. 2214-4 et L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales relatifs aux compétences des agents de la police municipale) (p. 645) : rejeté (p. 647)

Amendement n° 45 de M. Laurent Dominati (abrogation de l'article L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales conférant au préfet les pouvoirs de police du maire) (p. 645) : rejeté (p. 647)

Amendement n° 44 de M. Laurent Dominati (abrogation, à l'exception de son article 1er, de l'arrêté des Consuls du 12 messidor an VIII déterminant les fonctions du préfet de police de Paris) (p. 645) : rejeté (p. 647)

Amendement n° 46 de M. Laurent Dominati (abrogation des deux premiers alinéas de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1975, modifiés par la loi du 29 décembre 1986 fixant le régime particulier de Paris) (p. 645) : rejeté (p. 647)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris) (p. 647) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 82 (p. 648)

Amendement n° 43 de M. Jacky Darne (de suppression) : retiré (p. 647)

Amendement n° 82 de M. Jacky Darne (agrément par le procureur de la République des agents de la ville de Paris chargés de l'application du règlement des parcs et promenades et de celui des cimetières) (p. 647) : adopté (p. 648)

Amendement n° 52 de M. Christophe Caresche : devenu sans objet (p. 648)

Amendement n° 80 rectifié de M. Georges Sarre : devenu sans objet (p. 648)

Amendement n° 54 de M. Jean Tiberi : devenu sans objet (p. 648)

Article 6 (article L. 412-49 du code des communes : principes généraux du statut des agents de police municipale) (p. 648) : adopté après modifications (p. 649)

Amendement n° 8 corrigé de la commission (agrément des agents de la police municipale par le préfet) : adopté (p. 649)

Amendement n° 9 de la commission (suppression de la possibilité d'agrément tacite) : adopté (p. 649)

Amendement n° 10 de la commission (suspension de l'agrément par le préfet ou le procureur de la République) : adopté (p. 649)

Amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 649)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale) (p. 649) : adopté après modifications (p. 652)

Intervenants : M. Dominique Bussereau (p. 649) ; M. Patrick Delnatte (p. 650) ; M. Robert Poujade (p. 650) ; M. Thierry Mariani (p. 650)

Amendement n° 65 de M. Jean-Antoine Léonetti (nouvelle rédaction de l'article autorisant l'armement en l'absence de convention de coordination, supprimant des conditions requises pour le port d'arme et la détermination par décret des armes autorisées) : rejeté (p. 651)

Discussion commune des amendements n°s 67 et 12 rectifié

Amendement n° 67 de M. Jean-Antoine Léonetti (autorisation du port d'arme par le préfet sur demande motivée du maire) (p. 651) : rejeté (p. 652)

Amendement n° 12 rectifié de la commission (autorisation du port d'arme de quatrième ou de sixième catégorie par le préfet sur demande motivée du maire en cas d'existence d'une convention ou d'un règlement de coordination lorsque la nature des missions des agents de la police municipale et des circonstances particulières le justifient) : adopté (p. 652)

Sous-amendement n° 51 de M. Jean-Jacques Weber (autorisation du port d'arme justifiée par la nature des missions ou des circonstances particulières) : rejeté (p. 652)

Amendement n° 13 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 652)

Amendement n° 66 de M. Jean-Antoine Léonetti (autorisation du port d'arme pour les missions d'ilotage ou après vingt heures) : rejeté (p. 652)

Après l'article 7

Amendement n° 68 de M. Jean-Antoine Léonetti (utilisation par la police municipale des moyens techniques adaptés pour la constatation des infractions au code de la route) (p. 652) : rejeté (p. 653)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes : identification et équipement des agents de police municipale) (p. 653) : adopté après modifications (p. 655)

Intervenant : M. Robert Poujade (p. 653)

Amendement n° 38 de M. Patrick Delnatte (tenue de couleur bleue comportant un signe distinctif) : rejeté (p. 653)

Amendement n° 69 de M. Jean-Antoine Léonetti (identification et équipement déterminés par le maire selon des directives générales fixées par la commission consultative des polices municipales) : rejeté (p. 653)

Amendement n° 14 de la commission : retiré (p. 653)

Amendement n° 81 rectifié de M. Jacky Darne (caractères communs à toutes les polices

municipales de l'identification et de l'équipement de leurs agents) : adopté (p. 654)

Amendement n° 15 de la commission (décret simple substitué au décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 654)

Amendement n° 70 de M. Jean-Antoine Léonetti (mention "police municipale" sur les vêtements et sur les véhicules) : rejeté (p. 654)

Amendement n° 71 de M. Jean-Antoine Léonetti (possibilité pour les agents de la police municipale de ne pas porter l'uniforme lorsqu'ils effectuent des missions de prévention à condition qu'ils demeurent identifiables) : rejeté (p. 654)

Rappel au règlement

M. Jean-Antoine Léonetti regrette qu'aucun amendement de l'opposition n'ait été adopté [28 janvier 1999] (p. 655)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (dotation exceptionnelle de premier équipement) (p. 655) : demeure supprimé (p. 656)

Amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Baeumler (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 655) : rejeté (p. 656)

Article 9 (article L. 412-53 du code des communes : code de déontologie) : adopté (p. 656)

Article 10 (article L. 441-1 du code des communes : application du projet de loi en Alsace-Moselle) : adopté après modifications (p. 656)

Amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 656)

Article 11 (abrogations) (p. 656) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 17 (p. 657)

Amendement n° 17 de la commission (abrogation de l'article L. 412-49-1 du code des communes autorisant la délivrance d'agréments temporaires à des assistants de police municipale dans les communes touristiques et de l'article L. 441-3 du même code prévoyant les conditions de nomination et de révocation des agents de la police municipale en Alsace-Moselle) (p. 656) : adopté (p. 657)

Titre II

Dispositions modifiant le code de procédure pénale

Avant l'article 12

Amendement n° 2 de M. Guy Drut (coopération entre polices municipales) : rejeté (p. 657)

Article 12 (article L. 21-2 du code de procédure pénale : compétences judiciaires des agents de police municipale) : adopté après modifications (p. 657)

Amendement n° 18 de la commission (de précision) : adopté (p. 657)

Article 12 bis (article 62-1 du code de procédure pénale : domiciliation des personnes participant à la procédure) : adopté (p. 658)

Intervenant : M. Thierry Mariani (p. 658)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale) (p. 658) : adopté après modifications (p. 660)

Intervenant : M. Thierry Mariani (p. 658)

Amendement n° 72 de M. Jean-Antoine Léonetti (habilitation des agents de police municipale à inviter les contrevenants à justifier leur identité) : rejeté (p. 659)

Amendement n° 39 de M. Patrick Delnatte (relevé d'identité lors d'infractions flagrantes) : rejeté (p. 659)

Amendement n° 34 de M. Dominique Bussereau (présentation immédiate à tout officier de police judiciaire territorialement compétent du contrevenant refusant ou se trouvant dans l'impossibilité de justifier son identité) (p. 659) : rejeté (p. 660)

Amendement n° 19 de la commission (de précision) : adopté (p. 660)

Amendement n° 40 de M. Patrick Delnatte (rétention du contrevenant par la police municipale) : rejeté (p. 660)

Amendement n° 20 de la commission (de précision) : adopté (p. 660)

Après l'article 14

Amendement n° 33 de M. Dominique Bussereau (relevé par la police municipale de l'identité des personnes en état de flagrance ou trouvées sur les lieux d'un crime ou d'un délit) : rejeté (p. 660)

Amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (relevé d'identité par certains agents de l'exploitant d'un service de transports publics de voyageurs) (p. 660) : adopté (p. 661)

Titre III

Dispositions statutaires

Article 15 (formation continue) (p. 661) : adopté après modifications (p. 662)

Discussion commune des amendements n°s 49 et 21

Amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Baeumler (financement par une taxe additionnelle sur le tabac) : adopté (p. 662)

Amendement n° 21 de la commission (financement par une redevance versée par les communes bénéficiant des actions de formation) : retiré (p. 662)

Article 16 (pension de réversion et rente viagère d'invalidité à taux plein aux ayant-cause) (p. 662) : adopté (p. 663)

Amendement n° 41 de M. Patrick Delnatte (promotion posthume au grade supérieur) : rejeté (p. 663)

Article 16 bis (bonification du temps de service accompli pour la liquidation de la pension) : supprimé (p. 663)

Amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté (p. 663)

Titre IV

Dispositions diverses et transitoires

Article 18 (édiction du règlement de coordination à l'issue du délai de six mois à compter de la publication du règlement-type) (p. 663) : adopté après modifications (p. 664)

Amendement n° 73 de M. Jean-Antoine Léonetti (délai de deux ans) : rejeté (p. 663)

Amendement n° 23 de la commission (de précision) : adopté (p. 664)

Amendement n° 24 rectifié de la commission (règlement édicté par le préfet à défaut de conclusion de la convention) : adopté (p. 664)

Amendement n° 25 rectifié de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture limitant les compétences de la police municipale à défaut de convention ou de règlement) : adopté (p. 664)

Amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (application des dispositions de l'article aux communes dont le conseil municipal porte l'effectif de la police municipale à cinq emplois avant la publication du décret approuvant la convention-type) : adopté (p. 664)

Article 19 (report de l'uniformisation de l'identification des polices municipales) (p. 664) : adopté après modifications (p. 665)

Discussion commune des amendements n°s 26 et 74

Amendement n° 26 de la commission (délai de douze mois pour l'uniformisation de l'identification des polices municipales) : adopté (p. 664)

Amendement n° 74 de M. Jean-Antoine Léonetti (délai de deux ans pour l'uniformisation de l'identification des polices municipales) (p. 664) : devenu sans objet (p. 665)

Article 20 supprimé par le Sénat (nouvel agrément des agents de police municipale) : rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 27 (p. 665)

Amendement n° 27 de la commission (agrément du préfet aux agents de police municipale) : adopté (p. 665)

Explications de vote

M. Dominique Bussereau (p. 665) ; M. Robert Poujade (p. 665) ; M. Jean-Antoine Léonetti (p. 665) ; M. Christophe Caresche (p. 666) ; M. Patrice Carvalho (p. 666)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants :
contre : M. Dominique Bussereau (p. 665)

Groupe du Rassemblement pour la République :
contre : M. Robert Poujade (p. 665)

- Groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance : contre : M. Jean-Antoine Léonetti
(p. 666)
Groupe socialiste : pour : M. Christophe Caresche
(p. 666)
Groupe communiste : pour : M. Patrice Carvalho
(p. 666)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 666)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la discussion du texte de la commission mixte
paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)**

Présentation du rapport de la commission mixte
paritaire
M. René Dosière, suppléant de M. Jacky Darne
(p. 2673)

Intervention du Gouvernement
M. Jean-Pierre Chevènement (p. 2674)

Discussion générale
M. Laurent Dominati (p. 2676) ; M. Christian
Estrosi (p. 2677) ; M. Jean-Antoine Léonetti
(p. 2678) ; M. Jérôme Lambert (p. 2880)

Intervention du rapporteur
M. René Dosière (p. 2680)

**Texte de la commission mixte paritaire [18 mars
1999] (p. 2682)**

Vote des groupes

- Groupe Démocratie libérale et indépendants :
contre : M. Laurent Dominati (p. 2677)
Groupe du Rassemblement pour la République :
contre : M. Christian Estrosi (p. 2678)
Groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance : contre : M. Jean-Antoine Léonetti
(p. 2680)
Groupe socialiste : pour : M. Jérôme Lambert
(p. 2680)

**Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu
du texte de la commission mixte paritaire (p. 2682)**

**Proposition de loi n° 969 portant extension de la
qualification d'officier de police judiciaire au corps
de maîtrise et d'application de la police nationale**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 9 juin 1998 par M. François Huwart

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la
République - Rapporteur : M. Christophe Caresche
(25 juin 1998) - Rapport n° 1021 (25 juin 1998) -
Demande d'adoption selon la procédure d'examen
simplifiée (23 juin 1998) - Opposition du Président

du groupe Rassemblement pour la République à
cette demande (25 juin 1998)

Discussion et adoption le 30 juin 1998 - Proposition
de loi n° 181

Sénat (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1998 - n° 532 (1997-1998)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel, du règlement et
d'administration générale - Rapporteur : M. Jean-
Jacques Hyst - Rapport n° 42 (1998-1999)
(28 octobre 1998)

Discussion et adoption définitive le 4 novem-
bre 1998 - Proposition de loi n° 10 (1998-1999)

Promulgation

**Loi n° 98-1035 du 18 novembre 1998 publiée au
J.O. du 19 novembre 1998 (p. 17423)**

**Proposition de loi n° 1167 relative à l'organisation
d'une police intercommunale**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 novembre 1998 par M. Guy Drut

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la
République

Questions au Gouvernement

N° 1277 - Personnel : M. Christian Estrosi [7 avril
1999] (p. 3362). Réponse : Mme Elisabeth Guigou,
Garde des Sceaux, ministre de la justice
[7 avril 1999] (p. 3362)

Revendications

N° 1360 - Organisation : M. Jean-Pierre Blazy
[19 mai 1999] (p. 4588). Réponse : M. Jean-Pierre
Chevènement, Ministre de l'intérieur [19 mai 1999]
(p. 4588)

Police de proximité, mise en place

Questions orales sans débat

N° 469 - Restructuration : M. Maurice Leroy [J.O.
Questions du 5 octobre 1998] (p. 5339). Réponse :
M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement
[6 octobre 1998] (p. 5934 à 5936)

Commissariats, maintien, perspectives, Vendôme

N° 571 - Commissariats : M. Bernard Perrut [J.O.
Questions du 18 janvier 1999] (p. 235). Réponse :
M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à
l'outre-mer [19 janvier 1999] (p. 14, 15)

Effectifs de personnel, Villefranche-sur-Saône

N° 700 - Fonctionnement : Mme Jacqueline Mathieu-Obadia [J.O. Questions du 22 mars 1999] (p. 1621). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [23 mars 1999] (p. 2700, 2701)

Effectifs de personnel, Nice

N° 768 - Fonctionnement : M. Jacques Brunhes [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2553). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [4 mai 1999] (p. 3929 à 3931)

Effectifs de personnel, Hauts-de-Seine

N° 802 - Police judiciaire : M. Jean-Michel Marchand [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2895). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [18 mai 1999] (p. 4482 à 4484)

Fichier, création, réglementation

N° 831 - Fonctionnement : M. Nicolas Dupont-Aignan [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3018). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [25 mai 1999] (p. 4797, 4798)

Effectifs de personnel, Essonne

N° 844 - Commissariats : M. Henri Plagnol [J.O. Questions du 31 mai 1999] (p. 3203). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [1er juin 1999] (p. 5161, 5162)

Effectifs de personnel, locaux, Saint-Maur-des-Fossés

N° 908 - Commissariats : M. André Angot [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3877). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [29 juin 1999] (p. 6516 à 6518)

Effectifs de personnel, Quimper

N° 920 - Commissariats : M. Didier Boulaud [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3878). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [29 juin 1999] (p. 6514, 6515)

Effectifs de personnel, Nevers

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Voir aussi FINANCES PUBLIQUES, IMPÔTS ET TAXES, LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, MARCHÉS FINANCIERS, POLITIQUE SOCIALE

Proposition de loi n° 1626 visant à adapter le Plan d'épargne en actions (PEA) aux exigences de la monnaie unique

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mai 1999 par M. Gilbert Gantier

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Questions au Gouvernement

N° 782 - Marchés financiers : M. Jean-Marc Ayrault [6 octobre 1998] (p. 5951). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier ministre [6 octobre 1998] (p. 5951)

Crises, lutte et prévention

N° 787 - Croissance : M. Pierre Méhaignerie [6 octobre 1998] (p. 5955). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [6 octobre 1998] (p. 5955)

Taux, évaluation

N° 790 - Croissance : M. Alain Belviso [6 octobre 1998] (p. 5957). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [6 octobre 1998] (p. 5957)

Taux, évaluation

N° 826 - Politique monétaire : M. Georges Sarre [14 octobre 1998] (p. 6581). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [14 octobre 1998] (p. 6581)

Perspectives

N° 981 - Croissance : M. Georges Colombier [2 décembre 1998] (p. 9892). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [2 décembre 1998] (p. 9892)

Taux, évaluation

N° 1252 - Croissance : M. Philippe Briand [30 mars 1999] (p. 3024). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [30 mars 1999] (p. 3024)

Prévisions

N° 1359 - Croissance : M. Didier Migaud [19 mai 1999] (p. 4587). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [19 mai 1999] (p. 4587)

Prévisions

N° 1430 - Croissance : M. Bernard Roman [15 juin 1999] (p. 5817). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [15 juin 1999] (p. 5817)

Bilan et perspectives

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Voir aussi ORGANISATIONS INTERNATIONALES, RELATIONS INTERNATIONALES, TRAITÉS ET CONVENTIONS, UNION EUROPÉENNE

Rapport d'information n° 1141 déposé par M. François Loncle, en application de l'article 145 du Règlement par la commission des affaires étrangères sur la mission effectuée en Algérie par une délégation de la commission

Rapport d'information n° 1160 déposé par M. Henri Bertholet, en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur la mission effectuée en Israël et dans les Territoires palestiniens par une délégation de la commission

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

Organisations internationales - Politique extérieure - Politiques communautaires

[26 mars 1999] (p. 2969)

Intervention du Gouvernement
M. Lionel Jospin (p. 2969)

Discussion

M. Claude Goasguen (p. 2971); M. Jean-Marc Ayrault (p. 2974); M. Jean-Bernard Raimond (p. 2976); Mme Marie-Hélène Aubert (p. 2978); M. Valéry Giscard d'Estaing (p. 2981); M. Robert Hue (p. 2982)

Réponse du Gouvernement
M. Lionel Jospin (p. 2984)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

Défense - Organisations internationales - Pays étrangers - Politiques communautaires

[27 avril 1999] (p. 3621)

Intervention du Gouvernement
M. Lionel Jospin (p. 3621)

Discussion

M. François Hollande (p. 3624); Mme Michèle Alliot-Marie (p. 3626); M. Robert Hue (p. 3628); M. Hervé de Charette (p. 3630); M. Roger-Gérard Schwartzberg (p. 3633); M. José Rossi (p. 3636)

Intervention du président de la commission de la défense
M. Paul Quilès (p. 3639)

Intervention du président de la commission des affaires étrangères
M. Jack Lang (p. 3641)

Réponse du Gouvernement
M. Lionel Jospin (p. 3642)

Proposition de loi n° 1558 tendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 28 avril 1999 par M. Georges Colombier, M. Didier Quentin et M. François Rochebloine

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Alain Néri (27 mai 1999) - Rapport n° 1672 (2 juin 1999) commun avec les propositions de loi n°s 1293 et 1392 (voir Anciens combattants et victimes de guerre 1293 et 1392)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

Défense - Étrangers - Organisations internationales - Pays étrangers - Politiques communautaires - Union européenne

[8 juin 1999] (p. 5477)

Intervention du Gouvernement
M. Lionel Jospin (p. 5477)

Discussion

M. Jacques Brunhes (p. 5480); Mme Nicole Ameline (p. 5483); M. Jean-Marc Ayrault (p. 5485); M. Didier Quentin (p. 5486); M. Yves Cochet (p. 5488); M. Dominique Baudis (p. 5491)

Intervention du président de la commission des affaires étrangères
M. Jack Lang (p. 5493)

Intervention du président de la commission de la défense
M. Paul Quilès (p. 5494)

Réponse du Gouvernement
M. Lionel Jospin (p. 5496)

Rapport d'information n° 1737 déposé par M. Michel Vauzelle en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur le partenariat euro-méditerranéen

Rapport d'information n° 1774 déposé par M. Gilles Carrez en application de l'article 146 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'évaluation des postes d'expansion économique de Sao Paulo, Buenos Aires et Santiago du Chili

Rapport d'information n° 1775 déposé par M. Jean-Michel Boucheron en application de l'article 146 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le coût de la participation de la France aux opérations menées en vue du règlement de la crise au Kosovo

Rapport d'information n° 1776 déposé par M. Yves Dauge au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le nouveau partenariat pour le développement des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)

Questions au Gouvernement

N° 798 - Kosovo : M. Noël Mamère [7 octobre 1998] (p. 6040). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [7 octobre 1998] (p. 6040)

Attitude de la France

N° 813 - Kosovo : M. Pierre Brana [13 octobre 1998] (p. 6468). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [13 octobre 1998] (p. 6468)

Attitude de la France

N° 821 - Moyen-Orient : M. Éric Besson [14 octobre 1998] (p. 6577). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [14 octobre 1998] (p. 6577)

Processus de paix israëlo-palestinien, attitude de la France

N° 832 - Droits de l'homme : M. Louis Mexandeau [20 octobre 1998] (p. 7009). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [20 octobre 1998] (p. 7009)

Arrestation d'Augusto Pinochet

N° 835 - Allemagne : M. Guy Hascoët [20 octobre 1998] (p. 7012). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [20 octobre 1998] (p. 7012)

Politique énergétique, révision, conséquences

N° 837 - Allemagne : M. Jean-Bernard Raimond [20 octobre 1998] (p. 7013). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [20 octobre 1998] (p. 7013)

Politique énergétique, révision, conséquences

N° 852 - Moyen-Orient : Mme Monique Collange [27 octobre 1998] (p. 7389). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [27 octobre 1998] (p. 7389)

Processus de paix israëlo-palestinien, attitude de la France

N° 874 - Bangladesh : Mme Muguette Jacquaint [28 octobre 1998] (p. 7518). Réponse : M. Charles

Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [28 octobre 1998] (p. 7518)

Droits des femmes

N° 883 - Droits de l'homme : Mme Véronique Neiertz [3 novembre 1998] (p. 7927). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [3 novembre 1998] (p. 7927)

Arrestation d'Augusto Pinochet

N° 887 - Kosovo : M. René Mangin [3 novembre 1998] (p. 7931). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [3 novembre 1998] (p. 7931)

Attitude de la France

N° 896 - Aide au développement : M. Georges Sarre [4 novembre 1998] (p. 8037). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [4 novembre 1998] (p. 8037)

Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch

N° 899 - Aide au développement : M. François Asensi [10 novembre 1998] (p. 8700). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [10 novembre 1998] (p. 8700)

Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch

N° 900 - Aide au développement : M. Dominique Paillé [10 novembre 1998] (p. 8701). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [10 novembre 1998] (p. 8701)

Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch

N° 902 - Aide humanitaire : M. Damien Alary [10 novembre 1998] (p. 8702). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [10 novembre 1998] (p. 8702)

Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch

N° 925 - Soudan : M. Louis Mermaz [18 novembre 1998] (p. 9156). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [18 novembre 1998] (p. 9156)

Aide alimentaire

N° 934 - Irak : M. Michel Suchod [18 novembre 1998] (p. 9161). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [18 novembre 1998] (p. 9161)

Embargo, attitude de la France

N° 960 - Allemagne : M. Pierre Cardo [1er décembre 1998] (p. 9744). Réponse : M. Daniel Vaillant, Ministre des relations avec le parlement [1er décembre 1998] (p. 9744)

Divorce, droits de garde et de visite, enfants enlevés

N° 978 - Allemagne : M. Jean Espilondo [2 décembre 1998] (p. 9890). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [2 décembre 1998] (p. 9890)

Sommet de Postdam

N° 980 - Comores : M. Élie Hoarau [2 décembre 1998] (p. 9892). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre

- délégué à la coopération et à la francophonie [2 décembre 1998] (p. 9892)
Aide humanitaire
- N° 1020 - Turquie : M. François Rochebloine [16 décembre 1998] (p. 10570). Réponse : M. Daniel Vaillant, Ministre des relations avec le parlement [16 décembre 1998] (p. 10570)
Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour
- N° 1024 - Irak : M. Georges Sarre [22 décembre 1998] (p. 11007). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [22 décembre 1998] (p. 11007)
Attitude de la France
- N° 1028 - Irak : M. Georges Hage [22 décembre 1998] (p. 11010). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [22 décembre 1998] (p. 11010)
Attitude de la France
- N° 1030 - Irak : M. François Loncle [22 décembre 1998] (p. 11011). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [22 décembre 1998] (p. 11011)
Attitude de la France
- N° 1036 - Kosovo : M. François Asensi [19 janvier 1999] (p. 29). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [10 janvier 1999] (p. 29)
Attitude de la France
- N° 1038 - Kosovo : M. Arthur Paecht [19 janvier 1999] (p. 30). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [19 janvier 1999] (p. 30)
Attitude de la France
- N° 1039 - Allemagne : M. Bernard Cazeneuve [19 janvier 1999] (p. 31). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [19 janvier 1999] (p. 31)
Politique énergétique, révision, conséquences
- N° 1041 - Kosovo : M. Paul Quilès [19 janvier 1999] (p. 33). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [19 janvier 1999] (p. 33)
Attitude de la France
- N° 1050 - Allemagne : M. Patrice Carvalho [20 janvier 1999] (p. 118). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [20 janvier 1999] (p. 118)
Politique énergétique, révision, conséquences
- N° 1095 - Kosovo : M. François Lamy [2 février 1999] (p. 710). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [2 février 1999] (p. 710)
Attitude de la France
- N° 1102 - Irak : M. Gérard Bapt [3 février 1999] (p. 851). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [3 février 1999] (p. 851)
Attitude de la France
- N° 1122 - Irak : M. Jacques Desallangre [10 février 1999] (p. 1157). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [10 février 1999] (p. 1157)
Embargo, attitude de la France
- N° 1136 - Kosovo : M. Pierre Brana [16 février 1999] (p. 1439). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [16 février 1999] (p. 1439)
Attitude de la France
- N° 1164 - Turquie : M. Jean-Paul Bret [2 mars 1999] (p. 1861). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [2 mars 1999] (p. 1861)
Droits de l'homme
- N° 1178 - Congo : M. Gérard Charasse [3 mars 1999] (p. 1971). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [3 mars 1999] (p. 1971)
Situation politique, attitude de la France
- N° 1183 - Afghanistan : Mme Marie-Françoise Clergeau [9 mars 1999] (p. 2139). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [9 mars 1999] (p. 2139)
Droits de l'homme
- N° 1194 - Turquie : Mme Janine Jambu [10 mars 1999] (p. 2217). Réponse : M. Daniel Vaillant, Ministre des relations avec le parlement [10 mars 1999] (p. 2217)
Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour
- N° 1208 - Kosovo : M. Didier Boulaud [16 mars 1999] (p. 2413). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [16 mars 1999] (p. 2413)
Attitude de la France
- N° 1228 - Coopération scientifique et technique : M. Émile Blessig [17 mars 1999] (p. 2534). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [17 mars 1999] (p. 2534)
Sûreté nucléaire, pays de l'ex-URSS
- N° 1231 - Kosovo : M. François Léotard [23 mars 1999] (p. 2715). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [23 mars 1999] (p. 2715)
Attitude de la France
- N° 1234 - Kosovo : M. Guy-Michel Chauveau [24 mars 1999] (p. 2759). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [24 mars 1999] (p. 2759)
Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France
- N° 1237 - Kosovo : M. Alain Bocquet [24 mars 1999] (p. 2761). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [24 mars 1999] (p. 2761)
Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France
- N° 1244 - Kosovo : M. André Lajoinie [30 mars 1999] (p. 3017). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [30 mars 1999] (p. 3017)

Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France

N° 1245 - Kosovo : M. Michel Voisin [30 mars 1999] (p. 3019). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [30 mars 1999] (p. 3019)

Aide humanitaire

N° 1247 - Kosovo : M. Jean-Michel Boucheron [30 mars 1999] (p. 3020). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [30 mars 1999] (p. 3020)

Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France

N° 1251 - Kosovo : M. Bernard Deflesselles [30 mars 1999] (p. 3024). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [30 mars 1999] (p. 3024)

Aide humanitaire

N° 1255 - Kosovo : Mme Marie-Hélène Aubert [31 mars 1999] (p. 3096). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [31 mars 1999] (p. 3096)

Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France

N° 1257 - Enfants : M. Pierre Cardo [31 mars 1999] (p. 3099). Réponse : Mme Élisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [31 mars 1999] (p. 3099)

Divorce, enlèvement, lutte et prévention

N° 1258 - Kosovo : M. Philippe Douste-Blazy [31 mars 1999] (p. 3099). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [31 mars 1999] (p. 3099)

Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France

N° 1266 - Kosovo : M. Jack Lang [6 avril 1999] (p. 3285). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [6 avril 1999] (p. 3285)

Aide humanitaire

N° 1267 - Kosovo : M. René André [6 avril 1999] (p. 3286). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [6 avril 1999] (p. 3286)

Aide humanitaire

N° 1268 - Kosovo : M. Renaud Donnedieu de Vabres [6 avril 1999] (p. 3286). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [6 avril 1999] (p. 3286)

Aide humanitaire

N° 1269 - Kosovo : M. Denis Jacquat [6 avril 1999] (p. 3286). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [6 avril 1999] (p. 3286)

Aide humanitaire

N° 1270 - Kosovo : M. Alain Bocquet [6 avril 1999] (p. 3287). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [6 avril 1999] (p. 3287)

Intervention militaire de l'OTAN, attitude de la France

N° 1271 - Kosovo : M. Jean Pontier [6 avril 1999] (p. 3287). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [6 avril 1999] (p. 3287)

Aide humanitaire

N° 1279 - Kosovo : M. Alain Madelin [7 avril 1999] (p. 3363). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [7 avril 1999] (p. 3363)

Aide humanitaire

N° 1281 - Kosovo : M. Jean-Claude Viollet [7 avril 1999] (p. 3365). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [7 avril 1999] (p. 3365)

Aide humanitaire

N° 1287 - Kosovo : M. François Léotard [13 avril 1999] (p. 3579). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [13 avril 1999] (p. 3579)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1288 - Kosovo : M. Georges Sarre [13 avril 1999] (p. 3581). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [13 avril 1999] (p. 3581)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1289 - Kosovo : M. Pierre Lellouche [13 avril 1999] (p. 3581). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [13 avril 1999] (p. 3581)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1290 - Kosovo : M. Jacques Brunhes [13 avril 1999] (p. 3582). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [13 avril 1999] (p. 3582)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1291 - Kosovo : M. Jean-Marc Ayrault [13 avril 1999] (p. 3583). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [13 avril 1999] (p. 3583)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1292 - Kosovo : M. Jean-François Mattei [13 avril 1999] (p. 3584). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [13 avril 1999] (p. 3584)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1309 - Kosovo : M. Noël Mamère [4 mai 1999] (p. 3943). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [4 mai 1999] (p. 3943)

Aide humanitaire

N° 1314 - Kosovo : Mme Muguette Jacquaint [5 mai 1999] (p. 4072). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [5 mai 1999] (p. 4072)

Situation militaire diplomatique et humanitaire

N° 1324 - Kosovo : M. Bernard Roman [11 mai 1999] (p. 4304). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [11 mai 1999] (p. 4304)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1329 - Kosovo : M. Jean-Claude Sandrier [11 mai 1999] (p. 4310). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [11 mai 1999] (p. 4310)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1331 - Kosovo : M. Pierre Carassus [11 mai 1999] (p. 4311). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [11 mai 1999] (p. 4311)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1345 - Kosovo : M. Renaud Donnedieu de Vabres [18 mai 1999] (p. 4492). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [18 mai 1999] (p. 4492)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1351 - Kosovo : Mme Janine Jambu [18 mai 1999] (p. 4496). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [18 mai 1999] (p. 4496)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1352 - Moyen-Orient : Mme Martine David [18 mai 1999] (p. 4496). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [18 mai 1999] (p. 4496)

Processus de paix israélo-palestinien, attitude de la France

N° 1353 - Aide au développement : M. Éric Besson [18 mai 1999] (p. 4498). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [18 mai 1999] (p. 4498)

Dette, annulation, modalités

N° 1358 - Kosovo : Mme Geneviève Perrin-Gaillard [19 mai 1999] (p. 4587). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [19 mai 1999] (p. 4587)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1369 - Kosovo : M. Alain Bocquet [25 mai 1999] (p. 4809). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [25 mai 1999] (p. 4809)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1376 - Kosovo : M. Michel Suchod [25 mai 1999] (p. 4815). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [25 mai 1999] (p. 4815)

Situation diplomatique

N° 1389 - Kosovo : Mme Yvette Benayoun-Nakache [26 mai 1999] (p. 4930). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [20 mai 1999] (p. 4930)

Aide humanitaire

N° 1393 - Kosovo : M. Gérard Fuchs [1er juin 1999] (p. 5179). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [1er juin 1999] (p. 5179)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1413 - Kosovo : M. Christian Cuvilliez [2 juin 1999] (p. 5288). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [2 juin 1999] (p. 5288)

Situation militaire, diplomatique et humanitaire

N° 1427 - Kosovo : M. Pierre Lequiller [15 juin 1999] (p. 5815). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [15 juin 1999] (p. 5815)

Plan de paix, application

N° 1428 - Kosovo : M. Pierre Brana [15 juin 1999] (p. 5816). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [15 juin 1999] (p. 5816)

Plan de paix, application

N° 1461 - Iran : M. Daniel Marcovitch [22 juin 1999] (p. 6271). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [22 juin 1999] (p. 6271)

Droits de l'homme, communauté juive

N° 1464 - Algérie : M. Patrick Rimbart [22 juin 1999] (p. 6273). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [22 juin 1999] (p. 6273)

Relations bilatérales, développement

N° 1466 - Yougoslavie et pays limitrophes : M. René Mangin [23 juin 1999] (p. 6363). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [23 juin 1999] (p. 6363)

Aides à la reconstruction

N° 1471 - Yougoslavie et pays limitrophes : Mme Marie-Thérèse Boisseau [23 juin 1999] (p. 6369). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [23 juin 1999] (p. 6369)

Aides à la reconstruction

N° 1483 - Moyen-Orient : M. Gérard Bapt [29 juin 1999] (p. 6535). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [29 juin 1999] (p. 6535)

Conflit israélo-libanais

N° 1498 - Turquie : M. François Loncle [30 juin 1999] (p. 6699). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [30 juin 1999] (p. 6699)

Procès d'Öcalan, droits de l'homme, respect

Questions orales sans débat

N° 543 - Coopérants : M. Jean-Pierre Baumlér [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6744). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'État à l'outre-mer [15 décembre 1998] (p. 10461, 10462)

Volontariat, réglementation

N° 630 - Non appelée : M. Henry Chabert [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 839, 840)

N° 721 - Congo : M. Jean-Jacques Denis [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1782). Réponse : M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie [30 mars 1999] (p. 3011, 3012)

Attitude de la France

N° 807 - Djibouti : M. Arnaud Montebourg [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2895, 2896)

Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [1er juin 1999] (p. 5158, 5159)

Election présidentielle, attitude de la France

N° 845 - Maroc : M. Christian Martin [J.O. Questions du 31 mai 1999] (p. 3204). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [1er juin 1999] (p. 5170, 5171)

Sahara occidental, attitude de la France

POLITIQUE SOCIALE

Voir aussi FAMILLE, HANDICAPÉS, PERSONNES ÂGÉES, SÉCURITÉ SOCIALE, TRAVAIL et Indications préliminaires p. 90 : document n° 76

Proposition de loi n° 1555 tendant à améliorer les conditions d'insertion sociale et professionnelle des allocataires du RMI

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 28 avril 1999 par M. Jean-Antoine Léonetti, M. Jean-Louis Bernard et M. François Loos

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1714 visant à prévenir les situations de surendettement

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 juin 1999 par M. Pierre Hellier

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 881 - Lutte contre l'exclusion : M. Claude Billard [3 novembre 1998] (p. 7926). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [3 novembre 1998] (p. 7926)

Perspectives

N° 941 - Personnes sans domicile fixe : M. Germinal Peiro [24 novembre 1998] (p. 9422). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [24 novembre 1998] (p. 9422)

Perspectives

N° 947 - Personnes sans domicile fixe : Mme Muguette Jacquaint [24 novembre 1998] (p. 9426). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [24 novembre 1998] (p. 9426)

Perspectives

N° 969 - RMI : M. Jean-Michel Marchand [1er décembre 1998] (p. 9751). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er décembre 1998] (p. 9751)

Extension aux jeunes

N° 976 - Surendettement : M. Robert Gaïa [2 décembre 1998] (p. 9888). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [2 décembre 1998] (p. 9888)

Revenus, insaisissabilité

N° 996 - Lutte contre l'exclusion : M. Jean Le Garrec [9 décembre 1998] (p. 10241). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [9 décembre 1998] (p. 10241)

Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, décrets d'application, publication

N° 998 - Lutte contre l'exclusion : Mme Conchita Lacuey [15 décembre 1998] (p. 10475). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [15 décembre 1998] (p. 10475)

Minima sociaux, revalorisation

N° 1094 - Lutte contre l'exclusion : Mme Odile Saugues [2 février 1999] (p. 709). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [2 février 1999] (p. 709)

Accès au logement, loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, décrets d'application, publication

N° 1131 - Lutte contre l'exclusion : M. François Brottes [10 février 1999] (p. 1166). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [10 février 1999] (p. 1166)

Accès aux services téléphoniques

N° 1361 - Lutte contre l'exclusion : M. Daniel Marcovitch [19 mai 1999] (p. 4589). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [19 mai 1999] (p. 4589)

Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie et aux services téléphoniques

Questions orales sans débat

N° 472 - Handicapés et personnes âgées : M. André Godin [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5340). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat à la formation professionnelle [6 octobre 1998] (p. 5938, 5939)

Accueil par des particuliers, réglementation

N° 886 - Lutte contre l'exclusion : Mme Bernadette Isaac-Sibille [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3530). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [15 juin 1999] (p. 5797)

Chèque d'accompagnement personnalisé, mise en place

POLITIQUES COMMUNAUTAIRES

Voir aussi UNION EUROPÉENNE

Proposition de résolution n° 1117 sur les recommandations de la Banque centrale européenne relatives aux réserves obligatoires, à la collecte d'informations statistiques et à ses pouvoirs en matière de sanctions :

- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant l'application de réserves obligatoires par la BCE ;
- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant la collecte d'informations statistiques par la BCE ;
- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant les pouvoirs de la BCE en matière de sanctions (n° E 1145)

Dépôt le 8 octobre 1998 par M. Gérard Fuchs

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur : M. Alain Barrau (22 octobre 1998) - Rapport n° 1178 (4 novembre 1998)

Considérée comme définitive le 18 novembre 1998 - Résolution n° 194

Rapport d'information n° 1149 déposé par MM. Henri Nallet et Gérard Fuchs au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 10 septembre au 18 octobre 1998 (n° E 1146 à E 1157 et E 1160), et sur les propositions d'actes communautaires n° E 926, E 1075, E 1076, E 1137, E 1142 et E 1145

Rapport d'information n° 1150 déposé par M. Jean-Claude Lefort, au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations économiques entre l'Union européenne et les Etats-Unis (rapport préliminaire)

Proposition de résolution n° 1183 sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'Etat d'Israël (COM (98) 457 final - n° E 1147)

Dépôt le 9 novembre 1998 par M. Jean-Jacques Guillet et Mme Bernadette Isaac-Sibille

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : Mme Bernadette Isaac-Sibille

(25 novembre 1998) - Rapport n° 1239 (2 décembre 1998)

Considérée comme définitive le 16 décembre 1998 - Résolution n° 227

Rapport d'information n° 1214 déposé par M. Henri Nallet, au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 19 octobre au 12 novembre 1998 (n° E 1161 à E 1166, E 1168 à E 1171, E 1173 et E 1174), et sur les propositions d'actes communautaires n° E 869, E 926, E 1036, E 1068, E 1133, E 1158 et E 1159

Rapport d'information n° 1257 déposé par M. François Loncle, au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'intégration de l'acquis de Schengen dans l'Union européenne

Rapport d'information n° 1279 déposé par M. Henri Nallet au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 12 novembre au 11 décembre 1998 (n° E 1172, E 1175 à E 1178, E 1180, E 1181, E 1183 et E 1185), et sur la proposition d'acte communautaire n° E 1067

Rapport d'information n° 1280 déposé par M. Alain Barrau au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Dépôt le 17 décembre 1998 par M. Alain Barrau

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (20 janvier 1999) - Rapport n° 1450 (9 mars 1999) - Discussion et adoption le 17 mars 1999 - Résolution n° 267

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds

structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Intervenants : M. Daniel Marsin (p. 2578) ; M. René André (p. 2579) ; M. François Guillaume (p. 2580) ; M. René Leroux (p. 2580) ; Mme Martine Lignières-Cassou (p. 2581) ; M. Léonce Deprez (p. 2581)

Amendement n° 5 de Mme Martine Lignières-Cassou (maintien d'une action en faveur des femmes dans l'Union européenne, continuatrice du programme "NOW") : adopté (p. 2582)

Amendement n° 2 de M. Félix Leyzour (création de nouvelles ressources financières pour mettre l'accent sur l'emploi) (p. 2582) : retiré (p. 2584)

Amendement n° 3 de Mme Huguette Bello (traitement spécifique et prioritaire en faveur des régions ultrapériphériques) (p. 2584) : adopté après rectification (p. 2585)

Discussion commune des amendements n°s 1 et 4

Amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (révision de la politique de soutien à la pêche artisanale en vue de favoriser le financement d'une nouvelle génération de chalutiers) : retiré (p. 2586)

Amendement n° 4 de M. René Leroux (révision de la politique de soutien à la pêche artisanale en vue de favoriser le financement d'une nouvelle génération de chalutiers) : adopté après rectification (p. 2586)

Explications de vote

M. Christian Bataille (p. 2586) ; M. Jacques Rebillard (p. 2587) ; M. René André (p. 2587) ; Mme Nicole Ameline (p. 2587) ; M. François Sauvadet (p. 2588)

Vote des groupes

Groupe socialiste : pour : M. Christian Bataille (p. 2587)
 Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Jacques Rebillard (p. 2587)
 Groupe du Rassemblement pour la République : abstention : M. René André (p. 2587)
 Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : Mme Nicole Ameline (p. 2587)
 Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. François Sauvadet (p. 2588)

Adoption de l'article unique modifié de la proposition de résolution (p. 2588)

Rapport d'information n° 1368 déposé par M. Alain Barrau au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 12 décembre 1998 au 13 janvier 1999 (n°s E 1190 à E 1196 et E 1199 à E 1201), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 1179 et E 1206

Rapport d'information n° 1386 déposé par M. Jean-Claude Lefort au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations économiques entre l'Union européenne et les Etats-Unis

Rapport d'information n° 1408 déposé par M. Gérard Fuchs au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le renouvellement du cadre financier de l'Union européenne pour 2000-2006

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;
- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Dépôt le 18 février 1999 par M. Gérard Fuchs

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur : M. Didier Migaud (3 mars 1999) - Rapport n° 1453 (10 mars 1999) - Discussion et adoption le 17 mars 1999 - Résolution n° 268

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Intervenants : M. François Guillaume (p. 2590) ; M. Pierre Moscovici (p. 2591)

Amendement n° 3 de M. Jean-Claude Lefort (association des parlements nationaux à une politique d'accroissement des ressources financières de l'Union en vue de favoriser l'emploi) (p. 2591) : retiré (p. 2592)

Amendement n° 4 de M. Gérard Fuchs (mobilisation des ressources financières de l'Union) (p. 2592) : retiré (p. 2593)

Amendement n° 1 de M. Jean-Claude Lefort (maintien du principe du transfert systématique des montants non exécutés des crédits des fonds structurels) : rejeté (p. 2593)

Amendement n° 5 de M. Gérard Fuchs (adoption de grands programmes dans les domaines d'avenir) (p. 2593) : adopté après modifications (p. 2594)

Sous-amendement n° 2 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (objectif de favoriser l'emploi) : adopté (p. 2594)

Amendement n° 6 de M. Charles de Courson (harmonisation fiscale au niveau européen) : rejeté (p. 2594)

Explications de vote

Mme Christiane Taubira-Delannon (p. 2594) ; M. Léonce Deprez (p. 2596) ; Mme Nicole Ameline (p. 2596) ; M. Henry Chabert (p. 2596)

Vote des groupes

Groupe socialiste : pour : Mme Christiane Taubira-Delannon (p. 2595)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : abstention : M. Léonce Deprez (p. 2596)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : abstention : Mme Nicole Ameline (p. 2596)

Groupe du Rassemblement pour la République : abstention : M. Henry Chabert (p. 2596)

Adoption de l'article unique modifié de la proposition de résolution (p. 2596)

Rapport d'information n° 1476 déposé par M. François Loncle en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur le bilan et les perspectives des accords de Schengen

Rapport d'information n° 1498 déposé par M. Alain Barrau au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 14 janvier au 16 mars 1999 (n° E 1207, E 1210 à E 1212, E 1214, E 1216 à E 1218, E 1221 à E 1223, E 1226 et E 1228), et sur les propositions d'actes communautaires n° E 1016, E 1102 et E 1197

Rapport d'information n° 1582 déposé par M. Alain Barrau, Mme Nicole Ameline et M. François Loncle au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 17 mars au 3 mai 1999 (n° E 1229, E 1231, E 1232, E 1235, E 1241, E 1243 à E 1245), et sur les propositions d'actes communautaires n° E 1042, E 1144, E 1158, E 1189, E 1198, E 1204, E 1219, E 1224, E 1225 rectifié et E 1227

Rapport d'information n° 1615 déposé par M. Alain Barrau au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme de l'assistance de l'Union européenne en faveur des nouveaux Etats indépendants et de la Mongolie (COM (98) 753 final/n° E 1024)

Proposition de résolution n° 1616 sur la proposition de règlement définitif à la fourniture d'une assistance en faveur de la réforme et du redressement de l'économie des nouveaux Etats indépendants et de la Mongolie (COM (98) 753 final/n° E 1024)

Dépôt le 20 mai 1999 par M. Alain Barrau

Renvoi à la commission des affaires étrangères

Rapport d'information n° 1644 déposé par M. Alain Barrau au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 3 mai au 20 mai 1999 (n° E 1246, E 1247, E 1250, E 1254 et E 1255), et sur les propositions d'actes communautaires n° E 1016, E 1140, E 1203, E 1213, E 1215, E 1228, E 1230, E 1233, E 1234, E 1237, E 1237, E 1238, E 1240 et E 1242

Rapport d'information n° 1675 déposé par M. Gérard Fuchs au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2000 (n° E 1253)

Proposition de résolution n° 1676 sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2000 (n° E 1253)

Dépôt le 3 juin 1999 par M. Gérard Fuchs

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur : M. Didier

Migaud (15 juin 1999) - Rapport n° 1750 (30 juin 1999)

Considérée comme définitive le 11 juillet 1999 - Résolution n° 361

Rapport d'information n° 1690 déposé par M. Jean-Marie Bockel au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le bilan de la coopération transfrontalière dans le cadre de la Convention de Schengen

Rapport d'information n° 1721 déposé par M. Alain Barrau au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations entre l'Union européenne et le MERCOSUR

Rapport d'information n° 1777 déposé par M. Alain Barrau et Mme Nicole Ameline au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 mai au 24 juin 1999 (n°s E 1256 à E 1262 et E 1264 à E 1268), et sur les textes n°s E 1184, E 1239, E 1248, E 1251 et E 1252

Proposition de résolution n° 1825 sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle (n° E-1285)

Dépôt le 30 septembre 1999 par Mme Béatrice Marre

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Questions au Gouvernement

N° 929 - Commerce extracommunautaire : M. Anicet Turinay [18 novembre 1998] (p. 9158). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [18 novembre 1998] (p. 9158)

Bananes, droits de douane, attitude des Etats-Unis

N° 1163 - Bilan : M. Alain Barrau [2 mars 1999] (p. 1861). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [2 mars 1999] (p. 1861)

Agenda 2000, négociations

N° 1495 - Aides communautaires : M. Michel Grégoire [30 juin 1999] (p. 6697). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [30 juin 1999] (p. 6697)

Grands travaux d'infrastructures

POSTES

Questions au Gouvernement

N° 1171 - La Poste : M. François Brottes [3 mars 1999] (p. 1966). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [3 mars 1999] (p. 1966)

Politiques communautaires, application

Questions orales sans débat

N° 498 - La Poste : Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6315). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé [24 novembre 1998] (p. 9403, 9404)

Restructuration, conséquences, Haute-Vienne

N° 714 - La Poste : Mme Chantal Robin-Rodrigo [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1781). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [30 mars 1999] (p. 3003, 3004)

Lauréats de concours, affectation

N° 805 - La Poste : M. Camille Darsières [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2895). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [18 mai 1999] (p. 4477, 4478)

Facteurs, recrutement, concours, égalité des candidats

N° 852 - La Poste : M. Jacques Desallangre [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3355). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [8 juin 1999] (p. 5462, 5463)

Missions de service public, respect

PRÉRETRAITES

Questions au Gouvernement

N° 1049 - Automobiles et cycles : M. Claude Billard [20 janvier 1999] (p. 118). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [20 janvier 1999] (p. 118)

PSA et Renault, financement

Questions orales sans débat

N° 494 - Fonctionnaires et agents publics : M. Raymond Douyère [J.O. Questions, du 23 novembre 1998] (p. 6314). Réponse : M. Émile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [24 novembre 1998] (p. 9407, 9408)

Agents ne totalisant pas quinze annuités

N° 726 - Professions de santé : M. Pierre Morange [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1783). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [30 mars 1999] (p. 2999)

Médecins

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Message au Parlement n° 1412 de M. le Président de la République, lu par M. Raymond Forni, Vice-président de l'Assemblée nationale

Politique économique - Union européenne - Politique extérieure - Politiques communautaires

[2 mars 1999] (p. 1855)

PRESSE ET LIVRES

Voir aussi ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES, CULTURES, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Questions au Gouvernement

N° 891 - Presse régionale : M. Bernard Roman [4 novembre 1998] (p. 8033). Réponse : Mme Catherine Trautmann, Ministre de la culture et de la communication [4 novembre 1998] (p. 8033)

Concentration

Questions orales sans débat

N° 628 - Presse : M. Christian Kert [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 839). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [16 février 1999] (p. 1412, 1413)

Diffusion, gares SNCF

PRESTATIONS FAMILIALES

Voir aussi FAMILLE, LOGEMENT : AIDES ET PRÊTS, SÉCURITÉ SOCIALE

Proposition de loi n° 1712 relative à la création de centres de rééducation pour les mineurs délinquants récidivistes et à la suppression des allocations familiales aux parents d'enfants délinquants ou ne respectant pas l'obligation d'assiduité scolaire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 juin 1999 par M. Jacques Masdeu-Arus

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1814 tendant à instituer une peine complémentaire ou de substitution permettant, en cas d'infraction commise par un mineur, une saisie sur les allocations familiales perçues par le titulaire de l'autorité parentale

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 septembre 1999 par M. Eric Doligé

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 825 - Allocations familiales : M. Gérard Hamel [14 octobre 1998] (p. 6580). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [14 octobre 1998] (p. 6580)

Mise sous tutelle, enfants délinquants

N° 1431 - Allocation de rentrée scolaire : Mme Muguette Jacquaint [15 juin 1999] (p. 5818). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [15 juin 1999] (p. 5818)

Montant

Questions orales sans débat

N° 859 - Caisses : M. Jean-Claude Perez [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3355, 3356). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [8 juin 1999] (p. 5453, 5454)

Action sociale, enfants, séjours dans des centres de vacances

N° 891 - Allocation parentale d'éducation : M. Christian Cuvilliez [J.O. Questions du 21 juin 1999]

(p. 3709). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [22 juin 1999] (p. 6252 à 6254)

Conditions d'attribution, élues locales

PRODUITS DANGEREUX

Voir aussi ÉNERGIE ET CARBURANTS, RISQUES PROFESSIONNELS, SANTÉ, TRANSPORTS

Questions orales sans débat

N° 756 - Radon : M. Alain Rodet [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2414). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [27 avril 1999] (p. 3605, 3606)

Exposition, lutte et prévention, réglementation

PROFESSIONS DE SANTÉ

Voir aussi FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE, MÉDECINES PARALLÈLES, PROFESSIONS SOCIALES, SÉCURITÉ SOCIALE

Proposition de loi n° 1264 tendant à autoriser un centre hospitalier à recruter des praticiens par contrat

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 décembre 1998 par M. Edouard Landrain

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 968 - Infirmiers libéraux : M. Jacques Masdeu-Arus [1er décembre 1998] (p. 9750). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er décembre 1998] (p. 9750)

Exercice de la profession, établissements d'accueil pour personnes âgées

N° 1350 - Professions paramédicales : M. Jean-Marc Chavanne [18 mai 1999] (p. 4495). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [18 mai 1999] (p. 4495)

Revendications

Questions orales sans débat

N° 819 - Chirurgiens : Mme Chantal Robin-Rodrigo [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3017). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat

à la santé et à l'action sociale [25 mai 1999] (p. 4802)

Qualification, chirurgie plastique, réparatrice et esthétique

PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES

Voir aussi JUSTICE

Proposition de loi n° 1164 tendant à préciser le statut des experts traducteurs-interprètes, traducteurs jurés et traducteurs agréés

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 novembre 1998 par M. Claude Gaillard

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1762 tendant à mettre fin à la limite territoriale de compétence des huissiers de justice auprès des tribunaux d'instance

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1999 par Mme Jacqueline Mathieu-Obadia

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions orales sans débat

N° 725 - Commissaires-priseurs : M. Pierre Lellouche [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1782, 1783). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [30 mars 1999] (p. 3001, 3002)

Rémunérations

PROFESSIONS LIBÉRALES

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 1er décembre 1998 par M. Gérard Gouzes

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteuse : Mme Nicole Feidt

(2 décembre 1998) - Rapport n° 1361 (3 février 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (8 juin 1999) - Discussion et adoption le 9 juin 1999 - Proposition de loi n° 332 - Nouveau titre : "Proposition de loi portant sur diverses professions relevant du ministère de la justice, la procédure civile et le droit comptable"

Sénat (première lecture)

Dépôt le 10 juin 1999 - n° 416 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Nicolas About - Rapport n° 57 (1999-2000) (9 novembre 1999)

Discussion et adoption définitive le 10 novembre 1999 - Proposition de loi n° 19 (1999-2000)

Promulgation

Loi n° 99-957 du 22 novembre 1999 publiée au J.O. du 23 novembre 1999 (p. 17351)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Présentation du rapport de la commission des lois
Mme Nicole Feidt (p. 5694)

Intervention du Gouvernement
M. Daniel Vaillant (p. 5695)

Discussion générale
M. Gérard Gouzes (p. 5696) ; M. Thierry Mariani (p. 5697) ; M. Émile Blessig (p. 5697) ; M. Gilbert Gantier (p. 5697)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Avant l'article 1er

Amendement n° 2 de M. Émile Blessig (insertion de la référence aux entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée à l'article 1er de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990) : retiré (p. 5698)

Article 1er (sociétés d'exercice libéral unipersonnelles à responsabilité limitée) : supprimé (p. 5698)

Amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 5698)

Amendement n° 3 de M. Émile Blessig : devenu sans objet (p. 5698)

Après l'article 1er

Amendement n° 1 de M. Émile Blessig (insertion de la référence aux entreprises unipersonnelles d'exercice libéral à responsabilité limitée à l'article 2 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990) : retiré (p. 5699)

Article 2 (droits perçus par les huissiers de justice en cas d'exécution forcée) : non appelé (p. 5699)

Après l'article 2

Amendement n° 5 du Gouvernement (compétences du comité de la réglementation comptable - premier alinéa de l'article 357-8 de la loi n° 66-357 du 24 juillet 1966) : adopté (p. 5699)

Amendement n° 9 de M. Gérard Gouzes (conseils de discipline des barreaux - quatrième alinéa de l'article 22 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971) : adopté (p. 5699)

Amendement n° 10 de M. Gérard Gouzes (transaction en matière civile - deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991) : adopté (p. 5699)

Amendement n° 6 du Gouvernement (validation des promotions au grade de premier surveillant à l'issue du concours organisé en 1997) : adopté (p. 5699)

Amendement n° 7 de M. Jacques Limouzy (validation des droits proportionnels perçus par les huissiers en application de l'article 10 du décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996) (p. 5699) : adopté après modifications (p. 5700)

Sous-amendement n° 11 du Gouvernement (validation sous réserve des décisions de justice devenues définitives) : adopté (p. 5700)

Sous-amendement n° 12 du Gouvernement (validation des droits perçus antérieurement à l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 5 mai 1999) : adopté (p. 5700)

Titre

Amendement n° 8 du Gouvernement (nouveau titre : "Proposition de loi portant sur diverses professions relevant du ministère de la justice, la procédure civile et le droit comptable") : adopté (p. 5700)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants :
contre : M. Gilbert Gantier (p. 5698)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5700)

Questions au Gouvernement

N° 1119 - Revendications : M. Jean-Claude Lemoine [9 février 1999] (p. 1082). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [9 février 1999] (p. 1082)

Perspectives

PROFESSIONS SOCIALES

Voir aussi ENFANTS

Questions au Gouvernement

N° 1167 - Aides à domicile : Mme Jacqueline Lazard [2 mars 1999] (p. 1863). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [2 mars 1999] (p. 1863)

Financement

Questions orales sans débat

N° 484 - Aides à domicile : M. Jean Pontier [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6313). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé [24 novembre 1998] (p. 9400, 9401)

Financement

N° 779 - Aides à domicile : M. Bernard Schreiner [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2554). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [4 mai 1999] (p. 3922, 3923)

Financement

PROPRIÉTÉ

Voir aussi COMMERCE ET ARTISANAT, COPROPRIÉTÉ, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, URBANISME

Questions orales sans débat

N° 467 - Meubles et immeubles : M. Jean-Pierre Brard [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5339). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [6 octobre 1998] (p. 5937, 5938)

Biens confisqués aux juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, indemnisation

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Rapport d'information n° 1108 déposé par M. Jacques Myard, au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'harmonisation européenne de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information

Proposition de résolution n° 1109 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (COM (97) 628 final/E 1011)

Dépôt le 8 octobre 1998 par M. Jacques Myard

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Christian Paul (28 octobre 1998) - Rapport n° 1401 (17 février 1999)

Considérée comme définitive le 19 mars 1999 - Résolution n° 273

PUBLICITÉ

Voir aussi PRESSE ET LIVRES

Proposition de loi n° 1911 visant à encadrer la distribution à domicile des publications à caractère publicitaire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 9 novembre 1999 par M. Jean-Jacques Weber

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Q**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Voir aux différentes rubriques

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

Voir aux différentes rubriques

R

RAPATRIÉS

Questions au Gouvernement

N° 853 - Politique à l'égard des rapatriés : M. Georges Frêche [27 octobre 1998] (p. 7389). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [27 octobre 1998] (p. 7389)

Harkis

N° 970 - Politique à l'égard des rapatriés : M. Rudy Salles [1er décembre 1998] (p. 9751). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er décembre 1998] (p. 9751)

Harkis

N° 1057 - Politique à l'égard des rapatriés : Mme Hélène Mignon [20 janvier 1999] (p. 125). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [20 janvier 1999] (p. 125)

Harkis

RECHERCHE

Voir aussi IMPÔTS ET TAXES et Indications préliminaires p. 89 : document n° 55

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

Sénat (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie - n° 152 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapporteur : M. Pierre Lafitte - Rapport n° 217 (1998-1999) (11 février 1999) - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur pour avis : M. René Tréguët - Avis n° 210 (1998-1999) (10 février 1999)

Discussion et adoption le 18 février 1999 - Projet de loi n° 74 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 19 février 1999 - n° 1410

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Jean-Paul Bret (3 mars 1999) - Rapport n° 1642 (27 mai 1999) - Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges - Rapporteur pour avis : M. Daniel

Chevallier (5 mai 1999) - Avis n° 1619 (26 mai 1999)

Discussion et adoption le 3 juin 1999 - Projet de loi n° 330

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 8 juin 1999 - n° 404 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapporteur : M. Pierre Lafitte - Rapport n° 452 (1998-1999) (23 juin 1999) - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur pour avis : M. René Tréguët - Avis n° 453 (1998-1999) (23 juin 1999)

Discussion et adoption définitive le 30 juin 1999 - Projet de loi n° 167 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 99-587 du 12 juillet 1999 publiée au J.O. du 13 juillet 1999 (p. 10396)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Intervention du Gouvernement
M. Claude Allègre (p. 5376)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles
M. Jean-Paul Bret (p. 5380)

Présentation de l'avis de la commission de la production
M. Daniel Chevallier (p. 5382)

Intervention du vice-président de l'office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques
M. Jean-Yves Le Déaut (p. 5383)

Discussion générale

Mme Marie-Hélène Aubert (p. 5384); M. Jean-François Mattei (p. 5386); Mme Cécile Helle (p. 5388); M. Jean-Michel Dubernard (p. 5390); M. Patrick Leroy (p. 5391); M. Claude Birraux (p. 5392); M. Pierre Cohen (p. 5394); M. Pierre Lasbordes (p. 5395); M. Christian Cuvilliez (p. 5397); M. Germain Gengenwin (p. 5398); M. Michel Destot (p. 5399); M. François Loos (p. 5400); Mme Nicole Bricq (p. 5401)

Réponse du Gouvernement
M. Claude Allègre (p. 5402)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France :

valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs (p. 5411) : adopté après modifications (p. 5420)

Intervenants : M. Jean-Michel Dubernard (p. 5413) ; M. Claude Birraux (p. 5413) ; M. Claude Allègre (p. 5413) ; M. Jean-Paul Bret (p. 5413)

Amendement n° 72 de M. Patrick Leroy (intervention du conseil d'administration) (p. 5413) : adopté (p. 5414)

Amendement n° 78 de M. Patrick Leroy (protection du service public et des programmes de recherche déjà en cours) : rejeté (p. 5414)

Amendement n° 79 de M. Patrick Leroy (conventions entre secteur public et entreprises : intervention du conseil d'administration) (p. 5414) : rejeté (p. 5415)

Amendement n° 84 de M. Jean-François Mattei (accès des entreprises innovantes aux outils de communication) : retiré (p. 5415)

Amendement n° 29 de la commission (possibilités de recrutement de personnels contractuels) : adopté (p. 5415)

Amendement n° 74 de M. Roland Carraz : non soutenu (p. 5415)

Amendement n° 8 de la commission de la production (extension de l'article aux entreprises publiques ou majoritairement détenues par des capitaux publics) : adopté (p. 5415)

Amendement n° 7 de la commission de la production (de cohérence) : adopté (p. 5416)

Amendement n° 85 de M. Jean-François Mattei (assouplissement de contraintes administratives en matière de délais) : adopté (p. 5416)

Amendement n° 82 de M. Jean-Michel Dubernard (de précision) : adopté (p. 5416)

Amendement n° 6 de la commission de la production : devenu sans objet (p. 5416)

Amendement n° 70 corrigé de M. Pierre Lasbordes (assouplissement de contraintes administratives en matière de délais) : retiré (p. 5416)

Amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5416)

Amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 5416) : adopté (p. 5417)

Amendement n° 71 troisième correction de M. Pierre Lasbordes (possibilité de poursuite de travaux de recherche antérieurs) : rejeté (p. 5417)

Amendement n° 32 de la commission (suppression de la compétence du Conseil d'Etat en matière de décrets sur les activités d'enseignement) : adopté (p. 5417)

Amendement n° 33 de la commission (renforcement de la compétence de la commission de déontologie) : adopté (p. 5417)

Amendement n° 83 de M. Jean-Michel Dubernard (possibilité conférée aux chercheurs rejoignant leur

corps d'origine de garder une participation dans le capital social de l'entreprise) (p. 5417) : adopté (p. 5418)

Amendement n° 11 de M. Claude Birraux : devenu sans objet (p. 5418)

Amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5418)

Amendement n° 5 de M. Daniel Chevallier (extension de l'article aux entreprises publiques ou majoritairement détenues par des capitaux publics) : adopté (p. 5418)

Amendement n° 4 de M. Daniel Chevallier (extension de l'article aux entreprises publiques ou majoritairement détenues par des capitaux publics) : adopté (p. 5418)

Amendements identiques nos 35 et 1

Amendement n° 35 de la commission (conservation par les chercheurs des actions qu'ils détiennent déjà) : adopté (p. 5418)

Amendement n° 1 de M. Jean Proriol (conservation par les chercheurs des actions qu'ils détiennent déjà) : adopté (p. 5418)

Amendement n° 3 de M. Jean Proriol : retiré (p. 5418)

Amendement n° 2 de M. Jean Proriol : retiré (p. 5418)

Amendement n° 12 de M. Claude Birraux (assouplissement de l'obligation faite au chercheur d'informer sa hiérarchie des revenus des actions qu'il détient) (p. 5418) : rejeté (p. 5419)

Amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5419)

Amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5419)

Amendement n° 13 de M. Claude Birraux (restriction du champ de compétence de la commission de déontologie) : retiré (p. 5419)

Amendement n° 14 de M. Claude Birraux (information des revenus du chercheur et de ses ventes d'actions à sa hiérarchie) : retiré (p. 5419)

Amendement n° 95 de la commission (renforcement de la compétence de la commission de déontologie) : adopté (p. 5419)

Amendement n° 87 de M. Jean-François Mattei (rédactionnel) : adopté (p. 5419)

Amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5420)

Amendement n° 15 de M. Claude Birraux (suppression de l'obligation faite au fonctionnaire d'informer sa hiérarchie des revenus qu'il perçoit à raison de sa participation au capital d'entreprise) : retiré (p. 5420)

Article 2 (articles 6, 20, 25, 42, 53 et 56 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : création de services d'activités industrielles et commerciales au sein des établissements d'enseigne-

ment supérieur) (p. 5420) : adopté après modifications (p. 5423)

Intervenants : M. Patrick Leroy (p. 5420) ; M. Jean-Michel Dubernard (p. 5420) ; M. Claude Allègre (p. 5420)

Amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5421)

Amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5421)

Amendement n° 76 de M. Patrick Leroy (conventions entre secteur public et entreprises) : rejeté (p. 5421)

Amendement n° 41 de la commission (information des conseils scientifiques d'universités) : adopté (p. 5421)

Amendement n° 42 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5421)

Amendement n° 75 de M. Roland Carraz : non soutenu (p. 5421)

Amendement n° 43 de la commission (recours à l'arbitrage) (p. 5421) : adopté (p. 5422)

Amendement n° 73 de M. Patrick Leroy (approbation des conventions entre entreprises et établissements publics d'enseignement supérieur par les conseils d'administration de ces derniers) : adopté (p. 5422)

Amendement n° 81 de M. Patrick Leroy (contrôle des nouvelles activités des établissements publics d'enseignement supérieur) : rejeté (p. 5422)

Amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5422)

Amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5422)

Amendement n° 9 de M. Pierre Cohen (assouplissement des conditions de recrutement et titularisation dans les universités) (p. 5422) : adopté (p. 5423)

Après l'article 2

Discussion commune des amendements n°s 46 et 16

Amendement n° 46 de la commission (possibilité pour les sociétés innovantes de se constituer sous forme de sociétés par actions simplifiées) (p. 5423) : adopté (p. 5425)

Sous-amendement n° 96 de M. Jean-Michel Dubernard (abaissement à 50 000 F du niveau minimum de capital social) (p. 5423) : rejeté (p. 5425)

Amendement n° 16 de M. Germain Gengenwin (possibilité pour les sociétés innovantes de se constituer sous forme de sociétés par actions simplifiées) : retiré (p. 5424)

Amendement n° 17 de M. Germain Gengenwin (institution d'abattements de cotisations patronales pour les entreprises innovantes) : rejeté (p. 5425)

Article 3 (article 163 bis G du code général des impôts : assouplissement des conditions d'attribution

des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) (p. 5426) : adopté après modifications (p. 5428)

Amendement n° 47 de la commission (taux de taxation des plus-values de l'entreprise) : adopté (p. 5426)

Amendement n° 91 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 5426)

Amendement n° 18 de M. Germain Gengenwin (extension des bons de souscription de parts de création d'entreprise aux entreprises du Second marché) (p. 5426) : rejeté (p. 5427)

Amendement n° 48 de la commission (rétablissement du texte initial du projet de loi) : adopté (p. 5427)

Amendement n° 20 de M. Germain Gengenwin (obtention du bénéfice des bons de souscription de parts de création d'entreprise pour les sociétés de technologie étrangères) (p. 5427) : rejeté (p. 5428)

Amendement n° 49 de la commission (octroi du bénéfice des bons de souscription de parts de création d'entreprise aux dirigeants salariés des entreprises exclusivement) : adopté (p. 5428)

Amendement n° 50 de la commission (fixation à 25 % de la part du capital de l'entreprise devant être détenue par des personnes physiques) : adopté (p. 5428)

Amendement n° 19 de M. Germain Gengenwin (pérennisation du dispositif) : rejeté (p. 5428)

Après l'article 3

Amendement n° 23 de M. Germain Gengenwin (introduction d'un différé de perception de l'ISF jusqu'à réception des dividendes) : rejeté (p. 5429)

Article 3 bis (article 92 B decies du code général des impôts : élargissement des possibilités de report d'imposition des plus-values de cession de titres dont le produit est investi dans les fonds propres des PME) (p. 5429) : supprimé (p. 5430)

Intervenant : M. Germain Gengenwin (p. 5430)

Amendement n° 51 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5430)

Amendement n° 21 de M. Germain Gengenwin : devenu sans objet (p. 5430)

Article 3 ter (garantie des risques de protection juridique des droits attachés aux brevets) (p. 5430) : supprimé (p. 5431)

Amendement n° 52 de la commission (de suppression) (p. 5430) : adopté (p. 5431)

Article 3 quater (articles 208-1, 208-3, 208-8 et 339-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : modification du régime d'attribution des stock options) (p. 5431) : supprimé (p. 5434)

Intervenants : M. Christian Cuvilliez (p. 5432) ; M. Germain Gengenwin (p. 5432) ; M. François Loos (p. 5432)

Amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5432) : adopté (p. 5434)

Article 3 quinquies (article 163 bis C du code général des impôts : réduction du délai d'indisponibilité fiscale des stock options) : supprimé (p. 5434)

Amendement n° 54 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5434)

Article 3 sexies (article 200 A du code général des impôts : réduction du taux d'imposition des plus-values réalisées sur stock options) : supprimé (p. 5434)

Amendement n° 55 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5434)

Article 3 septies (article L. 242-1 du code de la sécurité sociale : exonération totale de cotisations sociales des plus-values réalisées sur stock options) (p. 5434) : supprimé (p. 5435)

Amendement n° 56 de la commission (de suppression) (p. 5434) : adopté (p. 5435)

Article 3 octies (article 22-1 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux OPCVM et portant création des FCC : extension du champ d'intervention des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI)) : adopté après modifications (p. 5435)

Amendement n° 88 du Gouvernement (suppression de la référence à la compensation de la perte de recettes) : adopté (p. 5435)

Amendement n° 89 du Gouvernement (admission dans le quota des 60 % de toutes les entreprises innovantes de moins de 500 salariés au jour de l'ouverture de leur capital à un FCPI) : adopté (p. 5435)

Article 3 nonies (article 22-1 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 : investissement des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) dans des holdings) : supprimé (p. 5435)

Amendement n° 58 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5435)

Article 3 decies (relèvement du plafond de versement ouvrant droit à réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 5435) : supprimé (p. 5436)

Intervenant : M. Germain Gengenwin (p. 5436)

Amendement n° 59 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5436)

Amendement n° 22 de M. Germain Gengenwin : devenu sans objet (p. 5436)

Article 3 undecies (article 885-L bis nouveau du code général des impôts : réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune pour la souscription au capital de sociétés innovantes) : supprimé (p. 5436)

Amendement n° 60 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5436)

Article 3 duodecies (article L. 80 B du livre des procédures fiscales : réduction du délai de réponse de l'administration fiscale pour le bénéfice du crédit d'impôt-recherche) (p. 5436) : supprimé (p. 5437)

Amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 5436) : adopté (p. 5437)

Article 4 (article L. 351-12 du code du travail : extension du régime de droit commun d'indemnisation-chômage aux établissements d'enseignement supérieur et aux organismes de recherche) : adopté après modifications (p. 5437)

Intervenant : M. Christian Cuvilliez (p. 5437)

Amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5437)

Article 5 (article 4 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public : extension de l'éméritat aux enseignants-chercheurs assimilés aux professeurs des universités) : adopté après modifications (p. 5437)

Amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5437)

Article 5 bis (article 244 quater B du code général des impôts : modification du régime fiscal du crédit d'impôt-recherche en faveur de l'emploi des jeunes docteurs) (p. 5437) : adopté après modifications (p. 5438)

Intervenant : M. Christian Cuvilliez (p. 5437)

Amendement n° 64 de la commission (modalités de calcul de l'assiette du crédit d'impôt-recherche) : adopté (p. 5438)

Amendement n° 92 du Gouvernement (application du dispositif à compter du 1er janvier 1999) : adopté (p. 5438)

Après l'article 5 bis

Amendement n° 77 de M. Patrick Leroy (expertise annuelle du crédit d'impôt-recherche) (p. 5438) : retiré (p. 5439)

Article 6 (article 17 de la loi de programme n° 85-1371 du 23 décembre 1985 sur l'enseignement technologique et professionnel et articles 14 bis, 14 ter et 18 bis nouveaux de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation : participation des lycées d'enseignement général et technologique, des lycées professionnels et de leurs enseignants à la diffusion de l'innovation technologique) (p. 5439) : adopté après modifications (p. 5440)

Amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5439)

Amendement n° 80 de M. Patrick Leroy (protection des programmes de recherche déjà en cours dans les établissements publics ou des orientations scientifiques déjà décidées par lesdits établissements) : retiré (p. 5439)

Amendement n° 93 du Gouvernement (constitution de groupements d'intérêt public) (p. 5439) : adopté (p. 5440)

Après l'article 6

Amendement n° 28 de M. Claude Birraux (non-application des 35 heures aux sociétés innovantes) : rejeté (p. 5440)

Article 7 (rapport d'application de la loi) (p. 5440) : adopté après modifications (p. 5441)

Amendement n° 67 de la commission (périodicité du rapport) : adopté (p. 5440)

Amendement n° 68 de la commission (avis du Conseil national de l'enseignement supérieur) (p. 5440) : adopté (p. 5441)

Amendement n° 94 de M. Christian Cuvilliez (bilan détaillé sur l'utilisation du crédit d'impôt-recherche) : adopté (p. 5441)

Après l'article 7

Amendement n° 10 corrigé du Gouvernement (maintien du statut militaire des élèves de l'École polytechnique) : adopté (p. 5441)

Amendement n° 90 du Gouvernement (pouvoir de contrôle de l'Inspection générale de l'administration et de l'éducation nationale) : adopté (p. 5442)

Amendement n° 25 de M. Germain Gengenwin (rapport au Parlement sur la réforme de la procédure de dépôt des brevets) (p. 5442) : retiré (p. 5443)

Amendement n° 27 de M. Germain Gengenwin (rapport au Parlement sur l'instauration d'un brevet européen) : retiré (p. 5443)

Amendement n° 24 de M. Germain Gengenwin (rapport au Parlement sur la "fuite des cerveaux") : retiré (p. 5443)

Amendement n° 26 de M. Germain Gengenwin (rapport au Parlement sur les conséquences des délocalisations d'entreprises) : retiré (p. 5443)

Explications de vote

M. Jean-Michel Dubernard (p. 5444) ; M. Jean-François Mattei (p. 5444) ; M. Claude Birraux (p. 5445) ; Mme Cécile Helle (p. 5445) ; M. Christian Cuvilliez (p. 5445)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : abstention : M. Jean-Michel Dubernard (p. 5444)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Jean-François Mattei (p. 5445)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : abstention : M. Claude Birraux (p. 5445)

Groupe socialiste : pour : Mme Cécile Helle (p. 5445)

Groupe communiste : abstention : M. Christian Cuvilliez (p. 5446)

*Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5446)***Questions au Gouvernement**

N° 879 - Physique nucléaire : M. Pierre Lasbordes [3 novembre 1998] (p. 7924). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [3 novembre 1998] (p. 7924)

Programme de recherche Soleil

N° 1013 - CNRS : M. Pierre Lasbordes [16 décembre 1998] (p. 10564). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [16 décembre 1998] (p. 10564)

Réforme

Questions orales sans débat

N° 520 - Astrophysique : M. Michel Suchod [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6603). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [8 décembre 1998] (p. 10152, 10153)

Etude des rayonnements cosmiques, financement, aides de l'Etat

N° 556 - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) : M. François Liberti [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 233). Réponse : M. Claude Allègre, Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [19 janvier 1999] (p. 8 à 10)

Equipements, renouvellement

RÉGIONS

Voir aussi AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, IMPÔTS LOCAUX et Indications préliminaires p. 90 : document n° 74

Proposition de loi n° 1289 tendant à créer une région Adour-Pyrénées

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 par M. Michel Inchauspé

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1715 tendant à la réunification de la Normandie

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 juin 1999 par M. Hervé Morin

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 916 - Conseils régionaux : M. Renaud Donnedieu de Vabres [17 novembre 1998] (p. 9102). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [17 novembre 1998] (p. 9102)
Mode de scrutin, réforme

Questions orales sans débat

N° 607 - Développement économique : M. Christian Cuvilliez [J.O. Questions du 8 février 1999] (p. 673). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [9 février 1999] (p. 1049 à 1051)
Haute-Normandie

RELATIONS INTERNATIONALES

Voir aussi ORGANISATIONS INTERNATIONALES, POLITIQUE EXTÉRIEURE, TRAITÉS ET CONVENTIONS

Rapport d'information n° 1271 déposé par MM. Pierre Brana et Bernard Cazeneuve, en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la mission d'information de la commission de la défense nationale et des forces armées et de la commission des affaires étrangères, sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994

Questions au Gouvernement

N° 807 - Commerce international : M. Yves Cochet [13 octobre 1998] (p. 6464). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [13 octobre 1998] (p. 6464)
AMI, négociations

N° 823 - Commerce international : M. Robert Hue [14 octobre 1998] (p. 6578). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [14 octobre 1998] (p. 6578)
AMI, négociations

N° 1093 - Politique économique : M. Raymond Douyère [2 février 1999] (p. 708). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'éco-

nomie, des finances et de l'industrie [2 février 1999] (p. 708)

Sommet de Davos

N° 1144 - Commerce international : M. Michel Suchod [16 février 1999] (p. 1445). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [16 février 1999] (p. 1445)

Partenariat économique transatlantique, attitude de la France

N° 1336 - Commerce international : M. Yves Cochet [12 mai 1999] (p. 4418). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [12 mai 1999] (p. 4418)

Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations

RETRAITES : FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

Voir aussi PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE, RETRAITES : GÉNÉRALITÉS

Proposition de loi n° 1262 visant à étendre aux hommes fonctionnaires certaines dispositions de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 décembre 1998 par M. André Berthol

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1505 visant à instaurer un article L. 86-2 au code des pensions civiles et militaires limitant le cumul entre pension civile ou militaire et rémunération d'activité publique pour certaines catégories de titulaires

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par M. Yves Nicolin

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 1027 - Politique à l'égard des retraités : M. Alain Cousin [22 décembre 1998] (p. 11009). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [22 décembre 1998] (p. 11009)

Perspectives

N° 1332 - Durée d'assurance : M. Gilles Carrez [11 mai 1999] (p. 4312). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [11 mai 1999] (p. 4312)

Perspectives

Questions orales sans débat

N° 583 - Montant des pensions : Mme Yvette Benayoun-Nakache [J.O. Questions du 25 janvier 1999] (p. 364, 365). Réponse : Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire [26 janvier 1999] (p. 335, 336)

Péréquation catégorielle, enseignement technique et professionnel

N° 626 - Annuités liquidables : M. Jean-Pierre Michel [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 839). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [16 février 1999] (p. 1420)

Fonctionnaires ayant accompli les obligations du service national en qualité d'objecteurs de conscience

RETRAITES : GÉNÉRALITÉS

Voir aussi ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, ASSURANCES, FAMILLE, PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ, PRÉRETRAITES, RETRAITES : FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES, RETRAITES : RÉGIME AGRICOLE, RETRAITES : RÉGIME GÉNÉRAL, RETRAITES : RÉGIMES AUTONOMES ET SPÉCIAUX

Proposition de loi n° 1203 tendant à prendre en compte le temps du service national dans le calcul de la retraite

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 17 novembre 1998 par M. Jean-Luc Reitzer

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 par M. Philippe Douste-Blazy

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur : M. Jacques Barrot (23 décembre 1998) - Rapport n° 1333 (20 janvier 1999)

Discussion et rejet le 28 janvier 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Jacques Barrot (p. 539)

Discussion générale

M. Philippe Douste-Blazy (p. 541); M. Jérôme Cahuzac (p. 542); M. Bernard Accoyer (p. 544); M. François d'Aubert (p. 546); M. Georges Sarre (p. 548); M. Pascal Terrasse (p. 549); M. Gilbert Gantier (p. 551); M. Guy Hascoët (p. 552); M. Christian Cuvilliez (p. 553); M. Henri Plagnol (p. 555)

Intervention du Gouvernement

M. Dominique Strauss-Kahn (p. 556)

Vote sur le passage à la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

L'Assemblée, consultée, décide de ne pas passer à la discussion des articles ; la proposition de loi n'est pas adoptée (p. 560)

Questions au Gouvernement

N° 791 - Montant des pensions : M. Patrick Malavieille [6 octobre 1998] (p. 5958). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [6 octobre 1998] (p. 5958)

Perspectives

N° 838 - Politique à l'égard des retraités : M. André Schneider [20 octobre 1998] (p. 7014). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [20 octobre 1998] (p. 7014)

Perspectives

N° 847 - Politique à l'égard des retraités : M. Arthur Dehaine [21 octobre 1998] (p. 7118). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [21 octobre 1998] (p. 7118)

Fonds de pensions, création

N° 848 - Montant des pensions : M. Pascal Terrasse [21 octobre 1998] (p. 7119). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [21 octobre 1998] (p. 7119)

Perspectives

N° 876 - Politique à l'égard des retraités : M. Henri Plagnol [3 novembre 1998] (p. 7922). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [3 novembre 1998] (p. 7922)

Fonds de pension, création

N° 888 - Politique à l'égard des retraités : M. Paul Patriarche [4 novembre 1998] (p. 8031). Réponse :

Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [4 novembre 1998] (p. 8031)

Perspectives

N° 948 - Age de la retraite : M. Alain Turret [24 novembre 1998] (p. 9427). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [24 novembre 1998] (p. 9427)

Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée

N° 952 - Politique à l'égard des retraités : M. Jean-Marie Demange [25 novembre 1998] (p. 9496). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [25 novembre 1998] (p. 9496)

CSG, plafonnement de l'abattement fiscal, conséquences

N° 955 - Age de la retraite : M. Maxime Gremetz [25 novembre 1998] (p. 9498). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [25 novembre 1998] (p. 9498)

Assurés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée

N° 1014 - Politique à l'égard des retraités : M. Nicolas Forissier [16 décembre 1998] (p. 10565). Réponse : M. Émile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [16 décembre 1998] (p. 10565)

Perspectives

N° 1091 - Age de la retraite : M. Maxime Gremetz [2 février 1999] (p. 707). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [2 février 1999] (p. 707)

Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée

N° 1124 - Montant des pensions : M. Daniel Paul [10 février 1999] (p. 1159). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [10 février 1999] (p. 1159)

Indexation sur les salaires

N° 1161 - Age de la retraite : M. Jean-Claude Sandrier [2 mars 1999] (p. 1859). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [2 mars 1999] (p. 1859)

Perspectives

N° 1165 - Politique à l'égard des retraités : M. Francis Delattre [2 mars 1999] (p. 1862). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [2 mars 1999] (p. 1862)

Perspectives

N° 1221 - Politique à l'égard des retraités : M. Yves Deniaud [17 mars 1999] (p. 2528). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [17 mars 1999] (p. 2528)

Fonds de pensions, création

N° 1306 - Politique à l'égard des retraités : M. Jean Le Garrec [4 mai 1999] (p. 3940). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [4 mai 1999] (p. 3940)

Perspectives

N° 1341 - Politique à l'égard des retraités : M. Roger Meï [12 mai 1999] (p. 4423). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [12 mai 1999] (p. 4423)

Perspectives

N° 1382 - Retraites complémentaires : M. Jean Pontier [26 mai 1999] (p. 4922). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [26 mai 1999] (p. 4922)

Périodes de chômage, cotisations, prise en charge

N° 1472 - Politique à l'égard des retraités : M. Francis Delattre [23 juin 1999] (p. 6369). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [23 juin 1999] (p. 6369)

Perspectives

Questions orales sans débat

N° 470 - Politique à l'égard des retraites : M. François Rochebloine [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5339). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat à la formation professionnelle [6 octobre 1998] (p. 5939 à 5941)

Salariés placés en congé de longue durée, Creusot-Loire-Industries

N° 557 - Retraites complémentaires : M. Dominique Baert [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 233). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [19 janvier 1999] (p. 18, 19)

Périodes de chômage, cotisations, prise en charge

N° 661 - Retraites complémentaires : M. François Liberti [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1293). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [9 mars 1999] (p. 2115, 2116)

Calcul des pensions, français rapatriés d'Algérie

N° 750 - Age de la retraite : M. Patrick Leroy [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2413). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [27 avril 1999] (p. 3601, 3602)

Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée

N° 786 - Retraites complémentaires : Mme Martine Lignières-Cassou [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2739). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [11 mai 1999] (p. 4284, 4285)

Périodes de chômage, cotisations, prise en charge

RETRAITES : RÉGIME AGRICOLE

Voir aussi PRÉRETRAITES, RETRAITES : GÉNÉRALITÉS

Proposition de loi n° 1128 tendant à relever les retraites agricoles à 75 % du SMIC net pour l'ensemble des retraités agricoles ayant accompli une carrière complète

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 par M. André Angot

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 834 - Montant des pensions : M. Christian Bourquin [20 octobre 1998] (p. 7011). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'État au budget [20 octobre 1998] (p. 7011)

Perspectives

N° 906 - Montant des pensions : M. Michel Suchod [10 novembre 1998] (p. 8705). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [10 novembre 1998] (p. 8705)

Perspectives

Questions orales sans débat

N° 765 - Montant des pensions : M. Didier Quentin [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2415). Réponse : M. Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche [27 avril 1999] (p. 3607, 3608)

Perspectives

RETRAITES : RÉGIME GÉNÉRAL

Voir aussi PRÉRETRAITES, RETRAITES : GÉNÉRALITÉS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 1er décembre 1998 par M. Alain Belviso

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Maxime Gremetz (3 décembre 1998) - Rapport n° 1251 (8 décembre 1998) - Nouveau de titre : "Proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de cinquante ans"

Discussion et adoption le 10 décembre 1998 - Proposition de loi n° 219

Sénat (première lecture)

Dépôt le 10 décembre 1998 - n° 114 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Louis Souvet - Rapport n° 165 (1998-1999) (26 janvier 1999)

Discussion et rejet le 9 février 1999 - Proposition de loi n° 66 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 9 février 1999 - n° 1375

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Maxime Gremetz - Rapport n° 1415 (3 mars 1999)

Discussion et adoption le 4 mars 1999 - Proposition de loi n° 257

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 4 mars 1999 - n° 253 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Louis Souvet - Rapport n° 297 (1998-1999) (6 avril 1999)

Discussion et rejet le 11 mai 1999 - Proposition de loi n° 118 (1998-1999)

Assemblée nationale (troisième lecture)

Dépôt le 12 mai 1999 - n° 1588

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Commission mixte paritaire

Nomination le 12 mai 1999 (J.O. p. 7139) - Réunion le 12 mai 1999 - Bureau (J.O. p. 7139)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Gaëtan Gorce - Rapport n° 1599 (12 mai 1999)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Louis Souvet - Rapport n° 349 (1998-1999) (12 mai 1999)

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun

Assemblée nationale (nouvelle lecture)

Dépôt le 12 mai 1999 - n° 1588

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Maxime Gremetz - Rapport n° 1608 (19 mai 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (25 mai 1999)

Discussion et adoption le 27 mai 1999 - Proposition de loi n° 324

Sénat (nouvelle lecture)

Dépôt le 1er juin 1999 - n° 390 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Louis Souvet - Rapport n° 431 (1998-1999) (16 juin 1999)

Discussion et rejet le 22 juin 1999 - Proposition de loi n° 157 (1998-1999)

Assemblée nationale (lecture définitive)

Dépôt le 22 juin 1999 - n° 1728

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (15 juin 1999) - Rapporteur: M. Maxime Gremetz - Rapport n° 1745 (29 juin 1999)

Discussion et adoption définitive le 29 juin 1999 - Proposition de loi n° 352

Promulgation

Loi n° 99-570 du 8 juillet 1999 publiée au J.O. du 9 juillet 1999 (p. 10176)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. Maxime Gremetz (p. 10331)

Intervention du Gouvernement

Mme Martine Aubry (p. 10334)

Discussion générale

M. Alain Belviso (p. 10336); M. Gilbert Gantier (p. 10338); M. Jacques Desallangre (p. 10339); M. Christian Kert (p. 10340); Mme Hélène Mignon (p. 10342); M. Bruno Bourg-Broc (p. 10342); M. Gérard Bapt (p. 10343)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 10344)

Intervention du rapporteur

M. Maxime Gremetz (p. 10345)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10346)

Article 1er (assujettissement à la "contribution Delalande" des ruptures des contrats de travail de salariés de plus de cinquante ans ayant adhéré à une convention de conversion) : adopté (p. 10346)

Intervenant : M. François Rochebloine (p. 10346)

Amendement n° 1 de Mme Nicole Catala (de suppression) : rejeté (p. 10346)

Après l'article 1er

Discussion commune des amendements nos 2, 3, 4 et 5

Amendement n° 2 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une autre entreprise) (p. 10347) : rejeté (p. 10348)

Amendement n° 3 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une association) (p. 10347) : rejeté (p. 10348)

Amendement n° 4 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un plan de formation ou de reconversion) (p. 10347) : rejeté (p. 10348)

Amendement n° 5 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'une reconversion dans un établissement d'enseignement) (p. 10347) : rejeté (p. 10348)

Article 2 (assujettissement à la "contribution Delalande" des licenciements de salariés ayant refusé le bénéfice d'une préretraite ASFNE) : adopté (p. 10348)

Article 3 (date d'application des articles 1er et 2) : adopté (p. 10348)

Titre (nouveau titre : "Proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de cinquante ans") (p. 10348)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Gilbert Gantier (p. 10339)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Christian Kert (p. 10342)

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Bruno Bourg-Broc (p. 10343)

Groupe socialiste : pour : M. Gérard Bapt (p. 10344)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 10348)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Intervention du Gouvernement

M. Bernard Kouchner (p. 2049)

Intervention du rapporteur

M. Maxime Gremetz (p. 2051)

Discussion générale

M. Bruno Bourg-Broc (p. 2052); Mme Hélène Mignon (p. 2053); M. Gilbert Gantier (p. 2054); M. Patrice Carvalho (p. 2055); M. Germain Gengenwin (p. 2056); M. Georges Sarre (p. 2058); M. Jean Le Garrec (p. 2059)

Réponse du Gouvernement

M. Bernard Kouchner (p. 2060)

Intervention du rapporteur

M. Maxime Gremetz (p. 2060)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2060)

Article 1er (article L. 321-13 du code du travail - assujettissement à la "contribution Delalande" des ruptures de contrats de travail des salariés de plus de cinquante ans ayant adhéré à une convention de conversion) : adopté (p. 2061)

Article 2 (article L. 321-1-13 du code du travail - assujettissement à la "contribution Delalande" des licenciements de salariés ayant refusé de bénéficier d'une préretraite ASFNE) : adopté (p. 2061)

Article 3 (date d'application des articles 1er et 2) (p. 2061) : adopté (p. 2061)

Amendement n° 2 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) : rejeté (p. 2061)

Amendement n° 1 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) : rejeté (p. 2061)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Bruno Bourg-Broc (p. 2053)

Groupe socialiste : pour : Mme Hélène Mignon (p. 2054)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Gilbert Gantier (p. 2055)

Groupe communiste : pour : M. Patrice Carvalho (p. 2056)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2062)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Intervention du Gouvernement
Mme Nicole Péry (p. 5060)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles
Mme Muguette Jacquaint, suppléante de
M. Maxime Gremetz (p. 5061)

Discussion générale

M. Gérard Terrier (p. 5062); Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (p. 5062); M. Franck Dhersin (p. 5062); M. Jean-Antoine Léonetti (p. 5063); M. Patrice Carvalho (p. 5064)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (p. 5062)

Groupe socialiste : pour : M. Gérard Terrier (p. 5062)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Franck Dhersin (p. 5063)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Jean-Antoine Léonetti (p. 5064)

Groupe communiste : pour : M. Patrice Carvalho (p. 5065)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5065)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)

Intervention du Gouvernement
Mme Nicole Péry (p. 6553)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. Maxime Gremetz (p. 6554)

Discussion générale

M. Bruno Bourg-Broc (p. 6555); M. Pierre Carassus (p. 6556); M. Gilbert Gantier (p. 6557); M. Gérard Terrier (p. 6557); M. Germain Gengenwin (p. 6557)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Bruno Bourg-Broc (p. 6556)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Gilbert Gantier (p. 6557)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Pierre Carassus (p. 6557)

Groupe socialiste : pour : M. Gérard Terrier (p. 6558)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Germain Gengenwin (p. 6559)

Adoption définitive de l'ensemble de la proposition de loi (p. 6559)

RETRAITES : RÉGIMES AUTONOMES ET SPÉCIAUX

Voir aussi RETRAITES : FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES, RETRAITES : GÉNÉRALITÉS

Proposition de résolution n° 1338 tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion de la Caisse Autonome de Retraite des Médecins Français

Dépôt le 26 janvier 1999 par M. Bernard Accoyer

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Bertrand Kern (10 mars 1999) - Rapport n° 1484 (24 mars 1999)

Questions orales sans débat

N° 478 - EDF et GDF : politique à l'égard des retraités : M. Michel Grégoire [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5341). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [6 octobre 1998] (p. 5923, 5924)

Agents placés en inactivité et veuves

N° 757 - Collectivités locales : caisses : M. Christian Bataille [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2414). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [27 avril 1999] (p. 3599, 3600)

CNRACL (caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales), équilibre financier

RISQUES PROFESSIONNELS

Voir aussi ENTREPRISES, PRODUITS DANGEREUX

Questions au Gouvernement

N° 781 - Accidents du travail et maladies professionnelles : Mme Martine David [6 octobre 1998] (p. 5950). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [6 octobre 1998] (p. 5950)

Réglementation

N° 862 - Accidents du travail et maladies professionnelles : Mme Marie-Hélène Aubert [27 octobre 1998] (p. 7398). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [27 octobre 1998] (p. 7398)

Coût, prise en charge

N° 954 - Maladies professionnelles : M. Patrick Leroy [25 novembre 1998] (p. 9497). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [25 novembre 1998] (p. 9497)

Amiante, victimes, revendications

N° 1156 - Maladies professionnelles et accidents du travail : M. Georges Hage [17 février 1999] (p. 1557). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [17 février 1999] (p. 1557)

Lutte et prévention

N° 1227 - Accidents du travail : Mme Monique Collange [17 mars 1999] (p. 2533). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [17 mars 1999] (p. 2533)

Lutte et prévention

Questions orales sans débat

N° 730 - Maladies professionnelles : M. Jacques Desallangre [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1943). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [6 avril 1999] (p. 3259, 3260)

Amiante, retraites, suivi médical

S

SANG ET ORGANES HUMAINS

Voir aussi BIOÉTHIQUE, SANTÉ

Questions orales sans débat

N° 651 - Organes humains : Mme Michèle Rivasi [J.O. Questions du 1er mars 1999] (p. 1128). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 mars 1999] (p. 1838, 1839)

Moelle osseuse, centre de prélèvement de l'hôpital de Valence, statut

N° 872 - Etablissements de transfusion sanguine : M. Alain Néri [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3529). Réponse : Mme Marylise Lebranchu, Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat [15 juin 1999] (p. 5799, 5800)

Restructuration, Auvergne, Rhône-Alpes

SANTÉ

Voir aussi BIOÉTHIQUE, DROGUE, ENSEIGNEMENT, ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ, FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE, INSTITUTIONS SOCIALES ET MÉDICO-SOCIALES, MÉDECINES PARALLÈLES, PROFESSIONS DE SANTÉ, RECHERCHE, RISQUES PROFESSIONNELS, SANG ET ORGANES HUMAINS, SÉCURITÉ SOCIALE, TRAVAIL et Indications préliminaires p. 90 : document n° 72

Rapport d'information n° 1139 déposé par M. Jean-Paul Bacquet, en application de l'article 145 du Règlement par la mission d'information sur l'informatisation du système de santé

Proposition de loi n° 1342 visant à améliorer l'étiquetage des denrées alimentaires en vue de prévenir les allergies

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 27 janvier 1999 par M. Bernard Accoyer

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1357 relative à l'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes de démence sénile et, en particulier, de la maladie d'Alzheimer

Sénat (première lecture)

Dépôt le 13 janvier 1998 par M. Alain Vasselle - n° 210 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Alain Vasselle - Rapport n° 155 (1998-1999) (19 janvier 1999)

Discussion et adoption le 28 janvier 1999 - Proposition de loi n° 61 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 29 janvier 1999 - n° 1357

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de résolution n° 1469 tendant à créer une commission d'enquête sur l'état des droits des malades en fin de vie en France

Dépôt le 16 mars 1999 par M. Roger-Gérard Schwartzberg

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Retirée le 31 mars 1999

Proposition de résolution n° 1480 tendant à créer une commission d'enquête sur les dangers pour la santé des populations des amalgames dentaires à base de mercure et le contrôle de leur utilisation en France

Dépôt le 23 mars 1999 par M. André Aschieri

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Pascal Terrasse (28 avril 1999) - Rapport n° 1593 (12 mai 1999)

Proposition de loi n° 1503 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par M. Jean-Jacques Denis

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : Mme Gilberte Marin-Moskovitz (7 avril 1999) - Rapport n° 1563 (29 avril 1999) commun avec les propositions de loi n°s 1515, 1353, 1514 et 1560 (voir Santé 1515, 1514, 1560 et Travail 1353)

Proposition de loi n° 1514 visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par M. Roger-Gérard Schwartzberg

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteuse : Mme Gilberte Marin-Moskovitz (7 avril 1999) - Rapport n° 1563 (29 avril 1999) commun avec les propositions de loi n°s 1515, 1503, 1353 et 1560 (voir Santé 1515, 1503, 1560 et Travail 1353)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par Mme Gilberte Marin-Moskovitz

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteuse : Mme Gilberte Marin-Moskovitz (7 avril 1999) - Rapport n° 1563 (29 avril 1999) commun avec les propositions de loi n°s 1503, 1353, 1514 et 1560 (voir Santé 1503, 1514, 1560 et Travail 1353)

Discussion les 6 et 11 mai 1999 - Adoption le 11 mai 1999 - Proposition de loi n° 291 - Nouveau titre : "Proposition de loi visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs"

Sénat (première lecture)

Dépôt le 12 mai 1999 - n° 348 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Lucien Neuwirth - Rapport n° 363 (1998-1999) (19 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 27 mai 1999 - Proposition de loi n° 132 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 99-477 du 9 juin 1999 publiée au J.O. du 10 juin 1999 (p. 8487)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

Mme Gilberte Marin-Moskovitz (p. 4159)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 4164)

Intervention du Gouvernement

M. Bernard Kouchner (p. 4162)

Discussion générale

M. Roger-Gérard Schwartzberg (p. 4164); M. Jean-François Mattei (p. 4165); M. Jean-Jacques Denis (p. 4169); M. Renaud Muselier (p. 4170); M. Georges Hage (p. 4172); M. Yves Bur (p. 4173); M. Jacques Desallangre (p. 4174); M. Jean-Michel Dubernard (p. 4175); Mme Odette Trupin (p. 4176); Mme Christine Boutin (p. 4177); M. André Aschieri (p. 4179); M. Alain Veyret (p. 4180); M. Jean Rouger (p. 4181)

Réponse du Gouvernement

M. Bernard Kouchner (p. 4182)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185); [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins) (p. 4185) : adopté après modifications (p. 4342)

Intervenants : M. Bernard Perrut (p. 4185); M. Renaud Muselier (p. 4186); Mme Véronique Neiertz (p. 4186); M. Jean Delobel (p. 4187); M. Jean-Jacques Denis (p. 4187); M. Pierre Hellier (p. 4188)

Amendement n° 10 de M. Renaud Muselier (élargissement de la définition) (p. 4337) : rejeté (p. 4338)

Amendement n° 19 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (élargissement aux droits des malades) (p. 4338) : rejeté (p. 4340)

Discussion commune des amendements n°s 20, 13 et 36

Amendement n° 20 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (caractère relatif de la gravité de la maladie) : retiré (p. 4340)

Amendement n° 13 de la commission (caractère relatif de la gravité de la maladie) : adopté (p. 4340)

Amendement n° 36 de Mme Christine Boutin (maladie évolutive ou terminale) : retiré (p. 4340)

Amendement n° 37 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) (p. 4340) : adopté (p. 4341)

Amendement n° 38 de Mme Christine Boutin (souffrance psychologique, sociale et spirituelle) : rejeté (p. 4341)

Amendement n° 15 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4341)

Amendement n° 39 de Mme Christine Boutin (élargissement de la définition) : rejeté (p. 4341)

Amendement n° 40 de Mme Christine Boutin (consentement libre et éclairé du malade) (p. 4341) : rejeté (p. 4342)

Article 2 (prise en compte des soins palliatifs dans la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 31 (p. 4343)

Intervenants : Mme Nicole Bricq (p. 4342); M. Bernard Perrut (p. 4342); M. Jean-Michel Dubernard (p. 4342)

Amendement n° 31 du Gouvernement (référence aux schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 4343)

Article 3 (reconnaissance des soins palliatifs comme discipline hospitalière) (p. 4343) : adopté après modifications (p. 4344)

Intervenant : M. Jean-Michel Dubernard (p. 4343)

Amendement n° 32 du Gouvernement (dispositions particulières) : adopté (p. 4344)

Après l'article 3

Amendement n° 21 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (répartition de la dotation budgétaire affectée aux soins palliatifs) (p. 4344) : rejeté (p. 4345)

Amendement n° 33 du Gouvernement (organisation de la délivrance de soins palliatifs) : adopté (p. 4345)

Article 4 (modes de rémunération particuliers) (p. 4345) : adopté (p. 4346)

Intervenants : Mme Hélène Mignon (p. 4345) ; M. Jean-Michel Dubernard (p. 4346) ; M. Bernard Perrut (p. 4346)

Amendement n° 34 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 4346)

Article 5 (prise en compte des soins palliatifs par le PMSI) : adopté (p. 4346)

Intervenant : M. Jean-Michel Dubernard (p. 4346)

Article 6 (élargissement à l'ensemble des établissements de santé publics et privés et des établissements médico-sociaux de la mission de délivrer des soins palliatifs) (p. 4347) : adopté après modifications (p. 4349)

Intervenants : M. Jean-Michel Dubernard (p. 4347) ; M. Bernard Perrut (p. 4347)

Amendement n° 35 du Gouvernement (prise en compte des établissements privés) (p. 4347) : adopté (p. 4348)

Amendement n° 22 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (formation initiale et continue des professionnels de santé) : adopté (p. 4348)

Amendement n° 16 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (nombre de lits) (p. 4348) : rejeté (p. 4349)

Article 7 (centres de lutte contre le cancer) : adopté (p. 4349)

Article 8 (compétence de l'ANAES en matière de soins palliatifs) (p. 4349) : adopté

Intervenant : M. Jean-Michel Dubernard (p. 4349)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations) (p. 4349) : adopté après modifications (p. 4352)

Intervenants : M. Bernard Perrut (p. 4349) ; M. Jean-Jacques Denis (p. 4350) ; M. Jean-Michel Dubernard (p. 4350)

Amendement n° 24 de M. Renaud Muselier (dépenses de formation et de coordination des bénévoles) : rejeté (p. 4351)

Amendement n° 17 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (rôle des bénévoles accompagnants) : adopté (p. 4351)

Amendement n° 25 de M. Renaud Muselier (prise en charge par l'assurance maladie des frais d'encadrement et de formation des bénévoles) (p. 4351) : rejeté (p. 4352)

Après l'article 9

Amendement n° 27 de M. Renaud Muselier (financement de la formation du personnel soignant) : rejeté (p. 4352)

Amendement n° 26 de M. Renaud Muselier (financement de la formation du personnel soignant) : rejeté (p. 4352)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie) (p. 4352) : adopté après modifications (p. 4356)

Intervenants : M. Bernard Perrut (p. 4352) ; M. Jean-Jacques Denis (p. 4353) ; M. Roger Meï (p. 4353) ; M. Jean-Michel Dubernard (p. 4354)

Discussion commune des amendements nos 3 et 28

Amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint (durée et conditions d'accès au congé d'accompagnement) (p. 4354) : rejeté (p. 4356)

Amendement n° 28 de M. Renaud Muselier (durée et conditions d'accès au congé d'accompagnement) (p. 4354) : rejeté (p. 4356)

Amendement n° 41 de Mme Christine Boutin (élargissement des conditions d'accès au congé d'accompagnement) : rejeté (p. 4356)

Amendement n° 42 de Mme Christine Boutin (élargissement des conditions d'accès au congé d'accompagnement) : rejeté (p. 4356)

Amendement n° 29 du Gouvernement (décret d'application) : adopté (p. 4356)

Après l'article 10

Amendement n° 30 de la commission (dispositif spécifique pour les fonctionnaires) : adopté (p. 4357)

Article 11 (rapport sur le développement des soins palliatifs) : adopté (p. 4357)

Intervenant : M. Jean-Jacques Denis (p. 4357)

Amendement n° 1 de M. Anicet Turinay : non soutenu (p. 4357)

Article 12 (compensation des dépenses nouvelles résultant de l'application de la loi) : supprimé (p. 4357)

Amendement n° 44 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 4357)

Titre

Amendement n° 18 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (nouveau titre : "Proposition de loi visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs") : adopté après rectification (p. 4358)

Intervenant : M. Bernard Kouchner (p. 4360)

Explications de vote

M. Yves Bur (p. 4358) ; M. Bernard Perrut (p. 4358) ; M. Jean-Jacques Denis (p. 4359) ; M. Jean-Michel Dubernard (p. 4359) ; M. Roger-Gérard Schwartzberg (p. 4359) ; M. Roger Meï (p. 4359)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : M. Yves Bur (p. 4358)
 Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Bernard Perrut (p. 4358)
 Groupe socialiste : pour : M. Jean-Jacques Denis (p. 4359)
 Groupe du Rassemblement pour la République : pour : M. Jean-Michel Dubernard (p. 4359)
 Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Roger-Gérard Schwartzberg (p. 4359)
 Groupe communiste : pour : M. Roger Meï (p. 4360)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 4361)

Proposition de loi n° 1536 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement

Sénat (première lecture)

Dépôt le 16 février 1999 par M. Lucien Neuwirth - n° 223 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Lucien Neuwirth - Rapport n° 287 (1998-1999) (31 mars 1999)

Discussion et adoption le 7 avril 1999 - Proposition de loi n° 105 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 avril 1999 - n° 1536

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1551 relative à la profession de prothésiste dentaire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 28 avril 1999 par M. Michel Terrot

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1560 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 28 avril 1999 par M. Jean-Louis Debré, M. Jean-Michel Dubernard et M. Renaud Muselier

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteuse : Mme Gilberte Marin-Moskovitz (7 avril 1999) - Rapport n° 1563 (29 avril 1999) commun avec les propositions de loi n° 1515, 1503, 1353 et 1514 (voir Santé 1515, 1503, 1514 et Travail 1353)

Rapport d'information n° 1749 déposé par M. Denis Jacquat en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la prise en charge de la démence sénile en Europe

Questions au Gouvernement

N° 795 - Hépatite B : M. Bernard Accoyer [7 octobre 1998] (p. 6037). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé [7 octobre 1998] (p. 6037)

Vaccination, campagne, suspension

N° 800 - Hépatite B : M. Alain Calmat [7 octobre 1998] (p. 6041). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé [7 octobre 1998] (p. 6041)

Vaccination, campagne, suspension

N° 961 - Sida : M. Philippe Nauche [1er décembre 1998] (p. 9745). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er décembre 1998] (p. 9745)

Lutte et prévention

N° 964 - Sida : M. Patrick Malavieille [1er décembre 1998] (p. 9747). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er décembre 1998] (p. 9747)

Lutte et prévention

N° 1002 - Alcoolisme : M. Jean Auclair [15 décembre 1998] (p. 10479). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [15 décembre 1998] (p. 10479)

Loi n° 91-32 du 10 janvier 1991, application, conséquences, associations

N° 1022 - Accès aux soins : Mme Jacqueline Fraysse [16 décembre 1998] (p. 10571). Réponse :

M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [16 décembre 1998] (p. 10571)

Maîtrise des dépenses de santé, conséquences

N° 1129 - Saturnisme : M. Albert Facon [10 février 1999] (p. 1164). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [10 février 1999] (p. 1164)

Lutte et prévention

N° 1132 - Politique de la santé : M. Philippe Nauche [10 février 1999] (p. 1166). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [10 février 1999] (p. 1166)

Etats généraux, bilan et perspectives

N° 1149 - Maladies : M. Roger-Gérard Schwartzberg [17 février 1999] (p. 1552). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [17 février 1999] (p. 1552)

Soins palliatifs, euthanasie

N° 1175 - Politique de la santé : M. Yves Fromion [3 mars 1999] (p. 1969). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [3 mars 1999] (p. 1969)

Classification des drogues

N° 1197 - Politique de la santé : M. Édouard Landrain [10 mars 1999] (p. 2219). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [10 mars 1999] (p. 2219)

Régionalisation

N° 1367 - Protection : M. André Aschieri [19 mai 1999] (p. 4594). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [19 mai 1999] (p. 4594)

Maladies liées à l'environnement, lutte et prévention

N° 1437 - Soins et maintien à domicile : Mme Christine Boutin [15 juin 1999] (p. 5822). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [15 juin 1999] (p. 5822)

Perspectives

N° 1442 - Politique de la santé : M. François Patriat [16 juin 1999] (p. 5941). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [16 juin 1999] (p. 5941)

Classification des drogues

N° 1489 - Protection : M. Bernard Charles [30 juin 1999] (p. 6692). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [30 juin 1999] (p. 6692)

Sécurité sanitaire

Questions orales sans débat

N° 648 - Soins et maintien à domicile : M. Jean-Paul Bret [J.O. Questions du 1er mars 1999] (p. 11228). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 mars 1999] (p. 1832, 1833)

Personnel, qualification

N° 669 - Aide médicale urgente : M. François d'Aubert [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1294). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [9 mars 1999] (p. 2117, 2118)

Défibrillateurs semi-automatiques, utilisation, personnel, qualification

N° 715 - Politique de la santé : M. Michel Herbillon [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1781). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [30 mars 1999] (p. 2995, 2996)

Institut de veille sanitaire, implantation, Saint-Maurice

N° 767 - Politique de la santé : M. Gérard Saumade [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2553). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [4 mai 1999] (p. 3928, 3929)

Classification des drogues

N° 824 - Dyslexie et dysphasie : Mme Odette Trupin [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3017). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [25 mai 1999] (p. 4798 à 4800)

Lutte et prévention

N° 846 - Soins et maintien à domicile : M. Pierre Hellier [J.O. Questions du 31 mai 1999] (p. 3204). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er juin 1999] (p. 5167, 5168)

Personnel, qualification

N° 854 - Hépatite C : M. Jean Vila [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3355). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [8 juin 1999] (p. 5468, 5469)

Ribavirine, distribution

N° 905 - Protection : M. François Rochebloine [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3710). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [22 juin 1999] (p. 6257, 6258)

Cécité, éclipse solaire

SECTEUR PUBLIC

Voir aussi Indications préliminaires p. 89 : documents n°s 56 et 57

Proposition de résolution n° 1456 tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, les activités et le fonctionnement de l'entreprise publique Elf-Aquitaine

Dépôt le 10 mars 1999 par M. Philippe de Villiers

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur : M. Yves Tavernier (30 septembre 1999) - Rapport n° 1990 (1er décembre 1999)

Questions au Gouvernement

N° 950 - Privatisations : M. Pierre Carassus [25 novembre 1998] (p. 9494). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [25 novembre 1998] (p. 9494)

Bilan et perspectives

Questions orales sans débat

N° 828 - Services publics : M. Patrick Leroy [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3018). Réponse : Mme Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [25 mai 1999] (p. 4794, 4795)

Développement, Nord

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Voir aussi DÉFENSE, SANTÉ et Indications préliminaires p. 89 : document n° 65

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

Sénat (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 par M. Claude Estier - n° 19 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. René-Georges Laurin - Rapport n° 85 (1998-1999) (25 novembre 1998)

Discussion et adoption le 10 décembre 1998 - Proposition de loi n° 27 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 10 décembre 1998 - n° 1259

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jean Espilondo (21 janvier 1999) - Rapport n° 1362 (3 février 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (9 février 1999)

Discussion et adoption définitive le 11 février 1999 - Proposition de loi n° 248

Promulgation

Loi n° 99-128 du 23 février 1999 publiée au J.O. du 24 février 1999 (p. 2831)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Rappel au règlement

M. Francis Delattre regrette les modifications apportées à l'ordre du jour [11 février 1999] (p. 1308)

Intervention du Gouvernement

M. Jean-Jack Queyranne (p. 1309)

Présentation du rapport de la commission des lois

M. Jean Espilondo (p. 1309)

Discussion générale

M. Francis Delattre (p. 1310); M. Jean Vila (p. 1311); M. Jean-Jacques Weber (p. 1311); Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (p. 1312)

Réponse du Gouvernement

M. Jean-Jack Queyranne (p. 1313)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1313)

Proposition de loi n° 1343 relative au contrôle technique obligatoire des installations domestiques de gaz et d'électricité

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 27 janvier 1999 par M. Jean-Jacques Guillet

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Proposition de loi n° 1389 relative aux conditions de versement de l'allocation de vétérance aux sapeurs-pompiers volontaires

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 février 1999 par M. Didier Julia

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Proposition de loi n° 1760 visant à la contribution des compagnies d'assurance à l'investissement et au financement des services départementaux d'incendie et de secours

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1999 par M. André Lajoinie

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 783 - Sécurité des biens et des personnes : M. Jacques Fleury [6 octobre 1998] (p. 5952). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [6 octobre 1998] (p. 5952)

Transports en commun

N° 785 - Sécurité des biens et des personnes : M. Jacques Myard [6 octobre 1998] (p. 5953). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [6 octobre 1998] (p. 5953)

Délinquance, lutte et prévention

N° 788 - Sécurité des biens et des personnes : M. Yves Bur [6 octobre 1998] (p. 5955). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [6 octobre 1998] (p. 5955)

Contrats locaux de sécurité

N° 793 - Police et gendarmerie : M. Gaétan Gorce [6 octobre 1998] (p. 5959). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [6 octobre 1998] (p. 5959)

Restructuration, effectifs de personnel

N° 796 - Sécurité des biens et des personnes : M. José Rossi [7 octobre 1998] (p. 6038). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [7 octobre 1998] (p. 6038)

Perspectives

N° 843 - Sécurité des biens et des personnes : M. François Goulard [21 octobre 1998] (p. 7115). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [21 octobre 1998] (p. 7115)

Transports urbains, Ile-de-France

N° 846 - Sécurité des biens et des personnes : M. Jean-Claude Mignon [21 octobre 1998] (p. 7117). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [21 octobre 1998] (p. 7117)

Délinquance, lutte et prévention

N° 889 - Police et gendarmerie : M. Jean-Paul Dupré [4 novembre 1998] (p. 8031). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [4 novembre 1998] (p. 8031)

Restructuration, effectifs de personnel

N° 997 - Sécurité des biens et des personnes : Mme Hélène Mignon [15 décembre 1998] (p. 10475). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [15 décembre 1998] (p. 10475)

Quartiers sensibles, Toulouse

N° 1026 - Sécurité des biens et des personnes : M. Jean-Luc Warsmann [22 décembre 1998] (p. 11009). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [22 décembre 1998] (p. 11009)

Délinquance, lutte et prévention

N° 1037 - Sécurité des biens et des personnes : M. Dominique Baudis [19 janvier 1999] (p. 30). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [19 janvier 1999] (p. 30)

Quartiers sensibles, Toulouse

N° 1040 - Sécurité des biens et des personnes : M. Gabriel Montcharmont [19 janvier 1999] (p. 32). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [19 janvier 1999] (p. 32)

Givors

N° 1067 - Sécurité des biens et des personnes : M. Rudy Salles [26 janvier 1999] (p. 367). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [26 janvier 1999] (p. 367)

Police, effectifs de personnel

N° 1068 - Sécurité des biens et des personnes : M. Jean-Jacques Jégou [26 janvier 1999] (p. 368). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [26 janvier 1999] (p. 368)

Perspectives

N° 1069 - Sécurité des biens et des personnes : M. Michel Herbillon [26 janvier 1999] (p. 369). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [26 janvier 1999] (p. 369)

Perspectives

N° 1076 - Sécurité des biens et des personnes : M. François d'Aubert [27 janvier 1999] (p. 453). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [27 janvier 1999] (p. 453)

Perspectives

N° 1085 - Sécurité des biens et des personnes : M. Pierre Albertini [2 février 1999] (p. 702). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [2 février 1999] (p. 702)

Financement

N° 1096 - Sécurité des biens et des personnes : M. Guy Teissier [2 février 1999] (p. 711). Réponse : Mme Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, ministre de la justice [2 février 1999] (p. 711)

Perspectives

N° 1110 - Sécurité des biens et des personnes : M. André Gerin [9 février 1999] (p. 1074). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [9 février 1999] (p. 1074)

Violences urbaines, lutte et prévention

N° 1125 - Avalanches : M. Michel Meylan [10 février 1999] (p. 1160). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [10 février 1999] (p. 1160)

Vallée de Chamonix

N° 1138 - Sécurité des biens et des personnes : M. Jacques Godfrain [16 février 1999] (p. 1441). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [16 février 1999] (p. 1441)

Police, effectifs de personnel

N° 1157 - Sécurité des biens et des personnes : M. Marc-Philippe Daubresse [2 mars 1999] (p. 1857). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [2 mars 1999] (p. 1857)

Contrats locaux de sécurité

N° 1173 - Secours en montagne : M. Roger Meï [3 mars 1999] (p. 1968). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [3 mars 1999] (p. 1968)

Financement

N° 1187 - Sécurité des biens et des personnes : M. Yves Cochet [9 mars 1999] (p. 2141). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [9 mars 1999] (p. 2141)

Manifeste de jeunes contre l'insécurité

N° 1364 - Sécurité des biens et des personnes : M. Jacques Masdeu-Arus [19 mai 1999] (p. 4592). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [19 mai 1999] (p. 4592)

Délinquance, lutte et prévention

N° 1365 - Services départementaux d'incendie et de secours : M. Gilbert Meyer [19 mai 1999] (p. 4593). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [19 mai 1999] (p. 4593)

Financement

N° 1405 - Sécurité des biens et des personnes : Mme Françoise de Panafieu [2 juin 1999] (p. 5280). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [2 juin 1999] (p. 5280)

Transports en commun

N° 1475 - Sécurité des biens et des personnes : M. Michel Terrot [29 juin 1999] (p. 6528). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [29 juin 1999] (p. 6528)

Violences urbaines, lutte et prévention, Strasbourg

N° 1488 - Sécurité des biens et des personnes : M. Marc-Philippe Daubresse [30 juin 1999] (p. 6691). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [30 juin 1999] (p. 6691)

Violences urbaines, lutte et prévention

N° 1493 - Sécurité des biens et des personnes : M. Bernard Schreiner [30 juin 1999] (p. 6695). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [30 juin 1999] (p. 6695)

Violences urbaines, lutte et prévention

Questions orales sans débat

N° 475 - Automobiles et cycles : M. Jacky Darne [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5340). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat à la formation professionnelle [6 octobre 1998] (p. 5941, 5942)

Dégagements, fonds d'indemnisation, création

N° 476 - Services départementaux d'incendie et de secours : M. Yves Dauge [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5340). Réponse : M. Louis

Besson, Secrétaire d'Etat au logement [6 octobre 1998] (p. 5936, 5937)

Financement

N° 493 - Sécurité des biens et des personnes : M. André Schneider [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6314). Réponse : M. Emile Zuccarelli, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation [24 novembre 1998] (p. 9410, 9411)

Strasbourg

N° 515 - Services départementaux d'incendie et de secours : M. Bernard Roman [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6457). Réponse : M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux anciens combattants [1er décembre 1998] (p. 9736, 9737)

Présidents et vice-présidents, indemnité de fonction

N° 551 - Sécurité des biens et des personnes : M. Pierre-Christophe Baguet [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6745). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [15 décembre 1998] (p. 10463, 10464)

Riverains du Parc des Princes, Paris

N° 565 - Sécurité des biens et des personnes : M. Patrick Delnatte [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 235). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [19 janvier 1999] (p. 12, 13)

Contrats de plan Etat-régions, inscription, Nord-Pas-de-Calais

N° 596 - Police et gendarmerie : M. Christian Estrosi [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 512). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [2 février 1999] (p. 688, 689)

Restructuration, effectifs de personnel, Alpes-Maritimes

N° 619 - Sécurité des biens et des personnes : M. Thierry Mariani [J.O. Questions du 8 février 1999] (p. 674). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [9 février 1999] (p. 1057 à 1059)

Police, effectifs de personnel, Orange

N° 747 - Sapeurs-pompiers professionnels : M. François Rochebloine [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1945). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [6 avril 1999] (p. 3270 à 3272)

Revendications

N° 778 - Police et gendarmerie : M. Jean-Claude Mignon [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2554). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [4 mai 1999] (p. 3913, 3914)

Restructuration, délais, Perthes-en-Gâtinais

N° 799 - Police et gendarmerie : M. Yves Bur [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2740). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [11 mai 1999] (p. 4296, 4297)

Restructuration, effectifs de personnel, Ostwald

N° 827 - Sécurité des biens et des personnes :
M. Raymond Douyère [J.O. Questions du
24 mai 1999] (p. 3018). Réponse : M. Alain
Richard, Ministre de la défense [25 mai 1999]
(p. 4797)

Police, effectifs de personnel, Le Mans

N° 841 - Sécurité des biens et des personnes :
M. Armand Jung [J.O. Questions du 31 mai 1999]
(p. 3203). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement,
Ministre de l'intérieur [1er juin 1999] (p. 5162,
5163)

Violences urbaines, lutte et prévention, Strasbourg

N° 896 - Sécurité des biens et des personnes :
Mme Catherine Picard [J.O. Questions du
21 juin 1999] (p. 3710). Réponse : M. Jean-Pierre
Chevènement, Ministre de l'intérieur [22 juin
1999] (p. 6250, 6251)

Police, effectifs de personnel, Vernon

N° 910 - Sapeurs-pompiers volontaires : M. Robert
Lamy [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3877).
Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre
de l'intérieur [29 juin 1999] (p. 6518, 6519)

Logement de fonction, réglementation

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Voir aussi POLICE, TRANSPORTS, VOIRIE

**Proposition de loi n° 1630 visant à ramener à 0
gramme le taux d'alcoolémie pour les conducteurs
néophytes, titulaires du permis de conduire depuis
moins de 2 ans**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mai 1999 par M. Pierre Hellier

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la
République

**Proposition de loi n° 1718 visant à introduire les
gestes de premiers secours dans la formation aux
épreuves du permis de conduire**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 juin 1999 par M. André Aschieri

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales

Questions au Gouvernement

N° 1250 - Poids lourds : M. Noël Mamère
[30 mars 1999] (p. 3023). Réponse : M. Louis
Besson, Secrétaire d'Etat au logement [30 mars
1999] (p. 3023)

Circulation en montagne, limitation

N° 1254 - Poids lourds : M. Michel Bouvard
[30 mars 1999] (p. 3026). Réponse : M. Louis
Besson, Secrétaire d'Etat au logement [30 mars
1999] (p. 3026)

Circulation en montagne, transport combiné

Questions orales sans débat

N° 865 - Régulation du trafic : M. Patrick Ollier [J.O.
Questions du 7 juin 1999] (p. 3356). Réponse :
M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement,
des transports et du logement [8 juin 1999]
(p. 5456 à 5458)

Circulation transalpine

N° 883 - Permis de conduire : M. Jacques Masdeu-Arus
[J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3530).
Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au
logement [15 juin 1999] (p. 5809 à 5811)

Examen, nombre de places offertes

SÉCURITÉ SOCIALE

Voir aussi ASSURANCE MALADIE MATERNITÉ, EMPLOI,
POLITIQUE SOCIALE, PRESTATIONS FAMILIALES,
RETRAITES : GÉNÉRALITÉS et Indications préliminaires
p. 89 : document n° 53

**Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance
veuvage**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1998 par M. François Rochebloine

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales - Rapporteur : M. François
Rochebloine (20 janvier 1999) - Rapport n° 1329
(20 janvier 1999)

Discussion et rejet le 28 janvier 1999

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [28 janvier 1999]
(p. 560)**

Présentation du rapport de la commission des affaires
culturelles

M. François Rochebloine (p. 560)

Discussion générale

M. Jean-Luc Prél (p. 562) ; Mme Muguette
Jacquaint (p. 564) ; M. Bernard Perrut (p. 565) ;
Mme Marie-Françoise Clergeau (p. 566) ;
M. Bernard Accoyer (p. 567) ; M. Gérard Terrier
(p. 568)

Intervention du Gouvernement

M. Bernard Kouchner (p. 569)

Intervention du rapporteur

M. François Rochebloine (p. 570)

Vote sur le passage à la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 571)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-

Alliance : pour : M. Jean-Luc Préel (p. 564)

Groupe communiste : pour : Mme Muguet

Jacquaint (p. 565)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour :

M. Bernard Perrut (p. 566)

Groupe socialiste : contre : Mme Marie-Françoise

Clergeau (p. 567)

Groupe du Rassemblement pour la République :

pour : M. Bernard Accoyer (p. 568)

L'Assemblée, consultée, décide de ne pas passer à la discussion des articles ; la proposition de loi n'est pas adoptée (p. 571)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 7 octobre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteurs :

M. Alfred Recours (10 juin 1998), tome I : recettes et équilibre général

M. Claude Evin (10 juin 1998), tome II : assurance maladie et accidents du travail

M. Denis Jacquat (10 juin 1998), tome III : assurance vieillesse

Mme Dominique Gillot (10 juin 1998), tome IV : famille

- Rapport n° 1148 (22 octobre 1998)

Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur pour avis : M. Jérôme Cahuzac (22 octobre 1998) - Avis n° 1147 (22 octobre 1998)

Discussion les 27, 28, 29, 30 octobre et 3 novembre 1998 - Adoption le 3 novembre 1998 - Projet de loi n° 192

Sénat (première lecture)

Dépôt le 4 novembre 1998 - n° 50 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteurs :

M. Charles Descours, tome I : équilibres financiers généraux et assurance maladie

M. Jacques Machet, tome II : famille

M. Alain Vasselle, tome III : assurance vieillesse

M. Charles Descours, tome IV : examen des articles

M. Charles Descours, tome V : tableau comparatif

- Rapport n° 58 (1998-1999) (10 novembre 1998)

Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur pour avis : M. Jacques Oudin - Avis n° 56 (1998-1999) (4 novembre 1998)

Discussion les 12, 16 et 17 novembre 1998 - Adoption le 17 novembre 1998 - Projet de loi n° 22 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 17 novembre 1998 - n° 1208

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Commission mixte paritaire

Nomination le 18 novembre 1998 (J.O. p. 17562) - Réunion le 19 novembre 1998 - Bureau (J.O. p. 17562)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Alfred Recours - Rapport n° 1213 (19 novembre 1998)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Charles Descours - Rapport n° 74 (1998-1999) (19 novembre 1998)

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun

Assemblée nationale (nouvelle lecture)

Dépôt le 17 novembre 1998 - n° 1208

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteurs :

M. Alfred Recours : recettes et équilibre général

M. Claude Evin : assurance maladie et accidents du travail

M. Denis Jacquat : assurance vieillesse

Mme Dominique Gillot : famille

Rapport n° 1215 (24 novembre 1998)

Discussion les 26 novembre et 1er décembre 1998 - Adoption le 1er décembre 1998 - Projet de loi n° 202

Sénat (nouvelle lecture)

Dépôt le 1er décembre 1998 - n° 89 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Charles Descours - Rapport n° 90 (1998-1999) (1er décembre 1998)

Discussion et adoption le 2 décembre 1998 - Projet de loi n° 24 (1998-1999)

Assemblée nationale (lecture définitive)

Dépôt le 2 décembre 1998 - n° 1245

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteurs :

M. Alfred Recours : recettes et équilibre général

M. Claude Evin : assurance maladie et accidents du travail

M. Denis Jacquat : assurance vieillesse

Mme Dominique Gillot : famille

Rapport n° 1246 (3 décembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 3 décembre 1998 - Projet de loi n° 205

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Décision le 18 décembre 1998 [J.O. du 27 décembre 1998] (p. 19663) - Sont déclarés contraires à la Constitution les articles 10, 26, 27, le I de l'article 28, l'article 32 et le second alinéa de l'article 43

Promulgation

Loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 publiée au J.O. du 27 décembre 1998 (p. 19646)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361)

Interventions du Gouvernement

Mme Martine Aubry (p. 7361) ; M. Bernard Kouchner (p. 7369)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles pour les recettes et l'équilibre général

M. Alfred Recours (p. 7373)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles pour l'assurance maladie et les accidents du travail

M. Claude Evin (p. 7375)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles pour l'assurance vieillesse

M. Denis Jacquat (p. 7376)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles pour la famille

Mme Dominique Gillot (p. 7378)

Présentation de l'avis de la commission des finances

M. Jérôme Cahuzac (p. 7381)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 7382)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 7411)

Soulevée par M. Philippe Douste-Blazy

Soutenue par M. Yves Bur (p. 7399)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles : M. Jean Le Garrec (p. 7406)

Explications de vote : M. Jean Bardet (p. 7407) ;

M. Jean-Claude Boulard (p. 7407) ; M. Charles de

Courson (p. 7409) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7410) ; M. François Goulard (p. 7411)

Question préalable : rejetée (p. 7426)

Opposée par M. Jean-Louis Debré

Soutenue par M. Jean Bardet (p. 7411)

Intervention du Gouvernement : M. Bernard

Kouchner (p. 7418)

Explications de vote : M. Jean-Michel Dubernard

(p. 7422) ; M. Jean-Luc Prével (p. 7423) ;

M. Gérard Terrier (p. 7424) ; Mme Jacqueline

Fraysse (p. 7424) ; M. Marc Laffineur (p. 7425)

Discussion générale

M. Jean-François Mattei (p. 7426) ; M. Gérard

Terrier (p. 7431) ; M. Bernard Accoyer (p. 7432) ;

Mme Jacqueline Fraysse (p. 7435) ; M. Jean-Luc

Prével (p. 7438) ; M. Denis Jacquat (p. 7438) ;

M. Georges Sarre (p. 7442) ; M. Marc Laffineur

(p. 7443) ; M. Pascal Terrasse (p. 7444) ; M. Jean-

Michel Dubernard (p. 7446) ; Mme Muguette

Jacquaint (p. 7448) ; M. Jacques Barrot (p. 7449) ;

M. André Aschieri (p. 7450) ; M. Bernard Perrut

(p. 7451) ; M. Jean-Paul Bacquet (p. 7452) ;

M. Thierry Mariani (p. 7453) ; M. Maxime Gremetz

(p. 7456) ; M. Jean-Pierre Foucher (p. 7457) ;

Mme Hélène Mignon (p. 7458) ; M. Bruno Bourg-

Broc (p. 7459) ; M. Bertrand Kern (p. 7461) ;

M. Germain Gengenwin (p. 7462) ; M. Philippe

Nauche (p. 7463) ; M. Jean-Jacques Weber

(p. 7463) ; Mme Catherine Génisson (p. 7471) ;

M. Jean-Pierre Blazy (p. 7472) ; Mme Sylvie

Andrieux (p. 7473) ; M. Francis Hammel (p. 7474) ;

Mme Nicole Feidt (p. 7475) ; Mme Paulette

Guinchard-Kunstler (p. 7476)

Motion de renvoi en commission : rejetée (p. 7487)

De M. José Rossi

Soutenue par M. François Goulard (p. 7477)

Intervention du Gouvernement : M. Bernard

Kouchner (p. 7481)

Intervention du rapporteur : M. Alfred Recours

(p. 7484)

Explications de vote : M. Pascal Terrasse (p. 7484) ;

M. Bernard Accoyer (p. 7485) ; M. Jean-Pierre

Foucher (p. 7486) ; M. Jean-François Mattei

(p. 7486) ; M. Maxime Gremetz (p. 7487)

Réponses du Gouvernement

Mme Martine Aubry (p. 7487) ; M. Bernard

Kouchner (p. 7495)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 7502)

Rappel au règlement

M. Bernard Accoyer considère que ce qui se passe dans l'hémicycle est particulièrement insultant pour l'Assemblée nationale et estime que le Gouvernement fait de l'obstruction parlementaire [28 octobre 1998] (p. 7502) ; Mme Martine Aubry trouve cette déclaration totalement déplacée et estime au contraire que le Gouvernement a écouté les arguments de l'opposition et qu'il s'est efforcé d'y répondre le plus complètement possible (p. 7503)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Titre Ier

Orientations et objectifs de la politique de santé et de sécurité sociale

Réserve, à la demande de la commission, de la discussion de l'article 1er jusqu'après l'examen de l'article 36 (p. 7519)

Titre II

Dispositions relatives aux ressources

Avant l'article 2

Amendement n° 120 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (taxation des placements financiers des entreprises) : rejeté (p. 7520)

Amendement n° 121 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations en fonction de la politique salariale de l'entreprise) (p. 7520) : rejeté (p. 7522)

Amendement n° 122 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (assurance contre le risque de non-paiement des sommes dues à la sécurité sociale) (p. 7522) : rejeté (p. 7524)

Amendement n° 422 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, du CRDS et des prélèvements sociaux sur les revenus de placement des ménages non imposables) (p. 7524) : rejeté (p. 7526)

Amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7526) : retiré : repris par M. Yves Bur (p. 7529) : rejeté au scrutin public (p. 7534)

Rappel au règlement

M. François Goulard souhaite s'exprimer sur l'amendement qui vise à supprimer les plans d'épargne retraite qui vient d'être retiré à la suite de ce qu'il considère être une pantalonnade [28 octobre 1998] (p. 7529) ; M. Jean Le Garrec demande à M. Goulard de retirer le terme de pantalonnade (p. 7530)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse) (p. 7534) : adopté après modifications (p. 7553)

Intervenants : M. Jacques Barrot (p. 7534) ; M. Bernard Accoyer (p. 7535) ; M. Jean-Luc Prél (p. 7535) ; M. Maxime Gremetz (p. 7536) ; M. Yves Bur (p. 7536) ; M. Pascal Terrasse (p. 7537) ; M. Germain Gengenwin (p. 7537) ; M. François Goulard (p. 7537) ; Mme Martine Aubry (p. 7538) ; M. Alfred Recours (p. 7538)

Amendement n° 370 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 7539) : rejeté (p. 7540)

Amendement n° 306 de M. Jean-Luc Prél (suppression du prélèvement en faveur du BAPSA) (p. 7541) : rejeté (p. 7542)

Amendement n° 146 de M. Bernard Accoyer (affectation du prélèvement à la CADES) (p. 7548) : rejeté (p. 7549)

Amendement n° 145 de M. Bernard Accoyer (compensation de la dette contractée par l'Etat au titre des exonérations de cotisations sociales) : rejeté (p. 7549)

Amendement n° 307 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'affectation de l'excédent de la C3S au fonds de réserve des pensions) (p. 7549) : rejeté (p. 7550)

Amendement n° 367 deuxième correction de M. Charles de Courson (pérennisation du financement du BAPSA par la C3S) : rejeté (p. 7550)

Amendement n° 29 de la commission (de précision) : adopté (p. 7550)

Amendement n° 223 de M. François Goulard (définition des missions du FSV) (p. 7550) : rejeté (p. 7551)

Amendement n° 424 de la commission (compétences du comité de surveillance) (p. 7551) : adopté (p. 7552)

Sous-amendement n° 428 de M. Denis Jacquat (représentation des retraités) (p. 7551) : rejeté (p. 7552)

Amendement n° 30 de la commission (conditions de l'équilibre financier du FSV) : adopté (p. 7552)

Amendement n° 308 de M. Germain Gengenwin (ressources du fonds) : rejeté (p. 7552)

Amendement n° 144 de M. Bernard Accoyer (compensation de la dette contractée par l'Etat au titre des exonérations de cotisations sociales) (p. 7552) : rejeté (p. 7553)

Amendement n° 31 de la commission (de précision) : adopté (p. 7553)

Amendement n° 32 de la commission (nature législative des décisions concernant les recettes du fonds) : adopté (p. 7553)

Après l'article 2

Amendement n° 394 de la commission (assujettissement des fonctionnaires internationaux de nationalité française) (p. 7553) : adopté (p. 7554)

Amendement n° 229 de M. François Goulard (création d'un fonds de pension) (p. 7554) : rejeté (p. 7555)

Amendement n° 309 de M. Jean-Luc Prél (création d'une caisse de retraite des fonctionnaires) (p. 7555) : rejeté (p. 7557)

Article 3 (versement forfaitaire du FSV à la CNAVTS au titre des chômeurs des départements d'outre-mer)

non pris en compte pour les exercices 1994, 1995 et 1996 (p. 7557) : *adopté après modifications* (p. 7558)

Intervenants : M. Pascal Terrasse (p. 7557) ; M. François Goulard (p. 7557) ; Mme Hélène Mignon (p. 7558)

Amendement n° 224 de M. François Goulard (de précision) : adopté (p. 7558)

Après l'article 3

Amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7558) : adopté (p. 7566)

Sous-amendement n° 429 de M. Charles de Courson (contrats à durée indéterminée) (p. 7564) : rejeté (p. 7565)

Discussion commune des amendements identiques n°s 34 et 225 deuxième correction, de l'amendement n° 192 corrigé, des amendements identiques n°s 13 corrigé et 313 corrigé et de l'amendement n° 9 corrigé

Amendement n° 34 de la commission (exonération totale de cotisations patronales) : rejeté (p. 7567)

Amendement n° 225 deuxième correction de M. François Goulard (exonération totale de cotisations patronales) : rejeté (p. 7567)

Amendement n° 192 corrigé de M. Patrick Delnatte (exonération totale de cotisations patronales) : rejeté (p. 7567)

Amendement n° 13 corrigé de la commission des finances (exonération totale de cotisations patronales) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7567)

Amendement n° 313 corrigé de M. Germain Gengenwin (exonération totale de cotisations patronales) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7567)

Amendement n° 9 corrigé de M. Gérard Voisin : non soutenu (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié") (p. 7567) : *adopté* (p. 7573)

Intervenants : M. Bernard Accoyer (p. 7567) ; M. Jean-Luc Prél (p. 7567) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7568) ; M. François Goulard (p. 7568) ; M. Yves Bur (p. 7568) ; M. Germain Gengenwin (p. 7569)

Discussion commune des amendements n°s 12, 260 et 405

Amendement n° 12 de la commission des finances (exonération de charges pour première embauche) (p. 7569) : retiré ; repris par M. Bernard Accoyer : rejeté (p. 7571)

Amendement n° 260 de M. Thierry Mariani (exonération de charges sur les bas salaires) (p. 7569) : rejeté (p. 7571)

Amendement n° 405 de M. François Goulard (exonération de charges) (p. 7569) : rejeté (p. 7571)

Amendement n° 369 de M. Bernard Accoyer (plafonnement de l'exonération de charges pour première embauche) (p. 7570) : rejeté (p. 7572)

Amendement n° 406 de M. François Goulard (exonération de charges) : rejeté (p. 7572)

Discussion commune des amendements n°s 259 et 407

Amendement n° 259 de M. Thierry Mariani (exonération de charges) : rejeté (p. 7573)

Amendement n° 407 de M. François Goulard (exonération de charges) : retiré (p. 7573)

Après l'article 4

Amendement n° 180 de M. Yves Fromion (zones franches) : rejeté (p. 7573)

Amendement n° 371 de M. Bernard Accoyer (baisse des charges sur les bas salaires) (p. 7573) : rejeté (p. 7575)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus) (p. 7575) : *adopté après modifications* (p. 7580)

Intervenants : M. François Goulard (p. 7575) ; M. Bernard Birsinger (p. 7576) ; M. Bernard Accoyer (p. 7576)

Amendements identiques n°s 150 et 284

Amendement n° 150 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7576) : rejeté (p. 7577)

Amendement n° 284 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 7576) : rejeté (p. 7577)

Amendements identiques n°s 151, 230 et 311

Amendement n° 151 de M. Bernard Accoyer (restriction du champ d'application) : rejeté (p. 7578)

Amendement n° 230 de M. François Goulard (restriction du champ d'application) : rejeté (p. 7578)

Amendement n° 311 de M. Germain Gengenwin (restriction du champ d'application) : rejeté (p. 7578)

Amendement n° 14 de la commission des finances (définition des catégories de revenus concernés) : adopté (p. 7578)

Amendement n° 35 de la commission (affectation de la contribution) : adopté (p. 7579)

Amendement n° 152 de M. Bernard Accoyer (veuves et ayants droit des travailleurs indépendants) : rejeté (p. 7579)

Article 6 (obligation pour les entreprises redevables de plus de 6 millions de francs de cotisations de régler les sommes dues par virement) (p. 7585) : *adopté* (p. 7586)

Intervenants : M. François Goulard (p. 7585) ; M. Bernard Accoyer (p. 7585)

Amendement n° 153 de M. Bernard Accoyer (de suppression) : rejeté (p. 7586)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique) (p. 7586) : adopté (p. 7593)

Intervenants : M. Jean-Luc Prél (p. 7587) ; M. Bernard Accoyer (p. 7587) ; Mme Martine Aubry (p. 7587, 7591) ; M. Jean-Pierre Foucher (p. 7589) ; M. Maxime Gremetz (p. 7589) ; M. Claude Evin (p. 7589) ; M. Jérôme Cahuzac (p. 7590) ; M. Bernard Kouchner (p. 7590)

Amendements identiques n°s 155 et 231

Amendement n° 155 de M. Bernard Accoyer (de suppression) : rejeté (p. 7593)

Amendement n° 231 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 7593)

Amendement n° 156 de M. Bernard Accoyer (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 7593)

Article 8 (incidence de la suppression du droit de fabrication applicable aux produits de parfumerie et à certains alcools) : adopté (p. 7593)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix") (p. 7593) : adopté après modifications (p. 7598)

Intervenants : M. Germain Gengenwin (p. 7594) ; M. Yves Bur (p. 7594) ; M. Jean-Luc Prél (p. 7594) ; M. Bernard Kouchner (p. 7595) ; Mme Martine Aubry (p. 7595) ; M. Denis Jacquat (p. 7595) ; M. Pierre Hellier (p. 7595)

Discussion commune des amendements n°s 395 et 10

Amendement n° 395 de la commission (taux maximum d'alcool permis) (p. 7596) : adopté (p. 7597)

Amendement n° 10 de M. André Schneider (taux maximum d'alcool permis) (p. 7596) : devenu sans objet (p. 7597)

Amendement n° 431 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7597)

Amendement n° 396 de la commission (montant de la taxation) : adopté (p. 7597)

Amendement n° 36 de la commission (vente sur catalogue) : adopté (p. 7597)

Amendement n° 37 de la commission (affectation de la taxe) : adopté (p. 7598)

Article 10 (assujettissement des personnes qui acquittent la contribution sociale généralisée sur un revenu d'activité ou de remplacement à la cotisation d'assurance maladie sur les primes d'assurance automobile) (p. 7598) : adopté après modifications (p. 7600)

Intervenant : M. Bernard Accoyer (p. 7598)

Amendement n° 157 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7598) : rejeté (p. 7599)

Amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7599)

Amendements identiques n°s 158 et 232

Amendement n° 158 de M. Bernard Accoyer (non rétroactivité de la loi) (p. 7599) : rejeté (p. 7600)

Amendement n° 232 de M. François Goulard (non rétroactivité de la loi) (p. 7599) : rejeté (p. 7600)

Article 11 (application dérogatoire d'une comptabilité de caisse pour la répartition, au titre de l'exercice 1998, de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) ainsi que de la CSG et des droits sur les alcools affectés à l'assurance maladie) (p. 7600) : adopté après modifications (p. 7601)

Intervenant : M. Bernard Accoyer (p. 7600)

Amendement n° 233 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7600) : rejeté (p. 7601)

Amendement n° 39 de la commission (extension pour l'exercice 1999) : adopté (p. 7601)

Après l'article 11

Amendement n° 404 de M. Alfred Recours (lutte contre le tabagisme) : adopté (p. 7603)

Amendement n° 408 du Gouvernement (collaborateurs occasionnels du service public) (p. 7604) : adopté après modifications (p. 7606)

Sous-amendement n° 420 de M. Alfred Recours (de précision) (p. 7604) : adopté (p. 7606)

Sous-amendement n° 432 de M. Alfred Recours (de précision) (p. 7604) : adopté (p. 7606)

Amendement n° 141 de M. Jean-Claude Guibal (exercice d'une activité dans un Etat de l'Union européenne) : rejeté (p. 7606)

Amendement n° 417 du Gouvernement (financement du congé de fin d'activité) (p. 7606) : adopté (p. 7608)

Réserve, à la demande du Gouvernement, de la discussion de l'article 12 jusqu'après l'examen de l'article 36 (p. 7608)

Après l'article 12

Amendement n° 161 de M. Bernard Accoyer (contrôle par la Cour des comptes) (p. 7608) : rejeté (p. 7609)

Titre III

Dispositions relatives aux dépenses et à la trésorerie

Section 1 : branche famille

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales) (p. 7610) : adopté (p. 7624)

Intervenants : M. Jacques Barrot (p. 7610) ; M. Jean-Luc Prél (p. 7610) ; M. Bernard Accoyer (p. 7611) ; M. Yves Bur (p. 7611) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7611) ; Mme Hélène Mignon (p. 7612) ; M. Denis Jacquat (p. 7612) ; Mme Dominique Gillot (p. 7613) ; M. Jérôme Cahuzac (p. 7614) ; Mme Martine Aubry (p. 7615)

Amendement n° 162 de M. Bernard Accoyer (suspension sur décision de justice des allocations familiales) (p. 7622) : rejeté (p. 7624)

Article 14 (extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant) (p. 7624) : adopté après modifications (p. 7627)

Intervenants : M. Jacques Barrot (p. 7624) ; M. Jean-Luc Préel (p. 7625) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7625) ; Mme Hélène Mignon (p. 7625)

Amendement n° 235 de M. François Goulard (rédactionnel) (p. 7626) : adopté (p. 7627)

Amendement n° 236 de M. François Goulard (rédactionnel) : rejeté (p. 7627)

Amendement n° 317 de M. Jean-Luc Préel (date d'entrée en vigueur) : rejeté (p. 7627)

Après l'article 14

Amendement n° 280 de M. François Sauvadet (récupération de l'aide sociale contre le donataire) : rejeté (p. 7627)

Section 2 : branche maladie

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables) (p. 7627) : adopté après modifications (p. 7634)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 7628) ; M. Bernard Accoyer (p. 7628) ; M. Yves Bur (p. 7629) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7629) ; M. Jean Bardet (p. 7630) ; M. Claude Evin (p. 7630) ; M. Bernard Kouchner (p. 7631)

Amendement n° 40 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Amendement n° 135 de M. Bernard Accoyer (bilan semestriel) : rejeté (p. 7632)

Amendement n° 324 de M. Yves Bur (actions régionales et départementales) (p. 7632) : rejeté (p. 7633)

Discussion commune des amendements n°s 323 et 411 corrigé

Amendement n° 323 de M. Jean-Pierre Foucher (médecine du travail) (p. 7633) : retiré (p. 7634)

Amendement n° 411 corrigé du Gouvernement (médecine du travail) (p. 7633) : adopté après rectification (p. 7634)

Après l'article 15

Amendement n° 186 de M. Bernard Accoyer (carnet de santé) (p. 7634) : rejeté (p. 7636)

Amendement n° 325 de M. Jean-Luc Préel (délégation de gestion) (p. 7636) : rejeté (p. 7637)

Amendement n° 132 de M. Jean-Luc Préel (sécurité anesthésique et périnatale) : rejeté (p. 7637)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie) (p. 7637) : adopté après modifications (p. 7643)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 7638) ; M. Bernard Accoyer (p. 7638)

Amendement n° 326 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7638) : rejeté (p. 7639)

Amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) (p. 7639) : adopté (p. 7640)

Amendement n° 45 de la commission (avis de la CNIL) (p. 7639) : adopté (p. 7640)

Amendement n° 136 de M. Bernard Accoyer (financements des systèmes nationaux d'information interrégimes) : rejeté (p. 7640)

Amendement n° 237 de M. François Goulard (de simplification) (p. 7640) : rejeté (p. 7641)

Amendement n° 238 de M. François Goulard (de simplification) : rejeté (p. 7641)

Amendement n° 239 de M. François Goulard (de simplification) : rejeté (p. 7642)

Amendement n° 137 de M. Bernard Accoyer (hospitalisation) : rejeté (p. 7641)

Amendement n° 240 de M. François Goulard (soins de ville) : rejeté (p. 7641)

Amendement n° 139 de M. Bernard Accoyer (hospitalisation) (p. 7641) : rejeté (p. 7642)

Amendements identiques n°s 46 et 241

Amendement n° 46 de la commission (statistiques) : adopté (p. 7642)

Amendement n° 241 de M. François Goulard (statistiques) : adopté (p. 7642)

Amendement n° 47 de la commission (rapport) : adopté (p. 7642)

Amendement n° 138 de M. Bernard Accoyer (composition du rapport) : rejeté (p. 7642)

Amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7643)

Amendements identiques n°s 49 et 242

Amendement n° 49 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7643)

Amendement n° 242 de M. François Goulard (de conséquence) : adopté (p. 7643)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins) (p. 7644) : adopté après modifications (p. 7652)

Intervenant : M. Jean-Luc Préel (p. 7644)

Amendement n° 140 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7644) : rejeté (p. 7645)

Amendement n° 50 de la commission (mise en place d'un tiers payant) : adopté (p. 7645)

Amendement n° 51 de la commission (promotion des actions d'évaluation) (p. 7645) : adopté après rectification (p. 7646)

Amendement n° 243 de M. François Goulard (liberté de négociation) : rejeté (p. 7646)

Amendement n° 163 de M. Bernard Accoyer (évaluation par le conseil d'orientation des filières et réseaux de soins expérimentaux) : rejeté (p. 7647)

Amendement n° 328 de M. Yves Bur (maintien du paiement à l'acte pour les soins curatifs) (p. 7647) : rejeté (p. 7649)

Amendement n° 329 de M. Jean-Luc Préel (caractère facultatif du recours au médecin référent) : rejeté (p. 7649)

Amendement n° 164 de M. Bernard Accoyer (évaluation des expérimentations) : rejeté (p. 7649)

Amendement n° 165 de M. Bernard Accoyer (modes de rémunération) (p. 7649) : rejeté (p. 7650)

Amendement n° 166 de M. Bernard Accoyer (paiement par carte bancaire) (p. 7650) : rejeté (p. 7651)

Amendement n° 244 de M. François Goulard (liberté de négociation) : retiré (p. 7651)

Amendement n° 327 de M. Yves Bur (égalité d'accès au soins) : rejeté (p. 7651)

Amendement n° 438 du Gouvernement (entrée en vigueur de l'article) (p. 7651) : adopté (p. 7652)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral) (p. 7652) : adopté après modifications (p. 7654)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 7652) ; M. Bernard Accoyer (p. 7652)

Amendement n° 52 de la commission (cloisonnement des dépenses) : adopté (p. 7653)

Amendement n° 167 de M. Bernard Accoyer (sélection des médecins) : rejeté (p. 7653)

Amendement n° 53 de la commission (activité des médecins évaluateurs) : adopté (p. 7653)

Amendement n° 54 de la commission (exploitation au niveau national des évaluations) : adopté (p. 7653)

Amendement n° 169 de M. Bernard Accoyer (information des unions de médecins) (p. 7653) : rejeté (p. 7654)

Discussion commune des amendements n°s 176 et 330

Amendement n° 176 de M. Jacques Barrot (expérimentation pendant un an) : retiré (p. 7654)

Amendement n° 330 de M. Jean-Luc Préel (expérimentation pendant un an) : rejeté (p. 7654)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion) (p. 7654) : adopté après modifications (p. 7665)

Intervenants : M. Bernard Accoyer (p. 7655) ; M. Bernard Kouchner (p. 7655) ; M. François Goulard (p. 7656) ; M. Jean Bardet (p. 7656) ; M. Denis Jacquat (p. 7657)

Discussion commune des amendements n°s 181, 55, 57 et 246

Amendement n° 181 de M. Pierre Hériaud (report de la mise en application du MICA) (p. 7662) : rejeté (p. 7664)

Amendement n° 55 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7662) : rejeté (p. 7664)

Amendement n° 57 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7662) : rejeté (p. 7664)

Amendement n° 246 de M. François Goulard (report de la mise en application du MICA) (p. 7662) : rejeté (p. 7664)

Discussion commune des amendements n°s 56 rectifié et 331

Amendement n° 56 rectifié de la commission (évaluation du dispositif) (p. 7664) : adopté (p. 7665)

Amendement n° 331 de M. Yves Bur (évaluation du dispositif) : devenu sans objet (p. 7665)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 7665) : adopté après modifications (p. 7669)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 7665) ; M. Bernard Accoyer (p. 7666) ; M. François Goulard (p. 7666) ; M. Claude Evin (p. 7666) ; M. Bernard Kouchner (p. 7667)

Amendement n° 168 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7667) : rejeté (p. 7668)

Amendement n° 433 du Gouvernement (liaison avec des établissements de santé) : adopté (p. 7668)

Amendement n° 295 de M. Jean-Luc Préel (financement du fonds) (p. 7668) : rejeté (p. 7669)

Amendement n° 217 corrigé de la commission (déconcentration) : adopté (p. 7669)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales) (p. 7669) : adopté après modifications (p. 7689)

Intervenants : M. Jacques Barrot (p. 7671) ; M. Jean-Luc Préel (p. 7671) ; M. Bernard Accoyer (p. 7672) ; M. Pierre Hellier (p. 7672) ; M. François Goulard (p. 7673) ; M. Jean Bardet (p. 7674) ; Mme Jacqueline Fraysse (p. 7674) ; M. Claude Evin (p. 7675) ; M. Jérôme Cahuzac (p. 7676) ; M. Jean Le Garrec (p. 7676) ; Mme Martine Aubry (p. 7677)

Amendements identiques n°s 297 et 372

Amendement n° 297 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 7680) : rejeté (p. 7682)

Amendement n° 372 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7680) : rejeté (p. 7682)

Amendement n° 299 de M. Jean-Luc Préel (suppression des lettres clés flottantes) (p. 7682) : rejeté (p. 7683)

Rappel au règlement

M. Jean-Luc Préel s'étonne que certains de ses amendements aient été déclarés irrecevables et d'autres non et élève une vive protestation [29 octobre 1998] (p. 7683) ; M. Yves Cochet indique que la présidence fait appel au président de la commission des finances pour juger de la recevabilité des amendements et fait observer qu'aucun amendement supprimant totalement un article n'est irrecevable (p. 7683)

Amendement n° 248 de M. François Goulard (suivi périodique des dépenses médicales) : rejeté (p. 7683)

Amendements identiques nos 193 et 206 corrigé

Amendement n° 193 de M. Bernard Accoyer (suppression des mesures relatives à l'ajustement des tarifs) (p. 7683) : rejeté (p. 7684)

Amendement n° 206 corrigé de M. François Goulard (suppression des mesures relatives à l'ajustement des tarifs) (p. 7683) : rejeté (p. 7684)

Amendement n° 194 de M. Bernard Accoyer (dépenses remboursées) : rejeté (p. 7684)

Amendement n° 196 corrigé de M. Bernard Accoyer (dépenses remboursées) : rejeté (p. 7684)

Amendement n° 249 de M. François Goulard (montant prévisionnel des dépenses d'honoraires) : rejeté (p. 7684)

Amendement n° 195 de M. Bernard Accoyer : devenu sans objet (p. 7684)

Amendement n° 197 de M. Bernard Accoyer : devenu sans objet (p. 7684)

Amendement n° 59 de la commission (déclinaison par spécialités de l'objectif prévisionnel des dépenses médicales) (p. 7684) : rejeté (p. 7685)

Amendement n° 15 de la commission des finances (versement au fonds de régulation) : rejeté (p. 7685)

Amendement n° 203 de M. Bernard Accoyer (exigibilité de la contribution) : rejeté (p. 7685)

Amendement n° 198 de M. Bernard Accoyer (fonctionnement et utilisation du fonds de compensation) : rejeté (p. 7685)

Amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7685)

Amendement n° 182 de M. Bernard Accoyer (exonération de la contribution conventionnelle) : rejeté (p. 7686)

Amendement n° 199 de M. Bernard Accoyer (individualisation du reversement) : rejeté (p. 7686)

Amendement n° 200 de M. Bernard Accoyer (suppression de la lettre clé flottante) : adopté (p. 7686)

Amendement n° 403 de M. Bernard Accoyer (contrats locaux d'objectif) (p. 7686) : rejeté (p. 7687)

Amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7687)

Amendement n° 421 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7687)

Amendement n° 402 de M. Bernard Accoyer (caractère négociable du reversement) : rejeté (p. 7687)

Amendement n° 62 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7687)

Amendement n° 63 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7688)

Amendement n° 20 de M. Bernard Accoyer (explications préalables par les caisses) : rejeté (p. 7688)

Amendement n° 204 de M. Bernard Accoyer (prise en compte des situations particulières) : rejeté (p. 7688)

Amendement n° 184 de M. Bernard Accoyer (médecins nouvellement installés) : rejeté (p. 7688)

Amendement n° 185 de M. Bernard Accoyer (suppression du mécanisme de pénalité) (p. 7688) : rejeté (p. 7689)

Article 22 (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998) (p. 7689) : adopté après modifications (p. 7690)

Amendement n° 300 de M. Yves Bur (de suppression) : rejeté (p. 7689)

Amendement n° 175 de M. Jacques Barrot (suppression des sanctions) : rejeté (p. 7689)

Amendement n° 187 de M. Bernard Accoyer (honoraires remboursés) : rejeté (p. 7689)

Amendement n° 16 de la commission des finances (fixation des modalités par décret en Conseil d'Etat) (p. 7689) : retiré (p. 7690)

Amendement n° 439 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 7690)

Après l'article 22

Amendement n° 430 rectifié de M. Claude Evin (rapport sur l'état bucco-dentaire de la population) (p. 7690) : adopté (p. 7693)

Sous-amendement n° 442 de M. Yves Bur (origine des prothèses dentaires) (p. 7690) : rejeté (p. 7693)

Sous-amendement n° 443 de M. Yves Bur (tarif des pièces prothétiques) (p. 7690) : rejeté (p. 7693)

Sous-amendement n° 444 de M. Yves Bur (date d'application) : rejeté (p. 7693)

Sous-amendement n° 445 de M. Bernard Accoyer (nouvelle nomenclature dentaire) (p. 7691) : rejeté (p. 7693)

Rappel au règlement

M. Bernard Accoyer s'étonne de ne pas trouver dans la liasse qui lui a été remise l'amendement n° 430 rectifié de M. Evin ainsi que son propre sous-amendement [29 octobre 1998] (p. 7691) ; M. Claude Evin explique comment la procédure qu'il avait initialement prévue a été modifiée (p. 7691)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien) (p. 7693) : adopté après modifications (p. 7707)

Intervenants : M. Jacques Barrot (p. 7694) ; M. Bernard Accoyer (p. 7694) ; M. Yves Bur (p. 7694) ; M. Jean-Pierre Foucher (p. 7694) ; M. Jean Bardet (p. 7694) ; Mme Jacqueline Fraysse (p. 7695) ; M. Claude Evin (p. 7695) ; M. Bernard Kouchner (p. 7702)

Amendement n° 4 de M. Georges Sarre : non soutenu (p. 7703)

Amendement n° 5 de M. Georges Sarre : non soutenu (p. 7703)

Discussion commune des amendements n°s 28, 65 et 174

Amendement n° 28 de la commission des finances (mention manuscrite de la substitution) : retiré (p. 7703)

Amendement n° 65 de la commission (mention manuscrite de la substitution) : retiré (p. 7703)

Sous-amendement n° 387 de M. Bernard Accoyer (acceptation par le patient) : retiré (p. 7703)

Amendement n° 174 de M. Jacques Barrot (mention du générique délivré) : non soutenu ; repris par Mme Martine Aubry : adopté (p. 7703)

Amendement n° 399 de la commission (reconnaissance de la qualité de générique) (p. 7703) : retiré (p. 7704)

Amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7704)

Amendement n° 172 de M. Jacques Barrot (prise en charge d'un surcoût éventuel) (p. 7704) : rejeté (p. 7705)

Amendement n° 67 de la commission (observations écrites du pharmacien) (p. 7704) : adopté (p. 7705)

Amendement n° 416 de la commission (caractère facultatif du recouvrement) : adopté (p. 7705)

Discussion commune des amendements n°s 69 et 170

Amendement n° 69 de la commission (dispositif anti cadeaux) (p. 7705) : adopté (p. 7706)

Amendement n° 170 de M. Jacques Barrot (dispositif anti cadeaux) (p. 7705) : retiré (p. 7706)

Discussion commune des amendements n°s 171 et 20 rectifié

Amendement n° 171 de M. Jacques Barrot (plafonnement des remises et ristournes) (p. 7706) : adopté après modifications (p. 7707)

Sous-amendement n° 436 de M. Jean-Luc Prél (de précision) (p. 7706) : retiré (p. 7707)

Sous-amendement n° 446 du Gouvernement (sanctions pénales) (p. 7706) : adopté après rectification (p. 7707)

Amendement n° 20 rectifié de M. Jérôme Cahuzac (plafonnement des remises et ristournes) : retiré (p. 7706)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques) (p. 7707) : adopté après modifications (p. 7718)

Intervenants : M. Jacques Barrot (p. 7708) ; M. Jean-Luc Prél (p. 7708) ; M. Bernard Accoyer (p. 7709) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7709) ; M. François Goulard (p. 7710) ; M. Thierry Mariani (p. 7710) ; M. Jean-Paul Bacquet (p. 7711) ; M. Jérôme Cahuzac (p. 7711) ; Mme Martine Aubry (p. 7712)

Amendement n° 302 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 7714) : rejeté (p. 7715)

Amendement n° 415 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7715)

Discussion commune des amendements n°s 70, 304 et 178

Amendement n° 70 de la commission (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) : retiré (p. 7716)

Amendement n° 304 de M. Yves Bur (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) : retiré (p. 7716)

Amendement n° 178 de M. Jacques Barrot (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) : retiré (p. 7716)

Amendement n° 177 de M. Jacques Barrot (objectifs pluriannuels) : rejeté (p. 7716)

Amendement n° 71 de la commission (de précision) : adopté (p. 7716)

Amendement n° 303 de M. Yves Bur (suppression des constats infra-annuels) : rejeté (p. 7717)

Amendement n° 208 de M. François Goulard (suppression des constats infra-annuels) : rejeté (p. 7717)

Amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7717)

Amendement n° 17 rectifié de la commission des finances (publicité pour les médicaments remboursables) : adopté après deuxième rectification (p. 7717)

Amendement n° 18 de la commission des finances (dispositif anti cadeaux) : retiré (p. 7718)

Après l'article 24

Amendement n° 188 de M. Bernard Accoyer (suppression de la taxe sur les ventes directes des laboratoires aux officines) : rejeté (p. 7718)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique) (p. 7718) : adopté après modifications (p. 7727)

Intervenants : M. Bernard Accoyer (p. 7720); M. Maxime Gremetz (p. 7720); M. François Goulard (p. 7720); M. Claude Evin (p. 7721); M. Bernard Kouchner (p. 7722)

Amendements identiques n^{os} 209 et 305

Amendement n^o 209 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 7723)

Amendement n^o 305 de M. Jean-Pierre Foucher (de suppression) : rejeté (p. 7723)

Amendements identiques n^{os} 73 et 23

Amendement n^o 73 de la commission (élargissement de l'assiette) (p. 7723) : adopté (p. 7724)

Amendement n^o 23 de la commission des finances (élargissement de l'assiette) (p. 7723) : adopté (p. 7724)

Amendements identiques n^{os} 74 et 19

Amendement n^o 74 de la commission (clause de sauvegarde) (p. 7724) : adopté (p. 7725)

Amendement n^o 19 de la commission des finances (clause de sauvegarde) (p. 7724) : adopté (p. 7725)

Amendements identiques n^{os} 76 et 21

Amendement n^o 76 de M. Claude Evin (rédactionnel) : adopté (p. 7725)

Amendement n^o 21 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 7725)

Amendement n^o 75 rectifié de M. Claude Evin (de précision) : adopté (p. 7725)

Amendement n^o 189 de M. Bernard Accoyer (exclusion des dépenses de promotion) (p. 7725) : rejeté (p. 7726)

Amendement n^o 77 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7726)

Amendement n^o 78 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7726)

Amendement n^o 79 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7726)

Discussion commune des amendements n^{os} 81 et 22

Amendement n^o 81 de la commission (exonérations) : adopté (p. 7726)

Amendement n^o 22 de la commission des finances (exonérations) : retiré (p. 7726)

Amendement n^o 80 de la commission (de précision) : adopté (p. 7726)

Amendement n^o 82 de la commission (de précision) : adopté (p. 7727)

Article 26 (création d'une contribution perçue sur l'industrie pharmaceutique au titre de l'année 1998) : retiré (p. 7727)

Après l'article 26

Amendement n^o 85 rectifié de la commission (changement d'un lieu d'implantation) : adopté (p. 7727)

Amendement n^o 88 de la commission (praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital) (p. 7727) : retiré (p. 7728)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie) (p. 7728) : adopté après modifications (p. 7733)

Intervenants : M. Jean-Luc Prél (p. 7729); M. Bernard Accoyer (p. 7729); M. Pascal Terrasse (p. 7730); M. Yves Bur (p. 7730); M. François Goulard (p. 7731); M. Maxime Gremetz (p. 7731); M. Jean Le Garrec (p. 7731); Mme Martine Aubry (p. 7732)

Amendement n^o 125 de Mme Jacqueline Fraysse (de suppression) : rejeté (p. 7733)

Amendement n^o 24 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 7733)

Amendement n^o 90 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 7733)

Amendement n^o 89 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 7733)

Après l'article 27

Amendement n^o 447 du Gouvernement (coordination des interventions des professionnels libéraux en établissement) (p. 7733) : adopté (p. 7734)

Sous-amendement n^o 449 de M. Bernard Accoyer (médecin de famille des personnes âgées) : rejeté (p. 7734)

Amendement n^o 435 du Gouvernement (centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie) (p. 7734) : adopté (p. 7735)

Article 28 (extension des catégories de bénéficiaires de l'assurance décès) : adopté (p. 7735)

Amendement n^o 265 de M. Bernard Accoyer : retiré (p. 7735)

Section 3 : branche vieillesse

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix) (p. 7736) : adopté (p. 7746)

Intervenants : M. Maxime Gremetz (p. 7736); M. Jean-Luc Prél (p. 7737); M. Bernard Accoyer (p. 7736); M. Pascal Terrasse (p. 7743); M. Germain Gengenwin (p. 7743); M. Jean-Jacques Weber (p. 7744)

Amendement n^o 419 de M. Denis Jacquat (prorogation d'un an) : rejeté (p. 7745)

Amendements identiques n^{os} 92 et 332

Amendement n^o 92 de la commission (avis du conseil d'administration de la CNAVTS) : rejeté (p. 7745)

Amendement n° 332 de M. Germain Gengenwin (avis du conseil d'administration de la CNAVTS) : retiré (p. 7745)

Amendement n° 93 de la commission (de précision) (p. 7745) : rejeté (p. 7746)

Après l'article 29

Amendement n° 448 du Gouvernement (allocation veuvage) (p. 7746) : adopté (p. 7748)

Article 30 (prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite) : adopté après modifications (p. 7749)

Intervenants : M. Pascal Terrasse (p. 7748) ; M. Jean-Jacques Weber (p. 7748)

Amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) (p. 7748) : adopté (p. 7749)

Amendement n° 95 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7749)

Après l'article 30

Amendement n° 318 de M. Jean-Luc Préel (assurance veuvage) : devenu sans objet (p. 7749)

Amendement n° 426 corrigé de M. François Goulard (assurance veuvage) : devenu sans objet (p. 7749)

Amendement n° 319 de M. Jean-Luc Préel (détermination des limites du cumul) : rejeté (p. 7749)

Amendement n° 96 de la commission (seuil de non-récupération sur succession) (p. 7749) : adopté (p. 7750)

Amendement n° 25 corrigé de la commission des finances (taux de récupération sur succession) : retiré (p. 7750)

Amendement n° 278 de M. Jean-Jacques Weber (rapport) : rejeté (p. 7750)

Section 4 : branche accident du travail

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles) (p. 7750) : adopté après modifications (p. 7753)

Intervenants : M. Germain Gengenwin (p. 7751) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7751)

Amendement n° 450 de M. Claude Evin (titre) (p. 7751) : adopté (p. 7752)

Amendement n° 388 de la commission (titre) : devenu sans objet (p. 7752)

Sous-amendement n° 440 du Gouvernement (de précision) : devenu sans objet (p. 7752)

Sous-amendement n° 441 du Gouvernement (de précision) : devenu sans objet (p. 7752)

Amendement n° 281 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) (p. 7752) : adopté (p. 7753)

Amendement n° 282 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) (p. 7752) : adopté (p. 7753)

Section 5 : objectifs de dépenses par branche

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche) : adopté après modifications (p. 7754)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 7753) ; M. Bernard Accoyer (p. 7753) ; M. Claude Evin (p. 7754) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7754)

Amendement n° 452 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 7754)

Section 6 : ONDAM

Article 33 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie) (p. 7754) : adopté après modifications (p. 7759)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 7754) ; M. Bernard Accoyer (p. 7755) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7756) ; M. Claude Evin (p. 7756)

Amendement n° 97 de la commission (information du Parlement) (p. 7757) : adopté après rectification (p. 7759)

Amendement n° 336 de M. Jacques Barrot (vote du Parlement sur la répartition des enveloppes) : rejeté (p. 7758)

Section 7 : mesures relatives à la trésorerie

Article 34 (ratification du relèvement du plafond des ressources non permanentes applicables au régime général) (p. 7759) : adopté (p. 7760)

Intervenants : M. Bernard Accoyer (p. 7759) ; M. Jean-Luc Préel (p. 7759) ; Mme Martine Aubry (p. 7759)

Article 35 (remise à l'équilibre de la trésorerie des différentes branches du régime général dans le cadre de la reprise de la dette de ce régime) : adopté (p. 7760)

Après l'article 35

Discussion commune des amendements n°s 98 et 26

Amendement n° 98 de la commission (excédents de trésorerie) (p. 7760) : adopté (p. 7762)

Amendement n° 26 de la commission des finances (excédents de trésorerie) (p. 7760) : devenu sans objet (p. 7762)

Avant l'article 36

Amendement n° 414 de M. Alfred Recours (de simplification) : adopté (p. 7762)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes) : adopté (p. 7762)

Amendement n° 365 de M. Germain Gengenwin (suppression des possibilités d'emprunt de la CNRACL) : rejeté (p. 7762)

Amendement n° 27 de la commission des finances (déficit du Fonds gérant l'allocation temporaire d'invalidité des agents des collectivités locales) : retiré (p. 7762)

Après l'article 36

Amendement n° 266 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les mises à disposition d'agents publics) (p. 7763) : rejeté (p. 7764)

Amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les transferts financiers vers les mutuelles) (p. 7763) : rejeté (p. 7764)

Amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (date de remise des rapports) (p. 7763) : rejeté (p. 7764)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories) (p. 7764) : adopté après modifications (p. 7766)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 7764) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7765)

Amendement n° 314 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) : retiré (p. 7765)

Amendement n° 451 rectifié du Gouvernement (modification des prévisions de recettes) : adopté (p. 7766)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé) (p. 7766) : adopté après modifications (p. 7792)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 7770) ; M. Bernard Accoyer (p. 7771) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 7772)

Discussion commune des amendements n°s 337 et 269

Amendement n° 337 de M. Germain Gengenwin (mécanismes d'épargne privée) : rejeté (p. 7773)

Amendement n° 269 de M. Bernard Accoyer (mécanismes d'épargne privée) : rejeté (p. 7773)

Amendement n° 270 de M. Bernard Accoyer (harmonisation des régimes) : rejeté (p. 7774)

Amendement n° 131 de M. Jean-Luc Préel (expérimentation prévoyant une délégation de gestion du risque) : retiré (p. 7774)

Amendement n° 340 de M. Jean-Luc Préel (expérimentation prévoyant une délégation de gestion du risque) : rejeté (p. 7774)

Amendement n° 219 de M. François Goulard (mise en concurrence des caisses) : rejeté (p. 7774)

Amendement n° 285 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) : rejeté (p. 7775)

Amendement n° 341 de M. Germain Gengenwin (rééquilibrage des aides aux familles avant le 1^{er} mars 1999) : rejeté (p. 7775)

Discussion commune des amendements n°s 99 corrigé et 342

Amendement n° 99 corrigé de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 7775)

Amendement n° 342 de M. Jean-Luc Préel (correction d'une erreur matérielle) : devenu sans objet (p. 7775)

Amendement n° 286 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau des charges patronales) : rejeté (p. 7775)

Amendement n° 339 de M. Jean-Luc Préel (moyens financiers des observatoires régionaux de la santé) (p. 7775) : retiré (p. 7776)

Amendement n° 100 de la commission (moyens financiers des observatoires régionaux de la santé) : adopté (p. 7776)

Amendement n° 271 de M. Bernard Accoyer (rédactionnel) : rejeté (p. 7776)

Amendements identiques n°s 101 et 348

Amendement n° 101 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7776)

Amendement n° 348 de M. Jean-Luc Préel (rédactionnel) : retiré (p. 7776)

Amendement n° 102 de la commission (droit des malades) : adopté (p. 7776)

Amendement n° 3 corrigé de M. Georges Sarre : non soutenu (p. 7776)

Amendement n° 344 de M. Jean-Luc Préel (sécurité anesthésique et sécurité sur la périnatalité) : rejeté (p. 7777)

Amendement n° 345 de M. Jean-Luc Préel (infections nosocomiales) : adopté (p. 7777)

Amendement n° 272 de M. Bernard Accoyer (rédactionnel) : adopté (p. 7777)

Amendement n° 346 de M. Yves Bur (dépistage) : rejeté (p. 7777)

Amendement n° 413 de M. Alain Néri (lutte contre le dopage) (p. 7777) : adopté (p. 7778)

Discussion commune des amendements n°s 383 et 412 rectifié

Amendement n° 383 de M. Philippe Nauche (protection de la santé des sportifs) : retiré (p. 7778)

Amendement n° 412 rectifié de M. Alain Néri (protection de la santé des sportifs) : adopté (p. 7778)

Amendements identiques n°s 104 et 349

Amendement n° 104 de la commission (délégation de la prescription aux infirmiers) (p. 7778) : retiré (p. 7779)

Amendement n° 349 de M. Yves Bur (délégation de la prescription aux infirmiers) : retiré (p. 7778)

Amendement n° 434 du Gouvernement (prise en charge de la surdité) : adopté (p. 7779)

Amendement n° 437 du Gouvernement (soins dentaires) : adopté (p. 7779)

- Amendement n° 379 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (politique gériatrique) (p. 7779) : adopté (p. 7780)
- Amendement n° 287 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) : rejeté (p. 7780)
- Discussion commune des amendements n°s 350 et 220
- Amendement n° 350 de M. Jean-Luc Prével (date de présentation du projet de loi) : rejeté (p. 7780)
- Amendement n° 220 de M. François Goulard (date de présentation du projet de loi) : rejeté (p. 7780)
- Amendement n° 273 de M. Bernard Accoyer (dépenses ambulatoires de santé) : rejeté (p. 7780)
- Amendement n° 274 de M. Bernard Accoyer (rédactionnel) : rejeté (p. 7780)
- Amendement n° 105 de la commission (rédactionnel) (p. 7780) : adopté (p. 7781)
- Amendements identiques n°s 389 et 382
- Amendement n° 389 de la commission (pratiques paramédicales) : adopté (p. 7781)
- Amendement n° 382 de Mme Catherine Génisson (pratiques paramédicales) : retiré (p. 7781)
- Amendements identiques n°s 390 et 381
- Amendement n° 390 de la commission (instances professionnelles des professions paramédicales) (p. 7781) : adopté (p. 7782)
- Amendement n° 381 de Mme Catherine Génisson (instances professionnelles des professions paramédicales) : retiré (p. 7781)
- Amendements identiques n°s 391 et 380
- Amendement n° 391 de la commission (professions paramédicales) : adopté (p. 7782)
- Amendement n° 380 de Mme Catherine Génisson (professions paramédicales) : retiré (p. 7782)
- Amendement n° 376 de M. Bernard Accoyer (conditions de travail de certaines spécialités) : rejeté (p. 7782)
- Amendement n° 275 de M. Bernard Accoyer (de cohérence) : rejeté (p. 7782)
- Amendement n° 353 de M. Jean-Luc Prével (lutte contre la surconsommation médicamenteuse) : rejeté (p. 7782)
- Amendement n° 386 de M. Bernard Accoyer (automédication) (p. 7782) : rejeté (p. 7783)
- Amendement n° 352 de M. Jean-Luc Prével (déremboursement) : rejeté (p. 7783)
- Amendement n° 106 de la commission (pénibilité de certaines professions hospitalières) : adopté (p. 7783)
- Amendement n° 288 de M. Bruno Bourg-Broc : non soutenu (p. 7783)
- Amendements identiques n°s 107 et 354
- Amendement n° 107 de la commission (de précision) : adopté (p. 7783)
- Amendement n° 354 de M. Jean-Luc Prével (de précision) : retiré (p. 7783)
- Amendement n° 142 de M. André Angot : non soutenu (p. 7783)
- Amendement n° 11 de la commission des finances (externalisation des dépenses hospitalières) (p. 7783) : retiré (p. 7784)
- Amendement n° 377 de Mme Catherine Génisson (place des services de médecine non spécialisés à l'hôpital) : adopté (p. 7784)
- Amendement n° 1 de M. Georges Sarre : non soutenu (p. 7784)
- Amendement n° 108 de la commission (externalisation des dépenses hospitalières) : adopté (p. 7784)
- Amendement n° 276 de M. Bernard Accoyer (maîtrise médicalisée des dépenses de santé) : rejeté (p. 7784)
- Amendement n° 221 de M. François Goulard (suppression des sanctions prévues) : rejeté (p. 7784)
- Amendement n° 355 de M. Jean-Luc Prével (maîtrise des dépenses de santé médicamenteuses) : rejeté (p. 7784)
- Amendement n° 356 de M. Jean-Luc Prével (suppression des lettres-clés flottantes) : rejeté (p. 7785)
- Amendement n° 357 de M. Germain Gengenwin (maîtrise médicalisée des dépenses de santé) : rejeté (p. 7785)
- Amendement n° 2 de M. Georges Sarre : non soutenu (p. 7785)
- Amendement n° 109 de la commission (soutien des parents dans leur rôle éducatif) : adopté (p. 7785)
- Amendement n° 110 de la commission (conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale) : adopté (p. 7785)
- Amendement n° 358 de M. Germain Gengenwin (allocation de garde d'enfant à domicile) : rejeté (p. 7785)
- Amendement n° 291 de M. Bruno Bourg-Broc (universalité des allocations familiales) : rejeté (p. 7785)
- Amendement n° 222 de M. François Goulard (déplafonnement du quotient familial) : rejeté (p. 7786)
- Amendement n° 392 de la commission (modulation de l'allocation de rentrée scolaire) : adopté (p. 7786)
- Amendement n° 111 de la commission (majorations pour âge) : adopté (p. 7786)
- Amendement n° 277 de M. Bernard Accoyer (de précision) : rejeté (p. 7786)
- Amendement n° 258 de M. Thierry Mariani : non soutenu (p. 7786)
- Amendement n° 263 de M. Thierry Mariani : non soutenu (p. 7786)

Amendement n° 375 de M. Bernard Accoyer (égalité d'accès aux régimes complémentaires de retraite par capitalisation) : rejeté (p. 7786)

Amendement n° 359 de M. Jean-Luc Préel (gestion de la caisse par les partenaires sociaux) : rejeté (p. 7786)

Amendement n° 292 de M. Bruno Bourg-Broc : non soutenu (p. 7786)

Amendement n° 262 de M. Thierry Mariani : non soutenu (p. 7786)

Amendement n° 453 du Gouvernement (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) : adopté après rectification (p. 7787)

Amendement n° 361 de M. Jean-Luc Préel (clarification de la tarification de la prestation spécifique dépendance) : rejeté (p. 7787)

Amendement n° 378 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (de cohérence) : adopté (p. 7787)

Amendement n° 129 de M. Jean-Luc Préel (égalité d'accès à l'aide ménagère) (p. 7787) : rejeté (p. 7788)

Amendement n° 255 de M. Yves Nicolin (guichet unique pour les handicapés) : rejeté (p. 7788)

Amendement n° 128 de M. Jean-Luc Préel (création d'une caisse des retraites des fonctionnaires) : rejeté (p. 7788)

Amendement n° 114 de la commission (de simplification) : adopté (p. 7789)

Amendement n° 363 de M. Jean-Luc Préel (de simplification) : devenu sans objet (p. 7789)

Amendements identiques n^{os} 115 et 364

Amendement n° 115 de la commission (de simplification) : adopté (p. 7789)

Amendement n° 364 de M. Jean-Luc Préel (de simplification) : retiré (p. 7789)

Amendement n° 362 de M. Jean-Luc Préel (de simplification) : rejeté (p. 7789)

Amendement n° 118 de Mme Jacqueline Fraysse (prélèvement sur les entreprises) (p. 7789) : rejeté (p. 7791)

Amendement n° 116 de la commission (stabilisation du financement) (p. 7789) : adopté (p. 7791)

Amendement n° 117 de la commission (date de dépôt du projet de loi) (p. 7789) : adopté (p. 7791)

Amendement n° 294 de M. Bruno Bourg-Broc (de simplification) : rejeté (p. 7791)

Amendement n° 322 de M. Jean-Luc Préel (sécurité anesthésique et sur la périnatalité) : rejeté (p. 7792)

Amendement n° 320 de M. Jean-Luc Préel (création d'une Union des caisses d'assurance maladie) : rejeté (p. 7792)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement et réserve des votes sur les articles faisant l'objet de la

seconde délibération et les amendements qui s'y rapportent (p. 7792)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus) (p. 7794) : vote réservé : adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7795)

Amendement n° 1 du Gouvernement (retour au texte initial du projet de loi) (p. 7794) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7795)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien) (p. 7794) : vote réservé : adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7795)

Amendement n° 2 du Gouvernement (retour au texte initial du projet de loi) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7795)

Article 30 bis (seuil de la non-récupération sur succession) : vote réservé : supprimé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7795)

Amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7795)

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7795)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Interventions du Gouvernement

Mme Martine Aubry (p. 7931) ; M. Bernard Kouchner (p. 7933)

Explications de vote

M. François Goulard (p. 7933) ; M. Alfred Recours (p. 7934) ; M. Bernard Accoyer (p. 7934) ; Mme Jacqueline Fraysse (p. 7935) ; M. Jean-Luc Préel (p. 7936) ; M. Georges Sarre (p. 7937)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. François Goulard (p. 7933)

Groupe socialiste : pour : M. Alfred Recours (p. 7934)

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Bernard Accoyer (p. 7935)

Groupe communiste : abstention : Mme Jacqueline Fraysse (p. 7936)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Jean-Luc Préel (p. 7937)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Georges Sarre (p. 7938)

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (p. 7938)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)*Rappel au règlement*

M. Jean-Luc Prélève élève une vive protestation auprès du Président de l'Assemblée nationale et du Gouvernement sur la manière dont est organisé le débat en nouvelle lecture du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Il déplore notamment que le rapport n'ait pas été disponible dès 9 heures et que le numéro des amendements ne lui ait pas été communiqué [26 novembre 1998] (p. 9595) ; M. Raymond Forni fait observer que le calendrier des débats a été décidé en conférence des présidents et que ces problèmes sont inhérents à une fin d'année particulièrement chargée (p. 9595) ; M. Jean Le Garrec estime qu'il ne faut pas dramatiser la situation mais convient que l'organisation des débats sur le financement de la sécurité sociale n'est pas à la hauteur des enjeux et annonce la création d'un groupe de travail pour l'amélioration de cette organisation (p. 9595)

Intervention du Gouvernement

M. Bernard Kouchner (p. 9596)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 9598)

Discussion générale

M. Thierry Mariani (p. 9599) ; Mme Jacqueline Fraysse (p. 9602) ; M. Jean-Luc Prélève (p. 9603) ; M. Pascal Terrasse (p. 9606) ; M. François Goulard (p. 9607) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 9609)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)**Titre Ier****Orientations et objectifs de la politique de santé et de sécurité***Article 1er (approbation du rapport annexé) (p. 9610) : adopté après modifications (p. 9634)*

Intervenants : M. Jean-Luc Prélève (p. 9612) ; Mme Jacqueline Fraysse (p. 9613)

Amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9613) : adopté après modifications (p. 9634)

Sous-amendement n° 60 de M. Jean-Luc Prélève (délégation de la gestion du risque) : rejeté (p. 9619)

Sous-amendement n° 61 de M. Jean-Luc Prélève (de précision) (p. 9619) : rejeté (p. 9620)

Sous-amendement n° 63 de M. Jean-Luc Prélève (conférences régionales de santé) (p. 9620) : rejeté (p. 9621)

Sous-amendement n° 65 de M. Jean-Luc Prélève (dépistage du cancer) : rejeté (p. 9621)

Sous-amendement n° 66 de M. Jean-Luc Prélève (de précision) : rejeté (p. 9621)

Sous-amendement n° 67 de M. Jean-Luc Prélève (création d'un service de médecine du travail au sein de l'éducation nationale) : rejeté (p. 9621)

Sous-amendement n° 68 de M. Jean-Luc Prélève (formation continue) (p. 9621) : rejeté (p. 9622)

Sous-amendement n° 50 de M. Jean-Luc Prélève (création d'un ordre des infirmiers) : rejeté (p. 9622)

Sous-amendement n° 51 de M. Jean-Luc Prélève (remboursement des nouveaux médicaments) (p. 9622) : rejeté (p. 9623)

Sous-amendement n° 52 de M. Jean-Luc Prélève (sanction collective) : rejeté (p. 9623)

Sous-amendement n° 53 de M. Jean-Luc Prélève (renforcement des pouvoirs des conseils d'administration) : rejeté (p. 9623)

Sous-amendement n° 54 de M. Jean-Luc Prélève (révision du statut de médecin hospitalier) (p. 9629) : rejeté (p. 9630)

Sous-amendement n° 55 de M. Jean-Luc Prélève (rédactionnel) : adopté (p. 9630)

Sous-amendement n° 56 de M. Jean-Luc Prélève (rédactionnel) : adopté (p. 9630)

Sous-amendement n° 98 du Gouvernement (mécanisme de rendez-vous conventionnel infra annuel) : adopté (p. 9630)

Sous-amendement n° 57 de M. Jean-Luc Prélève (de cohérence) (p. 9630) : rejeté (p. 9631)

Sous-amendement n° 58 de M. Jean-Luc Prélève (mesures correctrices) : rejeté (p. 9631)

Sous-amendement n° 59 de M. Jean-Luc Prélève (régionalisation par spécialité) (p. 9631) : rejeté (p. 9632)

Sous-amendement n° 69 de M. Jean-Luc Prélève (expérimentation de conventions régionales par spécialité) : rejeté (p. 9632)

Sous-amendement n° 48 de M. Jean-Luc Prélève (compensation des exonérations de charge) : rejeté (p. 9632)

Sous-amendement n° 44 de M. Jean-Luc Prélève (déplafonnement du quotient familial) : rejeté (p. 9632)

Sous-amendement n° 45 de M. Jean-Luc Prélève (création d'une caisse des retraites des fonctionnaires) (p. 9632) : rejeté (p. 9633)

Sous-amendement n° 49 de M. Jean-Luc Prélève (renforcement de l'autonomie des branches) : rejeté (p. 9633)

Sous-amendement n° 46 de M. Jean-Luc Prélève (création de fonds de pension) : rejeté (p. 9633)

Sous-amendement n° 125 de M. Jean-Luc Préel (prise en charge en établissement des personnes dépendantes) : rejeté (p. 9633)

Sous-amendement n° 70 de M. Jean-Luc Préel (déduction fiscale des primes d'assurance contre la dépendance) (p. 9633) : rejeté (p. 9634)

Amendement n° 74 de Mme Jacqueline Fraysse (abrogation explicite de la loi sur les fonds de pension) : devenu sans objet (p. 9634)

Amendement n° 75 de Mme Jacqueline Fraysse (projet de loi sur les cotisations patronales) : devenu sans objet (p. 9634)

Titre II

Dispositions relatives aux ressources

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse) (p. 9634) : adopté après modifications (p. 9638)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9634) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 9635) ; M. François Goulard (p. 9635)

Amendement n° 81 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9635) : rejeté (p. 9636)

Amendement n° 116 de M. Charles de Courson (financement du BAPSA) : rejeté (p. 9636)

Amendement n° 131 de M. Germain Gengenwin (gestion du fonds de réserve) : rejeté (p. 9637)

Amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9637)

Amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9637)

Amendement n° 124 de M. Germain Gengenwin (gestion du fonds de réserve) : rejeté (p. 9637)

Amendement n° 4 de la commission (ressources affectées au fonds de réserve) (p. 9637) : adopté (p. 9638)

Amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9638)

Après l'article 2

Amendement n° 114 de M. Charles de Courson (exonération de la CSG et de la CRDS) (p. 9638) : rejeté (p. 9639)

Amendement n° 107 de M. François Goulard (création de fonds de pension) (p. 9639) : rejeté (p. 9640)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile) (p. 9640) : rétabli (p. 9644)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9640) ; M. François Goulard (p. 9640)

Discussion commune des amendements n°s 76 et 87

Amendement n° 76 de Mme Jacqueline Fraysse (rétablissement des exonérations de charge) (p. 9641) : retiré (p. 9642)

Amendement n° 87 du Gouvernement (rétablissement des exonérations de charge) (p. 9641) : adopté après modifications (p. 9644)

Sous-amendement n° 143 corrigé de M. Jean Le Garrec (exonération des cotisations vieillesse de la CNRACL) (p. 9643) : adopté (p. 9644)

Article 3 ter (exonération totale des cotisations sociales patronales pour les aides à domicile employées par des associations prestataires de services aux personnes) : supprimé (p. 9644)

Amendement n° 88 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 9644)

Amendement n° 7 de la commission (de suppression) : devenu sans objet (p. 9644)

Article 3 quater (extension aux associations prestataires de services d'aide à domicile relevant du régime agricole de l'exonération totale de cotisations patronales prévue par le code de la sécurité sociale) (p. 9644) : supprimé (p. 9645)

Intervenant : M. François Goulard (p. 9644)

Amendement n° 89 du Gouvernement (de suppression) (p. 9644) : adopté (p. 9645)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié") : adopté après modifications (p. 9645)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9645) ; M. François Goulard (p. 9645)

Amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9645)

Amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9645)

Article 5 bis (versement de la contribution prévue à l'article 5 à l'ACOSS sans déduction) (p. 9645) : adopté (p. 9648)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9646) ; M. François Goulard (p. 9646) ; Mme Martine Aubry (p. 9646) ; M. Alfred Recours (p. 9646)

Amendement n° 90 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 9647)

Article 6 (paiement obligatoire par virement des cotisations, contributions et taxes) : adopté après modifications (p. 9648)

Amendement n° 10 de la commission (modalités de paiement) : adopté (p. 9648)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique) (p. 9648) : rétabli (p. 9650)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9648) ; M. François Goulard (p. 9648)

Amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9648) : adopté (p. 9650)

Sous-amendement n° 85 de M. Bernard Accoyer (suppression d'une taxation rétroactive) (p. 9649) : rejeté (p. 9650)

Article 9 (taxation des boissons dites "prémix") (p. 9650) : adopté (p. 9651)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9650) ; M. François Goulard (p. 9650)

Réserve, à la demande du Gouvernement, de la discussion de l'article 11 bis jusqu'après l'examen de l'article 36 et des amendements qui s'y rapportent (p. 9651)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public) (p. 9651) : adopté (p. 9653)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9651) ; M. Bernard Kouchner (p. 9651) ; M. Alfred Recours (p. 9651) ; M. Pascal Terrasse (p. 9652)

Amendement n° 108 de M. François Goulard (automaticité de l'affiliation) (p. 9652) : rejeté (p. 9653)

Amendement n° 92 du Gouvernement (date d'annulation des créances) : rejeté (p. 9653)

Article 11 quater supprimé par le Sénat (prélèvement sur le Fonds de compensation de congé de fin d'activité (FCCPA) et le Fonds pour l'emploi hospitalier (FEH) pour financer le congé de fin d'activité pour la fonction publique territoriale et hospitalière) (p. 9653) : rétabli (p. 9654)

Amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9653) : adopté (p. 9654)

Article 12 A (compensation des exonérations de charges sociales prévues par la loi du 13 juin 1998 relative à la réduction du temps de travail) (p. 9654) : supprimé (p. 9655)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9654) ; M. François Goulard (p. 9654)

Amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 9655)

Réserve, à la demande du Gouvernement, de la discussion de l'article 12 jusqu'après l'examen de l'article 36 et des amendements qui s'y rapportent (p. 9655)

Titre III

Dispositions relatives aux dépenses

Section 1 : branche famille

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales) (p. 9655) : supprimé (p. 9656)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9655) ; M. François Goulard (p. 9655)

Amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 9655) : adopté (p. 9656)

Avant l'article 15

Amendement n° 136 de M. Jean-Luc Préel (mesures de sécurité anesthésique et sur la périnatalité) : rejeté (p. 9656)

Section 2 : branche maladie

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie) (p. 9656) : adopté après modifications (p. 9657)

Amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9657)

Sous-amendement n° 146 de M. François Goulard (représentation des assemblées parlementaires auprès du conseil) : rejeté (p. 9657)

Amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9657)

Amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9657)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins) (p. 9657) : rétabli (p. 9660)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9657) ; M. François Goulard (p. 9658)

Amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9660)

Sous-amendement n° 147 de M. François Goulard (suppression de la notion de médecin référent) : rejeté (p. 9659)

Sous-amendement n° 86 de M. Bernard Accoyer (évaluation du système de soins ambulatoires) : rejeté (p. 9659)

Sous-amendement n° 128 de M. Yves Bur (paiement à l'acte) (p. 9659) : rejeté (p. 9660)

Sous-amendement n° 123 de M. Jean-Luc Préel (recours au médecin référent) : rejeté (p. 9660)

Sous-amendement n° 152 de M. Yves Bur (accès direct au spécialiste) : rejeté (p. 9660)

Sous-amendement n° 99 du Gouvernement (date d'application) : adopté (p. 9660)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral) (p. 9660) : adopté après modifications (p. 9661)

Intervenant : M. Jean-Luc Préel (p. 9661)

Amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9661)

Amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9661)

Amendement n° 82 de M. Bernard Accoyer : non soutenu (p. 9661)

Amendement n° 112 de M. Jacques Barrot (expérimentation de la période d'évaluation) : rejeté (p. 9661)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion) (p. 9661) : adopté après modifications (p. 9662)

Intervenant : M. François Goulard (p. 9662)

Amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9662)

Amendement n° 118 de M. Yves Bur : retiré (p. 9662)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville) : adopté après modifications (p. 9662)

Amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9662)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales) (p. 9662) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 24 rectifié et modifié (p. 9668)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9663) ; M. François Goulard (p. 9663)

Amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9663) : adopté après modifications (p. 9668)

Sous-amendement n° 154 de M. Jean-Luc Préel (suppression de la lettre clé flottante) : rejeté (p. 9666)

Sous-amendement n° 159 de M. François Goulard (suppression des mesures d'ajustement des tarifs) : rejeté (p. 9666)

Sous-amendement n° 100 du Gouvernement (ajustement des tarifs et adaptation de la nomenclature) (p. 9666) : adopté (p. 9667)

Sous-amendement n° 163 de M. François Goulard (suivi des dépenses médicales) : devenu sans objet (p. 9667)

Sous-amendement n° 160 de M. François Goulard (application des nouveaux tarifs) : devenu sans objet (p. 9667)

Sous-amendement n° 161 de M. François Goulard (modification des tarifs) (p. 9667) : rejeté (p. 9668)

Sous-amendement n° 162 de M. François Goulard (arrêté interministériel sur les tarifs) (p. 9667) : rejeté (p. 9668)

Sous-amendement n° 101 du Gouvernement : retiré (p. 9667)

Article 22 supprimé par le Sénat (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998) (p. 9668) : rétabli (p. 9670)

Intervenant : M. Jean-Luc Préel (p. 9668)

Amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9668) : adopté après modifications (p. 9670)

Sous-amendement n° 103 du Gouvernement (somme mise à la charge de chaque médecin) (p. 9669) : adopté (p. 9670)

Sous-amendement n° 102 du Gouvernement (date d'application) (p. 9669) : adopté (p. 9670)

Article 22 bis (rapport sur l'état de santé bucco-dentaire et obligation pour les chirurgiens-dentistes et les médecins faisant appel à des fournisseurs ou à des prestataires de services de fournir à leurs patients une facturation détaillée) (p. 9670) : adopté après modifications (p. 9672)

Intervenants : M. Yves Bur (p. 9670) ; M. François Goulard (p. 9670)

Amendements identiques n°s 26 et 140

Amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9670) : adopté (p. 9671)

Amendement n° 140 de M. Yves Bur (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9670) : adopté (p. 9671)

Amendement n° 141 de M. Yves Bur (production d'un devis et d'une facture) : rejeté (p. 9671)

Amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9672)

Amendement n° 83 de M. Bernard Accoyer (accord avec les professionnels de santé) : rejeté (p. 9672)

Amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9672)

Amendement n° 142 de M. Yves Bur (date d'application) : rejeté (p. 9672)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien) (p. 9672) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 29 modifié (p. 9675)

Intervenants : M. François Goulard (p. 9673) ; M. Jacques Barrot (p. 9673)

Amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9673) : adopté après modifications (p. 9675)

Sous-amendement n° 122 de M. Jacques Barrot (responsabilité de la substitution) : rejeté (p. 9674)

Sous-amendement n° 121 du Gouvernement (plafonnement du surcoût) (p. 9674) : adopté (p. 9675)

Amendement n° 109 de M. François Goulard (conditions de la substitution) : devenu sans objet (p. 9675)

Amendement n° 110 de M. François Goulard (conditions de la substitution) : devenu sans objet (p. 9675)

Amendement n° 144 rectifié de M. Pascal Terrasse (conditions de la substitution) : devenu sans objet (p. 9675)

Amendement n° 111 de M. François Goulard (définition du médicament de référence) : devenu sans objet (p. 9675)

Amendement n° 113 de M. Jacques Barrot : retiré (p. 9675)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques) (p. 9680) : adopté après modifications (p. 9691)

Intervenants : M. Jean-Luc Prél (p. 9681) ; M. François Goulard (p. 9681) ; M. Thierry Mariani (p. 9682)

Discussion commune des amendements n°s 129 et 119

Amendement n° 129 de M. Jean-Luc Prél (fixation des prix en fonction des tarifs européens) : rejeté (p. 9682)

Amendement n° 119 de M. Jacques Barrot (fixation des prix en fonction des tarifs européens) (p. 9682) : rejeté (p. 9683)

Amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) (p. 9683) : adopté après modifications (p. 9690)

Sous-amendement n° 165 de la commission (rédactionnel) (p. 9685) : adopté (p. 9689)

Sous-amendement n° 166 de la commission (rédactionnel) (p. 9685) : adopté (p. 9690)

Sous-amendement n° 164 de M. François Goulard (fréquence des réunions) (p. 9686) : rejeté (p. 9690)

Amendement n° 97 du Gouvernement (rôle du comité) (p. 9690) : adopté (p. 9691)

Amendement n° 30 de la commission (suivi des dépenses de médicaments) : devenu sans objet (p. 9691)

Sous-amendement n° 157 de M. François Goulard (fréquence des constats) : devenu sans objet (p. 9691)

Sous-amendement n° 158 de M. François Goulard (modification des prix) : devenu sans objet (p. 9691)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique) (p. 9691) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 31 modifié (p. 9696)

Intervenants : M. Jean-Luc Prél (p. 9691) ; M. François Goulard (p. 9692) ; Mme Martine Aubry (p. 9692) ; M. Bernard Kouchner (p. 9692)

Amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9695) : adopté après modifications (p. 9696)

Sous-amendement n° 104 du Gouvernement (montant de la contribution) : adopté (p. 9695)

Sous-amendement n° 106 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 9695)

Sous-amendement n° 105 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 9695)

Article 26 bis supprimé par le Sénat (pouvoirs des agences régionales de l'hospitalisation en cas de transfert d'une clinique privée) : rétabli (p. 9696)

Amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9696)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financés par l'assurance maladie) (p. 9696) : adopté après modifications (p. 9697)

Intervenants : M. Jean-Luc Prél (p. 9696) ; M. François Goulard (p. 9697)

Amendement n° 33 de la commission (directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation) : adopté (p. 9697)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (exercice de la médecine dans les établissements sociaux et médico-sociaux) : rétabli (p. 9697)

Amendement n° 34 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9697)

Section 3 : branche vieillesse

Article 29 bis (modification de régime de l'assurance veuvage) (p. 9697) : adopté après modifications (p. 9699)

Amendement n° 93 corrigé du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9699)

Amendement n° 94 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9699)

Amendement n° 95 corrigé du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9699)

Après l'article 31

Discussion commune des amendements n°s 138 et 139

Amendement n° 138 de M. Germain Gengenwin (utilisation des excédents de la branche) : rejeté (p. 9699)

Amendement n° 139 de M. Germain Gengenwin (utilisation des excédents de la branche) : rejeté (p. 9699)

Amendement n° 145 du Gouvernement (préretraite pour les travailleurs de l'amiante) (p. 9700) : adopté (p. 9702)

Réserve, à la demande du Gouvernement, de la discussion des articles 32 et 33 jusqu'après l'examen de l'article 36 (p. 9702)

Section 7 : mesures relatives à la trésorerie

Article 34 supprimé par le Sénat (ratification du décret portant relèvement du plafond de trésorerie applicable au régime général) : rétabli (p. 9702)

Amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9702)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (gestion des excédents de trésorerie) (p. 9702) : rétabli (p. 9703)

Amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9702)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 40 (p. 9703)

Intervenant : M. Jean-Luc Préel (p. 9703)

Amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9703)

Sous-amendement n° 156 de M. Germain Gengenwin (suppression de la contribution de la CNRACL) : rejeté (p. 9703)

Article 11 bis précédemment réservé (majoration des droits sur les tabacs) (p. 9703) : supprimé (p. 9706)

Intervenants : M. Alfred Recours (p. 9703) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 9704) ; M. Bernard Kouchner (p. 9704) ; M. Jean-Luc Préel (p. 9706)

Amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 9706)

Amendement n° 41 de M. Gérard Terrier (montant de la taxation) : devenu sans objet (p. 9706)

Amendement n° 42 de M. Gérard Terrier (montant de la taxation) : devenu sans objet (p. 9706)

Amendement n° 43 de M. Gérard Terrier (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 9706)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 14 modifié (p. 9707)

Intervenant : M. Jean-Luc Préel (p. 9706)

Amendement n° 14 de la commission (prévisions de recettes) : adopté après modifications (p. 9707)

Sous-amendement n° 167 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 9707)

Article 32 précédemment réservé (fixation des objectifs de dépenses par branche) (p. 9707) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 35 rectifié et modifié (p. 9708)

Intervenant : M. Jean-Luc Préel (p. 9707)

Amendement n° 35 rectifié de la commission (objectifs de dépenses par branche) (p. 9707) : adopté après modifications (p. 9708)

Sous-amendement n° 168 du Gouvernement (de précision) (p. 9707) : adopté (p. 9708)

Article 33 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie) (p. 9708) : adopté après modifications (p. 9710)

Intervenants : M. Jean-Luc Préel (p. 9708) ; Mme Muguette Jacquaint (p. 9708)

Amendement n° 36 de la commission (montant de l'ONDAM) : adopté après modifications (p. 9710)

Sous-amendement n° 169 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 9709)

Amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9710)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9754)

Intervention du Gouvernement

M. Bernard Kouchner (p. 9754)

Explications de vote

M. Bernard Accoyer (p. 9755) ; Mme Jacqueline Fraysse (p. 9756) ; M. Jean-Luc Préel (p. 9757) ; M. Gérard Terrier (p. 9758) ; M. François Goulard (p. 9758) ; M. André Aschieri (p. 9759)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République :

contre : M. Bernard Accoyer (p. 9756)

Groupe communiste : abstention : Mme Jacqueline Fraysse (p. 9757)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Jean-Luc Préel (p. 9758)

Groupe socialiste : pour : M. Gérard Terrier (p. 9758)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. François Goulard (p. 9759)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. André Aschieri (p. 9760)

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (p. 9760)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Intervention du Gouvernement
M. Bernard Kouchner (p. 10055)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles pour les recettes et l'équilibre général
M. Alfred Recours (p. 10057)

Discussion générale
M. François Goulard (p. 10057); Mme Hélène Mignon (p. 10059); M. Jean-Luc Prél (p. 10060); M. Bernard Accoyer (p. 10062)

Intervention du rapporteur pour avis
M. Jérôme Cahuzac (p. 10065)

Réponse du Gouvernement
M. Bernard Kouchner (p. 10065)

Rappel au règlement

M. Bernard Accoyer déplore les conditions dans lesquelles s'organise la discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale. Souhaite que la conférence des présidents se saisisse du problème que constitue d'après lui le "téléscopage" de ce projet de loi avec celui de la loi de finances [3 décembre 1998] (p. 10065)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Amendement n° 1 de M. Germain Gengenwin (suppression du plafonnement de l'exonération de charges sociales) : rejeté (p. 10083)

Amendement n° 3 de M. Jean-Luc Prél (suppression des sanctions collectives à l'égard des médecins) (p. 10083) : rejeté (p. 10084)

Amendement n° 2 de M. Jean-Luc Prél (suppression des sanctions collectives à l'égard des médecins) (p. 10083) : rejeté (p. 10084)

Amendement n° 4 de M. Jean-Luc Prél (suppression de la majoration pour enfants dans la prise en compte des ressources pour l'assurance veuvage) : rejeté (p. 10084)

Explications de vote

Mme Jacqueline Fraysse (p. 10084)

Vote des groupes

Groupe socialiste : pour : Mme Hélène Mignon (p. 10060)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Jean-Luc Prél (p. 10062)

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Bernard Accoyer (p. 10065)

Groupe communiste : abstention : Mme Jacqueline Fraysse (p. 10085)

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture (p. 10085)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles à l'issue du vote : M. Jean Le Garrec (p. 10085)

Questions au Gouvernement

N° 857 - Contribution sociale généralisée (CSG) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) : M. Charles de Courson [27 octobre 1998] (p. 7394). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [27 octobre 1998] (p. 7394)

Exonération, revenus patrimoniaux, personnes non imposables

N° 864 - Caisses : M. Jean-Michel Ferrand [28 octobre 1998] (p. 7509). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [28 octobre 1998] (p. 7509)

Fraudes, lutte et prévention

N° 951 - Cotisations : M. Étienne Pinte [25 novembre 1998] (p. 9495). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [25 novembre 1998] (p. 9495)

Exonération, aides à domicile

N° 1004 - Contribution sociale généralisée (CSG) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) : M. Jean-Jacques Weber [15 décembre 1998] (p. 10480). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [15 décembre 1998] (p. 10480)

Exonération, revenus patrimoniaux, personnes non imposables

N° 1111 - Cotisations : Mme Marie-Thérèse Boisseau [9 février 1999] (p. 1075). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [9 février 1999] (p. 1075)

Réduction, industries de main d'œuvre

N° 1363 - Cotisations : M. Bernard Outin [19 mai 1999] (p. 4591). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [19 mai 1999] (p. 4591)

Assiette, réforme

N° 1388 - Equilibre financier : M. Georges Lemoine [26 mai 1999] (p. 4928). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [26 mai 1999] (p. 4928)

Bilan et perspectives

N° 1394 - Equilibre financier : M. Alfred Recours [1er juin 1999] (p. 5180). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [1er juin 1999] (p. 5180)

Bilan et perspectives

Questions orales sans débat

N° 561 - Régime local d'Alsace-Moselle : M. Jean-Marie Aubron [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 234). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [19 janvier 1999] (p. 20, 21)

Bénéficiaires

N° 601 - Contribution sociale de solidarité des sociétés : M. Jacques Bascou [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 512). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [2 février 1999] (p. 678, 679)

Exonération, coopératives viticoles

N° 624 - Travailleurs de la mine : M. Patrick Malavieille [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 839). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [16 février 1999] (p. 1422, 1423)

Centres de soins, financement

N° 916 - Régime local d'Alsace-Moselle : M. Jean-Pierre Baeumler [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3878). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [29 juin 1999] (p. 6501, 6502)

Bénéficiaires

SPORTS

Voir aussi ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE, JEUX ET PARIS

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

Sénat (première lecture)

Dépôt le 5 mai 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports - n° 416 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapporteur : M. François Lesein - Rapport n° 442 (1997-1998) (20 mai 1998)

Discussion et adoption le 28 mai 1998 - Projet de loi n° 147 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 29 mai 1998 - n° 941

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Alain Néri - Rapport n° 1188 (10 novembre 1998)

Discussion les 18 et 19 novembre 1998 - Adoption le 19 novembre 1998 - Projet de loi n° 195

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 20 novembre 1998 - n° 75 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapporteur : M. James Bordas - Rapport n° 94 (1998-1999) (2 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet de loi n° 53 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1324

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Alain Néri - Rapport n° 1330 (20 janvier 1999)

Discussion et adoption le 28 janvier 1999 - Projet de loi n° 242

Sénat (troisième lecture)

Dépôt le 2 février 1999 - n° 182 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires culturelles

Commission mixte paritaire

Nomination le 3 février 1999 (J.O. p. 1757) - Réunion le 3 février 1999 - Bureau (J.O. p. 1832)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Alain Néri - Rapport n° 1364 (3 février 1999)

Discussion et adoption le 3 mars 1999 - Projet de loi n° 255

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. James Bordas - Rapport n° 193 (1998-1999) (3 février 1999)

Discussion et adoption définitive le 9 mars 1999 - Projet de loi n° 92 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 99-223 du 23 mars 1999 publiée au J.O. du 24 mars 1999 (p. 4399)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)

Interventions du Gouvernement

Mme Marie-George Buffet (p. 9172) ; M. Bernard Kouchner (p. 9174)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. Alain Néri (p. 9176)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 9178)

Discussion générale

M. André Aschieri (p. 9180); M. Denis Jacquat (p. 9181); M. Jean-Claude Beauchaud (p. 9182); M. Christian Estrosi (p. 9183); M. Patrick Leroy (p. 9185); M. Édouard Landrain (p. 9188); M. Bernard Charles (p. 9197); M. Jean-François Mattei (p. 9198); M. Alain Calmat (p. 9200); M. Renaud Muselier (p. 9201); M. Henri Nayrou (p. 9202); M. Jean-Antoine Léonetti (p. 9204); M. Alain Tourret (p. 9205); Mme Christine Boutin (p. 9205); Mme Martine David (p. 9206); M. Philippe Nauche (p. 9207); Mme Catherine Picard (p. 9208); Mme Yvette Benayoun-Nakache (p. 9208); M. Alain Barrau (p. 9209)

Réponse du Gouvernement

Mme Marie-George Buffet (p. 9210)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210); [19 novembre 1998] (p. 9244)**Article 1er (politique de prévention du dopage): adopté après modifications (p. 9211)**

Amendement n° 86 de M. Renaud Muselier (Comité national olympique et sportif français): rejeté (p. 9211)

Amendement n° 64 du Gouvernement (concours des fédérations sportives): adopté (p. 9211)

Amendement n° 2 de la commission (protection de la santé des sportifs): adopté (p. 9211)

Après l'article 1er

Amendement n° 98 de M. Jean-Claude Beauchaud (précision du terme "fédération") (p. 9211): adopté (p. 9212)

Amendement n° 35 deuxième rectification de M. Édouard Landrain (participation de l'audiovisuel public à la lutte contre le dopage): adopté (p. 9212)

Amendement n° 36 rectifié de M. Édouard Landrain (participation des "sponsors" à la lutte contre le dopage): adopté (p. 9212)

Titre Ier**De la surveillance médicale des sportifs****Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives) (p. 9212): adopté après modifications (p. 9214)**

Intervenant: Mme Sylvie Andrieux (p. 9212)

Amendement n° 3 de la commission (production du certificat médical): adopté (p. 9213)

Amendement n° 37 rectifié de M. Édouard Landrain (formation des médecins habilités à délivrer le certificat): rejeté (p. 9213)

Amendement n° 4 de la commission (examen approfondi): adopté (p. 9213)

Amendement n° 5 de la commission (formation des médecins diplômés de médecine sportive) (p. 9213): adopté (p. 9214)

Amendement n° 61 de M. Jean-Antoine Léonetti (adjonction d'un compte-rendu d'examen): rejeté (p. 9214)

Amendement n° 60 de M. Jean-Antoine Léonetti (durée de validité du certificat): retiré (p. 9214)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions) (p. 9214): adopté après modifications (p. 9217)

Intervenants: M. Bruno Bourg-Broc (p. 9214); M. Georges Colombier (p. 9215); M. Denis Jacquat (p. 9215)

Amendement n° 46 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression): retiré (p. 9215)

Amendements identiques n°s 47 et 63 corrigé

Amendement n° 47 de M. Bruno Bourg-Broc (de précision) (p. 9215): adopté (p. 9216)

Amendement n° 63 corrigé de M. Georges Colombier (de précision) (p. 9215): adopté (p. 9216)

Amendement n° 48 de M. Bruno Bourg-Broc (dispense de certificat pour les non-licenciés): rejeté (p. 9216)

Amendement n° 89 de M. Jean-Claude Beauchaud (épreuves donnant lieu à classement): retiré (p. 9216)

Amendement n° 62 de M. Georges Colombier (liste des épreuves ouvertes aux non-licenciés) (p. 9215): rejeté (p. 9216)

Discussion commune des amendements n°s 45, 6 et 49

Amendement n° 45 de M. Patrick Delnatte (attestation sur l'honneur): rejeté (p. 9217)

Amendement n° 6 de la commission (durée de validité du certificat): adopté (p. 9217)

Amendement n° 49 de M. Bruno Bourg-Broc (copie certifiée conforme): rejeté (p. 9217)

Après l'article 3

Réserve, à la demande de la commission, de la discussion de l'amendement n° 66 jusqu'après l'examen de l'article 9 (p. 9217)

Amendement n° 65 du Gouvernement (droit d'alerte en cas de suspicion de dopage) (p. 9217): adopté après modifications (p. 9219)

Sous-amendement n° 91 de la commission (responsabilité du médecin) (p. 9217): retiré; repris par M. Guy Drut: adopté (p. 9218)

Amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) (p. 9219): adopté après rectification et modifications (p. 9220)

Sous-amendement n° 88 de M. Renaud Muselier (caractère intentionnel de la faute): rejeté (p. 9219)

Sous-amendement n° 90 de la commission (cellule médicale du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage): adopté (p. 9219)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage) (p. 9220) : adopté après modifications (p. 9221)

Amendement n° 39 de M. Édouard Landrain (harmonisation européenne et internationale) : rejeté (p. 9220)

Amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) (p. 9220) : adopté (p. 9221)

Sous-amendement n° 85 de M. Renaud Muselier (caractère international de la liste) (p. 9220) : rejeté (p. 9221)

Amendement n° 8 de la commission (formations des cadres professionnels et bénévoles) : adopté (p. 9221)

Amendement n° 40 de M. Édouard Landrain (prise en charge des contrôles) : rejeté (p. 9221)

Article 5 (prescription de produits dopants) (p. 9221) : adopté après modifications (p. 9222)

Amendement n° 101 de M. Alain Néri (rédactionnel) : adopté (p. 9222)

Amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9222)

Article 6 (suivi médical des sportifs de haut niveau) : adopté (p. 9222)

Article 7 (livret individuel des sportifs de haut niveau) (p. 9222) : adopté après modifications (p. 9223)

Amendement n° 58 de M. Jean-Antoine Léonetti (délivrance à tous les sportifs licenciés) : rejeté (p. 9222)

Amendement n° 10 de la commission (cas des sportifs mineurs) : adopté (p. 9222)

Amendement n° 59 de M. Jean-Antoine Léonetti (caractère strictement médical du livret) (p. 9222) : adopté (p. 9223)

Avant l'article 8

Amendement n° 87 de M. Jean-Antoine Léonetti (intitulé de la section I du titre II) : rejeté (p. 9223)

Titre II

De la prévention et de la lutte contre le dopage

Article 8 (conseil de prévention et de lutte contre le dopage) (p. 9223) : adopté après modifications (p. 9224)

Amendement n° 68 du Gouvernement (élargissement des missions du Conseil) : adopté (p. 9223)

Amendement n° 69 du Gouvernement (composition du Conseil) : adopté (p. 9224)

Amendement n° 70 du Gouvernement (désignation d'un membre par le Comité consultatif national d'éthique) : adopté (p. 9224)

Amendement n° 11 de la commission (prestation de serment) : adopté (p. 9224)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) (p. 9224) : adopté après modifications (p. 9227)

Amendement n° 81 de M. Renaud Muselier (gestion des contrôles antidopages) (p. 9224) : rejeté (p. 9225)

Amendement n° 12 de la commission (procès-verbaux d'analyses) : adopté (p. 9225)

Amendement n° 71 rectifié du Gouvernement (création d'une cellule médicale) : adopté après modifications (p. 9225)

Sous-amendement n° 92 de la commission (rôle de la cellule médicale) : adopté (p. 9225)

Amendement n° 80 de M. Renaud Muselier (suppression des pouvoirs de sanction) (p. 9225) : rejeté (p. 9226)

Discussion commune des amendements n°s 13 et 15

Amendement n° 13 de la commission (renforcement des pouvoirs) : rejeté (p. 9226)

Amendement n° 15 de la commission (dispositif de sanctions) : adopté après modifications (p. 9226)

Sous-amendement n° 76 de M. Jean Le Garrec (mise en demeure préalable) : adopté (p. 9226)

Amendement n° 14 de la commission (consultation pour les projets de loi relatifs au sport) : retiré (p. 9227)

Amendement n° 105 du Gouvernement (compétence en matière de santé des sportifs) : adopté (p. 9227)

Amendement n° 51 de M. Alain Tourret (consultation par les fédérations sportives) : adopté (p. 9227)

Après l'article 3

Amendement n° 66 précédemment réservé du Gouvernement (composition et rôle de la cellule médicale) : devenu sans objet (p. 9228)

Article 10 (régime financier et moyens en personnel du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) : adopté (p. 9228)

Article 11 (définition et prohibition du dopage) : adopté (p. 9228)

Amendement n° 82 de M. Renaud Muselier (substances et procédés de nature à nuire à la santé) : rejeté (p. 9228)

Article 12 (interdiction de la fourniture à des sportifs de produits dopants et de l'entrave aux contrôles) : adopté (p. 9229)

Article 13 (personnes habilitées à procéder aux enquêtes et contrôles) : adopté (p. 9229)

Amendement n° 42 de M. Patrick Leroy (confidentialité des résultats) : rejeté (p. 9229)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage) (p. 9229) : adopté après modifications (p. 9231)

Amendement n° 52 de M. Alain Tourret (caractère volontaire de l'utilisation de produits prohibés) : retiré (p. 9229)

Amendement n° 53 de M. Alain Tourret (modification des aptitudes physiques) : retiré (p. 9229)

Discussion commune des amendements n°s 43 corrigé, 54 rectifié et 72 rectifié

Amendement n° 43 corrigé de M. Patrick Leroy (contestation du procès-verbal) (p. 9229) : rejeté (p. 9230)

Amendement n° 54 rectifié de M. Alain Tourret (double examen) (p. 9230) : rejeté (p. 9231)

Amendement n° 72 rectifié du Gouvernement (laboratoires agréés) (p. 9230) : adopté après modifications (p. 9231)

Sous-amendement n° 93 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 9230) : adopté (p. 9231)

Sous-amendement n° 94 de la commission (laboratoires d'examen) (p. 9230) : adopté (p. 9231)

Sous-amendement n° 95 de la commission (laboratoires d'examen) (p. 9230) : adopté (p. 9231)

Discussion commune des amendements n°s 84 et 55 rectifié

Amendement n° 84 de M. Renaud Muselier (tests capillaires et sanguins) : rejeté (p. 9231)

Amendement n° 55 rectifié de M. Alain Tourret (prélèvements complémentaires) : adopté (p. 9231)

Article 15 (droit de perquisition) (p. 9231) : adopté après modifications (p. 9233)

Amendement n° 16 de la commission (droit de visite des médecins et agents habilités) (p. 9231) : adopté (p. 9232)

Sous-amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) : rejeté (p. 9232)

Amendement n° 17 de la commission (contrôles inopinés) : adopté (p. 9232)

Amendement n° 18 de la commission (pouvoirs du procureur de la République) : adopté (p. 9232)

Amendement n° 19 de la commission (visite des véhicules des sportifs et des soigneurs) (p. 9232) : adopté après modifications (p. 9233)

Sous-amendement n° 77 de M. Henri Nayrou (autorisation par le procureur de la République) (p. 9232) : adopté (p. 9233)

Article 16 (saisies) (p. 9233) : adopté après modifications (p. 9234)

Amendement n° 21 de la commission (de simplification) : adopté (p. 9233)

Amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 9233) : adopté (p. 9234)

Après l'article 16

Amendement n° 73 du Gouvernement (échange d'informations) : adopté après modifications (p. 9234)

Sous-amendement n° 96 de la commission (référence à la loi "informatique et libertés") : adopté (p. 9234)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées) (p. 9234) : adopté après modifications (p. 9245)

Amendement n° 104 de M. Alain Néri (rédactionnel) : adopté (p. 9234)

Amendement n° 41 de M. Édouard Landrain (modalités de prélèvement) : retiré (p. 9234)

Amendement n° 100 de la commission (respect des droits de la défense) (p. 9234) : adopté (p. 9235)

Amendement n° 56 de M. Alain Tourret (recours suspensifs) : rejeté (p. 9235)

Amendement n° 102 de M. Alain Néri (rédactionnel) : adopté (p. 9235)

Amendement n° 22 de la commission (respect de la présomption d'innocence) : adopté (p. 9235)

Amendement n° 23 de la commission (durée des procédures disciplinaires) : adopté (p. 9235)

Amendement n° 75 de M. Jean-Claude Beauchaud (de cohérence) (p. 9235) : adopté (p. 9236)

Amendement n° 103 de M. Alain Néri (rédactionnel) : adopté (p. 9244)

Amendement n° 79 de M. André Aschieri (injonctions thérapeutiques) (p. 9244) : adopté (p. 9245)

Après l'article 17

Amendement n° 78 de M. Alain Tourret (sursis à exécution) (p. 9245) : rejeté (p. 9246)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) (p. 9246) : adopté après modifications (p. 9249)

Amendement n° 24 de la commission (saisine d'office) : adopté (p. 9246)

Amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 9246) : adopté (p. 9247)

Amendement n° 26 de la commission (raccourcissement du délai) : adopté (p. 9247)

Amendement n° 44 de M. Patrick Leroy (caractère suspensif de la saisine) : adopté (p. 9247)

Amendement n° 27 de la commission (sanction des pourvoyeurs) (p. 9247) : retiré ; repris par M. Denis Jacquat : rejeté (p. 9248)

Amendement n° 57 de M. Alain Tourret (caractère suspensif de la saisine) (p. 9248) : rejeté (p. 9249)

Article 19 (sanctions pénales) (p. 9249) : adopté (p. 9250)

Amendement n° 28 de la commission (caractère intentionnel de la prescription) (p. 9249) : retiré (p. 9250)

Article 20 (exercice par le comité national olympique et sportif français et les fédérations des droits reconnus à la partie civile) : adopté (p. 9250)

Amendement n° 83 de M. Renaud Muselier (restriction de la responsabilité) : rejeté (p. 9250)

Titre III

Dispositions diverses

Article 21 (modalités d'application) : adopté après modifications (p. 9250)

Amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9250)

Article 22 (articles 1 à 5, 6, 8, 10, 11 et 14 à 16 de la loi n° 89-432 du 28 juin 1989 : restriction du champ d'application de la loi du 28 juin 1989 à la lutte contre le dopage des animaux) (p. 9250) : adopté après modifications (p. 9251)

Amendement n° 30 de la commission (droit de visite des agents habilités) : adopté (p. 9251)

Amendement n° 31 de la commission (pénalités) : adopté (p. 9251)

Amendement n° 32 de la commission (pénalités) : adopté (p. 9251)

Article 23 (abrogation du second alinéa de l'article 35 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives) : adopté après modifications (p. 9252)

Amendement n° 33 de la commission (livret sportif) : adopté (p. 9252)

Article 24 (article 49-1-A de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 : déclaration préalable à l'organisation d'une manifestation publique à l'autorité administrative et pouvoir de cette dernière d'interdire la manifestation) (p. 9252) : adopté après modifications (p. 9253)

Discussion commune des amendements n°s 74 et 34

Amendement n° 74 de M. Henri Nayrou (manifestations sportives ou publiques ne relevant pas d'une fédération) (p. 9252) : retiré (p. 9253)

Amendement n° 34 de la commission (sports de combat ne relevant pas d'une fédération) (p. 9252) : adopté après rectification et modifications (p. 9253)

Sous-amendement n° 97 de M. Alain Néri (élargissement à toute compétition sportive) (p. 9252) : adopté (p. 9253)

Amendement n° 99 de M. Henri Nayrou (agrément administratif en cas de diffusion audiovisuelle) : adopté (p. 9253)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement (p. 9253)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) (p. 9253) : adopté après modifications (p. 9255)

Amendement n° 2 de la commission (pouvoir d'injonction à l'égard des fédérations) (p. 9254) : adopté (p. 9255)

Amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du pouvoir de sanction) : adopté (p. 9255)

Intervention du rapporteur : M. Alain Néri (p. 9255)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles : M. Jean Le Garrec (p. 9256)

Explications de vote

M. Édouard Landrain (p. 9257) ; M. Guy Drut (p. 9257) ; M. Bernard Charles (p. 9258) ; M. Denis Jacquat (p. 9259) ; M. Patrick Leroy (p. 9260) ; M. Jean-Claude Beauchaud (p. 9260)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : M. Édouard Landrain (p. 9257)

Groupe du Rassemblement pour la République : abstention : M. Guy Drut (p. 9258)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Bernard Charles (p. 9258)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Denis Jacquat (p. 9259)

Groupe communiste : pour : M. Patrick Leroy (p. 9260)

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Claude Beauchaud (p. 9260)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 9261)

Intervention du Gouvernement à l'issue du vote
Mme Marie-George Buffet (p. 9261)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Intervention du Gouvernement
Mme Marie-George Buffet (p. 580)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles
M. Alain Néri (p. 582)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles
M. Jean Le Garrec (p. 583)

Discussion générale

M. Aloyse Warhouver (p. 584) ; M. Denis Jacquat (p. 585) ; M. Patrick Leroy (p. 586) ; M. Jean-Claude Beauchaud (p. 587) ; M. François Rochebloine (p. 588) ; M. Henri Nayrou (p. 589) ;

M. Christian Estrosi (p. 590) ; M. Alain Calmat (p. 591) ; M. Jean-Antoine Léonetti (p. 592)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 1er (politique de prévention du dopage) : adopté (p. 593)

Article 1er bis A (antenne médicale) (p. 593) : adopté après modifications (p. 594)

Amendement n° 34 du Gouvernement (de suppression) : retiré (p. 593)

Amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 593)

Amendement n° 31 de la commission (direction de l'antenne par un médecin) : adopté (p. 593)

Article 1er bis (définition du terme de fédération au sens du projet de loi) : supprimé par le Sénat (p. 594)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (introduction dans le cahier des charges des services publics de radiodiffusion sonore et de télévision de dispositions relatives à la promotion de la protection de la santé des sportifs et de la lutte contre le dopage) : rétabli (p. 594)

Amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 594)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (charte de bonne conduite des partenaires officiels des événements sportifs et des sportifs) (p. 594) : rétabli (p. 595)

Amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 594) : adopté après modifications (p. 595)

Sous-amendement n° 44 du Gouvernement (établissements pharmaceutiques) (p. 594) : adopté après rectification (p. 595)

Titre Ier

De la surveillance médicale des sportifs

Avant l'article 2

Amendement n° 35 du Gouvernement (antennes médicales de lutte contre le dopage) : retiré (p. 595)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives) (p. 595) : adopté (p. 596)

Amendement n° 40 de M. Denis Jacquat (contrôle médical systématique) (p. 595) : rejeté (p. 596)

Amendement n° 41 de M. Denis Jacquat (qualification en médecine sportive) : rejeté (p. 596)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions) (p. 596) : adopté après modifications (p. 598)

Discussion commune des amendements n°s 25 et 26

Amendement n° 25 de M. Patrick Delnatte (attestation sur l'honneur) (p. 596) : rejeté (p. 598)

Amendement n° 26 de M. Bernard Accoyer (attestation sur l'honneur) (p. 596) : rejeté (p. 598)

Amendement n° 27 de M. Aloyse Warhouver (attestation sur l'honneur) (p. 597) : rejeté (p. 598)

Amendement n° 32 de la commission (copie certifiée conforme) : adopté (p. 598)

Article 3 bis (déclaration nominale obligatoire des cas présumés de dopage) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 36 (p. 598)

Amendement n° 5 rectifié de la commission : retiré (p. 598)

Amendement n° 36 du Gouvernement (élargissement du dispositif de suivi médical) : adopté (p. 598)

Amendement n° 28 de M. Aloyse Warhouver : devenu sans objet (p. 598)

Article 3 ter supprimé par le Sénat (sanction disciplinaire du défaut de déclaration nominale des présomptions de dopage) (p. 598) : rétabli (p. 599)

Amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 598) : adopté (p. 599)

Après l'article 3 ter

Amendement n° 7 de la commission (saisine du conseil régional de l'Ordre des médecins) : adopté après modifications (p. 599)

Sous-amendement n° 37 du Gouvernement (respect du secret médical) : adopté (p. 599)

Article 4 (contributions des fédérations sportives à la prévention du dopage) (p. 599) : adopté après modifications (p. 600)

Amendement n° 42 de M. Denis Jacquat (limitation du nombre de compétitions) (p. 599) : rejeté (p. 600)

Discussion commune des amendements n°s 43 et 8

Amendement n° 43 de M. Denis Jacquat (internationalisation de la liste des produits dopants) : rejeté (p. 600)

Amendement n° 8 de la commission (généralisation de la liste des produits dopants) : adopté (p. 600)

Article 4 bis (consultation par un patient utilisant ou ayant utilisé des produits dopants) : supprimé (p. 600)

Amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté (p. 600)

Article 5 (prescription de produits dopants) : adopté (p. 600)

Article 5 bis (veille sanitaire sur le dopage) (p. 600) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 10 modifié

Amendement n° 10 de la commission (transmission anonyme des données médicales) : adopté après modifications (p. 601)

Sous-amendement n° 38 du Gouvernement (de simplification) : adopté (p. 601)

Sous-amendement n° 39 du Gouvernement (de simplification) : adopté (p. 601)

Article 7 (livret individuel des sportifs de haut niveau) : adopté après modifications (p. 601)

Amendement n° 11 de la commission (de précision) : adopté (p. 601)

Titre II

De la prévention et de la lutte contre le dopage

Section 1 : du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage

Article 8 (Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) (p. 601) : adopté après modifications (p. 602)

Amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 602)

Amendement n° 13 de la commission (prestation de serment) : adopté après rectification (p. 602)

Article 9 (compétence du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) (p. 602) : adopté après modifications (p. 603)

Amendement n° 14 de la commission (de coordination) : adopté (p. 603)

Amendement n° 15 de la commission (pouvoir d'injonction du Conseil à l'égard des fédérations) : adopté (p. 603)

Section 3 : du contrôle

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage) (p. 603) : adopté après modifications (p. 604)

Amendement n° 16 de la commission (prélèvement) : adopté (p. 603)

Amendement n° 17 de la commission (agrément des laboratoires) (p. 603) : adopté (p. 604)

Article 15 (droit de perquisition) (p. 604) : adopté (p. 606)

Amendement n° 18 de la commission (fouille des véhicules) (p. 604) : rejeté (p. 606)

Article 16 (saisies) : adopté (p. 606)

Amendement n° 19 de la commission (personnes habilitées à perquisitionner) : retiré (p. 606)

Section 4 : des sanctions administratives

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées) (p. 606) : adopté après modifications (p. 608)

Amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 607)

Amendement n° 20 de la commission (raccourcissement des délais) : adopté (p. 607)

Discussion commune des amendements nos 21, 45 et 30

Amendement n° 21 de la commission (injonction thérapeutique) (p. 607) : adopté (p. 608)

Amendement n° 45 du Gouvernement (suivi thérapeutique) (p. 607) : devenu sans objet (p. 608)

Amendement n° 30 de M. Patrick Leroy (suivi thérapeutique) (p. 607) : devenu sans objet (p. 608)

Après l'article 17

Amendement n° 29 de M. François Rochebloine (extinction des procédures disciplinaires) : retiré (p. 608)

Article 18 (pouvoirs de sanctions du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) : adopté après modifications (p. 608)

Amendement n° 22 de la commission (limitation des pouvoirs disciplinaires) : adopté (p. 608)

Amendement n° 23 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 608)

Titre III

Dispositions diverses

Article 23 (abrogation du second alinéa de l'article 35 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives) (p. 608) : adopté après modifications (p. 609)

Amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 608)

Article 24 (déclaration préalable des manifestations publiques de sports de combats ou d'arts martiaux ne relevant pas d'une fédération sportive agréée) : adopté (p. 609)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 609)

Intervention du Gouvernement à l'issue du vote
Mme Marie-George Buffet (p. 609)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Présentation du rapport de la commission mixte paritaire

M. Alain Néri (p. 1979)

Intervention du Gouvernement
Mme Marie-George Buffet (p. 1981)

Discussion générale
M. André Aschieri (p. 1982) ; M. Christian Estrosi (p. 1983) ; M. Patrick Leroy (p. 1984) ; M. Édouard Landrain (p. 1985) ; M. Jean-Claude Beauchaud (p. 1986) ; M. Denis Jacquat (p. 1987) ; M. Alain Calmat (p. 1988) ; M. Jean Le Garrec (p. 1988)

Réponse du Gouvernement
Mme Marie-George Buffet (p. 1989)

Texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1990)

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 1993)

Proposition de loi n° 1133 visant à améliorer les modalités de financement des clubs sportifs professionnels

Assemblée nationale (première lecture)
Dépôt le 14 octobre 1998 par M. François Rochebloine, M. Édouard Landrain et M. Hubert Grimault

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

Assemblée nationale (première lecture)
Dépôt le 16 février 1999 par M. Patrick Leroy
Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (2 mars 1999) - Rapporteur : M. Patrick Leroy (3 mars 1999) - Rapport n° 1459 (11 mars 1999)

Discussion et adoption le 18 mars 1999 - Proposition de loi n° 270

Sénat (première lecture)
Dépôt le 18 mars 1999 - n° 274 (1998-1999)
Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapporteur : M. James Bordas - Rapport n° 350 (1998-1999) (12 mai 1999)

Discussion et adoption le 18 mai 1999 - Proposition de loi n° 121 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)
Dépôt le 19 mai 1999 - n° 1610
Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (25 mai 1999) -

Rapporteur : M. Patrick Leroy - Rapport n° 1668 (2 juin 1999)

Discussion et adoption définitive le 3 juin 1999 - Proposition de loi n° 328

Promulgation
Loi n° 99-493 du 15 juin 1999 publiée au J.O. du 16 juin 1999 (p. 8759)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles
M. Patrick Leroy (p. 2626)

Intervention du Gouvernement
Mme Marie-George Buffet (p. 2627)

Discussion générale
M. Daniel Feurtet (p. 2628) ; M. Patrick Ollier (p. 2628) ; M. Michel Dasseux (p. 2629) ; M. Denis Jacquat (p. 2630) ; M. Léonce Deprez (p. 2630) ; M. Jean Le Garrec (p. 2631)

Réponse du Gouvernement
Mme Marie-George Buffet (p. 2632)

Vote des groupes
Groupe communiste : pour : M. Daniel Feurtet (p. 2628)
Groupe du Rassemblement pour la République : pour : M. Patrick Ollier (p. 2629)
Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Denis Jacquat (p. 2630)
Groupe socialiste : pour : M. Michel Dasseux (p. 2630)
Alliance de l'Union pour la Démocratie française - Alliance : pour : M. Léonce Deprez (p. 2631)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2633)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Intervention du Gouvernement
Mme Marie-George Buffet (p. 5365)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles
M. Patrick Leroy (p. 5365)

Discussion générale

M. Pierre Cardo (p. 5366); M. Daniel Feurtet (p. 5366); M. Pierre Morange (p. 5367); M. Claude Birraux (p. 5367); M. Pierre Cohen (p. 5368)

Réponse du Gouvernement

Mme Marie-George Buffet (p. 5368)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants :

abstention : M. Pierre Cardo (p. 5366)

Groupe du Rassemblement pour la République :

pour : M. Pierre Morange (p. 5367)

Groupe communiste : pour : M. Daniel Feurtet (p. 5367)

Groupe socialiste : pour : M. Pierre Cohen (p. 5368)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-

Alliance : pour : M. Claude Birraux (p. 5368)

Adoption définitive de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5369)

Rapport d'information n° 1499 déposé par M. Alain Néri en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la loi relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

Proposition de loi n° 1508 imposant le port du casque aux enfants de moins de douze ans pour la pratique des sports d'hiver

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par M. Christian Estrosi

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 19 mai 1999 par M. Jean-Marc Ayrault

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Jean-Claude Beauchaud (27 mai 1999) - Rapport n° 1670 (2 juin 1999) - Urgence déclarée le 8 juin 1999

Discussion les 17 et 18 juin 1999 - Adoption le 18 juin 1999 - Proposition de loi n° 348

Sénat (première lecture)

Dépôt le 22 juin 1999 - n° 443 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapporteur : M. James Bordas - Rapport n° 24 (1999-2000) (20 octobre 1999)

Discussion et adoption le 27 octobre 1999 - Proposition de loi n° 14 (1999-2000)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 27 octobre 1999 - n° 1887

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Commission mixte paritaire

Nomination le 17 novembre 1999 (J.O. p. 17235) - Réunion le 1er décembre 1999 - Bureau (J.O. p. 17968)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Jean-Claude Beauchaud - Rapport n° 1972 (1er décembre 1999)

Discussion et adoption le 7 décembre 1999 - Proposition de loi n° 405

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. James Bordas - Rapport n° 108 (1999-2000) (1er décembre 1999)

Discussion et adoption définitive le 15 décembre 1999 - Proposition de loi n° 48 (1999-2000)

Promulgation

Loi n° 99-1124 du 28 décembre 1999 publiée au J.O. du 29 décembre 1999 (p. 19582)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. Jean-Claude Beauchaud (p. 6059)

Intervention du Gouvernement

Mme Marie-George Buffet (p. 6060)

Discussion générale

M. Henri Nayrou (p. 6062); M. Christian Estrosi (p. 6063); M. Patrick Leroy (p. 6065); M. François Rochebloine (p. 6067); M. Jean-Pierre Defontaine (p. 6069); M. François Goulard (p. 6070); M. Alain Néri (p. 6072); M. Georges Sarre (p. 6073); M. Armand Jung (p. 6074)

Motion de renvoi en commission : rejetée (p. 6085)

De M. Philippe Dpouste-Blazy

Soutenue par M. Édouard Landrain (p. 6075)

Explications de vote : M. Patrick Leroy (p. 6082);

M. Christian Estrosi (p. 6083); M. François

Goulard (p. 6084); M. Henri Nayrou (p. 6084)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Rappel au règlement

M. Édouard Landrain tient à faire part du mécontentement de l'opposition toute entière à l'égard des conditions de travail qui prévalent en fin de session [17 juin 1999] (p. 6212)

Chapitre Ier

Dispositions relatives aux sociétés commerciales

Avant l'article 1er

Amendement n° 44 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 6213)

Article 1er (sociétés sportives commerciales) (p. 6213) : adopté après modifications (p. 6214)

Amendement n° 18 de M. Guy Drut (rédactionnel) : rejeté (p. 6213)

Amendement n° 41 du Gouvernement (choix du régime juridique) : adopté (p. 6213)

Amendement n° 39 de M. Georges Sarre : devenu sans objet (p. 6213)

Amendement n° 48 de M. François Goulard : devenu sans objet (p. 6213)

Amendement n° 38 de M. Georges Sarre (participation de l'association à la constitution du capital de la société) (p. 6213) : rejeté (p. 6214)

Amendement n° 54 de M. Jean-Claude Beauchaud (de coordination) : adopté (p. 6214)

Amendement n° 42 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6214)

Amendement n° 19 de M. Guy Drut (relations entre l'association sportive et la société commerciale) : rejeté (p. 6214)

Amendement n° 45 de M. François Goulard (relations entre l'association sportive et la société commerciale) : rejeté (p. 6214)

Amendement n° 46 de M. François Goulard (entrée en vigueur de la convention) : rejeté (p. 6214)

Amendement n° 53 de M. Jean-Claude Beauchaud (approbation tacite) : adopté (p. 6214)

Amendement n° 47 de M. François Goulard (participation de la société à des compétitions)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives) (p. 6215) : adopté après modifications (p. 6216)

Amendements identiques n°s 9, 28 et 49

Amendement n° 9 de M. Édouard Landrain (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Amendement n° 28 de M. Christian Estrosi (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Amendement n° 49 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Amendement n° 20 de M. Guy Drut (constitution de sociétés anonymes) : rejeté (p. 6215)

Discussion commune des amendements n°s 29 et 5

Amendement n° 29 de M. Christian Estrosi (entrée en bourse des sociétés anonymes sportives professionnelles) (p. 6215) : rejeté (p. 6216)

Amendement n° 5 de M. Patrick Leroy (interdiction de la cotation en bourse des titres des SASP) (p. 6215) : adopté (p. 6216)

Après l'article 2

Amendement n° 2 de M. Édouard Landrain (admission sous conditions sur le marché boursier) : rejeté (p. 6217)

Amendement n° 7 de M. Édouard Landrain (propriété des installations sportives) : rejeté (p. 6217)

Amendement n° 4 de M. Édouard Landrain (admission sous conditions sur le marché boursier) : rejeté (p. 6216)

Amendement n° 3 de M. Édouard Landrain (admission sous conditions sur le marché boursier) : rejeté (p. 6216)

Article 3 (établissement de la convention entre l'association sportive et la société commerciale) : adopté (p. 6217)

Amendement n° 21 de M. Guy Drut : devenu sans objet (p. 6217)

Amendement n° 22 de M. Guy Drut (exclusion des compétitions sportives) : rejeté (p. 6217)

Article 4 (rétablissement des subventions publiques) (p. 6217) : adopté (p. 6218)

Amendement n° 50 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 6218)

Amendement n° 33 de M. Christian Estrosi (relations entre actionnaires de sociétés exerçant dans le même domaine sportif) : rejeté (p. 6218)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent) (p. 6218) : adopté après modifications (p. 6221)

Intervenant : Mme Marie-George Buffet (p. 6218)

Discussion commune des amendements n°s 8 et 43

Amendement n° 8 de M. Édouard Landrain (subventions réservées aux seules associations) (p. 6218) : rejeté (p. 6221)

Amendement n° 43 du Gouvernement (conditions de versement des subventions) (p. 6218) : adopté (p. 6221)

Sous-amendement n° 61 de M. Christian Estrosi (rédactionnel) (p. 6218) : rejeté (p. 6221)

Sous-amendement n° 62 de M. Christian Estrosi (contrôle de l'usage des subventions) (p. 6218) : rejeté (p. 6221)

Amendement n° 34 de M. Christian Estrosi : devenu sans objet (p. 6221)

Amendement n° 40 de M. Georges Sarre : devenu sans objet (p. 6221)

Chapitre II

Dispositions diverses

Article 6 (interdiction des transactions relatives aux mineurs) : adopté après modifications (p. 6222)

Amendement n° 30 de M. Christian Estrosi (de suppression) : rejeté (p. 6221)

Amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Defontaine (dérogations à l'interdiction) : rejeté (p. 6221)

Amendement n° 24 de M. Guy Drut (mineurs entre seize et dix-huit ans) (p. 6221) : rejeté (p. 6222)

Amendement n° 25 de M. Guy Drut (décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 6222)

Amendement n° 35 de M. Christian Estrosi (de conséquence) : rejeté (p. 6222)

Amendement n° 31 de M. Christian Estrosi (activités artistiques) : rejeté (p. 6222)

Amendement n° 36 de M. Christian Estrosi (droit du travail) : rejeté (p. 6222)

Amendement n° 55 de M. Jean-Claude Beauchaud (rédactionnel) : adopté (p. 6222)

Après l'article 6

Amendement n° 51 de M. François Goulard (taux de TVA applicable) : retiré (p. 6223)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive) (p. 6223) : adopté après modifications (p. 6225)

Amendement n° 52 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 6223)

Discussion commune des amendements n°s 37 et 26

Amendement n° 37 de M. Georges Sarre (modalité de l'engagement) : rejeté (p. 6224)

Amendement n° 26 de M. Guy Drut (modalité de l'engagement) (p. 6223) : rejeté (p. 6224)

Sous-amendement n° 60 de M. Édouard Landrain (rupture anticipée du contrat) (p. 6223) : rejeté (p. 6224)

Amendement n° 6 rectifié de M. Patrick Leroy (durée minimale de l'engagement) : rejeté (p. 6224)

Amendement n° 32 de M. Christian Estrosi (durée maximale de cinq ans) : rejeté (p. 6224)

Amendement n° 56 de M. Jean-Claude Beauchaud (rédactionnel) : adopté (p. 6224)

Amendement n° 1 de M. Édouard Landrain (de précision) (p. 6224) : rejeté (p. 6225)

Après l'article 7

Amendement n° 58 corrigé de M. Henri Nayrou (gestion des droits sportifs télévisés) : adopté (p. 6225)

Amendement n° 57 de M. Henri Nayrou (contrôle de la sincérité des compétitions) (p. 6225) : retiré (p. 6226)

Amendement n° 12 de M. Édouard Landrain (application par les autres pays de la communauté européenne) : retiré (p. 6226)

Discussion commune des amendements n°s 15 et 23 corrigé

Amendement n° 15 de M. Édouard Landrain (saisine du conseil de la concurrence en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) : rejeté (p. 6227)

Amendement n° 23 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (saisine du CSA en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) : adopté (p. 6227)

Article 8 (coordination) : adopté (p. 6227)

Article 9 (compensation des conséquences financières de la loi) : supprimé (p. 6227)

Amendement n° 63 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 6227)

Amendement n° 14 de M. Édouard Landrain : devenu sans objet (p. 6227)

Après l'article 9

Amendement n° 27 de M. Guy Drut (exploitation de l'image des sportifs) (p. 6227) : rejeté (p. 6228)

Amendement n° 16 de M. Édouard Landrain (présence d'un minimum de nationaux au sein des équipes) (p. 6228) : rejeté (p. 6229)

Amendement n° 17 de M. Édouard Landrain (prise en compte de la spécificité sportive par la législation communautaire) : rejeté (p. 6229)

Explications de vote

M. Gilbert Gantier (p. 6229) ; M. Édouard Landrain (p. 6229) ; M. Henri Nayrou (p. 6230) ; M. Georges Sarre (p. 6230) ; M. Patrick Leroy (p. 6230)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Gilbert Gantier (p. 6229)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Édouard Landrain (p. 6229)

Groupe socialiste : pour : M. Henri Nayrou (p. 6230)

Groupe Radical, Citoyen et Vert : abstention : M. Georges Sarre (p. 6230)

Groupe communiste : pour : M. Patrick Leroy (p. 6230)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 6231)

Questions au Gouvernement

N° 840 - Football : M. Gaétan Gorce [20 octobre 1998] (p. 7015). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [20 octobre 1998] (p. 7015)

Clubs, financement

N° 901 - Fonds national de développement du sport (FNDS) : M. Édouard Landrain [10 novembre 1998] (p. 8701). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [10 novembre 1998] (p. 8701)

Crédits, montant

N° 1104 - Dopage : M. Pierre Goldberg [3 février 1999] (p. 852). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [3 février 1999] (p. 852)

Lutte et prévention

N° 1109 - Football : M. Édouard Landrain [3 février 1999] (p. 857). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [3 février 1999] (p. 857)

Coupe du monde, bénéfiques, affectation

N° 1323 - Dopage : M. Alain Néri [11 mai 1999] (p. 4303). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [11 mai 1999] (p. 4303)

Lutte et prévention

N° 1334 - Football : Mme Nicole Catala [12 mai 1999] (p. 4416). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [12 mai 1999] (p. 4416)

Supporters, dégradations, lutte et prévention

N° 1426 - Politiques communautaires : M. Georges Hage [9 juin 1999] (p. 5612). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [9 juin 1999] (p. 5612)

Perspectives

N° 1490 - Dopage : M. Pierre Carassus [30 juin 1999] (p. 6692). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [30 juin 1999] (p. 6692)

Contrôle, Tour de France

Questions orales sans débat

N° 525 - Développement : M. Jean-Paul Bacquet [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6604). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [8 décembre 1998] (p. 10161, 10162)

Coupons sports, paiement, date limite, Puy-de-Dôme

N° 696 - Football : M. Georges Sarre [J.O. Questions du 22 mars 1999] (p. 1621). Réponse : M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux anciens combattants [23 mars 1999] (p. 2707, 2708)

Arrêt Bosman, conséquences, Stade de France, exploitation

N° 818 - Football : M. Claude Goasguen [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2897). Réponse :

M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [18 mai 1999] (p. 4485 à 4487)

Supporters, dégradations, lutte et prévention

SYNDICATS

Voir aussi ENTREPRISES, TRAVAIL

Proposition de loi n° 1298 relative à la représentativité des organisations syndicales en Corse

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 par M. José Rossi

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

SYSTÈME PÉNITENTIAIRE

Voir aussi DROIT PÉNAL, JEUNES, JUSTICE

Questions au Gouvernement

N° 1499 - Centres pénitentiaires : M. Guy Teissier [30 juin 1999] (p. 6700). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [30 juin 1999] (p. 6700)

Sécurité

Questions orales sans débat

N° 766 - Détenus : M. Jean-Pierre Michel [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2553). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [4 mai 1999] (p. 3921, 3922)

Minima sociaux, attribution

T

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Voir aussi ESPACE et Indications préliminaires p. 89 : document n° 50

Rapport d'information n° 1735 déposé par M. Gabriel Montcharmont en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur l'application de la loi de réglementation des télécommunications

Questions au Gouvernement

N° 1005 - Téléphone : M. Renaud Dutreil [15 décembre 1998] (p. 10481). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [15 décembre 1998] (p. 10481)

Tarifs, conséquences, Internet

N° 1058 - Téléphone : M. René Mangin [20 janvier 1999] (p. 126). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [20 janvier 1999] (p. 126)

Tarifs, conséquences, Internet

N° 1086 - France Télécom : M. Roland Carraz [2 février 1999] (p. 703). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [2 février 1999] (p. 703)

Fonctionnaires reclassés, carrière

N° 1177 - Internet : M. Yves Cochet [3 mars 1999] (p. 1971). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [3 mars 1999] (p. 1971)

Sites, prestataires, responsabilité pénale

N° 1286 - France Télécom : M. Bernard Birsinger [7 avril 1999] (p. 3369). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [7 avril 1999] (p. 3369)

Personnel, revendications

N° 1301 - Politiques communautaires : M. Claude Gaillard [28 avril 1999] (p. 3702). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [28 avril 1999] (p. 3702)

Regroupement d'entreprises

N° 1408 - Téléphone : M. Jean-Louis Fousseret [2 juin 1999] (p. 5283). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [2 juin 1999] (p. 5283)

Tarifs, conséquences, Internet

Questions orales sans débat

N° 868 - Téléphone : M. Édouard Landrain [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3357). Réponse : Mme Nicole Péry, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [8 juin 1999] (p. 5469, 5470)

Portables, antennes relais, installation, conséquences, santé

TOM ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES D'OUTRE-MER

Voir aussi COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, DOM-TOM

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 25 novembre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Urgence déclarée le 4 décembre 1998 - Rapporteur : M. René Dosière - Rapport n° 1275 (16 décembre 1998) commun avec le projet de loi organique n° 1229 (voir TOM et collectivités territoriales d'outre-mer 1229)

Discussion et adoption le 21 décembre 1998 - Projet de loi n° 234

Sénat (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 145 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest - Rapport n° 180 (1998-1999) (28 janvier 1999)

Discussion les 3 et 4 février 1999 - Adoption le 4 février 1999 - Projet de loi n° 64 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 4 février 1999 - n° 1370

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Commission mixte paritaire

Nomination le 5 février 1999 (J.O. p. 1910) - Réunion le 8 février 1999 - Bureau (J.O. p. 2103)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. René Dosière - Rapport n° 1373 (9 février 1999)

Discussion et adoption le 11 février 1999 - Projet de loi n° 247

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyst - Rapport n° 201 (1998-1999) (9 février 1999)

Discussion et adoption définitive le 16 février 1999 - Projet de loi n° 70 (1998-1999)

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Décision le 15 mars 1999 [J.O. du 21 mars 1999] (p. 4238) - Déclaré contraire à la Constitution l'article 10, en tant qu'il insère un article L. 121-39-4 dans le code des communes de la Nouvelle-Calédonie

Promulgation

Loi n° 99-210 du 19 mars 1999 publiée au J.O. du 21 mars 1999 (p. 4226)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie et du projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie (voir TOM et collectivités territoriales d'outre-mer 1229)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10942)

Titre Ier

Le haut-commissaire de la République et l'action de l'Etat

Chapitre Ier

Le haut-commissaire de la République

Article 1er (compétences du haut-commissaire de la République) (p. 10942) : adopté (p. 10943)

Article 2 (publication par le haut-commissaire des décisions ressortissant à la compétence de l'Etat) : adopté (p. 10943)

Chapitre II

L'action de l'Etat pour le rééquilibrage et le développement économique et social

Article 3 (cadre de l'action de l'Etat pour le développement économique) (p. 10943) : adopté après modifications (p. 10944)

Amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10943)

Amendement n° 5 de la commission (schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10943) : adopté (p. 10944)

Titre II

Dispositions applicables aux communes, syndicats mixtes et sociétés d'économie mixte

Article 4 (extensions des compétences des communes en matière de documents d'urbanisme) : adopté (p. 10944)

Article 5 (article L. 122-20 du code des communes - octroi du droit de préemption aux communes) : adopté (p. 10944)

Article 6 (action foncière des communes en faveur du développement économique) : adopté (p. 10944)

Article 7 (articles L. 1522-1 à L. 1525-3 du code général des collectivités territoriales - régime des sociétés d'économie mixte) (p. 10944) : adopté après modifications (p. 10945)

Amendement n° 2 de la commission (mise en conformité des sociétés d'économie mixte existantes aux dispositions de l'article au 1er janvier 2000), rectifié (au 1er janvier 2003) : adopté après rectification (p. 10944)

Article 8 (conditions de fonctionnement des syndicats mixtes) : adopté (p. 10945)

Titre III

Dispositions relatives aux comptes

Article 9 (comptables des communes et de leurs établissements publics) : adopté (p. 10945)

Article 10 (contrôle des comptes et de la gestion) : adopté (p. 10945)

Titre IV

Dispositions applicables au tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie

Article 11 (articles L. 2-2, L. 2-5 et L. 2-6 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel - fonctionnement du tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie) : adopté après modifications (p. 10945)

Amendement n° 3 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article permettant de compléter le tribunal administratif pour l'exercice de sa fonction consultative) : adopté (p. 10945)

Titre V

Dispositions relatives aux élections, au congrès et aux assemblées de province

Article 12 (déclaration de candidature) : adopté (p. 10945)

Article 13 (enregistrement de la déclaration de candidature) : adopté (p. 10945)

Article 14 (contestation du refus d'enregistrement) : adopté (p. 10945)

Article 15 (accès à la télévision et à la radio pendant la campagne électorale) : adopté (p. 10945)

Article 16 (remboursement de frais de campagne) : adopté (p. 10945)

Article 17 (plafonnement des dépenses électorales) : adopté (p. 10945)

Article 18 (bulletins non comptabilisés) : adopté (p. 10945)

Article 19 (dispositions du code électoral applicables à l'élection des membres du congrès et des assemblées de province) (p. 10946) : adopté (p. 10947)

Titre VI

Dispositions diverses

Article 20 (substitution de références) : adopté (p. 10947)

Article 21 (article 7 de la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 - service public pénitentiaire) : adopté (p. 10947)

Article 22 (admission en Nouvelle-Calédonie) : supprimé (p. 10947)

Amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10947)

Article 23 (renvoi à des décrets en Conseil d'Etat) : adopté (p. 10947)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 10947)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Discussion générale commune avec le texte de la commission mixte paritaire n° 1374 sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie (voir TOM et collectivités territoriales d'outre-mer 1229)

Texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1300)

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 1308)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 25 novembre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Urgence déclarée le 4 décembre 1998 - Rapporteur : M. René Dosière (15 octobre 1998) - Rapport n° 1275 (16 décembre 1998) commun avec le projet de loi organique n° 1228 (voir TOM et collectivités territoriales d'outre-mer 1228)

Discussion et adoption le 21 décembre 1998 - Projet de loi organique n° 233

Sénat (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 146 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyst - Rapport n° 180 (1998-1999) (28 janvier 1999)

Discussion les 3 et 4 février 1999 - Adoption le 4 février 1999 - Projet de loi organique n° 63 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 4 février 1999 - n° 1369

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Commission mixte paritaire

Nomination le 5 février 1999 (J.O. p. 1910) - Réunion le 8 février 1999 - Bureau (J.O. p. 2103)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. René Dosière - Rapport n° 1374 (9 février 1999)

Discussion et adoption le 11 février 1999 - Projet de loi organique n° 246

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyst - Rapport n° 202 (1998-1999) (9 février 1999)

Discussion et adoption définitive le 16 février 1999 - Projet de loi organique n° 69 (1998-1999)

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61, alinéa 1er, de la Constitution)

Décision le 15 mars 1999 [J.O. du 21 mars 1999] (p. 4234) - Déclarés contraires à la Constitution le 5° du I de l'article 195 et le quatrième alinéa de l'article 217

Promulgation

Loi n° 99-209 du 19 mars 1999 publiée au J.O. du 21 mars 1999 (p. 4197)

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [21 décembre 1998]
(p. 10838)**

Intervention du Gouvernement
M. Jean-Jack Queyranne (p. 10838)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. René Dosière (p. 10841)

Discussion générale
M. Jacques Brunhes (p. 10844) ; M. Gérard Grignon (p. 10846) ; Mme Huguette Bello (p. 10848) ; M. Gilbert Gantier (p. 10850) ; M. François Colcombet (p. 10851) ; M. Dominique Perben (p. 10853) ; M. Ernest Moutoussamy (p. 10855) ; Mme Christiane Taubira-Delannon (p. 10856) ; M. Pierre Frogier (p. 10857) ; M. Emile Vernaudeau (p. 10859) ; M. Bernard Grasset (p. 10860) ; M. Michel Buillard (p. 10861) ; M. Victor Brial (p. 10862)

Réponse du Gouvernement
M. Jean-Jack Queyranne (p. 10863)

Intervention de la présidente de la commission des lois
Mme Catherine Tasca (p. 10863)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 1er (organisation géographique, administrative et coutumière de la Nouvelle-Calédonie) : adopté après modifications (p. 10864)

Amendement n° 3 de la commission (intégration de l'île de Beautemps-Beaupré dans la province des îles Loyauté) : adopté (p. 10864)

Article 2 (institutions de la Nouvelle-Calédonie - haut-commissaire - représentation au Parlement et au Conseil économique et social de la République) (p. 10864) : adopté après modifications (p. 10865)

Amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 10864) : adopté (p. 10865)

Article 3 (citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10865)

Article 4 (signes distinctifs) : adopté après modifications (p. 10865)

Amendement n° 5 de la commission (terme "identitaires" substitué à "distinctifs") : adopté (p. 10865)

Amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10865)

Article 5 (la propriété foncière) : adopté (p. 10865)

Titre Ier

Statut civil coutumier et propriété coutumière

Article 6 (champ d'application de la coutume) (p. 10865) : adopté après modifications (p. 10866)

Amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 10866)

Article 7 (registre d'état civil coutumier) : adopté (p. 10866)

Article 8 (rapports juridiques entre personnes de statut civil différent) : adopté (p. 10866)

Article 9 (transmission du statut civil coutumier) : adopté après modifications (p. 10866)

Amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10866)

Amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté (p. 10866)

Article 10 (octroi du statut civil coutumier à un mineur) (p. 10866) : adopté après modifications (p. 10867)

Amendement n° 10 de la commission (de précision) : adopté (p. 10866)

Amendement n° 11 de la commission (audition par le juge du mineur capable de discernement) (p. 10866) : adopté (p. 10867)

Amendement n° 145 du Gouvernement (audition du mineur écartée par une décision spécialement motivée) : adopté (p. 10867)

Article 11 (octroi du statut civil coutumier aux jeunes majeurs) : adopté après modifications (p. 10867)

Amendement n° 12 de la commission (de précision) : adopté (p. 10867)

Article 12 (changement de statut civil) (p. 10867) : adopté après modifications (p. 10868)

Amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10867)

Amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 10867) : adopté (p. 10868)

Amendement n° 146 rectifié du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 10868)

Amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10868)

Amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10868)

Article 13 (juridiction compétente) : adopté après modifications (p. 10868)

Amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10868)

Article 14 (action en déclaration du statut) : adopté (p. 10868)

Article 15 (requête pour l'accès ou le retour au statut civil coutumier - consultation de l'autorité coutumière) : adopté (p. 10868)

Article 16 (effets à l'égard des tiers) : adopté (p. 10868)

Article 17 (les terres coutumières) (p. 10867) : adopté après modifications (p. 10869)

Amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10869)

Après l'article 17

Amendement n° 19 de la commission (insertion d'un titre relatif à la justice) : adopté (p. 10869)

Amendement n° 125 de la commission (assesseurs coutumiers complétant la juridiction de droit commun lorsqu'elle statue sur des affaires ne relevant pas du droit coutumier) : adopté (p. 10869)

Amendement n° 20 de la commission (assesseurs coutumiers complétant la juridiction d'appel lorsqu'elle statue sur des affaires ne relevant pas du droit coutumier) : adopté (p. 10869)

Amendement n° 21 de la commission (nomination des magistrats pour une durée de cinq ans) : adopté (p. 10869)

Titre II

Les compétences

Chapitre I

La répartition des compétences entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie, les provinces et les communes

Article 18 (compétences de droit commun des provinces) (p. 10869) : adopté (p. 10871)

Amendement n° 126 de M. Pierre Frogier (nouvelle rédaction de l'article énumérant les compétences) : retiré (p. 10870)

Amendement n° 162 de M. Lionnel Luca (compétence de droit commun de la Nouvelle-Calédonie) : rejeté (p. 10871)

Section 1 : compétences de l'Etat et de la Nouvelle-Calédonie

Article 19 (compétences de l'Etat) (p. 10871) : adopté après modifications (p. 10873)

Amendement n° 22 de la commission (de précision) : adopté (p. 10871)

Amendement n° 23 de la commission (suppression de la possibilité de transfert du contrôle budgétaire et soumission de celui du régime comptable et financier à une loi organique ultérieure) : adopté (p. 10872)

Sous-amendement n° 148 du Gouvernement (réintégration du contrôle budgétaire dans les compétences susceptibles d'être transférées) : rejeté (p. 10872)

Amendement n° 24 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 10872)

Amendement n° 25 de la commission (possibilité pour le congrès d'instituer des sanctions pour les infractions aux lois de pays et à ses règlements) : adopté après modifications (p. 10872)

Sous-amendement n° 147 du Gouvernement (ajout d'une référence) : adopté (p. 10872)

Amendement n° 26 de la commission (référence à l'article 21, compétences de la Nouvelle-Calédonie, pour la collation et la délivrance des titres et diplômes) : adopté (p. 10873)

Amendement n° 27 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10873)

Article 20 (application à la Nouvelle-Calédonie des lois de souveraineté et des lois comportant une mention expresse) : adopté (p. 10873)

Article 21 (compétences de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10873) : adopté après modifications (p. 10875)

Amendement n° 163 de M. Lionnel Luca (exclusion des matières régaliennes) : rejeté (p. 10874)

Amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10874)

Amendement n° 127 de M. Pierre Frogier (compétence pour l'attribution de diplômes au titre de la formation professionnelle) : rejeté (p. 10874)

Amendement n° 164 de M. Lionnel Luca (compétence de la Nouvelle-Calédonie pour la zone maritime et le domaine public maritime) : rejeté (p. 10874)

Amendement n° 194 de la commission (compétence de la Nouvelle-Calédonie pour la réglementation des professions commerciales) (p. 10874) : adopté (p. 10875)

Amendement n° 166 de M. Lionnel Luca (compétence exclusive de la Nouvelle-Calédonie pour l'adaptation des programmes de l'enseignement primaire, caractère officiel de la langue française et enseignement facultatif des langues vernaculaires) : rejeté (p. 10875)

Après l'article 21

Amendement n° 165 de M. Lionnel Luca (non appartenance politique exigée de hauts fonctionnaires) : rejeté (p. 10875)

Article 22 (transfert d'établissements publics à la Nouvelle-Calédonie) (p. 10875) : adopté après modifications (p. 10876)

Amendement n° 29 de la commission (compensation des charges afférentes aux établissements publics transférés) : adopté (p. 10876)

Article 23 (protection du marché du travail local) (p. 10876) : vote réservé jusqu'après l'article 221 (p. 10877)

Intervenant : M. Jacques Brunhes (p. 10876)

Amendement n° 195 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : vote réservé (p. 10877)

Sous-amendement n° 152 corrigé du Gouvernement (restriction à l'accession et non à l'exercice de professions libérales) (p. 10876) : vote réservé (p. 10877)

Sous-amendement n° 153 du Gouvernement (suppression de la référence aux engagements internationaux de la République et de la prise en compte de la répartition géographique des professions libérales) (p. 10876) : vote réservé (p. 10877)

Article 24 (entrée en vigueur des compétences de la Nouvelle-Calédonie ou des provinces) : adopté (p. 10877)

Article 25 (entrée en vigueur des compétences transférées à terme) : adopté (p. 10877)

Article 26 (transfert de compétences organisé par une loi organique ultérieure) (p. 10877) : adopté après modifications (p. 10878)

Amendement n° 31 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10878)

Sous-amendement n° 149 du Gouvernement (réintégration du contrôle budgétaire dans les compétences transférables) : rejeté (p. 10878)

Amendement n° 32 de la commission (suppression de la possibilité de transfert des compétences liées à la recherche) : adopté (p. 10878)

Section 2 : relations extérieures de la Nouvelle-Calédonie et association de la Nouvelle-Calédonie à des compétences de l'Etat

Article 27 (pouvoirs du Gouvernement dans les domaines de compétence de l'Etat) : adopté (p. 10878)

Amendement n° 168 de M. Lionnel Luca (exclusion des compétences régaliennes) : rejeté (p. 10878)

Amendement n° 169 de M. Lionnel Luca (contrôle du Conseil constitutionnel en application de l'article 54 de la Constitution) : rejeté (p. 10878)

Article 28 (pouvoirs du Gouvernement dans les domaines de compétence de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10879)

Article 29 (négociations relatives aux relations entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Calédonie) : adopté après modifications (p. 10879)

Amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 10879)

Article 30 (appartenance de la Nouvelle-Calédonie à des organisations internationales) : adopté après modifications (p. 10879)

Amendement n° 34 de la commission (qualité d'observateur auprès d'organisations internationales) : adopté (p. 10879)

Article 31 (représentations extérieures de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10879)

Article 32 (conventions de coopération décentralisée) : adopté (p. 10879)

Article 33 (consultation du Gouvernement en matière d'entrée et de séjour des étrangers) : adopté (p. 10879)

Article 34 (maintien de l'ordre) : adopté (p. 10879)

Article 35 (casinos, cercles, jeux de hasard et loteries) (p. 10879) : adopté après modifications (p. 10880)

Amendement n° 35 de la commission (de précision) : adopté (p. 10880)

Amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 10880)

Article 36 (communication audiovisuelle) : adopté (p. 10880)

Article 37 (enseignement supérieur, recherche et enseignement secondaire) : adopté (p. 10880)

Section 3 : compétence minière

Article 38 (schéma de mise en valeur des richesses minières) (p. 10880) : adopté après modifications (p. 10881)

Amendement n° 170 de M. Lionnel Luca (intervention de l'Etat dans la prise des décisions individuelles en matière minière) : adopté (p. 10881)

Amendement n° 37 de la commission (établissement du schéma de mise en valeur des richesses minières avant 2004) : adopté (p. 10881)

Article 39 (réglementation minière) : adopté (p. 10881)

Article 40 (comité consultatif des mines) : adopté après modifications (p. 10889)

Amendement n° 38 de la commission (exclusion de toutes les délibérations relatives aux investissements directs étrangers) : adopté (p. 10889)

Article 41 (conseil des mines et règles applicables à la prise de décision en matière minière) (p. 10889) : adopté après modifications (p. 10890)

Amendement n° 39 de la commission (de précision) : adopté (p. 10890)

Discussion commune des amendements n°s 40 et 41

Amendement n° 40 de la commission (de précision) : adopté (p. 10890)

Amendement n° 41 de la commission (de précision) : adopté (p. 10890)

Amendement n° 42 de la commission (suppression du renvoi au décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 10890)

Section 4 : domanialité

Article 42 (compétences domaniales) : adopté (p. 10890)

Article 43 (consistance du domaine de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10890) : adopté après modifications (p. 10891)

Amendement n° 43 de la commission (ajout des cours d'eau, lacs, eaux souterraines et sources) : adopté (p. 10891)

Article 44 (domaine public maritime des provinces et domaine public de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10891)

Article 45 (compétences domaniales des provinces) : adopté (p. 10891)

Section 5 : relations entre les collectivités publiques

Article 46 (délégations de compétences en matière de réglementation, de gestion et de décisions individuelles) : adopté après modifications (p. 10891)

Amendement n° 44 de la commission (transfert des moyens nécessaires à l'exercice des compétences déléguées aux provinces par la Nouvelle-Calédonie) : adopté après modifications (p. 10891)

Sous-amendement n° 150 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 10891)

Article 47 (création du comité des finances locales) (p. 10891) : adopté après modifications (p. 10892)

Amendement n° 45 de la commission (comité coprésidé par le Haut-commissaire et un président élu en son sein) : adopté (p. 10892)

Article 48 (fonctionnement des fonds de péréquation destinés aux communes) (p. 10892) : adopté après modifications (p. 10893)

Amendement n° 129 de M. Pierre Frogier (caractère obligatoire de la contribution de l'Etat au fonds intercommunal de péréquation pour l'équipement) (p. 10892) : rejeté (p. 10893)

Article 49 (approbation par la province des documents d'urbanisme de la commune) : adopté (p. 10893)

Article 50 (conditions de délivrance des autorisations de concessions électriques) : adopté (p. 10893)

Article 51 (assiette des impôts institués au bénéfice des provinces et des communes) : adopté (p. 10893)

Article 52 (conditions de création de sociétés d'économie mixte et de prise de participation au capital de sociétés privées gérant un service public ou d'intérêt général) : adopté après modifications (p. 10893)

Amendement n° 46 de la commission (extension des dispositions de l'article aux provinces) : adopté (p. 10893)

Amendement n° 206 du Gouvernement (possibilité pour la Nouvelle-Calédonie de participer au capital de sociétés privées ne gérant pas un service public ou d'intérêt général) : retiré (p. 10893)

Article 53 (conditions de création de syndicats mixtes) : adopté après modifications (p. 10893)

Amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10893)

Chapitre II

Les modalités des transferts de compétences

Article 54 (modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées à la Nouvelle-Calédonie et aux provinces) (p. 10893) : adopté après modifications (p. 10894)

Amendement n° 48 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'évaluation des charges transférées) : retiré (p. 10894)

Amendement n° 49 de la commission (mention dans la loi de finances de chacune des dotations de compensation) : adopté (p. 10894)

Amendement n° 50 de la commission (commission d'évaluation des charges de la Nouvelle-Calédonie) : adopté après modifications (p. 10894)

Sous-amendement n° 140 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 10894)

Sous-amendement n° 141 du Gouvernement (suppression du décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 10894)

Article 55 (conditions de transfert des services de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie et aux provinces) : adopté (p. 10895)

Article 56 (conditions de transfert à la Nouvelle-Calédonie et aux provinces des biens appartenant à l'Etat et affectés à l'exercice de compétences transférées) : adopté (p. 10895)

Après l'article 56

Amendement n° 1 du Gouvernement (situation des agents de l'Etat en fonctions dans un service transféré) : adopté (p. 10896)

Amendement n° 154 du Gouvernement (situation des agents titulaires de la Nouvelle-Calédonie collaborateurs de l'Etat) : adopté (p. 10896)

Titre III

Les institutions de la Nouvelle-Calédonie

Chapitre Ier

Le congrès

Section 1 : règles de fonctionnement

Article 57 (composition du congrès) (p. 10896) : adopté (p. 10897)

Article 58 (bureau du congrès) : adopté après modifications (p. 10897)

Amendement n° 52 de la commission (élection du président au scrutin majoritaire) : adopté (p. 10897)

Amendement n° 53 de la commission (élection des membres du bureau au scrutin de liste à la représentation proportionnelle) : adopté (p. 10897)

Article 59 (règles applicables au président du congrès) (p. 10897) : adopté après modifications (p. 10898)

Discussion commune des amendements n°s 136 et 54

Amendement n° 136 du Gouvernement (incompatibilité avec la présidence d'une assemblée de province et dépôt d'une déclaration patrimoniale) (p. 10897) : adopté (p. 10898)

Amendement n° 54 de la commission (référence à l'article L.O. 135-1 du code électoral relatif à la déclaration patrimoniale des députés) (p. 10897) : devenu sans objet (p. 10898)

Article 60 (régime des sessions) : adopté après modifications (p. 10898)

Amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10898)

Article 61 (régime des sessions) : adopté (p. 10898)

Article 62 (publicité des séances - police du congrès) : adopté (p. 10898)

Article 63 (personnel du congrès) : adopté (p. 10898)

Article 64 (représentation du congrès en justice) : adopté (p. 10898)

Article 65 (délégation de pouvoir au président - rôle d'ordonnateur des dépenses) (p. 10898) : adopté après modifications (p. 10899)

Amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) (p. 10898) : adopté (p. 10899)

Article 66 (conditions de validité des délibérations) : adopté (p. 10899)

Article 67 (démission d'un membre du congrès) : adopté après modifications (p. 10899)

Amendement n° 57 de la commission (de précision) : adopté (p. 10899)

Article 68 (initiative des lois et délibérations) : adopté (p. 10899)

Article 69 (information des membres du congrès sur les affaires en discussion) : adopté après modifications (p. 10899)

Amendement n° 58 de la commission (information sur les projets ou propositions de loi de pays) : adopté (p. 10899)

Article 70 (fixation de l'ordre du jour) (p. 10899) : adopté (p. 10900)

Article 71 (procès-verbal des séances) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 59 (p. 10900)

Amendement n° 59 de la commission (compte rendu des séances publié au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10900)

Article 72 (indemnités et défraiement) : adopté (p. 10900)

Article 73 (constitution et moyens de fonctionnement des groupes politiques) (p. 10900) : adopté après modifications (p. 10901)

Amendement n° 60 de la commission (suppression de la précision relative à la non modification du régime indemnitaire des élus par le biais des moyens affectés aux groupes) : retiré (p. 10900)

Amendement n° 155 du Gouvernement (possibilité d'affecter aux groupes des collaborateurs non membres des services du congrès) : adopté (p. 10900)

Article 74 (désignation et compétences de la commission permanente) : adopté (p. 10901)

Article 75 (fonctionnement de la commission permanente) : adopté (p. 10901)

Article 76 (droit du haut-commissaire à être entendu par le congrès ou la commission permanente) : adopté (p. 10901)

Section 2 : attributions du Congrès

Article 77 (compétences du congrès) : adopté (p. 10901)

Article 78 (pouvoirs budgétaires de l'Assemblée) : adopté (p. 10901)

Article 79 (entrée en vigueur des dispositions fiscales) : adopté après modifications (p. 10901)

Amendement n° 130 de M. Pierre Frogier (de précision) : adopté (p. 10901)

Article 80 (sanctions pénales et administratives des infractions à la réglementation de Nouvelle-Calédonie) (p. 10901) : adopté (p. 10902)

Article 81 (peines d'emprisonnement) : adopté (p. 10902)

Article 82 (réglementation du droit de transaction) : adopté (p. 10902)

Article 83 (consultation du congrès sur les projets de loi autorisant la ratification de certains traités ou accords et sur certaines propositions d'actes communautaires) : adopté après modifications (p. 10902)

Amendement n° 62 rectifié de la commission (avis rendus dans le délai d'un mois réduit à quinze jours en cas d'urgence et émission d'avis par la commission permanente en dehors des sessions) : adopté (p. 10902)

Article 84 (consultation du congrès sur les textes législatifs concernant la Nouvelle-Calédonie) (p. 10902) : adopté après modifications (p. 10903)

Amendement n° 63 de la commission (suppression de la consultation du congrès sur les amendements ayant trait à la Nouvelle-Calédonie présentés sur des projets ou des propositions de loi qui ne lui ont pas été soumis) : adopté (p. 10902)

Article 85 (résolutions du congrès) : adopté (p. 10903)

Article 86 (régime des délégations de service public) : adopté après modifications (p. 10903)

Amendement n° 64 de la commission (application des articles L. 1411-1 à L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales relatifs aux délégations de service public) : adopté (p. 10903)

Amendement n° 65 de la commission (de précision) : adopté (p. 10903)

Article 87 (représentation du congrès auprès de l'institut d'émission d'outre-mer) : adopté (p. 10903)

Article 88 (responsabilité du gouvernement devant le congrès) : adopté (p. 10903)

Article 89 (conséquences de l'adoption d'une motion de censure) : adopté (p. 10903)

Article 90 (dissolution du congrès) : adopté (p. 10903)

Article 91 (règlement intérieur du congrès) (p. 10903) : adopté après modifications (p. 10904)

Amendement n° 66 de la commission (publication du règlement intérieur au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10903) : adopté (p. 10904)

Chapitre II

Les lois du pays

Article 92 (domaine des lois du pays) : adopté après modifications (p. 10904)

Amendement n° 67 de la commission (substitution du terme "identitaires" au mot "distinctifs") : adopté (p. 10904)

Amendement n° 197 de la commission (ajout de l'approbation des conventions de résolution des conflits de lois) : retiré (p. 10904)

Article 93 (avis préalable du tribunal administratif sur les projets et propositions de loi du pays) (p. 10904) : adopté après modifications (p. 10905)

Amendement n° 68 de la commission (avis du Conseil d'Etat) : adopté (p. 10905)

Amendement n° 69 de la commission (propositions de loi du pays soumises pour avis avant leur première lecture et non dès leur inscription à l'ordre du jour) : adopté (p. 10905)

Article 94 (adoption des lois du pays) : adopté (p. 10905)

Après l'article 94

Amendement n° 70 de la commission (désignation d'un rapporteur sur les projets ou propositions de loi du pays et publication d'un rapport écrit avant leur discussion) : adopté (p. 10905)

Article 95 (nouvelle délibération) (p. 10905) : adopté après modifications (p. 10906)

Amendement n° 71 de la commission (nouvelle délibération à la demande de onze membres du congrès) : adopté (p. 10906)

Article 96 (saisine du Conseil constitutionnel) : adopté (p. 10906)

Article 97 (décision du Conseil constitutionnel) : adopté (p. 10906)

Article 98 (promulgation des lois du pays) : adopté (p. 10906)

Article 99 (nature juridique des lois du pays) : adopté (p. 10906)

Chapitre III

Le gouvernement

Section 1 : composition et formation

Article 100 (rôle et durée des fonctions du gouvernement) (p. 10906) : adopté (p. 10907)

Article 101 (élection des membres du gouvernement) : adopté (p. 10907)

Article 102 (mode de scrutin pour l'élection des membres du gouvernement) : adopté après modifications (p. 10907)

Discussion commune des amendements n°s 73 et 176

Amendement n° 73 de la commission (suppression de l'obligation faite aux groupes politiques de compter des élus dans deux provinces pour présenter une liste de candidats) : adopté (p. 10907)

Amendement n° 176 de M. Lionnel Luca : non soutenu (p. 10907)

Amendement n° 72 de la commission (participation à la présentation d'une seule liste de candidats par les membres du congrès) : adopté (p. 10907)

Article 103 (inéligibilité ou incapacité en cours de fonction) : adopté (p. 10907)

Article 104 (régime des incompatibilités et des options) (p. 10907) : adopté après modifications (p. 10908)

Amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) (p. 10907) : adopté (p. 10908)

Amendement n° 75 rectifié de la commission (ajout de la référence à l'article L.O. 146 du code électoral relatif à l'interdiction d'exercice de fonctions dirigeantes dans des entreprises bénéficiant d'aides

publiques ou faisant appel public à l'épargne) : adopté (p. 10908)

Article 105 (contentieux des arrêtés en matière d'inéligibilités, incapacités et incompatibilités) : adopté (p. 10908)

Article 106 (déclaration de situation patrimoniale des membres du gouvernement) : adopté après modifications (p. 10908)

Amendement n° 135 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10908)

Article 107 (élection du président et du vice-président du gouvernement) : adopté (p. 10908)

Article 108 (contentieux des élections du président et des membres du gouvernement) : adopté (p. 10908)

Article 109 (déclaration de politique générale) : adopté (p. 10908)

Article 110 (récupération du siège au congrès ou à une assemblée de province) (p. 10908) : adopté après modifications (p. 10909)

Amendement n° 77 de la commission (récupération de son siège par le membre de l'assemblée de province ayant suppléé l'élu au congrès après son entrée au gouvernement) (p. 10908) : adopté (p. 10909)

Article 111 (démission du gouvernement) : adopté après modifications (p. 10909)

Amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10909)

Amendement n° 79 de la commission (expédition des affaires courantes) : adopté (p. 10909)

Article 112 (remplacement d'un membre du gouvernement) : adopté après modifications (p. 10909)

Amendement n° 80 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10909)

Section 2 : règles de fonctionnement

Article 113 (réunions du gouvernement) (p. 10909) : adopté après modifications (p. 10910)

Amendement n° 81 de la commission (terme "réunions" substitué aux mot "séances") : adopté (p. 10910)

Amendement n° 82 de la commission (haut-commissaire entendu à sa demande) : adopté (p. 10910)

Article 114 (ordre du jour des réunions du gouvernement) : adopté après modifications (p. 10910)

Amendement n° 83 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10910)

Amendement n° 84 de la commission (à la demande du haut-commissaire, inscription de droit à l'ordre du jour de toute question relevant de la compétence de l'Etat) : adopté (p. 10910)

Article 115 (secret des réunions) : adopté après modifications (p. 10910)

Amendement n° 85 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10910)

Article 116 (indemnités - dotation de fonctionnement) (p. 10910) : adopté après modifications (p. 10911)

Amendement n° 198 de la commission (plafonnement des indemnités) : adopté (p. 10911)

Section 3 : attributions du gouvernement

Article 117 (compétences attribuées au gouvernement) (p. 10911) : adopté après modifications (p. 10912)

Amendement n° 86 de la commission (suppression de la détermination de la rémunération des groupes d'élus du congrès) : adopté (p. 10911)

Amendement n° 87 de la commission (conclusion des conventions avec les délégués de service public) (p. 10911) : adopté (p. 10912)

Article 118 (pouvoir réglementaire délégué) : adopté (p. 10912)

Article 119 (collégialité) : adopté (p. 10912)

Article 120 (seconde délibération) : adopté (p. 10912)

Article 121 (délégations aux membres du gouvernement) : adopté après modifications (p. 10912)

Amendement n° 199 de la commission (référence à l'article 126 autorisant le président à déléguer certaines de ses attributions à un ou plusieurs membres du gouvernement) : adopté (p. 10912)

Amendement n° 178 de M. Lionnel Luca : non soutenu (p. 10912)

Amendement n° 88 de la commission (remplacement des membres du gouvernement avec l'accord de leurs groupes politiques) : adopté (p. 10912)

Amendement n° 200 de la commission (recours devant le Conseil d'Etat contre les délibérations mettant fin aux fonctions de membres du gouvernement) : adopté (p. 10912)

Article 122 (délégations au président du gouvernement) : adopté (p. 10913)

Article 123 (pouvoir de nomination) : adopté après modifications (p. 10913)

Amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10913)

Article 124 (rôle consultatif) : adopté (p. 10913)

Section 4 : attributions du président du gouvernement

Article 125 (compétences du président du gouvernement) : adopté (p. 10913)

Article 126 (délégations du président du gouvernement) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 201 (p. 10913)

Amendement n° 201 de la commission (vote du congrès à la majorité des trois cinquièmes de ses membres) : adopté (p. 10913)

Article 127 (rapports présentés au congrès par le président du gouvernement) (p. 10913) : adopté (p. 10914)

Chapitre IV

Le sénat coutumier et les conseils coutumiers

Section 1 : le Sénat coutumier

Article 128 (composition et mode de désignation du sénat coutumier) : adopté (p. 10914)

Amendement n° 90 de la commission (élection des membres du sénat coutumier obligatoire à partir de 2005) : retiré (p. 10914)

Article 129 (durée du mandat) : adopté (p. 10914)

Article 130 (désignation du président) : adopté après modifications (p. 10914)

Amendement n° 91 de la commission (désignation du président pour une durée d'un an) : adopté (p. 10914)

Article 131 (représentation dans les organes extérieurs et désignation des membres de l'académie des langues kanak) (p. 10914) : adopté après modifications (p. 10915)

Amendement n° 92 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 10914) : adopté (p. 10915)

Article 132 (constat de la désignation des autorités coutumières) : adopté (p. 10915)

Article 133 (avis sur certaines lois du pays) : adopté après modifications (p. 10915)

Amendement n° 93 de la commission (terme "identitaires" substitué au mot "distinctifs" qualifiant les signes de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10915)

Article 134 (avis sur les délibérations intéressant l'identité kanak) : adopté après modifications (p. 10915)

Amendement n° 202 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10915)

Amendement n° 94 de la commission : devenu sans objet (p. 10915)

Article 135 (consultation des conseils coutumiers par le sénat coutumier) : adopté (p. 10915)

Article 136 (initiative des propositions intéressant l'identité kanak) : adopté (p. 10915)

Article 137 (indemnisation des membres du sénat coutumier) (p. 10915) : adopté après modifications (p. 10916)

Amendement n° 95 rectifié de la commission (institution d'un plafond aux indemnités versées aux membres du sénat coutumier) : adopté (p. 10916)

Article 138 (moyens du sénat coutumier) : adopté (p. 10916)

Article 139 (règlement intérieur) : adopté (p. 10916)

Section 2 : les conseils coutumiers

Article 140 (principes - mode de désignation) : adopté (p. 10916)

Article 141 (consultation du conseil coutumier - litiges de l'interprétation d'un procès-verbal de palabre) : adopté (p. 10916)

Article 142 (indemnités et dotation) : adopté (p. 10916)

Article 143 (règlement intérieur) : adopté (p. 10916)

Chapitre V

Le conseil économique et social

Article 144 (composition) : adopté (p. 10916)

Article 145 (mandat des membres du conseil économique et social et modalités de renouvellement) (p. 10916) : adopté après modifications (p. 10917)

Amendement n° 96 de la commission (arrêté du gouvernement déterminant les indemnités versées aux membres du conseil en fonction de leur présence aux réunions) : adopté après modifications (p. 10917)

Sous-amendement n° 134 du Gouvernement (délibération du congrès substituée à l'arrêté) : adopté (p. 10917)

Article 146 (attributions) : adopté après modifications (p. 10917)

Amendement n° 184 de la commission (de précision) : adopté (p. 10917)

Article 147 (fonctionnement) : adopté après modifications (p. 10917)

Amendement n° 185 de la commission (vacations pour chaque jour de séance) : adopté (p. 10917)

Titre IV

Les provinces

Chapitre Ier

Les assemblées de province

Article 148 (nature des provinces) : adopté (p. 10918)

Article 149 (compétences de l'assemblée de province) : adopté (p. 10918)

Article 150 (siège de l'assemblée de province) : adopté (p. 10918)

Article 151 (séance constitutive - bureau d'âge) : adopté (p. 10918)

Article 152 (élection du président et du bureau) : adopté après modifications (p. 10918)

Amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10918)

Amendement n° 133 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10918)

Article 153 (séances - délégations de vote) : adopté (p. 10918)

Article 154 (régime indemnitaire) (p. 10918) : adopté après modifications (p. 10919)

Amendement n° 186 de la commission (plafonnement de l'indemnité) : adopté (p. 10919)

Amendement n° 100 de la commission (modalités de retenue de l'indemnité déterminées par le règlement intérieur) : adopté (p. 10919)

Article 155 (quorum) : adopté (p. 10919)

Article 156 (règlement intérieur) : adopté (p. 10919)

Article 157 (délégations au bureau) : adopté (p. 10919)

Article 158 (ordre du jour) : adopté (p. 10919)

Article 159 (publicité des séances) : adopté (p. 10919)

Article 160 (audition du Haut-commissaire - procès-verbal) : adopté (p. 10919)

Article 161 (dissolution) (p. 10919) : adopté (p. 10920)

Amendement n° 101 de la commission (suppression de la consultation des présidents des deux autres assemblées de province) : retiré (p. 10920)

Chapitre II

Le président de l'assemblée de province

Article 162 (attributions) : adopté après modifications (p. 10920)

Amendement n° 102 de la commission (publication au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie des actes ressortissant à la compétence de la province) : adopté (p. 10920)

Article 163 (attributions) : adopté (p. 10920)

Article 164 (police de l'assemblée) : adopté (p. 10920)

Article 165 (documents annuels transmis par le président à l'assemblée de province) : adopté (p. 10920)

Article 166 (remplacement du bureau ou d'un vice-président) (p. 10920) : adopté (p. 10921)

Intervenants : M. Pierre Frogier (p. 10920); M. René Dosière (p. 10921); M. Jean-Jack Queyranne (p. 10921)

Après l'article 166

Amendement n° 103 de la commission (motion de renvoi du président de l'assemblée de province) : retiré (p. 10921)

Chapitre III

Le personnel de la province

Article 167 (participation au fonctionnement des services de province) : adopté après modifications (p. 10921)

Amendement n° 104 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10921)

Article 168 (recours à des contractuels dans les assemblées de province) (p. 10921) : adopté après modifications (p. 10922)

Amendement n° 105 de la commission (imputation des emplois de contractuels sur les crédits de rémunération) : adopté (p. 10922)

Amendement n° 131 de M. Pierre Frogier (recours à des fonctionnaires de l'Etat) : adopté (p. 10922)

Chapitre IV

Les ressources et le budget de la province

Article 169 (ressources de la province) : adopté après modifications (p. 10922)

Amendement n° 156 du Gouvernement (dotation globale de construction et d'équipement des collèges versée par l'Etat) : adopté (p. 10922)

Article 170 (fixation du montant des dotations versées aux provinces) (p. 10922) : adopté après modifications (p. 10923)

Amendement n° 157 du Gouvernement (fixation et évolution de la dotation globale de construction et d'équipement des collèges) : adopté (p. 10923)

Article 171 (réglementation des garanties d'emprunts et des cautionnements accordés par les provinces) : adopté (p. 10923)

Article 172 (compétences financières des assemblées de province) : adopté (p. 10923)

Article 173 (procédure de vote du budget) (p. 10923) : adopté (p. 10924)

Amendement n° 116 de la commission (de suppression) : retiré (p. 10924)

Titre V

Les élections au congrès et aux assemblées de province

Chapitre Ier

Composition des assemblées et durée du mandat

Article 174 (effectif des assemblées de province) : adopté après modifications (p. 10924)

Amendement n° 117 de la commission (réduction du nombre des membres des assemblées de province par une délibération intervenant un an avant l'expiration du mandat) : adopté (p. 10924)

Article 175 (durée du mandat) : adopté (p. 10924)

Article 176 (organisation des élections) : adopté après modifications (p. 10924)

Amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10924)

Chapitre II

Corps électoral et listes électorales

Article 177 (restriction du corps électoral pour les élections provinciales) (p. 10924) : adopté après modifications (p. 10925)

Amendement n° 187 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10925)

Amendement n° 181 de M. Lionnel Luca : non soutenu (p. 10925)

Amendement n° 180 de M. Lionnel Luca : non soutenu (p. 10925)

Amendement n° 2 de M. Dominique Perben (qualité d'électeur pour les inscrits sur les listes électorales à la date des élections du 9 juillet 1995) : rejeté (p. 10925)

Article 178 (établissement de la liste électorale spéciale à l'élection du congrès et des assemblées de province) (p. 10925) : adopté après modifications (p. 10926)

Amendement n° 182 de M. Lionnel Luca : non soutenu (p. 10926)

Amendement n° 183 de M. Lionnel Luca : non soutenu (p. 10926)

Amendement n° 137 du Gouvernement (application de dispositions du chapitre II du titre Ier du livre Ier du code électoral) : adopté (p. 10926)

Chapitre III

Mode de scrutin et remplacement des membres des assemblées

Article 179 (circonscriptions provinciales) : adopté (p. 10926)

Article 180 (mode de scrutin) : adopté (p. 10926)

Article 181 (attribution des sièges) : adopté (p. 10926)

Article 182 (vacance des sièges) : adopté (p. 10926)

Chapitre IV

Conditions d'éligibilité et incompatibilités

Article 183 (conditions d'éligibilité) (p. 10926) : adopté (p. 10927)

Article 184 (inélégibilités) : adopté après modifications (p. 10927)

Amendement n° 159 du Gouvernement (référence à la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 pour la déclaration patrimoniale) : adopté (p. 10927)

Amendement n° 138 du Gouvernement (inélégibilité pour dépassement du plafond des dépenses électorales et en application de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) : adopté (p. 10927)

Article 185 (incompatibilités) (p. 10927) : adopté (p. 10928)

Article 186 (déclaration d'option) : adopté (p. 10928)

Chapitre V

Propagande

Article 187 (organisation de la campagne audiovisuelle) : adopté (p. 10928)

Article 188 (prise en charge des dépenses de propagande) : adopté (p. 10928)

Chapitre VI

Contentieux

Article 189 (contentieux) : adopté (p. 10928)

Chapitre VII

Dispositions diverses

Article 190 (conditions d'application des dispositions du code électoral) (p. 10928) : supprimé (p. 10929)

Amendement n° 142 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10929)

Amendement n° 120 de la commission : devenu sans objet (p. 10929)

Amendement n° 121 de la commission : devenu sans objet (p. 10929)

Amendement n° 122 de la commission : devenu sans objet (p. 10929)

Titre VI

Le haut-commissaire de la République et l'action de l'Etat

Article 191 (nomination et compétences du haut-commissaire) : adopté (p. 10929)

Article 192 (publication des actes de la Nouvelle-Calédonie et des provinces par le haut-commissaire) : adopté (p. 10929)

Article 193 (conventions de mise à disposition de services, d'agents et de biens) : adopté après modifications (p. 10929)

Amendement n° 132 de M. Pierre Frogier (maintien du statut des agents de la Nouvelle-Calédonie mis à disposition de l'Etat) : adopté après modifications (p. 10929)

Sous-amendement n° 204 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 10929)

Article 194 (concours d'établissements publics nationaux) (p. 10929) : adopté (p. 10930)

Titre VII

Le contrôle juridictionnel, financier et budgétaire

Chapitre Ier

Le contrôle de légalité et le tribunal administratif

Article 195 (contrôle de légalité) (p. 10930) : adopté après modifications (p. 10931)

Amendement n° 123 de la commission (contrôle de légalité sur les conventions de délégations de service public) : adopté (p. 10931)

Amendement n° 124 de la commission (de précision) : adopté (p. 10931)

Amendement n° 106 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10931)

Article 196 (saisine pour avis du Conseil d'Etat) (p. 10931) : adopté (p. 10932)

Article 197 (saisines pour avis du tribunal administratif ou du Conseil d'Etat) : adopté après modifications (p. 10932)

Amendement n° 107 de la commission (suppression de la demande d'avis au tribunal administratif) : adopté (p. 10932)

Chapitre II

La chambre territoriale des comptes et le contrôle budgétaire

Article 198 (contrôle de la chambre territoriale des comptes) : adopté (p. 10932)

Après l'article 198

Amendement n° 108 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes au congrès sur la gestion de la Nouvelle-Calédonie, des provinces, des communes et de leurs établissements publics ainsi que sur les établissements, sociétés, groupements et organismes relevant de sa compétence) (p. 10932) : adopté (p. 10933)

Amendement n° 109 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes sur chaque compte de gestion du territoire) : adopté après modifications (p. 10933)

Sous-amendement n° 144 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10933)

Article 199 (contrôle des marchés publics et des délégations de service public) (p. 10933) : adopté après modifications (p. 10934)

Amendement n° 110 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 10933) : adopté (p. 10934)

Article 200 (budgets du territoire et des provinces) : adopté après modifications (p. 10934)

Amendement n° 111 de la commission (de précision) : adopté (p. 10934)

Titre VIII

Le rééquilibrage et le développement économique, social et culturel

Article 201 (promotion du développement économique) : adopté (p. 10934)

Article 202 (aides provinciales aux entreprises) : adopté après modifications (p. 10934)

Amendement n° 158 du Gouvernement (convention avec des établissements financiers) : adopté (p. 10934)

Article 203 (comité consultatif de l'environnement) (p. 10934) : adopté (p. 10935)

Article 204 (comité consultatif du crédit) : adopté (p. 10935)

Article 205 (développement culturel de la Nouvelle-Calédonie et promotion de la langue et de la culture kanaks) (p. 10934) : adopté (p. 10935)

Titre IX

La consultation sur l'accession à la pleine souveraineté

Article 206 (convocation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté) : adopté (p. 10935)

Article 207 (organisation des consultations sur l'accession à la pleine souveraineté - date de ces consultations) : adopté après modifications (p. 10935)

Amendement n° 188 de la commission (date de la première consultation fixée par le congrès avant la fin de l'avant dernière année du mandat débutant en 2014) : adopté (p. 10935)

Amendement n° 189 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10935)

Article 208 (restriction du corps électoral) : adopté après modifications (p. 10936)

Amendement n° 190 de la commission (de précision) : adopté (p. 10936)

Amendement n° 143 du Gouvernement (appréciation de la durée de vingt ans de domicile continu en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10936)

Article 209 (liste électorale - commission de contrôle - campagne à la radio et à la télévision) (p. 10936) : adopté après modifications (p. 10937)

Amendement n° 191 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 10937)

Article 210 (recours) : adopté (p. 10937)

Article 211 (fixation des modalités d'application du présent titre par décret en Conseil des ministres) : adopté (p. 10937)

Titre X

Dispositions diverses et transitoires

Article 212 (application des dispositions législatives et réglementaires) (p. 10937) : adopté (p. 10938)

Après l'article 212

Amendement n° 192 de la commission (conventions entre le Gouvernement et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie pour le règlement des conflits de loi résultant des transferts de compétences) : retiré (p. 10938)

Article 213 (succession) : adopté (p. 10938)

Après l'article 213

Amendement n° 193 de la commission (précisions relatives à l'application de l'accord minier du 1er février 1998 modifié par l'avenant du 4 juin 1998) : adopté (p. 10938)

Article 214 (modifications du code des juridictions financières) (p. 10938) : adopté après modifications (p. 10939)

Amendement n° 113 de la commission (équilibre réel apprécié après déduction des subventions d'équipement) : adopté (p. 10939)

Amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10939)

Amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10939)

Article 215 (article 5 de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 - jeux de hasard) : adopté (p. 10939)

Article 216 (article 137 bis de la loi n° 84-821 du 6 septembre 1984 - détachement et intégration des fonctionnaires de Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10939)

Article 217 (articles 82, 93 et 94 de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 - coordination et dispositions transitoires) : adopté (p. 10939)

Article 218 (articles 7 et 12 de la loi n° 92-108 du 3 février 1992 - coordination) : adopté (p. 10939)

Article 219 (calendrier de la mise en place des institutions de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10939) : adopté (p. 10940)

Article 220 (abrogations) : adopté après modifications (p. 10940)

Amendement n° 205 du Gouvernement (abrogation de l'article 139 de la loi du 22 janvier 1998 relatif aux sociétés d'économie mixte locales) : adopté (p. 10940)

Article 221 (renvoi à des dispositions réglementaires) : adopté (p. 10940)

Article 23 précédemment réservé (protection du marché du travail local) (p. 10940) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 195 rectifié (p. 10941)

Amendement n° 195 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant l'accession à l'exercice d'une profession libérale et non son exercice) : adopté (p. 10941)

Amendement n° 167 de M. Lionnel Luca : devenu sans objet (p. 10941)

Explications de vote

M. François Colcombet (p. 10942) ; M. Gérard Grignon (p. 10942) ; M. Jacques Brunhes (p. 10942)

Vote des groupes

Groupe socialiste : pour : M. François Colcombet (p. 10942)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : M. Gérard Grignon (p. 10942)

Groupe communiste : pour : M. Jacques Brunhes (p. 10942)

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 10942)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Présentation du rapport de la commission mixte paritaire

M. René Dosière (p. 1266)

Intervention du Gouvernement

M. Jean-Jack Queyranne (p. 1268)

Discussion générale

M. Pierre Frogier (p. 1270); M. Michel Vaxès (p. 1271); M. Dominique Bussereau (p. 1271); M. Bernard Grasset (p. 1272); M. Henry Jean-Baptiste (p. 1273); M. Dominique Perben (p. 1275)

Texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1276)**Adoption de l'ensemble du projet de loi organique compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 1300)****Projet de loi constitutionnelle n° 1624 relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie****Assemblée nationale (première lecture)**

Dépôt le 26 mai 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : Mme Catherine Tasca (26 mai 1999) - Rapport n° 1665 (2 juin 1999)

Discussion et adoption le 10 juin 1999 - Projet de loi n° 340

Sénat (première lecture)

Dépôt le 15 juin 1999 - n° 425 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Lucien Lanier - Rapport n° 2 (1999-2000) (6 octobre 1999)

Discussion et adoption le 12 octobre 1999 - Projet de loi constitutionnelle n° 3 (1999-2000)

Congrès du Parlement

Convocation par décret du Président de la République du 3 novembre 1999 [J.O. du 4 novembre 1999] (p. 16456) - Décret du 19 janvier 2000 abrogeant le décret du 3 novembre 1999 [J.O. du 20 janvier 2000] (p. 975)

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5766)****Intervention du Gouvernement**

M. Jean-Jack Queyranne (p. 5766)

Présentation du rapport de la commission des lois

Mme Catherine Tasca (p. 5768)

Discussion générale

M. Dominique Bussereau (p. 5770); M. René Dosière (p. 5771); M. Michel Buillard (p. 5773); M. Jacques Brunhes (p. 5774); M. François Rochebloine (p. 5775); M. Émile Vernaudeau (p. 5777); M. Pierre Frogier (p. 5778)

Réponse du Gouvernement

M. Jean-Jack Queyranne (p. 5779)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5780)**Article 1er (article 77 de la Constitution : définition du corps électoral aux assemblées de province et au congrès de Nouvelle-Calédonie) (p. 5780) : adopté après modifications (p. 5781)**

Intervenants : M. Dominique Perben (p. 5780); Mme Catherine Tasca (p. 5781)

Amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5781)

Amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 5781)

Article 2 (titres XV, XVI et XVII de la Constitution) : adopté (p. 5781)**Article 3 (titre XIV de la Constitution portant "Dispositions relatives à la Polynésie française") : adopté (p. 5781)****Article 4 (article 78 de la Constitution : dispositions relatives à la Polynésie française) (p. 5782) : adopté après modifications (p. 5783)**

Intervenant : M. Dominique Perben (p. 5782)

Amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5783)

Amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5783)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Dominique Bussereau (p. 5771)

Groupe communiste : pour : M. Jacques Brunhes (p. 5775)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : M. François Rochebloine (p. 5777)

Adoption de l'ensemble du projet de loi constitutionnelle (p. 5783)**Proposition de loi n° 1628 tendant à organiser la consultation de la population de Mayotte sur le choix de son statut définitif dans la République****Assemblée nationale (première lecture)**

Dépôt le 26 mai 1999 par M. Henry Jean-Baptiste

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Questions au Gouvernement

N° 904 - Nouvelle-Calédonie : Etat : Mme Catherine Tasca [10 novembre 1998] (p. 8703). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [10 novembre 1998] (p. 8703)

Gouvernement, référendum, perspectives

N° 1152 - Nouvelle-Calédonie : mines et carrières : M. René Dosière [17 février 1999] (p. 1555). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [17 février 1999] (p. 1555)

Nickel, emploi et activité

N° 1259 - Wallis-et-Futuna : politique sociale : M. Victor Brial [31 mars 1999] (p. 3100). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [31 mars 1999] (p. 3100)

Personnes âgées et handicapés, allocations et ressources

N° 1300 - Polynésie : statut : M. Émile Vernaudon [28 avril 1999] (p. 3702). Réponse : M. Jean-Pierre Chevènement, Ministre de l'intérieur [28 avril 1999] (p. 3702)

Réforme, concertation

Questions orales sans débat

N° 627 - Mayotte : transports aériens : M. Henry Jean-Baptiste [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 839). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [16 février 1999] (p. 1411, 1412)

Vol direct pour la France

N° 863 - Wallis-et-Futuna : politique sociale : M. Victor Brial [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3356). Réponse : M. Jean-Jack Queyranne, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [8 juin 1999] (p. 5467)

Personnes âgées, handicapés, allocations et ressources

TOURISME ET LOISIRS

Voir aussi HÔTELLERIE ET RESTAURATION

Projet de loi n° 1074 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 août 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Retrait du projet de loi (27 janvier 1999)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 janvier 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, et Mme Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme - n° 178 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Paul Blanc - Rapport n° 227 (1998-1999) (17 février 1999)

Discussion et adoption le 2 mars 1999 - Projet de loi n° 76 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 3 mars 1999 - n° 1414

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Gérard Terrier (8 décembre 1998) - Rapport n° 1460 (11 mars 1999)

Discussion et adoption le 18 mars 1999 - Projet de loi n° 271

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 23 mars 1999 - n° 275 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Paul Blanc - Rapport n° 296 (1998-1999) (6 avril 1999)

Discussion et adoption le 11 mai 1999 - Projet de loi n° 119 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 12 mai 1999 - n° 1590

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Gérard Terrier - Rapport n° 1609 (19 mai 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (25 mai 1999)

Discussion et adoption le 26 mai 1999 - Projet de loi n° 319

Sénat (troisième lecture)

Dépôt le 26 mai 1999 - n° 386 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales

Commission mixte paritaire

Nomination le 26 mai 1999 (J.O. p. 7844) - Réunion le 27 mai 1999 - Bureau (J.O. p. 7897)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Gérard Terrier - Rapport n° 1641 (27 mai 1999)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Paul Blanc - Rapport n° 387 (1998-1999) (27 mai 1999)

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun

Assemblée nationale (nouvelle lecture)

Dépôt le 1er juin 1999 - n° 1647

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (25 mai 1999) - Rapporteur : M. Gérard Terrier - Rapport n° 1669 (2 juin 1999)

Discussion et adoption le 3 juin 1999 - Projet de loi n° 329

Sénat (nouvelle lecture)

Dépôt le 8 juin 1999 - n° 402 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Paul Blanc - Rapport n° 432 (1998-1999) (16 juin 1999)

Discussion et adoption le 22 juin 1999 - Projet de loi n° 158 (1998-1999)

Assemblée nationale (lecture définitive)

Dépôt le 22 juin 1999 - n° 1730

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (15 juin 1999) - Rapporteur : M. Gérard Terrier - Rapport n° 1746 (29 juin 1999)

Discussion et adoption définitive le 29 juin 1999 - Projet de loi n° 351

Promulgation

Loi n° 99-584 du 12 juillet 1999 publiée au J.O. du 13 juillet 1999 (p. 10358)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)**Intervention du Gouvernement**

Mme Michelle Demessine (p. 2633)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. Gérard Terrier (p. 2635)

Discussion générale

M. Léonce Deprez (p. 2636) ; M. Denis Jacquat (p. 2638) ; M. Jean-Pierre Dufau (p. 2639) ; M. Jean-Michel Couve (p. 2640) ; M. Patrick Malavieille (p. 2642) ; M. Jacques Blanc (p. 2643) ; M. André Capet (p. 2645) ; M. Michel Bouvard (p. 2646) ; M. Marc Dumoulin (p. 2648) ; Mme Nicole Bricq (p. 2649)

Réponse du Gouvernement

Mme Michelle Demessine (p. 2651)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif) (p. 2651) : adopté après modifications (p. 2660)

Intervenant : M. Maxime Gremetz (p. 2651)

Amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) (p. 2651) : adopté après modifications (p. 2654)

Sous-amendement n° 43 de M. Maxime Gremetz (extension aux titulaires d'un contrat emploi-solidarité) (p. 2651) : rejeté au scrutin public (p. 2654)

Sous-amendement n° 36 de M. Gérard Terrier (extension aux titulaires d'un contrat emploi consolidé) (p. 2651) : adopté (p. 2654)

Amendement n° 2 de la commission (extension aux contractuels de la fonction publique) : adopté (p. 2654)

Discussion commune des amendements n°s 29 et 25

Amendement n° 29 de M. Jean-Michel Couve (extension aux retraités) : rejeté (p. 2655)

Amendement n° 25 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux retraités) : rejeté (p. 2655)

Discussion commune des amendements n°s 30 et 27

Amendement n° 30 de M. Jean-Michel Couve (extension aux agriculteurs) (p. 2655) : rejeté (p. 2656)

Amendement n° 27 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux agriculteurs) : rejeté (p. 2656)

Discussion commune des amendements n°s 31 et 39

Amendement n° 31 de M. Jean-Michel Couve (extension aux artisans et commerçants) (p. 2656) : rejeté (p. 2657)

Amendement n° 39 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux artisans et commerçants) (p. 2656) : rejeté (p. 2657)

Discussion commune des amendements n°s 32 et 38

Amendement n° 32 de M. Jean-Michel Couve (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2657) : rejeté (p. 2659)

Amendement n° 38 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2657) : rejeté (p. 2659)

Amendement n° 37 de M. Léonce Deprez (extension aux artistes indépendants) : retiré (p. 2659)

Amendement n° 41 de M. Léonce Deprez (extension aux journalistes non salariés) : retiré (p. 2659)

Amendement n° 26 de M. Léonce Deprez : retiré (p. 2659)

Amendement n° 33 de M. Jean-Michel Couve (extension aux artistes non salariés) : retiré (p. 2659)

Amendement n° 34 de M. Jean-Michel Couve (extension aux journalistes non déclarés) : retiré (p. 2659)

Amendement n° 3 de la commission (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) (p. 2659) : retiré (p. 2660)

Sous-amendement n° 42 de M. Jean-Michel Couve (extension à la Suisse) (p. 2659) : devenu sans objet (p. 2660)

Sous-amendement n° 18 de M. Jacques Blanc (réciprocité) (p. 2659) : devenu sans objet (p. 2660)

Après l'article 1er

Amendement n° 16 de M. Patrick Malavieille (utilisation possible dans un autre pays de l'Union européenne) : retiré (p. 2660)

Article 2 (article 2 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : plafond de revenus et exonérations fiscales) (p. 2660) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 4 modifié (p. 2661)

Amendement n° 4 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) (p. 2660) : adopté après modifications (p. 2661)

Sous-amendement n° 21 du Gouvernement (actualisation des plafonds de revenus) : adopté (p. 2661)

Sous-amendement n° 23 de M. Jacques Blanc : non soutenu (p. 2661)

Article 3 (article 2 bis nouveau de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 2661) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 5 (p. 2663)

Intervenant : M. Maxime Gremetz (p. 2661)

Amendement n° 5 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) (p. 2662) : adopté (p. 2663)

Sous-amendement n° 22 du Gouvernement (montant de la contribution de l'employeur) : retiré (p. 2663)

Article 4 (article 3 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : coordination) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 6 (p. 2663)

Amendement n° 6 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : adopté (p. 2663)

Article 4 bis (article 3 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : versements mensuels pour l'octroi de chèques-

vacances) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 7 (p. 2663)

Amendement n° 7 de la commission (montant minimal des versements mensuels) : adopté (p. 2663)

Article 4 ter (article 4 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : bénéficiaires potentiels des chèques-vacances) (p. 2663) : supprimé (p. 2664)

Amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 2663) : adopté (p. 2664)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation) (p. 2664) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 9, complété par l'amendement n° 10 (p. 2665)

Amendement n° 9 de la commission (tutelle de l'Agence nationale pour les chèques-vacances) : adopté (p. 2664)

Amendement n° 10 de la commission (rapport annuel) (p. 2664) : adopté (p. 2665)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales) (p. 2665) : adopté après modifications (p. 2666)

Amendement n° 11 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 2665)

Discussion commune des amendements n°s 12 et 20 rectifié

Amendement n° 12 de la commission (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2665) : adopté (p. 2666)

Amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2665) : devenu sans objet (p. 2666)

Article 6 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : monopole de l'Agence nationale pour les chèques-vacances) : adopté (p. 2666)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances) : supprimé (p. 2666)

Amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2666)

Amendement n° 35 corrigé de M. Léonce Deprez (ouverture au secteur privé) : devenu sans objet (p. 2666)

Amendement n° 40 de M. Léonce Deprez : devenu sans objet (p. 2666)

Après l'article 7

Discussion commune des amendements n°s 14 rectifié et 17

Amendement n° 14 rectifié de la commission (promotion et publicité pour les chèques-vacances) : adopté (p. 2667)

Amendement n° 17 de M. Patrick Malavieille (promotion et publicité pour les chèques-vacances) : devenu sans objet (p. 2667)

Explications de vote

M. Léonce Deprez (p. 2667) ; M. Jean-Pierre Dufau (p. 2667) ; M. Maxime Gremetz (p. 2667) ; M. Jean-Michel Couve (p. 2668)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Léonce Deprez (p. 2667)

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Pierre Dufau (p. 2667)

Groupe communiste : pour : M. Maxime Gremetz (p. 2668)

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Jean-Michel Couve (p. 2668)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2668)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Intervention du Gouvernement

Mme Michelle Demessine (p. 4893)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. Gérard Terrier (p. 4894)

Discussion générale

M. Franck Dhersin (p. 4895) ; M. Patrick Malavieille (p. 4896) ; M. Pierre Morange (p. 4896) ; M. Jean-Pierre Dufau (p. 4897) ; M. Léonce Deprez (p. 4898)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 4899)

Intervention du rapporteur

M. Gérard Terrier (p. 4900)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif) (p. 4900) : adopté après modifications (p. 4901)

Amendement n° 9 de M. Patrick Malavieille (accès aux chèque-vacances pour les emplois-jeunes et les titulaires d'un contrat emploi-solidarité) (p. 4900) : retiré (p. 4901)

Discussion commune des amendements n° 8 rectifié et 10 corrigé

Amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) : adopté (p. 4901)

Amendement n° 10 corrigé de M. Patrick Malavieille (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) : retiré (p. 4901)

Article 2 (article 2 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : plafond de revenus et exonérations fiscales) (p. 4901) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 1 (p. 4902)

Amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 4902)

Article 3 (article 2-1 nouveau de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 4902) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 2 (p. 4903)

Amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 4902) : adopté (p. 4903)

Article 4 (article 3 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : coordination) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 3 (p. 4903)

Amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 4903)

Article 4 ter (article 4 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : bénéficiaires potentiels des chèques-vacances) (p. 4903) : supprimé (p. 4904)

Amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4903)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation) (p. 4904) : adopté après modifications (p. 4905)

Amendement n° 5 de la commission (tutelle du ministère chargé du tourisme) (p. 4904) : adopté (p. 4905)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales) : adopté après modifications (p. 4905)

Amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté (p. 4905)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances) (p. 4905) : supprimé (p. 4906)

Amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4906)

Après l'article 7

Amendement n° 11 de M. Patrick Malavieille (information et publicité sur les chèques-vacances) (p. 4906) : retiré (p. 4907)

Article 8 supprimé par le Sénat (publicité de la loi) : non appelé (p. 4907)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Franck Dhersin (p. 4896)
 Groupe communiste : pour : M. Patrick Malavieille (p. 4896)
 Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Pierre Morange (p. 4897)
 Groupe socialiste : pour : M. Jean-Pierre Dufau (p. 4898)
 Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : abstention : M. Léonce Deprez (p. 4899)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4907)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Intervention du Gouvernement
 Mme Michelle Demessine (p. 5369)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles
 M. Gérard Terrier (p. 5370)

Discussion générale
 M. Pierre Morange (p. 5370) ; M. Jean-Pierre Dufau (p. 5371) ; M. Claude Birraux (p. 5372) ; M. Christian Cuvilliez (p. 5373) ; M. Pierre Cardo (p. 5374)

Intervention du rapporteur
 M. Gérard Terrier (p. 5374)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5370)

Articles 1 à 4 : non appelés (p. 5374)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation) (p. 5375) : adopté (p. 5376)

Amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 5375) : rejeté (p. 5376)

Article 5 : non appelé (p. 5376)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Pierre Morange (p. 5371)
 Groupe socialiste : pour : M. Jean-Pierre Dufau (p. 5372)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. Claude Birraux (p. 5373)
 Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Pierre Cardo (p. 5374)
 Groupe communiste : pour : M. Christian Cuvilliez (p. 5374)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5376)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Intervention du Gouvernement
 Mme Michelle Demessine (p. 6546)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles
 M. Gérard Terrier (p. 6547)

Discussion générale
 M. Patrick Malavieille (p. 6547) ; M. Pierre Cardo (p. 6548) ; M. Jean-Pierre Dufau (p. 6548) ; M. Jean-Michel Couve (p. 6549) ; M. Léonce Deprez (p. 6549)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (p. 6550)

Amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 6551) : adopté (p. 6553)

Vote des groupes

Groupe communiste : pour : M. Patrick Malavieille (p. 6548)
 Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Pierre Cardo (p. 6548)
 Groupe socialiste : pour : M. Jean-Pierre Dufau (p. 6548)
 Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Jean-Michel Couve (p. 6549)
 Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : abstention : M. Léonce Deprez (p. 6550)

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 6553)

Intervention du Gouvernement à l'issue du vote
 Mme Michelle Demessine (p. 6553)

Rapport d'information n° 1784 déposé par M. Gérard Terrier en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la loi n° 99-584 du 12 juillet 1999 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

Questions au Gouvernement

N° 1403 - Politique du tourisme : M. Léonce Deprez [1er juin 1999] (p. 5188). Réponse : Mme Michelle Demessine, Secrétaire d'Etat au tourisme [1er juin 1999] (p. 5188)

Perspectives

N° 1457 - Centres de vacances et de loisirs : M. Jean-Jacques Weber [22 juin 1999] (p. 6269). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [22 juin 1999] (p. 6269)

Animateurs, statut

Questions orales sans débat

N° 477 - Guides : M. Pierre Forgues [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5341). Réponse : Mme Michelle Demessine, Secrétaire d'Etat au tourisme [6 octobre 1998] (p. 5942, 5943)

Statut

N° 570 - Personnel : M. Marc Laffineur [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 235). Réponse : Mme Marie-George Buffet, Ministre de la jeunesse et des sports [19 janvier 1999] (p. 7, 8)

Animation, rémunérations, augmentation, conséquences

TRAITÉS ET CONVENTIONS

Voir aussi ORGANISATIONS INTERNATIONALES, POLITIQUE EXTERIEURE, RELATIONS INTERNATIONALES, UNION EUROPEENNE

Projet de loi n° 195 autorisant la ratification du traité sur la Charte de l'énergie (ensemble un protocole)

Sénat (première lecture)

Dépôt le 22 janvier 1997 par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères - n° 186 (1996-1997)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. André Boyer - Rapport n° 267 (1996-1997) (19 mars 1997)

Discussion et adoption le 20 mars 1997 - Projet de loi n° 85 (1996-1997)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 28 juillet 1997 - n° 195

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. André Borel (28 avril 1999) - Rapport n° 1544 (28 avril 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 19 mai 1999 -
Projet de loi n° 310

Promulgation

Loi n° 99-425 du 27 mai 1999 publiée au J.O. du 28 mai 1999 (p. 7859)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [19 mai 1999] (p. 4573)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 4573)

Projet de loi n° 320 autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales

Sénat (première lecture)

Dépôt le 22 avril 1997 par M. Alain Juppé, Premier ministre, et M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères - n° 338 (1996-1997)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : M. Bernard Plasait - Rapport n° 380 (1996-1997) (2 juillet 1997)

Discussion et adoption le 14 octobre 1997 - Projet de loi n° 15 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 15 octobre 1997 - n° 320

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Patrick Delnatte (1er octobre 1997) - Rapport n° 1222 (25 novembre 1998) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (8 décembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 17 décembre 1998 - Projet de loi n° 229

Promulgation

Loi n° 98-1166 du 18 décembre 1998 publiée au J.O. du 22 décembre 1998 (p. 19349)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10776)

Intervention du Gouvernement

M. Bernard Kouchner (p. 10776)

Présentation du rapport de la commission des affaires étrangères

M. Patrick Delnatte (p. 10778)

Discussion générale

M. François Goulard (p. 10778) ; M. Claude Evin (p. 10779) ; M. Patrick Delnatte (p. 10779)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 10779)

Intervention du Gouvernement à l'issue du vote
M. Bernard Kouchner (p. 10779)

Projet de loi n° 321 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités territoriales (ensemble trois déclarations)

Sénat (première lecture)

Dépôt le 26 juin 1997 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 371 (1996-1997)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : M. Michel Alloncle - Rapport n° 420 (1996-1997) (17 septembre 1997)

Discussion et adoption le 14 octobre 1997 - Projet de loi n° 14 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 15 octobre 1997 - n° 321

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Henri Sicre (9 avril 1998) - Rapport n° 1546 (28 avril 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 - Projet de loi n° 297

Promulgation

Loi n° 99-384 du 19 mai 1999 publiée au J.O. du 21 mai 1999 (p. 7520)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4430)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 4431)

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 février 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Paul Dhaille (13 octobre 1998) - Rapport n° 1223 (25 novembre 1998) commun avec le projet de loi n° 678 (voir Traités et conventions 678) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (8 décembre 1998)

Discussion et adoption le 17 décembre 1998 - Projet de loi n° 231

Sénat (première lecture)

Dépôt le 18 décembre 1998 - n° 141 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : M. André Boyer - Rapport n° 160 (1998-1999) (20 janvier 1999)

Discussion et adoption définitive le 3 mars 1999 - Projet de loi n° 79 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 99-173 du 10 mars 1999 publiée au J.O. du 11 mars 1999 (p. 3631)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Intervention du Gouvernement
M. Bernard Kouchner (p. 10780)

Présentation du rapport de la commission des affaires étrangères
M. Paul Dhaille (p. 10781)

Discussion générale
M. François Goulard (p. 10783) ; M. Claude Evin (p. 10783) ; M. Patrick Delnatte (p. 10784)

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 10784)

Projet de loi n° 678 autorisant l'approbation de la charte sociale européenne (révisée) (ensemble une annexe)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 février 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Paul Dhaille (13 octobre 1998) - Rapport n° 1223 (25 novembre 1998) commun avec le projet de loi n° 676 (voir Traités et conventions 676) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (8 décembre 1998)

Discussion et adoption le 17 décembre 1998 - Projet de loi n° 230

Sénat (première lecture)

Dépôt le 18 décembre 1998 - n° 140 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées -

Rapporteur : M. André Boyer - Rapport n° 160 (1998-1999) (20 janvier 1999)

Discussion et adoption définitive le 3 mars 1999 - Projet de loi n° 78 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 99-174 du 10 mars 1999 publiée au J.O. du 11 mars 1999 (p. 3631)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Discussion générale commune des projets de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives et n° 678 autorisant l'approbation de la charte sociale européenne (révisée) (ensemble une annexe) (voir Traités et conventions 676)

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 10784)

Projet de loi n° 773 autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 18 mars 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. François Loncle (9 avril 1998) - Rapport n° 1519 (1er avril 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption le 12 mai 1999 - Projet de loi n° 303

Sénat (première lecture)

Dépôt le 18 mai 1999 - n° 357 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. Paul Masson - Rapport n° 381 (1998-1999) (26 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 1er juin 1999 - Projet de loi n° 145 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 99-472 du 8 juin 1999 publiée au J.O. du 9 juin 1999 (p. 8439)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Discussion générale commune des projets de loi n° 1304, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'accord et à la convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe), n° 1309, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Suède à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, n° 1310, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République de Finlande à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, n° 1311, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Danemark à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes et n° 773 autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe) (voir Traités et conventions 1304)

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 4438)

Projet de loi n° 782 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Sénat (première lecture)

Dépôt le 21 janvier 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 230 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : M. André Boyer - Rapport n° 328 (1997-1998) (4 mars 1998)

Discussion et adoption le 25 mars 1998 - Projet de loi n° 102 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mars 1998 - n° 782

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Pierre Brana (9 avril 1998) -

Rapport n° 1521 (1er avril 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (27 avril 1999)

Discussion et adoption définitive le 28 avril 1999 -
Projet de loi n° 281

Promulgation

Loi n° 99-346 du 5 mai 1999 publiée au J.O. du 6 mai 1999 (p. 6791)

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [28 avril 1999]
(p. 3704)**

**Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 3704)**

Projet de loi n° 785 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur la coopération culturelle, scientifique et technique

Sénat (première lecture)

Dépôt le 18 décembre 1997 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 203 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : Mme Paulette Brisepierre - Rapport n° 266 (1997-1998) (4 février 1998)

Discussion et adoption le 25 mars 1998 - Projet de loi n° 98 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mars 1998 - n° 785

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. René Mangin (17 juin 1998) - Rapport n° 1221 (25 novembre 1998) commun avec le projet de loi n° 921 (voir Traités et conventions 921) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (1er décembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 9 décembre 1998 - Projet de loi n° 211

Promulgation

Loi n° 98-1145 du 16 décembre 1998 publiée au J.O. du 17 décembre 1998 (p. 19016)

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998]
(p. 10263)**

**Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 10263)**

Projet de loi n° 786 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole)

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 janvier 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 258 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : M. André Rouvière - Rapport n° 315 (1997-1998) (25 février 1998)

Discussion et adoption le 25 mars 1998 - Projet de loi n° 101 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mars 1998 - n° 786

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Joseph Tyrode (9 avril 1998) - Rapport n° 1531 (7 avril 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 -
Projet de loi n° 294

Promulgation

Loi n° 99-385 du 19 mai 1999 publiée au J.O. du 21 mai 1999 (p. 7520)

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4430)**

**Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4430)**

Projet de loi n° 788 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Inde sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Sénat (première lecture)

Dépôt le 21 janvier 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 231 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : M. Michel Alloncle - Rapport n° 314 (1997-1998) (25 février 1998)

Discussion et adoption le 25 mars 1998 - Projet de loi n° 100 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 mars 1998 - n° 788

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteur : M. Joseph Tyrode (9 avril 1998) -
Rapport n° 1475 (17 mars 1999) - Demande
d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée
(27 avril 1999)

Discussion et adoption définitive le 28 avril 1999 -
Projet de loi n° 282

Promulgation

*Loi n° 99-344 du 5 mai 1999 publiée au J.O. du
6 mai 1999 (p. 6791)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [28 avril 1999]
(p. 3704)**

***Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 3705)***

**Projet de loi n° 917 autorisant l'approbation de
l'accord entre le Gouvernement de la République
française et le Gouvernement de la République
libanaise sur l'encouragement et la protection
réciproques des investissements (ensemble un
échange de lettres)**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 12 février 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 288 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de
la défense et des forces armées - Rapporteur :
M. Serge Vinçon - Rapport n° 356 (1997-1998)
(25 mars 1998)

Discussion et adoption le 20 mai 1998 - Projet de
loi n° 139 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 mai 1998 - n° 917

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteuse : Mme Michèle Alliot-Marie (8 juillet
1998) - Rapport n° 1473 (17 mars 1999) - Demande
d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée
(27 avril 1999)

Discussion et adoption définitive le 28 avril 1999 -
Projet de loi n° 283

Promulgation

*Loi n° 99-345 du 5 mai 1999 publiée au J.O. du
6 mai 1999 (p. 6791)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [28 avril 1999]
(p. 3705)**

***Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 3705)***

**Projet de loi n° 918 autorisant l'approbation de
l'accord entre le Gouvernement de la République
française et le Gouvernement de la République
tunisienne sur l'encouragement et la protection
réciproques des investissements (ensemble un
échange de lettres)**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 5 mars 1998 par M. Lionel Jospin, Premier
ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires
étrangères - n° 348 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de
la défense et des forces armées - Rapporteur :
M. Bertrand Delanoë - Rapport n° 419 (1997-1998)
(6 mai 1998)

Discussion et adoption le 20 mai 1998 - Projet de
loi n° 140 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 mai 1998 - n° 918

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteur : M. Etienne Pinte (17 juin 1998) -
Rapport n° 1220 (25 novembre 1998) - Demande
d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée
(1er décembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 9 décembre
1998 - Projet de loi n° 210

Promulgation

*Loi n° 98-1147 du 16 décembre 1998 publiée au
J.O. du 17 décembre 1998 (p. 19017)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998]
(p. 10263)**

***Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 10263)***

**Projet de loi n° 920 autorisant l'approbation de la
convention entre le Gouvernement de la République
française et le Gouvernement de la Fédération de
Russie en vue d'éviter les doubles impositions et de
prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière
d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble
un protocole)**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 21 janvier 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 233 (1997-1998)

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur : M. Jacques Chaumont - Rapport n° 340 (1997-1998) (5 mars 1998)

Discussion et adoption le 20 mai 1998 - Projet de loi n° 143 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 mai 1998 - n° 920

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Pierre Brana (17 juin 1998) - Rapport n° 1219 (25 novembre 1998) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (1er décembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 9 décembre 1998 - Projet de loi n° 209

Promulgation

Loi n° 98-1146 du 16 décembre 1998 publiée au J.O. du 17 décembre 1998 (p. 19016)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10262)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 10263)

Projet de loi n° 921 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Sénat (première lecture)

Dépôt le 18 décembre 1997 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 202 (1997-1998)

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur : M. Jacques Chaumont - Rapport n° 339 (1997-1998) (5 mars 1998)

Discussion et adoption le 20 mai 1998 - Projet de loi n° 142 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 mai 1998 - n° 921

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. René Mangin (8 juillet 1998) - Rapport n° 1221 (25 novembre 1998) commun avec le projet de loi n° 785 (voir Traités et conventions 785) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (1er décembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 9 décembre 1998 - Projet de loi n° 212

Promulgation

Loi n° 98-1144 du 16 décembre 1998 publiée au J.O. du 17 décembre 1998 (p. 19016)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 10263)

Projet de loi n° 1075 autorisant la ratification de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 août 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (1er octobre 1998) - Rapporteur : M. Paul Dhaille (1er octobre 1998) - Rapport n° 1103 (1er octobre 1998) commun avec le projet de loi n° 1076 (voir Traités et conventions 1076)

Discussion et adoption le 7 octobre 1998 - Projet de loi n° 188

Sénat (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 - n° 9 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur : M. André Boyer - Rapport n° 21 (1998-1999) (14 octobre 1998)

Discussion et adoption définitive le 29 octobre 1998 - Projet de loi n° 7 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 98-993 du 5 novembre 1998 publiée au J.O. du 6 novembre 1998 (p. 16768)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 octobre 1998] (p. 6045)

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 6046)

Projet de loi n° 1076 autorisant la ratification du sixième Protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 26 août 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (1er octobre 1998) - Rapporteur : M. Paul

Dhaille (1er octobre 1998) - Rapport n° 1103 (1er octobre 1998) commun avec le projet de loi n° 1075 (voir Traités et conventions 1075)

Discussion et adoption le 7 octobre 1998 - Projet de loi n° 187

Sénat (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 - n° 10 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur: M. André Boyer - Rapport n° 21 (1998-1999) (14 octobre 1998)

Discussion et adoption définitive le 29 octobre 1998 - Projet de loi n° 6 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 98-992 du 5 novembre 1998 publiée au J.O. du 6 novembre 1998 (p. 16768)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 octobre 1998] (p. 6045)

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 6046)

Projet de loi n° 1193 autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif

Sénat (première lecture)

Dépôt le 7 octobre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 4 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur: M. André Rouvière - Rapport n° 54 (1998-1999) (4 novembre 1998)

Discussion et adoption le 12 novembre 1998 - Projet de loi n° 18 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 12 novembre 1998 - n° 1193

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur: M. Marc Reyman (25 novembre 1998) - Rapport n° 1520 (1er avril 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (27 avril 1999)

Discussion et adoption définitive le 28 avril 1999 - Projet de loi n° 284

Promulgation

Loi n° 99-349 du 5 mai 1999 publiée au J.O. du 6 mai 1999 (p. 6792)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 avril 1999] (p. 3705)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 3705)

Projet de loi n° 1194 autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis du Mexique, d'autre part

Sénat (première lecture)

Dépôt le 7 octobre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 3 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur: M. André Rouvière - Rapport n° 55 (1998-1999) (4 novembre 1998)

Discussion et adoption le 12 novembre 1998 - Projet de loi n° 17 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 12 novembre 1998 - n° 1194

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur: M. Jean-Claude Lefort (2 décembre 1998) - Rapport n° 1573 (4 mai 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 - Projet de loi n° 298

Promulgation

Loi n° 99-389 du 19 mai 1999 publiée au J.O. du 21 mai 1999 (p. 7521)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 4431)

Projet de loi n° 1197 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur la liberté de circulation

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 559 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur: M. Daniel Goulet - Rapport n° 28 (1998-1999) (21 octobre 1998)

Discussion et adoption le 12 novembre 1998 - Projet de loi n° 19 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 12 novembre 1998 - n° 1197

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteuse : Mme Bernadette Isaac-Sibille
(2 décembre 1998) - Rapport n° 1534 (7 avril 1999)
- Demande d'adoption selon la procédure d'examen
simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 -
Projet de loi n° 308

Promulgation

*Loi n° 99-398 du 25 mai 1999 publiée au J.O. du
26 mai 1999 (p. 7751)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4439)**

Discussion générale commune des projets de loi
n° 1313, adopté par le Sénat, autorisant la
ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie,
d'autre part, n° 1314, adopté par le Sénat, autorisant
la ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la République
d'Arménie, d'autre part, n° 1315, adopté par le
Sénat, autorisant la ratification de l'accord de
partenariat et de coopération entre les
Communautés européennes et leurs Etats membres,
d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre
part, n° 1316, adopté par le Sénat, autorisant la
ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la République
d'Ouzbékistan, d'autre part, n° 1197, adopté par le
Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le
Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur
la liberté de circulation (voir Traités et conventions
1313)

*Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4444)*

**Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de
l'Accord de coopération entre le Royaume de
Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la
République française, le Grand-Duché de
Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la
République italienne, le Royaume d'Espagne, la
République portugaise, la République hellénique, la
République d'Autriche, le Royaume de Danemark,
la République de Finlande, le Royaume de Suède,
parties contractantes à l'Accord et à la Convention
de Schengen, et la République d'Islande et le
Royaume de Norvège, relatif à la suppression des
contrôles de personnes aux frontières communes
(ensemble une annexe)**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 568 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de
la défense et des forces armées - Rapporteur :
M. Paul Masson - Rapport n° 104 (1998-1999)
(9 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet
de loi n° 38 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1304

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteur : M. François Loncle (3 février 1999) -
Rapport n° 1474 (17 mars 1999) commun avec les
projets de loi n°s 1309, 1310 et 1311 (voir Traités et
conventions 1309, 1310 et 1311) - Demande
d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée
(4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 -
Projet de loi n° 299

Promulgation

*Loi n° 99-403 du 25 mai 1999 publiée au J.O. du
26 mai 1999 (p. 7752)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4431)**

Intervention du Gouvernement
M. Pierre Moscovici (p. 4431)

Présentation du rapport de la commission des affaires
étrangères
M. François Loncle (p. 4433)

Discussion générale
M. Jean-Claude Lefort (p. 4434); M. Pierre
Lequiller (p. 4435); M. Henri Sicre (p. 4436);
M. Robert Pandraud (p. 4437)

*Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4438)*

**Projet de loi n° 1305 autorisant l'approbation de la
convention d'entraide judiciaire en matière pénale
entre le Gouvernement de la République française
et le Gouvernement de Hong Kong**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 1er avril 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 371 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de
la défense et des forces armées - Rapporteur :
M. Hubert Durand-Chastel - Rapport n° 452 (1997-
1998) (27 mai 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet
de loi n° 47 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1305

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteur : M. Guy Lengagne (17 février 1999) -
Rapport n° 1522

Discussion et adoption définitive le 28 avril 1999 -
Projet de loi n° 285

Promulgation

*Loi n° 99-347 du 5 mai 1999 publiée au J.O. du
6 mai 1999 (p. 6792)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [28 avril 1999]
(p. 3705)**

*Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 3705)*

**Projet de loi n° 1309 autorisant l'approbation de
l'accord d'adhésion du Royaume de Suède à la
convention d'application de l'accord de Schengen du
14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des
contrôles aux frontières communes**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 571 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de
la défense et des forces armées - Rapporteur :
M. Paul Masson - Rapport n° 104 (1998-1999)
(9 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet
de loi n° 35 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1309

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteur : M. François Loncle (3 février 1999) -
Rapport n° 1474 (17 mars 1999) commun avec les
projets de loi n°s 1304, 1310 et 1311 (voir Traités et
conventions 1304, 1310 et 1311) - Demande
d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée
(4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 -
Projet de loi n° 300

Promulgation

*Loi n° 99-406 du 25 mai 1999 publiée au J.O. du
26 mai 1999 (p. 7753)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4431)**

Discussion générale commune des projets de loi
n° 1304, adopté par le Sénat, autorisant
l'approbation de l'accord de coopération entre le
Royaume de Belgique, la République fédérale
d'Allemagne, la République française, le Grand-
Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas,
la République italienne, le Royaume d'Espagne, la
République portugaise, la République hellénique, la
République d'Autriche, le Royaume de Danemark,
la République de Finlande, le Royaume de Suède,
parties contractantes à l'accord et à la convention de
Schengen, et la République d'Islande et le Royaume
de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de
personnes aux frontières communes (ensemble une
annexe), n° 1309, adopté par le Sénat, autorisant
l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de
Suède à la convention d'application de l'accord de
Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression
graduelle des contrôles aux frontières communes,
n° 1310, adopté par le Sénat, autorisant
l'approbation de l'accord d'adhésion de la
République de Finlande à la convention
d'application de l'accord de Schengen du 14 juin
1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles
aux frontières communes, n° 1311, adopté par le
Sénat, autorisant l'approbation de l'accord
d'adhésion du Royaume de Danemark à la
convention d'application de l'accord de Schengen du
14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des
contrôles aux frontières communes et n° 773
autorisant la ratification d'un accord entre la
République française et la République italienne
relatif à la réadmission des personnes en situation
irrégulière (ensemble une annexe) (voir Traités et
conventions 1304)

*Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4438)*

**Projet de loi n° 1310 autorisant l'approbation de
l'accord d'adhésion de la République de Finlande à
la convention d'application de l'accord de Schengen
du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des
contrôles aux frontières communes**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 570 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de
la défense et des forces armées - Rapporteur :
M. Paul Masson - Rapport n° 104 (1998-1999)
(9 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet
de loi n° 36 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1310

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteur : M. François Loncle (3 février 1999) -
Rapport n° 1474 (17 mars 1999) commun avec les
projets de loi n°s 1304, 1309 et 1311 (voir Traités et
conventions 1304, 1309 et 1311) - Demande
d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée
(4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 -
Projet de loi n° 301

Promulgation

*Loi n° 99-405 du 25 mai 1999 publiée au J.O. du
26 mai 1999 (p. 7753)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4431)**

Discussion générale commune des projets de loi n° 1304, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'accord et à la convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe), n° 1309, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Suède à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, n° 1310, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République de Finlande à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, n° 1311, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Danemark à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes et n° 773 autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe) (voir Traités et conventions 1304).

*Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4438)*

Projet de loi n° 1311 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Danemark à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 569 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. Paul Masson - Rapport n° 104 (1998-1999) (9 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet de loi n° 37 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1311

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. François Loncle (3 février 1999) - Rapport n° 1474 (17 mars 1999) commun avec les projets de loi n°s 1304, 1309 et 1310 (voir Traités et conventions 1304, 1309 et 1310) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 -
Projet de loi n° 302

Promulgation

*Loi n° 99-404 du 25 mai 1999 publiée au J.O. du
26 mai 1999 (p. 7753)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4431)**

Discussion générale commune des projets de loi n° 1304, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'accord et à la convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe), n° 1309, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Suède à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, n° 1310, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République de Finlande à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes et n° 773 autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe) (voir Traités et conventions 1304)

*Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4438)*

Projet de loi n° 1312 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 558 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. Jacques Chaumont - Rapport n° 117 (1998-1999) (14 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet de loi n° 52 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1312

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. René André (3 février 1999) - Rapport n° 1532 (7 avril 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 - Projet de loi n° 293

Promulgation

Loi n° 99-388 du 19 mai 1999 publiée au J.O. du 21 mai 1999 (p. 7521)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4429)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 4430)

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 564 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. André Dulait - Rapport n° 127 (1998-1999) (16 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet de loi n° 42 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1313

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : Mme Bernadette Isaac-Sibille (17 février 1999) - Rapport n° 1530 rectifié (7 avril 1999) commun avec les projets de loi n° 1316, 1314 et 1315 (voir Traités et conventions 1316, 1314 et 1315) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 - Projet de loi n° 304

Promulgation

Loi n° 99-402 du 25 mai 1999 publiée au J.O. du 26 mai 1999 (p. 7752)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4439)

Présentation du rapport de la commission des affaires étrangères

Mme Bernadette Isaac-Sibille (p. 4439)

Discussion générale

M. René André (p. 4440); M. Jean-Paul Mariot (p. 4441); M. Pierre Lequiller (p. 4441)

Intervention du Gouvernement

M. Pierre Moscovici (p. 4442)

Intervention de la rapporteure

Mme Bernadette Isaac-Sibille (p. 4443)

Explications de vote

M. Alain Barrau (p. 4443)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 4444)

Projet de loi n° 1314 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 563 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. André Dulait - Rapport n° 127 (1998-1999) (16 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet de loi n° 41 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1314

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteuse : Mme Bernadette Isaac-Sibille
(17 février 1999) - Rapport n° 1530 rectifié (7 avril
1999) commun avec les projets de loi n°s 1316,
1315 et 1313 (voir Traités et conventions 1316,
1315 et 1313) - Demande d'adoption selon la
procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 -
Projet de loi n° 305

Promulgation

*Loi n° 99-401 du 25 mai 1999 publiée au J.O. du
26 mai 1999 (p. 7752)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4439)**

Discussion générale commune des projets de loi
n° 1313, adopté par le Sénat, autorisant la
ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie,
d'autre part, n° 1314, adopté par le Sénat, autorisant
la ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la République
d'Arménie, d'autre part, n° 1315, adopté par le
Sénat, autorisant la ratification de l'accord de
partenariat et de coopération entre les
Communautés européennes et leurs Etats membres,
d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre
part, n° 1316, adopté par le Sénat, autorisant la
ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la République
d'Ouzbékistan, d'autre part, n° 1197, adopté par le
Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le
Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur
la liberté de circulation (voir Traités et conventions
1313)

**Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4444)**

**Projet de loi n° 1315 autorisant la ratification de
l'accord de partenariat et de coopération entre les
Communautés européennes et leurs Etats membres,
d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre
part**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 561 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de
la défense et des forces armées - Rapporteur :
M. André Dulait - Rapport n° 127 (1998-1999)
(16 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet
de loi n° 39 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1315

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteuse : Mme Bernadette Isaac-Sibille
(17 février 1999) - Rapport n° 1530 rectifié (7 avril
1999) commun avec les projets de loi n°s 1316,
1314 et 1313 (voir Traités et conventions 1316,
1314 et 1313) - Demande d'adoption selon la
procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 -
Projet de loi n° 306

Promulgation

*Loi n° 99-400 du 25 mai 1999 publiée au J.O. du
26 mai 1999 (p. 7751)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4439)**

Discussion générale commune des projets de loi
n° 1313, adopté par le Sénat, autorisant la
ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie,
d'autre part, n° 1314, adopté par le Sénat, autorisant
la ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la République
d'Arménie, d'autre part, n° 1315, adopté par le
Sénat, autorisant la ratification de l'accord de
partenariat et de coopération entre les
Communautés européennes et leurs Etats membres,
d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre
part, n° 1316, adopté par le Sénat, autorisant la
ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la République
d'Ouzbékistan, d'autre part, n° 1197, adopté par le
Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le
Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur
la liberté de circulation (voir Traités et conventions
1313)

**Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4444)**

**Projet de loi n° 1316 autorisant la ratification de
l'accord de partenariat et de coopération entre les
Communautés européennes et leurs Etats membres,
d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre
part**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 562 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de
la défense et des forces armées - Rapporteur :

M. André Dulait - Rapport n° 127 (1998-1999)
(16 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet
de loi n° 40 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1316

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteuse : Mme Bernadette Isaac-Sibille
(17 février 1999) - Rapport n° 1530 rectifié (7 avril
1999) commun avec les projets de loi n°s 1315,
1314 et 1313 (voir Traités et conventions 1315,
1314 et 1313) - Demande d'adoption selon la
procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 -
Projet de loi n° 307

Promulgation

*Loi n° 99-399 du 25 mai 1999 publiée au J.O. du
26 mai 1999 (p. 7751)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4439)**

Discussion générale commune des projets de loi
n° 1313, adopté par le Sénat, autorisant la
ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie,
d'autre part, n° 1314, adopté par le Sénat, autorisant
la ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la République
d'Arménie, d'autre part, n° 1315, adopté par le
Sénat, autorisant la ratification de l'accord de
partenariat et de coopération entre les
Communautés européennes et leurs Etats membres,
d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre
part, n° 1316, adopté par le Sénat, autorisant la
ratification de l'accord de partenariat et de
coopération entre les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part, et la République
d'Ouzbékistan, d'autre part, n° 1197, adopté par le
Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le
Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur
la liberté de circulation (voir Traités et conventions
1313)

*Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4444)*

**Projet de loi n° 1317 autorisant l'approbation de la
convention d'établissement entre le Gouvernement
de la République française et le Gouvernement de la
République togolaise**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 8 juillet 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 560 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de
la défense et des forces armées - Rapporteur :
M. Guy Penne - Rapport n° 15 (1998-1999)
(14 octobre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet
de loi n° 46 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1317

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteur : M. Jacques Godfrain (17 février 1999)

**Projet de loi n° 1320 autorisant la ratification du
traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la
République française et la République de Géorgie**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 22 avril 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 399 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de
la défense et des forces armées - Rapporteur :
M. André Boyer - Rapport n° 453 (1997-1998)
(27 mai 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet
de loi n° 43 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1320

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteur : M. Paul Dhaille (17 juin 1998) -
Rapport n° 1533 (7 avril 1999) - Demande
d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée
(27 avril 1999)

Discussion et adoption définitive le 28 avril 1999 -
Projet de loi n° 286

Promulgation

*Loi n° 99-348 du 5 mai 1999 publiée au J.O. du
6 mai 1999 (p. 6792)*

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [28 avril 1999]
(p. 3706)**

*Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 3706)*

**Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du
cinquième protocole (services financiers) annexé à
l'accord général sur le commerce des services**

Sénat (première lecture)

Dépôt le 14 octobre 1998 par M. Lionel Jospin,
Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre
des affaires étrangères - n° 22 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. André Boyer - Rapport n° 103 (1998-1999) (9 décembre 1998)

Discussion et adoption le 22 décembre 1998 - Projet de loi n° 44 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 - n° 1321

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. François Loncle (22 décembre 1998) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (19 janvier 1999) - Rapport n° 1327 (20 janvier 1999)

Discussion et adoption définitive le 28 janvier 1999 - Projet de loi n° 241

Promulgation

Loi n° 99-56 du 28 janvier 1999 publiée au J.O. du 29 janvier 1999 (p. 1495)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Intervention du Gouvernement
M. Jacques Dondoux (p. 576)

Présentation du rapport de la commission des affaires étrangères
M. François Loncle (p. 577)

Discussion générale
M. Joseph Tyrode (p. 578) ; M. Patrick Delnatte (p. 579) ; M. François Rochebloine (p. 579) ; M. François Goulard (p. 579)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 580)

Projet de loi n° 1423 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création de l'Université franco-allemande

Sénat (première lecture)

Dépôt le 22 décembre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 148 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. Pierre Biarnes - Rapport n° 188 (1998-1999) (3 février 1999)

Discussion et adoption le 3 mars 1999 - Projet de loi n° 88 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 mars 1999 - n° 1423

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Marc Reymann (24 mars 1999) - Rapport n° 1545 (28 avril 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 - Projet de loi n° 295

Promulgation

Loi n° 99-386 du 19 mai 1999 publiée au J.O. du 21 mai 1999 (p. 7520)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4430)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 4430)

Projet de loi n° 1524 autorisant la ratification du Protocole établissant, sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne et de l'article 41, paragraphe 3, de la convention Europol, les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents

Sénat (première lecture)

Dépôt le 17 février 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 229 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. Paul Masson - Rapport n° 282 (1998-1999) (24 mars 1999)

Discussion et adoption le 1er avril 1999 - Projet de loi n° 101 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 1er avril 1999 - n° 1524

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. André Borel (7 avril 1999) - Rapport n° 1543 (28 avril 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (4 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 12 mai 1999 - Projet de loi n° 296

Promulgation

Loi n° 99-387 du 19 mai 1999 publiée au J.O. du 21 mai 1999 (p. 7521)

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4430)**

*Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4430)*

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 janvier 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 178 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. Christian de La Malène - Rapport n° 305 (1998-1999) (7 avril 1999)

Discussion et adoption le 29 avril 1999 - Projet de loi n° 109 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 avril 1999 - n° 1564

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Pierre Brana (28 avril 1999) - Rapport n° 1574 (4 mai 1999) commun avec les projets de loi n°s 1565, 1566 rectifié, 1567, 1568 et 1569 (voir Traités et conventions 1565, 1566 rectifié, 1567, 1568 et 1569)

Discussion et adoption définitive le 19 mai 1999 - Projet de loi n° 311

Promulgation

Loi n° 99-424 du 27 mai 1999 publiée au J.O. du 28 mai 1999 (p. 7858)

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999]
(p. 4573)**

Intervention du Gouvernement
M. Charles Josselin (p. 4573)

Présentation du rapport de la commission des affaires étrangères
M. Pierre Brana (p. 4575)

Discussion générale

M. Michel Hunault (p. 4576) ; M. François Loncle (p. 4577) ; M. François d'Aubert (p. 4578) ; Mme Janine Jambu (p. 4580) ; M. Christian Martin (p. 4580)

Réponse du Gouvernement
M. Charles Josselin (p. 4581)

**Discussion de l'article unique [19 mai 1999]
(p. 4581)**

*Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4581)*

Projet de loi n° 1565 autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 janvier 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 173 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. Christian de La Malène - Rapport n° 304 (1998-1999) (7 avril 1999)

Discussion et adoption le 29 avril 1999 - Projet de loi n° 110 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 avril 1999 - n° 1565

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Pierre Brana (28 avril 1999) - Rapport n° 1574 (4 mai 1999) commun avec les projets de loi n°s 1564, 1566 rectifié, 1567, 1568 et 1569 (voir Traités et conventions 1564, 1566 rectifié, 1567, 1568 et 1569)

Discussion et adoption définitive le 19 mai 1999 - Projet de loi n° 312

Promulgation

Loi n° 99-419 du 27 mai 1999 publiée au J.O. du 28 mai 1999 (p. 7857)

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999]
(p. 4573)**

Discussion générale commune des projets de loi n° 1564, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997, n° 1565, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995, n° 1566 rectifié, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés

européennes, fait à Dublin le 27 septembre 1996, n° 1567, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 29 novembre 1996, n° 1568, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du deuxième protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 19 juin 1997, n° 1569, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3, paragraphe 2, point c, du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 26 mai 1997 (voir Traités et conventions 1564)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999]
(p. 4581)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4581)

Projet de loi n° 1566 rectifié autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Dublin le 27 septembre 1996

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 janvier 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 174 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur: M. Christian de La Malène - Rapport n° 304 (1998-1999) (7 avril 1999)

Discussion et adoption le 29 avril 1999 - Projet de loi n° 111 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 avril 1999 - n° 1566 rectifié

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur: M. Pierre Brana (28 avril 1999) - Rapport n° 1574 (4 mai 1999) commun avec les projets de loi n°s 1564, 1565, 1567, 1568 et 1569 (voir Traités et conventions 1564, 1565, 1567, 1568 et 1569)

Discussion et adoption définitive le 19 mai 1999 - Projet de loi n° 313

Promulgation

Loi n° 99-420 du 27 mai 1999 publiée au J.O. du 28 mai 1999 (p. 7857)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999]
(p. 4573)

Discussion générale commune des projets de loi n° 1564, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997, n° 1565, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995, n° 1566 rectifié, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Dublin le 27 septembre 1996, n° 1567, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 29 novembre 1996, n° 1568, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du deuxième protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 19 juin 1997, n° 1569, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3, paragraphe 2, point c, du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 26 mai 1997 (voir Traités et conventions 1564)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999]
(p. 4581)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4581)

Projet de loi n° 1567 autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 29 novembre 1996

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 janvier 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 175 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur:

M. Christian de La Malène - Rapport n° 304 (1998-1999) (7 avril 1999)

Discussion et adoption le 29 avril 1999 - Projet de loi n° 112 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 avril 1999 - n° 1567

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Pierre Brana (28 avril 1999) - Rapport n° 1574 (4 mai 1999) commun avec les projets de loi n°s 1564, 1565, 1566 rectifié, 1568 et 1569 (voir Traités et conventions 1564, 1565, 1566 rectifié, 1568 et 1569)

Discussion et adoption définitive le 19 mai 1999 - Projet de loi n° 314

Promulgation

Loi n° 99-421 du 27 mai 1999 publiée au J.O. du 28 mai 1999 (p. 7857)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Discussion générale commune des projets de loi n° 1564, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997, n° 1565, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995, n° 1566 rectifié, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Dublin le 27 septembre 1996, n° 1567, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 29 novembre 1996, n° 1568, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du deuxième protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 19 juin 1997, n° 1569, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3, paragraphe 2, point c, du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 26 mai 1997 (voir Traités et conventions 1564)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4582)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 4582)

Projet de loi n° 1568 autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3, paragraphe 2, point c, du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 26 mai 1997

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 janvier 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 177 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. Christian de La Malène - Rapport n° 304 (1998-1999) (7 avril 1999)

Discussion et adoption le 29 avril 1999 - Projet de loi n° 113 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 avril 1999 - n° 1568

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Pierre Brana (28 avril 1999) - Rapport n° 1574 (4 mai 1999) commun avec les projets de loi n°s 1564, 1565, 1566 rectifié, 1567 et 1569 (voir Traités et conventions 1564, 1565, 1566 rectifié, 1567 et 1569)

Discussion et adoption définitive le 19 mai 1999 - Projet de loi n° 316

Promulgation

Loi n° 99-423 du 27 mai 1999 publiée au J.O. du 28 mai 1999 (p. 7858)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Discussion générale commune des projets de loi n° 1564, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997, n° 1565, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995, n° 1566 rectifié, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Dublin le 27 septembre 1996,

n° 1567, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 29 novembre 1996, n° 1568, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du deuxième protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 19 juin 1997, n° 1569, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3, paragraphe 2, point c, du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 26 mai 1997 (voir Traités et conventions 1564)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999]
(p. 4582)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4582)

Projet de loi n° 1569 autorisant la ratification du deuxième protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 19 juin 1997

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 janvier 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - n° 176 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. Christian de La Malène - Rapport n° 304 (1998-1999) (7 avril 1999)

Discussion et adoption le 29 avril 1999 - Projet de loi n° 114 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 avril 1999 - n° 1569

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Pierre Brana (28 avril 1999) - Rapport n° 1574 (4 mai 1999) commun avec les projets de loi n° 1564, 1565, 1566 rectifié, 1567 et 1568 (voir Traités et conventions 1564, 1565, 1566 rectifié, 1567 et 1568)

Discussion et adoption définitive le 19 mai 1999 - Projet de loi n° 315

Promulgation

Loi n° 99-422 du 27 mai 1999 publiée au J.O. du 28 mai 1999 (p. 7858)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999]
(p. 4573)

Discussion générale commune des projets de loi n° 1564, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997, n° 1565, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995, n° 1566 rectifié, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Dublin le 27 septembre 1996, n° 1567, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 29 novembre 1996, n° 1568, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du deuxième protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 19 juin 1997, n° 1569, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3, paragraphe 2, point c, du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 26 mai 1997 (voir Traités et conventions 1564)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999]
(p. 4582)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi
(p. 4582)

Rapport d'information n° 1701 déposé par MM. Yves Daugé, Jean-Claude Lefort et Michel Terrot en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur la réforme de la coopération appliquée au Tchad et à la Centrafrique

Questions au Gouvernement

N° 907 - Convention sur les armes inhumaines : M. Noël Mamère [10 novembre 1998] (p. 8706). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [10 novembre 1998] (p. 8706)

Protocole sur les mines antipersonnel, application

N° 1170 - Convention sur les armes inhumaines :
M. Robert Gaïa [3 mars 1999] (p. 1965). Réponse :
M. Lionel Jospin, Premier Ministre [3 mars 1999]
(p. 1965)

Commission nationale pour l'élimination des mines
antipersonnel, création

TRANSPORTS

Voir aussi TRANSPORTS AÉRIENS, TRANSPORTS
FERROVIAIRES, TRANSPORTS PAR EAU, TRANSPORTS
ROUTIERS, TRANSPORTS URBAINS, TRAVAIL

Rapport d'information n° 1671 déposé par M. Jean-Pierre Blazy en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur la politique aéroportuaire

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 avril 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement - n° 326 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur : M. Désiré Debavelaere - Rapport n° 395 (1998-1999) (2 juin 1999)

Discussion et adoption le 9 juin 1999 - Projet de loi n° 150 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 10 juin 1999 - n° 1688

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Dominique Dupilet (9 juin 1999) - Rapport n° 1720 (17 juin 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (15 juin 1999)

Discussion et adoption définitive le 29 juin 1999 - Projet de loi n° 356

Promulgation

Loi n° 99-589 du 12 juillet 1999 publiée au J.O. du 13 juillet 1999 (p. 10404)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Intervention du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 6635)

Présentation du rapport de la commission de la production

M. Dominique Dupilet (p. 6637)

Discussion générale

M. Franck Dhersin (p. 6638); M. André Capet (p. 6639); M. Jean Marsaudon (p. 6639); M. Georges Hage (p. 6640); M. Léonce Deprez (p. 6640)

Réponse du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 6641)

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 6642)

Proposition de loi n° 1799 tendant à assurer l'effectivité du droit au transport

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 septembre 1999 par M. André Aschieri

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Questions au Gouvernement

N° 865 - Transports de voyageurs : M. Jacques Kossowski [28 octobre 1998] (p. 7510). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [28 octobre 1998] (p. 7510)

Grève, service minimum

N° 875 - Transports de voyageurs : M. Jean-Jacques Jégou [3 novembre 1998] (p. 7921). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [3 novembre 1998] (p. 7921)

Grève, Ile-de-France

N° 878 - Politique des transports : M. Michel Bouvard [3 novembre 1998] (p. 7924). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [3 novembre 1998] (p. 7924)

Perspectives

N° 938 - Transports de voyageurs : M. Christian Estrosi [24 novembre 1998] (p. 9419). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [24 novembre 1998] (p. 9419)

Grève, service minimum

N° 939 - Transports de voyageurs : M. Francis Delattre [24 novembre 1998] (p. 9420). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [24 novembre 1998] (p. 9420)

Grève, service minimum

N° 1312 - Transports de voyageurs : M. Lionnel Luca [4 mai 1999] (p. 3946). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [4 mai 1999] (p. 3946)

Grève, service minimum

Questions orales sans débat

N° 918 - Transports routiers et ferroviaires : M. Stéphane Alaïze [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3878). Réponse : Mme Michelle Demessine, Secrétaire d'Etat au tourisme [29 juin 1999] (p. 6510 à 6512)

Contrats de plan Etat-régions, Ardèche

TRANSPORTS AÉRIENS

Voir aussi TRANSPORTS

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 6 mai 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Jean-Pierre Blazy (14 mai 1998) - Rapport n° 951 (3 juin 1998) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (2 juin 1998)

Discussion et adoption le 18 juin 1998 - Projet de loi n° 164

Sénat (première lecture)

Dépôt le 23 juin 1998 - n° 516 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur : M. Jean-François Legrand - Rapport n° 205 (1998-1999) (9 février 1999)

Discussion et adoption le 16 février 1999 - Projet de loi n° 72 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 17 février 1999 - n° 1398

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (2 mars 1999) - Rapporteur : M. Jean-Pierre Blazy - Rapport n° 1455 (10 mars 1999)

Discussion et adoption définitive le 16 mars 1999 - Projet de loi n° 263

Promulgation

Loi n° 99-243 du 29 mars 1999 publiée au J.O. du 30 mars 1999 (p. 4688)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Intervention du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 2454)

Présentation du rapport de la commission de la production

M. Jean-Pierre Blazy (p. 2454)

Discussion générale

M. Gilbert Biessy (p. 2456) ; M. Gilbert Gantier (p. 2456) ; M. Armand Jung (p. 2457) ; M. Jean-Claude Lemoine (p. 2458)

Réponse du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 2458)

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 2461)

Proposition de résolution n° 980 visant à créer une commission d'enquête sur Air France

Dépôt le 16 juin 1998 par M. Dominique Bussereau, M. François d'Aubert et M. Gilbert Gantier

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur : Mme Nicole Bricq (1er octobre 1998) - Rapport n° 1255 (9 décembre 1998)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

Sénat (première lecture)

Dépôt le 7 octobre 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement - n° 7 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur : M. Jean-François Le Grand - Rapport n° 53 (1998-1999) (4 novembre 1998) - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur pour avis : M. Yvon Collin - Avis n° 44 (1998-1999) (29 octobre 1998)

Discussion et adoption le 10 novembre 1998 - Projet de loi n° 13 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 10 novembre 1998 - n° 1186

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Jean-Jacques Filleul (4 novembre 1998) - Rapport n° 1216 (25 novembre 1998) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (8 décembre 1998)

Discussion et adoption définitive le 10 décembre 1998 - Projet de loi n° 221

Promulgation

Loi n° 98-1171 du 18 décembre 1998 publiée au J.O. du 23 décembre 1998 (p. 19424)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Intervention du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 10368)

Présentation du rapport de la commission de la production

M. Jean-Jacques Filleul (p. 10369)

Discussion générale

M. Alain Ferry (p. 10371); M. Dominique Bussereau (p. 10371); Mme Martine Lignières-Cassou (p. 10372); M. Jean Marsaudon (p. 10373); M. Gilbert Biessy (p. 10374); M. Robert Pandraud (p. 10374)

Réponse du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 10375)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Article 1er (articles L. 213-3 et L. 251-2 du code de l'aviation civile : clarification des missions confiées aux exploitants d'aérodromes) (p. 10377) : adopté (p. 10378)

Discussion commune des amendements n°s 4, 2 et 1

Amendement n° 4 de M. Léonce Deprez (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10377) : rejeté (p. 10378)

Amendement n° 2 de M. Jean Proriol (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10377) : rejeté (p. 10378)

Amendement n° 1 de M. Patrick Delnatte (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10377) : rejeté (p. 10378)

Article 2 (validation) : non appelé (p. 10378)

Après l'article 2

Amendement n° 3 de M. Jean Proriol (taux identique sur tous les aéroports pour la taxe d'aéroport) (p. 10378) : rejeté (p. 10379)

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 10379)

Questions au Gouvernement

N° 833 - Aéroport d'Orly : M. Yves Tavernier [20 octobre 1998] (p. 7010). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [20 octobre 1998] (p. 7010)

Trafic, limitation, conséquences

N° 1019 - Aéroport d'Orly : M. Jean-Jacques Filleul [16 décembre 1998] (p. 10569). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [16 décembre 1998] (p. 10569)

Trafic, limitation, conséquences

N° 1496 - Développement : M. Jean-Pierre Blazy [30 juin 1999] (p. 6698). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [30 juin 1999] (p. 6698)

Perspectives

Questions orales sans débat

N° 600 - Personnel : M. Alain Vidalies [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 512). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [2 février 1999] (p. 692, 693)

Formation professionnelle, centre de Biscarosse, activité

N° 616 - Aéroport de Roissy : M. Jean-Pierre Blazy [J.O. Questions du 8 février 1999] (p. 674). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [9 février 1999] (p. 1056, 1057)

Zone aéroportuaire, développement

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Voir aussi TRANSPORTS, TRANSPORTS URBAINS

Rapport d'information n° 1645 déposé par M. Didier Boulaud au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Dépôt le 27 mai 1999 par M. Didier Boulaud

Renvoi à la commission de la production et des échanges - Rapporteur : M. Jean-Jacques Filleul (2 juin 1999) - Rapport n° 1683 (9 juin 1999)

Discussion et adoption le 16 juin 1999 - Résolution n° 342

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Présentation du rapport de la commission de la production
M. Jean-Jacques Filleul (p. 5915)

Intervention au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne
M. Didier Boulaud (p. 5917)

Intervention du président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne
M. Alain Barrau (p. 5917)

Discussion générale

M. Gilbert Biessy (p. 5919); M. Dominique Bussereau (p. 5920); M. Jean Rigal (p. 5921); M. Léonce Deprez (p. 5922); Mme Odile Saugues (p. 5923); M. Michel Bouvard (p. 5925); M. Guy Hascoët (p. 5927)

Réponse du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 5928)

Discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5931)

Article unique (politique de développement des chemins de fer communautaires) (p. 5931) : adopté après modifications (p. 5934)

Intervenant : M. Jean-Claude Daniel (p. 5932)

Amendement n° 1 rectifié de M. Gilbert Biessy (respect du principe de subsidiarité) : adopté (p. 5933)

Amendement n° 2 de M. Michel Bouvard (souci de protection de l'environnement, en particulier, dans les zones de montagne) : adopté (p. 5933)

Amendement n° 3 de M. Michel Bouvard (emprunts communautaires mobilisés prioritairement au financement des réseaux listés lors du Conseil d'Essen le 10 décembre 1994) (p. 5933) : adopté après rectification (p. 5934)

Amendement n° 4 de M. Michel Bouvard (élaboration, dans les meilleurs délais, par le Gouvernement français et la Commission européenne du protocole transport de la convention alpine) : adopté (p. 5934)

Explications de vote

M. Jean Proriot (p. 5934)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants :
contre : M. Jean Proriot (p. 5934)

Adoption de l'article unique modifié de la proposition de résolution (p. 5934)

Questions au Gouvernement

N° 942 - Politiques communautaires : M. Jacques Fleury [24 novembre 1998] (p. 9422). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [24 novembre 1998] (p. 9422)

Libéralisation, conséquences

N° 1071 - Transport de marchandises : M. André Lajoinie [26 janvier 1999] (p. 371). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [26 janvier 1999] (p. 371)

Développement

N° 1256 - Transport de marchandises : M. Gilbert Biessy [31 mars 1999] (p. 3098). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [31 mars 1999] (p. 3098)

Développement

N° 1316 - SNCF : M. Pierre Méhaignerie [5 mai 1999] (p. 4075). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [5 mai 1999] (p. 4075)

Durée du travail, réduction, application

N° 1454 - Transport de marchandises : M. Gilbert Biessy [22 juin 1999] (p. 6266). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [22 juin 1999] (p. 6266)

Politiques communautaires

N° 1463 - Transport de marchandises : M. Didier Boulaud [22 juin 1999] (p. 6273). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [22 juin 1999] (p. 6273)

Développement

Questions orales sans débat

N° 488 - SNCF : Mme Anne-Marie Idrac [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6313, 6314). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [24 novembre 1998] (p. 9394, 9395)

Ligne de grande ceinture Ouest, création, délais, Ile-de-France

N° 535 - TGV Rhin Rhône : M. Jacques Pélissard [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6605). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [8 décembre 1998] (p. 10165, 10166)

Bresse, Jura, desserte

N° 549 - SNCF : M. Michel Péricard [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6745). Réponse : M. Jean-

- Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [15 décembre 1998] (p. 10466, 10467)
- Ligne de grande ceinture Ouest, création, délais, Ile-de-France
- N° 594 - Réseau Ferré de France (RFF) : M. Georges Sarre [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 511). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [2 février 1999] (p. 693)
- Ligne de petite ceinture, exploitation, Paris
- N° 608 - SNCF : M. Daniel Feurtet [J.O. Questions du 8 février 1999] (p. 673). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [9 février 1999] (p. 1055, 1056)
- Ligne de grande ceinture Nord, réouverture
- N° 641 - Tarifs réduits : M. Jacques Rebillard [J.O. Questions du 1er mars 1999] (p. 1127). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [2 mars 1999] (p. 1843, 1844)
- Carte de travail, réglementation
- N° 652 - Gestion : M. Robert Lamy [J.O. Questions du 1er mars 1999] (p. 1128). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [2 mars 1999] (p. 1844)
- Cession de terrains, Tarare
- N° 688 - Ligne Nantes-Bordeaux : M. Michel Hunault [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1464). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [23 mars 1999] (p. 2690, 2691)
- Modernisation
- N° 694 - Développement : M. Hervé Morin [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1465). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [16 mars 1999] (p. 2399, 2400)
- Normandie
- N° 708 - Gares : M. Jean-Paul Bacquet [J.O. Questions du 22 mars 1999] (p. 1622). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [23 mars 1999] (p. 2691, 2692)
- Fermeture, ligne Clermont-Ferrand Béziers
- N° 758 - Transport de marchandises : M. Michel Meylan [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2414). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [27 avril 1999] (p. 3609 à 3611)
- Combiné rail-route, massif alpin
- N° 769 - TGV Rhin Rhône : M. Jean-Louis Fousseret [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2553). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [4 mai 1999] (p. 3916, 3917)
- Desserte de Besançon
- N° 771 - TGV : M. Alain Veyret [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2553). Réponse : M. Alain

Richard, Ministre de la défense [4 mai 1999] (p. 3917, 3918)

Ligne Bordeaux Toulouse, construction

N° 869 - Gares : M. Jean-Antoine Léonetti [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3357). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [8 juin 1999] (p. 5459, 5460)

Rénovation, délais, Antibes

TRANSPORTS PAR EAU

Voir aussi TOURISME ET LOISIRS, TRANSPORTS

Questions au Gouvernement

N° 882 - Trafic trans-Manche : M. Christian Cuvilliez [3 novembre 1998] (p. 7927). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [3 novembre 1998] (p. 7927)

Fusion des compagnies P&O et Stena Line

N° 963 - Voies navigables : Mme Dominique Gillot [1er décembre 1998] (p. 9746). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [1er décembre 1998] (p. 9746)

Projet Seine-Nord

N° 1375 - Transports fluviaux : M. François Dosé [25 mai 1999] (p. 4814). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [25 mai 1999] (p. 4814)

Infrastructures, travaux, financement

Questions orales sans débat

N° 487 - Transports maritimes : M. François Goulard [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6313). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [24 novembre 1998] (p. 9393, 9394)

Desserte des îles, politiques communautaires

N° 512 - Transports maritimes : Mme Marie-Françoise Clergeau [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6456, 6457). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [1er décembre 1998] (p. 9732, 9733)

France Shipmanagement, délocalisation, conséquences, Nantes

N° 541 - Transports fluviaux : Mme Odette Grzegorzulka [J.O. Questions du 14 décembre 1998] (p. 6743). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [15 décembre 1998] (p. 10464, 10465)

Aménagement, canal Seine-Nord, calendrier

N° 581 - Manutention portuaire : M. Paul Dhaille [J.O. Questions du 25 janvier 1999] (p. 364). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [26 janvier 1999] (p. 344, 345)

Equipements, sécurité, Le Havre

N° 718 - Société nationale Corse Méditerranée : M. Vincent Burroni [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1782). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [30 mars 1999] (p. 3007, 3008)

Aides de l'Etat

N° 816 - Ports : M. Daniel Paul [J.O. Questions du 17 mai 1999] (p. 2896, 2897). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [18 mai 1999] (p. 4476)

Officiers de port détachés, rémunérations

N° 870 - Transports fluviaux : M. Yves Cochet [J.O. Questions du 14 juin 1999] (p. 3529). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [15 juin 1999] (p. 5808, 5809)

Aménagement, canal Seine-Nord, calendrier

TRANSPORTS ROUTIERS

Voir aussi SÉCURITÉ ROUTIÈRE, TRANSPORTS

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

Sénat (première lecture)

Dépôt le 12 février 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement - n° 302 (1997-1998)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Lucien Lanier - Rapport n° 358 (1997-1998) (25 mars 1998)

Discussion et adoption le 7 avril 1998 - Projet de loi n° 109 (1997-1998)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 8 avril 1998 - n° 825

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. René Dosière (23 avril 1998) - Rapport n° 1153 (28 octobre 1998)

Discussion et adoption le 10 décembre 1998 - Projet de loi n° 222

Sénat (deuxième lecture)

Dépôt le 14 décembre 1998 - n° 118 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et

d'administration générale - Rapporteur : M. Lucien Lanier - Rapport n° 192 (1998-1999) (3 février 1999) - Nouveau titre : "Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs"

Discussion et adoption le 10 février 1999 - Projet de loi n° 67 (1998-1999)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 10 février 1999 - n° 1385

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (2 mars 1999) - Rapporteur : M. René Dosière - Rapport n° 1452 (10 mars 1999)

Discussion et adoption le 16 mars 1999 - Projet de loi n° 264

Commission mixte paritaire

Nomination le 8 avril 1999 (J.O. p. 5281) - Réunion le 6 mai 1999 - Bureau (J.O. p. 6903)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. René Dosière - Rapport n° 1580 (6 mai 1999) - Demande d'adoption selon la procédure d'examen simplifiée (27 avril 1999)

Discussion et adoption le 11 mai 1999 - Projet de loi n° 290

Sénat (texte de la commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Lucien Lanier - Rapport n° 341 (1998-1999) (6 mai 1999)

Discussion et adoption définitive le 19 mai 1999 - Projet de loi n° 123 (1998-1999)

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Décision le 16 juin 1999 [J.O. du 19 juin 1999] (p. 9020) - Déclare conformes à la Constitution les articles 6, 7 et 8 de la loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs

Promulgation

Loi n° 99-505 du 18 juin 1999 publiée au J.O. du 19 juin 1999 (p. 9015)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Intervention du Gouvernement
M. Jean-Claude Gayssot (p. 10379)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. René Dosière (p. 10383)

Discussion générale

M. Dominique Bussereau (p. 10384); M. Jean-Pierre Baeumler (p. 10387); M. Jean-Claude Lemoine (p. 10395); M. Gilbert Biessy (p. 10397); M. Alain Ferry (p. 10398); M. Georges Sarre (p. 10400); M. Daniel Marcovitch (p. 10401); M. Patrick Delnatte (p. 10402); M. François Rochebloine (p. 10403); M. Armand Jung (p. 10404); M. Bruno Bourg-Broc (p. 10405); M. Jean-Antoine Léonetti (p. 10406)

Réponse du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 10407)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)**Section 1 : disposition relative à la formation des conducteurs novices auteurs d'infractions**

Réserve, à la demande de la commission, de la discussion de l'amendement n° 3 corrigé portant article additionnel avant l'article 1er, jusqu'après l'article 1er (p. 10411)

Article 1er (article L. 11-6 du code de la route : formation spécifique pour les conducteurs novices auteurs d'infractions) (p. 10411) : adopté après modifications (p. 10412)

Intervenants : M. Jean-Claude Lemoine (p. 10411); M. François Rochebloine (p. 10411)

Amendement n° 82 de la commission (extension de la mesure aux titulaires du permis de conduire depuis plus de trente ans) (p. 10411) : retiré (p. 10412)

Amendements identiques n°s 1 et 70

Amendement n° 1 de la commission (stage obligatoire au titre des infractions sanctionnées par le retrait de plus de quatre points du permis de conduire) : adopté (p. 10412)

Amendement n° 70 de M. André Aschieri (stage obligatoire au titre des infractions sanctionnées par le retrait de plus de quatre points du permis de conduire) : adopté (p. 10412)

Amendement n° 2 rectifié de la commission (suppression de l'amende) : adopté (p. 10412)

Amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Baeumler (rapport d'évaluation sur les stages de formation et de sensibilisation) : adopté (p. 10412)

Avant l'article 1er

Amendement n° 3 corrigé précédemment réservé de la commission (de coordination) (p. 10412) : retiré (p. 10413)

Section 2 : dispositions relatives à l'enseignement de la conduite et de la sécurité routière**Avant l'article 2**

Discussion commune de l'amendement n° 36 rectifié et des amendements identiques n°s 37 rectifié et 71 rectifié

Amendement n° 36 rectifié de M. Marc Dolez : non soutenu (p. 10413)

Amendement n° 37 rectifié de M. Patrick Delnatte (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10413) : rejeté (p. 10414)

Amendement n° 71 rectifié de M. André Aschieri (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10413) : rejeté (p. 10414)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière) (p. 10414) : adopté après modifications (p. 10419)

Intervenant : M. Jean-Claude Lemoine (p. 10416)

Amendement n° 67 de M. André Aschieri (renouvellement périodique de l'autorisation administrative nécessaire à l'enseignement de la conduite) : rejeté (p. 10416)

Amendement n° 68 de M. André Aschieri (délivrance de l'autorisation administrative pour l'enseignement de la conduite subordonnée à des conditions d'expérience professionnelle et de réactualisation des connaissances) : rejeté (p. 10416)

Amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10416)

Amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10416)

Amendement n° 54 rectifié de M. Daniel Marcovitch (garantie d'exécution du contrat passé entre l'auto-école et le candidat au permis de conduire) (p. 10416) : retiré (p. 10417)

Amendement n° 53 de M. Daniel Marcovitch (gestion d'auto-école prohibée pour les personnes interdites d'exercice d'une activité commerciale ou artisanale) : adopté (p. 10417)

Amendement n° 72 de M. André Aschieri (rédactionnel) : adopté (p. 10417)

Amendement n° 58 de M. Daniel Marcovitch : devenu sans objet (p. 10417)

Amendement n° 6 de la commission : devenu sans objet (p. 10417)

Amendement n° 42 de M. Lionnel Luca (expérience professionnelle d'au moins deux ans pour gérer une auto-école) : rejeté (p. 10417)

Amendement n° 32 de M. Édouard Landrain (garantie financière produite par les gérants d'auto-écoles) (p. 10417) : rejeté (p. 10418)

Amendement n° 69 de M. André Aschieri (conditions d'âge, d'ancienneté du permis de conduire, d'expérience professionnelle, de réactualisation des connaissances et d'aptitude physique pour gérer une auto-école) : adopté après modifications (p. 10418)

Sous-amendement n° 87 du Gouvernement (suppression de la référence aux conditions d'aptitude physique) : adopté (p. 10418)

Amendement n° 47 rectifié de M. Gilbert Biessy (contrôle des conditions d'exploitation des auto-

écoles et de leurs activités d'enseignement) : retiré (p. 10418)

Amendement n° 52 de M. Daniel Marcovitch (contrôle des activités d'enseignement des auto-écoles) (p. 10418) : adopté (p. 10419)

Amendement n° 7 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10419)

Amendement n° 8 de la commission (de précision) : adopté (p. 10419)

Amendement n° 43 de M. Lionnel Luca (contrôle des conditions d'exploitation des auto-écoles et de leurs activités d'enseignement) : rejeté (p. 10419)

Amendement n° 9 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 10419)

Amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10419)

Après l'article 2

Amendement n° 11 de la commission (agrément des associations d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière) (p. 10419) : adopté après modifications (p. 10420)

Sous-amendement n° 80 du Gouvernement (qualification des moniteurs des associations d'insertion enseignant la conduite) : adopté (p. 10420)

Sous-amendement n° 81 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 10420)

Amendement n° 83 de la commission (modalités d'application des dispositions de l'article 2 aux auto-écoles existantes) : adopté (p. 10420)

Amendement n° 44 de M. Lionnel Luca (enseignement des règles de la circulation au collège) (p. 10420) : rejeté (p. 10420)

Article 3 (article L. 211-1 du code des assurances : définition des tiers pour l'application de l'article L. 211-1 du code des assurances) : adopté (p. 10421)

Après l'article 3

Amendement n° 51 de M. Jacques Fleury (attribution aux auto-écoles des places à l'examen du permis de conduire en fonction du volume d'heures d'enseignement effectuées) : retiré ; repris par M. François Rochebloine (p. 10421) : rejeté (p. 10422)

Section 3 : dispositions relatives à la responsabilité des propriétaires de véhicules

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules) (p. 10422) : adopté après modifications (p. 10424)

Intervenants : M. Dominique Bussereau (p. 10422) ; M. Jean-Claude Lemoine (p. 10422)

Amendements identiques n°s 17, 20 et 33

Amendement n° 17 de M. Dominique Bussereau (de suppression) (p. 10422) : rejeté (p. 10423)

Amendement n° 20 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 10422) : rejeté (p. 10423)

Amendement n° 33 de M. Édouard Landrain (de suppression) (p. 10422) : rejeté (p. 10423)

Amendement n° 12 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10423)

Amendement n° 77 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 10423) : adopté (p. 10424)

Amendement n° 13 de la commission (suppression dans l'article L. 21-1 du code de la route de la référence à la communication par le propriétaire de renseignements permettant l'identification de l'auteur de l'infraction) : adopté (p. 10424)

Amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Baeumler (introduction du vol dans l'article L. 21-1 du code de la route comme cas d'exonération de responsabilité du propriétaire) : adopté (p. 10424)

Amendement n° 78 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 10424)

Section 4 : dispositions relatives à la création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse maximale autorisée, égal ou supérieur à 50 km/h

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h) (p. 10424) : adopté (p. 10430)

Intervenants : M. Jean-Claude Lemoine (p. 10424) ; M. Jacques Fleury (p. 10425) ; Mme Catherine Génisson (p. 10425) ; M. Dominique Bussereau (p. 10425) ; M. Jean-Antoine Léonetti (p. 10426) ; M. Pierre Micaux (p. 10426) ; M. René Mangin (p. 10427) ; M. Jean-Pierre Baeumler (p. 10427) ; M. Michel Bouvard (p. 10427) ; M. François Rochebloine (p. 10427)

Amendements identiques n°s 19 et 21

Amendement n° 19 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 10428) : rejeté (p. 10429)

Amendement n° 21 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 10428) : rejeté (p. 10429)

Amendement n° 76 de M. André Aschieri : non soutenu (p. 10429)

Amendement n° 22 rectifié de M. Jean-Claude Lemoine (critère du dépassement de 50 % de la vitesse autorisée, suppression de la peine de prison et possibilité d'interdire la circulation du véhicule pendant trois mois) : rejeté (p. 10429)

Discussion commune des amendements n°s 64, 34 et 73

Amendement n° 64 de M. Pierre Micaux (critère du grand excès de vitesse ramené en agglomération à un dépassement de 30 km/h) (p. 10426) : rejeté (p. 10429)

Amendement n° 34 de M. Édouard Landrain (critère du grand excès de vitesse ramené en agglomération à un dépassement de 40 km/h) : rejeté (p. 10429)

Amendement n° 73 de M. André Aschieri (critère du grand excès de vitesse ramené en agglomération à un dépassement de 40 km/h) : rejeté (p. 10429)

Amendement n° 74 de M. André Aschieri : non soutenu (p. 10429)

Amendement n° 75 de M. André Aschieri : non soutenu (p. 10429)

Amendement n° 63 de M. Michel Bouvard (délai d'un an pour la récidive à partir de la notification de la condamnation devenue définitive) (p. 10429) : retiré (p. 10430)

Article 6 (article L. 11-1 du code de la route : réduction du nombre de points en cas de délit de récidive de grand excès de vitesse) : adopté (p. 10430)

Après l'article 6

Amendement n° 46 de M. Lionnel Luca (stage de sensibilisation pour les auteurs d'infraction ayant entraîné la perte d'au moins cinq points) : rejeté (p. 10430)

Amendement n° 65 de M. Alain Ferry (détection et répression de la conduite automobile sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 10430)

Section 5 : dispositions relatives à l'instauration d'un dépistage systématique des stupéfiants pour les conducteurs impliqués dans un accident mortel

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel) (p. 10431) : adopté (p. 10434)

Intervenants : M. Didier Quentin (p. 10431) ; M. René Mangin (p. 10432) ; M. Jean-Claude Lemoine (p. 10432)

Discussion commune des amendements n°s 40 et 18

Amendement n° 40 de M. Bernard Accoyer (répression de la conduite sous l'empire de stupéfiants) (p. 10432) : rejeté (p. 10433)

Amendement n° 18 de M. Dominique Bussereau (répression de la conduite sous l'empire de stupéfiants) (p. 10432) : rejeté (p. 10433)

Discussion commune des amendements n°s 38 et 39

Amendement n° 38 de M. Bernard Accoyer (dépistage étendu à la conduite dangereuse et aux troubles du comportement) (p. 10433) : rejeté (p. 10434)

Amendement n° 39 de M. Bernard Accoyer (dépistage étendu aux conducteurs impliqués dans des accidents ayant causé des dommages corporels) (p. 10433) : rejeté (p. 10434)

Amendement n° 35 de M. Édouard Landrain (dépistage étendu aux conducteurs impliqués dans des accidents ayant entraîné une hospitalisation) : rejeté (p. 10434)

Avant l'article 8

Amendement n° 31 de M. Dominique Bussereau (création d'un permis de conduire "spécial véhicule

électrique" délivrable à l'âge de dix-sept ans) (p. 10434) : rejeté (p. 10435)

Discussion commune des amendements n°s 25 et 66

Amendement n° 25 de M. Jean-Claude Lemoine (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-dix ans) (p. 10435) : rejeté (p. 10436)

Amendement n° 66 de M. Pierre Micaux (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-quinze ans) (p. 10435) : rejeté (p. 10436)

Section 6 : dispositions diverses

Article 8 (article L. 14 du code de la route : suspension du permis de conduire) : adopté (p. 10436)

Après l'article 8

Amendement n° 60 de M. Michel Bouvard (constatation par deux fonctionnaires des infractions relatives à l'obligation de stopper le véhicule) : rejeté (p. 10436)

Amendement n° 62 de M. Michel Bouvard (interdiction de la mention de vitesses supérieures à 130 km/h dans les publicités pour les automobiles) (p. 10436) : rejeté (p. 10437)

Amendement n° 61 de M. Michel Bouvard (contrôle des véhicules transportant des matières dangereuses lors de leur circulation sur des voies comportant des tunnels de plus de 3 kilomètres) (p. 10437) : rejeté (p. 10438)

Amendement n° 59 de M. Michel Bouvard (immatriculation des motoneiges) : adopté (p. 10438)

Article 9 (article 36 de la loi du 30 décembre 1982 : licence de transport intérieur ou licence communautaire pour le transport routier de personnes) : adopté après modifications (p. 10439)

Amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10439)

Amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10439)

Article 10 (article 3 de l'ordonnance du 23 décembre 1958 : sanctions en cas d'absence de chronotachygraphe et de limiteur de vitesse) : adopté (p. 10439)

Article 11 (article L. 9-1 du code de la route : sanctions en cas d'absence de chronotachygraphe et de limiteur de vitesse) (p. 10439) : adopté

Après l'article 11

Amendement n° 79 rectifié du Gouvernement (répression accrue des infractions commises contre les agents des réseaux de transports publics de voyageurs) (p. 10439) : adopté (p. 10440)

Amendement n° 26 de M. Jean-Claude Lemoine (équipement des véhicules de plus de 50 cm³ d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage") (p. 10440) : rejeté (p. 10441)

Amendement n° 24 de M. Jean-Claude Lemoine (possibilité pour les tribunaux d'imposer l'installation d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage" sur les véhicules des personnes poursuivies pour un taux d'alcoolémie supérieur à 0,8 g par litre de sang) (p. 10440) : rejeté (p. 10441)

Amendement n° 49 de M. Jacques Fleury (équipement des véhicules neufs d'un système de limitation de vitesse à partir de 2002) (p. 10441) : retiré (p. 10442)

Amendement n° 27 de M. Jean-Claude Lemoine (fonctionnement permanent des feux de croisement) : rejeté (p. 10442)

Amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Baeumler (formation au code de la route pour la conduite des voitures) : adopté (p. 10442)

Amendement n° 23 de M. Jean-Claude Lemoine (signalisation des voitures) (p. 10442) : rejeté (p. 10443)

Amendement n° 56 de M. René Mangin (immatriculation de tous les véhicules à deux roues) : retiré (p. 10443)

Amendement n° 55 de M. René Mangin (marquage des bicyclettes) : adopté (p. 10443)

Amendement n° 16 de la commission (contrôle de la sécurité des infrastructures routières) : adopté (p. 10444)

Amendement n° 29 de M. Jean-Claude Lemoine (implantation des panneaux prescrivant de s'arrêter ou de céder le passage) : retiré (p. 10444)

Amendement n° 41 de M. Patrick Delnatte (contrôle de la sécurité des passagers des bus de transport scolaire) (p. 10444) : rejeté (p. 10445)

Amendement n° 86 de M. Gaétan Gorce (rapport annuel du préfet au président du conseil général sur la sécurité dans les transports scolaires) : rejeté (p. 10445)

Amendement n° 85 de Mme Dominique Gillot (équipement des bornes d'appel d'urgence des autoroutes permettant leur usage par les sourds et les malentendants) (p. 10445) : retiré (p. 10446)

Explications de vote

M. Jean-Claude Lemoine (p. 10446) ; M. Jean-Pierre Baeumler (p. 10446) ; M. Dominique Bussereau (p. 10446)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Jean-Claude Lemoine (p. 10446)

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Pierre Baeumler (p. 10446)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : contre : M. Dominique Bussereau (p. 10446)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 10446)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Intervention du Gouvernement
M. Jean-Claude Gayssot (p. 2461)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. René Dosière (p. 2463)

Discussion générale
M. Georges Sarre (p. 2465) ; M. Alain Ferry (p. 2466) ; M. Jean-Pierre Baeumler (p. 2467) ; M. Jean-Claude Lemoine (p. 2469) ; M. Gilbert Biessy (p. 2471) ; M. Dominique Bussereau (p. 2472) ; M. André Aschieri (p. 2473) ; M. Armand Jung (p. 2474)

Réponse du Gouvernement
M. Jean-Claude Gayssot (p. 2475)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Après l'article 1er

Amendements identiques n°s 20 et 26

Amendement n° 20 de M. Patrick Delnatte (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 2478) : rejeté (p. 2479)

Amendement n° 26 de M. André Aschieri (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 2478) : rejeté (p. 2479)

Article 2 (enseignement de la conduite et de la sécurité routière) : adopté (p. 2479)

Intervenants : M. Jean-Claude Lemoine (p. 2479) ; M. Daniel Marcovitch (p. 2479)

Article 2 ter (application aux établissements existants des dispositions de l'article 2) : adopté (p. 2479)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules) (p. 2479) : adopté (p. 2480)

Intervenant : M. Jean-Claude Lemoine (p. 2479)

Amendements identiques n°s 5 et 22

Amendement n° 5 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) : rejeté (p. 2480)

Amendement n° 22 de M. Dominique Bussereau (de suppression) : rejeté (p. 2480)

Après les articles 6 et 7

Discussion commune des amendements n°s 24 et 8

Amendement n° 24 de M. Alain Ferry (détection et répression de la conduite automobile sous l'empire de stupéfiants) (p. 2480) : rejeté (p. 2481)

Amendement n° 8 de M. Jean-Claude Lemoine (détection de la conduite automobile sous l'empire de stupéfiants) (p. 2480) : rejeté (p. 2481)

Article 7 bis (sanction de la conduite sous l'empire de stupéfiants en cas d'accident corporel) (p. 2481) : supprimé (p. 2482)

Intervenant : M. Patrick Delnatte (p. 2481)

Amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 2481) : adopté (p. 2482)

Avant l'article 8

Amendement n° 21 de M. Dominique Bussereau (création d'un permis de conduire "spécial véhicule électrique" délivrable à l'âge de dix-sept ans) : rejeté (p. 2482)

Article 8 (article L. 14 du code de la route : suspension du permis de conduire) : supprimé par le Sénat (p. 2482)

Après l'article 8

Amendement n° 3 de M. Michel Bouvard (constatation par deux fonctionnaires des infractions relatives à l'obligation de stopper le véhicule) (p. 2482) : rejeté (p. 2483)

Amendement n° 4 de M. Michel Bouvard (interdiction de la mention de vitesses supérieures à 130 km/h dans les publicités pour les véhicules) (p. 2482) : rejeté (p. 2483)

Amendement n° 1 de M. Michel Bouvard (contrôle des véhicules transportant des matières dangereuses lors de leur circulation sur des voies comportant des tunnels de plus de 3 kilomètres) : rejeté (p. 2483)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (immatriculation des motoneiges) : demeure supprimé (p. 2483)

Intervenant : M. Jean-Claude Lemoine (p. 2483)

Amendement n° 2 de M. Michel Bouvard (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 2483)

Après l'article 11

Amendement n° 23 de M. Dominique Bussereau (constatation des excès de vitesse par les agents de police municipale) : rejeté (p. 2483)

Article 12 bis (exonération de taxe pour l'immatriculation des cyclomoteurs) (p. 2483) : adopté (p. 2484)

Article 13 supprimé par le Sénat (formation à la conduite d'un quadricycle léger à moteur) : demeure supprimé (p. 2484)

Amendement n° 19 corrigé de M. René Mangin (rétablissement de l'article) : retiré (p. 2484)

Article 14 supprimé par le Sénat (marquage des véhicules à deux roues non motorisés) (p. 2484) : rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 18 corrigé (p. 2485)

Intervenant : M. Jean-Claude Lemoine (p. 2484)

Amendement n° 18 corrigé de M. René Mangin (marquage des vélos à compter du 1er janvier 2000) (p. 2484) : adopté (p. 2485)

Article 15 supprimé par le Sénat (contrôle de la sécurité des infrastructures routières) : rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 17 (p. 2485)

Intervenant : M. Jean-Claude Lemoine (p. 2485)

Amendement n° 17 de la commission (contrôle de sécurité pour les infrastructures routières dont la réalisation a débuté plus de trois ans après la publication de la loi) : adopté (p. 2485)

Après l'article 15

Amendement n° 12 corrigé de M. Jean-Claude Lemoine (équipement des véhicules de plus de 50 cm³ d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage") (p. 2485) : rejeté (p. 2486)

Amendement n° 10 corrigé de M. Jean-Claude Lemoine (possibilité pour les tribunaux d'imposer l'installation d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage" sur les véhicules des personnes poursuivies pour un taux d'alcoolémie supérieur à 0,8 g par litre de sang) (p. 2485) : rejeté (p. 2486)

Amendement n° 9 corrigé de M. Jean-Claude Lemoine (examen médical tous les cinq ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-dix ans) : rejeté (p. 2486)

Amendement n° 15 de M. Jean-Claude Lemoine (implantation des panneaux prescrivant de s'arrêter ou de céder le passage) (p. 2486) : rejeté (p. 2487)

Amendement n° 13 de M. Jean-Claude Lemoine (fonctionnement permanent des feux de croisement) (p. 2486) : rejeté (p. 2487)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2487)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Présentation du rapport de la commission mixte paritaire

M. René Dosière (p. 4325)

Intervention du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 4326)

Discussion générale

M. Dominique Bussereau (p. 4328) ; M. Gilbert Biessy (p. 4328) ; M. Jean-Claude Lemoine (p. 4329) ; M. Jean-Pierre Baeumler (p. 4330) ; M. François Rochebloine (p. 4331)

Réponse du Gouvernement

M. Jean-Claude Gayssot (p. 4332)

Texte de la commission mixte paritaire [11 mai 1999] (p. 4335)

Amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 4) (p. 4335) : adopté au scrutin public (p. 4336)

Explications de vote

M. Jean-Claude Lemoine (p. 4337)

Vote des groupes

Groupe communiste : pour : M. Gilbert Biessy (p. 4329)

Groupe du Rassemblement pour la République : contre : M. Jean-Claude Lemoine (p. 4330, 4337)

Groupe socialiste : pour : M. Jean-Pierre Bacumler (p. 4330)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : contre : M. François Rochebloine (p. 4332)

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié (p. 4337)

Questions au Gouvernement

N° 1386 - Transport de marchandises : M. Michel Bouvard [26 mai 1999] (p. 4927). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [26 mai 1999] (p. 4927)

Circulation transalpine

N° 1492 - Transport de marchandises : M. Patrick Ollier [30 juin 1999] (p. 6694). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [30 juin 1999] (p. 6694)

Circulation transalpine

Questions orales sans débat

N° 479 - Transports scolaires : M. René André [J.O. Questions du 5 octobre 1998] (p. 5341). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [6 octobre 1998] (p. 5931, 5932)

Accidents, lutte et prévention

N° 527 - Transport de marchandises : M. Paul Dhaille [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6604). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [8 décembre 1998] (p. 10163, 10164)

Lettres de voitures transports de lots, édition, réglementation

N° 555 - Transports scolaires : M. Jacques Rebillard [J.O. Questions du 18 janvier 1999] (p. 233). Réponse : M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [19 janvier 1998] (p. 17, 18)

Personnel, temps partiel, durée du travail, réduction, conséquences

N° 693 - Transport de voyageurs : M. Léonce Deprez [J.O. Questions du 15 mars 1999] (p. 1464). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [16 mars 1999] (p. 2398, 2399)

Réglementation

N° 751 - Transport de marchandises : M. Claude Jacquot [J.O. Questions du 26 avril 1999] (p. 2413). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [27 avril 1999] (p. 3608, 3609)

Bois, réglementation

TRANSPORTS URBAINS

Voir aussi TAXIS, TRANSPORTS, TRANSPORTS FERROVIAIRES

Questions au Gouvernement

N° 784 - Fonctionnement : M. Jean Bardet [6 octobre 1998] (p. 5952). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [6 octobre 1998] (p. 5952)

Ile-de-France

TRAVAIL

Voir aussi EMPLOI, ENTREPRISES, SYNDICATS et Indications préliminaires p. 89 : document n° 58

Proposition de loi n° 1162 relative au travail temporaire

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 novembre 1998 par M. Roger Meï

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1163 relative à la négociation obligatoire sur les salaires

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 4 novembre 1998 par M. Roger Meï

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 1er décembre 1998 par M. Philippe de Villiers

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1353 tendant à créer un congé d'accompagnement des personnes en fin de vie

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 27 janvier 1999 par M. Bernard Perrut

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : Mme Gilberte Marin-Moskovitz (7 avril 1999) - Rapport n° 1563 (29 avril 1999) commun avec les propositions de loi n°s 1515, 1503 rectifiée, 1514 et 1560 (voir Santé 1515, 1503, 1514 et 1560)

Proposition de loi n° 1387 visant à prévenir les conflits collectifs du travail et à garantir le principe de continuité dans les services publics

Sénat (première lecture)

Dépôt le 11 juin 1998 par M. Philippe Arnaud - n° 491 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Claude Huriet - Rapport n° 194 (1998-1999) (3 février 1999)

Discussion et adoption le 11 février 1999 - Proposition de loi n° 68 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 11 février 1999 - n° 1387

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 17 février 1999 par M. Dominique Bussereau, M. José Rossi, M. Jean-Louis Debré et M. Philippe Douste-Blazy

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. François Goulard (3 mars 1999) - Rapport n° 1458 (10 mars 1999)

Discussion et rejet le 18 mars 1999 - Proposition de loi n° 269

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. François Goulard (p. 2603)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Jean Le Garrec (p. 2604)

Intervention du Gouvernement

M. Daniel Vaillant (p. 2605)

Discussion générale

M. Dominique Bussereau (p. 2607); M. Jean Rouger (p. 2610); Mme Michèle Alliot-Marie (p. 2611); M. Jean-Michel Marchand (p. 2613); Mme Anne-Marie Idrac (p. 2614); Mme Muguette Jacquaint (p. 2616); Mme Claudine Ledoux (p. 2617); M. Jacques Pélassard (p. 2618); M. Jean-Jacques Filleul (p. 2619); M. Pierre Carassus (p. 2620); M. Alain Néri (p. 2621)

Vote sur le passage à la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2622)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : M. Dominique Bussereau (p. 2609)

Groupe socialiste : contre : M. Jean Rouger (p. 2611)

Groupe du Rassemblement pour la République : pour : Mme Michèle Alliot-Marie (p. 2613)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : Mme Anne-Marie Idrac (p. 2616)

Groupe communiste : contre : Mme Muguette Jacquaint (p. 2617)

L'Assemblée, consultée, décide de ne pas passer à la discussion des articles ; la proposition de loi n'est pas adoptée (p. 2622)

Rapport d'information n° 1457 déposé par M. Gaëtan Gorce en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'application de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail

Proposition de loi n° 1464 relative au multisalarariat en temps partagé

Sénat (première lecture)

Dépôt le 21 avril 1998 par M. André Jourdain - n° 394 (1997-1998)

Renvoi à la commission des affaires sociales -
Rapporteur : M. André Jourdain - Rapport n° 125
(1998-1999) (16 décembre 1998)

Discussion et adoption le 11 mars 1999 -
Proposition de loi n° 95 (1998-1999)

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 11 mars 1999 - n° 1464

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales

**Proposition de loi n° 1492 relative au recrutement
des salariés à domicile**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 24 mars 1999 par M. Yves Nicolin

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales

**Proposition de loi n° 1512 relative aux licenciements
pour motif économique**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par M. André Lajoinie

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales

**Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat
des salariés**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 mars 1999 par M. Edouard Balladur,
M. Jean-Louis Debré, M. Philippe Douste-Blazy et
M. José Rossi

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales - Rapporteur : M. Jacques
Kossowski (5 mai 1999) - Rapport n° 1591 (12 mai
1999)

Discussion et rejet le 20 mai 1999 - Proposition de
loi n° 318

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 mai 1999]
(p. 4673)**

Présentation du rapport de la commission des affaires
culturelles

M. Jacques Kossowski (p. 4673)

Discussion générale

M. Edouard Balladur (p. 4674) ; M. Daniel Feurtet
(p. 4677) ; Mme Anne-Marie Idrac (p. 4678) ;

Mme Nicole Bricq (p. 4679) ; M. Claude Goasguen
(p. 4681) ; M. Léonce Deprez (p. 4684)

Intervention du Gouvernement
M. Christian Pierret (p. 4684)

Intervention du rapporteur
M. Jacques Kossowski (p. 4687)

**Vote sur le passage à la discussion des articles
[20 mai 1999] (p. 4688)**

Explications de vote

M. Georges Tron (p. 4688) ; M. Michel Herbillon
(p. 4689) ; M. Henri Plagnol (p. 4689) ;
Mme Nicole Bricq (p. 4690)

Vote des groupes

Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : M. Georges Tron (p. 4688)

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour :
M. Michel Herbillon (p. 4689)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance : pour : M. Henri Plagnol (p. 4690)

Groupe socialiste : contre : Mme Nicole Bricq
(p. 4690)

*L'assemblée, consultée, décide de ne pas passer à la
discussion des articles ; la proposition de loi n'est pas
adoptée (p. 4691)*

**Proposition de loi n° 1597 visant à protéger les
droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à
assurer la continuité dans les services publics**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 12 mai 1999 par M. Dominique Bussereau

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales

**Proposition de loi n° 1708 tendant à instituer comme
jour de congé supplémentaire pour les personnels
des secteurs privé et public le vendredi 31 décembre
1999**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 juin 1999 par M. André Santini

Renvoi à la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales

**Rapport d'information n° 1731 déposé par
M. Gaëtan Gorce en application de l'article 145 du
Règlement au nom de la commission des affaires
culturelles, familiales et sociales sur l'application de
la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et
d'incitation relative à la réduction du temps de
travail**

Questions au Gouvernement

- N° 786 - Durée du travail : Mme Françoise de Panafieu [6 octobre 1998] (p. 5954). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [6 octobre 1998] (p. 5954)
Réduction, campagne de publicité, coût
- N° 804 - Durée du travail : M. Maxime Gremetz [7 octobre 1998] (p. 6044). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [7 octobre 1998] (p. 6044)
Réduction, application
- N° 809 - Durée du travail : M. Robert Pandraud [13 octobre 1998] (p. 6465). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [13 octobre 1998] (p. 6465)
Réduction, campagne de publicité, coût
- N° 810 - Durée du travail : M. Hervé Gaymard [13 octobre 1998] (p. 6466). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [13 octobre 1998] (p. 6466)
Réduction, conséquences, salaires
- N° 868 - Durée du travail : Mme Brigitte Douay [28 octobre 1998] (p. 7513). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [28 octobre 1998] (p. 7513)
Réduction, application
- N° 924 - Contrats de travail : M. Didier Boulaud [18 novembre 1998] (p. 9155). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [18 novembre 1998] (p. 9155)
Précarisation, lutte et prévention
- N° 1044 - Durée du travail : M. Laurent Dominati [19 janvier 1999] (p. 36). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [19 janvier 1999] (p. 36)
Réduction, application
- N° 1080 - Durée du travail : M. Joël Goyheneix [27 janvier 1999] (p. 457). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [27 janvier 1999] (p. 457)
Réduction, application, bilan
- N° 1141 - Conditions de travail : M. Maurice Leroy [16 février 1999] (p. 1443). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [16 février 1999] (p. 1443)
Secteur public, secteur privé, disparités
- N° 1148 - Durée du travail : M. José Rossi [17 février 1999] (p. 1551). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [17 février 1999] (p. 1551)
Réduction, application, bilan
- N° 1151 - Durée du travail : M. Gérard Terrier [17 février 1999] (p. 1554). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [17 février 1999] (p. 1554)
Réduction, application, bilan
- N° 1195 - Contrats de travail : M. Maxime Gremetz [10 mars 1999] (p. 2218). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [10 mars 1999] (p. 2218)
Précarisation, lutte et prévention
- N° 1205 - Durée du travail : M. Gaétan Gorce [16 mars 1999] (p. 2410). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [16 mars 1999] (p. 2410)
Réduction, attitude du MEDEF
- N° 1246 - Durée du travail : M. Pierre Méhaignerie [30 mars 1999] (p. 3019). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [30 mars 1999] (p. 3019)
Réduction, perspectives
- N° 1349 - Durée du travail : M. Hervé Gaymard [18 mai 1999] (p. 4494). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [18 mai 1999] (p. 4494)
Réduction, conséquences
- N° 1406 - Durée du travail : M. Franck Dhersin [2 juin 1999] (p. 5282). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [2 juin 1999] (p. 5282)
Réduction, financement
- N° 1414 - Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : M. Michel Vaxès [2 juin 1999] (p. 5289). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [2 juin 1999] (p. 5289)
Augmentation
- N° 1433 - Durée du travail : Mme Nicole Catala [15 juin 1999] (p. 5819). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [15 juin 1999] (p. 5819)
Réduction, application
- N° 1436 - Durée du travail : M. Jacques Rebillard [15 juin 1999] (p. 5821). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [15 juin 1999] (p. 5821)
Réduction, aides de l'Etat, conditions d'attribution
- N° 1455 - Durée du travail : M. Dominique Dord [22 juin 1999] (p. 6267). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [22 juin 1999] (p. 6267)
Réduction, application
- N° 1486 - Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : M. Patrick Leroy [29 juin 1999] (p. 6538). Réponse : Mme Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité [29 juin 1999] (p. 6538)
Augmentation
- N° 1487 - Durée du travail : M. Jean Vila [29 juin 1999] (p. 6538). Réponse : Mme Martine

Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité
[29 juin 1999] (p. 6538)

Réduction, deuxième projet de loi

N° 1494 - Conditions de travail : M. Georges Hage
[30 juin 1999] (p. 6696). Réponse : Mme Martine
Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité
[30 juin 1999] (p. 6696)

Harcèlement psychologique, lutte et prévention

Questions orales sans débat

N° 695 - Durée du travail : M. Roger Franzoni [J.O.
Questions du 22 mars 1999] (p. 1621). Réponse :
M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au
commerce extérieur [23 mars 1999] (p. 2694,
2695)

Réduction, aides de l'Etat, zones franches, cumul avec
l'abattement de cotisations de sécurité sociale, Corse

N° 707 - Durée du travail : Mme Odette Casanova [J.O.
Questions du 22 mars 1999] (p. 1622). Réponse :
M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au
commerce extérieur [23 mars 1999] (p. 2695,
2696)

Réduction, application, inspection du travail, contrôle

TVA

Voir aussi COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, IMPÔTS ET
TAXES, LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES
RECTIFICATIVES

Proposition de loi n° 1234 relative aux ventes hors taxes

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 1er décembre 1998 par M. Christian
Cuvilliez

Renvoi à la commission des finances, de l'économie
générale et du Plan

**Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition
de directive du Conseil modifiant la directive
77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité
d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA
réduit sur les services à forte intensité de main-
d'œuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)**

Dépôt le 6 avril 1999 par M. Didier Migaud

Renvoi à la commission des finances, de l'économie
générale et du Plan - Rapporteur : M. Didier
Migaud (11 mai 1999) - Rapport n° 1585 (11 mai
1999)

Discussion et adoption le 17 juin 1999 - Résolution
n° 347

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Présentation du rapport de la commission des finances
M. Didier Migaud (p. 6192)

Intervention du président de la délégation de
l'Assemblée nationale pour l'Union européenne
M. Alain Barrau (p. 6195)

Rappel au règlement

*M. Julien Dray déclare qu'il défend depuis
plusieurs années la baisse du taux de TVA
applicable au secteur de la restauration et qu'il a
combattu la hausse de deux points du taux normal
de la TVA [17 juin 1999] (p. 6195)*

Discussion générale

M. Jacques Barrot (p. 6196) ; M. Gilbert Gantier
(p. 6196) ; M. Gérard Fuchs (p. 6197) ; M. Michel
Bouvard (p. 6198) ; M. Jean-Claude Lefort
(p. 6201) ; M. Philippe Douste-Blazy (p. 6202)

Intervention du Gouvernement

M. Christian Sautter (p. 6203)

Discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6204)

Explications de vote

M. Gilbert Gantier (p. 6205) ; M. Jean-Jacques
Weber (p. 6205) ; M. Michel Bouvard (p. 6206)

Vote des groupes

Groupe communiste : pour : M. Jean-Claude Lefort
(p. 6202)

Groupe Démocratie libérale et indépendants :
abstention : M. Gilbert Gantier (p. 6205)

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance : abstention : M. Jean-Jacques Weber
(p. 6206)

Groupe du Rassemblement pour la République :
abstention : M. Michel Bouvard (p. 6207)

Adoption de l'article unique de la proposition de résolution (p. 6207)

**Proposition de loi n° 1769 visant à favoriser le
développement de l'emploi dans la restauration, par
l'extension à l'ensemble de ce secteur du taux réduit
de la TVA**

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 juin 1999 par M. Jean de Gaulle

Renvoi à la commission des finances, de l'économie
générale et du Plan

Questions au Gouvernement

N° 931 - Suppression : M. Germain Gengenwin [18 novembre 1998] (p. 9159). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [18 novembre 1998] (p. 9159)

Terrains à bâtir, conséquences

N° 1158 - Taux : M. Jean-Jacques Jégou [2 mars 1999] (p. 1857). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [2 mars 1999] (p. 1857)

Collecte et traitement des déchets

N° 1174 - Taux : M. Michel Bouvard [3 mars 1999] (p. 1968). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [3 mars 1999] (p. 1968)

Hôtellerie et restauration

N° 1448 - Politiques communautaires : M. Pierre Hellier [16 juin 1999] (p. 5945). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [16 juin 1999] (p. 5945)

Taux, activités à forte densité de main d'œuvre, hôtellerie et restauration

Questions orales sans débat

N° 720 - Suppression : M. Marcel Rogemont [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1782). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [30 mars 1999] (p. 3005, 3006)

Terrains à bâtir, application

N° 775 - Politiques communautaires : M. Jean-Claude Bois [J.O. Questions du 3 mai 1999] (p. 2554). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [4 mai 1999] (p. 3912, 3913)

Taux, activités à forte densité de main d'œuvre, hôtellerie et restauration

N° 800 - Assujettissement : M. Philippe Douste-Blazy [J.O. Questions du 10 mai 1999] (p. 2740). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [11 mai 1999] (p. 4288)

Avocats

N° 855 - Politiques communautaires : M. François Liberti [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3355). Réponse : M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie [8 juin 1999] (p. 5465, 5466)

Taux, activités à forte densité de main d'œuvre, hôtellerie et restauration

N° 888 - Taux : M. Jean Pontier [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3709). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [22 juin 1999] (p. 6244, 6245)

Associations syndicales autorisées, fourniture d'eau, irrigation

N° 900 - Taux : M. Jean-Pierre Blazy [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3710). Réponse : M. Christian

Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [22 juin 1999] (p. 6242, 6243)

Abonnements aux réseaux de chaleur

N° 902 - Assujettissement : M. Christian Paul [J.O. Questions du 21 juin 1999] (p. 3710). Réponse : M. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget [22 juin 1999] (p. 6243, 6244)

Groupements de producteurs

U

UNION EUROPÉENNE

Voir aussi POLITIQUES COMMUNAUTAIRES

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 30 juillet 1998 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et Mme Elisabeth Guigou, garde des sceaux, ministre de la justice

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Henri Nallet (23 septembre 1998) - Rapport n° 1212 (18 novembre 1998) - Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères - Rapporteur pour avis : M. Michel Vauzelle (8 octobre 1998) - Avis n° 1209 (18 novembre 1998)

Discussion les 24, 25 novembre et 1er décembre 1998 - Adoption le 1er décembre 1998 - Nouveau titre : "Projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution" - Projet de loi constitutionnelle n° 203

Sénat (première lecture)

Dépôt le 1er décembre 1998 - n° 92 (1998-1999)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Pierre Fauchon - Rapport n° 102 (1998-1999) (9 décembre 1998)

Discussion les 16 et 17 décembre 1998 - Adoption le 17 décembre 1998 - Projet de loi constitutionnelle n° 31 (1998-1999)

Congrès du Parlement

Convocation par décret du Président de la République du 30 décembre 1998 [J.O. du 31 décembre 1998] (p. 20049)

Adoption définitive le 18 janvier 1999 (voir Table du Congrès in fine)

Promulgation

Loi constitutionnelle n° 99-49 du 25 janvier 1999 publiée au J.O. du 26 janvier 1999 (p. 1343)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427, 9459) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Interventions du Gouvernement

Mme Elisabeth Guigou (p. 9428) ; M. Pierre Moscovici (p. 9431)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Henri Nallet (p. 9434)

Présentation de l'avis de la commission des affaires étrangères
M. Michel Vauzelle (p. 9437)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 9456)
Soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9439)
Interventions du Gouvernement : Mme Elisabeth Guigou (p. 9450) ; M. Pierre Moscovici (p. 9452)
Explications de vote : M. Pierre Lellouche (p. 9454) ; M. Alain Barrau (p. 9455) ; M. Hervé de Charette (p. 9455) ; M. Jean-Claude Lefort (p. 9456)

Question préalable : rejetée (p. 9466)
Opposée par M. Alain Bocquet (p. 9459)
Intervention du Gouvernement : Mme Elisabeth Guigou (p. 9461)
Explications de vote : M. Didier Quentin (p. 9462) ; M. Gérard Fuchs (p. 9463) ; M. Michel Suchod (p. 9464) ; M. Pierre Lequiller (p. 9464) ; M. François Sauvadet (p. 9465)

Discussion générale

M. René André (p. 9466) ; M. François Huwart (p. 9469) ; M. Alain Madelin (p. 9470) ; M. Gérard Gouzes (p. 9473) ; M. Hervé de Charette (p. 9475) ; M. Georges Hage (p. 9477) ; M. Maurice Ligot (p. 9479) ; M. Guy Hascoët (p. 9480) ; Mme Nicole Ameline (p. 9481) ; M. Alain Barrau (p. 9482) ; M. Pierre Lellouche (p. 9483) ; M. Claude Billard (p. 9484) ; M. Georges Sarre (p. 9485) ; Mme Nicole Bricq (p. 9486) ; Mme Nicole Catala (p. 9509) ; M. Gérard Fuchs (p. 9510) ; M. Yves Bur (p. 9511) ; M. Philippe de Villiers (p. 9512) ; M. Jacques Myard (p. 9514) ; M. Julien Dray (p. 9515) ; M. Stéphane Alaïze (p. 9516) ; Mme Béatrice Marre (p. 9518) ; M. Yann Galut (p. 9518)

Réponses du Gouvernement

Mme Elisabeth Guigou (p. 9520) ; M. Pierre Moscovici (p. 9521)

Motion de renvoi en commission : rejetée au scrutin public (p. 9533)

De M. Jean-Jacques Guillet (p. 9523)
Explications de vote : M. René André (p. 9529) ; Mme Nicole Ameline (p. 9530) ; M. Alain Barrau (p. 9530) ; M. Yves Bur (p. 9530) ; M. Jean-Pierre Michel (p. 9531) ; M. Jean-Claude Lefort (p. 9531)

Intervention du Gouvernement : M. Pierre Moscovici (p. 9531)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Amendement n° 41 de M. François Guillaume (primauté de la Constitution sur toute règle juridique) : rejeté (p. 9540)

Discussion commune des amendements n°s 10 et 57

Amendement n° 10 de M. Jacques Myard (caractère inaliénable de la souveraineté nationale et appartenance exclusive de celle-ci au peuple) (p. 9540) : rejeté (p. 9542)

Amendement n° 57 de M. Jacques Baumel (caractère inaliénable de la souveraineté nationale) (p. 9541) : rejeté (p. 9542)

Amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (autorisation par référendum de la ratification des traités modifiant substantiellement l'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9543) : rejeté au scrutin public (p. 9544)

Amendement n° 39 de M. François Guillaume (élargissement du champ du référendum à tout acte ou projet d'acte des Communautés ou de l'Union européenne et référendum d'initiative populaire) (p. 9544) : rejeté (p. 9545)

Amendement n° 11 de M. Jacques Myard (primauté de la loi sur tout traité, accord ou dispositions antérieures) : rejeté (p. 9545)

Amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du Parlement) (p. 9545) : rejeté (p. 9548)

Rappel au règlement

M. Jacques Myard défend le corps des diplomates [25 novembre 1998] (p. 9548)

Amendement n° 45 de M. Pierre Lequiller (séance mensuelle du Parlement consacrée aux questions des députés et des sénateurs sur les politiques mises en oeuvre par les institutions européennes) : retiré ; repris par M. Robert Pandraud : rejeté (p. 9548)

Amendement n° 6 de M. Thierry Mariani (autorisation par référendum de la ratification ou de l'approbation des traités et accords aménageant les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9548) : rejeté (p. 9549)

Amendement n° 58 de M. Jacques Baumel (référendum pour la révision de la Constitution en application de l'article 54) : rejeté (p. 9549)

Discussion commune des amendements n° 2 et 12

Amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) : rejeté (p. 9550)

Amendement n° 12 de M. Jacques Myard (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) : rejeté (p. 9550)

Amendement n° 51 de M. Pierre-André Wiltzer (solidarité et coopération entre les Etats et les peuples ayant le français en partage) (p. 9550) : rejeté (p. 9552)

Amendement n° 52 de M. Pierre-André Wiltzer (accords se référant à la solidarité et à la coopération francophones) (p. 9552) : rejeté (p. 9553)

Amendements identiques n° 14 et 54

Amendement n° 14 de Mme Nicole Catala (exercice en commun des compétences dont la délégation est

explicitement prévue par les traités) (p. 9553) : rejeté (p. 9554)

Amendement n° 54 de M. Jacques Baumel (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9553) : rejeté (p. 9554)

Amendement n° 4 de M. Charles Millon (transferts de compétences dans le respect du principe de subsidiarité) (p. 9554) : rejeté (p. 9555)

Amendement n° 16 de M. Jacques Myard (reprise de compétences exercées en commun) (p. 9555) : rejeté (p. 9556)

Amendement n° 35 de M. François Guillaume (application des règles générales des traités et accords internationaux aux Communautés européennes et à l'Union européenne) : rejeté (p. 9556)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution) (p. 9556) : adopté (p. 9569)

Intervenants : M. Charles Millon (p. 9556) ; M. Thierry Mariani (p. 9557) ; M. François Loncle (p. 9558) ; Mme Nicole Catala (p. 9559) ; M. Lionnel Luca (p. 9559) ; M. Jean-Claude Lefort (p. 9560)

Amendement n° 23 de M. Jacques Myard (de suppression) : rejeté (p. 9561)

Amendement n° 18 de M. François Guillaume (délégations de compétences substituées aux transferts de compétences) (p. 9561) : rejeté (p. 9562)

Amendement n° 32 de M. François Guillaume (détermination des règles relatives à la circulation des personnes et non à leur libre circulation) : rejeté (p. 9562)

Amendement n° 33 de M. François Guillaume (suppression des domaines liés à la libre circulation des personnes) : rejeté (p. 9562)

Amendement n° 9 de M. Lionnel Luca (définition préalable et précise des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9562) : rejeté (p. 9563)

Amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9563) : rejeté (p. 9569)

Amendement n° 7 de M. Lionnel Luca (définition de l'atteinte aux conditions essentielles de la souveraineté indépendamment du caractère régalien ou autre des domaines où intervient le transfert de compétences) : rejeté (p. 9569)

Amendement n° 8 de M. Lionnel Luca (appréciation identique de l'atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté pour les engagements communautaires et les autres engagements internationaux) : rejeté (p. 9569)

Amendement n° 50 de M. Xavier Deniau (maintien des compétences du Conseil constitutionnel) : rejeté (p. 9569)

Après l'article unique

Discussion commune de l'amendement n° 42, des amendements identiques n°s 15 corrigé et 55 et des amendements n°s 46, 53, 34 et 19

Amendement n° 42 de M. René André (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) (p. 9570) : rejeté (p. 9577)

Sous-amendement n° 49 de M. Philippe Douste-Blazy (modalités d'adoption de résolutions communes à l'Assemblée nationale et au Sénat) (p. 9572) : rejeté (p. 9577)

Amendement n° 15 corrigé de Mme Nicole Catala (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) (p. 9571) : retiré (p. 9577)

Amendement n° 55 de M. Jacques Baumel (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) (p. 9571) : retiré (p. 9577)

Amendement n° 46 de Mme Nicole Ameline (soumission au Parlement des propositions d'actes communautaires et des projets d'actes relevant des titres V et VI du traité sur l'Union européenne et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) (p. 9572) : rejeté (p. 9577)

Amendement n° 53 de M. Maurice Ligot (soumission au Parlement des rapports d'information de la Commission et des projets d'actes communautaires et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) (p. 9572) : rejeté (p. 9577)

Amendement n° 34 de M. François Guillaume (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) (p. 9572) : rejeté (p. 9577)

Amendement n° 19 de la commission (soumission au Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne comportant des dispositions législatives et vote de résolutions) (p. 9573) : adopté (p. 9577)

Amendement n° 17 de M. Jacques Myard (respect par le Gouvernement des résolutions communes des chambres du Parlement) : rejeté (p. 9577)

Amendement n° 5 de M. Charles Millon (vote de résolutions lors de l'examen de tout projet de loi autorisant la ratification de textes modifiant les traités relatifs aux Communautés européennes ou à l'Union européenne) (p. 9577) : rejeté (p. 9578)

Amendement n° 38 de M. François Guillaume (approbation par le Parlement des projets ou propositions donnant à la Communauté européenne ou à l'Union européenne un pouvoir d'action non explicitement prévu par les traités) : rejeté (p. 9578)

Amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (renégociation du traité sur l'Union européenne à l'initiative du Parlement et contrôle parlementaire sur la construction européenne) (p. 9578) : rejeté au scrutin public (p. 9580)

Amendement n° 47 de Mme Nicole Ameline (création d'une commission permanente pour

l'Union européenne dans chacune des chambres du Parlement) (p. 9580) : rejeté (p. 9581)

Discussion commune de l'amendement n° 36, des amendements identiques n°s 56 et 13 et de l'amendement n° 43

Amendement n° 36 de M. François Guillaume (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 54 de la Constitution, sur les projets d'actes européens) (p. 9581) : rejeté (p. 9583)

Amendement n° 56 de M. Jacques Baumel (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) (p. 9581) : rejeté (p. 9583)

Amendement n° 13 de Mme Nicole Catala (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) (p. 9581) : rejeté (p. 9583)

Amendement n° 43 de M. René André (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale ou le président du Sénat, sur les projets et propositions d'actes soumis au Parlement en application de l'article 88-4 de la Constitution) (p. 9581) : rejeté (p. 9583)

Rappel au règlement

Mme Nicole Catala regrette de ne pas avoir pu soutenir l'amendement n° 56 [25 novembre 1998] (p. 9582) ; M. Raymond Forni indique que l'amendement n° 56 a été défendu par l'un de ses signataires et suggère à Mme Catala de lui demander la parole pour répondre au Gouvernement ou à la commission (p. 9582)

Amendement n° 24 de M. Jacques Myard (compromis de Luxembourg) (p. 9583) : rejeté (p. 9584)

Amendement n° 40 de M. François Guillaume (clause de sauvegarde en matière d'harmonisation du marché intérieur et de libre circulation des personnes) (p. 9584) : rejeté (p. 9585)

Amendement n° 37 de M. François Guillaume (absence d'effet contraignant des actes des Communautés européennes ou de l'Union européenne auxquels le Gouvernement s'est opposé) : rejeté (p. 9585)

Titre

Amendement n° 59 de la commission (introduction de la référence à l'article 88-4 de la Constitution) : adopté (p. 9585)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)*Interventions du Gouvernement*

Mme Elisabeth Guigou (p. 9760) ; M. Pierre Moscovici (p. 9761)

Explications de vote

M. Hervé de Charette (p. 9761) ; M. Georges Sarre (p. 9762) ; Mme Nicole Ameline (p. 9763) ; M. Gérard Gouzes (p. 9763) ; M. René André (p. 9764) ; M. Jean-Claude Lefort (p. 9765)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance : pour : M. Hervé de Charette (p. 9762)
 Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour : Mme Nicole Ameline (p. 9763)
 Groupe socialiste : pour : M. Gérard Gouzes (p. 9764)
 Groupe du Rassemblement pour la République : pour : M. René André (p. 9765)
 Groupe communiste : contre : M. Jean-Claude Lefort (p. 9766)

Rapport d'information n° 1110 déposé par Mme Nicole Ameline, au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les projets d'actes relevant des titres V et VI du Traité sur l'Union européenne, transmis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 9 avril 1998 au 7 octobre 1998 (n° UE 126 à UE 153)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 3 février 1999 par M. Lionel Jospin, Premier ministre, et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères

Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapporteur : M. Michel Vauzelle (3 février 1999) - Rapport n° 1411 (2 mars 1999) - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées - Rapporteur pour avis : M. Guy-Michel Chauveau (27 janvier 1999)

Discussion les 2 et 3 mars 1999 - Adoption le 3 mars 1999 - Projet de loi n° 254

Sénat (première lecture)

Dépôt le 3 mars 1999 - n° 250 (1998-1999)

Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Rapporteur : M. Xavier Villepin - Rapport n° 259 (1998-1999) (10 mars 1999)

Discussion et adoption définitive le 16 mars 1999 - Projet de loi n° 98 (1998-1999)

Promulgation

Loi n° 99-229 du 23 mars 1999 publiée au J.O. du 25 mars 1999 (p. 4463)

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)****Interventions du Gouvernement**

M. Hubert Védrine (p. 1872) ; M. Pierre Moscovici (p. 1874)

Intervention du président de la commission de la défense

M. Paul Quilès (p. 1882)

Intervention du président de la commission des affaires étrangères

M. Jack Lang (p. 1881)

Présentation du rapport de la commission des affaires étrangères

M. Michel Vauzelle (p. 1877)

Présentation de l'avis de la commission de la défense

M. Guy-Michel Chauveau (p. 1879)

Intervention au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

M. Maurice Ligot (p. 1884)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 1892)

Soulevée par M. Alain Bocquet

Soutenue par M. Robert Hue (p. 1885)

Intervention du Gouvernement : M. Pierre Moscovici (p. 1888)

Explications de vote : Mme Béatrice Marre (p. 1890) ; M. Richard Cazenave (p. 1891) ; M. Emile Blessig (p. 1892) ; M. Pierre Lequiller (p. 1892)

Question préalable : rejetée (p. 1908)

Opposée par M. Philippe de Villiers (p. 1899)

Intervention du Gouvernement : M. Pierre Moscovici (p. 1905)

Explications de vote : M. Yves Bur (p. 1907) ; M. Alain Barrau (p. 1907) ; M. Richard Cazenave (p. 1908)

Discussion générale

M. Pierre Lequiller (p. 1908) ; M. François Loncle (p. 1911) ; M. Édouard Balladur (p. 1912) ; M. Jean-Claude Lefort (p. 1916) ; M. François Bayrou (p. 1918) ; M. Gérard Charasse (p. 1922) ; Mme Nicole Ameline (p. 1923) ; Mme Monique Collange (p. 1924) ; M. Guy Hermier (p. 1926) ; M. Michel Suchod (p. 1926) ; M. Alain Barrau (p. 1927) ; Mme Marie-Hélène Aubert (p. 1928) ; M. Julien Dray (p. 1929) ; Mme Béatrice Marre (p. 1930) ; M. Paul Dhaille (p. 1931) ; M. Gérard Fuchs (p. 1932)

Motion d'ajournement : rejetée (p. 1939)

De M. Georges Sarre (p. 1933)

Interventions de : M. Gérard Fuchs (p. 1936) ; M. René André (p. 1937) ; M. Pierre Lequiller (p. 1938) ; M. Pierre Moscovici (p. 1945)

**Discussion de l'article unique [3 mars 1999]
(p. 1947)**

Article unique (autorisation de ratification du traité d'Amsterdam) (p. 1947) : adopté (p. 1954)

Intervenants : M. Jacques Myard (p. 1947) ;
Mme Nicole Catala (p. 1948) ; M. Nicolas Dupont-
Aignan (p. 1949) ; M. Lionnel Luca (p. 1949) ;
M. François Guillaume (p. 1951) ; M. Jean-Jacques
Guillet (p. 1951) ; M. Thierry Mariani (p. 1953) ;
Mme Sylvie Andrieux (p. 1954)

Après l'article unique

Amendement n° 1 rectifié du Gouvernement
(réforme des institutions de l'Union européenne)
(p. 1955) : adopté (p. 1959)

Explications de vote

M. Pierre Lequiller (p. 1974) ; M. Henri Nallet
(p. 1975) ; M. René André (p. 1976) ; M. Alain
Bocquet (p. 1976) ; M. Maurice Ligot (p. 1977) ;
Mme Marie-Hélène Aubert (p. 1978)

Vote des groupes

Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour :
M. Pierre Lequiller (p. 1975)
Groupe socialiste : pour : M. Henri Nallet (p. 1976)
Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : M. René André (p. 1976)
Groupe communiste : contre : M. Alain Bocquet
(p. 1977)
Groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance : pour : M. Maurice Ligot (p. 1978)
Groupe Radical, Citoyen et Vert : contre :
Mme Marie-Hélène Aubert (p. 1978)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1979)

**Rapport d'information n° 1402 déposé par
M. Michel Vauzelle, au nom de la commission des
affaires étrangères, en application de l'article 145 du
Règlement, sur le projet de loi autorisant la
ratification du Traité d'Amsterdam**

**Rapport d'information n° 1434 déposé par
M. Gérard Fuchs au nom de la délégation de
l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur
le programme de travail de la Commission
européenne pour 1999**

**Proposition de résolution n° 1435 sur le programme
de travail de la Commission pour 1999 (COM (98)
604 final/n° E 1186, COM (98) 609 final/n° E 1187,
SEC (98) 1901 final/n° E 1188)**

Dépôt le 4 mars 1999 par M. Gérard Fuchs

Renvoi à la commission des affaires étrangères -
Rapporteur : M. Gilbert Le Bris (24 mars 1999) -
Rapport n° 1523 (1er avril 1999)

Considérée comme définitive le 16 avril 1999 -
Résolution n° 280

**Rapport d'information n° 1465 déposé par
Mme Nicole Ameline au nom de la délégation de
l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur
les projets d'actes de l'Union européenne transmis
par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du
7 octobre 1998 au 24 janvier 1999 (n°s UE 154 à
UE 177)**

**Rapport d'information n° 1466 déposé par M. Henri
Nallet au nom de la délégation de l'Assemblée
nationale pour l'Union européenne sur le projet de
statut des député(e)s au Parlement européen
(document n° E 1209)**

**Proposition de résolution n° 1467 sur le projet de
statut des député(e)s au Parlement européen
(document n° E 1209)**

Dépôt le 11 mars 1999 par M. Henri Nallet

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la
République

**Rapport d'information n° 1539 déposé par
M. Pierre Lequiller au nom de la délégation de
l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur
le nouveau cadre communautaire des "accords
verticaux" (COM (98) 0546 final/n° E 1166)**

Questions au Gouvernement

N° 829 - Politique économique : M. Jacques Brunhes
[20 octobre 1998] (p. 7007). Réponse : M. Pierre
Moscovici, Ministre délégué des affaires
européennes [20 octobre 1998] (p. 7007)

Croissance, emploi

N° 854 - Conseil européen : M. François Loncle
[27 octobre 1998] (p. 7390). Réponse : M. Lionel
Jospin, Premier Ministre [27 octobre 1998]
(p. 7390)

Sommet de Pörtlach

N° 890 - UEM : M. Alain Barrau [4 novembre 1998]
(p. 8032). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn,
Ministre de l'économie, des finances et de
l'industrie [4 novembre 1998] (p. 8032)

Conseil de l'Euro

N° 949 - Euro : M. Valéry Giscard d'Estaing [25 novembre 1998] (p. 9493). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [25 novembre 1998] (p. 9493)

Taux de conversion

N° 990 - Euro : M. Philippe Auberger [9 décembre 1998] (p. 10236). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [9 décembre 1998] (p. 10236)

Programme triennal de stabilité

N° 1010 - Euro : M. Émile Vernaudon [15 décembre 1998] (p. 10484). Réponse : M. Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [15 décembre 1998] (p. 10484)

Mise en place, conséquences, franc Pacifique

N° 1206 - Commission : M. Jean-Marc Ayrault [16 mars 1999] (p. 2411). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [16 mars 1999] (p. 2411)

Démission, conséquences

N° 1209 - Commission : M. Robert Pandraud [16 mars 1999] (p. 2413). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [16 mars 1999] (p. 2413)

Démission, conséquences

N° 1212 - Commission : M. Yves Bur [16 mars 1999] (p. 2415). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [16 mars 1999] (p. 2415)

Démission, conséquences

N° 1214 - Commission : M. Jean-Claude Lenoir [16 mars 1999] (p. 2417). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [16 mars 1999] (p. 2417)

Démission, conséquences

N° 1216 - Commission : M. Daniel Feurtet [16 mars 1999] (p. 2419). Réponse : M. Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères [16 mars 1999] (p. 2419)

Démission, conséquences

N° 1248 - Conseil européen : Mme Béatrice Marre [30 mars 1999] (p. 3021). Réponse : M. Lionel Jospin, Premier Ministre [30 mars 1999] (p. 3021)

Berlin, bilan

N° 1422 - Institutions communautaires : M. Alain Barrau [9 juin 1999] (p. 5608). Réponse : M. Pierre Moscovici, Ministre délégué des affaires européennes [9 juin 1999] (p. 5608)

Réforme

Questions orales sans débat

N° 577 - Elargissement : M. Dominique Paillé [J.O. Questions du 25 janvier 1999] (p. 363, 364). Réponse : M. Alain Richard, Ministre de la défense [26 janvier 1999] (p. 355 à 357)

Chypre, attitude de la France

URBANISME

Voir aussi AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, ARCHITECTURE, BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, LOGEMENT

Proposition de loi n° 1391 tendant à limiter les recours abusifs contre les projets d'aménagement et de construction

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 16 février 1999 par M. Bernard Accoyer

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Proposition de loi n° 1489 tendant à limiter les recours abusifs exercés contre des déclarations d'utilité publique

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 24 mars 1999 par M. Marc Dumoulin

Renvoi à la commission de la production et des échanges

Questions orales sans débat

N° 839 - Opérations d'aménagement : M. Yves Tavernier [J.O. Questions du 31 mai 1999] (p. 3203). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [1er juin 1999] (p. 5156, 5157)

Concertation, réglementation

V

VOIRIE

Voir aussi BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, SÉCURITÉ ROUTIÈRE, TRANSPORTS ROUTIERS, TRANSPORTS URBAINS, URBANISME

Questions au Gouvernement

N° 910 - A 75 : M. Alain Marleix [10 novembre 1998] (p. 8708). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [10 novembre 1998] (p. 8708)

Travaux, délais

N° 985 - Autoroutes : M. Jean-Pierre Michel [9 décembre 1998] (p. 10232). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [9 décembre 1998] (p. 10232)

Liaisons Langres Territoire de Belfort

Questions orales sans débat

N° 486 - A 48 : M. Alain Moyné-Bressand [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6313). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [24 novembre 1998] (p. 9392, 9393)

Construction, tronçon Ambérieu Grenoble

N° 497 - Rocade L 2 : M. Marius Masse [J.O. Questions du 23 novembre 1998] (p. 6315). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [24 novembre 1998] (p. 9395, 9396)

Aménagement, Marseille

N° 506 - RN 51 : M. Philippe Martin [J.O. Questions du 30 novembre 1998] (p. 6455, 6456). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [1er décembre 1998] (p. 9731, 9732)

Aménagement, tronçon Epernay Reims

N° 519 - A 20 : M. Bernard Charles [J.O. Questions du 7 décembre 1998] (p. 6603). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [8 décembre 1998] (p. 10162, 10163)

Construction, tronçon Cahors-Nord Cahors-Sud

N° 576 - RN 62 : M. François Loos [J.O. Questions du 25 janvier 1999] (p. 363). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [26 janvier 1999] (p. 342, 343)

Aménagement, contournement de Mertzwiller

N° 589 - A 50 : M. Guy Teissier [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 511). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [2 février 1999] (p. 696)

Liaisons avec la RN 8, Marseille

N° 592 - A 28 : M. Hervé Morin [J.O. Questions du 1er février 1999] (p. 511). Réponse : M. Claude Bartolone, Ministre délégué à la ville [2 février 1999] (p. 693, 694)

Liaison Alençon Rouen, construction

N° 638 - RN 137 : M. Bernard Madrelle [J.O. Questions du 15 février 1999] (p. 840). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [16 février 1999] (p. 1414, 1415)

Aménagement, Gironde

N° 660 - A 65 : Mme Chantal Robin-Rodrigo [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1293). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [9 mars 1999] (p. 2125, 2126)

Liaison Langon Pau, construction

N° 667 - RN 143 : Mme Marisol Touraine [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1294). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [9 mars 1999] (p. 2124, 2125)

Liaison Tours Loches, aménagement

N° 676 - Routes et autoroutes : M. Maurice Ligot [J.O. Questions du 8 mars 1999] (p. 1295). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [9 mars 1999] (p. 2123, 2124)

Désenclavement, Centre-Ouest

N° 709 - Ponts : M. Jean-Pierre Baumler [J.O. Questions du 22 mars 1999] (p. 1622, 1623). Réponse : M. Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur [23 mars 1999] (p. 2692, 2693)

Pont entre Fessenheim et Hartheim, groupement local de coopération transfrontalière, compétences

N° 712 - RN 85 : M. Gilbert Biessy [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1781). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [30 mars 1999] (p. 3006, 3007)

Aménagement, Vizille

N° 723 - Routes et autoroutes : M. Jean-Marc Chavanne [J.O. Questions du 29 mars 1999] (p. 1782). Réponse : M. Louis Besson, Secrétaire d'Etat au logement [30 mars 1999] (p. 3008, 3009)

Désenclavement, Chablais

N° 736 - Routes et autoroutes : M. Bernard Grasset [J.O. Questions du 5 avril 1999] (p. 1943). Réponse : Mme Michelle Demessine, Secrétaire d'Etat au tourisme [6 avril 1999] (p. 3277, 3278)

Aménagement, Charente-Maritime

N° 820 - A 6 : M. Bernard Perrut [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3017). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [25 mai 1999] (p. 4785, 4786)

Villefranche-sur-Saône, contournement

N° 823 - RN 10 et RN 141 : M. Jean-Claude Viollet [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3017). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [25 mai 1999] (p. 4786 à 4788)

Aménagement, Charente

N° 829 - RN 19 et RN 305 : M. Jean-Claude Lefort [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3018). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [25 mai 1999] (p. 4788, 4789)

Aménagement, Ivry-sur-Seine

N° 832 - A 6 : M. Jean-Claude Mignon [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3018). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [25 mai 1999] (p. 4789 à 4791)

Rénovation, liaison Le Coudray-Montceau Fleury-en-Bière

N° 834 - RN 122 : M. Yves Coussain [J.O. Questions du 24 mai 1999] (p. 3018). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [25 mai 1999] (p. 4791, 4792)

Tunnel du Lioran, rénovation

N° 866 - RN 66 : M. François Vannson [J.O. Questions du 7 juin 1999] (p. 3356). Réponse : M. Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement [8 juin 1999] (p. 5458, 5459)

Aménagement, Vosges

N° 913 - A 86 : Mme Anne-Marie Idrac [J.O. Questions du 28 juin 1999] (p. 3877). Réponse : Mme Michelle Demessine, Secrétaire d'Etat au tourisme [29 juin 1999] (p. 6512, 6513)

Projet de tunnel, sécurité, tronçon ouest

CONGRÈS DU PARLEMENT

Du 18 janvier 1999 :

- Projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Du 28 juin 1999 :

- Projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale
- Projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 18 JANVIER 1999

Projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Voir Union européenne 1072

Vote [18 janvier 1999] (p. 3)

Communication du président de l'Assemblée nationale,
président du Congrès

M. Laurent Fabius : lecture du décret de
convocation du Congrès du Parlement [31 décembre
1998] (p. 20049) (p. 3)

Règlement du Congrès (p. 3)

Intervention du Premier ministre

M. Lionel Jospin (p. 4)

Explications de vote

M. Robert Badinter (Sénateur) (p. 5) ; M. Henri
Nallet (Député) (p. 7) ; M. Jacques Larché
(Sénateur) (p. 8) ; M. Michel Barnier (Sénateur)
(p. 9) ; M. Philippe Douste-Blazy (Député) (p. 10) ;
M. René André (Député) (p. 11) ; M. Michel
Suchod (Député) (p. 12) ; M. Robert Hue (Député)
(p. 13) ; M. Michel Duffour (Sénateur) (p. 14) ;
M. Pierre Fauchon (Sénateur) (p. 15) ; M. Jean-
Pierre Fourcade (Sénateur) (p. 16) ; Mme Nicole
Amline (Député) (p. 17)

Vote des groupes

Assemblée nationale

Groupe socialiste : pour : M. Henri Nallet (p. 7)
Groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance : pour : M. Philippe Douste-Blazy (p. 11)
Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : M. René André (p. 11)
Groupe communiste : contre : M. Robert Hue
(p. 14)
Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour :
Mme Nicole Amline (p. 17)

Sénat

Groupe socialiste : pour : M. Robert Badinter (p. 7)
Groupe Républicains et indépendants : pour :
M. Jacques Larché (p. 8)
Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : M. Michel Barnier (p. 9)
Groupe communiste, républicain et citoyen :
contre : M. Michel Duffour (p. 14)
Groupe de l'union centriste : pour : M. Pierre
Fauchon (p. 15)
Groupe du rassemblement démocratique et social
européen : pour : M. Jean-Pierre Fourcade (p. 17)

*Adoption définitive, au scrutin public à la tribune, de
l'ensemble du projet de loi constitutionnelle (p. 19)*

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 28 JUIN 1999

Projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Voir Droit pénal 1462

Vote [28 juin 1999] (p. 6)

Communication du président de l'Assemblée nationale,
président du Congrès

M. Laurent Fabius : lecture du décret de
convocation du Congrès du Parlement [J.O. du
24 juin 1999] (p. 9246) (p. 5)

Modification du règlement du Congrès (p. 6)

Intervention du Premier ministre

M. Lionel Jospin (p. 6)

Explications de vote

M. Pierre-André Wiltzer (Député) (p. 8) ; M. Robert
Badinter (Sénateur) (p. 9) ; M. Georges Othily
(Sénateur) (p. 11) ; M. François Goulard (Député)
(p. 12) ; M. Alain Vidalies (Député) (p. 13) ;
M. Guy Fischer (Sénateur) (p. 15) ; M. Patrice
Gélar (Sénateur) (p. 16) ; M. Jacques Larché
(Sénateur) (p. 17) ; M. Jean-Jacques Hyest
(Sénateur) (p. 18) ; M. François Asensi (Député)
(p. 19) ; M. Guy Hascoët (Député) (p. 20) ; M. Jean-
Luc Warsmann (Député) (p. 21)

Vote des groupes

Assemblée nationale

Groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance : pour : M. Pierre-André Wiltzer (p. 9)
Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour :
M. François Goulard (p. 13)
Groupe socialiste : pour : M. Alain Vidalies (p. 15)
Groupe communiste : pour : M. François Asensi
(p. 19)
Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour : M. Guy
Hascoët (p. 21)
Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : M. Jean-Luc Warsmann (p. 22)

Sénat

Groupe socialiste : pour : M. Robert Badinter
(p. 11)
Groupe du rassemblement démocratique et social
européen : pour : M. Georges Othily (p. 12)
Groupe communiste, républicain et citoyen : pour :
M. Guy Fischer (p. 16)
Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : M. Patrice Gélar (p. 17)
Groupe Républicains et indépendants : pour :
M. Jacques Larché (p. 18)

Groupe de l'union centriste : pour : M. Jean-Jacques Hyst (p. 19)

Adoption définitive, au scrutin public à la tribune, de l'ensemble du projet de loi constitutionnelle (p. 23)

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 28 JUIN 1999

Projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Voir Femmes 985

Vote [28 juin 1999] (p. 29)

Intervention du Premier ministre
M. Lionel Jospin (p. 29)

Explications de vote

Mme Chantal Robin-Rodrigo (Député) (p. 30) ;
Mme Nicole Ameline (Député) (p. 32) ; M. Pierre-Christophe Baguet (Député) (p. 33) ; Mme Dinah Derycke (Sénateur) (p. 35) ; Mme Marie-Jo Zimmermann (Député) (p. 36) ; M. Philippe Richert (Sénateur) (p. 38) ; Mme Catherine Tasca (Député) (p. 39) ; Mme Anne Heinis (Sénateur) (p. 40) ; M. Gérard Cornu (Sénateur) (p. 42) ; Mme Hélène Luc (Sénateur) (p. 43) ; M. Guy Cabanel (Sénateur) (p. 45) ; M. Alain Bocquet (Député) (p. 46)

Vote des groupes

Assemblée nationale

Groupe Radical, Citoyen et Vert : pour :
Mme Chantal Robin-Rodrigo (p. 30)
Groupe Démocratie libérale et indépendants : pour :
Mme Nicole Ameline (p. 33)
Groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance : pour : M. Pierre-Christophe Baguet
(p. 35)
Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : Mme Marie-Jo Zimmermann (p. 38)
Groupe socialiste : pour : Mme Catherine Tasca
(p. 40)
Groupe communiste : pour : M. Alain Bocquet
(p. 47)

Sénat

Groupe socialiste : pour : Mme Dinah Derycke
(p. 36)
Groupe de l'union centriste : pour : M. Philippe
Richert (p. 39)
Groupe Républicains et indépendants : pour :
Mme Anne Heinis (p. 40)
Groupe du Rassemblement pour la République :
pour : M. Gérard Cornu (p. 43)
Groupe communiste, républicain et citoyen : pour :
Mme Hélène Luc (p. 45)
Groupe du rassemblement démocratique et social
européen : pour : M. Guy Cabanel (p. 46)

Adoption définitive, au scrutin public à la tribune, de l'ensemble du projet de loi constitutionnelle (p. 47)